Cours analytique d'économie politique professé à la Faculté de droit (2e éd.) par Alfred Jourdan,...

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Jourdan, Alfred (1823-1891). Cours analytique d'économie politique professé à la Faculté de droit (2e éd.) par Alfred Jourdan,.... 1890.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

COURS ANALYTIQUE

D'ÉCONOMIE POLITIQUE

PROFESSÉ A LA FACULTÉ DE DROIT

PAR

ALFRED JOURDAN

DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT D'AIX, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE A LA FACULTÉ DE DROIT D'AIX ET A LA FACULTÉ DES SCIENCES DE MARSEILLE, CORRESPONDANT DE L'INSTITUT.

(Deuxième édition. — Entièrement refondue)

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1890

COURS ANALYTIQUE

D'ÉCONOMIE POLITIQUE

8°R
9813

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Le droit français, ses règles fondamentales, ses rapports avec les principes de la morale, avec l'économie politique et avec l'utilité générale. Paris, 1875 ; 1 vol. in-8°. *Ouvrage couronné par l'Institut.*

Etudes de droit romain. — L'hypothèque. Exposition historique et dogmatique. Explication des textes. 1876 ; 1 vol. in-8°.

Epargne et capital, ou du meilleur emploi de la richesse, 1879 ; 1 vol. in-8°. *Ouvrage couronné par l'Institut.*

Du rôle de l'Etat dans l'ordre économique, ou économie politique et socialisme. Paris, 1882, 1 vol. in-8°. *Ouvrage couronné par l'Institut.*

Des rapports entre le droit et l'économie politique, ou Philosophie comparée du droit et de l'économie politique. Paris, 1885 ; 1 vol in-8°. *Ouvrage couronné par l'Institut.*

EN PRÉPARATION :

Histoire générale de l'économie politique, 2 vol. in-8.

COURS ANALYTIQUE

D'ÉCONOMIE POLITIQUE

PROFESSÉ A LA FACULTÉ DE DROIT

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS

PAR

ALFRED JOURDAN

DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT D'AIX, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE A LA FACULTÉ DE DROIT D'AIX ET A LA FACULTÉ DES SCIENCES DE MARSEILLE,
CORRESPONDANT DE L'INSTITUT.

(Deuxième édition. — Entièrement refondue)

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1890

PRÉFACE

DE LA PREMIÈRE ÉDITION

L'objet essentiel de cette préface est d'expliquer le sens et la portée du titre que j'ai donné à cet ouvrage, explication qui pourrait se réduire à ceci : ce livre est un *cours* et non un *traité*; c'est une *recherche analytique* et non un *exposé dogmatique* des principes de la science; enfin ce cours a été professé non pas devant un auditoire quelconque, mais à la *Faculté de droit*. Qu'il me soit permis d'insister quelque peu sur ces oppositions et sur la signification que j'y attache.

C'est ici un cours et non pas un traité : est-ce à dire qu'il y ait un abîme entre le cours et le traité ? Non, sans doute, et, dans l'un comme dans l'autre, on doit retrouver la même substance, les principes fondamentaux de la science, mais présentés autrement. Le cours a des allures plus libres, moins sévères que le traité. Le traité a un caractère impersonnel ; le cours porte plus ou moins l'empreinte de la personnalité de son auteur. Le traité est l'œuvre d'un savant qui médite dans le calme et le silence du cabinet; le cours est l'œuvre du professeur qui enseigne et qui est constamment en action. Il y a entre le maître et l'élève qu'il a sous les yeux, qu'il connaît, dont il est connu, d'autres liens, d'autres rapports qu'entre l'auteur du traité et le lecteur inconnu pour lequel il écrit.

Ce livre est, en second lieu, une recherche analytique et non un pur exposé dogmatique des principes de la science. A vrai dire, je ne fais que reproduire ainsi en d'autres termes l'opposition précédente entre le cours et le traité. C'est en effet le caractère propre du traité d'être un exposé dogmatique et synthétique, comme celui du cours est d'être une recherche analytique. Je ne disserterai pas *ex professo* et d'une manière abstraite sur la synthèse et l'analyse, question qu'on a embrouillée à plaisir en ne distinguant pas entre les divers ordres de connaissances, entre la synthèse et l'analyse expérimentales et l'analyse et la synthèse logiques, entre la recherche et la démonstration ou ex-

position de la vérité, et en présentant ces deux procédés comme pouvant constituer chacun séparément une méthode complètement indépendante de l'autre, alors qu'en réalité il n'y a pas de synthèse sans mélange d'analyse et réciproquement. Dans la recherche dela vérité on débute par la synthèse,par une vue d'ensemble de l'objet ; cette première opération de l'esprit ne donne en général qu'une connaissance fausse, vague, incomplète de l'objet; par l'analyse, par la décomposition de cet objet en ses différentes parties ou qualités, en le considérant sous ses divers aspects, on rectifie, on précise, on complète cette connaissance, et enfin par la synthèse qui reconstitue l'objet et qui fait voir le rapport qui existe entre les diverses parties, on arrive à une connaissance parfaite qui constitue la science. Il s'agit maintenant de savoir comment on procédera dans l'exposition méthodique de la science une fois faite. On peut prendre pour base de l'enseignement cette vaste synthèse, qui est la science même, la science considérée objectivement; la résumer en un certain nombre de propositions, de principes, que l'on démontrera précisément à l'aide des éléments qu'aura fournis l'analyse, mais en laissant de côté tout ce que l'analyse aura rejeté. C'est là l'exposé dogmatique, le traité, le livre.

Le cours proprement dit, le cours oral ou le livre qui en est la réduction, est autre chose. Il reproduit le procédé qui a été suivi pour constituer la science : un aperçu général, une patiente analyse, puis la synthèse. Il est bien entendu que cette analyse sera entremêlée de synthèses partielles. Là est l'excellence de l'enseignement oral et de la recherche analytique, la seule qui lui convienne. Voilà l'enseignement vivant, dans lequel le maître ne débite pas un froid discours, mais travaille actuellement et associe au travail de sa propre pensée l'élève auquel il semble dire : Travaillons, cherchons ensemble ! C'est comme un voyage d'exploration dans un pays qu'il a déjà parcouru et où il sert de guide à ses jeunes compagnons, les dirigeant, leur signalant les objets qui méritent de fixer leur attention, leur laissant souvent le plaisir de la découverte, s'égarant parfois avec eux pour les ramener bientôt dans le droit chemin ; mais, dans tous les cas, ne marchant pas et ne regardant pas pour eux, ne se bornant pas à leur raconter ce qu'il a vu, comme pourrait le faire un *guide* imprimé.

Ce genre d'enseignement a ses privilèges, ses libres allures. Ne demandez pas à ce maître un compte trop rigoureux de la marche qu'il suit, tant qu'il n'est pas arrivé au but, à la conclusion, aux théorèmes, à *ce qu'il fallait démontrer*. Plusieurs chemins peuvent y conduire. Ne vous hâtez pas de lui dire :

Mais cela n'est pas de l'économie politique ! C'est du droit, de la morale, de l'histoire, c'est de la politique ; c'est de la controverse qui doit être bannie du domaine de la science pure ! — Il vous répondra : Qu'importe, si cela doit finalement servir à l'intelligence de la science, objet de nos études ? Laissez-nous distinguer sans isoler, rapprocher sans confondre !

J'ai dit enfin que ce cours a été professé à la Faculté de droit. M'adressant à des apprentis jurisconsultes qui ont déjà quelques notions de droit, j'en profite pour mettre en lumière les rapports qui existent entre les deux sciences, et cela au grand avantage de l'une et de l'autre. Je dois même ajouter que ces utiles rapprochements tiennent plus de place dans le cours oral que dans la réduction écrite que je publie aujourd'hui. Ce n'est pas que je me sois laissé entraîner à englober dans l'économie politique, soit le droit administratif, soit le droit industriel : je m'en suis soigneusement abstenu, et pour des raisons tirées de la nature des choses, afin de prévenir une confusion que je tiens pour dangereuse, et aussi pour ne pas grossir outre mesure un volume déjà bien gros. C'est en partie pour cette dernière raison que je n'ai pas prodigué les notes et renvois aux auteurs, lesquels sont en général de peu d'utilité et dont on sait que l'enseignement oral s'accommode mal. Si, comme c'est ma principale ambition, j'ai réussi à inspirer à mes élèves le goût de la science, ils sauront bien trouver dans les écrits des maîtres qu'ils ont sous la main et où j'ai moi-même largement puisé, de quoi compléter leurs études. J'insiste sur ce point que ce cours a été professé à la Faculté de droit ; mais je manquerais à un devoir de reconnaissance, si je n'ajoutais qu'il a été précédé et préparé par l'enseignement que je donne depuis dix ans à la Faculté des sciences de Marseille, devant un public nombreux dont la sympathie ne m'a pas fait un instant défaut.

On se demandera si ce livre est bien nécessaire et si l'auteur avait qualité pour l'écrire. Je ne me prévaudrai pas des vingt années consacrées à une étude assidue de l'économie politique : ce serait le cas de répondre que *le temps ne fait rien à l'affaire* ; je dirai simplement que j'ai enseigné l'économie politique pendant dix ans à la Faculté des sciences de Marseille et pendant cinq ans à la Faculté de droit d'Aix..... ajouterai-je : avec succès ? Oui, si l'on veut bien ne voir là que la constatation d'un fait matériel, à savoir que le cours a été suivi par un public nombreux, attentif et qui paraissait y prendre un intérêt sérieux. J'ai pensé que, si les leçons avaient été écoutées, le livre qui en reproduit la substance pourrait être lu et, par conséquent, être utile. Je n'ai pas la prétention d'être un économiste,

mais simplement un maître d'école en économie politique; c'est à vrai dire, ce dont nous avons le plus besoin dans un pays où naguère encore on ne comptait que deux ou trois chaires ouvertes à cet enseignement. Peut-être bien, que si je disais l'idée que je me fais d'un bon maître d'école en matière de sciences morales, l'aveu que je viens de faire ne serait pas trouvé aussi modeste qu'il en a l'air. Enfin, pour épuiser ce chapitre des circonstances atténuantes, qu'il me soit permis de dire que je ne me suis risqué à écrire un *gros* livre qu'après avoir publié plusieurs essais que recommandaient les plus précieux suffrages et les récompenses les plus enviées.

Je saisis avec empressement cette occasion de faire remonter l'expression de ma reconnaissance jusqu'à l'illustre compagnie qui m'a prodigué ses encouragements, et je ne demande qu'à trouver désormais dans le public des juges aussi bienveillants que j'en ai rencontré parmi les représentants les plus éminents de la science.

PRÉFACE

DE LA SECONDE ÉDITION

Le livre écrit par le maître sur ce qui fait l'objet de son enseignement, est une sorte de programme qu'il doit développer chaque année devant un auditoire sans cesse renouvelé; mais on peut affirmer que, chaque année, il donne une nouvelle édition, sinon de son livre, au moins de son cours oral. Sans doute il faut que, chaque année, il dise, en substance, les mêmes choses; mais il y a tant de manières différentes de dire la même chose ! Est-il un maître digne de ce nom qui voulût s'approprier le mot connu : *tant pis, mon siège est fait !* Autre chose est le livre, autre chose la leçon, la parole vivante, qui s'adresse à des auditeurs que l'on interroge du regard pour savoir s'ils ont compris, s'il n'est pas nécessaire de revenir sur une explication, de reprendre une démonstration. Et puis, ces auditeurs, ce sont des élèves qu'on retrouvera au jour de l'examen, et, à entendre tant de médiocres réponses, on en arrivera à se demander si on a fait tout ce qu'il fallait pour initier aux principes de la science des intelligences qui y paraissent assez rebelles. L'examen est un exercice également profitable pour le maître et pour l'élève. Enfin, en cherchant à donner à sa pensée un tour nouveau, une formule plus exacte, on rencontrera parfois mieux que celà, on trouvera la vérité. Ce n'est pas qu'on ait été jusque là dans l'erreur, qu'on ait enseigné une fausse doctrine; mais la vérité vous est tout-à-coup apparue plus complète, plus éclatante. Le progrès, dans les sciences morales, ne consiste pas à passer de l'ignorance absolue à la connaissance parfaite, de l'erreur totale à la vérité totale. En cherchant à rendre nos idées plus claires pour les autres, elles nous deviennent plus claires à nous-mêmes. Enseigner, c'est apprendre.

C'est ainsi que s'est faite cette seconde édition : en notant, d'année en année, les améliorations qui avaient trouvé place dans le cours oral. Je n'ai rien retenu de la formule banale : *Edition revue, corrigée et augmentée*. J'ai dit *refondue*, et

j'aurais pu ajouter *diminuée*, au moins matériellement, car, dans toute refonte, une partie de la matière sur laquelle on opère est éliminée.

La coalition que nous voyons se nouer aujourd'hui contre l'Economie politique, c'est-à-dire contre la liberté, loin d'ébranler mes convictions. n'a fait que les fortifier. Sans parler du communisme socialiste, je suis demeuré insensible aux séductions du *catheder-socialisme* et d'une certaine économie politique romantique, qui ont pourtant des représentants si distingués par leur esprit, leur talent et l'élévation de leurs sentiments. J'en suis encore à me demander ce que peut bien être leur science en dehors de ce qu'ils empruntent à l'économie politique classique, orthodoxe, à l'*école*, ou de quel autre nom qu'ils veuillent l'appeler. C'est malheureusement de leurs doctrines que s'inspirent les politiciens empiriques de tout rang, les hommes à expédients, qui rêvent d'une solution de *la question sociale*. On ne la trouvera pas en dehors de la liberté. On pourra bien, pour un temps, pratiquer autre chose que la liberté, mais il faudra y revenir, et la liberté est encore la seule chose qu'on puisse enseigner.

Aix, 20 février 1890.

LIVRE PREMIER

INTRODUCTION

CHAPITRE I

Objet essentiel de cette introduction. — Considérations générales sur les divers ordres de sciences.

Le but que je me suis proposé dans cette introduction est d'établir une notion suffisamment claire de l'objet et du domaine de l'économie politique, notion qu'il est impossible de renfermer dans une définition. Le lecteur se convaincra bientôt de l'utilité qu'il y a à savoir un peu ce que c'est que l'économie politique avant de l'étudier en détail. Cette première notion résultera principalement d'une comparaison de l'économie politique avec les autres sciences, dont je suppose que ceux auxquels s'adresse particulièrement ce livre ont une connaissance générale. Il n'est pas besoin pour cela d'une longue énumération et d'une classification minutieuse de toutes les branches de la science humaine ; il me suffira de la division tripartite bien connue : 1° sciences *mathématiques* ou *exactes* ; 2° sciences *physiques* ; 3° sciences *morales*. On les appelle ainsi parce qu'elles considèrent l'homme comme être moral, intelligent et libre, et lui enseignent à faire un bon usage de son intelligence et de sa liberté. On les appelle aussi sciences *sociales* et *politiques*, parce qu'elles s'occupent principalement de l'homme vivant en société avec ses semblables, et que le fondement même de ces sciences est que l'homme est fait pour vivre en société. L'économie politique est aussi une science morale, sociale, politique, car son objet est l'étude et la direction de l'activité humaine dans l'acquisition et l'emploi des biens, c'est-à-dire des choses nécessaires à la satisfaction de nos besoins.

Un cours de science morale, un cours de droit, par exemple, ne ressemble en rien à un cours de science exacte. Les sciences mathématiques ont ce caractère particulier qu'on y passe toujours rigoureusement du connu à l'inconnu. Toutes les propositions doivent être présentées et démontrées dans un ordre déterminé et nécessaire, parce que chaque proposition nouvelle se fonde sur celles qui précèdent ; mais celles-ci n'ont pas besoin, pour être comprises, de la connaissance

de celles qui suivent, et celui qui a étudié et compris les dix premières propositions peut en avoir une intelligence complète sans rien savoir du reste. Dans l'étude et l'enseignement des sciences exactes, à chaque instant on fait un pas en avant, laissant derrière soi un terrain parfaitement connu, posant le pied sur un terrain complètement nouveau, ne portant jamais ses regards qu'en arrière pour invoquer une proposition définitivement établie à l'appui de celle qu'on va démontrer.

Ce double caractère de subordination et d'indépendance, — subordination absolue de ce qui suit par rapport à ce qui précède, indépendance non moins absolue de ce qui précède par rapport à ce qui suit ; — ce double caractère se retrouve, non-seulement si on considère une seule des sciences mathématiques en elle-même, mais encore si on compare entre elles les diverses sciences mathématiques, et enfin si on compare l'ensemble des sciences exactes avec les autres parties de la connaissance humaine, avec les sciences physiques et surtout avec les sciences morales. Auguste Comte a fait remarquer que la *mathématique*, comme il l'appelle, se compose de la réunion de trois sciences : celle *du nombre* (arithmétique, algèbre), la *géométrie* et la *mécanique rationnelle*, lesquelles présentent, les unes par rapport aux autres, cet ordre de subordination, à savoir que la première, la science du nombre, est absolument indépendante des deux autres, dont elle peut faire complètement abstraction ; la géométrie suppose la science des nombres pour le calcul des grandeurs et, de plus, une classe spéciale de lois, celle des corps étendus ; et la mécanique rationnelle présuppose, indépendamment des lois du nombre et de l'étendue, celles de l'équilibre et du mouvement. Il n'est pas moins certain que la science mathématique dans son ensemble est tout à fait indépendante des autres sciences, soit des sciences naturelles, soit des sciences morales ; et on peut concevoir qu'un homme, complètement étranger à toute notion de chimie, de physiologie, de morale, découvre, par la seule force de son génie, les lois du nombre, de l'étendue, de l'équilibre et du mouvement : arithmétique, géométrie, mécanique. C'est ainsi que Pascal, un enfant de génie, était en train de découvrir à lui seul toute la géométrie. Je note immédiatement qu'on se représente difficilement un enfant capable d'un pareil effort de la pensée en ce qui concerne une science morale, le droit ou l'économie politique.

Si des sciences exactes nous passons aux sciences morales, quelles différences dans leur étude et dans leur enseignement ! Je prends pour exemple le droit. Peut-on dire qu'il y ait là un ordre nécessaire, une série de propositions qui s'enchaînent comme des théorèmes de géométrie ; qu'il y ait un commencement, un milieu et une fin ? On vous parle du principe de la non-rétroactivité des lois, du statut réel et du statut personnel, des lois qui obligent les Français même résidant à

l'étranger, des lois françaises auxquelles sont soumis les étrangers résidant en France ; mais pour comprendre cela il faut passer en revue toute notre législation. On vous parle de l'état et de la capacité des personnes : mais cela a trait aux diverses espèces de droits et de biens, aux successions, aux contrats, toutes choses dont on ne vous a point parlé et sur lesquelles il faut vous donner des notions sommaires, sauf à approfondir plus tard. A aucun moment d'un pareil cours d'études on ne peut donc dire : Je sais parfaitement jusque-là, je ne sais rien au-delà, comme on peut dire : Je sais parfaitement la théorie et la pratique des quatre règles de l'arithmétique, mais je ne sais rien des principes sur la divisibilité des nombres, de la théorie du plus grand commun diviseur, de l'extraction des racines carrée et cubique. On ne peut, en un mot, se dire quelque peu jurisconsulte que lorsqu'on a parcouru le champ entier de la science du droit. Pourquoi ? Parce que le droit, qui règle les rapports des hommes vivant en société, est un vaste organisme dont toutes les parties sont étroitement reliées entre elles, mais autrement que les parties *successives* d'une science exacte. Pour comprendre n'importe quel rouage particulier de cet organisme, il faut l'embrasser dans son ensemble.

Ce que je dis des sciences morales, du droit, n'est pas moins vrai des sciences naturelles, de la physiologie, par exemple. Où est le commencement et la fin de la physiologie animale ? Peut-on se borner à étudier tel organe ou telle fonction ? Peut-on se dire physiologiste si on n'a embrassé tous les éléments de la vie dans l'individu : la charpente osseuse, les muscles, les nerfs, le sang, les sécrétions, les fonctions de nutrition et de relation ? C'est là que la notion d'organisme nous apparaît la plus complète et le fonctionnement, la raison d'être du moindre rouage, ne peut se comprendre si on perd de vue l'organisme entier.

De ce qui précède je conclus : 1° Que, en matière de sciences morales et de sciences naturelles, le degré de la connaissance ne s'estime pas comme en matière de sciences exactes ; on ne dit pas : Je sais jusque-là et rien au-delà ; on dit : Je sais plus ou moins bien ; je saisis plus ou moins parfaitement les rapports entre les divers phénomènes dont l'ensemble constitue la science ; 2° le progrès dans l'étude ou dans l'enseignement d'une science morale ne consiste pas à aborder chaque jour un terrain nouveau, des objets inconnus ; ce sont en réalité toujours les mêmes objets que l'on étudie ; seulement chaque jour on les considère de plus près, sous des aspects nouveaux, on saisit mieux les rapports qui les relient entre eux. Le premier regard ne vous a révélé qu'une masse un peu confuse dans une demi-obscurité ; cette obscurité va diminuant jusqu'à ce qu'une lumière éclatante illumine tout, dessinant nettement les contours arrêtés de toutes choses. Voilà la science ; 3° enfin, et c'est là, pour le moment, la conséquence qui nous intéresse le plus, l'entrée en matière dans l'enseignement d'une science morale

ne saurait ressembler en rien à l'entrée en matière dans une science exacte. Au début d'une science exacte, de la science des nombres, l'arithmétique, par exemple, vous trouvez invariablement un certain nombre d'axiomes, de définitions rigoureuses : on vous définit la *grandeur* ou *quantité*, l'*unité*, le *nombre* qui exprime le rapport de la grandeur avec l'unité ; puis vient la *numération* parlée et écrite, manière d'énoncer et d'écrire commodément les nombres, et on aborde immédiatement les opérations élémentaires sur les nombres : l'addition, la plus simple de toutes ; la soustraction, qui n'est qu'une addition renversée ; la multiplication qui est une addition simplifiée ; la division qui est une soustraction simplifiée ou une multiplication renversée. On ne saurait procéder ainsi pour une science morale. On ne débutera pas par une série de définitions insignifiantes, vagues ou inexactes. La première chose à faire sera de jeter un regard d'ensemble sur le domaine de la science, de faire une rapide analyse des phénomènes qu'on se propose d'étudier et de les résumer dans une courte synthèse qui tient lieu de définition. Ainsi vais-je faire bientôt pour l'économie politique. Le lecteur reconnaîtra, je l'espère, l'excellence de ce procédé que je veux tout d'abord caractériser d'une manière plus précise.

On peut donner deux définitions de la science en général : il y a ce qu'on pourrait appeler la définition *synthétique* ; il y a la définition *analytique*. La première, considérant la science comme faite, comme objet d'étude et d'enseignement, nous dit : « Une science est un ensemble de « connaissances se rapportant à un objet commun et méthodiquement « coordonnées entre elles. » L'autre définition considère la manière dont la science se forme et progresse ; elle nous dit : « La science n'est « autre chose que la réflexion appliquée aux notions du simple bon « sens. » C'est en m'attachant à cette définition que je rechercherai analytiquement ce que c'est que l'économie politique.

La définition de la science que nous adoptons, *la réflexion appliquée aux notions du simple bon sens*, signifie qu'au début de toute recherche scientifique on rencontre un fait primordial, une notion élémentaire qui est le point de départ, la base sur laquelle l'observation et la réflexion, constatant des faits et des rapports nouveaux, construisent peu à peu l'édifice entier de la science. Dans les sciences exactes, ce fait primordial, ce point de départ est un axiome ou une définition rigoureuse. Dans les sciences morales, c'est un phénomène de conscience, une donnée historique, un fait extérieur quelconque. *Je pense, donc je suis* : voilà le point de départ de Descartes. Si je voulais donner à quelqu'un une première notion de la science du droit, je ne lui dirais pas : « Le droit est la science des lois... la science du juste et de l'injuste... « la science de la direction des actions humaines au point de vue du « juste et de l'injuste..., » toutes définitions qui n'expliquent rien, car

les notions de *loi*, de *juste* et d'*injuste*, ne sont pas plus claires par elles-mêmes que celle de *droit*. Appliquant notre méthode analytique, recherchant tout d'abord le fait primordial, je dirais : l'homme vit en société avec ses semblables ; son histoire, sa nature physique et morale prouvent qu'il est fait pour vivre en société, car ce n'est qu'à l'abri de cette société qu'il peut se développer physiquement et moralement. L'homme intelligent et libre vivant en société avec ses semblables, il faut pour que cette société puisse subsister, mettre la liberté de chacun en harmonie avec la liberté de tous. L'objet de la science du droit est précisément de rechercher et de déterminer les conditions de cette harmonie ; et l'œuvre du législateur consiste à proclamer et à sanctionner les rapports qui doivent exister entre les hommes vivant en société. Les lois sont donc l'expression de ces rapports. Nous pourrions ainsi poursuivre ces réflexions, ces *méditations juridiques* ; elles nous conduiraient forcément à passer en revue toute la législation qui nous régit ; lois d'ordre public, lois pénales, lois civiles, lois relatives à l'organisation judiciaire, à la compétence, à la procédure. Voilà, si je ne me trompe, ce qui serait propre à donner une notion sommaire mais exacte de la science du droit. C'est seulement après avoir fait cette analyse qu'on peut plus ou moins comprendre les courtes définitions que j'ai reproduites ci-dessus.

CHAPITRE II

Recherche analytique de la notion d'économie politique.

Appliquons à l'économie politique le procédé d'investigation que j'ai décrit dans le chapitre précédent et que j'ai mis en lumière à propos de la science du droit. Quel est le fait primordial sur lequel pourra s'arrêter tout d'abord notre réflexion ? Un fait bien simple, mais bien saisissant : « L'homme a des *besoins* et, pour les satisfaire, il travaille « et vise à obtenir la plus grande somme de satisfactions avec la « moindre somme de travail possible. » Partons de là.

On appelle *richesse* tout ce qui est propre à satisfaire les besoins de l'homme, mais on donne spécialement ce nom à ce qui n'est pas un don gratuit de la nature et qui doit être produit par un travail plus ou moins pénible.

Travailler, c'est appliquer la force de son corps et de son intelligence à vaincre les obstacles qui s'opposent à ce que nous fassions servir la nature à la satisfaction de nos besoins.

L'industrie, c'est le travail considéré dans son organisation, dans les combinaisons et arrangements destinés à rendre la production de la richesse plus abondante. On dit l'*industrie humaine* comme on dit *la science humaine*, mais, comme la science se subdivise en une infinité de branches et de rameaux, de même il y a autant de groupes de travaux, d'industries différentes, qu'il y a d'obstacles à vaincre pour se procurer la richesse. De là la distinction entre les industries agricole, extractive, manufacturière, commerciale, industrie des transports, sans compter les subdivisions nombreuses de ces grandes branches de l'industrie.

L'homme, disons-nous, travaille pour se procurer les objets nécessaires à la satisfaction de ses besoins ; mais l'homme a mille besoins, et nous voyons cependant que chacun ne s'applique, en général, qu'à produire une seule et même sorte d'objets, du blé, du vin, des vêtements, du fer. Il y a plus, si nous entrons dans une usine où l'on fabrique des objets de la plus mince valeur, nous voyons que le même individu est toujours occupé à un même détail de fabrication, en sorte qu'il faut le concours de vingt ouvriers pour faire une aiguille ou une épingle. C'est le phénomène de la *division du travail*, un de ces arrangements destinés à rendre le travail plus fécond parce qu'on fait plus vite et mieux quand on fait toujours une même chose.

Si l'homme recherche ainsi les combinaisons propres à accroître la productivité du travail, ce n'est pas seulement parce qu'il redoute le travail, l'effort ; c'est parce qu'il conquiert par là le temps pour produire autre chose, pour satisfaire des besoins d'un ordre plus élevé. C'est de là que procède l'esprit d'invention, la découverte de machines et d'instruments plus parfaits, de procédés industriels plus ingénieux. Enfin l'histoire nous fait voir comment, par une admirable évolution, l'homme, après avoir débuté dans la vie économique par le mépris du travail qu'il considérait comme une œuvre servile, est arrivé à reconnaître que le travail libre, respecté, honoré, est seul fécond. Telles sont les véritables conditions de l'industrie humaine : division du travail, emploi d'instruments et de machines, liberté du travail.

Grâce à la division du travail, chaque individu produit d'une même espèce d'objets infiniment plus qu'il n'en peut consommer ; c'est en donnant cet excédent en *échange* qu'il se procurera tout ce dont il a besoin. Les hommes échangent entre eux soit des *produits*, soit des *services*.

Mais cet échange direct, ce *troc*, je ne l'aperçois pas : Je ne vois que des gens qui vendent et qui achètent, c'est-à-dire qu'on échange contre de la monnaie ce dont on veut se défaire et on échange ensuite cette même monnaie contre les objets qu'on veut acquérir. Quelles facilités pour les échanges résultent de ce mécanisme qui est une complication apparente puisqu'il faut deux opérations distinctes, une

vente et un achat, pour réaliser un échange ! Qu'est-ce que cette *monnaie*, ce merveilleux instrument d'échange qui sert d'intermédiaire entre tous les individus et tous les peuples de l'univers, qui, comme le langage humain et mieux que lui, est compris, accepté partout ? Les choses s'échangent les unes contre les autres, sur le pied de leur *valeur* respective ; ou plutôt elles se vendent et s'achètent moyennant un *prix*, et ce prix n'est que leur évaluation en monnaie. Toute marchandise peut, à la rigueur, servir de monnaie. La monnaie n'est qu'un *évaluateur* et un *équivalent* généralement adopté.

Qui fixera cette valeur, ce prix ? Ne dites pas que les choses ont d'autant plus de valeur, de prix, qu'elles sont plus propres à satisfaire un besoin plus impérieux : les choses les plus indispensables à l'existence valent moins que des objets qui ne sont propres qu'à satisfaire la vanité. Ne dites pas que le prix d'une chose est déterminé par ses frais de production : qu'importe à l'acheteur que vous n'ayez produit qu'à grands frais ce qu'un autre a produit à moindres frais? En somme, le prix est déterminé par la *rareté* ou l'*abondance* relatives, soit de l'*offre*, soit de la *demande ;* par la *concurrence* que se font les vendeurs d'une part et les acheteurs de l'autre. De là résulte le *prix courant* ou *prix du marché*. En vertu de cette loi de la concurrence, tous les producteurs sont tenus de faire le mieux possible et de vendre au meilleur marché possible. De là une émulation, une lutte pacifique, des perfectionnements incessants dans les procédés industriels, au grand avantage de la société tout entière.

Quelle masse de monnaie il va falloir pour solder tous ces achats ! Non, on peut acheter sans argent, en s'engageant à payer le prix à une époque déterminée et remettant au vendeur une promesse écrite que celui-ci pourra lui-même donner en paiement et qui, faisant office de monnaie, passera de main en main jusqu'au jour de l'échéance où le détenteur actuel en recevra effectivement le montant en monnaie des mains du souscripteur originaire. Ainsi, à côté de la monnaie métallique qui tire sa valeur de la valeur même du métal dont elle est faite, voilà une monnaie de papier, une *monnaie fiduciaire*, c'est-à-dire qui tire toute sa valeur de la confiance qu'on a dans la solvabilité des signataires. Tel est le grand phénomène du *crédit*, grâce auquel la richesse circule plus rapidement, passant des mains de ceux qui l'ont produite aux mains de ceux qui doivent la consommer et notamment la faire servir à la production de richesses nouvelles. L'homme civilisé, en effet, n'agit pas comme le sauvage qui, dans son dénûment et son imprévoyance, consomme chaque jour le produit de sa chasse et de sa pêche, sauf à mourir de faim le lendemain, s'il est moins heureux que la veille. L'homme civilisé, qui a plus de ressources et de prévoyance, qui veut améliorer son sort, dont la production est plus régulière et plus assurée, mettra en réserve une portion de la richesse

acquise chaque jour et cette richesse épargnée lui facilitera une production de plus en plus abondante. Par l'*épargne* il constitue et accroît sans cesse le *capital*, c'est-à-dire sa propre richesse, et la puissance productive de la société en général.

La société nous apparaît donc comme un vaste atelier dans lequel les hommes, armés de la science et du capital, combinent leurs efforts de mille manières en vue de la production de la richesse. Cette richesse est distribuée ou répartie entre tous ceux qui ont fourni quelqu'un des éléments nécessaires à sa production : un terrain ou emplacement appliqué aux divers genres d'industrie; le capital, fruit d'un travail antérieur, consistant en instruments, machines, approvisionnements de matières premières, de denrées alimentaires; le travail actuel de l'homme, effort physique ou intellectuel. Cette richesse ainsi répartie est mise en circulation, échangée, suivant les convenances de chacun, pour aboutir à des consommations diverses : dans chaque demeure particulière, pour la satisfaction des besoins personnels des individus; dans l'atelier, la manufacture, l'usine, pour être transformée et reparaître sous la forme de richesses nouvelles.

C'est ainsi que, les regards fixés sur le monde du travail, de l'échange et de l'épargne, nous arrêtant sur chaque phénomène, travail, échange, valeur, monnaie, prix, crédit, pour en rechercher la nature, les causes et les effets, déterminer les conditions normales dans lesquelles il se produit, constater les perturbations qui peuvent l'affecter; interrogeant à la fois les faits qui se passent sous nos yeux, autour de nous, et l'histoire qui nous montre la prospérité et la décadence des sociétés humaines étroitement liées aux conditions générales dans lesquelles s'exerce l'industrie; nous pourrions pousser à l'infini ces méditations économiques. C'est bien un peu ce que nous allons faire, car je viens d'exposer ici à la fois l'objet, le plan et la méthode de ce cours : méthode analytique et synthétique; méthode expérimentale ou historique; méthode critique. Chacun des phénomènes que je viens d'énumérer sera la tête de quelque subdivision ou chapitre consacrés à une étude approfondie dans laquelle, après avoir décomposé ce phénomène dans ses éléments, nous le considérerons dans ses rapports avec ces autres phénomènes, avec l'ensemble de l'évolution économique : c'est la méthode analytique et synthétique. Nous étudierons les faits et les pratiques économiques aux divers âges : le régime du travail, esclavage, servage, corporation, liberté du travail, liberté commerciale, système protecteur, système colonial; les formes et dimensions de l'industrie, l'atelier domestique, la manufacture et l'usine; le rôle de l'Etat dans l'ordre économique aux différentes époques de l'histoire : c'est la méthode historique ou expérimentale, la méthode d'observation appliquée aux sciences morales, pour lesquelles l'histoire est en effet un vaste champ d'expérimentations. Nous

rechercherons quelles ont été sur tout cela les opinions, les doctrines, les théories : c'est la méthode critique.

Je veux essayer de répondre d'une autre manière à la question qui fait l'objet de ce chapitre : Qu'est-ce que l'économie politique ?

Considérons une grande cité maritime, industrielle et commerciale. Qu'est-ce qui nous frappe ? En quoi se résume la prodigieuse activité dont nous sommes témoins? En ces deux mots *vendre* et *acheter*. On ne vend pas seulement des produits, des matières premières ou des marchandises fabriquées ; on vend ou on loue ses services : le portefaix, le matelot, le capitaine, le banquier, l'agent de change, le courtier, le commissionnaire, vous proposent leurs services. Quel réseau infini de rapports, d'intérêts, d'obligations réciproques! Eh bien ! tout cela c'est la matière de l'économie politique, tout cela a trait à la production, à la circulation, à la consommation de la richesse.

Vous n'auriez avec cela qu'une idée confuse de la science économique et de son objet. Si en effet vous posez au jurisconsulte la question : Qu'est-ce que le droit? Il pourrait aussi, et vous mettant sous les yeux ce même tableau de l'activité industrielle et commerciale, vous dire : Voilà l'objet du droit ! Tous ces contrats de vente, de louage, d'affrétement, d'assurance ; tous ces rapports entre assureurs, armateurs, chargeurs, entrepreneurs de transports; entre marchands, commissionnaires, courtiers et banquiers ; tout cela c'est la matière du droit. Mais voici la différence : le droit, qui a pour objet l'ensemble des règles et des prescriptions destinées à maintenir l'ordre dans la société ; le droit, qui est une condition indispensable de cette féconde activité industrielle et commerciale, n'en est pas la *cause*, le *principe* et le *but*. Or, c'est à quoi il faut remonter pour saisir la véritable notion de l'économie politique ; et c'est ce que nous avons fait quand nous avons pris ce point de départ de nos méditations économiques : « L'homme a des besoins ; pour les satisfaire, il travaille ; « pour rendre son travail plus fécond, il a recours à divers arrange- « ments, coopération, division du travail, emploi du capital, etc. »

Nous avons constaté là un trait d'union entre l'économie politique et le droit.

CHAPITRE III

L'économie politique est une science ; elle en a tous les caractères. Elle n'est pas un art.

Qu'est-ce qu'une science? C'est un ensemble de connaissances se rattachant à un objet commun et méthodiquement coordonnées entre

elles. La science constate des phénomènes d'un même ordre et en recherche l'explication. Expliquer un phénomène, c'est déterminer les circonstances dans lesquelles il se produit. La science vous dit : lorsque tel phénomène se produit, c'est qu'il y a eu un concours de telles et telles circonstances et réciproquement lorsque ces circonstances se trouveront réunies, le phénomène ne manquera pas de se produire. C'est ce qu'on démontre par l'observation et par l'expérimentation qui reproduit les conditions du phénomène ; et la science aboutit ainsi à une vaste synthèse qui nous montre, d'une part, une série de phénomènes du même ordre et de même nature, et, d'autre part, leurs explications ou leurs *lois*, c'est-à-dire, comme dit Montesquieu, les *rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses*. Et le résultat de tout ce travail d'observation, d'expérimentation, d'analyse et de synthèse, est que nous arrivons à avoir la vue nette, l'intelligence complète d'un grand phénomène qui est la raison d'être, la cause finale de tous les phénomènes particuliers : Quand l'anatomie et la physiologie ont analysé, décrit, les différents organes du corps humain, expliqué leurs fonctions diverses et leurs mutuels rapports, quand nous savons comment l'homme se nourrit, entre en relation avec le monde extérieur, se reproduit, nous embrassons dans son ensemble le grand phénomène de la vie.

Revenons maintenant à la série des phénomènes économiques qui se sont déroulés sous nos yeux dans le chapitre précédent. Tous ces faits ne se rattachent-ils pas à un objet commun et de la plus haute importance ? Le monde du travail, de l'échange et de l'épargne, le cède-t-il en intérêt à la ruche et à la fourmillière ? Tous ces faits ne forment-ils pas une série de phénomènes s'enchaînant étroitement les uns aux autres ? Ne les avons-nous pas vu sortir forcément de ce fait primitif et évident : l'homme a des besoins et travaille pour les satisfaire ? Le désir de rendre le travail plus productif ne conduit-il pas à la division du travail, et la division du travail à l'échange ? Une plus ou moins grande division du travail n'est-elle pas en rapport avec la nature des diverses industries, l'emploi des machines, la plus ou moins grande étendue du marché ? La multiplicité des échanges et l'extension du marché n'imposent-elles pas l'usage de la monnaie ? Le développement de l'industrie, les grands approvisionnements de matières premières, l'intervention des intermédiaires pour mettre les produits à la portée des consommateurs, la solidarité des diverses industries qui élaborent successivement un même produit, tout cela ne fait-il pas du crédit une condition de la vie économique ?

Ne reconnaît-on pas là l'*unité d'objet*, la *coordination* des phénomènes, les rapports nécessaires qui dérivent de leur nature, leur explication, leurs lois ? Enfin, comme l'anatomie et la physiologie décrivent les organes du corps humain et leurs fonctions, l'économie politique ne dé-

crit-elle pas les organes de l'activité économique et leur fonctionnement? Et, comme l'anatomie et la physiologie aboutissent à cette grande synthèse qui nous fait embrasser dans son ensemble le grand phénomène de la vie dans l'individu, de même l'économie politique n'a-t-elle pas pour résultat de nous offrir le spectacle de la vie économique, de ce grand mouvement de l'industrie et des échanges, de cette immense circulation de la richesse, qui est à la vie sociale ce que la circulation du sang est à la vie individuelle, l'une et l'autre ayant en effet pour but de faire parvenir les éléments de la vie à toutes les parties du corps humain et du corps social? Nous aurons ainsi à constater de saisissantes analogies entre la science de la vie individuelle et celle de la vie collective, entre la biologie et la sociologie.

J'insiste sur cet étroit enchaînement, sur cette coordination des phénomènes qui constitue l'*unité d'objet*, caractère essentiel de toute science. Cette unité d'objet se manifeste notamment en ceci, que tous les faits économiques se laissent facilement ramener à quelques phénomènes fondamentaux que l'on considère sous des aspects divers. Evidemment, les quatre termes principaux de l'évolution économique, production, répartition, circulation et consommation de la richesse, se rapportent bien à un même objet. Examinons-les séparément, nous verrons qu'on s'y occupe toujours des mêmes choses. A propos de la production nous en étudierons les divers éléments : agent naturel, travail, capital, la direction intelligente personnifiée dans l'entrepreneur d'industrie ; nous mettrons en lumière leur puissance ; nous rechercherons les moyens de l'accroître. En passant au second terme de l'évolution économique, nous nous occuperons de ces mêmes choses, de ces éléments de la production, mais au point de vue de la rémunération qui revient à chacun de ceux qui les ont fournis : salaire du travail, intérêt du capital, profit de l'entrepreneur. Et, en matière de circulation ou d'échange, quelle est la question fondamentale qui s'imposera à nous? Celle de la valeur et des prix qui est la base de l'échange. Or, le prix d'une chose dépend de son coût de production, c'est-à-dire des conditions plus ou moins favorables auxquelles on obtient le concours du propriétaire foncier, du travailleur, du capitaliste, de l'entrepreneur. Enfin, si nous abordons le dernier terme, la consommation, alors plus que jamais il sera permis de dire qu'on s'occupe toujours de la même chose. Ce dernier terme nous ramène forcément au premier, car on ne peut produire sans consommer, et toute production aboutit à une consommation.

L'unité de la science économique éclate encore en ceci que, quel que soit celui des phénomènes économiques qui attire d'abord l'attention, il vous conduit forcément à tous les autres. Dans notre recherche analytique, nous sommes partis de l'idée de *besoin*, et nous avons vu se dérouler tous les phénomènes économiques. Mais nous aurions pu être

frappé de tout autre phénomène, le *crédit*, par exemple, et il nous aurait non moins infailliblement conduit à tous les autres : le crédit supplée à la monnaie ; la monnaie facilite l'échange ; l'échange est imposé par la division du travail ; le travail est ainsi plus fécond, et nous obtenons une plus abondante satisfaction de nos besoins.

Je viens de démontrer directement que l'économie politique est une science ; je veux compléter cette démonstration en répondant sommairement à ceux qui ont dit : *l'économie politique n'est pas une science.* Ces objections n'ont pas une grande valeur, et la réfutation en est si facile qu'on pourrait la négliger ; mais je trouve là une occasion de compléter la notion générale que je veux donner de l'économie politique.

On a dit : « L'économie politique n'est pas une science, elle n'est « qu'un objet d'étude. » C'est là tout simplement *un mot* [1] qui ne signifie rien. Lorsque, pendant plus d'un siècle des penseurs, tels que Quesnay, Turgot, Adam Smith, Malthus, Ricardo, J.-B. Say, Stuart Mill, Rossi et tant d'autres ont appliqué leur intelligence à un aussi grand objet d'étude, il y a lieu de croire que cet objet d'étude est devenu une science. C'est ainsi que se sont formées toutes les sciences.

Certaines personnes semblent dénier à l'économie politique le caractère de science, parce qu'elles ne trouvent là aucun appareil scientifique, point d'expression technique, rien de ces terminologies barbares qui interdisent l'entrée de la science aux profanes. De quoi vous parle-t-on en effet ? de richesse, de travail, de monnaie, de prix : est-ce que tout le monde ne sait pas plus ou moins de cela ? Je réponds que la physique ne parle que de chaleur, de pesanteur, de son, de lumière, et que la vulgarité de ces expressions n'empêche pas qu'il y ait sur tout cela de savantes théories.

On a dit : « L'économie politique n'est qu'une science d'observation, « purement descriptive, qui aboutit à une énumération, à un cata- « logue, à une sorte d'inventaire du travail et de l'industrie, etc.[2] » Ceux qui parlent avec ce dédain de l'économie politique considérée comme science d'observation, paraissent ignorer que l'observation est la base de toutes les sciences morales et physiques ; que l'observation est une chose fort délicate et qu'il ne suffit pas toujours de regarder pour voir et pour comprendre. L'anatomie et la physiologie ne sont aussi que des sciences d'observation. Mais il y a mieux : de même

1. Le mot est de M. le procureur général Dupin, dans un discours au Sénat. Si encore il s'en était tenu là ! Mais il ajoutait : « Je n'approuve pas cette science « que quelques esprits absolus voudraient renfermer dans cette formule : *laissez « faire, laissez passer !* Avec cela d'un âne on peut faire un docteur dans un « instant. »

2. Ce serait tout au plus là une mauvaise définition de la statistique. Comp. Maurice Block, *Traité théorique et pratique de statistique*, préface, p. VII, pages 3, 85, 93.

que, dans les sciences médicales, à côté de l'anatomie et de la physiologie qui décrivent les organes et leur fonctionnement à l'état de santé, il y a la pathologie qui les étudie dans l'état de maladie pour rechercher la cause de ces désordres, les moyens de les prévenir ou d'y porter remède ; de même l'économie politique, après avoir décrit le fonctionnement normal des organes de la production et de la circulation de la richesse, constate les perturbations qui se produisent dans le monde du travail et de l'échange, en signale les causes, indique les moyens d'y remédier ou tout au moins empêche qu'on applique des remèdes pires que le mal. C'est une sorte de pathologie sociale. Quand le blé atteint un prix qui semble exagéré, il ne manque pas de gens pour proposer ce remède : Défense de vendre le blé plus cher que l'année dernière ! L'économie politique, faisant ici l'office du médecin instruit à l'encontre des charlatans et des empiriques, démontrera qu'une pareille mesure aurait simplement pour effet de transformer la disette en famine ; qu'on ne peut faire violence aux faits, et que si le blé est plus cher, c'est qu'il est moins abondant, et qu'il faut aller le chercher plus loin, à grands frais. L'économie politique ne possède pas des remèdes, des spécifiques pour tous les maux dont souffre la société ; mais, en dévoilant les causes dont ils découlent, elle suggère le seul moyen d'en atténuer les tristes effets, qui est de faciliter le libre jeu des forces économiques. C'est le grand précepte de Bacon : « On ne « commande à la nature qu'à la condition de se conformer à ses lois. » *Naturæ non imperatur nisi parendo.*

On a élevé des doutes sur la convenance qu'il y aurait à enseigner l'économie politique par cette triple raison : « Qu'elle n'est pas une « science *exacte* ; qu'elle n'est pas une science *achevée* ; qu'elle est tout « au plus un art conjectural[3]. » Les deux premiers griefs méritent à peine d'être relevés tant ils sont peu sérieux. Je retiens le troisième, parce qu'il fournit l'occasion de s'expliquer sur un point fondamental. On dit que l'économie politique n'est qu'un art conjectural ? La réponse est bien simple : l'économie politique n'est pas un art ; elle est une science. Ce n'est point là une pure question de mots, comme on va le voir.

Qu'est-ce qu'un art ? C'est un ensemble de règles, de procédés, plus ou moins compliqués, pour produire un résultat, arriver à un but déterminé. La médecine, la navigation, la politique, sont des arts : l'art de guérir, l'art de conduire un navire, l'art de gouverner les hommes. Voici les différences qu'il importe de relever entre la science et l'art : 1° On définit une science par son objet, un art par son but. On dit : les *principes*, les *lois* de la science ; on dit plus particulièrement : les *règles*, les *procédés* de l'art ; 2° Dans le domaine purement scientifique, en tant

3. *Gazette des Tribunaux*, numéro du 4 avril 1877.

qu'il s'agit de recherches et d'exposition, il faut, autant que possible, maintenir chaque science dans ses limites propres : c'est le meilleur moyen d'en assurer les progrès. Sur le terrain de l'art, au contraire, dans l'application, on met toutes les sciences à contribution. On a justement dit : « Il faut mettre les sciences d'accord sans les confondre ; « les distinguer sans les isoler. » On n'est pas un hardi navigateur, un habile médecin, un grand politique, sans posséder des connaissances étendues dans les différentes sciences physiques ou morales ; 3° Enfin, et c'est là la différence sur laquelle j'appelle toute l'attention du lecteur : on ne demande au savant que la vérité, la vérité dans ses recherches, dans ses observations, dans ses déductions. A celui qui se vante de posséder un art, on demande de réussir dans ce qu'il entreprend : au médecin, de nous guérir ; au navigateur, de conduire le navire à bon port ; au politique, d'en faire autant pour le vaisseau de l'État. A défaut, c'est en vain qu'ils posséderaient toutes les sciences physiques, morales et politiques : ils pourraient être des savants dont les recherches et les leçons seront profitables ; mais qu'ils ne s'aventurent pas sur le terrain de l'art, de l'application, où ils trébucheraient à chaque pas.

Eh bien ! l'économie politique a la prétention d'être une science ; elle ne se vante pas d'être un art, et voici la grande importance pratique de cette distinction. Certains adversaires de l'économie politique, que nous allons bientôt rencontrer sur nos pas, s'adressant aux économistes, leur tiennent à peu près ce langage : « Vous vous occupez de « l'organisation de la société ; vous prétendez posséder l'art d'organi- « ser la société : nous vous sommons en conséquence de trouver pour « cette société une organisation meilleure, sinon donnez votre démis- « sion et cédez-nous la place ! » — L'artifice est grossier, et à ce captieux discours nous avons une double réponse à faire. Oui, les économistes s'occupent de l'organisation des sociétés humaines, mais c'est là pour eux l'objet d'une science et non pas un art, et ils n'acceptent pas cette odieuse alternative, de réorganiser la société du jour au lendemain ou de donner leur démission, de renoncer à la science. Ils renvoient à leurs adversaires cette injurieuse qualification d'*artiste en organisation sociale,* ce qui veut dire simplement hommes à expédients, empiriques, qui confondent bouleversement avec organisation. En second lieu, l'économie politique n'est pas la science sociale tout entière ; elle n'en est qu'une partie, comme la physiologie n'est qu'une branche de l'anthropologie, de la science de l'homme en tant qu'individu. L'économie politique n'a pas la prétention de résoudre à elle seule toutes les questions qui intéressent les hommes vivant en société. La science de la vie ou, pour être fidèles à la distinction que nous venons d'établir entre la science et l'art, le grand art de la vie consiste à mettre à contribution toutes les sciences morales et politiques pour leur deman-

der le secret de l'harmonie sociale. Il en est de ces différentes sciences comme des peuples divers, qui ont chacun leurs affaires particulières, intérieures, dans lesquelles nul n'a le droit de s'ingérer ; tandis qu'il est d'autres questions d'un intérêt universel qui ne peuvent être réglées que par un congrès de toutes les puissances.

Mais, si l'économie politique est une science et non un art, cela n'empêche pas qu'il y ait un *art économique*. Au chapitre LXXXV, la matière des finances publiques nous fournira l'occasion de nous expliquer plus longuement sur cette distinction entre la science et l'art en économie politique, sur ce qu'il faut entendre par économie politique *pure*, *pratique*, *appliquée*.

CHAPITRE IV.

Comparaison de l'économie politique avec les autres sciences. — Sa supériorité comme construction scientifique.

La liaison entre ce chapitre et le précédent est manifeste, car évidemment les personnes qui nient que l'économie politique soit une science, la comparent dans leur esprit à certaines branches de la connaissance humaine auxquelles elles reconnaissent incontestablement la qualité de sciences. C'est cette comparaison qui est pleine de confusion et qui, sur bien des points, manque absolument de justesse et de justice. On peut trouver entre les sciences les plus diverses matières à comparaison, à analogie, et ces analogies, ces comparaisons, dont j'userai fréquemment, sont souvent utiles pour rendre la vérité sensible, palpable ; mais ce qui est tout à fait inadmissible, c'est qu'on prétend imposer identiquement à toutes les sciences les mêmes procédés d'investigation, la même immutabilité dans leurs principes, la même rigueur dans leurs déductions et dans la solution des problèmes qu'elles se posent. C'est ici un point fondamental sur lequel je dois insister.

Aux sciences naturelles comme aux sciences morales on oppose les sciences *exactes*. Exactes ? Que signifie ce mot ? Prenons-le dans sa signification étymologique : exacte, achevée, parfaite, rigoureuse. Cette perfection ou cette rigueur se reconnaît à un triple caractère : 1° Les principes, les théorèmes, les solutions, tout est absolument vrai, sans la moindre parcelle d'erreur ; la vérité est toute d'un côté. 2° De ces principes vous pouvez tirer toutes les conséquences qu'ils renferment; vous serez toujours dans le vrai et personne ne sera fondé à vous

dire : mais vous allez trop loin ! En quoi puis-je aller trop loin en déduisant toutes les conséquences contenues dans ce théorème, que la somme des trois angles d'un triangle est égale à deux angles droits? 3° Enfin, ces sciences exactes comportent des définitions rigoureusement exactes. Les définitions, dans les sciences exactes, sont ou bien des vérités d'évidence, des *truisms*, comme disent les Anglais, ou bien une sorte de reproduction photographique, comme, par exemple la définition de la circonférence.

A ce triple point de vue, les sciences morales et l'économie politique notamment diffèrent des sciences exactes : 1° Nous ne sommes plus en présence d'une série de théorèmes absolument vrais. Il peut y avoir, entre économistes, sur certains points, un désaccord qui ne se comprend pas entre mathématiciens ; 2° Par la même raison on ne peut pas tirer d'un principe, reconnu vrai, toutes les conséquences qu'il semble renfermer ; c'est le sens de cette maxime de droit : *summum jus summa injuria* ; 3° Enfin, les définitions sont difficiles, rarement complètes, quelquefois fausses ou dangereuses : *omnis definitio in jure periculosa*.

Laissons donc de côté toute comparaison entre les sciences exactes et les sciences morales. Les sciences naturelles nous présentent un terme de comparaison plus profitable, car elles ont un objet qui leur est commun avec l'économie politique : rechercher la vérité derrière de fausses apparences. L'économie politique dissipe des erreurs analogues à cette vieille croyance que le soleil tourne autour de la terre. On a cru que le meilleur moyen de faire prospérer l'industrie était de la protéger en prohibant l'importation des produits étrangers ; que pour avoir le blé à bon marché il fallait en défendre l'exportation ou en faire fixer le prix par l'autorité ; que, pour diminuer la misère, il n'y avait qu'à multiplier les aumônes : autant d'erreurs que l'économie politique a démontrées. Un regard superficiel peut faire croire que, dans le monde des intérêts, le profit de l'un est nécessairement le dommage de l'autre : autre erreur qui ne soutient pas l'examen.

Ce que je veux surtout signaler ici, à propos des rapports entre les sciences de la nature et l'économie politique, c'est que les détracteurs de l'économie politique, qui lui contestent la qualité de science, sont d'une exigence déraisonnable. On ne fait pas difficulté de reconnaître que la physique est une science ; et il en était ainsi alors qu'elle comprenait nombre d'hypothèses ridicules sur des points essentiels, comme l'horreur du vide pour expliquer l'ascension de l'eau dans une pompe. Aujourd'hui encore il est bien des questions auxquelles le physicien sera hors d'état de répondre et qu'il déclarera indiscrètes. Dira-t-on pour cela que la physique n'est pas une science ? Non sans doute, il en est de même de l'économie politique. Elle n'est pas tenue, sous peine de perdre son titre de science, de répondre à certaines questions indis-

crètes. Quand elle a établi que les prix sont en raison inverse de l'offre et en raison directe de la demande, il ne faut pas exiger qu'elle fixe par un chiffre la hausse ou la baisse du prix suivant que l'offre aura diminué ou augmenté de moitié. Qui ne comprend, en effet, que les variations dans les quantités offertes auront des conséquences différentes suivant la nature des objets, objets de luxe ou de première nécessité? C'est ce qu'on a exprimé en disant que les solutions de la science économique sont *qualitatives* et non *quantitatives*. Mais les sciences naturelles n'en sont-elles pas réduites là bien souvent? Voilà un obus chargé. Si on y met le feu, il éclatera certainement, en vertu de la loi de la dilatation des gaz; c'est la solution *qualitative*. En combien de morceaux? pas de réponse; ce serait la solution *quantitative*.

Mais laissons là les sciences physiques aussi bien que les sciences mathématiques, et comparons les sciences morales entre elles. Il me semble que l'économie politique présente mieux qu'aucune autre les caractères d'une vraie science.

L'*histoire* est une science; on l'enseigne; elle a sa muse particulière, Clio. Il ne s'agit pas de contester ici l'utilité ou le charme des études historiques; mais enfin en quoi donc est-elle si incontestablement une science? C'est bien à l'histoire qu'on pourrait, à ce qu'il semble, appliquer le mot: *ce n'est pas une science, c'est un objet d'étude*. Les uns vous disent: l'histoire ne doit être qu'un simple récit, et l'historien doit s'abstenir de toute réflexion qui pourrait faire croire qu'il a écrit en vue de prouver une thèse quelconque: *Historia scribitur non ad probandum, sed ad narrandum*. D'autres pensent diamétralement le contraire et ne se font pas faute de mettre leurs principes en pratique. Les premiers sont des peintres, des coloristes, qui ne recherchent dans le passé que le dramatique et le pittoresque; les seconds, les avocats de telle ou telle cause, qui fouillent dans l'histoire pour y trouver des arguments, qui interrogent les faits comme on interrogeait jadis ceux auxquels on voulait absolument arracher un aveu, en les torturant. On pourrait peut-être reconnaître un certain caractère scientifique à ces rapides synthèses dans lesquelles on s'efforce de résumer en quelques traits toute l'évolution de l'humanité; mais quel vague, quelle incertitude, quelles contradictions dans tous ces aperçus plus ou moins ingénieux! — Vico nous dit que les sociétés humaines parcourent un cycle fatal qui les conduit de l'enfance à la jeunesse, à l'âge viril, à la vieillesse, à la décrépitude, à la mort. D'autres affirment, au contraire, que le progrès continu est la loi du développement historique pour l'humanité, malgré quelques écarts à droite et à gauche, les temps d'arrêt et les reculades. Auguste Comte nous dit que l'humanité est destinée à passer par trois phases: la phase *théocratique*, la phase *métaphysique* et la phase *positive*. M. Louis Blanc nous parle aussi de trois phases, celle de l'*autorité*, celle de l'*individualisme* dont nous com-

mençons à peine à nous dégager pour entrer dans la troisième, la phase de la *fraternité*. Les enseignements de l'histoire sont précieux, mais je cherche en vain le corps de doctrine qui les renferme.

Est-ce la philosophie qui sera la science par excellence ? Mais l'histoire de la philosophie n'est que l'histoire des variations de l'esprit humain sur les plus graves questions de psychologie, de morale, de théodicée ; et, bien loin que le débat soit clos, il recommence dans les conditions les moins consolantes.

En admettant que la *politique* soit autre chose qu'un art, le plus grand et le plus difficile de tous assurément, en admettant qu'elle soit une science, qu'on me dise quels en sont les principes certains. Qu'il s'agisse de politique spéculative, transcendante, ou de politique courante, je ne vois l'accord nulle part. En fait de principes politiques, je ne recueille que des aphorismes, des sentences d'une généralité désespérante, des comparaisons empruntées à la mécanique ou à la dynamique, dont on entend appliquer les principes aux forces sociales.

Il ne s'agit pas ici d'une question de rang et de préséance, de prééminence absolue ; mais, je n'hésite pas à le déclarer, s'il fallait décerner la palme à l'une des sciences morales, à raison de sa perfection en tant que science, en tant que constituée en corps de doctrine, je mettrais l'économie politique au premier rang. Nulle part je ne trouve des analyses plus ingénieuses, des synthèses plus rigoureuses, un plus étroit enchaînement de phénomènes, des rapports de causalité mieux établis. J'invoque, à cet égard, le témoignage d'un adversaire de l'économie politique qui, par les arguments mêmes qu'il produit contre elle, a mieux établi que personne qu'elle est bien réellement une science. « L'économie politique, dit en subs- « tance M. de Rümelin [1], est une science admirablement construite, « un ensemble de propositions parfaitement déduites de quelques « faits élémentaires : malheureusement, ces faits élémentaires sont un « postulat ; non pas qu'il ne soient vrais, mais parce qu'il y a une fou- « le d'autres faits dont il aurait fallu tenir compte. Ainsi l'économie « politique pose en principe que l'homme est mû par l'intérêt ; mais il « y a d'autres mobiles. » Sans doute : il y a la sympathie, le dévouement, la charité, le patriotisme. Mais est-ce que tout cela est incompatible avec l'intérêt personnel ? Est-ce que la richesse acquise par le travail n'est pas un moyen d'exercer ces vertus ? Est-ce que l'intérêt personnel, comme l'instinct de la conservation, n'est pas un mobile constant et universel ? Est-ce qu'on ne peut pas faire un instant abstraction des purs intérêts moraux pour s'occuper spécialement des intérêts matériels ? J'ai le droit de diviser l'aveu du savant professeur

1. M. Gustave de Rümelin, professeur de sciences politiques à l'université de Tubingue, dans son volume : *Discours et articles divers* (*Reden und Aufsætze*, Tubingue, 1875).

et de lui dire : Vous reconnaissez que l'économie politique est une science admirablement construite sur la base de quelques faits élémentaires : voilà ce que je retiens. Vous ajoutez qu'elle fait à tort abstraction de certains faits ; mais c'est précisément par là qu'elle est une science ; c'est le caractère de toute science, d'être plus ou moins une abstraction, une généralisation, de se renfermer dans son domaine propre ; sans cela on tombe dans l'empirisme, dans la casuistique. C'est comme si vous disiez que la mécanique rationnelle est en soi une science bien faite, mais une abstraction sans valeur parce qu'elle ne tient pas compte des frottements. L'économiste, comme le mécanicien, savent qu'il faut tenir grand compte des frottements. Je me suis suffisamment expliqué là-dessus à la fin du chapitre précédent. Un pauvre curé de campagne achetait un objet de mince valeur d'une bonne femme ; on était en désaccord d'un sou : « Mais, monsieur le curé, ce sou, « si je vous le demandais, vous me le donneriez bien ! — Sans doute, « mais quand je donne, je donne ; quand j'achète, j'achète. » On ne saurait mieux dire, et le brave homme mettait parfaitement d'accord la charité et l'économie politique. M. de Rümelin fait encore cette objection : « Si l'opinion que la pauvreté volontaire est une vertu essentielle « venait à prévaloir dans la pratique, que deviendrait l'économie poli- « tique, la science de la richesse ? » En vérité, c'est trop prévoir. Mon Dieu ! quand nous en serons là, nous abolirons l'économie politique ; mais nous avons de la marge.

On a prétendu que toute science sociale est incompatible avec la libre arbitre, car la science consiste à déterminer comment les choses se passeront ; or, on n'en sait rien quand il s'agit d'un sujet libre [2]. Mais on sait comment les choses se sont passées dans telles ou telles circonstances et il est probable qu'il en sera de même dans des circonstances analogues. Nous savons les considérations et les mobiles qui, d'une manière générale, déterminent notre volonté. Dans l'ordre moral, il y a aussi des lois qui n'ont pas sans doute le caractère fatal des lois d'ordre physique, mais dont l'action est néanmoins assez uniforme pour qu'elles puissent servir de base à des calculs et à des prévisions. C'est sur la permanence des lois physiques qu'est fondée l'industrie hu-

2. Herbert Spencer, *Introduction à la science sociale*, page 39, combat cette conception chimérique du libre arbitre. C'est Quetelet qui, le premier, dans sa *Physique sociale*, a attiré l'attention sur la régularité des phénomènes moraux. Sans doute les mathématiciens avaient appliqué le calcul des probabilités aux matières morales, mais ce n'était pas là de la statistique, parce que ces calculs étaient fondés uniquement sur le raisonnement et non sur l'observation sans laquelle il n'y a pas de statistique. L'attention ne s'était d'abord portée que sur les faits par lesquels l'homme touche directement à la nature, faits sur lesquels il n'exerce qu'une action presque nulle, comme la mort, ou qu'une action instinctive, comme la naissance, et, à certains égards aussi, le mariage. (V. Maurice Block, *Traité de statistique*, pages 110 et s.)

maine qui les met à profit dans ses différentes branches, agriculture, manufacture, navigation, c'est aussi sur l'empire qu'exercent les lois morales parmi les peuples civilisés que sont fondés les rapports sociaux, politiques, économiques.

« Le temps est sans doute encore fort éloigné, a dit Rossi, où il sera « possible de réunir par une puissante synthèse toutes les sciences mo« rales et politiques en une seule, et de fonder une haute science so« ciale, comme on pourrait, par la fusion en un seul tout des diverses « sciences naturelles, fonder une science générale de la nature [3]. » A défaut de cette puissante synthèse, nous sommes en mesure de comprendre l'unité des trois grandes sciences sociales : la morale, l'économie politique et le droit. Toutes les trois s'adressent à l'homme pour éclairer sa raison et diriger sa volonté, et leurs prescriptions, loin de se contrarier, tendent au même but. La morale dit aux hommes : Aimez-vous les uns les autres. L'économie politique leur dit : Associez vos efforts de la manière la plus intelligente afin de vous procurer plus facilement tout ce qui est nécessaire au soutien et à l'agrément de la vie. Le droit leur dit : Soyez fidèles aux engagements que vous contractez les uns envers les autres, car les conventions que les hommes font entre eux ne sont que des arrangements en vue de la production et de l'usage de la richesse, c'est-à-dire des choses indispensables à la satisfaction de leurs besoins.

On a dit avec raison que si les hommes étaient moralement parfaits, ils seraient matériellement heureux ; mais, comme la perfection générale n'est pas de ce monde, ce n'est pas trop du concours de toutes les sciences pour obtenir la plus grande somme de bonheur possible. Certes il faut être tempérant, modéré dans l'usage des biens de la fortune, et il faut l'être avant tout, parce que c'est là une loi d'ordre moral, mais l'économie politique vient en aide à la morale en faisant voir que c'est par l'empire sur soi-même, par le travail et l'épargne qu'on arrive à la fortune, par la prodigalité qu'on la perd ; et l'hygiène, tout en paraissant ne s'occuper que de la santé du corps, confirme les enseignements des deux premières sciences, en menaçant celui qui contrevient à leurs préceptes d'une vieillesse précoce et des infirmités qui en sont le cortège habituel.

Les prescriptions des différentes sciences morales concourant ainsi au même but, c'est ce qui en constitue la synthèse ou l'unité.

3. Rossi, *Cours d'économie politique*, IIe leçon.

CHAPITRE V.

Les définitions. — Comment on construit une définition. — L'économie politique est la philosophie de l'industrie humaine.

Les résumés ne sont bons que pour ceux qui les ont faits. Cela est encore plus vrai d'une définition, qui est le résumé le plus succinct qu'on puisse imaginer. On comprend qu'on puisse donner une définition d'un objet simple, facile à distinguer de tous les autres; mais quand il s'agit d'un objet aussi complexe qu'une science! Ainsi, sans sortir du domaine de l'économie politique, on peut donner des définitions satisfaisantes de certains phénomènes tels que : production, consommation, monnaie, crédit ; il est autrement difficile de répondre à la question : qu'est-ce que l'économie politique ?

Et d'abord il semble naturel de se demander si le nom même par lequel on désigne cette science n'a pas un rapport direct avec son objet, et, par conséquent, n'en est pas, par lui-même, une définition. Quelle est donc la valeur de cette dénomination : économie politique ? Le mot *économie*, formé des deux mots grecs *maison* et *loi*, signifie la loi, l'arrangement, la bonne disposition intérieure de la maison. Nous le prenons dans un double sens : 1° dans un sens *général* et *abstrait*, il signifie tout arrangement, disposition, distribution des différentes parties constitutives d'un tout ; bonne ou mauvaise distribution des matières d'un livre ; ensemble des organes et des fonctions, *économie animale* ; 2° dans un sens plus restreint, il signifie l'organisation, l'arrangement du travail en vue de pourvoir le mieux possible à nos besoins par une production et une consommation bien dirigées. Si on considère cette activité économique dans la société, on parle d'économie *publique*, *générale*, *politique* [1] ; si on la considère dans la maison de chaque particu-

1. Les auteurs allemands emploient aussi l'expression *Politische Œkonomie*. C'est le titre du *Manuel* de Rau. Ils disent encore : *Staatswirthschaft*, *Volkswirthschaft*, Economie de l'État, Économie du peuple. L'expression la plus en usage aujourd'hui est *Nationalœkonomie* ou *Nationalœkonomik*. Le *Manuel* de Roscher porte le titre général de *System der Volkswirthschaft*. La première partie, qui a été traduite par Wolowski, est intitulée : *Die Grundlagen der Nationalœkonomie*, les bases de l'économie nationale ; la seconde partie : *Nationalœkonomik des Ackerbaues*, Économie nationale de l'agriculture. Le savant professeur de Leipzig a annoncé une troisième partie : *Nationalœkonomik des Gewerbfleises und Handels*, Économie nationale de l'industrie et du commerce ; et une quatrième partie : *Die Lehre von Staats und Gremeindehaushalt* ; l'économie (je dirais plus volontiers le *ménage*) de l'État et de la commune. Roscher et les économistes orthodoxes n'entendent par *Nationalœkonomie* rien autre que l'économie politique dans le sens que nous donnons à ce mot ; mais d'autres écrivains entendent opposer une économie nationale, propre à chaque nation, à ce qu'ils appellent l'économie politique cosmopolite. C'est ainsi que Frédéric List a écrit son *Nationales System der politischen Œkonomie*, traduit par Richelot sous le titre de *Système national*

lier, dans la famille, on parle d'économie *domestique*. Ce mot *économie domestique* peut lui-même être pris dans deux sens différents : 1° dans un sens large, l'économie privée ou domestique comprend toute l'évolution économique, production, échange, consommation, car chaque famille se procure ce qui est nécessaire à sa consommation par une production quelconque et par l'échange ; 2° dans un sens étroit, pour désigner la direction intérieure du ménage, la conservation des denrées, le meilleur parti à tirer de toutes choses. De là vient le sens du mot *économie* employé isolément.

On voit donc que l'expression *économie politique* ne porte pas en elle-même sa signification ; et, en donnant au mot *économie* le sens général d'organisation, d'arrangement, et au mot *politique* son sens le plus habituel, elle pourrait parfaitement signifier *l'organisation politique*, la constitution politique d'un pays. Dans l'intérêt d'une prompte diffusion de la science, il eût peut-être mieux valu qu'elle s'appelât économie publique, car ce mot *politique* a porté ombrage à bien des gens; ce n'est plus, aujourd'hui surtout, une raison pour renoncer à une dénomination consacrée par l'usage et généralement acceptée.

Cherchons donc une définition de l'économie politique. Si on veut bien se rappeler la revue sommaire que nous avons faite, au chapitre II, des principaux phénomènes économiques, nous pourrons la définir : *une science qui a pour objet les rapports qui s'établissent entre les hommes en vue de la production, de la répartition, de la circulation et de la consommation de la richesse.* On pourrait dire qu'elle est : *la science de la richesse.* Cette définition est irréductible. Evidemment, cette définition, pour être comprise, suppose bien des explications préliminaires. C'est ainsi qu'après avoir recherché les conditions auxquelles les hommes peuvent vivre en société, on définira le droit : *La science qui a pour objet les moyens de mettre la liberté de chacun en harmonie avec la liberté de tous.* L'harmonie sociale résultant de la distinction de l'observation de certaines règles qui constituent la justice, on a défini le droit : *la science du juste et de l'injuste.* Enfin, comme cette distinction est établie par des lois, on arrive à la définition irréductible : le droit est *la science des lois.*

J'ai montré, au chapitre III, comment l'unité de la science se mani-

d'économie politique. Voici la conclusion de List, p. 226 de la traduction : « Pour rester fidèle à la logique et à la nature des choses, il faut opposer « à l'économie *privée* l'économie *sociale,* et distinguer dans celle-ci l'économie *politique ou nationale,* qui, prenant l'idée de nationalité pour point de « départ, enseigne comment une nation donnée, dans la situation actuelle du « monde et eu égard aux circonstances qui lui sont particulières, peut améliorer « son état économique ; et l'économie *cosmopolite ou humanitaire,* qui part de l'hypothèse que toutes les nations du globe ne forment qu'une société unique vivant « dans une paix perpétuelle. » En divers endroits de son livre, List insiste sur la nécessité d'élaborer scientifiquement les deux branches de l'économie sociale.

feste en ceci, que, quel que soit celui des grands phénomènes économiques que l'on considère tout d'abord, il conduit nécessairement à tous les autres. C'est ce qui explique la diversité des définitions de l'économie politique qu'on rencontre dans les auteurs. Chacun en effet a été plus particulièrement frappé par tel ou tel phénomène, et c'est à celui-là qu'il s'est attaché pour définir la science. Les uns ont été frappés par ce grand phénomène de l'échange, qui est l'expression la plus complète et la plus générale de la sociabilité, et ils ont dit : L'économie politique est la *science de l'échange*. D'autres, se plaçant à peu près au même point de vue, et considérant en outre que la valeur est la qualité économique des choses, ont dit : l'économie politique est la *science de la valeur*. Les annales de l'économie politique nous offrent d'ailleurs ce spectacle que la plupart de ceux qui ont contribué aux progrès de la science avant qu'elle fût définitivement constituée en corps de doctrine, se sont renfermés dans l'étude de tel ou tel phénomène, sollicités qu'ils étaient par les conditions économiques particulières de la société au milieu de laquelle ils vivaient.

Quels ont été les premiers économistes ? Les écrivains monétaires du moyen-âge. Témoins de l'anarchie monétaire de ce temps, l'économie politique a été pour eux la *science de la monnaie*.

Au commencement du XVIII^e^ siècle, l'écossais Law attire l'attention des hommes d'Etat, des financiers, des économistes, sur le grand phénomène du crédit. L'économie politique semble n'être plus que *la science du crédit*.

Réagissant contre ces erreurs ou ces exagérations, Quesnay et les physiocrates dirent : *La richesse, c'est la terre !* et l'industrie agricole est le point de départ, la base de leur économie politique.

Adam Smith veut protester, à son tour, contre ces idées incomplètes ou fausses : *la richesse c'est l'or ; la richesse c'est le crédit ; la richesse c'est la terre*. Non ! la richesse, la source de la richesse, c'est le travail ; aussi ouvrez son grand ouvrage sur *la Nature et les causes de la richesse des nations* : il entre brusquement en matière en traitant de la puissance du travail, de la division du travail.

Le principal titre de gloire de J.-B. Say est d'avoir coordonné les éléments de la science en une lucide exposition ; mais il a eu une prédilection marquée pour le grand phénomène de l'échange dont on a pu dire avec le plus de raison qu'il est à lui seul toute l'économie politique ; et il s'est complu dans cette ingénieuse *théorie des débouchés*, où il montre si bien que, nonobstant l'intervention de la monnaie, c'est toujours un produit, qui sert de *débouché* à un autre produit, que les produits s'échangent toujours contre des produits.

Il n'y a pas bien longtemps, lorsqu'une poignée de vaillants économistes luttait contre les abus d'un système protecteur impitoyable, comment quelques-uns d'entre eux ont-ils défini l'économie politique ?

Ils disaient : l'économie politique n'est autre chose que *la science de la liberté appliquée à l'industrie humaine.*

Quel est le phénomène économique qui semble aujourd'hui absorber l'attention ? C'est le capital. On a dit avec raison qu'on pourrait en faire le pivot de toute l'économie politique. Que de choses en effet sont contenues dans ce fait de l'accroissement de la fortune privée et publique par l'épargne ! Il faut bien dire que c'est à propos du capital qu'on déraisonne le plus et les personnes qui veulent condenser en un mot, en une appellation injurieuse toute leur haine contre le capital et les capitalistes, contre les économistes et l'économie politique, ne désignent plus cette dernière que par le mot *capitalisme.*

Ainsi, la monnaie, le commerce, les manufactures, la terre et l'industrie agricole, le crédit, la division du travail, l'échange, la liberté commerciale, l'épargne et le capital, en un mot, tous les grands phénomènes économiques, ont successivement attiré l'attention des hommes, des peuples comme des savants, et c'est aussi à travers bien des erreurs, des exagérations, grâce à toutes ces analyses partielles, d'abord mal dirigées, puis rectifiées, méthodiquement coordonnées, que s'est formée la science économique. C'est la marche ordinaire ; toute science débute par des tâtonnements, par des investigations conduites un peu au hasard ; c'est ainsi que la chimie est sortie de l'alchimie.

Nous avons défini la science en général : *La réflexion appliquée aux notions du simple bon sens.* Mais qu'est-ce que réfléchir sur une chose ? c'est l'étudier méthodiquement, c'est-à-dire en rechercher les divers éléments, en découvrir les rapports, le principe de causalité qui les relie, et s'élever ainsi à l'intelligence de l'ensemble : c'est, en un mot, philosopher sur cette chose. Ne pourrait-on pas dire que l'économie est *la philosophie de l'industrie humaine* ?

CHAPITRE VI

Du milieu dans lequel s'accomplissent les phénomènes économiques. L'ordre politique et l'ordre économique.

L'économie politique étant une science éminemment sociale, le *milieu économique*, c'est donc la société. Mais de quelle société s'agit-il ? A quelle époque, à quel degré de civilisation la prendrons nous ? De plus, la formation et la durée des sociétés humaines suppose un pouvoir directeur, une autorité à laquelle tous ses membres sont tenus d'obéir. De-là l'idée de souveraineté, de gouvernement, d'Etat. Il y a

donc, dans chaque société, un ordre économique et un ordre politique : quels sont leurs rapports ? L'Etat, par des lois et des réglements, peut plus ou moins modifier l'ordre économique naturel : ferons-nous, dans nos études, plus ou moins abstraction de l'Etat ? — Je dois m'expliquer, en termes généraux, sur toutes ces questions.

Toute science est généralisation, ce qui signifie que, dans toute construction scientifique, il faut faire abstraction des particularités, des accidents, des causes de perturbations, ce qui ne veut pas dire qu'on doive les ignorer, encore moins les négliger dans les questions d'application. C'est ainsi que, au chapitre II ci-dessus, dans le tableau sommaire que j'ai tracé de l'activité économique au sein de la société, j'ai fait abstraction de l'idée de nationalité. Qu'est-il besoin en effet de s'attacher à cette idée pour analyser les phénomènes de la division du travail, de l'échange, de la monnaie, du crédit ? Pour exposer la théorie de la valeur et des prix ? Pour rechercher les bases sur lesquelles se fait la répartition de la richesse entre ceux qui ont concouru à la produire?

Cette société, dans laquelle nous ne tenons pas tout d'abord compte des différentes nationalités, n'est pas toutefois elle-même une abstraction : c'est l'ensemble des nations civilisées dans lesquelles nous estimons que l'activité économique est jusqu'à présent arrivée au plus complet développement. Il entre tout à fait dans le plan de ces études de motiver ce jugement ; de montrer comment s'est constitué l'état économique de la société moderne, et en quoi cet état se rapproche plus que tout ce qui l'a précédé de l'organisation naturelle de l'industrie humaine. C'est une erreur de croire que les phénomènes sociaux tels qu'ils nous apparaissent chez les peuples primitifs sont les plus conformes à la nature de l'homme. L'homme étant fait pour vivre en société, ce qui est le plus conforme à sa nature, c'est une société de plus en plus perfectionnée, assurant à chacun de ses membres plus de liberté et de sécurité. C'est donc les regards fixés sur la société moderne, sur le monde civilisé, que nous analyserons les phénomènes économiques. Est-ce à dire que nous nous obstinerons à ne pas tenir compte de cet élément de la nationalité ? Non sans doute. On pourrait le négliger s'il n'y avait jamais eu entre les peuples que l'émulation et la libre concurrence, la lutte pacifique qui existe entre les individus, mais il faudra bien parler de commerce extérieur, de politique commerciale, de système colonial, de système protecteur [1].

1. C'est à cela que se réduit le système *national* d'économie politique dont j'ai parlé chapitre V, note 1 ; il s'agit uniquement de commerce extérieur, de politique commerciale, de tarifs douaniers, d'unions douanières, de traités de commerce. Nous parlerons, au chapitre VII, § 8, d'une autre espèce de politique économique, des *socialistes de la chaire* ou école de la politique sociale. Frédéric List ne rejette rien de l'économie politique qu'il appelle cosmopolite ; il ne réclame que des me-

Dans le sein de chaque nation, il y a un gouvernement, une organisation de la puissance publique, de la souveraineté; en un mot, chaque nation forme un Etat. L'Etat, c'est la société elle-même en tant qu'elle exerce certaines fonctions indispensables à son existence. Quelles sont ces fonctions? Ici se présente la question de l'intervention de l'Etat dans l'ordre économique.

La fonction propre de l'Etat est de maintenir l'ordre, d'assurer à tous les citoyens la sécurité, la liberté, l'indépendance à l'encontre des autres groupes sociaux. Les hommes vivent en société précisément pour s'assurer cette sécurité qui leur ferait plus ou moins complètement défaut dans le prétendu état de nature. Mais pourquoi le maintien de la sécurité est-il une fonction éminemment sociale, qui réclame l'intervention des forces collectives de la société, c'est-à-dire de l'Etat? Parce que le besoin de sécurité n'est pas seulement un besoin constant, général, universel; c'est encore un besoin *commun*, ce qui signifie qu'il ne faut rien moins que l'action commune et permanente de la société, l'autorité qu'elle a sur tous les citoyens, les ressources dont elle dispose, pour créer toutes les institutions, organiser tous les services, faire mouvoir les multiples ressorts nécessaires à cette grande œuvre de la paix sociale, de l'ordre et de la sécurité.

Dans le tableau sommaire que j'ai tracé de l'activité économique, c'est-à-dire de l'ordre économique, j'ai fait abstraction de l'idée de nationalité; j'ai pareillement pu faire abstraction de l'État. Cela fait voir que, en principe, l'ordre économique est indépendant de l'ordre politique. Ce principe réclame une démonstration plus directe et, d'autre part, comporte bien des tempéraments. C'est sur quoi je vais m'expliquer brièvement.

Nous savons quelle est la raison d'être de l'ordre politique, de l'État. Il en résulte que l'État n'est pas, à proprement parler, un *but* mais un *moyen*. L'ordre politique n'est qu'un vaste édifice à l'abri duquel les hommes accomplissent plus sûrement leur destinée. Cette destinée, quelle est-elle? Quel est le but suprême de la vie? C'est le progrès intellectuel et moral et, comme condition dans une certaine mesure, le progrès matériel : progrès qui s'accomplissent par l'industrie, la science et l'art, toutes choses qui sont sans doute d'intérêt *général*, mais ne constituent pas un besoin *commun* comme le besoin de sécurité qui ne peut être satisfait que par l'action collective des forces sociales. L'individu et la société sont des organismes; or, une comparaison entre les conditions de la vie individuelle et celles de la vie sociale va nous fournir de précieux enseignements sur la question qui nous occupe.

L'être vivant est un composé d'*organes* ou appareils d'organes desti-

sures temporaires de protection pour l'industrie nationale. Les socialistes de la chaire *feignent* de croire qu'il n'y a pas de principes et de lois économiques et que tout se réduit à des expédients politiques et administratifs.

nés à accomplir des *fonctions*, c'est-à-dire certains actes plus ou moins indispensables à la vie, respiration, nutrition, locomotion, vision. On appelle *tissus* les substances plus ou moins résistantes qui constituent les organes. Les tissus sont composés de parties élémentaires extrêmement ténues, appelées *cellules*. La distinction fondamentale entre les fonctions ou organes est celle entre les fonctions de *relation* et les fonctions de *nutrition*. Les premières mettent l'individu en rapport avec le milieu dans lequel il vit, et ont pour but de le protéger et de s'emparer de substances que les parties internes ou organes de nutrition utilisent au profit du corps entier. Un troisième appareil d'organes, l'*appareil distributeur* ou système des vaisseaux sanguins, qui a son centre dans le cœur, placé entre les deux premiers, facilite leur action combinée. Un être vivant est composé d'unités vivantes ; la vie est partout, dans les organes, dans les cellules ; mais comme il n'y a, en somme, qu'un individu, il faut bien que toutes ses actions particulières soient coordonnées. De là la nécessité d'un centre physiologique, organe régulateur, directeur : c'est le *cerveau*. En quoi donc consiste cette fonction directrice ? Le cerveau, l'appareil *nerveo-moteur*, est-il chargé, comme semble l'indiquer son nom, de tout mettre en mouvement ? De donner l'impulsion à tous les organes comme le moteur central d'une usine ? Dirige-t-il la production et la distribution des substances nutritives ? Non, les appareils de production et de distribution fonctionnent par eux-mêmes ; l'estomac digère, les poumons se dilatent et se contractent, le sang circule, alors même que l'intelligence et la volonté sommeillent. La fonction essentielle de l'organe régulateur est de diriger l'appareil externe, les organes de relation : regarder, écouter, fuir le danger, s'emparer d'une proie. Notons encore ceci : tandis que les actions *externes*, telles que l'attaque et la défense, les relations multiples avec le milieu, sont essentiellement variables en durée, en énergie, en régularité, en complications, les actions *internes*, le phénomène de la digestion, par exemple, se reproduisent dans un ordre invariable, constant.

Reprenons maintenant cette rapide analyse du grand phénomène de la vie individuelle ; mettons partout la société à la place de l'individu, et la description restera vraie dans ses traits essentiels. La société est aussi un organisme, un ensemble de fonctions, d'organes, d'unités vivantes. L'unité, la cellule sociale, c'est l'homme. Nous retrouvons dans la société les mêmes distinctions que dans l'individu en ce qui concerne les fonctions, les organes et appareils d'organes. L'ordre économique correspond aux parties internes, aux fonctions et organes de nutrition, tandis que l'ordre politique, l'appareil gouvernemental et militaire, représente les parties externes, les fonctions et organes de relation avec le milieu. Ce que le cerveau est pour l'organisme de l'individu, l'État, le gouvernement, l'est pour la société, à savoir un appareil de coordi-

nation, de direction, de dépense, alimenté par des organes de nutrition. Il est naturel d'en conclure que dans la société, comme dans l'individu, l'organe directeur, le gouvernement, n'a pas à s'occuper directement de la fonction alimentaire à laquelle suffit l'appareil industriel et commercial. On chercherait en vain une raison pour qu'il en fût autrement dans la société que dans l'individu. On trouve, au contraire, une excellente raison pour qu'il en soit ainsi dans l'ordre social encore plus que dans l'ordre individuel, raison tirée de la différence profonde entre le but de l'organisme social. Quel est le but de l'organisme individuel? C'est uniquement la vie de l'individu lui-même, et nullement la vie des cellules qui constituent ses organes. Il en est autrement de l'organisme social : la société n'est pas son but à elle-même. Ce qui importe ici, c'est la *cellule*, c'est l'homme en vue duquel la société a été constituée afin de favoriser le développement de toutes ses facultés. Or, le meilleur moyen de développer l'activité intelligente, l'esprit d'entreprise, le sentiment de la reponsabilité, ce n'est pas d'absorber l'individu dans l'État, d'en faire un rouage inconscient.

L'indépendance naturelle de l'ordre économique à l'égard de l'ordre politique, se déduit encore de cette considération, que l'ordre politique, dans le sens étroit de ce mot, n'est pas, à tout prendre, un fait aussi essentiel que l'ordre économique. L'ordre économique ou, pour mieux dire, l'ordre social, la vie en société, la coopération, la division du travail, l'échange, voilà ce qui est indispensable à l'homme, et on pourrait concevoir une société tellement pacifique, où le sentiment de l'ordre, de la justice, de la moralité, auraient un tel empire que l'ordre politique y serait, en quelque sorte, nul, et la fonction propre de l'État une sinécure. Il n'y en aurait pas moins un ordre social, et tous les phénomènes économiques que nous connaissons se produiraient, car ils déroulent de faits primordiaux inéluctables.

Le principe de l'indépendance de l'ordre économique à l'égard de l'ordre politique n'a rien d'absolu ; ce n'est point une formule rigoureuse à l'aide de laquelle on puisse sans hésitation résoudre toutes les questions d'application. Quand on a posé en principe que la fonction essentielle de l'État est de maintenir l'ordre, le sécurité, on n'a pas tout dit, et il reste à se demander ce que l'État doit faire pour accomplir cette tâche ? La fonction essentielle de l'État comporte une extension légitime. L'État ne représente pas purement et simplement la force mise au service du droit, en vue d'empêcher la lutte sanglante des intérêts. On soutiendrait en vain que l'État doit se désintéresser d'une foule de choses sous prétexte que, à la rigueur, ces choses-là peuvent être accomplies par l'initiative privée. Faire des routes, creuser des ports et des canaux, établir des lignes télégraphiques, fonder de grands établissements propres à faciliter la culture des lettres, des sciences, des arts, c'est encore faire de l'ordre et de la sécurité.

Cette question des rapports entre l'ordre politique et l'ordre économique, n'a d'ailleurs pas été résolue de la même manière dans tous les temps. A l'origine des sociétés, l'isolement dans lequel vivaient les différentes familles ou tribus leur imposait un régime communiste dans lequel on n'aperçoit pas de distinction entre l'ordre politique et l'ordre économique. Dans les temps de barbarie, alors que la guerre étrangère, la guerre civile et les guerres privées désolaient alternativement ou simultanément le pays, c'est à grand'peine que l'État assurait à la société un peu d'ordre et de sécurité, et on ne songeait pas à lui demander ces immenses travaux d'utilité publique que nous le voyons exécuter de nos jours. Autrefois la protection et l'assistance que la société accorde à ses membres n'allaient pas sans une tutelle économique fort dure : esclavage, servage, lois et impôts somptuaires, régime corporatif des métiers, réglementation dans la manufacture. L'État s'abstient de plus en plus de la tutelle directe des personnes et des intérêts ; mais, par des services publics plus nombreux et mieux organisés, par les facilités de tout genre qu'il donne à l'industrie en mettant à sa disposition un outillage commun qui s'accroît chaque jour, il maintient l'ordre et la sécurité, et concourt au développement de la richesse privée et publique. Si l'État, en un mot, fait toujours moins dans un sens, il fait toujours plus dans un autre : il ne prend pas directement à sa charge les existences individuelles, mais il met d'abondants moyens de succès à la portée de tous ceux qui ont la bonne volonté et l'activité.

Je n'ai fait que poser ici quelques principes généraux sur une question qui s'imposera à nous aux diverses phases de l'évolution économique.

CHAPITRE VII

Caractère militant de l'économie politique. — Ses adversaires plus ou moins déclarés.

Dans un précédent chapitre, nous avons répondu à quelques objections dirigées contre l'économie politique, à laquelle on contestait la qualité de science, sans nous préoccuper autrement de savoir d'où et de qui venaient ces attaques. C'est précisément de quoi il s'agit ici. L'économie politique est une science essentiellement militante. Nous allons donc passer une revue des forces coalisées contre elle, ce qui ne veut pas dire que ces divers groupes s'entendent entre eux, ni qu'ils soient hostiles au même degré. Ce sera un grand pas de fait si, dès à présent, nous pouvons compter nos adversaires, saisir les traits géné-

raux de leurs doctrines, démêler le caractère de leur stratégie et de leur tactique, nous familiariser, en quelque sorte, avec leurs uniformes, leurs drapeaux et leurs mots d'ordre. Quand, par la suite, nous verrons s'avancer contre nous quelqu'un d'entre eux, nous les reconnaîtrons bientôt, et du plus loin que nous les apercevrons, nous pourrons leur crier : « Nous savons qui vous êtes et ce que vous allez dire. »

I. Voici venir en première ligne l'école socialiste ou plutôt la légion innombrable des écoles socialistes. Mais je n'entends pas les apprécier ici ; j'esquisse seulement une *physiologie* du socialisme en général ; j'indique à quels signes on le reconnaît.

Et d'abord ils s'appellent *socialistes* par opposition avec l'économie politique qui est une doctrine *individualiste*. Sous prétexte de solidarité et de fraternité, ils suppriment tout ce qui est infecté d'individualisme : la propriété individuelle, la liberté individuelle, la responsabilité individuelle. Ils mettent toutes les existences à la charge de l'État qui n'a aucune raison de traiter différemment les divers membres de la communauté. C'est le *communisme*[1].

Socialisme et communisme ne sont qu'une seule et même chose. J'aurai plus d'une fois l'occasion de démontrer, de faire toucher du doigt cette vérité que tout socialisme, d'une façon plus ou moins consciente, aboutit forcément au communisme. Le *mutuellisme* de Proudhon, la fraternité et l'organisation du travail de M. Louis Blanc, la solidarité de Ferdinand Lassalle, l'improductivité du capital de M. Karl Marx, aboutissent au communisme.

Le signe le plus certain auquel on reconnaît les socialistes, c'est le procédé par lequel ils arrivent à leur conclusion : le communisme. Ils commencent invariablement par faire une peinture flamboyante des maux dont souffre la société. C'est la partie critique, la partie négative du système, la partie la plus facile de leur tâche. Sur ce point nous pouvons être de leur avis ; mais ce qui distingue la critique socialiste, c'est le ton, l'accent, les couleurs dont ils chargent leurs tableaux. La conclusion est qu'il faut détruire de fond en comble la vieille société et la reconstruire à nouveau de toutes pièces. Le mot consacré aujourd'hui pour désigner cette démolition, c'est *liquidation sociale*. Comme on ferait d'une société de marchands, on prononce la dissolution de la société, on liquide et on reconstitue. Ils semblent n'être pas d'accord sur les bases de cette reconstitution, mais, je viens de le dire, c'est toujours le communisme.

Les socialistes prennent leurs aspirations pour des doctrines réalisables. Ce sont des artistes en organisation sociale, comme je l'ai dit, qui ne se laissent arrêter par aucune difficulté dans leurs conceptions

1. La deuxième partie du livre II, les chapitres XXXIX à XLII, seront spécialement consacrés à la démonstration de cette vérité.

sociales. Ne leur dites pas que cette construction d'une société idéale est impossible avec les matériaux qu'ils ont sous la main, c'est-à-dire avec les hommes tels que nous les connaissons : ils ne se laissent pas arrêter pour si peu. Ils pétriront l'argile humaine à nouveau et feront des hommes tels qu'il les leur faut; ils décréteront la fraternité, le dévouement, l'abnégation, la suppression de l'égoïsme, de l'individualisme.

Le socialisme, disons-nous, c'est le communisme. L'utopie n'est autre chose que la théorie du communisme présentée sous la forme d'un roman généralement très ennuyeux. C'est un genre de littérature auquel on paraît avoir renoncé.

La doctrine socialiste repose sur une fausse conception du rôle de l'État. Puisque l'État fait tant de choses, pourquoi ne ferait-il pas tout? Tout par l'État, c'est le communisme. Il faut être juste et reconnaître que quelques économistes ont répondu : *rien par l'État !* Cette question du rôle de l'État dans l'ordre économique s'imposera à nous dans toutes les phases de l'évolution économique et nous aurons à nous expliquer sur ce radicalisme économique qui se pose en face du radicalisme socialiste.

Je crois en avoir assez dit pour mettre dès à présent le lecteur en mesure de reconnaître le socialisme sous tous ses déguisements. Le diagnostic est des plus simples : admettez-vous la propriété individuelle et la liberté de conventions? Si oui, on peut s'entendre ou du moins discuter des questions économiques; si non, toute discussion est superflue comme manquant absolument de base. Représentez-vous deux philosophes qui vont discuter sur les attributs de Dieu, et dont l'un dit à l'autre : Je vous préviens que je ne crois pas en Dieu !

Je considère comme un des plus précieux résultats des études économiques d'affermir les esprits contre les doctrines socialistes, d'apprendre à démasquer le socialisme qui se dissimule sous divers déguisements. Le socialisme est le plus grand danger d'une société qui se dit démocratique; et la démocratie et la liberté ne feront une alliance durable que sur la base des vrais principes de l'économie politique. Je combattrai donc à outrance le socialisme sous toutes ses formes, avec les plus grands ménagements pour les personnes, cela va sans dire, mais avec d'autant plus d'insistance naturellement, que je me trouverai en présence de ses représentants les plus honorables et les plus sincères.

II. Le vrai nom du socialisme serait *idéalisme*. Voici un idéalisme d'un genre particulier. Tandis que les socialistes, après avoir démoli le vieil édifice qui, depuis des siècles, abrite la société, prétendent en élever un plus magnifique, à l'abri duquel le genre humain jouira d'une félicité inconnue jusqu'ici, nos idéalistes ne font pas tant de frais : ils remontent simplement le cours de l'histoire jusqu'à l'âge

d'or chanté par les poètes, qu'il s'agirait de faire renaître. Le XVIII^e^ siècle, Rousseau en tête, nous a fatigué de ces fades idylles sur le bonheur de l'homme à l'état de nature, vêtu de peaux de bêtes, n'ayant pour abri que des huttes de feuillage... et marchant à quatre pattes, ajoutait Voltaire. Mais nous le connaissons, cet âge d'or de l'homme primitif; nous avons sous les yeux des peuplades sauvages, mourant de faim, se mangeant entre elles, et vendant leurs femmes et leurs enfants pour une bouteille d'eau-de-vie. Ce genre d'idéalisme est bien démodé aujourd'hui, mais le socialisme s'en est souvent inspiré.

III. Les *louangeurs du bon vieux temps* ne sont pas sans rapports avec les deux groupes précédents. Ils désespèrent aussi de la société telle qu'elle est constituée aujourd'hui. Ils pensent aussi qu'il faut rétrograder vers le passé, mais pas jusqu'à l'âge d'or, sur lequel les documents authentiques font absolument défaut. Ils nous ramènent simplement au moyen âge, au régime féodal, au temps des corporations, des maîtrises et des jurandes. Quelques-uns remonteraient volontiers jusqu'au régime patriarcal.

IV. Des idéalistes nous passons à ceux qui ont de justes prétentions à l'esprit pratique. Ils nous disent : « L'économie politique est la « science de la richesse. Eh bien! c'est notre affaire à nous, agricul- « teurs, manufacturiers, commerçants; vous êtes la théorie, nous « sommes la pratique, et quand nous serons en désaccord, c'est nous « qui devrons rester les maîtres du terrain. » Ce ne sont pas là, à proprement parler, des adversaires systématiques de l'économie politique; seulement ils affectent sur elle une certaine domination, lui demandant de se mettre tour à tour au service des causes les plus contraires.

Un jour ils diront aux économistes : Notre industrie succombe sous l'invasion des produits étrangers; prêchez donc la prohibition des fils et des tissus anglais! Les vignerons du Bordelais, au contraire : Pour que nous puissions vendre notre vin à l'Angleterre, il faut bien que nous achetions ses produits; prêchez donc la liberté commerciale!

Les Américains du Nord disaient : Il nous faut la prohibition des produits manufacturés d'Europe afin de protéger nos manufactures naissantes. Les planteurs du Sud, au contraire, ne redoutant pas la concurrence pour leurs cotons, voulaient la liberté commerciale afin de payer moins cher les produits manufacturés qu'ils ne fabriquaient pas. Ces mêmes planteurs, qui voulaient la liberté des échanges disaient : sans esclaves, pas de travail possible sur nos plantations, donc maintenez l'esclavage; et les gens du Nord qui ne voulaient pas de la liberté commerciale, prêchaient l'affranchissement des esclaves.

En 1850, le Conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce émettait le vœu : « Que l'économie politique fût désormais « enseignée, non plus au seul point de vue théorique du libre-échange,

« ainsi que cela a eu lieu jusqu'ici, mais aussi et surtout au point de « vue des faits et de la législation qui régit l'industrie française. » A quoi M. Michel Chevalier répondait nettement : « Nous n'enseignerons « jamais cela ! »

Voici, en substance, ce que les économistes répondent aux prétentions des industriels :

Nous n'enseignons pas l'art de faire fortune dans telle ou telle branche de l'industrie ; nous ne faisons pas de la technologie ; nous nous occupons des lois supérieures qui régissent la production. Un savant, physicien ou chimiste, pourrait être inhabile à diriger une usine, bien qu'on lui soit redevable d'inventions qui font progresser les arts industriels. Vous êtes incompétents sur bien des questions, parce que vous vous placez à un point de vue exclusif, étroit, vous souciant peu des autres producteurs et surtout de la masse des consommateurs dont les intérêts peuvent être en opposition avec les vôtres. Vous prétendez que c'est à vous que doit rester le dernier mot ? Non : c'est nous qui sommes les juges en dernier ressort du débat ; vous êtes des experts que nous consultons volontiers, mais c'est à nous de conclure. Vous êtes des pilotes, habiles dans les parages que vous fréquentez, mais, quand vous perdez les côtes de vue, entre une mer sans rivages et un ciel sans étoiles, votre pratique vous fait défaut et vous êtes désorientés. C'est alors à la théorie, à la science, de diriger le navire à l'aide d'autres indices, d'instruments perfectionnés. Un exemple mémorable confirme ce que nous avançons-là. Quand le grand ministre anglais Huskisson voulut mettre la main à la réforme économique que Robert Peel devait achever, afin de s'éclairer sur les mérites de la liberté commerciale, il fit venir une vingtaine de manufacturiers représentant les principales industries de l'Angleterre et les interrogea séparément. Chacun d'eux lui tint à peu près ce langage : « La liberté commerciale est « une bonne chose ; l'Angleterre n'a rien à redouter de la concurrence « des autres nations, sauf en ce qui concerne l'industrie que je repré- « sente, laquelle a encore besoin de protection. » Huskisson en conclut qu'il ne fallait protéger personne. La chose lui parut justement avoir été décidée ainsi à la majorité de dix-neuf voix contre une.

V. Les hommes d'État sont une variété du genre précédent, les praticiens ; ils ont parfois, à l'encontre des économistes, les mêmes prétentions. Je viens de citer la réponse de Michel Chevalier à un industriel ardent protectionniste : « Nous n'enseignerons jamais cela ! » Voici le pendant de ce mot. Lorsque Rossi fut appelé à la chaire d'économie politique du Collège de France devenue vacante par la mort de J.-B. Say, je ne sais quel ministre d'alors dit à l'illustre professeur : « Nous « espérons que vous allez enseigner une économie politique qui con- « vienne au régime que nous inaugurons. A une politique nouvelle il « faut une économie politique nouvelle. » — « Vous tombez bien mal,

« répondit Rossi, je ne connais que l'ancienne ! » Certes, Rossi ne se posait point là en ennemi du progrès économique ; il voulait seulement protester contre cette prétention, de faire de la science économique une servante quand même de la politique.

Les économistes se défient des politiques parce que, s'il y a parmi eux des hommes d'État dignes de ce nom, il y a aussi des hommes à expédients qui ne songent qu'à se tirer d'embarras, à l'heure présente, en compromettant gravement l'avenir. Quant aux vrais hommes d'Etat, ils ont sur la conduite des choses humaines une hauteur de vues qui leur permet d'apprécier l'à-propos d'une mesure bonne en elle-même, mais qu'il importe de différer pour en assurer le succès. Si absolue qu'elle paraisse sur les questions de principe, la science économique s'incline devant les légitimes exigences de la politique qui est un art tout fait de prudence, de circonspection et de ménagements. Des hommes d'État, des gens pratiques par excellence, ont, à leur tour, rendus d'éclatants hommages à l'économie politique. J'en citerai deux exemples mémorables. Nous avons sur les finances publiques un livre très intéressant, *les Mémoires d'un ministre du Trésor public*, par le comte Mollien, qui a été ministre du Trésor de l'empereur Napoléon Ier. Voici ce qu'on y lit : « Je l'avoue à la honte de ma première école (l'admi-« nistration des finances où il avait débuté comme petit commis), ce « fut le livre d'Adam Smith, encore si peu connu et déjà décrié par « l'administration à laquelle j'avais appartenu, qui me fit apprécier la « multitude des points de contact par lesquels les finances publiques « atteignent chaque famille. » C'est que la science des finances n'est, en effet, que l'application des principes de l'économie politique à une matière spéciale de la plus haute importance. Voici un témoignage plus éclatant encore. Pour réaliser sa réforme financière et commerciale, Robert Peel dut se séparer de ses amis politiques, les tories. Il supporta avec calme et dignité les injures et les outrages qui, à cette occasion, lui furent prodigués en plein parlement ; et à cette question qu'on lui adressait sous toutes les formes : « Comment avez-vous pu renoncer aux convictions de toute votre vie ? » il répondait simplement : « Que voulez-vous ? j'ai relu Adam Smith ! » C'était l'économie politique qui avait fait de lui un grand ministre. Après cela, l'économie politique n'a pas à s'émouvoir de cette boutade d'un homme d'Etat illustre, qui l'a un jour qualifiée de *littérature d'une nouvelle espèce et peu divertissante*[2].

2. M. Thiers, dans le discours qu'il prononça pour faire rejeter le projet de réforme commerciale déposé le 30 décembre 1850 par M. de Sainte-Beuve. Voici le texte exact : « Il faut prendre la chose là où elle coûte le moins !.... Voilà le plus « grand argument des économistes, de ces littérateurs d'une nouvelle espèce (et « je leur en demande pardon — mais ils me maltraiteront fort demain : peu m'im-« porte) de ces littérateurs peu divertissants. » *Rire général et prolongé*, dit le *Moniteur*. Peut-être M. Thiers fût-il médiocrement flatté de cette hilarité, et il s'em-

VI. Au nom de certaines doctrines philosophiques ou religieuses qui préconisent le retranchement des besoins et le mépris des richesses, on a cru pouvoir faire le procès à l'économie politique qui enseignerait l'amour des richesses. Il y a là, pour le moins, un malentendu. L'économie politique n'enseigne ni le *mépris*, ni l'*amour* de la richesse ; mais, ainsi qu'il convient à une vraie science, elle enseigne la *vérité* sur la richesse. D'ailleurs le vrai détachement des biens, la pauvreté évangélique, ne consiste pas à s'abstenir de travailler et d'acquérir la richesse, à mépriser les biens qu'on ne possède pas, mais à être, dans une certaine mesure, indifférent à ceux que l'ont possédé, à en faire un bon usage.

VII. Je dois faire ici une mention spéciale d'une doctrine philosophique qui, au moins dans la pensée de son fondateur, a fort maltraité l'économie politique : le *positivisme*. Stuart Mill et Littré, qui font d'ailleurs profession de respect et d'admiration pour le caractère et le talent d'Auguste Comte, ont constaté la nullité des doctrines économiques du maître. L'illustre penseur a fait plus d'un naufrage, ici notamment, après avoir condamné l'économie politique comme n'étant qu'une branche de la métaphysique, ce qui, dans la langue positiviste, est la formule la plus énergique du blâme, il a conçu la sociologie comme une science positive, la plus compliquée de toutes, dont la construction ne pouvait être l'œuvre que d'un petit nombre de sages. Mais il ne s'agit pas là seulement de spéculations scientifiques ; et ceux-là seuls qui auront élaboré ce système social, dont les rapport économiques font partie, seront capables de la faire fonctionner. Cela mène droit au gouvernement absolu, à l'idéal de Platon.

VIII. Voici un dernier groupe, que je ne nommerai par son nom, si toutefois il en a un, qu'après avoir essayé de caractériser ses doctrines, ce qui est assez difficile, car ces doctrines sont essentiellement négatives et ne consistent guère qu'en une énumération de griefs contre l'économie politique.

Leur prétention est de se poser en conciliateurs entre l'économie politique et le socialisme. Ils voudraient bien donner des gages aux uns et aux autres, mais ils ne satisfont ni les économistes parce qu'ils compromettent les deux grands principes de la propriété individuelle et de la liberté des conventions ; ni les socialistes parce qu'ils ne les leur

pressa d'ajouter : « Lorsqu'on parle, ce n'est pas, au moins à mon avis, une chose « ennuyeuse que le coton, le blé, le sucre, le fer, la houille ; ce sont les éléments « de la grandeur des nations. Mais ces matières ne deviennent intéressantes que « quand on en parle avec une sûre observation des faits. Quand, au contraire, on « n'en fait qu'un sujet à discours et à écrits, ils deviennent le prétexte de la plus « vaine, la plus puérile, et quelquefois la plus désastreuse des littératures. » La chambre de commerce de Marseille s'empressa d'établir l'inexactitude des documents qui avaient été fournis à l'orateur. Quand on analyse avec soin ce discours il n'en reste rien... que le merveilleux talent de l'orateur.

abandonnent pas complètement. Ce groupe est d'ailleurs essentiellement *ondoyant et divers* ; il comprend toutes les nuances qui distinguent les partis politiques, depuis l'extrême droite qui tend la main aux économistes orthodoxes, jusqu'à l'extrême gauche qui se confond avec le socialisme pur. Beaucoup d'entre eux ne sont, au fond, autre chose, que des économistes... des économistes *honteux*, très instruits d'ailleurs, mais qui veulent à tout prix faire du nouveau. Ils usent du procédé socialiste qui consiste à se complaire dans la peinture des maux dont souffre la société et à prendre tout d'abord parti pour le pauvre contre le riche, pour l'ouvrier contre le patron. Leur malveillance pour l'économie politique se retrouve dans la terminologie dont ils font usage à son égard. Dans leur langue, l'économie politique s'appelle la vieille école ; ou simplement *l'école*, un terme de mépris. Voici leurs principaux griefs :

1° *L'école* suit la méthode *déductive*, c'est-à-dire qu'elle part de certaines vues sur la nature de l'homme, pose certains principes plus ou moins rationnels, et en déduit des conséquences à l'infini. — Je réponds que *l'école* ne procède par déduction qu'après avoir étudié les faits, desquels elle a tiré des principes par *induction*, c'est-à-dire par généralisation [3].

2° D'après *l'école*, l'intérêt serait le grand ressort de l'activité sociale; or, il y en a d'autres. — Nous avons suffisamment répondu, au chapitre III.

3° Le mot d'ordre des économistes est : *Laissez faire! laissez passer!* Mais la liberté absolue n'est que l'oppression. — On se méprend sur le sens de cette formule qui signifiait simplement : liberté du travail et liberté commerciale.

4° L'économie politique est trop exclusivement *cosmopolite*. — Nous avons déjà répondu, au chapitre VI.

5° *L'école* ne considère pas assez l'État comme un instrument de progrès. — C'est là une question de mesure, de temps et de lieux. Je renvoie au chapitre VI. Nous ne sommes pas avec ceux qui disent : *Rien par l'Etat!* Mais encore moins avec ceux qui disent : *Tout par l'État!*

6° *L'école* s'occupe trop exclusivement de la production et pas assez de la répartition et de la consommation de la richesse. — Si on veut dire par là que les économistes ne donnent pas une assez large place à la consommation dans la théorie scientifique, ce reproche n'est pas sans fondement ; mais si on veut faire allusion à une réglementation de la répartition et de la consommation par l'autorité, nous repoussons complètement une pareille conclusion.

7° *L'école* prétend que l'économie politique a pour objet l'étude de

3. Ceux-là se trompent qui croient inaugurer une économique nouvelle en déclarant qu'*il faut provoquer des recherches expérimentales.*

certaines lois naturelles qui régissent les sociétés humaines. Il n'en est rien ; il n'y a point de lois naturelles en économie politique, si ce n'est celle-ci, que l'homme pour vivre doit se nourrir. L'objet propre de l'économie politique, c'est l'influence que les lois faites librement par le législateur exercent sur le développement de la richesse. Ce qui le prouve, c'est que les économistes, partout où ils ne s'adressent pas à des élèves, ne parlent que de lois à réformer et non des prétendues lois naturelles qu'on laisse dans les manuels. — Je réponds qu'il est difficile d'accumuler en aussi peu de mots autant d'assertions étranges et déraisonnables. La nécessité de se nourrir pour vivre n'est pas une loi économique, mais une loi physiologique commune aux hommes, aux animaux et aux plantes. L'objet de l'économie politique n'est pas l'influence des lois sur la richesse ; seulement le législateur en faisant des lois s'inspire des principes de l'économie politique, de la morale, de la justice. Les lois ne sont pas faites librement par le législateur ; les peuples se donnent des lois conformes à leur état économique, en harmonie avec le degré de développement intellectuel et moral auquel ils sont parvenus. Si les économistes s'entretiennent des réformes à introduire dans les lois et ne dissertent pas uniquement sur les lois naturelles, sur les principes de l'économie politique, c'est qu'ils sont généralement d'accord sur ces lois et ces principes. Ils les laissent dans les manuels, dites-vous : encore faut-il, à ce qu'il paraît, qu'il y ait des manuels pour ceux qui veulent apprendre les principes de l'économie politique. Tout cela est aussi judicieux que si on disait : Il n'y a ni science physique, ni mécanique, ni algèbre, et la preuve c'est que lorsque des ingénieurs sont réunis, ils discutent des projets de chemins de fer, de canaux, de ponts, de machines, et ne parlent pas de théorèmes d'algèbre ni de mécanique, toutes choses qu'ils laissent dans les manuels pour les élèves.

Les trois noms par lesquels on désigne le groupe d'écrivains dont je m'occupe, résument bien la singulière situation qu'ils ont prise sur le terrain économique. Il s'agit du titre qu'ils se donnent à eux-mêmes et des qualifications ironiques que leur ont appliquées les économistes et les socialistes entre lesquels ils prétendent se poser en conciliateurs. Il faut savoir que les principaux représentants de cette école sont des professeurs des universités allemandes. Les économistes leur ont dit : « Vous n'êtes que les *socialistes de la chaire !* » Les socialistes leur ont dit : « Vous des socialistes ? vous êtes les *socialistes de sa majesté le roi de Prusse !* » Quant à eux, ils s'intitulent *l'école de la politique sociale*. Ils enseignent en effet qu'il n'y a pas de science économique distincte de la politique, laquelle a principalement pour objet de remanier incessamment la société pour l'élever à un plus haut degré de justice, de moralité et de bonheur, les membres de cette société étant individuellement incapables de rien faire pour atteindre ce but. C'est

le régime patriarcal ; un écho des temps où les rois s'appelaient les pasteurs des peuples.

IX. Après cette revue rapide des forces ennemies, et on a vu avec quels tempéraments il faut entendre ces mots, nous pouvons reporter avec satisfaction nos regards sur nos propres troupes. Aucune science n'a eu des représentants qui se recommandent autant que les économistes au respect, à la reconnaissance des peuples par les services rendus, par leur désintéressement, leurs vertus, leur élévation morale, leur amour de l'humanité. Il suffit de citer des noms tels que Vauban, Quesnay, Turgot, Adam Smith, Ricardo, J.-B. Say et tant d'autres. A chacun de ces noms illustres dont se glorifie l'économie politique, se rattache le souvenir d'un grand principe, d'une généreuse pensée, d'une utile réforme, dans l'ordre moral, politique, économique. On parle beaucoup, en certains lieux, de revendications, du grand jour de la liquidation sociale... Mais qui donc, plus que les économistes, a revendiqué avec énergie, avec persévérance, et, ce qui est bien quelque chose, a mieux réussi dans ces revendications ? Et pourquoi ont-ils réussi ? Parce que toutes leurs revendications ont été sages, justes, opportunes, formulées nettement et susceptibles d'une réalisation totale ou partielle plus ou moins immédiate. Ils ont dit : Plus de douanes intérieures, plus de privilège devant l'impôt, plus de corporations ouvrières fermées, plus de réglementation minutieuse dans la manufacture, liberté commerciale ! Nous ne pourrons d'ailleurs faire un pas dans ces études d'économie politique, sans avoir à rappeler leurs glorieux états de services.

CHAPITRE VIII

Nécessité d'une étude approfondie de l'économie politique.

C'est le propre des sciences morales que bien des gens croient qu'on n'a pas besoin de les étudier ; qu'on les sait naturellement, comme les *personnes de qualité* de Molière savaient tout sans avoir jamais rien appris. Il importe de démontrer la nécessité d'étudier l'économie politique à ceux qui tiennent cette étude pour inutile, même pour dangereuse, et surtout à ceux qui croient la savoir sans s'être donné la peine de l'apprendre.

L'homme appelle *sens* les facultés dont il est doué et qui lui permettent d'apprécier les différentes propriétés des choses. Dans l'ordre physique, à chacune de ces facultés correspondent des organes parti-

culiers, les organes de la vue, de l'ouïe, du goût, du toucher, à l'aide desquels nous jugeons de la forme, de la couleur, de la dureté, de la sonorité des objets matériels. Ces facultés et ces organes sont susceptibles de perfectionnement par l'exercice, par l'application soutenue. On vante la finesse d'ouïe des sauvages ; on sait à quel point se développe le sens du toucher chez les aveugles. Il n'en est pas autrement dans l'ordre moral. Là aussi nous possédons différentes facultés d'appréciation qui nous permettent de porter ces jugements : cela est vrai, cela est bien, cela est beau, cela est juste. Nous avons le sens du vrai, le sens du bien ou sens moral, le sens du beau, le sens du juste. L'étude, la réflexion, la comparaison, développent et perfectionnent en nous ces divers sens, et nous découvrent les motifs des jugements que nous portons instinctivement, mais d'une manière peu sûre et exposés à bien des méprises. L'étude du droit a pour principal objet de développer le sens du droit bien plus que de graver dans la mémoire les innombrables lois qui remplissent les codes. L'étude de l'économie politique a pour résultat immédiat de développer en nous ce qu'on pourrait appeler le *sens économique*, en fixant notre attention sur les rapports sociaux considérés principalement au point de vue économique. Nous savons, d'une manière générale, quel genre de profit on peut tirer de cette étude : découvrir la vérité derrière des apparences trompeuses. Elle n'a pas pour but immédiat de former des praticiens dans telle ou telle branche de l'entreprise, d'ouvrir l'accès de telle ou telle carrière. Elle est utile à tous ceux qui ont intérêt à savoir la vérité sur des choses qui importent si fort à la prospérité de leur pays. Comme la philosophie, la morale, elle est une préparation à la pratique de la vie.

J'insiste sur la nécessité d'une large diffusion en même temps que d'une étude approfondie des sciences morales ; et je constate ici une nouvelle différence entre celles-ci et toutes les autres, sciences naturelles et sciences exactes. C'est le caractère des sciences naturelles et mathématiques, que tout le monde en profite bien qu'un petit nombre d'individus seulement les cultive spécialement, les fasse progresser. Des millions d'ouvriers appliquent, dans nos usines, des procédés dont ils ne se rendent pas scientifiquement compte. Tout autre est le caractère des sciences morales. Ici nous ne pouvons accepter la vérité toute faite des mains d'un tiers, nous contenter de formules dont nous ne comprendrions pas le sens et la portée. Ce qu'il nous faut, c'est la vérité puisée à sa source, ce sont des principes dont nous ayons la complète intelligence afin qu'ils puissent nous servir de guide dans les mille circonstances diverses qu'offre la pratique de la vie, dans laquelle à chaque instant se pose quelqu'une de ces questions : cela est-il bien ? cela est-il juste ? cela est-il utile ? Ce n'est point à l'aide d'un formulaire qu'on y répond. Nos codes de lois ne sont pas un formulaire qu'il suffise de savoir par cœur pour en tirer parti. Un

catéchisme ou formulaire d'économie politique ne serait pas d'un plus utile secours. La science des jurisconsultes et de l'économiste est à plus haut prix.

A cela des gens simples répondent qu'avec quelques notions élémentaires et du bon sens on suffit à tout. Ces naïves affirmations me suggèrent une double remarque. Dans certaines sciences, dans les sciences exactes notamment, qui sont des sciences de *déduction*, on part de notions élémentaires, d'axiomes, de définitions rigoureuses, de principes incontestables, dont on déduit des conséquences. Connaître ces éléments et ces principes, ce *commencement*, c'est peu de chose. Il n'en est pas de même en économie politique, qui est tout d'abord une science d'*induction*, ce qui veut dire que de l'étude des faits sociaux bien observés on *induit*, on tire des principes, des règles, qui sont les éléments, la substance même de la science. Eh bien ! dans ces sciences d'induction, les principes, les éléments, sont tout ce qu'il y a de plus difficile à comprendre, à saisir, à posséder dans toute leur ampleur, de manière à en faire avec sûreté, avec discernement, les applications infinies qu'ils comportent ; ils sont le fruit tardif de la science, le *couronnement de l'édifice*, et c'est être très avancé dans la science qu'être en pleine possession de ces principes, de ces notions que l'on qualifie quelquefois de notions élémentaires non sans une nuance de dédain. En second lieu, il est possible que le sens commun suffise pour mettre en garde contre certains sophismes ; mais on se trouvera bien souvent réduit à hausser les épaules et à dire : cela est absurde ! Mieux vaudrait répondre, montrer le vice d'un raisonnement, trouver immédiatement le mot qui d'un coup accable celui qui débite avec assurance des niaiseries politico-sociales. Dire que, en pareille assurance, le bon sens suffit, c'est affirmer que le courage suffit pour repousser une attaque violente ; encore est-il bon d'avoir une arme sous la main et de savoir s'en servir : cette arme, ici, c'est la science.

Si l'étude de l'économie politique est nécessaire pour combattre efficacement l'erreur qui est le fruit naturel de l'ignorance, elle ne l'est pas moins pour contrôler les opinions hasardées des hommes éminents qui ont le plus contribué à faire avancer la science. Dans leur zèle pour le triomphe de la vérité, ils ont quelquefois dépassé le but, et nous aurons souvent l'occasion de constater que le progrès s'est accompli en substituant à une erreur grossière une erreur moins dangereuse.

Toutes les sciences, indépendamment de leur utilité plus ou moins immédiate, ont un attrait supérieur et désintéressé, en ce qu'elles satisfont cette noble curiosité d'apprendre qui est le fond même de notre nature. En est-il de même pour l'économie politique ? oui, sans doute, et c'est ce que j'ai déjà voulu dire, au chapitre V, en la caractérisant comme la philosophie de l'industrie humaine. Elle est un des grands

côtés de la philosophie de l'histoire à laquelle elle demande de continuels enseignements et sur laquelle, par une juste réciprocité, elle répand de vives clartés. Étudier l'histoire au point de vue de l'économie politique, est encore une assez belle manière de se donner le spectacle des choses humaines. En outre, et toujours en considérant cet attrait supérieur dont je parle, la science a pour résultat de fortifier l'âme contre les impressions fâcheuses que peuvent produire les phénomènes naturels mal compris. Pour le physicien, la foudre, une éclipse, un tremblement de terre, n'annoncent pas nécessairement la colère de Dieu ; ce sont des phénomènes qu'il explique par leurs causes naturelles et il n'est pour cela ni athée, ni impie. Il n'en est pas autrement dans l'ordre économique. Là aussi éclatent soudainement des perturbations, des crises qui répandent dans les populations la consternation et l'effroi, et au milieu desquelles l'économiste, familiarisé avec l'analyse de ces phénomènes, conserve seul une vue nette des événements.

Est-il nécessaire encore aujourd'hui de répondre à une objection qu'on a élevée contre l'enseignement de l'économie politique et qui n'a pas peu contribué à retarder la salutaire diffusion de la science ? On s'est récrié sur les dangers d'un enseignement qui, dit-on, soulève de redoutables questions ! Il y a des gens qui ne croient à l'apaisement que par le silence, qui proclament comme la suprême sagesse et appliquent notamment à l'économie politique cette maxime : « Il est des choses dont il vaut mieux ne pas parler ! [1] » Cela n'est pas sérieux. On

1. Que les bonnes gens qui s'imaginent que l'économie politique est une science occulte tiennent un pareil langage, je le comprends ; mais voici qui est à peine croyable. Au lendemain de la révolution de 1848, une *Commission des hautes études* fut spécialement chargée d'étudier le plan d'une école d'administration. Elle proposa de transformer le Collège de France en une *haute* école d'administration, et dans ce but, de faire subir différentes modifications au programme de son enseignement. En ce qui nous intéresse, la modification consista dans la suppression de la chaire d'économie politique occupée par M. Michel Chevalier, laquelle fut remplacée par cinq chaires dont voici les titres : Économie générale et statistique de la population ; — Économie générale et statistique de l'agriculture ; — Économie générale des mines, arts et manufactures ; — Économie générale et statistique des travaux publics ; — Économie générale et statistique des finances et du commerce. J'extrais du rapport de M. Jean Reynaud le passage où est motivée la suppression de la chaire d'économie politique : « Quant à l'économie politique proprement dite, l'avis unanime de la Haute Commission a été que cet enseignement, « convenable dans les livres, devait être éliminé d'un système d'études officiel. « Elle a estimé que, l'économie politique ne se composant jusqu'à ce jour que de « systèmes disputés et sans aucun droit à la fixité, il pourrait y avoir du danger « à attacher de jeunes esprits à l'un de ces systèmes plutôt qu'à un autre, et que, « la véritable économie politique n'étant autre, en définitive, que la science de la « politique et de l'administration, les cours proposés pour cette science et son perfectionnement devaient suffire. Néanmoins, comme il peut être avantageux, ne fût-ce que pour la dominer, de connaître d'une manière sommaire la succession de

traite des questions bien autrement redoutables dans les cours de philosophie à l'usage de la jeunesse. Il s'agit de nous prémunir contre des doctrines funestes, contre des sophismes et des paradoxes dont nous ne pouvons, tôt ou tard, éviter le contact. Pourquoi n'en pas faire autant pour les paradoxes économiques ? Lorsque toutes les questions sociales, politiques, économiques, sont soulevées, sont à l'ordre du jour, que nous les respirons, en quelque sorte, dans l'air qui nous entoure, encore vaut-il mieux sur tout cela le langage calme et austère de la science que les discussions incohérentes et irritantes de la polémique quotidienne.

Je viens d'invoquer en faveur des études d'économie politique des considérations qui semblent étrangères au fond même des choses : il faut étudier l'économie politique parce que tout le monde s'en occupe, s'en préoccupe plus ou moins. Cette raison a bien son prix. Nul ne peut se soustraire à l'empire des faits généraux de son temps ; or, chaque époque se caractérise par l'ardeur avec laquelle les esprits s'appliquent de préférence à la culture de telle ou telle branche des connaissances humaines. Au premier temps du moyen âge, la théologie règne sans partage ; bientôt le droit vient lui faire concurrence, et alors tout individu qui se sent quelque valeur intellectuelle est théologien ou jurisconsulte, ou, pour mieux dire, tout théologien est doublé d'un jurisconsulte. Ça été une chose heureuse que la théologie et le droit, dans leur expression un peu dure, il faut le reconnaître, se soient donnés la main pour maîtriser cette société aux instincts violents et la régulariser jusqu'à un certain point dans le régime féodal. A la fin du moyen âge s'éveille le génie des arts. C'est l'époque de la renaissance universelle qui se distingue par le goût des études philologiques. La résurrection de l'antiquité devait être le point de départ des tentatives plus ou moins originales de l'esprit moderne. — Le XVII^e^ siècle, bien qu'illustré par les spéculations de la métaphysique, est, avant tout, un siècle littéraire, oratoire, le siècle de l'éloquence, en prenant ce mot dans son sens le plus large, c'est-à-dire l'*art de bien dire*, l'art de revêtir d'une forme brillante, exquise, l'expression des sentiments les plus délicats, des plus nobles pensées. — Le XVIII^e^ siècle, bien que s'étant essayé dans les genres les plus divers, est essentiellement un siècle philosophique, ce qui doit s'entendre surtout de la philosophie politique et morale. — Enfin notre XIX^e^ siècle se distingue, entre autres choses,

« ces divers systèmes, elle a demandé dans ce but quinze leçons, qui pourraient, « à ce qu'il semble, se rattacher utilement, comme introduction, au cours d'éco- « nomie générale des finances et du commerce. » — Il est difficile d'accumuler plus de déraison en moins de mots. On supprime *une* chaire d'économie politique et on en crée *cinq* ! On n'enseignera pas l'économie politique, parce qu'il y a là des systèmes divers, et on enseignera la politique, où, comme chacun sait, il n'y a pas de systèmes ! Et c'était, bien entendu, M. Jean Reynaud d'*Entre Ciel et Terre*, qui se chargeait d'enseigner la politique !

par le goût des études de critique et d'histoire, et voici venir en même temps la science nouvelle, l'économie politique qui a, il est vrai, des racines dans le XVIII^e^ siècle, mais aujourd'hui son complet épanouissement.

Il y a, en effet, dans l'ordre d'idées qui nous occupe, une étroite solidarité entre ces deux siècles. C'est dans la seconde moitié du XVIII^e^ siècle qu'ont été posés les fondements de la grande transformation industrielle dont nous sommes les témoins. Quel étonnant concours de circonstances tendant au même but ! Les grandes catastrophes financières qui marquèrent la première moitié du siècle avaient attiré l'attention publique sur les questions de finances, de monnaie, de crédit. Quesnay et ses disciples, les premiers économistes français, venaient de débarrasser la science de quelques erreurs grossières qui en obstruaient les avenues et avaient proclamé le principe de la liberté commerciale. Turgot affranchissait le travail par les édits de 1776, et, en même temps qu'Adam Smith établissait les vrais principes sur la nature de la richesse et les moyens de la développer, Lavoisier posait les bases des découvertes qui allaient régénérer la chimie ; Watt perfectionnait la machine à vapeur et Arkwright introduisait la filature et le tissage mécaniques. Tels étaient les préludes du grand mouvement économique dans lequel nous sommes engagés et au milieu duquel la société moderne cherche sa voie. On ne doit donc pas s'étonner si l'économie politique est destinée à marquer le XIX^e^ siècle d'un signe particulier ; les uns disent : à sa gloire ; les autres : à sa honte. Pour le moment je me borne à constater le fait ; mais quoi qu'on en pense, qu'on blâme ou qu'on loue, nul ne saurait rester étranger à ce grand débat. L'économie politique s'impose comme étant réellement la *science nouvelle*, à côté de laquelle le socialisme n'est qu'une vieillerie renouvelée des rêveurs de tous les temps.

LIVRE II

DE LA PRODUCTION DE LA RICHESSE

SECTION I

Généralités sur la production.

CHAPITRE IX

Complexité des phénomènes économiques. — Raisons d'en commencer l'étude par la production. — Nomenclature économique. — Notion de la production et de la consommation.

L'activité économique présente des phénomènes complexes. Lorsqu'un ouvrier travaille dans une usine à fabriquer du fer, moyennant un salaire, nous avons sous les yeux : 1° un fait de *production*; 2° un fait de *consommation*, car on ne peut produire du fer sans consommer du minerai et du charbon; 3° un fait de *répartition*, car l'ouvrier reçoit sa part dans la richesse créée; 4° enfin un fait d'échange ou de *circulation*, car il reçoit ce salaire en échange des services qu'il rend. Mais l'investigation scientifique, aussi bien que l'exposition méthodique, exigent qu'on se place successivement à ces différents points de vue, en faisant plus ou moins abstraction des autres. Or, bien que, en économie politique comme dans toutes les sciences morales, il n'y ait pas précisément un ordre essentiel, il y a un ordre naturel : il paraît naturel de commencer par la production. La logique des mots l'indique : avant de répartir et d'échanger la richesse, il faut l'avoir produite. Sa production est la partie de l'économie politique qui prête le moins à l'abstraction et à la controverse. C'est l'*école primaire* de la science; il n'y a qu'à conduire quelqu'un dans l'usine et à lui dire : regardez! La puissance du travail et du capital ne sont pas contestables. Enfin on peut dire qu'historiquement la production vient en première ligne, et cela à un double point de vue. En face du dénûment qui fut le lot de l'humanité à son berceau, la première préoccupation fut de produire; et on éleva des autels aux premiers inventeurs des arts utiles. Plus

tard, lorsque se fonda la science économique, ce sont les phénomènes de la production qui attirèrent surtout l'attention des savants.

Mais s'il est très facile de faire ici de l'économie politique purement descriptive, il n'en est pas de même quand on veut donner des notions générales exactes, des définitions rigoureuses. La difficulté vient de ce qu'on se sert de termes usuels dont le sens est ordinairement déterminé d'une façon très nette par les circonstances particulières dans lesquelles on les emploie, mais qui semblent nous échapper quand nous voulons en renfermer la notion dans une définition précise. Un philosophe a dit : « Je sais très bien ce que c'est que le temps, l'espace; « mais si vous me demandez de les définir, je ne le sais plus. » Avant de dire ce que c'est que la production, il faut donc nous entendre sur la terminologie économique.

Pour satisfaire leurs besoins, les hommes réclament des *produits* ou des *services*. Un professeur, un domestique, me rendent des services; le boulanger me livre un produit. C'est avec raison que l'économie politique s'occupe des services qui se vendent et s'achètent ; mais je doute qu'on ait bien fait d'introduire dans la science l'expression *produits immatériels* pour désigner les services. Elle prête à confusion. Que sera le produit immatériel dans le cas du professeur ? La leçon donnée ? L'instruction acquise par l'élève ? La faculté de donner la leçon ? Il vaudrait mieux s'en tenir au mot service, en distinguant les services qui agissent sur les choses et ceux qui agissent sur les personnes. Les premiers, les services industriels, sont l'objet direct de l'économie politique. Elle s'occupe aussi des services non industriels, parce que ceux qui les rendent doivent être compris dans la répartition de la richesse. Il est des services qui ne s'incorporent ni à un objet ni à une personne déterminés, mais dont tout le monde profite : Tout le monde doit contribuer à les payer. Tel est le service que rend l'État en maintenant l'ordre, la sécurité. Ces services sont payés par l'impôt.

Ces produits et ces services ont une *utilité*, une *valeur*. L'utilité est la qualité des choses qui les rend propres à satisfaire nos besoins. L'utilité *gratuite* est rare ; en général *l'utilité* est onéreuse, c'est pour cela qu'elle est échangeable contre d'autres utilités de même nature. On ne propose pas à quelqu'un de lui vendre une de ces choses dont on dit vulgairement qu'*il n'y a qu'à se baisser pour en prendre*, comme l'eau au bord de la rivière. Il en est autrement de l'eau transportée. Voilà l'idée de *valeur* qui comprend les idées de rareté, d'appropriation par le travail, d'échangeabilité ou puissance d'acquisition. Il n'y a pas de valeur sans utilité, mais l'utilité gratuite n'a pas de valeur.

La *richesse*[1] est toute chose propre à satisfaire nos besoins. Dirons-

1. J'ai déjà dit, à la fin du chapitre V, que l'or n'est pas la richesse. C'est là un point sur lequel je reviendrai avec plus de détails. Il est sans doute plus vrai de dire que la richesse consiste dans l'ensemble des choses propres à satisfaire les

nous que la richesse consiste en *utilités* ou en *valeurs* ? Sans doute, pour qu'une chose soit qualifiée richesse, il faut d'abord qu'elle ait de l'utilité, qu'on puisse en user, qu'elle ait une *valeur d'usage*, ou une *valeur en usage* ; mais il faut encore qu'elle ait une *valeur d'échange* ou *valeur en échange*, car, dans notre état économique, c'est en réalité par l'échange que nous nous procurons ce dont nous avons besoin : presque tout est approprié. Ces expressions de valeur *en usage*, valeur *en échange* ne sont pas heureuses. Il serait à la fois plus scientifique et plus conforme au langage usuel de s'en tenir au mot *utilité* avec son sens général, en réservant les mots *valeur* et *richesse* pour désigner l'utilité échangeable ; et c'est en effet cela seulement que chacun comprend dans son inventaire. Quant à *richesse*, dans le sens de fortune, par opposition à *pauvreté*, c'est une distinction qui est ici sans intérêt : nous ne considérons la richesse qu'au point de vue *objectif*.

Quelle est la valeur d'un sac de blé? C'est une certaine quantité de mille objets divers qu'on peut obtenir en donnant un sac de blé en échange, une mesure de vin, d'huile, une pièce d'étoffe. Cependant, si vous demandez quelle est la valeur d'un sac de blé, tout le monde répondra : 20 ou 22 francs. On évalue tout en monnaie, et cette évaluation monétaire, c'est le *prix*. Le métal précieux dont la monnaie est faite a une *utilité*, il a une *valeur*. Nous ferons plus tard la théorie de la valeur et du prix.

Nous sommes maintenant en mesure de répondre à cette question : Qu'est-ce que la production ? Produire n'est pas créer quelque chose de rien. L'homme est impuissant à créer un atome de matière. Produire, c'est créer des utilités, des valeurs ; c'est donner de l'utilité aux choses ou augmenter celle qu'elles possèdent déjà, en divisant, assemblant, transformant, transportant. Du minerai, qui n'est propre à aucun usage immédiat, l'homme tira la fonte ; de la fonte, le fer ; du fer, l'acier ; avec l'acier il fait mille instruments, des ressorts de montre, des boutons, des bijoux, des œuvres d'art. En transportant un arbre de la forêt dans un port de mer où il sert à faire des mâts de navires, il en centuple l'utilité et la valeur. Suivant une terminologie sur laquelle je me suis expliqué plus haut, à l'expression *produits im-*

besoins de l'homme. Mais est-ce là toute la vérité ? N'est-ce point une conception encore trop matérielle de la richesse ? Quand on parle de la richesse d'un peuple, songe-t-on uniquement à un amas de denrées, de produits immédiatement consommables, dont il peut disposer ? Ce qui fait la richesse d'un peuple, c'est la puissance de travail, l'habileté technique, l'importance de ses capitaux, un bon système de crédit, des voies de communication perfectionnées. Ce sont là les sources de la richesse ; tant qu'elles sont intactes, un peuple qui semble ruiné rétablit bien vite sa prospérité. Voir chapitre XX. — Adam Smith n'a pas donné une définition de la richesse. Il entend généralement par là le *produit annuel de la terre et du travail*. C'est plutôt indiquer les sources de la richesse que définir la richesse elle-même. Cela répond d'ailleurs au titre de son grand ouvrage : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*.

matériels pour désigner les services non industriels, correspond naturellement celle de *production immatérielle.*

Une notion sommaire de la *consommation* est le complément nécessaire de la notion de production. Ces deux phénomènes sont le contraire l'un de l'autre. De même que produire n'est pas créer, consommer n'est pas anéantir ; comme produire est créer de l'utilité, consommer est détruire cette même utilité. Le charbon extrait de la mine, voilà la production ; ce même charbon brûlé, voilà la consommation. Cette consommation peut offrir des caractères divers suivant ses résultats, le but qu'on s'est proposé ; la consommation peut être stérile ou productive : un tas de charbon peut brûler par accident sans profit pour personne, ou être employé dans une usine à une fabrication.

Dans la consommation comme dans la production, l'homme ne fait donc qu'aider l'action de la nature : de là un grand travail de l'homme, le travail de conservation.

CHAPITRE X.

Théorie erronée sur la production. — La doctrine physiocratique. — Appréciation générale sur les physiocrates.

C'est pour n'avoir pas fait cette analyse de la production, qui nous paraît aujourd'hui si simple, que les physiocrates, Quesnay, Gournay et leurs disciples sont tombés dans l'erreur qui ne les a pas rendus moins célèbres que les utiles vérités qu'ils ont proclamées. Pour les physiocrates, *produire* c'est bien réellement *créer* : la matérialité est la condition de la richesse. Le manufacturier, qui se borne à transformer une matière première, ne produit pas. Il en est à plus forte raison ainsi de l'industrie commerciale, de l'industrie des transports, des industries immatérielles publique et privée qui ont pour but de maintenir la sécurité, de répandre l'instruction. L'industrie agricole seule a la puissance productive ; seule elle fournit des matières premières. Ce qui les frappait, dans l'industrie agricole, outre la matérialité des produits, c'est qu'elle s'alimente elle-même, fournit directement à la subsistance des travailleurs pendant la durée de la production, et laisse encore un excédent de valeur qui, sous le nom de *produit net*, est, suivant les physiocrates, la seule source d'accroissement de la richesse sociale.

Toutefois, comment méconnaître l'utilité du commerce et des manufactures qui avaient été une si grande source de richesses pour les villes hanséatiques, Venise, la Hollande ? Quelles perplexités, que

d'embarras pour expliquer les services rendus par ces industries ! Ils en reconnaissaient la nécessité, mais ne voulaient les considérer que comme de simples auxiliaires de l'industrie agricole qui leur fournit des moyens d'existence, les salarie, en sorte que le travail de l'industriel et du commerçant est juste l'équivalent de ce que consomment les travailleurs de cette catégorie, impuissants qu'ils sont d'ailleurs à augmenter en rien le produit net, le capital social. On pourrait résumer ainsi leur doctrine : le laboureur ne produit pas seulement le blé, mais le pain ; seulement, il emploie pour cela le meunier et le boulanger, ni plus ni moins que des garçons de ferme. La valeur du pain est égale à la valeur du blé, plus le salaire du meunier et du boulanger ; mais, en somme, la société, en transformant le blé en pain, ne s'est pas enrichie, et toutes les industries autres que l'industrie agricole sont à la fois *utiles* et *stériles*. C'était le maxime de Sully, *pâturage et labourage sont les mamelles de l'État*, réduite en système, en théorie savante d'une façon plus ou moins heureuse.

La doctrine des physiocrates s'explique en partie par les circonstances sociales et politiques au milieu desquelles ils se trouvaient. Ils avaient à réagir contre deux tendances mauvaises : 1° Contre le système de la balance du commerce qui se résume dans cette maxime : la richesse, c'est l'or, et ils étaient certes bien plus près de la vérité en disant : la richesse, c'est la terre ; 2° Contre les abus du système de Law : le crédit c'est la richesse, donc multiplions les signes de crédit ! Ils y répondaient de la même manière. — D'autre part, leur doctrine était conforme aux traditions du régime féodal dans lequel la terre n'était pas seulement la source de toute richesse, mais de toute puissance, et qui avait divisé à l'infini la souveraineté politique comme la terre elle-même.

La doctrine physiocratique fut donc une salutaire réaction contre des erreurs funestes, mais, comme dans toute réaction, on alla trop loin. Quoi qu'il en soit, cette doctrine encouragea un retour salutaire qui venait de se produire en faveur de l'agriculture, à la suite de la grande catastrophe financière à laquelle Law a attaché son nom. La fureur de l'agiotage avait porté une foule de propriétaires fonciers à aliéner leurs domaines ; c'était à qui se déferait au plus tôt de ces *méchantes terres qui ne produisaient qu'un peu de blé* pour les convertir en billets et en actions. De là l'occasion d'acquérir de la terre à vil prix. Après la ruine du *système*, on se rattacha d'autant plus fortement à la terre, les uns à ce qui leur en restait, les autres à ce qu'ils venaient d'acquérir. Ce fut un engouement général auquel les physiocrates ne restèrent pas étrangers.

Mais il ne faut pas fermer les yeux sur le mauvais côté de leur doctrine. D'abord il est toujours dangereux d'introduire dans la science des analyses inexactes : les conséquences s'en font tôt ou tard sentir.

La théorie erronée de la stérilité et de l'improductivité de certaines industries se retrouve aujourd'hui, sous une autre forme, dans ce préjugé qui ne veut voir dans le commerce qu'une fonction inutile, une industrie parasite, et qui se formule dans ce cri de guerre si peu intelligent : mort aux intermédiaires! Les physiocrates tiraient eux-mêmes de leur doctrine la conséquence erronée qu'il ne doit y avoir qu'un impôt unique sur la terre. Le propriétaire foncier, disaient-ils, est seul créateur et détenteur de la richesse, puisque, après avoir salarié tous les travailleurs, aussi bien ceux de l'industrie et du commerce que ceux de la terre, il a dans les mains le *produit net*; il est donc seul imposable. Comment en effet songer à imposer le manufacturier et le commerçant, simples salariés du propriétaire. Ils pensaient que le propriétaire ne ferait que l'avance de l'impôt, et qu'il se rembourserait pour la plus grande partie sur ceux auxquels il livrerait ses produits. L'unité de l'impôt et sa *répercussion* ne sont pas choses aussi simples dans la pratique que dans la théorie. Ce n'est pas ici qu'elles doivent être examinées [1].

Je ne voudrais pas laisser le lecteur sous une impression fâcheuse à propos des physiocrates, ce groupe de penseurs illustres et de grands citoyens qui, vers le milieu du XVIII^e^ siècle, fondèrent en France la science de l'économie politique. Ils eurent Vauban et Boisguillebert pour précurseurs, de Gournay et Quesnay pour chefs. Malesherbes et Turgot furent leurs disciples. Ils enseignaient que la société, comme les individus, est soumise à des lois naturelles qu'ils appelaient l'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques. C'est ce qu'expriment les mots physiocrate, physiocratie, par lesquels on les désigna plus tard, eux et leur doctrine [2]. Mais la théorie des lois naturelles des sociétés n'a rien de commun avec la doctrine de Rousseau, qui oppose l'état de nature dans lequel les hommes auraient d'abord vécu, à la société constituée en vertu d'un contrat social intervenu plus tard. C'est la gloire la plus solide du XVIII^e^ siècle, d'avoir démontré que les lois ne sont pas, ne doivent pas être des caprices législatifs, mais l'expression fidèle des vrais rapports sociaux. Sur ce terrain, Montesquieu et les

1. Voir le chapitre XLIX. — La critique de la théorie physiocratique de l'impôt fait le fond d'un badinage bien connu de Voltaire : *L'Homme aux quarante écus.*

2. Cette qualification ne leur a été attribuée que tardivement. Au XVIII^e^ siècle on les appelait simplement les *Économistes*, ou bien la *Secte des économistes*, sans prendre toujours ce mot secte en mauvaise part. Ainsi Adam Smith, qui publiait son livre en 1776, parle en ces termes des disciples de Quesnay : « Ils formèrent, « il y a quelques années, une secte assez considérable, distinguée en France dans « la république des lettres sous le nom d'économistes. » (*Richesse des nations*, Livre IV, chap. 9). — En 1768, Dupont de Nemours, disciple de Quesnay, ayant publié un premier volume du recueil des écrits de son maître, l'intitula *Physiocratie*. L'expression *Physiocrates* est plus récente. J.-B. Say ne l'emploie que dans son cours complet publié en 1829 : elle a surtout été vulgarisée par Rossi.

physiocrates se donnent la main : *Esprit des lois* ne signifie pas autre chose. Montesquieu est supérieur par la forme ; les économistes par la puissance et l'étendue de leurs déductions ; et, à cette époque de rénovation sociale, politique, scientifique, économique, on ne saurait leur reprocher de n'avoir pas rigoureusement circonscrit leurs recherches dans le domaine de l'économie politique, d'une science qui était à peine en voie de formation.

Voilà la grande idée mise en honneur ; la sécurité, la liberté, la justice, réglée par la loi ; la justice consistant dans l'harmonie sociale par la liberté de chacun mise d'accord avec la liberté de tous ; l'intelligence, le respect, l'amour de la loi. L'antiquité n'avait connu ni la liberté, ni le respect de l'individu absorbé dans le citoyen. Le moyen âge n'avait conçu le droit que comme une règle, un lien, une entrave; la sécurité n'y était basée que sur le patronage, la protection du faible par le fort, sentiment chevaleresque qui dégénère si facilement en oppression.

Les grands hommes de l'Assemblée constituante de 1789 sont les héritiers directs des physiocrates, des premiers économistes français. Les hommes de 1793, les socialistes et utopistes de toutes les nuances, descendent en droite ligne de Rousseau. Les physiocrates ont laissé un autre enseignement : l'exemple de leur vie.

CHAPITRE XI

Vue d'ensemble des éléments de la production.

Entrons dans une usine où on fabrique du fer. Quels sont les éléments nécessaires de cette production, ce qu'on appelle quelquefois les *facteurs* de la richesse ? Ce sont : 1° *la terre*, c'est-à-dire l'emplacement et les agents naturels, les forces motrices de l'eau ou de la vapeur; 2° *le capital*, c'est-à-dire tout ce qui a été disposé, préparé par un travail antérieur pour servir à la production : machines, instruments, approvisionnement de matières premières destinées à être transformées ou à concourir à cette transformation, telles que le minerai et le charbon; 3° *le travail*, l'action actuelle de l'homme sur la matière représentée par des ouvriers qui surveillent et activent les différentes opérations nécessaires pour séparer le fer des matières terreuses avec lesquelles il est amalgamé.

Tout cela frapperait les regards même d'un enfant. Il ne verrait pas dans l'usine le géologue, le chimiste, le mécanicien, l'ingénieur, mais

on lui ferait bien vite comprendre le rôle qu'ils jouent dans l'œuvre de la production. Il serait bon de lui dire combien de générations d'hommes ont dû travailler avant d'arriver à tirer le fer du minerai : les âges de la pierre brute et polie, du bronze et du fer sont les grandes étapes de la civilisation. Enfin, lui montrant dans cette usine, avec ses machines, ses approvisionnements, ses ouvriers, ses contre-maîtres, ses ingénieurs, une véritable armée marchant à la conquête pacifique du monde, on lui demanderait où est le général de cette armée ? Ce général, c'est le chef de l'entreprise, l'entrepreneur, le patron. C'est lui qui a conçu le plan de campagne et en dirige l'exécution. Il a étudié ou fait étudier les conditions *industrielles* de l'entreprise ; il en a étudié les conditions *commerciales*. Il a, en quelque sorte, choisi le terrain propre à livrer la bataille. C'est lui qui a recruté l'armée industrielle, le personnel de l'entreprise. Il a équipé cette armée, rassemblé le matériel, assuré la solde. Comment s'est-il procuré tout cela ? Grâce au crédit, c'est-à-dire à la confiance qu'il a inspirée par son honnêteté et sa capacité. Ce général d'armée livre une bataille sans fin. L'œil fixé sur le marché, où il note les oscillations des prix, il achète les matières premières et écoule les produits de l'usine ; il active ou ralentit la fabrication suivant la demande, il perfectionne son outillage pour soutenir la concurrence. Si, dans cette lutte incessante, il succombe, c'est lui qui porte le poids du désastre : il est ruiné.

J'ai tenu à mettre, dès à présent, en relief, le rôle important de l'entrepreneur, et pour deux raisons. D'abord, cela est conforme à la réalité des faits économiques, et, dans la répartition de la richesse produite, il faudra bien faire à l'entrepreneur une part proportionnée aux services qu'il rend. En second lieu, j'avais à cœur de montrer combien est puéril le reproche de matérialisme adressé quelquefois à l'économie politique. Dans cette analyse de la production, nous mettons au premier rang le travail intellectuel du savant, de l'ingénieur, du chef de l'entreprise. Les physiocrates avaient, théoriquement du moins, considéré la matérialité comme une condition de la richesse. La science a complété et rectifié la doctrine physiocratique ; elle reconnaît comme étant de son domaine tous les services qui ont quelque valeur pour l'individu et la société ; elle s'attache à montrer la production comme le résultat de l'intelligence humaine mettant à profit et dirigeant les forces aveugles de la nature.

Voilà donc les quatre éléments de la production que nous allons étudier : les agents naturels, le travail, le capital, la direction générale personnifiée dans l'entrepreneur. On a adressé à cette analyse de la production, à cette nomenclature, des critiques qui ne sont pas fondées. On a dit : « Le travail, c'est l'application de l'instrument, tandis « que le capital, c'est l'instrument lui-même, comme la terre. Voilà « donc une nomenclature qui a déjà cela d'imparfait que l'un des ter-

« mes exprime proprement l'action, l'application de l'instrument, « tandis que les deux autres expriment l'instrument lui-même [1]. » Cette critique ne me paraît avoir aucune portée, ni théorique, ni pratique. C'est une simple remarque. On a encore parlé avec dédain de « cette trinité un peu pédantesque de la terre, du travail et du capital, « que l'école fait assister simultanément à l'origine de toutes nos ac- « quisitions..... cause de trouble et de confusion..... à la fois inexacte « et insuffisante. La nature et le capital sont des moyens que l'indus- « trie humaine s'est donnés, des agents qu'elle s'est faits [2]. » Je n'aperçois là ni trouble, ni confusion. La confusion consiste bien plutôt à confondre le travail, le capital et la nature appropriée. Il y a là plus que des inconvénients purement théoriques ; il y a de graves dangers. Et puis que signifient ces mots de *pédantesque* et d'*école* ? Il faut laisser cette dernière expression à l'usage des socialistes de la chaire ; et, quant à *pédantesque*, il y en a bien un peu dans tous les procédés d'enseignement.

SECTION II

Le rôle de la terre et des agents naturels dans la production.

CHAPITRE XII

Ce que fournit la nature. — Puissance de l'homme sur la nature.

La nature fournit : 1° l'emplacement de l'industrie ; 2° les matières premières, ce qui comprend les matières à transformer, comme le minerai, et les matières auxiliaires qui aident à la transformation, comme le charbon qu'on brûle dans le haut-fourneau ; 3° les forces que l'homme dirige : la pesanteur, l'élasticité des gaz. L'homme trouve dans la nature : 1° des moyens de satisfaction immédiate de ses besoins, comme les fruits produits spontanément par la terre ; 2° des moyens d'acquisition comme le fer et la houille.

On a exagéré l'influence *directe* du climat sur l'homme. Cette influence est surtout *indirecte*, en ce sens que l'activité économique de l'homme se développe suivant la nature des besoins que le climat engendre. Ce

1. Rossi, *Cours d'économie politique*, tome III, 2e leçon, page 19.
2. Dunoyer, *La liberté du travail*, tome II, p. 35.

n'est pas dans les pays où la vie est facile que l'homme fait éclater sa puissance, sa force morale, mais là où la terre récèle aussi des richesses, mais des richesses qu'il faut lui arracher par un travail obstiné.

La puissance de réaction de l'homme sur la nature est sans limite. Il s'acclimate à la longue dans tous les pays ; il y acclimate des espèces inconnues, plantes et animaux. Par le travail non-seulement il transforme la terre, mais encore il la crée, comme le sol que la Hollande a fait surgir du sein de la mer. Nous verrons que ces merveilles n'ont pu être obtenues que grâce à l'appropriation, à la propriété privée qui a permis à des générations de propriétaires de faire d'une maigre parcelle de terrain l'instrument de production le plus parfait. Par contre, des pays jadis fertiles d'où l'homme s'est retiré, sont redevenus des déserts insalubres.

Quelle est la limite de la puissance productive de la terre, au double point de vue de l'industrie extractive et de l'industrie agricole.

La première question est à peine du ressort de l'économie politique. Qui peut dire quand s'épuisera la couche de houille sur laquelle l'Angleterre est assise ? Les géologues anglais parlent de milliers d'années. Mais l'Amérique du Nord a à peine entamé son immense bassin houiller. Puis, qui sait ce que l'avenir nous réserve de surprises en fait de forces motrices ? On commence à mettre à profit l'électricité et la chaleur solaire. Il pourra en résulter des déplacements des centres industriels et commerciaux. Ce sont là des révolutions auxquelles l'histoire nous fait assister depuis l'origine de la civilisation.

La seconde question posée ci-dessus est d'un intérêt plus actuel. Nous la reprendrons plus opportunément à propos de la population et de la rente foncière. Bornons-nous à constater ici que la puissance productive de la terre est indéfinie, mais pas infinie. En fait de culture intensive, on ne peut dire où l'on s'arrêtera, mais il est certain que les résultats seront de moins en moins proportionnés aux efforts.

Ce qui est sans limites assignables, ce sont les progrès de la science et ses applications à l'industrie. Le monde est comme une énigme que l'homme s'applique à déchiffrer depuis l'origine des siècles : jamais il n'en saura le dernier mot, mais chaque génération en sait un peu plus que la précédente. Le progrès, en ce sens, ne s'arrêtera pas ; et les prévisions de l'économie politique sont ici d'accord avec les aspirations les plus élevées de l'homme, auquel Dieu a donné le monde comme source infinie de satisfaction de ses besoins et comme inépuisable objet de sa connaissance. Mais quel est l'instrument de ce progrès ? C'est, en prenant le mot dans son sens le plus large, le travail.

SECTION III

Le travail considéré comme élément de production.

CHAPITRE XIII

Notion scientifique du travail. — Doctrines erronées sur le travail ; théorie du travail pour le travail ; théorie du travail attrayant.

Il n'y a pas contradiction à affirmer, d'une part, que la richesse est le produit de trois facteurs, terre, capital, travail, et, d'autre part, que toute richesse vient du travail ; mais à la condition de prendre le mot travail dans son sens le plus étendu : effort intellectuel, moral, physique ; travail de conservation et d'épargne ; travail de direction, d'administration. Oui, le travail a tout créé ; le travail a créé la terre, le capital ; il a découvert tous les procédés industriels ; mais il faut distinguer entre les fruits du travail passé et le travail actuel, et il n'est pas de pire sophisme que ce raisonnement à l'usage de certains socialistes : le travail a tout créé ; je suis un travailleur, donc toute la richesse qui se crée chaque jour m'appartient. La puissance du travail est sans limites assignables. C'est le levier d'Archimède. Nous avons vu qu'il transforme et crée la terre. Il ne produit pas de moindres merveilles dans les autres industries. Otez par la pensée d'une montre, d'un vaisseau, d'une maison, d'un vêtement de laine chaud, léger, soyeux, ce que le travail y a mis, que reste-t-il ? rien, ou à peu près. Quel travail plus productif que celui qui consiste à transporter un objet d'un lieu dans un autre ?

La puissance du travail frappe les yeux, saisit l'imagination. Il importe d'insister sur la notion juste, scientifique du travail ; c'est un point qui réclame une analyse assez délicate et soulève des controverses. Qu'est-ce donc que le travail ?

L'homme est une force à la fois intellectuelle, morale, physique, consciente. Le travail est l'action de cette force, l'action *voulue*, l'effort plus ou moins soutenu, persistant, énergique, réfléchi, en vue d'un résultat déterminé : se procurer les moyens de satisfaire ses besoins.

Tout travail est intellectuel, quelque matériel qu'il paraisse dans ses résultats sur le monde extérieur. La fourmi et l'abeille, qui remplissent leur grenier ou leur ruche, ne travaillent pas ; elles obéissent à un invincible instinct. L'homme seul travaille, parce qu'il comprend la nécessité du travail comme condition de l'existence. Il y a là à la fois intelligence, prévoyance et une discipline à laquelle on se soumet volontairement.

L'homme est admirablement doué pour le travail : il a l'intelligence et une main qui peut acquérir la plus merveilleuse dextérité. Il est perfectible, et il désire perfectionner sans cesse ses moyens d'action sur le monde extérieur. Enfin il a l'instinct de la sociabilité. Or, étant donné que le travail est à la fois un effort d'intelligence et un effort musculaire, trois circonstances font que cet effort peut être élevé à un degré toujours plus haut de puissance : 1° grâce à la société à l'abri de laquelle grandit l'humanité, notre puissance intellectuelle s'accroît de tous les efforts d'intelligence des générations passées ; 2° grâce à l'emploi des machines la dépense de force musculaire est relativement toujours moindre ; 3° enfin par des arrangements sociaux et industriels, l'homme augmente sans cesse la puissance du travail individuel.

L'homme redoute et aime à la fois le travail. On reconnaît là ce *sujet merveilleusement divers* dans lequel tant de contradictions apparentes se révoltent en harmonie. C'est parce qu'il redoute l'effort, que l'homme cherche par un travail opiniâtre des moyens, des procédés pour simplifier, réduire cet effort. L'idéal de l'homme qui travaille est de se procurer des loisirs : Pourquoi ? Pour ne rien faire ? Non, pour travailler à autre chose. Et ainsi le travail nous apparaît avec son triple caractère : au point de vue économique, il est la condition première de la production, c'est-à-dire de l'existence même ; l'homme reconnaît dans le travail une loi de sa nature, un élément de sa vie morale ; enfin, au point de vue social, le travail est encore l'accomplissement d'un devoir alors qu'il n'est plus un besoin, dans le sens étroit du mot.

Il ne faut jamais perdre de vue ces deux caractères essentiels du travail : *Effort plus ou moins pénible en vue d'un résultat utile*. Nous rencontrons en effet ici deux hérésies d'ordre à la fois économique et moral qu'on pourrait appeler : la *théorie du travail pour le travail* et la *théorie du travail attrayant*.

La première de ces deux doctrines a des partisans nombreux. Le roi Frédéric de Prusse disait : « Mes armées sont une source de richesse pour le pays ; elles font circuler l'argent. » Ainsi *faire l'exercice* serait un travail. D'autres disent : « Il faut faire aller le travail. » On en vient à considérer la destruction comme une source de richesse, car il faut beaucoup de travail pour reconstruire ce qui a été détruit. On saisit bien vite le vice de ce raisonnement : on raisonne du particulier au général. Ma maison brûle et le maçon de dire : « Bon, voilà du travail. » Mais il est possible que je n'aie pas le capital nécessaire pour faire rebâtir la maison, et, dans tous les cas, il vaut mieux que je l'emploie à faire bâtir une seconde maison. Chaque profession pourrait faire le même raisonnement que le maçon, et applaudir à chaque désastre... Nous serions tous ruinés. Cette théorie de la destruction considérée comme source de travail et de richesse a été développée

dans un livre dont le titre est digne de remarque : *Nouvel essai sur la richesse des nations.* [1] Ce titre décèle une contrefaçon, disons le mot, une parodie du livre d'Adam Smith sur les *Causes de la richesse des nations.* C'est l'exagération en sens contraire des physiocrates. Ceux-ci avaient dit : Il n'y a de productif que le travail agricole. On leur répond : Tout travail est productif. Adam Smith a trouvé la vraie formule : Tout travail *rationnel*, c'est-à-dire qui ajoute quelque utilité aux choses est productif.

C'est Fourier qui a inscrit sur son drapeau : *le travail attrayant !* Le bonheur consiste dans la satisfaction des passions. Le *devoir* est un mot vide de sens. Des passions *satisfaites* et *utilisées* naît l'harmonie. Vous obstruez un cours d'eau, il se change en torrent dévastateur ; vous lui ouvrez un libre cours, c'est un fleuve majestueux qui répand la fertilité. Voilà l'image des passions combattues ou satisfaites. Il y a douze passions, ni plus ni moins : les cinq appétits des sens et les quatre passions affectueuses, *amour*, *amitié*, *familisme* et *ambition*, et trois passions, dont les noms respirent le plus pur parfum fouriériste : la *cabaliste*, la *papillonne*, la *composite*. A la rigueur nous aurions trouvé la *cabaliste*, passion qui porte aux rivalités, la *papillonne*, la bien nommée, qui porte au changement, à la variation dans les plaisirs ; mais la *composite !* C'est la passion qui nous fait rechercher les jouissances composées, c'est-à-dire qui naissent de l'assemblage de plusieurs plaisirs ; ainsi, manger est un plaisir ; ajoutez-y des mets recherchés, un brillant service de table, des convives aimables, de la musique. J'ai pris un exemple dans la cuisine, car elle joue un rôle important dans le système de Fourier. Il appelle ces trois dernières passions, les passions *distributives* ou *mécanisantes*, parce qu'elles sont les ressorts fondamentaux de son système social. Je conclus par l'exemple bien connu emprunté à Fourier. Vous voulez avoir de belles poires ? Faites-les cultiver par des gens qui aiment les poires, par une *série* de *poiristes* : formez des *groupes* qui rivaliseront à qui produira les plus belles poires. Chacun pourra figurer dans divers groupes et séries, changer d'occupation à volonté, travailler sans fatigue et toujours avec un nouveau plaisir !

On comprend maintenant la terminologie fouriériste. Toute la mécanique sociale est dans ce mot : *attraction passionnelle.* Par là on obtient la satisfaction complète, *intégrale* de toutes les passions. A la *civilisation* et aux *civilisés* succèdent l'*harmonie* et les *harmoniens.* En civilisation les passions reçoivent tout au plus une satisfaction *simpliste* ; en *harmonie*, les plaisirs seront *composés.* Fourier n'a oublié qu'une chose,

1. Par M. de Saint-Chamans. Cet ouvrage a été refondu et publié sous ce titre : *Traité d'économie politique suivi d'un aperçu sur les finances de la France.* L'auteur est conséquent avec sa doctrine en condamnant l'épargne et préconisant la prodigalité qui est une destruction intelligente de la richesse. — V. le chapitre XX ci-après.

dans l'analyse des passions humaines : la paresse dont La Rochefoucauld, qui connaissait mieux le cœur humain, a dit : « La paresse est « de toutes nos passions celle qui nous est le plus inconnue à nous-mê- « mes. Le repos de la paresse est un charme secret qui suspend nos « plus ardentes poursuites et nos plus fermes résolutions. » Nous avons résolu d'une manière plus conforme à la nature humaine cette contradiction entre l'instinct de la paresse et l'amour raisonné du travail.

Des deux théories erronées que nous venons d'examiner, *le travail pour le travail* et *le travail attrayant*, la première est infiniment plus grave : c'est une *erreur* ; la seconde n'est qu'une *utopie*.

CHAPITRE XIV

Organisation naturelle du travail. — Aperçu historique.

Comme la science et l'art de la guerre s'occupent du soldat discipliné, organisé en bataillons, formant une armée, de même l'économie politique a essentiellement pour objet l'organisation industrielle, ce que nous appellerons l'état économique de la société. Nous ne saurions mieux le caractériser qu'en rappelant comment il s'est formé. [1]

Comme la famille est la première société, de laquelle sont sortis la tribu, la cité, les grands empires, de même l'économie domestique est le point de départ de l'économie politique. Remontons donc à cet état primitif de la société que l'on désigne par le nom d'état patriarcal et dont le trait distinctif est l'isolement, isolement politique et isolement économique. La conséquence la plus générale de cet isolement, c'est que les individus cherchent leur unique point d'appui dans l'association familiale, c'est-à-dire dans un groupe restreint dont tous les membres sont étroitement unis sous l'autorité absolue d'un chef investi d'une sorte de délégation divine. Le chef de la famille est à la fois prêtre, roi, législateur et juge. Il assigne à chacun sa tâche dans la production, sa part dans la distribution de la richesse. Il y a une certaine division du travail, les hommes étant occupés au dehors par les soins de la vie pastorale ou d'une agriculture rudimentaire ; les femmes vaquent aux soins du ménage, confectionnent des vêtements grossiers : c'est le premier atelier domestique. Ce qu'il nous importe de noter, ce sont les caractères essentiels de l'isolement économique, ses conséquences. Il n'y

1. Cet aperçu sera complété dans le chapitre XVI, par une histoire de la liberté du travail.

a pas d'échange, ou du moins ce ne peut être qu'un fait accidentel, et la cause en est dans la rareté de la population disséminée sur de vastes espaces, dans la difficulté matérielle des communications, dans l'insécurité résultant de l'absence de toute police. Chaque groupe devant se suffire à lui-même, il faut qu'il produise dans une juste mesure les divers objets nécessaires à sa consommation, n'ayant pas dans l'échange la ressource de combler un déficit par un excédent ; et l'on se trouve ainsi placé entre une disette irrémédiable et une abondance stérile.

A l'isolement économique va succéder un état économique intermédiaire. La population augmentant, plusieurs tribus ou *économies privées* se trouvent juxtaposées. L'échange ou troc devient possible ; on peut s'adonner plus spécialement à tel ou tel genre de production : on échangera l'excédent de la production sur la consommation. Au lieu que, dans l'état d'isolement primitif, chacun fait un peu de tout, mais mal, nous voyons des artisans s'adonner à un genre de travail particulier : le forgeron, le charpentier acquièrent plus d'habileté, perfectionnent leur outillage. En même temps que l'état économique, et par la même raison, se forme l'*état politique*, autre cause de division du travail, de distribution des fonctions sociales. C'est le régime des castes, guerriers, prêtres, artisans. Restons sur le terrain économique. La division du travail s'accentue, les artisans se multiplient, mais, dans l'état de pauvreté universelle, chaque industrie n'est pas alimentée d'une manière permanente ; on travaille sur commande, et l'artisan joint à son métier, à sa spécialité, quelque autre travail pour s'occuper quand les demandes n'arrivent pas. Puis, il commence à confectionner à l'avance quelques-uns de ses produits et va au-devant du consommateur. Mais la population est encore clairsemée ; on se donne donc rendez-vous à certaines époques dans un lieu déterminé où chacun apporte ses produits pour les échanger. C'est l'origine des foires et marchés. La ville est un marché permanent qui, à des jours et heures fixes, offre un aspect plus animé. On y trouve un marché général pour toutes les marchandises, un marché spécial pour certains objets, la halle aux blés, la halle aux draps. Quelle facilité offre le marché pour toutes choses ! Dans cette foule on est assuré de rencontrer celui qui détient la chose qu'on veut acquérir et celui qui recherche le produit dont on veut se défaire. Pour faciliter les échanges, on apporte sur le marché une denrée que tout le monde est disposé à accepter comme équivalent : cette contre-valeur, cet évaluateur universel, c'est la marchandise-monnaie.

Que tous les éléments de progrès industriel que nous venons de constater se développent, se perfectionnent et nous arriverons à l'état économique proprement dit. Grâce à des voies et moyens de communication plus parfaits, routes, chemins de fer, canaux, télégraphes, le marché s'étend indéfiniment et, à côté du marché *réel* sur lequel on transporte les marchandises, s'établit le marché *fictif* qui embrasse le

monde entier, et sur lequel les ordres de vente et d'achat se transmettent avec la rapidité de la pensée. L'extension du marché favorise la division du travail, le perfectionnement de l'outillage. A l'humble métier de l'atelier domestique succède la machine à laquelle il faut une installation spéciale ; au mortier en pierre dans lequel on broyait le blé a succédé le moulin mû d'abord par le bras de l'homme, puis par des animaux, enfin par le vent et l'eau : le moulin est établi sur la rivière, là où naît la force motrice. La vapeur, c'est la force motrice qu'on fait naître où on veut. Voilà la filiation dans les formes et dimensions de l'industrie : l'atelier domestique, la manufacture, la fabrique, l'usine.

Avec la grande industrie se développe l'industrie commerciale. L'artisan peut, à la rigueur, débiter lui-même sa marchandise ; il en est autrement du grand industriel qui travaille pour un marché toujours plus vaste ; il lui faut des intermédiaires, marchands en gros, en demi-gros, en détail. Le système monétaire se perfectionne, son application se généralise. L'artisan primitif peut bien accepter en payement des denrées qu'il consomme ; il n'en est pas de même du fabricant qui a des approvisionnements considérables de matières premières à faire, des ouvriers à payer. La monnaie ne suffit plus à tant de transactions ; le crédit vient y suppléer. Sur ce vaste marché où tant de gens font profession de vendre et d'acheter, où les informations sont sûres et précises, le prix des choses est mieux déterminé. Que vaut cet objet ? Portez-le sur le marché : la concurrence dira le dernier mot là-dessus. Portez-le sur le marché ? Il ne s'agit pas d'un apport réel ; il suffit que vous l'offriez, qu'on sache qu'il est disponible.

C'est en nous référant à cet état économique ici esquissé à grands traits, que nous parlerons de travail et d'industrie, de prix et de valeur, de vente et d'achat, de monnaie et de crédit, etc.

Et cet état économique qui l'a créé ? qui l'a fondé ? Qui donc a inventé la division du travail, la monnaie, le crédit ? Est-ce un législateur qui a prescrit tant d'arrangements industriels ? Non : c'est la force des choses ; nulle part le rapport de causalité n'est plus évident. Il y a donc des lois naturelles qui président à la constitution et au développement des sociétés.

CHAPITRE XV

La division du travail.

Dès qu'on parle des circonstances qui augmentent la productivité du travail, on songe à la division du travail. Elle est une des expressions

les plus saisissantes de la sociabilité, de la solidarité humaine. L'homme a l'instinct de la coopération, qui consiste à réunir les efforts de plusieurs à un moment et sur un point donnés, ou à agir séparément dans un même but : c'est la distinction entre la coopération *simple* et la coopération *complexe*. Il y a coopération simple quand plusieurs personnes soulèvent un fardeau trop lourd pour un seul : ici la succession des efforts eût été inutile. La division du travail est la forme la plus parfaite de la coopération complexe : elle consiste en ce que, en vertu d'un accord exprès ou tacite, plusieurs comptent les uns sur les autres pour concourir à l'œuvre de la production. Les divers peuples comptent les uns sur les autres ; chacun produira ce qu'il est le plus apte à produire à raison du sol et du climat. Les diverses industries comptent les unes sur les autres ; le filateur et le tisseur comptent l'un sur l'autre. Dans la même usine, différents groupes d'ouvriers comptent les uns sur les autres pour accomplir les opérations distinctes nécessaires à la confection d'un même produit. Quant à la séparation des diverses industries, si chaque individu voulait fabriquer tous les objets dont il a besoin, ce serait le retour à la vie sauvage. Considérons maintenant chaque industrie à part. Du temps d'Adam Smith, il fallait dix ouvriers et dix opérations distinctes pour faire une épingle, et ces dix ouvriers en fabriquaient 48,000 dans une journée, soit 4,800 par ouvrier. Il faut plus de cent opérations pour faire une montre. On a calculé que si le même ouvrier voulait faire à lui seul l'épingle, il aurait de la peine à en faire 20 : il n'arriverait jamais à faire une montre.

A quoi tient cet accroissement de la puissance du travail ?

1° Faisant toujours la même chose, on arrive à la faire plus facilement, plus vite et mieux.

2° On évite la perte de temps inévitable quand on passe fréquemment d'un genre d'occupation à un autre. Les travailleurs de toutes les catégories savent ce que c'est que la *mise en train*. C'est surtout la fréquence des temps d'arrêt qui fait la différence entre la rapidité des trains de chemins de fer. L'ouvrier isolé, à ce point de vue, pratique la division du travail. Le menuisier qui a plusieurs portes ou fenêtres à faire, n'en achèvera pas d'abord une, puis une seconde et ainsi de suite : le premier jour il *débitera* tout son bois ; le jour suivant, il le *dégrossit*, puis il le *dresse*, il fait les mortaises et les tenons ; il assemble, il colle, il polit.

3° La division du travail réduit à un acte uniforme et simple la fonction de chaque ouvrier : *traction*, *pression*, *rotation*. Toute action de l'homme sur la matière consiste en effet à imprimer un mouvement : *Homini in naturam nulla alia potestas quam motus*. C'est de cette incessante concentration de l'esprit sur un même acte que procède l'invention des machines, et surtout les perfectionnements successifs qui y sont introduits : rien ne ressemble plus à une machine que ce mouve-

ment uniforme des membres de l'homme, et on trouve tôt ou tard un moyen de le faire accomplir par un mécanisme quelconque. Aussi la plupart des inventeurs dans les applications de la physique et de la mécanique à l'industrie ont-ils été des ouvriers.

4° La division du travail permet de tirer parti de toutes les aptitudes. Telle occupation réclame la force, telle autre la dextérité, la patience ;

5° Enfin, grâce à la division du travail, le capital est mieux utilisé. Sous ce régime, vingt ouvriers, dans un atelier, font constamment usage des diverses parties d'un même outillage. Supposez que chacun d'eux confectionne à lui seul le produit : il faudra vingt locaux et vingt outillages complets, et il y aura toujours dix-neuf parties de cet outillage qui chômeront. C'est grâce à la division du travail que telle machine peut marcher à feu continu, condition absolue de succès et de bon marché.

On rencontre la division du travail partout, on n'excelle qu'à la condition de se spécialiser ; mais la division du travail n'en est pas moins un phénomène économique, lequel dépend de certaines conditions, notamment de la nature de l'industrie et de l'étendue du marché.

En ce qui concerne la nature de l'industrie, il est certain, par exemple, que la division du travail est infiniment moindre dans l'industrie agricole que dans l'industrie manufacturière. On ne laboure pas, on ne fauche pas, on ne moissonne pas toujours. Celui qui ne serait propre qu'à une de ces fonctions, resterait inoccupé une partie de l'année. Il faut donc exceller en une chose et s'entendre un peu aux autres ; les jours de pluie on quitte la charrue ou la faux pour la hache et la scie. Encore, dans le midi, la terre est toujours accessible, mais dans le nord ! Aussi voyons-nous que là, en hiver, la ferme se transforme en fabrique, et le cultivateur se fait tisserand, cordonnier, horloger ou serrurier. Non seulement certaines industries n'admettent qu'une division du travail restreinte, mais la coopération simple, la simultanéité des efforts de plusieurs personnes, qui est indispensable dans certains cas, utile dans d'autres, peut être jusqu'à un certain point préjudiciable. Elle est absolument nécessaire pour soulever un lourd fardeau : certains travaux, bien que divisibles quant à l'effort qu'ils exigent, ne sauraient être accomplis par un homme isolé ; par leurs proportions colossales, ils l'effraient, le découragent : essayez donc d'employer un seul homme à construire une route, une digue, à creuser un port ! Il en est autrement des travailleurs aux champs : le travail est loin d'être toujours en proportion du nombre. C'est aussi une vérité reconnue en économie domestique, que deux serviteurs dans une maison ne font pas double besogne ; chacun a par-dessus tout peur de faire la besogne de l'autre, et, si quelque chose va mal, c'est toujours la faute de l'autre.

Il y a un rapport étroit entre l'étendue du marché et le degré où on peut porter la division du travail. C'est un arrangement en vue d'une production très abondante, de la fabrication sur une grande échelle. Pour qu'un artisan s'adonne exclusivement à son métier, il lui faut des débouchés, des clients, un marché ; à plus forte raison pour une usine. Sur un marché restreint, on portera des produits immédiatement consommables, chaussures, vêtements ; mais on ne rencontre que sur un marché étendu d'autres fabricants qui viennent s'y pourvoir de matières premières brutes ou ayant reçu une première façon. Dans un village, certaines industries manquent complètement ; le même individu en cumule plusieurs qui sont distinctes à la ville ; il n'y a pas toujours un médecin ou un pharmacien, tandis que, à la ville, pour un seul médecin qu'on rencontre au village, on trouve un médecin, un chirurgien, un dentiste, un oculiste. Chaque maladie est l'objet d'une industrie spéciale.

En ce qui concerne les prétendus inconvénients de la division du travail, il faut distinguer entre les déclamations ridicules et les objections plus ou moins spécieuses. Laissons donc Rousseau avec son sauvage qui ignore la division du travail. Mais on a dit : c'est un triste témoignage que se rend un homme, de n'avoir fait toute sa vie que la vingtième partie d'une épingle ! Je réponds : et quand il aurait fait une épingle entière à lui tout seul ? On insiste : que deviendrait cet homme si, comme Robinson, il était jeté dans une île déserte ? Je réponds : mais quand bien même ce serait un artisan accompli, un horloger capable de faire une montre, un armurier capable de faire un fusil, un mécanicien capable de construire une locomotive ? à quoi cela lui servirait-il dans cette île déserte où il n'y a ni capital, ni outillage ? Faut-il donc que la société élève les hommes en vue de l'hypothèse assez rare, on en conviendra, de Robinson et de son île déserte ? D'ailleurs l'excessive division du travail n'est pas, tant s'en faut, le régime dominant de l'industrie. Voyez l'agriculture, qui occupe un personnel si nombreux ! En dehors de l'usine, il y a, dans les villes et dans les villages, une foule d'ouvriers, forgerons, menuisiers, charpentiers, qui s'adonnent aux travaux les plus variés. On exagère les effets de cette occupation monotone, mécanique, abrutissante, dit-on, qu'impose la division du travail. Combien d'hommes ont cultivé avec succès les arts et les lettres, pendant qu'ils étaient employés à 1,200 fr. dans un bureau, ce qui n'a rien de brillant, et n'est qu'une application de la division du travail.

Il faut d'ailleurs opposer à toutes les objections une fin de non-recevoir absolue : *C'est ainsi ! c'est une loi !* c'est la condition de l'industrie, de la civilisation, du progrès ; c'est à tout cela qu'on s'attaque en s'élevant contre la division du travail. C'est encore une loi, dans un autre sens, une des grandes harmonies de ce monde. La perfection

d'un type économique se mesure d'après le degré de division du travail, comme la perfection d'un organisme animal d'après la plus grande division du travail fonctionnel des organes. Que de fonctions sont en jeu pour assurer la nutrition et la reproduction, c'est-à-dire la conservation de l'individu et de l'espèce ! Eh bien, dans les types les plus élevés, chez les mammifères, chaque fonction dispose d'un organe ou instrument physiologique spécial. Au contraire, dans les types inférieurs, deux ou plusieurs fonctions sont attribuées au même organe ; et, enfin, dans les éponges, les amèbes, ces derniers représentants du règne animal, toutes les fonctions sont confondues dans une masse organisée, vivante, où l'on ne distingue plus qu'une pulpe homogène, résultant de la fusion complète de tous les éléments organiques. Il suit de là qu'un animal, une organisation se dégrade toutes les fois que la division du travail fonctionnel tend à diminuer.

Il semble tout d'abord que cette matière de la division du travail n'est propre qu'à satisfaire une curiosité enfantine ; elle mérite cependant toute l'attention de l'économiste et du philosophe. C'est l'économie politique qui a mis les sciences naturelles sur la trace de cette idée de la division du travail fonctionnel dans les corps organisés : on sait le parti que la biologie en a tiré. La division du travail est très propre à donner une notion exacte de ce qu'est un phénomène économique, une loi économique. Ce phénomène n'a pas été ignoré des anciens ; ils s'en sont rendus compte jusqu'à un certain point ; mais il y a loin de là à l'œuvre d'Adam Smith qui en a fait la base d'une grande science. Le chapitre suivant, sur la liberté du travail, sera un hommage à la mémoire de Turgot.

CHAPITRE XVI

La liberté du travail. — Aperçu historique. — L'antiquité grecque et romaine. — Régime corporatif du moyen âge. — La réglementation dans la manufacture. — Turgot et la liberté du travail. — Les édits de 1776.

Il ne s'agit point ici de la liberté économique dans le sens le plus étendu de ce mot, ce qui comprendrait la liberté commerciale, mais du droit de travailler librement, et nous comprendrons mieux ce que signifie cette liberté, quand nous aurons vu les atteintes qui y ont été portées et qui vont de l'esclavage à la réglementation de certaines professions plus ou moins justifiée par l'intérêt public. La liberté du travail en augmente la productivité. La morale et l'économie politique

se donnent étroitement la main pour combattre les écoles socialistes, toutes indifférentes à la liberté, qu'elles sacrifient sans façon à leurs conceptions chimériques. Et voilà ce qui nous intéresse surtout dans cette question de la liberté du travail. Au fond de tous les projets élaborés par le socialisme, qu'y a-t-il ? une organisation du travail d'où la liberté est exclue. Il ne s'agit donc pas seulement ici de montrer par quelques exemples, par quelques données empruntées à la statistique, d'établir dogmatiquement la supériorité du travail libre sur le travail de l'esclave ; il faut, pour bien comprendre ce qu'est et ce que vaut la liberté, quel prix nous devons y attacher, il faut rechercher ce qu'a été dans le passé le contraire de la liberté, c'est-à-dire l'esclavage et le servage, le privilège et la réglementation à outrance; il faut remonter aux causes diverses qui ont amené cet état de choses, qui l'expliquent et le justifient dans une certaine mesure, et font voir par là même qu'on tenterait en vain de ramener vers un passé complètement évanoui la société moderne qui en diffère si profondément par ses conditions politiques et économiques.

L'esclavage est contemporain de l'origine même des sociétés comme ses deux causes les plus ordinaires : la guerre et le dénûment économique. *Le vaincu réduit en esclavage*, c'est le droit des gens de l'antiquité même civilisée. D'autre part, l'histoire abonde en exemples de gens qui se soumettent volontairement à l'esclavage dans lequel ils trouvent une sécurité relative et échappent à l'extrême misère. Le cas est textuellement prévu par certaines lois barbares. On a vu des serfs refuser l'onéreux bienfait de la liberté. L'esclavage, la servitude personnelle, a d'ailleurs marqué, à un moment donné, un premier progrès dans la voie de la civilisation. Ce fut un adoucissement dans les mœurs. Les tribus de chasseurs et de guerriers tuaient leurs prisonniers qu'elles ne pouvaient nourrir et auxquels elles ne voulaient pas confier des armes, tandis que les tribus pacifiques de pasteurs et d'agriculteurs ne faisaient pas difficulté de les associer à leurs travaux. En outre, c'est lorsque le plus fort, le plus adroit, le plus intelligent, a réduit le plus faible à servir, que commence cette première division du travail qui a fait sortir les hommes de l'isolement primitif. Le vaincu cultive la terre et quelques arts grossiers, tandis que le vainqueur s'adonne exclusivement à des occupations d'un ordre plus élevé, la guerre, la politique, le culte. Il n'y a pas d'industrie possible si on ne peut, dans une certaine mesure, disposer du travail d'autrui en vue d'un résultat déterminé. Primitivement, le seul moyen d'arriver à ce but, c'est la contrainte absolue, l'esclavage. Avec l'accroissement de la richesse on y arrive par des contrats plus ou moins libres.

Les inconvénients de l'esclavage se font de plus en plus sentir avec le progrès de la civilisation. L'esclave primitif travaille peu, à côté de son maître, vivant de la même vie, vie misérable, consommant en com-

mun les grossiers produits de la terre. Mais, à mesure que l'existence du maître s'améliore, l'esclave sent mieux sa triste condition, et le maître devient de plus en plus dur et exigeant. Ici apparaît le peu de productivité du travail de l'esclave comparé à celui de l'homme libre. Rivé à sa chaîne, quel intérêt a-t-il à travailler, à mieux faire? Il n'est pas payé à raison de son travail ; plus il se montrera capable, plus on exigera de lui. Il manque de ressort, de stimulant, d'esprit d'invention. A quoi bon inventer une machine pour alléger sa tâche? On l'appliquera à une autre tâche plus pénible. Les statistiques abondent en faits qui établissent la supériorité en *quantité* et en *qualité* du travail libre. Dans les pays à esclaves, il y a deux tarifs, l'un pour le travail de l'homme libre, l'autre pour le travail de l'esclave. Quelques heures sont accordées à l'esclave pendant lesquelles il travaille pour son compte: il fait plus d'ouvrage que dans la journée de travail pour le maître. Le peu de productivité du travail des esclaves avait été reconnu de bonne heure : Columelle et Varron déclaraient déjà que la culture par des esclaves ne vaut rien ; mais comment s'en passer? Le travail ayant été imposé par la violence au vaincu condamné à une servitude éternelle, se trouva par là même déshonoré et devint un objet de mépris pour les hommes qui ne comprenaient pas une société sans esclaves. « Vous demandez, dit Aristote, quand l'esclavage sera aboli ? « Quand la navette marchera toute seule. » L'esclavage qui avilit l'esclave, corrompt le maître.

Encore les Grecs avaient-ils le sens du beau, le goût des arts; ils honoraient les industries qui avaient un côté artistique ; ils estimaient le commerce maritime, et leurs colonies avaient un caractère économique incontestable. Ce sont les Romains surtout qui ont professé dans toute sa crudité cette maxime que la guerre est le seul emploi digne d'un citoyen, la vraie source de la richesse. Ils confondaient dans leur mépris, les lettres, les arts, le commerce et l'échoppe de l'artisan. Leurs colonies n'étaient que des postes avancés pour la conquête, des lieux de déportation déguisée. Tout le monde avait des esclaves ; les riches en avaient de très habiles dans tous les métiers et les faisaient travailler pour le public. Le peu d'ouvriers libres qui se trouvaient à Rome étaient mal vus et misérables. Ils cherchaient à s'organiser en collèges, en corporations ; mais ils étaient suspects au sénat ; on les autorisait difficilement ; on en prononçait quelquefois la dissolution en masse, comme cela eut lieu pendant le tribunat de Clodius qui s'en était fait un instrument de désordre. Au temps des Antonins, il se fit un revirement. La population esclave a diminué : le temps des guerres fructueuses qui alimentaient le marché d'esclaves est passé. On encourage donc la formation de collèges d'ouvriers. Il n'est nullement question d'une vaine tendresse pour eux ; il s'agit de s'assurer leur travail. Il faut, par tous les moyens possibles, maintenir et res-

serrer les liens d'une société qui va se dissolvant chaque jour, comme par un vague pressentiment de sa fin prochaine, et qui semble devenue incapable de tout labeur volontaire. On vit au jour le jour ; toutes les fonctions sociales, politiques ou économiques, sont désertées ; les champs sont abandonnés ; les maisons tombent en ruines ; on ne trouve plus personne pour administrer les villes. Comment faire ? On rive l'ouvrier à son métier, à sa corporation dans laquelle on l'enferme comme dans un bagne ; on rive la décurion à la cité : car il faut vivre, percevoir l'impôt, nourrir et amuser le peuple romain !

Telle était donc l'organisation du travail à cette époque de décomposition sociale qui s'appelle les derniers temps de l'Empire romain. Si jamais l'*Etat-Providence* que rêvent bien des gens a été une réalité, ce fut alors. Mais ce fut aussi le servage universel, politique, économique, agricole, industriel.

Les invasions barbares submergèrent tout cela. Alors commence une des périodes les plus douloureuses de l'histoire ; l'enfantement du régime féodal du Ve au Xe siècle. C'est une date importante dans l'histoire du travail et de l'industrie. La féodalité, en effet, marqua tout de son empreinte. Tout est érigé en fief, *le droit de travailler* aussi. Des artisans obtiennent, à titre de fief, le droit exclusif de travailler pour le seigneur qui, pendant ce temps, leur paye une somme d'argent et leur fournit des subsistances déterminées par le contrat. Nous avons des actes ainsi conçus : « Ceci est le fief d'un tel, charpentier du seigneur évêque ou du seigneur comte. » Ces concessions du droit de travailler xont prendre un caractère plus général : c'est le grand mouvement d'émancipation des XIe et XIIe siècles.

L'esclave était devenu serf, le serf devient vilain : c'est la liberté et la propriété. L'artisan devient bourgeois de la commune affranchie, membre de la corporation constituée féodalement : c'est le privilège, la première forme de la liberté ; c'est la tradition de la cité antique. Le corps de métier et la commune sont des associations étroites et égoïstes. Après tant de siècles de misère et d'oppression, ce ne sont pas des sentiments de liberté généreuse, d'humanité qui se font jour ; on songe à soi ; on a besoin de sécurité, et on la trouve jusqu'à un certain point dans la commune et le corps de métier. Le principe est celui-ci : voulez-vous exercer un métier ? Faites-vous recevoir dans ce corps de métier, ou bien obtenez le droit de travailler du roi ou du seigneur. Vous n'avez pas plus le droit de travailler dans telle ou telle circonscription territoriale que vous n'avez le droit de vous emparer de la propriété d'autrui. Le droit de travailler est un droit régalien qui appartient au roi, au seigneur, à la commune. Dans l'esprit du régime féodal, la banlieue, avec toutes les branches d'industrie qui y sont exercées, est un fief commun de la ville, de la commune, qui le tient du roi ou du seigneur. Ce fief complexe a été concédé, comme une sorte

d'arrière-fief, aux différents corps de métiers ou corporations, à l'exception de quelques industries qui restaient ouvertes à tous comme une sorte de domaine public de la commune. La ville à laquelle vous demandez le droit de travailler dans tel métier vous renvoie donc à la corporation. La corporation, par l'organe de ses chefs ou jurés, vous dit : Faites votre apprentissage. Une fois *apprenti*, vous travaillerez quelque temps chez un maître, comme *ouvrier* ou *compagnon* ; vous serez alors admis à faire constater solennellement votre capacité par l'épreuve du *chef-d'œuvre* ; après quoi, *vous pourrez être maître*... non pas *vous serez maître* : car le nombre des apprentis, des ouvriers, des maîtres est limité ; il faut attendre des vacances.

Tout est minutieusement réglé : non seulement le nombre des apprentis, des ouvriers et des maîtres, mais encore la durée de chaque période d'initiation, le lever et le coucher, les heures et lieux du travail ; le mode de fabrication ; les substances à employer, la largeur des étoffes et des lisières ; les amendes pour chaque contravention. L'observation de ces réglements est rigoureusement surveillée par les gardiens et jurés des divers corps de métiers qui font de continuelles descentes, pratiquent des saisies, détruisent les marchandises fabriquées contrairement aux prescriptions, ont l'œil sur les empiétements d'un corps de métier sur l'autre, sur les étrangers ou sur les simples ouvriers qui tentent de travailler pour leur compte.

Avant de condamner une institution à raison de ses abus, il est juste d'en apprécier les avantages eu égard aux circonstances dans lesquelles elle est née. Il faut donc considérer que les corps de métiers se sont constitués à une époque où il n'y avait ni liberté, ni sécurité, ni industrie, ni commerce, ni marché étendu, dans un temps d'isolement économique, où le privilège et le monopole étaient partout ; ils ont dû en conséquence se constituer conformément à ces données. Or : 1° Sur un marché restreint, la concurrence illimitée est impossible ; 2° La maîtrise est un privilège, il faut donc constater la capacité du maître : de là la nécessité de l'épreuve du chef-d'œuvre ; 3° A défaut de concurrence, il faut, par des réglements précis sur la fabrication, en garantir au public la bonne qualité ; 4° Le maître, l'ouvrier, l'apprenti forment une famille de trois générations qui se succéderont dans l'exercice du métier ; 5° A la confraternité du métier se joint la confraternité religieuse. A côté du corps de métier il y a la confrérie, dont les solennités extérieures avec grand déploiement de bannières et de riches costumes, sont pour les gens de métiers ce que les tournois et les pas d'armes sont pour les seigneurs et chevaliers ; 6° Ne retrouve-t-on pas dans le personnel du métier, maîtres, compagnons et apprentis, toute la hiérarchie féodale : chevaliers, écuyers et pages ? — Tout cela est logique et s'encadre parfaitement dans l'organisation sociale, politique et religieuse du XII^e^ au XV^e^ siècle ?

Voici maintenant les abus : 1° Il ne s'agit pas seulement des droits des maîtres ; les fils de maîtres s'arrogent toutes sortes de privilèges et l'institution est bientôt *aristocratisée*, conformément à l'esprit du temps ; 2° Le chef-d'œuvre rendu facile aux riches est inabordable aux pauvres à raison du haut prix de la matière et devient l'occasion de mille exactions. Le chef-d'œuvre s'achète de la corporation à deniers comptants, si bien que les rois finirent par vendre des *lettres de maîtrise*, ce qui coûtait un peu moins que *la maîtrise de chef-d'œuvre ;* 3° Les règlements de fabrication cessent d'être conformes aux besoins de la consommation ; ils deviennent odieux et ridicules. Les maîtres s'obstinent dans leur routine : à quoi bon changer, améliorer, puisqu'on n'a pas à redouter la concurrence? 4° La confraternité du métier n'est plus qu'un vain mot. Le maître, qui voit de futurs rivaux dans l'apprenti et l'ouvrier, se sépare d'eux de plus en plus ; il leur apprend mal le métier ; il en garde les secrets, secrets absurdes bien souvent, il faut le dire, et dans lesquels l'alchimie, la magie et la sorcellerie jouent le plus grand rôle ; 5° La confraternité religieuse, la confrérie, est devenue l'occasion d'un luxe exagéré, de folles dépenses, de festins et d'orgies, si bien que l'Église elle-même qui ne pouvait voir qu'avec satisfaction les divers corps de métiers se placer sous l'invocation de ses saints, condamna à diverses reprises ces confréries ; 6° Viennent enfin les innombrables et interminables procès de corps de métier à corps de métier, de la corporation contre ses membres, les étrangers, les ouvriers libres : c'est le côté le plus populaire et le plus ridicule de l'institution. Ces procès, la gravité de l'histoire se refuse presque à les enregistrer : il y faudrait le sérieux majestueux et comique du chantre du *Lutrin*, la grâce railleuse de l'auteur de *Vert-Vert*. Comment rappeler sans rire le procès des chaussiers ou tailleurs contre les fripiers ? le procès entre drapiers, foulons et teinturiers qui, commencé en 1210, ne fut vidé qu'en 1296 par arrêt du parlement ? Les difficultés entre les barbiers-chirurgiens-étuvistes et les vrais chirurgiens, *maîtres inciseurs de pierres ?* — C'est ainsi que le ridicule devait donner le coup de grâce à ce que la raison avait condamné. Avec l'étendue du marché et la concurrence, avec le progrès des arts et des sciences et leurs applications à l'industrie, les avantages des corporations diminuaient chaque jour, leurs inconvénients devenaient plus sensibles. Il est dans l'ordre des choses que toute institution qui ne répond plus à une nécessité présente, tombe en décadence, se corrompt, devient pour la société et pour l'État un fardeau inutile et doit disparaître [1].

1. C'est le même jugement qu'il faut porter sur la réglementation dans la manufacture qui fut la grande affaire du XVII^e^ siècle et particulièrement de Colbert. Il porta dans cette œuvre les habitudes de despotisme et de grandeur qui sont le cachet de l'époque. Colbert n'est pas, à proprement parler, l'inventeur d'un système industriel nouveau. Il employa, pour créer ou restaurer la grande industrie

La question était donc mûre pour une solution lorsque, le 19 juillet 1774, Turgot fut appelé par Louis XVI au contrôle général des finances. C'est une rare fortune, en même temps qu'une périlleuse épreuve, pour un homme qui croit avoir des vues nouvelles en politique, en administration, en finances, d'être tout à coup porté au pouvoir, par une révolution, comme cela arrive de nos jours, ou par la faveur du prince, comme cela était le plus souvent le cas autrefois. C'est alors qu'éclate la différence entre un esprit vigoureux, dont les théories peuvent se traduire immédiatement en formules claires et précises, et le rêveur qui n'apporte avec lui, pour tout bagage, que des aspirations généreuses peut-être, mais vagues, mal définies, impossibles à formuler d'une façon pratique. Quoiqu'on ait prétendu le contraire, Turgot était un esprit de cette première trempe : il était admirablement préparé au rôle qu'il allait jouer par ses traditions de famille, par ses fortes études, par les divers états qu'il avait traversés, par la pratique des affaires non moins que par la spéculation scientifique. Son programme se réduisait à ceci : ordre dans les finances et stricte économie ; égalité de tous les citoyens devant l'impôt ; suppression des privilèges et des monopoles de tout genre ; abolition graduelle des droits féodaux ; résoudre toutes les questions, autant que possible par la liberté : liberté du travail et de l'industrie, liberté du commerce intérieur et extérieur. C'était, à la vérité, déclarer la guerre à tous les abus et mettre contre soi tous ceux qui en vivent. Le grand coup fut frappé au mois de février 1776, où parurent divers édits dont l'un supprimait les jurandes et maîtrises, l'autre les corvées que devait remplacer un *impôt territorial*.

Ce fut un soulèvement général de tous les privilégiés, depuis le gentilhomme qui, par la suppression de la corvée, était menacé de contribuer de ses deniers à l'entretien des routes, jusqu'au dernier maître artisan qui allait subir la concurrence de son ouvrier. Le parlement prit parti pour le privilège et le monopole. Il fallut faire enregistrer

au XVII[e] siècle, les procédés qu'on avait appliqués au métier depuis le XII[e] siècle : monopole, privilèges, surveillance, réglementation ; d'autant mieux que toute apparence de liberté et d'indépendance était en horreur sous Louis XIV, bien autrement qu'au moyen âge où le lien féodal n'excluait pas le sentiment de la liberté et de l'indépendance chez le seigneur, le bourgeois et l'artisan. Colbert encouragea donc les industriels par des privilèges, des prêts et dons d'argent, mais en revanche il leur imposa la réglementation la plus minutieuse quant aux procédés de fabrication, choix des matières premières, largeur des étoffes, teinture ; il leur disait : Je sais mieux que vous ce qu'il faut aux consommateurs ! C'est donc la même appréciation que pour les corps de métiers : ce qui était bon devint mauvais, et cela pour trois raisons : 1° progrès de la science, ses applications à l'industrie, concurrence sur un marché plus étendu ; 2° les vices du régime des manufactures, création d'un homme de génie, se firent sentir davantage sous des successeurs qui n'eurent ni sa hauteur de vues ni son patriotisme ; 3° d'ailleurs, dans les idées mêmes de Colbert, le privilège, le monopole, la protection, ne devaient avoir qu'un temps.

les édits dans un lit de justice tenu à Versailles le 12 mars 1776. Tout fut mis en usage pour troubler la conscience du jeune roi. On ne relit pas sans tristesse le réquisitoire prononcé par l'avocat général Séguier contre la liberté de l'industrie : « La suite inévitable de cette liberté « sera l'anéantissement total des arts, des artistes, de la confiance et « du commerce... La loi, Sire, a créé des corps de communautés, a « créé des jurandes, a établi des réglements, parce que l'indépendance « est un vice de la constitution politique... Le but qu'on propose à « Votre Majesté est d'étendre le commerce en le délivrant des gènes, « des entraves... nous osons avancer la proposition diamétralement « contraire ; ce sont ces gènes, ces entraves, ces prohibitions, qui font « la gloire, la sûreté, l'immensité du commerce de la France. » Que l'on compare cette rhétorique avec le magnifique préambule que Turgot a mis en tête de son édit : « Dieu, en donnant à l'homme des « besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du « droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété « est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes. « Nous regardons comme un des premiers devoirs de notre justice, « et comme un des actes les plus dignes de notre bienfaisance, « d'affranchir nos sujets de toute atteinte à ce droit inaliénable de « l'humanité. »

Les édits furent donc enregistrés, et Turgot en poursuivit l'exécution avec ardeur. Mais le roi ne le soutint pas plus longtemps. La coalition formée contre lui l'emportait. Malesherbes, le digne collègue de Turgot, venait de quitter le ministère ; Turgot reçut sa démission le 12 mai 1776. Un édit d'août 1776 rétablit les corporations dans un esprit un peu plus libéral qu'autrefois, il est vrai ; mais les abus ne tardèrent pas à reparaître plus criants ; l'égoïsme et les jalousies des corps de métiers se réveillèrent ; les procès recommencèrent. La Révolution reprit l'œuvre de Turgot et un décret de l'Assemblée constituante du 2 mars 1791 proclama de nouveau la liberté du travail. Turgot était mort. Comme Christophe Colomb, qui ne donna pas son nom à la terre qu'il avait découverte, il n'attacha pas le sien à l'acte qui avait définitivement et irrévocablement affranchi le travail, mais la postérité reconnaissante a confondu les dates de 1776 et 1791. Lorsque Turgot arriva au pouvoir, il dit au roi : « Le peuple est si aisé à trom- « per que peut-être j'encourrai sa haine par les mesures même que je « prendrai pour le défendre contre les vexations. » Lorsqu'on le vit s'attaquer si énergiquement aux abus de tout genre, Voltaire écrivait : « M. Turgot fera tant de bien, qu'il finira par mettre tout le monde « contre lui. » Enfin, lorsque ses amis, le voyant entreprendre tant de choses à la fois, lui conseillaient de ménager ses forces et d'aller moins vite, dans l'intérêt même des réformes qu'il voulait réaliser : « Ne « savez-vous pas, répondait-il, que dans ma famille on meurt de la

« goutte à cinquante ans ? » — La triple prévision se réalisa ; il n'obtint pas une certaine popularité qu'il ne recherchait d'ailleurs nullement ; il mit tout le monde, c'est-à-dire tous les privilégiés, contre lui ; et il mourut de la goutte à cinquante-quatre ans, le 20 mars 1781.

Nous nous sommes peut-être étendu sur tout cela un peu plus qu'il ne convient à un exposé purement dogmatique; mais : 1° Quant à l'histoire des corps de métiers, elle n'est pas seulement curieuse et attachante ; elle est pleine d'enseignements pour la science économique: Il ne manque pas de gens, encore aujourd'hui, qui rêvent le rétablissement des corps de métiers. Il importe donc de savoir ce qu'on regrette d'une manière plus ou moins avouée ; 2° On a fait grand bruit en 1848 avec la question de l'*organisation du travail*. Mais les maîtrises et jurandes, comme l'esclavage et le servage, ont été aussi une organisation du travail, et cela peut fournir d'utiles comparaisons; 3° A cette même époque, on réclamait le *droit au travail* ; en 1776, on avait proclamé le *droit du travail* : il faut pouvoir se rendre compte de ces deux formules si différentes ; 4° La question de l'association ouvrière sous toutes ses formes est à l'ordre du jour : sociétés coopératives, sociétés de secours, *trades-unions*, syndicats ouvriers. Comment ne pas aller demander au passé l'intelligence de nos luttes économiques lorsque nous voyons, dans ce passé reculé, des causes semblables produire des résultats analogues ? 5° Enfin, quant à Turgot, c'est au point de vue de ses études économiques une si grande figure, qu'elle devait bien nous arrêter quelques instants. Malgré quelques erreurs ou exagérations de doctrines, qui sont la marque de l'époque, et bien qu'il n'ait pas réussi dans sa grande entreprise, il n'en restera pas moins le type du ministre réformateur qu'il faudra opposer à ceux qui n'ambitionnent le pouvoir que pour remplir le monde du bruit de leur nom à l'aide de programmes irréalisables. Nous savons aujourd'hui à quoi nous en tenir sur ce reproche injuste ou banal qui peut se résumer ainsi : « esprit systématique, caractère roide, cassant ; sans ha- « bileté ; il s'est trop pressé ; en somme il n'a pas réussi [2] ! »

Nous venons d'étudier deux des circonstances qui contribuent le plus à augmenter la productivité du travail : la division du travail et la liberté du travail. La liberté est un élément moral, et, d'une manière générale, on doit considérer les qualités morales et intellectuelles du travailleur comme une condition essentielle de la productivité du travail. Ces qualités jouent un rôle plus ou moins important suivant la nature du travail : effort musculaire ; effort intellectuel, travail de conception et de direction ; effort négatif qui consiste à s'abstenir de

2. L'insuccès de Turgot est le plus fort argument invoqué par ceux qui pensent que toute réforme sérieuse était impossible sans une Révolution qui anéantit la coalition des privilégiés.

consommer improductivement une portion de la richesse créée afin d'accroître le capital. Il n'est pas nécessaire d'insister sur ces deux derniers cas ; mais, alors même que le travail semble principalement un effort musculaire, l'intelligence y joue un rôle considérable. En quelque partie que ce soit, il n'y a pas de bon ouvrier sans application, sans désir de bien faire, sans le goût du métier, le sentiment de l'honneur professionnel. L'homme le plus faible peut acquérir l'habileté et l'adresse qui suppléent à la force. Ce sont ces éléments moraux qui manquent à l'esclave.

L'emploi des instruments et des machines accroît la puissance du travail. C'est là une des formes du capital, dont nous allons nous occuper. Remarquons d'ailleurs que le capital, entendu de la façon la plus large, ne comprend pas seulement des choses matérielles, mais aussi la culture morale et intellectuelle que nous ont transmise les générations précédentes et que nous nous sommes assimilée.

SECTION IV

Du capital considéré comme élément de la production.

CHAPITRE XVII

Idée générale du capital.

Réduit à sa force musculaire, à son intelligence native, l'homme aurait succombé dans sa lutte contre la nature, c'est-à-dire serait demeuré à l'état sauvage, s'il n'avait appelé à son aide le capital, auxiliaire qu'il s'est créé par le travail [1], par sa prévoyance. C'est moins que jamais le cas de débuter par une définition : car si vous posez la question : qu'est-ce que le capital, vous n'obtiendrez que des réponses assez peu satisfaisantes. Les économistes les plus autorisés vous donneront des définitions qui ne s'accorderont pas ; les gens simples vous diront : Le capital, c'est l'argent ; d'autres enfin s'écrieront : Le capital

1. Afin de contester la légitimté de la rémunération due au capitaliste, on a tiré de cette idée si simple, que le capital est le fruit d'un travail antérieur, une phraséologie ridicule et barbare, des définitions du capital qui n'en élucident nullement la notion. Le capital serait du travail *cristallisé* ; une *condensation* de travail ; un *précipité* de travail ; du travail *coagulé* ; du travail mis *en tablettes*, en *gélatine*. J'ai à peine besoin de dire que cette terminologie est d'origine allemande.

est un tyran, un vampire ! ce qui n'explique rien. C'est ici surtout qu'il faut procéder analytiquement : assister à la naissance du capital, voir comment il s'accroît et se conserve, étudier le secours qu'il apporte à l'homme dans l'œuvre de la production, passer en revue les différentes espèces ou catégories de capitaux. Après cela, nous pourrons peut-être essayer d'une définition.

C'est la plus ancienne et la plus noble tradition de l'humanité, que la mission de l'homme est de conquérir le monde par la science et l'industrie : « Croissez et multipliez ; remplissez la terre et soumettez-la à « votre domination. » Mais quand on considère le dénûment originaire de l'homme, son ignorance, sa faiblesse physique, son impuissance, on se demande comment il pourra accomplir cette mission. C'est que l'homme est doué d'organes et d'une intelligence indéfiniment perfectibles, et, grâce à l'instinct de la sociabilité, « l'humanité est semblable « à un homme qui ne meurt pas et apprend toujours. » Nous touchons là à l'idée la plus générale du capital. C'est l'ensemble des moyens d'action que l'humanité a successivement acquis sur le monde extérieur. Pour se faire une idée de ce qu'a été, de ce qu'est devenu ce patrimoine, il n'y a qu'à procéder comme un marchand qui veut se rendre compte du progrès de ses affaires : faisons un inventaire au point de départ, à une époque intermédiaire et dans le temps présent.

Le premier inventaire sera bientôt fait : c'est le néant. C'est le néant au point de vue matériel : ni abri, ni vêtements, ni armes, ni provisions, ni instruments, ni machines. C'est le néant intellectuel : ignorance absolue des richesses végétales et minérales, des forces motrices, de toutes les puissances mystérieuses que la terre renferme dans son sein ou qui sont répandues dans l'atmosphère. L'homme est frappé d'étonnement et de terreur à l'aspect de tous ces phénomènes naturels dont il ignore les lois.

Faisons un nouvel inventaire ; des siècles se sont écoulés : l'homme a abandonné les cavernes qui furent son premier asile, il s'est construit des huttes grossières, il s'est bâti des maisons spacieuses ; il allait nu ou à peine couvert de peaux de bêtes, le voilà vêtu de vêtements de laine, de lil, de coton ; il se nourrissait de fruits sauvages ou des produits journaliers de la chasse, il cultive maintenant la vigne et les céréales. La maison ! que de progrès ce seul mot résume ! 1° pour la bâtir, que de connaissances, quelle habileté technique dans le travail de la pierre, du bois, du fer ! 2° la maison, c'est la vie sédentaire, pastorale et agricole, des approvisionnements de céréales et de denrées qui assurent la subsistance pour un long temps ; 3° là est l'atelier domestique.

Faisons un dernier inventaire. Voici l'usine avec ses bâtiments, son puissant outillage, ses amas de matières premières ! Voici des canaux, des chemins de fer, des bateaux à vapeur, le télégraphe électrique !

Tout cela dans cet inventaire dont il n'y avait pas de traces aux premiers jours de l'humanité, tout cela c'est *du capital*... je ne dis pas *le capital*, car il y a bien autre chose à considérer pour se faire une juste idée du prodigieux développement de la puissance productive de l'homme. Dans la maison comme dans l'usine, nous n'avons vu que des objets matériels, le *capital matériel* ; mais il y a bien autre chose : ce qu'on peut appeler le *capital immatériel*, et, à côté du capital privé, le *capital public* ou *social*.

Cette usine avec son outillage, ses machines, ses moteurs, n'est qu'un corps sans âme. Ce qui l'anime, c'est le capital immatériel, intellectuel : l'habileté de l'ouvrier, la science de l'ingénieur, la direction intelligente de l'entrepreneur, la force morale chez tous. C'est là le capital le plus précieux, le plus long à acquérir, mais aussi celui qui se perd le plus difficilement, que la violence ne saurait nous ravir, que nous emportons partout avec nous. C'est ce capital qu'emporteront les protestants chassés de France par la révocation de l'édit de Nantes, les émigrants anglais qui vont fonder la république américaine.

Dans ce capital immatériel, il ne faut pas seulement compter l'habileté technique ; les connaissances dans les sciences mathématiques et physiques ; les arts et les lettres qui ennoblissent la vie, donnent du prix à la richesse ; il faut encore y comprendre tous les arrangements sociaux et industriels qui concourent à faciliter l'œuvre de la production. Par arrangements sociaux j'entends une organisation sociale et politique de plus en plus perfectionnée en vue d'assurer l'ordre, la liberté, la sécurité, le respect de la propriété et des personnes, l'exécution des contrats que les hommes font entre eux. Par arrangements industriels, j'entends tous ces progrès dans l'ordre économique que nous connaissons : coopération, division du travail, monnaie, crédit, liberté du commerce et de l'industrie. Ces arrangements sociaux et industriels sont à l'ordre économique ce que les perfectionnements successifs sont aux inventions et découvertes dont ils permettent de tirer parti ; c'est ainsi que la loi de Mariotte sur la dilatation des gaz ne fut d'abord qu'une curiosité scientifique avant d'être le principe d'une révolution industrielle par son application à la machine à vapeur.

Si nous sortons de la maison, de la ferme, de l'usine, du comptoir, dans lesquels nous avons constaté l'existence du capital matériel et moral, nous rencontrons, à côté de ce capital privé, un immense capital que l'État met à la disposition de l'activité matérielle et intellectuelle des citoyens ; routes, canaux, chemins de fer, postes, phares, télégraphes, observatoires, musées, bibliothèques, collections scientifiques, établissements d'instruction publique à tous les degrés. Tout ce capital social est mis à la disposition du public soit gratuitement, soit moyennant une rémunération relativement insignifiante, eu égard à l'importance des services rendus, services pour lesquels l'initiative individuelle eût été plus ou moins impuissante.

Dans ce chapitre, où j'ai esquissé un tableau sommaire des accroissements successifs de la puissance productive de l'homme, je prends le mot capital dans un sens plus large que celui qu'on lui attribue, soit dans le langage usuel, soit dans la classification des divers éléments de la production. Dans les chapitres suivants nous préciserons mieux la notion du capital.

CHAPITRE XVIII

Nomenclature économique du capital.

Un inventaire minutieux, article par article, du capital serait à peu près impossible et d'ailleurs sans intérêt au point de vue de la science économique, qui n'est pas la technologie. Il est, au contraire, facile et utile d'établir certaines catégories ayant des caractères distincts, caractères tirés de la nature même des choses, ce qui donne à ces catégories une portée scientifique. Il en résulte en outre une terminologie commode. Il s'agit en effet là d'une classification analogue, à certains égards, à celle par laquelle on débute dans l'étude de la chimie. La nomenclature chimique n'est pas simplement une énumération des diverses substances, lesquelles sont en nombre infini, mais leur distribution en groupes dont les dénominations génériques révèlent les caractères distinctifs.

Une première distinction est celle entre le capital *de jouissance* et le capital *de production*. Un exemple la rendra saisissante. Considérez un chef d'industrie : l'usine, le comptoir, la caisse, les employés, les ouvriers, les camions, les amas de minerai et de charbon, ne sauraient être confondus avec la maison d'habitation, le cabinet d'étude, l'argent consacré aux dépenses du ménage, les domestiques, la voiture du maître, les provisions alimentaires. Là est le capital de production, ici le capital de jouissance. Celui-ci contribue d'ailleurs indirectement à l'œuvre de la production : il n'est pas indifférent que le producteur soit bien vêtu, logé, nourri.

Occupons-nous du capital de production, que nous appellerons simplement le capital. Il concourt [1] à l'œuvre de la production sous une

1. D'une façon générale on peut dire que les *avances* que le capital fait à la production consistent en salaires, car à quoi un entrepreneur emploie-t-il le capital dont il dispose ? il paye ses propres ouvriers, et cela avant que le produit soit terminé et surtout avant qu'il soit réalisé, transformé en argent ; ensuite il achète des matières premières, des outils, et en cela il ne fait que rembourser à celui qui les livre les salaires qui ont été payés par lui à ses propres ouvriers, plus un profit ou

double forme : comme capital *fixe* et comme capital *circulant*. Dans l'usine [2] nous voyons : 1° des instruments, des machines, des hauts-fourneaux, tous les aménagements et installations destinés à faciliter la production : c'est le capital *fixe* ; 2° du minerai, matière première destinée à être transformée ; du charbon et autres matières auxiliaires destinées à faciliter cette transformation ; une certaine quantité de monnaie pour le paiement des salaires : c'est le capital *circulant*.

Quel est l'intérêt, quelle est la portée de cette distinction ? Quelle est la raison de ces dénominations : capital fixe, capital circulant ?

On entend par *revenu brut* d'une entreprise industrielle l'ensemble des produits qui sont le résultat de l'activité économique pendant un certain laps de temps, une année, par exemple. Votre usine a produit de la fonte, du fer, de l'acier, destinés à être vendus. Il faut évidemment retrouver dans le prix de vente la valeur intégrale du minerai, du charbon, du salaire des ouvriers, car ce sont là des objets dont il ne reste plus rien ; ils ont été anéantis dans leur forme première ; ce minerai, ce charbon, ces salaires ne pourront plus servir à une production nouvelle. Il n'en est pas de même des instruments, des machines qui subsistent encore et pourront être utilisés pour de nouvelles opérations. On ne saurait donc prétendre retrouver dans le prix des produits la valeur totale de cette espèce de capitaux, mais seulement une valeur qui représente l'usure subie, les frais d'entretien, de réparation, ou bien de quoi constituer successivement un fonds d'amortissement pour la reconstruction du capital lorsqu'il aura été complètement usé. Amortir une dépense, c'est prendre des mesures pour la payer par fractions, par annuités, afin de ne pas fléchir sous son acquittement intégral à un moment donné. C'est ainsi qu'on amortit un choc, une secousse, en divisant leurs effets, en les décomposant en plusieurs chocs successifs.

Voilà la portée de la distinction, et nous avons en même temps l'explication de la terminologie. Le capital fixe est ainsi appelé parce que, sauf l'usure inévitable et les détériorations accidentelles, il ne change pas, il est toujours là, dans sa forme spécifique. Il est productif sans changer. Le capital circulant, au contraire, n'est productif qu'à la con-

bénéfice variable, quelquefois nul. A la rigueur il eût pu créer lui-même, obtenir directement tout ce qu'il achète en employant plus d'ouvriers ; mais ce n'est qu'exceptionnellement qu'une grande entreprise, comme une compagnie de chemin de fer, peut grouper autour d'elle, dans une même exploitation, la plupart des industries accessoires de la sienne : carrosserie, forges, mines, usine à gaz.

2. Ce qui constitue l'usine proprement dite, ce n'est pas un local quelconque dans lequel on place la première machine venue, comme une machine à coudre dans la chambre d'une ouvrière ; c'est l'appropriation du local à la machine et au genre d'industrie, en sorte que la simple inspection du lieu en révèle la destination. Cela est important en droit : le propriétaire seul peut transformer son immeuble en usine.

dition de circuler, de se transformer, de changer de maître, de passer de main en main, suivant qu'il s'agit d'industrie manufacturière ou d'industrie commerciale. Le manufacturier tire parti de son capital circulant qui consiste en matière première, en le transformant ; le commerçant tire parti de son capital circulant, qui consiste en marchandises achetées, en les revendant.

Le capital fixe est dit aussi capital *de fondation* par opposition au capital circulant, appelé capital d'*exploitation* ou *fonds de roulement* : autre chose en effet est construire une usine, la pourvoir d'instruments et de machines ; autre chose, la faire fonctionner à l'aide d'un capital circulant qu'il faut sans cesse renouveler.

Le capital fixe est encore qualifié de capital *engagé*, et cela par opposition au capital circulant, lequel est plus ou moins *dégagé*. Le capital fixe est dit engagé parce que si l'industrie à laquelle il a été affecté ne prospère pas, il sera difficile de l'en dégager pour l'appliquer à une autre industrie. Que ferez-vous d'un haut-fourneau si l'industrie métallurgique ne va pas ? Il en est autrement du capital circulant qu'on peut plus facilement transporter d'une industrie à une autre. J'ai un approvisionnement de charbon : je puis l'employer dans toutes les usines qui font usage de moteurs à vapeur. J'ai un capital en monnaie, je puis l'employer à payer des salaires à des ouvriers dans n'importe quelle industrie. La monnaie est le plus circulant, le plus dégagé des capitaux.

Cette notion de capital fixe, de capital circulant est *relative*, en ce sens qu'une chose n'est pas par elle-même capital fixe ou capital circulant. Une machine qui sert de moteur dans une usine, sur un chemin de fer est un capital fixe ; mais cette même machine considérée comme produit de l'usine où elle a été fabriquée et destinée à être vendue est capital circulant. Les bœufs de labour dans une ferme sont un capital fixe ; si on y élève et engraisse des bœufs pour la boucherie, ces animaux rentrent dans le capital circulant. C'est donc principalement leur destination qui donne à certains objets le caractère de capital fixe ou circulant. Nous trouvons des distinctions analogues dans l'ordre juridique. Les biens sont immeubles par nature ou par destination : les animaux que le propriétaire a attachés à l'exploitation de la ferme sont des immeubles par destination ; ceux que le fermier y emploie, restent meubles conformément à leur nature. C'est la *destination* qui transforme le meuble en immeuble. Le meuble attaché à perpétuelle demeure à un immeuble devient immeuble ; mais cette attache peut n'avoir rien de matériel, d'évident, comme, par exemple, dans le cas d'animaux de culture attachés par le propriétaire à la ferme. De même, en matière de capital, ce mot de *fixité* ne doit pas être pris dans le sens d'une attache matérielle qui confondrait la machine et l'usine : la locomotive qui circule sur un chemin de fer est un capital fixe.

CHAPITRE XIX

Puissance du capital.

Le rapide aperçu historique que j'ai par deux fois présenté au lecteur, dans les chapitres XIV et XVII, dit assez ce que doit être la puissance de l'homme suivant qu'il est plus ou moins abondamment pourvu de capital, et peut se résumer dans cette opposition : *ignorance, impuissance, dénûment* d'une part, *savoir, pouvoir, richesse*, d'autre part. Insistons toutefois sur ce sujet.

Je transporte le lecteur dans un lieu que tout le monde connaît bien, sans y être jamais allé : l'île déserte où Robinson vient de faire naufrage. Que va-t-il devenir ? Dans son dénûment absolu, il périra infailliblement : la faim, les bêtes féroces, les sauvages antropophages ! Mais, le lendemain, le vaisseau qu'on croyait perdu apparaît échoué non loin du rivage ; et alors commencent ces voyages que nous suivons avec tant d'intérêt, et à chacun desquels Robinson transporte à terre des denrées de toutes sortes, des vêtements, des armes, des munitions. Il découvre enfin le coffre du charpentier ! Tout cela c'est le capital. Quel contraste entre le dénûment de la première heure et l'abondance qui lui succède tout à coup ! Voilà l'existence assurée, des armes pour se défendre ; bientôt Robinson sera roi de cette île où il devait trouver la mort. Où réside le charme puissant de ce livre ? C'est que nous trouvons là, en quelques pages, l'histoire même de l'humanité, une image frappante de son dénûment originaire. Seulement, l'humanité n'a pas trouvé près de son berceau le navire regorgeant de biens, le coffre du charpentier : que de siècles il a fallu pour former ce capital ! Notez que, indépendamment de tout ce qu'il trouve dans le navire, Robinson a emporté avec lui un immense capital intellectuel, des notions sur tous les arts, sur toutes les sciences.

Veut-on un autre tableau saisissant de la puissance du capital ? Comparez deux armées dont le personnel est doué des mêmes qualités individuelles, de vigueur physique et de courage ; mais d'un côté il n'y a guère que cela, tandis que de l'autre il y a la supériorité dans l'outillage meurtrier, des approvisionnements de tout genre, un plan d'opérations bien conçu : le résultat n'est pas douteux. On dit que l'argent est le nerf de la guerre ; mais l'argent n'est que le moyen de se procurer le capital, les armes, les munitions et le reste. Il n'en est pas autrement de l'industrie. L'industrie c'est la lutte, c'est la guerre contre la nature pour lui arracher les moyens de satisfaire nos besoins, et rien ne ressemble mieux à une armée en campagne qu'une usine avec son personnel et son matériel. Le Nil a vu sur ses rivages deux campagnes industrielles accomplies dans des conditions bien différentes ;

Méhémet-Ali fait creuser le canal Mahmoudié entre Alexandrie et le Nil ; une armée de fellahs, conduits à coups de fouet, misérablement nourris, pourvus de mauvaises pioches, y a trouvé son tombeau. On a creusé en Égypte un autre canal : on a coupé l'isthme de Suez. Là est arrivée, conduite par un homme d'un esprit entreprenant, une armée d'ingénieurs et d'ouvriers libres, pourvus de machines puissantes dont beaucoup avaient été fabriquées pour la circonstance. On avait pris tous les soins possibles pour la santé et l'alimentation ; d'abondants salaires furent distribués à tous. Il y a des gens encore vivants qui ont vu creuser les deux canaux ; ils peuvent dire la différence qu'il y a entre le travail libre aidé du capital et le travail servile dépourvu du capital.

L'industrie c'est la lutte, c'est la guerre, ai-je dit. Ce n'est point là une vaine image, un artifice de langage : la tradition universelle du genre humain lui assigne bien ce caractère, et l'imagination des poètes n'en a été que l'expression fidèle, lorsqu'elle a peuplé la terre et les cieux de puissances mystérieuses conjurées contre l'homme pour lui interdire la conquête du monde. De là ces génies préposés à la garde des trésors souterrains ; ces dragons qui veillent sur la toison d'or et sur les pommes d'or du jardin des Hespérides ; ce géant Adamastor que Camoëns nous montre s'élevant du sein de l'Atlantique pour interdire aux Portugais l'accès des mers du Sud. Non seulement l'entreprise était difficile et périlleuse, eu égard aux faibles moyens dont disposait l'humanité : elle lui apparaissait encore comme sacrilège et impie, et elle était punie comme telle. L'homme, vouloir changer la face du monde, améliorer et embellir sa destinée par l'industrie, les sciences, les arts ! Mais c'était entreprendre sur les dieux, dérober le feu céleste, escalader le ciel ! De là, le supplice éternel de Prométhée, les Titans foudroyés, la confusion de la tour de Babel. Hérodote rapporte que, dès les temps les plus anciens, on avait songé au percement de l'isthme de Suez, mais qu'on fut arrêté par cette considération, que si les dieux avaient voulu que l'Égypte fût séparée du continent de l'Asie, ils se seraient chargés eux-mêmes de cette besogne. Ici éclate l'importance du capital moral et intellectuel ; et on peut affirmer que le premier pas dans la voie du progrès fut accompli le jour où l'homme acquit une notion exacte de ses droits sur la nature, de la légitimité de tous les moyens d'action qu'il pourrait se créer par le travail.

Faut-il maintenant aborder les faits précis, les détails, ouvrir une sorte d'enquête dans les différentes industries, pour savoir exactement dans quelle prodigieuse proportion le capital, sous forme d'instruments et de machines perfectionnées, aura acquis la puissance productive de l'homme ? Cette enquête est faite : les enfants eux-mêmes connaissent les merveilles des machines à filer, à tisser, à coudre, à

tricoter, de la presse à imprimer. « Les machines, disait un ouvrier, « mais c'est tout ce qui, en plus des dents et des ongles, sert à « l'homme pour travailler. » Du reste tout le monde est d'accord sur ce point : cela est mathématique. En quoi en effet consiste l'action de l'homme sur la matière ? Il lui imprime le mouvement ; il sépare, décompose, réunit, transporte. C'est une question de *force* ; or le travail de l'homme est une unité de force dont les machines multiplient indéfiniment la puissance. Ce qu'il importe de mettre en lumière, c'est le rôle de l'homme dans cette action commune du travail et de la machine. On a prétendu en effet que « cet asservissement de l'homme à la « machine compromettait sa dignité, était funeste à ses intérêts éco- « nomiques ». C'est là ce qu'on est convenu d'appeler *la question des machines*.

L'homme asservi à la machine ! Jamais, dans les mots comme dans les choses, on n'a mieux pris le contre-pied de la vérité. Je prends des exemples dans l'industrie des transports. Considérez l'homme portant un fardeau, pressant le pas des bêtes de somme ou conduisant un chariot : on voit là l'effort constant plus ou moins pénible ; et quel faible résultat obtenu ! Comparez avec cette longue file de wagons qu'une locomotive entraîne à sa suite. L'homme qui la dirige n'est qu'un point imperceptible dans cet ensemble ; mais son rôle n'en est que plus grand ; la moindre pression de sa main, un signe, arrête ou précipite la marche du train. L'industrie des transports maritimes, la comparaison de la navigation à la rame, à la voile, à la vapeur, nous offrirait les mêmes enseignements. C'est bien ici que le travail de l'homme est ce qu'il doit être, effort d'intelligence avant tout. L'homme, a-t-on dit, est une intelligence servie par des organes. Eh bien ! l'emploi des machines multiplie indéfiniment ces organes en nombre et en puissance. L'homme, grâce aux machines, nous apparaît entouré de serviteurs fidèles, obéissants, infatigables, accomplissant leur tâche avec une régularité et une ponctualité admirables. Seulement, il est bien entendu que ce commandement réclame des qualités particulières, connaissances techniques, vigilance, sang-froid, le sentiment de la responsabilité : toute domination est à ce prix.

Ceux qui ont parlé de l'homme asservi par les machines pensaient peut-être à l'esclave grec ou romain condamné à tourner la meule. Quelle méprise ! Ce sont précisément les machines qui ont émancipé l'humanité, qui l'ont affranchie de la servitude. Aristote ne croyait pas être prophète lorqu'il disait : « L'esclavage sera aboli lorsque la « navette marchera toute seule ; » il voulait seulement affirmer une impossibilité. Eh bien ! grâce aux machines, la navette va toute seule. Qu'est-ce que l'esclavage ? C'est l'homme-machine. Avant qu'on eût des horloges un esclave annonçait les heures à haute voix dans la maison. Aujourd'hui nous avons des machines si parfaites qu'elles fonc-

tionnent comme un homme : on avait l'homme-machine, nous avons la machine-homme. L'horloge compte et annonce les heures ; la presse mécanique est un copiste infatigable ; il y a à l'hôtel des Monnaies une machine qui semble douée de jgement, car non-seulement elle frappe les pièces, mais encore elle les juge et les condamne.

On a abusé jusqu'au ridicule des arguments contre les machines fondés sur le respect de la dignité humaine. Sismondi a écrit qu'il « vaut « mieux pour un pays avoir beaucoup de citoyens et moins de machi- « nes. » Cela est vrai, mais l'un n'empêche pas l'autre, et nous ne voyons pas que les pays où il y a le plus de machines soient ceux où il y a moins de patriotisme et d'esprit public. « Si Dieu a donné des « membres à l'homme, dit Rousseau, c'est pour s'en servir et non « pour y substituer le travail des machines. » C'est toujours l'idéal de la vie sauvage, et cela rappelle l'histoire racontée par Hérodote : « Si « les dieux avaient voulu que l'Égypte fût une île, etc. »

Quand on a démontré la puissance des machines comme auxiliaires de la production, on se trouve en présence de l'argument d'ordre économique que voici : La machine fait qu'on peut se passer du travail d'un certain nombre d'ouvriers qui, privés de leurs salaires, sont condamnés à mourir de faim. Cet argument n'a quelque valeur qu'en se plaçant dans des hypothèses qui sont toutes plus ou moins contraires à la réalité. On suppose qu'il y a dans la société une quantité déterminée et invariable de besoins ainsi qu'un fonds de salaire proportionné destiné à payer les travailleurs qui pourvoient à la satisfaction de ces besoins, en sorte que, si quelqu'un de ces besoins qui exige le travail de deux ouvriers et un salaire de 1,000 francs, n'exige plus, grâce à une machine nouvelle, que le travail d'un ouvrier, il y aura nécessairement 500 francs qui disparaîtront du fonds des salaires et un ouvrier privé de salaire, ou bien deux ouvriers réduits à 250 francs. Il n'en est rien. Pense-t-on que le fabricant qui n'a plus besoin que d'un ouvrier va enfouir les 500 francs qu'il donnait à l'autre ? Non ces 500 francs cherchent un emploi productif, aussi bien que l'ouvrier inoccupé, et, d'une façon ou de l'autre, ce salaire et cet ouvrier se rencontreront. Et, en effet, l'invention des machines n'a pas pour résultat de diminuer le nombre des ouvriers, mais d'augmenter la quantité des produits, d'en abaisser le prix et d'en étendre la consommation. Faut-il rappeler ici qu'il y a beaucoup plus d'ouvriers dans l'usine moderne que dans l'ancienne manufacture, qu'ils gagnent de meilleurs salaires et sont généralement mieux logés, vêtus et nourris ? Est-ce que la filature, l'imprimerie et le chemin de fer n'emploient pas cent fois plus d'ouvriers que le fuseau, la copie et le coche ? Il y a plus de chevaux et de voitures à conduire dans ce temps de chemins de fer qu'au temps des diligences.

Voilà qui est bien, dit-on : A ce *déclassement* opéré par l'introduction

des machines succédera un *classement* nouveau de la population ouvrière; mais ce résultat ne se produira qu'à la longue, et, en attendant, que de souffrances ! — Je ne le nie pas absolument, mais il ne faut rien exagérer. Les machines ne fondent pas sur un ouvrier comme un ouragan. Cette subite *invasion* des machines ne s'est jamais réalisée. Les machines coûtent cher ; on les voit venir, et, quoi qu'on en dise, on a plus ou moins le temps de *se retourner*, ne serait-ce que le temps que mettent le plus souvent les premiers inventeurs à se ruiner. On a vu venir les chemins de fer. Qui donc a inventé les machines ? Sont-ce des fabricants, des capitalistes avides d'accroître leurs gains aux dépens de la population ouvrière ? Ce sont des ouvriers : Arkwright, Watt, Jacquart ; et croit-on qu'aucun d'eux, en méditant sur son invention, ait jamais pensé qu'il allait commettre une mauvaise action ; qu'il se soit jamais offert à son esprit l'image de ses frères, les ouvriers, réduits à la misère par son invention ? Non, ils ne voyaient là qu'une nouvelle conquête du génie des arts, un affranchissement de quelque dur labeur qu'ils avaient connu. On ne peut s'empêcher de sourire en lisant la condamnation que Montesquieu a portée contre les machines : « Les machines dont l'objet est d'abréger l'art ne sont pas tou-
« jours utiles. Si un ouvrage est à un prix médiocre et qui convienne
« également à celui qui l'achète et à l'ouvrier qui l'a fait, les machines
« qui en simplifieraient la manufacture, c'est-à-dire qui diminueraient
« le nombre des ouvriers seraient pernicieuses ; et, si les moulins
« à eau n'étaient pas partout établis, je ne les croirais pas aussi
« utiles qu'on le dit, parce qu'ils ont fait reposer infiniment de bras,
« qu'ils ont privé bien des gens de l'usage des eaux, et ont fait
« perdre la fécondité à bien des terres [1]. » Au moins pour les moulins, il faut reconnaître que Montesquieu était en retard de quelque mille ans sur l'admiration reconnaissante des hommes pour ces bienfaisantes machines. Un vieux poète grec, contemporain de l'invention des moulins à eau, les célébrait non sans grâce par ces vers qu'il met dans la bouche de Cérès s'adressant aux esclaves occupés jusque-là à broyer péniblement le blé : « Allez, cessez ce pénible travail ; je vous
« rends votre liberté ; j'ai commandé aux naïades de remplir désormais
« votre office ! »

D'ailleurs je conclurai ici, comme sur la division du travail : c'est ainsi ! C'est une loi, la loi du progrès ! Les fleuves ne remontent pas vers leurs sources, et on ne nous ramènera pas du moulin au pilon,

1. Montesquieu, *Esprit des lois*, livre XXIII, chap. 25, *Du nombre des habitants par rapport aux arts*. — Le commentaire de ce passage de Montesquieu est un excellent exercice économique. On songe à cet autre passage de Sismondi qui se demande avec terreur ce que deviendrait l'Angleterre si la reine pouvait, en tournant une manivelle, produire tout ce qui est nécessaire à la consommation du Royaume-Uni !

de la charrue à la bêche [2], de la presse au copiste, du chemin de fer au coche.

Je viens d'examiner la *question des machines !* Est-ce à dire qu'elle soit à l'ordre du jour ? non. Comme celle de la division du travail, à laquelle elle est connexe, c'est une de ces questions *qui ne se plaident plus ;* mais ce n'est pas une raison pour que nous les passions sous silence. Et puis, il s'y rattache un haut enseignement d'une portée générale. C'est le sort des machines d'être d'abord maudites et brûlées, en attendant qu'on les bénisse et qu'on élève des statues aux inventeurs, Gutenberg, Watt, Jacquart, comme on a élevé autrefois des autels aux inventeurs des arts utiles les plus simples. Aucun progrès, aucune amélioration ne s'accomplit sans quelque perturbation passagère. Il serait pourtant bon de ne pas s'empresser de honnir ce qu'on doit honorer plus tard. De combien de choses il en est ainsi ! Combien de gens maudissent l'économie politique qui reconnaîtront peut-être que ses enseignements sont seuls salutaires.

Quand on veut mettre en relief la puissance du capital, c'est aux grandioses installations de l'industrie moderne qu'on pense tout d'abord, à l'usine métallurgique, à la filature, au capital fixe, en un mot. Qu'on ne s'y trompe pas toutefois, l'aliment essentiel, le principe vivifiant de l'industrie, c'est le capital circulant. Empruntant à la physiologie une comparaison à laquelle cette expression même de *capital circulant* semble convier, on peut dire que le capital fixe représente la forte mais inerte charpente du corps humain, tandis que le capital circulant remplirait l'office du sang qui, recueillant partout les éléments de la vie, les entraîne dans le torrent de la circulation, les élabore et les fait pénétrer dans les profondeurs de l'organisme. C'est ainsi que le capital circulant alimente de matières premières l'usine, l'atelier, l'échoppe ; pourvoit le grand marché du monde de tout ce qui se vend et s'achète ; il est l'image du changement ; car il faut qu'il change incessamment de nature ou de forme, qu'il change de lieu, au moins de mains. Le capital circulant, c'est la vie, disons-nous : voyez en effet ce qui arrive quand une industrie s'éteint, meurt. L'usine est toujours là, avec ses bâtiments, ses hautes cheminées, ses machines, son capital fixe, en un mot ; qu'est-ce qui manque ? Le capital circulant qui s'est retiré, qui n'a plus confiance, qui ne veut plus

2. Ceux qui condamnent les *machines*, ne proscrivent pas nécessairement les *outils* et les *instruments*. — L'outil rappelle l'action sur la matière de quelque partie du corps : le marteau c'est le poing. Le mot instrument s'applique plus particulièrement aux outils qui ont pour but de suppléer à l'imperfection de nos organes : instruments de précision, de mesurage, d'optique. La machine représente un homme complet qui travaille ; elle se compose de trois parties, l'une qui s'empare de la force, comme le cylindre de tout moteur à vapeur ; un mécanisme qui transmet et transforme la force ; enfin l'outil qui accomplit une opération déterminée, la roue ou l'hélice qui bat l'eau, le pilon qui écrase le fer, le ciseau qui l'entaille.

fournir les matières premières et les salaires des ouvriers. Il en est de cela comme de l'armement maritime. Construire la coque d'un navire, c'est bien quelque chose ; mais la grande affaire, c'est de le faire naviguer, et, pour cela, de *l'armer*, c'est-à-dire de le pourvoir d'agrès et d'apparaux, de victuailles et d'un équipage bien commandé. L'armement, c'est le capital circulant.

On peut constater certaines différences entre les diverses industries suivant qu'elles emploient plus ou moins de capital fixe ou de capital circulant. Ainsi l'industrie commerciale s'alimente surtout de capital circulant, de marchandises qu'on achète et revend. Le capital fixe y joue un rôle très secondaire. Un simple comptoir peut être le centre d'affaires immenses. L'industrie des transports perfectionnée, voies ferrées, navigation à vapeur, exige à la fois un capital fixe considérable et beaucoup de capital circulant en combustible et salaires. L'industrie manufacturière offre une grande diversité. Le boulanger n'a qu'un capital fixe tout à fait insignifiant ; il en est autrement du meunier. Le fabricant de soieries n'a pas de capital fixe ; il se borne à distribuer la matière première à des ouvriers qui travaillent avec des métiers à eux appartenant ; mais il lui faut un capital circulant, un fonds de roulement considérable pour l'achat de la matière première. Le filateur de coton, au contraire, emploie beaucoup de l'une et de l'autre espèce de capital ; c'est le type de la grande industrie. L'agriculture offre les aspects les plus divers : là la grande culture, l'usine agricole, avec un capital fixe considérable sous forme d'instruments et de machines ; ici la petite culture qui réclame surtout du capital circulant sous forme d'engrais et de salaires.

Voici l'importance pratique des distinctions précédentes. Un entrepreneur veut engager son capital dans une industrie (et je prends ici le mot *engager* dans un sens large, soit comme capital fixe, soit comme capital circulant) : il lui importe de se rendre compte jusqu'à quel point son capital est engagé pour le cas où l'industrie dont il a fait choix prospérera ou souffrira. Plus le capital est engagé, plus il est exposé en cas de crise. Le boulanger qui n'emploie que du capital circulant, qui peut acheter au jour le jour ses fagots et sa farine, peut se retirer sans grand dommage d'une industrie qui cesserait de prospérer. Il n'en est pas de même de l'industriel qui a un capital fixe considérable, des machines, des locaux qui sont appropriés à une industrie particulière. Il y a à cela une compensation : en cas de prospérité, une industrie qui réclame un grand capital fixe est moins exposée à une concurrence soudaine ; on ne construit pas du jour au lendemain une filature, une sucrerie, un chemin de fer. C'est le capital circulant qui peut seul se dégager ainsi d'une industrie languissante pour venir faire concurrence à telle autre industrie florissante. Ces distinctions se représenteront à nous quand il s'agira de la rémunération du capital.

CHAPITRE XX

Formation du capital par l'épargne. — Les définitions du capital.

Il est inutile d'établir une distinction entre la formation et l'accroissement du capital, de remonter à une époque où l'homme aurait été dénué de toute espèce de capital, même le plus rudimentaire. Dire comment le capital s'accroît, c'est dire comment il se forme. Le capital s'accroît donc par le travail combiné avec l'épargne. Voilà qui mérite d'être soigneusement analysé, car ce mot épargne [1] est loin d'éveiller dans tous les esprits une idée nette et juste ; combien de gens songent tout d'abord à des pièces de monnaie qu'on renferme dans une tire-lire, une cachette, un coffre-fort. Il faut tout d'abord écarter l'intervention de la monnaie qui n'est nullement nécessaire pour que l'épargne se réalise. Épargner n'est pas seulement soustraire certains objets à la consommation journalière ; ce n'est pas mettre en réserve, accumuler, conserver : bien des choses, la viande, les fruits, qui ne se prêtent que dans une mesure très restreinte à l'accumulation, peuvent très bien être la matière de l'épargne. L'épargne comprend deux termes corrélatifs : consommer moins qu'on ne produit et faire un emploi utile de l'excédant. Voyons quel est le mécanisme de l'épargne dans les différents états économiques dont nous avons déjà déterminé les caractères généraux.

Voici d'abord l'isolement économique que je supposerai absolu. Un homme, avec des instruments imparfaits et grâce à un travail obstiné, tire sa subsistance d'un champ. Redoublant de travail, favorisé par les circonstances, il obtient un produit double. Que fera-t-il de cet excédant ? Il pourra le consommer dans l'oisiveté, vivre un certain temps sans rien faire, sauf à reprendre ensuite son labeur et continuer ainsi avec des alternatives de disette et d'abondance toujours aussi peu avancé que le premier jour. De là résulterait pour une société cet état stationnaire qu'on observe chez les peuples sauvages. Le sauvage, comme la plupart des animaux, ne sort de son repos que pressé par la faim. S'agit-il de satisfaire ce besoin impérieux, il n'est fatigue ou péril qu'il ne brave, pour retomber ensuite dans l'inertie. On l'a dit avec raison : *le travail de la faim est borné comme elle*. La différence entre le sauvage et l'homme civilisé, c'est que le premier n'est capable que d'un effort violent mais court, provoqué par le besoin ou la passion du moment ; le second est capable d'un travail soutenu, opiniâtre, alors même qu'aucune cause présente ne semble l'y déterminer, en vue de

1. C'est pour n'avoir pas fait cette analyse que l'auteur du livre cité au chapitre XIII, note 1, nous montre des gens réduits à la misère pour avoir suivi ce précepte de l'économie politique : travail et épargne !

s'assurer un avenir meilleur. Que fera donc, dans l'hypothèse que je viens d'indiquer, cet homme qui se trouve en possession d'un excédant de produit ? Au lieu de se livrer au repos tout le temps qu'il pourrait en effet vivre sans travailler, il emploiera ce temps à perfectionner son outillage, à creuser un canal d'arrosage ; en un mot, à accroître son capital. Voilà comment il consommera utilement son excédant de produits. Grâce à ce nouveau capital, il pourra, l'année d'après, obtenir un produit triple. Voilà encore du temps gagné pour perfectionner et accroître le capital. Mais c'est là l'économie politique, l'épargne de Robinson dans son île. On ne peut aller loin dans ce système. A quoi servirait de produire trois et quatre fois plus qu'on ne peut consommer en un an ? C'est en vain qu'on espérerait se procurer ainsi plusieurs années de loisir, la plupart des denrées ne se prêtant pas à une accumulation aussi considérable. Nous retrouvons là les inconvénients inhérents à l'isolement économique.

Plaçons-nous donc dans l'état économique rudimentaire où on pratique déjà dans une certaine mesure la division du travail et l'échange sous forme de troc. Que fera notre individu qui a obtenu un excédant de produits ? Il s'adressera à quelqu'un de ses voisins qui s'adonne spécialement à l'exercice de tel ou tel métier, au forgeron, au charpentier, et leur dira : voilà de quoi subsister pendant un certain temps ; employez ce temps à me construire une grange, à me faire une meilleure charrue. Ici on touche du doigt la manière dont s'accroît le capital, soit matériel, soit intellectuel. Grâce à une production agricole rendue plus facile et plus abondante par l'effet d'un capital de plus en plus considérable, un nombre moindre d'agriculteurs suffira à produire les choses nécessaires à la subsistance de la communauté, et un nombre croissant d'individus pourra s'adonner à l'exercice des métiers et des arts utiles, et enfin à la culture des beaux-arts, des lettres, des sciences : c'est le progrès, c'est la civilisation.

Il nous reste à considérer l'épargne dans l'état économique proprement dit, sous le système monétaire. Au lieu de dire à l'artisan : voilà du pain, du vin, travaillez pour moi, on vendra ces denrées à n'importe qui, et on lui dira : voilà de l'argent. Rien de plus simple que cela ; mais ce qui importe, c'est de bien saisir les perfectionnements qui en résultent dans le mécanisme de l'épargne, et qui ont pour effet de la faciliter, de l'encourager, de la rendre plus profitable, et à l'individu et à la société. Nous retrouvons d'ailleurs ici les avantages bien connus du système monétaire. L'individu qui a un excédant de produits qu'il veut épargner, est délivré d'un double souci : il n'a pas besoin de rechercher l'artisan qui peut lui rendre tel ou tel service et qui est en même temps disposé à recevoir en échange les denrées dont il veut se défaire ; il n'a pas besoin de faire cette recherche sur-le-champ, bien qu'il puisse immédiatement se défaire sur-le-champ de produits

qui ne peuvent être conservés. Il verse ces produits dans la circulation et en reçoit la contre-valeur sous forme d'une pièce de monnaie qui lui permettra de commander du travail où, quand et à qui il voudra. Ce n'est pas le fait d'avoir transformé en argent une certaine quantité de produits qui constitue à lui seul l'épargne ; il faut encore employer cet argent à commander du travail utile. Ainsi l'épargne comprend trois termes : travail, abstinence, emploi utile. Cette formule est irréductible. C'est donc l'emploi utile qui caractérise l'épargne et on voit par là combien il est faux de dire que l'épargne est le contraire de la dépense ; qu'épargner c'est garder pour soi, tandis que dépenser c'est distribuer aux autres. On ne peut épargner sans dépenser, et il n'y a d'épargné que ce qui est dépensé ; on peut beaucoup dépenser sans épargner : tout dépend de la nature de la dépense.

Nous venons de voir comment le capital se forme, s'accroît. Comment se maintient-il ? Je ferais d'abord remarquer que, dans une société parvenue à un certain degré de civilisation, l'hypothèse d'un état économique exactement stationnaire dans lequel le capital se maintiendrait sans augmentation ni diminution, est à peu près chimérique, et on pourrait appliquer au capital en général ce que le poète a dit de l'Âme, du capital intellectuel et moral : *c'est un feu qu'il faut nourrir, et qui s'éteint s'il ne s'augmente.* Quoi qu'il en soit, répondant à la question telle qu'elle est posée, je dirai que le capital ne peut se maintenir que par le même procédé qui sert à le former et l'accroître. De même qu'épargner n'est pas simplement accumuler, ainsi conserver n'est pas *laisser intact.* On conserve le capital en le consommant [2], en le transformant, en maintenant sa valeur. Pour le capital fixe, il peut suffire de l'entretenir par de continuelles réparations ; d'autres fois il faut une reconstruction intégrale au bout d'un certain temps ; mais là même où il semble qu'il y a eu conservation, tout est changé. Quant au capital circulant, il faut qu'il soit le plus tôt possible consommé, anéanti dans sa forme première, pour qu'une valeur égale ou supérieure se retrouve. Dire comment le capital s'accroît ou se maintient, c'est indiquer comment il pourrait diminuer. Ne pas réparer, entretenir le capital fixe, ou ne pas constituer jour par jour un fonds d'amortissement pour sa reconstruction ; puiser dans le capital circulant pour la satisfaction des besoins individuels sans lui en restituer l'équivalent sous une forme quelconque, voilà comment décroît le capital.

La société, prise en masse, peut être assimilée à une entreprise industrielle qui fait des profits, ou bien fait juste ses frais, ou enfin travaille à la perte : la société augmente, maintient ou diminue son capi-

2. Il faut que le fruit de l'épargne soit anéanti dans sa forme actuelle pour qu'une valeur plus grande ou simplement égale se retrouve. C'est la parole de l'Évangile : « Si le grain qui est mis en terre ne meurt pas, il ne produit rien ; mais s'il meurt, « il revivra, et en produira beaucoup d'autres. »

tal ; il y a accroissement,maintien ou diminution de puissance productive. Cette augmentation de puissance productive consiste principalement dans la transformation du capital circulant en capital fixe, de choses périssables à bref délai en choses plus ou moins durables, usines, machines,voies de communication, amélioration du sol, conquêtes de la science. Il faut toutefois conserver un juste rapport entre le capital fixe et le capital circulant, ne pas créer des chemins de fer là où il n'y a rien à transporter.

On peut comparer le capital à la population d'un pays. Dans tous les cas, au bout de peu de temps, il ne restera plus aucun des individus qui la composent actuellement, et quand on dit qu'elle s'est maintenue, accrue ou amoindrie, cela doit s'entendre seulement du rapport entre les générations disparues et celles qui ont pris leur place.

Ces principes sur la formation et la conservation du capital nous donnent l'explication d'un phénomène économique très remarquable dont plus d'une nation a fait la cruelle expérience. Comment se fait-il qu'un peuple qui a subi tous les désastres de la guerre, qui a été ravagé, brûlé, pillé, puisse reprendre en quelques années sa physionomie première de richesse et de prospérité ? L'explication est bien simple. Qu'a détruit l'ennemi ? une portion de la richesse existante,du capital. Mais tout cela, nous le savons, était destiné à périr, à être consommé, le capital ne se maintient pas en demeurant intact, mais en étant consommé et reproduit. Seulement, voici la différence qui n'est certainement pas sans intérêt. En temps de paix, la reproduction du capital se serait faite plus commodément, sans souffrances ; on aurait vécu largement, la reproduction du capital marchant de pair avec la consommation du capital accumulé. Après les maux de la guerre, au contraire, ce ne sera pas sans s'imposer des privations qu'on accomplira cette œuvre de la reconstitution du capital... mais enfin elle s'accomplira, à la condition, bien entendu, que la portion la plus précieuse du capital soit demeurée intacte, j'entends le capital intellectuel et moral, l'énergie, l'activité industrieuse, toutes les facultés créatrices qui résident dans l'homme.

Je ferai ici, à propos de la formation du capital par l'épargne, une remarque analogue à celle que j'ai faite au chapitre XIII, à propos de la notion du travail. On s'est plu à symboliser l'activité industrieuse de l'homme dans celle de certains animaux, on parle de l'abeille diligente, de la fourmi prévoyante et laborieuse, on en fait l'emblème de l'épargne. Il n'y a là que de trompeuses apparences. J'ai dit pourquoi les animaux ne travaillent pas ; ils n'épargnent pas non plus, ils ne capitalisent pas. La fourmi et l'abeille entassent, accumulent, mais elles ne forment pas un capital, car le propre du capital est d'être un instrument de progrès, un accroissement de puissance productive, et la ruche comme la fourmillière ne progressent pas ; elles sont aujour-

d'lui ce qu'elles étaient le premier jour. On pourrait tout au plus les donner en exemple au sauvage imprévoyant qui n'a nul souci d'assurer sa subsistance, se gorgeant de nourriture quand l'occasion s'en présente, sauf à endurer ensuite les horreurs de la faim avec une farouche résignation.

Cette théorie de l'épargne et du capital est fondamentale en économie politique. Ici éclate encore la conformité des enseignements de la science économique avec ceux de la morale. C'est par un bon emploi du temps que l'homme grandit en science, en moralité, en richesse. L'économie politique comme la morale enseigne que toutes les facultés de l'homme ne valent pas par l'usage qu'il en fait [3]. Tout périt, se consume, s'éteint rapidement : les biens matériels, la force du corps, la vigueur de l'intelligence, le talent, le génie... mais ces choses-là demeurent éternellement par la vertu de l'activité intelligente de l'homme qui les incorpore sans cesse à des objets nouveaux et les rend impérissables par les inventions et découvertes de la science, par les chefs-d'œuvre de l'art sous toutes ses formes.

Après une analyse exacte, cette rapide synthèse qu'on appelle une définition est à la fois de peu d'importance et exempte de danger. La cause principale du vague et de l'incertitude qui obscurcissent la notion de capital dès qu'on veut la renfermer dans une définition, c'est que, à des points de vue divers, cette notion n'a rien d'absolue ; elle est essentiellement relative. Un produit n'est en effet capitalisé qu'à raison de l'emploi qu'on lui donne ; et chaque individu peut se demander quelle portion de son revenu il capitalisera : quantité variable dans de certaines limites, car il est certain que tout ne sera pas capitalisé. De là deux sortes de définition du capital : 1° Une définition large : « le capital est l'accumulation de tous les produits dus à un « travail antérieur ; » 2° Une définition restreinte : « le capital n'est que « la partie du produit épargnée et destinée à la reproduction. » — Dans la première définition, J.-B. Say donne au mot capital le sens large du mot anglais *stock*, l'ensemble des produits, les *existences*, l'inventaire général d'un individu ou de la société. Dans la seconde définition, Rossi s'en tient au sens restreint de l'autre mot anglais, *capital*, comme le fait Adam Smith. A J.-B. Say on peut répondre que certainement tous les produits accumulés ne seront pas capitalisés ; et sur la définition de Rossi, je fais remarquer que le mot *destination* a quelque chose de vague ; ce n'est pas la destination purement intentionnelle, c'est l'emploi effectif qui fait d'un produit un capital.

Ces préoccupations relatives à la définition du capital s'appliquent surtout au capital circulant dont le mode d'emploi n'est pas déterminé *a priori*. Quant au capital fixe, il est le plus souvent par lui-même une

3. Au livre V, dans la théorie de la consommation, nous traiterons d'une manière générale du meilleur emploi de la richesse.

valeur capitale qu'on peut montrer du doigt en disant d'une manière absolue : voilà un capital ! Il en est ainsi de l'usine, de cet ensemble de machines à demeure qui font corps avec le bâtiment. Mais quand il s'agit de définir le capital fixe, d'une part, et le capital circulant, de l'autre, je retrouve encore l'idée de *relativité* ; ce chariot, cette machine, sont-ils capital fixe ou capital circulant ? Cela dépend ; si ces objets sont attachés au service d'une usine, ils sont capital fixe ; si ce sont des produits destinés à être vendus, ils sont capital circulant.

Pour bien des gens, le capital c'est de l'argent. Sans doute l'or et l'argent, considérés comme matières premières de certaines industries, sont des capitaux au même titre que le fer et le cuivre. Quant aux métaux précieux sous forme de monnaie, ils constituent un capital d'une espèce particulière. La monnaie est la base du mécanisme perfectionné de l'échange ; elle rend des services analogues à ceux que rend telle ou telle machine. Il ne faut donc pas dire : la monnaie est le *capital*, mais bien, la monnaie est un *capital*. Cette confusion, habituelle dans le langage ordinaire, tient à ce que la monnaie est l'équivalent et l'évaluateur général, c'est pour la même raison qu'on appelle *capitaliste* celui dont la fortune consiste principalement en monnaie. Quand on a de l'argent, on peut se procurer toute espèce de capital ; et quand, ne possédant rien en propre, on veut emprunter du capital, c'est de l'argent qu'on emprunte. On a contesté à la monnaie la qualité de capital ; on a voulu en faire un *fonds productif* à part. Tout cela n'a pas grand intérêt, c'est affaire de nomenclature, et il ne s'agit que de s'entendre. [4]

La question du numéraire considéré comme capital amène tout naturellement à cette autre question : Le crédit est-il un capital ? Nous y répondrons plus utilement quand nous étudierons le crédit et les opérations auxquelles il donne lieu. La vérité est que le crédit active le service des capitaux en facilitant leur circulation ; mais il faut se défier de ces formules : *le crédit est un capital ; le crédit multiplie les capitaux.*

Si, dans un tableau historique du développement de la puissance productive de l'homme, il convient de placer au premier rang ce que nous avons appelé le capital immatériel, la science, l'habileté technique, ce n'est pas une raison pour qu'un ouvrier en venant offrir ses services à un entrepreneur lui dise : Je vous loue mon capital intellectuel. Non : il s'agira d'un louage de travail et d'un salaire dans la fixation duquel il sera tenu compte, bien entendu, de ce capital immatériel, de cette habileté acquise. Représenter l'ouvrier comme un capital, comme une machine plus ou moins perfectionnée, est un abus de langage évident. Je ferai une remarque analogue sur les fonds de terre qu'on a voulu

4. L'argent qui est un instrument d'échange est un capital comme le chariot qui est un instrument de locomotion.

assimiler purement et simplement à des capitaux, à des machines successivement perfectionnées. Quelle que soit la quantité de capital qui ait été incorporée à la terre, celle-ci n'en reste pas moins un élément distinct de la production, l'emplacement indispensable à toute industrie et notamment à l'industrie agricole.

Il n'y a aucun intérêt théorique ni pratique à opérer des *réductions*, en vue d'identifier les divers éléments de la production, à ramener la terre et le travail à la notion de capital, de confondre la notion de capital dans celle de travail sous prétexte que le capital est le fruit d'un travail antérieur. [5] Il ne peut résulter de ces tentatives qu'incertitude et confusion. Il faut laisser ce genre d'analyse ou, si l'on préfère, de synthèse, à l'usage de ceux qui traitent le capital de *tyran* et de *vampire*, et veulent refuser toute espèce de rémunération au capitaliste.

SECTION V

L'entrepreneur d'industrie.

CHAPITRE XXI

Ce qui constitue l'*entreprise*, la qualité d'entrepreneur. — Distinction entre la personne et la fonction. — Du rôle plus ou moins prépondérant des divers éléments de la production suivant les temps et suivant la nature de l'industrie.

Déjà au chapitre XI, en jetant un regard d'ensemble sur les éléments de la production, j'ai mis en évidence le rôle de l'entrepreneur et la nature des services qu'il rend. Jamais il n'est venu à l'idée de personne qu'on pût se passer du capital [1] ou du travail dans l'œuvre de la pro-

5. C'est ainsi que M. Courcelle-Seneuil voudrait bannir de la science le mot même de capital pour ne laisser subsister que *le travail de l'homme qui épargne* et constitue ainsi ce que nous appelons le capital. *Journal des Economistes* d'août 1885 page 301. J'ai apprécié cette terminologie dans la *Revue d'Economie politique*, tome I, page 28, année 1887. Voir ci-dessous, chap. L, note 1.

1. Il faut en excepter Proudhon qui, dans son livre *Idée générale de la Révolution au XIX^e^ siècle*, s'écrie triomphalement : « Voici des ouvriers qui s'inscrivent en « faux contre cette sentence de l'ancienne économie politique : *point de capitaux*, « *point de travail.* » Et quels sont ces ouvriers qui se sont passés de capital ? Il s'agit de la société coopérative des ouvriers tailleurs. Se sont-ils donc passés de drap, de fil, d'aiguilles ? Non, ils les ont simplement achetés à crédit. Quelle confusion de mots et d'idées !

duction ; mais il n'en est pas de même de l'entrepreneur ; on paraît croire qu'il serait possible de s'en passer ; on affirme que dans bien des cas, on ne rencontre pas en effet d'entrepreneur. Il y a là une erreur grave ou un malentendu.

Des ouvriers, dit-on, pourraient s'entendre avec un propriétaire et un capitaliste qui leur fourniraient l'emplacement et les capitaux nécessaires ; ils chargeraient l'un d'entre eux de la direction de l'entreprise, ou bien ils formeraient un comité directeur. Qui ne voit qu'on n'a supprimé que la personne de l'entrepreneur, mais non sa fonction ? La question est de savoir si cette fonction sera aussi bien remplie par ce délégué des travailleurs ou par ce comité directeur. L'expérience semble jusqu'ici avoir prouvé le contraire, et il est facile d'en donner la raison. On peut réduire à trois les services que l'entrepreneur rend à la production : 1° il sert d'intermédiaire, de lien entre les trois facteurs de la richesse ; 2° il est le représentant de l'art industriel ; 3° il représente la discipline industrielle.

Il sert de lien entre les divers facteurs de la richesse ; il en représente l'action simultanée. Croit-on que ce soit chose facile de réunir dans une juste proportion tous les éléments d'une grande entreprise industrielle ? On parle d'un groupe de travailleurs à la recherche de l'emplacement et des capitaux ; mais comment se sera formé ce groupe ? Qui aura conçu l'idée de l'entreprise ? C'est dans l'esprit de l'entrepreneur que cette idée a pris naissance. C'est lui qui, par la confiance qu'inspirent ses qualités personnelles, lui assurera le concours des capitalistes. [2]

Il est le représentant de l'art industriel, sans lequel le capital est sté-

2. C'est l'affaire de l'entrepreneur de combiner dans une juste proportion les divers éléments de la production et notamment d'employer de préférence celui qui est le plus abondant et à meilleur marché. Son intérêt est ici d'accord avec l'intérêt général. Suivant les temps, les lieux et les genres d'industrie on est forcé de compter plus ou moins sur le concours de tel ou tel facteur de la richesse. Dans le premier âge, celui auquel on a donné le nom d'âge d'or, c'est la nature qui fait tout : la chasse, la pêche, la cueillette des fruits sauvages, un peu d'industrie pastorale, sont les principales ressources. Au second âge, on commence à cultiver la terre et à exercer quelques métiers ; mais l'outillage est si rare et si imparfait, que c'est au travail, à l'effort musculaire, qu'il faut recourir dans une large mesure. Aussi l'homme est-il contraint par la force à ce rude labeur ; c'est l'époque de l'esclavage, des serfs attachés à la culture des terres. Enfin le travail appelle le capital à son aide ; l'outillage s'est perfectionné ; c'est l'époque des grands travaux d'utilité publique, de la grande industrie. Du reste, cette histoire, nous l'avons sous nos yeux. Dans les pays civilisés, on se préoccupe de remplacer l'action actuelle de l'homme, le travail, par des installations permanentes, par du capital ; les ponts remplacent les bacs ; des grues chargent et déchargent les navires. Dans les pays arriérés au contraire, les voyageurs et leurs bagages sont encore transportés par des hommes faisant fonctions de bêtes de somme. La nature de l'industrie détermine aussi l'espèce d'élément de la production qui prédomine : agent naturel, main-d'œuvre ou capital, capital fixe ou capital circulant.

rile, le travail improductif. L'art industriel, l'esprit d'entreprise sont autre chose que l'habileté de l'ouvrier, les connaissances techniques du savant et de l'ingénieur. C'est affaire de tact industriel et commercial. Il y faut une grande connaissance du marché, de ses besoins et de ses ressources ; puis enfin de l'initiative, de l'à-propos, une sorte de courage particulier.

Dans notre état économique, basé sur une extrême division du travail, chaque travailleur accomplit sa tâche sans se préoccuper du résultat définitif de sa coopération, du produit achevé. Il en est de cela comme d'une armée dont les soldats et les officiers ignorent le plan de campagne à l'exécution duquel ils concourent. Dans l'usine comme dans l'armée, il faut une discipline rigoureuse pour le maintien de laquelle on ne saurait compter sur la bonne volonté de chacun ou sur des chefs élus par leurs égaux.

Mais il y a autre chose dans l'entrepreneur, et nous touchons ici à l'élément qui constitue essentiellement l'entreprise ; je veux parler de la responsabilité de l'entrepreneur. Ce qui fait du directeur de l'usine un entrepreneur, ce n'est pas seulement la circonstance que, par des contrats séparés, il a obtenu le concours du propriétaire, du capitaliste et des ouvriers ; c'est que, ayant traité à forfait avec eux, leur ayant assuré un loyer, un intérêt, un salaire fixes, quel que soit le résultat de la production, il produit à ses risques et périls. Dans l'hypothèse où la direction est confiée à un délégué ou à un comité, ce délégué et ce comité ne sont pas des entrepreneurs ; ils ne produisent pas à leurs risques et périls : l'entreprise est au compte du groupe entier des travailleurs ; mais cette responsabilité qui se divise entre un si grand nombre de personnes est loin d'avoir l'efficacité de celle qui repose uniquement sur la tête d'un véritable entrepreneur. La perspective d'un profit considérable à réaliser ou de la perte totale à supporter est un stimulant plus énergique que celle d'une faible part dans le gain comme dans la perte. Peu importe d'ailleurs que l'entrepreneur ait engagé dans l'entreprise un capital à lui appartenant ou un capital emprunté ; si l'entreprise ne réussit pas, il n'aura pas moins perdu ce capital : dans le premier cas il aura perdu son capital, il n'aura plus rien ; dans le second cas il restera débiteur de ce capital, il aura moins que rien.

De même que, dans l'hypothèse d'un groupe de travailleurs nommant un gérant ou un comité directeur, il ne faut pas dire qu'il n'y a pas d'entrepreneur, il ne faut pas non plus faire ce raisonnement : voilà un individu propriétaire d'un champ, possédant un capital d'exploitation et accomplissant seul tous les travaux nécessaires, il n'y a pas d'entrepreneur. Cet individu qui exploite son champ dans ces conditions est un entrepreneur.

Etant donnée une industrie quelconque, [3] on peut s'y engager plus ou moins comme entrepreneur. D'abord, quel est l'ouvrier, si pauvre qu'il soit, qui n'a pas un capital à lui, la truelle et le marteau du maçon, par exemple ? Or, en tant qu'il achète les outils nécessaires à son métier, l'ouvrier fait jusqu'à un certain point acte d'entrepreneur : qui sait s'il trouvera du travail ? Mais enfin le voilà travaillant à la journée pour un patron, il n'est qu'ouvrier : il ne travaille pas pour son compte, à ses risques et périls. Il achète des marchandises, loue une boutique et attend les chalands ; le voilà entrepreneur ; sans attendre la commande des chalands, il se met à confectionner des produits qu'il espère vendre ; il travaille pour approvisionner le marché : sa qualité d'entrepreneur s'accentue, ses risques augmentent.

SECTION VI

Classification des industries. — Caractères généraux de l'industrie moderne.

CHAPITRE XXII.

Énumération et classification des industries. — Distinctions rationnelles. — L'industrie des transports et l'industrie commerciale. — L'industrie manufacturière. — Caractères de l'industrie moderne.

Le mot *travail* indique un des éléments de la production. Par *industrie* on entend le concours des divers facteurs de la richesse en vue de telle ou telle production. On dit aussi, d'une manière abstraite, *l'industrie humaine*. C'est ainsi qu'on parle de telle ou telle science ou de la science. Combien y a-t-il d'industries? Combien de sciences ? Ce sont là des questions analogues : le nombre en est indéfini. On peut comparer la science aussi bien que l'industrie à un arbre qui pousse des branches et des rameaux toujours plus nombreux. Si une *énumération* exacte est à peu près impossible, il est possible et utile d'avoir une classification rationnelle des industries comme des sciences.

On connaît l'ancienne division tripartite en industrie *agricole*, *manufacturière* et *commerciale*. Il y a là une double confusion. On ne saurait faire rentrer dans l'agriculture ou industrie agricole, l'occupation des richesses naturelles qui existent, toutes formées, à la surface ou dans

3. Cela s'applique aux professions dites libérales.

le sein de la terre : la chasse, la pêche, l'extraction de la houille. Nous distinguerons donc de l'industrie agricole les *industries extractives*, distinction consacrée par notre législation sur les mines, qui a créé une propriété du sous-sol distincte de la propriété de la superficie. Il importe surtout de distinguer de l'industrie commerciale l'*industrie des transports* [1], qui a pris aujourd'hui un si prodigieux développement et qui, plus qu'aucune autre industrie peut-être, a la puissance productrice.

L'industrie commerciale et l'industrie des transports sont des auxiliaires des industries agricole, extractive et manufacturière ; l'industrie des transports est de plus l'auxiliaire de l'industrie commerciale, mais elle ne se confond pas avec elle, et, de fait, elle en reste distincte. L'armateur, le voiturier, les compagnies de chemin de fer sont des entrepreneurs de transports et non des commerçants.

J'ai dit qu'une énumération de toutes les industries serait difficile et sans grand profit pour l'économiste ; je veux toutefois donner un aperçu de ce que pourrait bien être une pareille énumération. Si nous nous rapportons à la lente formation de l'état économique de la société, nous voyons les diverses occupations domestiques devenir autant d'industries distinctes ; mais chacune de ces occupations est une branche qui se subdivise en une infinité de rameaux. Dans l'atelier domestique primitif, on confectionne des vêtements ; croit-on que dans l'état économique avancé, il n'y aura qu'une industrie du vêtement ? Il y aura l'industrie de la laine, du fil, du coton, de la soie, des tissus mélangés ; et ce ne sont là que des branches qui se subdivisent en rameaux. Je vois dans une statistique industrielle déjà ancienne de la ville de Paris qu'on y compte 325 branches d'industrie, dont 36 pour les fils et tissus, 20 pour le vêtement : certainement le nombre en a augmenté depuis [2].

De cette transformation du métier, par suite de la grande division du travail, il résulte que la plupart des anciennes dénominations sont aujourd'hui mensongères et on pourrait caractériser l'industrie moderne en disant que le serrurier ne fait plus de serrures, l'armurier ne

1. L'article 632 n'a entendu assimiler l'industrie commerciale et les entreprises de transport qu'au point de vue de la compétence.

2. On ne s'imagine pas ce qu'est l'industrie des jouets d'enfants. Celui qui fabrique des poupées n'a aucun rapport avec celui qui fabrique des ménages, des lapins qui jouent du tambour, des animaux qui bêlent, miaulent, aboient. Des fabricants de poupées ! qu'on ne croie pas que ce soit là l'objet d'une seule industrie. C'est bien une trop grande affaire de confectionner de la tête aux pieds ces poupées merveilleuses qui tournent les yeux, et disent *papa*, *maman*. L'un fait le corps de la poupée, l'autre le mécanisme, un troisième les yeux ; puis ces dames ont leurs modistes. Je vois dans un almanach industriel de Birmingham le nom d'un honorable industriel qui s'intitule fabricant d'yeux de poupée en verre. Il y a gagné des millions. Il a expédié d'un coup au même fabricant de poupées pour 15,000 francs d'yeux de poupées.

fait plus d'armes, etc. Le serrurier et l'armurier ne sont employés qu'à des travaux d'entretien, de réparation. Autre dénomination inexacte : il y a *le fabricant qui ne fabrique pas*. Il y a tel fabricant d'armes qui n'est autre chose qu'un commissionnaire. Il reçoit la commande et s'adresse successivement au forgeron, au lamineur, au trempeur, à l'émouleur, au graveur à l'eau forte, au doreur, au damasquineur, au gainier, au faiseur de poignées, au monteur ; il livre la quantité de matière première et le modèle, retire tant de pièces finies, paye à chacun son travail et expédie la marchandise [3].

A propos d'industrie manufacturière on oppose sans cesse la *matière première* au *produit*. Qu'est-ce qu'une matière première ? Ce n'est pas là seulement une question théorique, comme on va le voir. Dans l'état économique primitif, la notion de matière première est assez claire parce qu'on se borne à donne à un produit brut de la nature une première façon très simple après laquelle il est immédiatement employé à la satisfaction des besoins de l'homme. La maison est faite de madriers grossièrement équarris ; la première corde dont se servit le pasteur nomade fut une poignée de crins arrachés à la queue d'un cheval. Mais les arts utiles se perfectionnent : quelle est la matière première du tisseur ? est-ce le chanvre, la laine, le coton, ou bien le fil de chanvre, le fil de laine, le fil de coton ? En théorie pure, peu importe ; on pourrait dire qu'une substance reste matière première tant que, après une première façon qui en a augmenté la valeur, l'utilité, il est encore possible, par un nouveau travail, d'ajouter à cette utilité, à cette valeur. C'est ainsi qu'on va de la toison au vêtement de laine. Mais un intérêt pratique considérable est engagé dans la question. Lorsqu'il s'agit de protéger l'industrie nationale en frappant de taxes douanières l'entrée des produits étrangers, les filateurs de coton disent : Il faut laisser entrer librement le coton qui est la matière première de notre industrie et mettre des droits sur les filés de coton étrangers qui sont un produit fabriqué. Les tisserands répondent que ces filés de coton sont la matière première de leur industrie et qu'il leur importe de l'avoir au meilleur marché possible. Les filateurs font valoir que le coton seul est bien réellement une matière première ; que sa culture ne peut être naturalisée en Angleterre, en France, en Allemagne, que, par conséquent, il n'y a rien là à protéger ; que la filature est le type de la grande industrie : que c'est par la filature qu'on se met en rapport direct avec les pays de production, qu'on favorise le commerce maritime en lui assurant du fret. A cela les tisserands répondent qu'un pays peut être assez avancé pour lutter contre les tisserands étrangers avec

3. A Leeds (comté d'York), capitale de la laine, les grandes fabriques ne sont guère que des filatures et des établissements d'apprêtage, de *finissage*, comme disent les Anglais : *finishing shops*. Tout le travail intermédiaire est exécuté par des tisserands travaillant à domicile.

des fils achetés à l'étranger, et ne puisse encore soutenir la lutte sur le double champ de bataille du tissage et de la filature, deux industries qui s'exercent dans les conditions différentes : la première comporte jusqu'à un certain point les humbles proportions de l'atelier domestique ; la seconde ne peut se développer qu'avec de puissants capitaux, des machines perfectionnées, de grandes usines [4].

Il est certain qu'un peuple arrivé à un haut développement industriel, fera bien de se procurer, à l'état le plus brut possible, les matières premières venues de l'étranger, comme le coton, parce qu'il mettra ainsi mieux à profit son habileté technique, ses capitaux; il incorporera à cette matière une plus grande somme d'utilité et de valeur, et en retirera une plus forte rémunération. Il peut, au contraire, convenir à un peuple, dans un état industriel moins avancé, de n'importer ces matières premières qu'après qu'elles ont déjà subi quelques préparations et qu'il n'y a plus qu'à leur donner une dernière façon. Tel a été le début modeste de grandes prospérités industrielles. Comment a débuté dans la voie de l'industrie le riche pays d'Elberfeld, où l'industrie de la soie et la construction des machines sont aujourd'hui florissantes ? Au XV^e^ siècle, on se bornait à y blanchir des fils tirés de la Hollande. Comment la France a-t-elle conquis le premier rang dans la joaillerie par le goût et le fini de ses produits ? Aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, on y fabriquait des bijoux avec des fils d'or venus d'Italie [5].

J'ai signalé, à la fin du chapitre VIII, le mouvement qui, commencé au siècle dernier, se continue dans le nôtre. Grâce à des éléments nouveaux, la science, les saines notions économiques, l'abondance du capital, le crédit, la liberté du travail, l'emploi des machines, nous voyons l'industrie entrer dans une voie nouvelle : la production sur une grande échelle, la concurrence sur un marché illimité. Mais qu'y a-t-il au fond de tout cela ? Quel est le but, la cause finale de ce déploiement de forces industrielles, science, capitaux, crédit, machines, labeur obstiné ? A quelles conditions l'industrie pourra-t-elle aller ainsi se développant de plus en plus ?

La signification de tout cela, c'est que la production est organisée dans l'intérêt du plus grand nombre, en vue d'assurer d'abord à tous la plus ample satisfaction possible des besoins de première nécessité, et non de fabriquer par masses ces objets délicats et rares, qui ne peuvent convenir qu'à un petit nombre de personnes et qui d'ailleurs

4. Je viens de reproduire les termes du débat qui s'éleva en Allemagne, lorsqu'il fut question de constituer l'union douanière, le Zollverein. Les États du Sud-Ouest étaient pour les filateurs : la Prusse prenait parti pour les tisserands de la Silésie.

5. Forbonnais, dans son livre sur les finances de la France, rapporte qu'il fut un instant question de frapper ces fils d'or d'un droit protecteur dans l'intérêt de nos filatures d'or naissantes ; mais on y renonça bientôt, car on vit que cela ferait passer une industrie importante à l'étranger.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

perdraient tout leur prix si, mis à la portée de tous, ils ne pouvaient plus satisfaire la vanité de quelques-uns. Sans doute, les industries de luxe ne disparaîtront pas; le progrès ne consiste pas à décapiter l'industrie, mais à élargir sa base ; il y aura donc toujours, dans toutes les industries, quelques chefs de file qui représenteront le goût, le choix exquis dans les arrangements, le fini dans l'exécution. Mais regardez, derrière ces têtes de colonnes, les rangs serrés et profonds de l'armée industrielle, et demandez-vous pour qui on y travaille? Pour qui sont ces amas de chaussures et de vêtements confectionnés, qui n'ont pas été faits sur mesure pour une clientèle élégante ? Pour qui ces millions de mètres de cotonnades, de toiles peintes, de tissus mélangés ? Est-ce la fabrication d'objets de luxe qui alimente l'industrie métallurgique ? Il faut prendre aujourd'hui à rebours ce mot si souvent répété que « le pauvre ramasse quelques miettes tombées du « festin des riches ». C'est, au contraire, le riche qui profite de ce qui a été fait principalement en vue du plus grand nombre. Ce n'est pas pour transporter plus agréablement quelques riches particuliers qu'on a construit des chemins de fer. La même locomotive entraîne à sa suite le riche et le pauvre; et c'est parce qu'il y a des millions de voyageurs de toutes classes, que l'opulence peut se donner le luxe d'un wagon-salon. Ce n'est pas pour transporter quelques caisses d'articles de modes, les fragiles produits de l'industrie parisienne, que nous voyons s'allonger sur les rails ces interminables trains de marchandises ; c'est pour transporter du vin, du blé, du bois, du fer, du charbon.

Ce livre II a été consacré à tracer un tableau économique de la production : que le lecteur veuille bien remarquer dans quel cadre j'ai dû le renfermer. Ce n'est pas un tableau complet de l'activité économique, car, pour cela, il eût fallu y ajouter bien des traits empruntés à la théorie de la répartition et de la circulation. Ce n'est, en outre, qu'un tableau *économique*, c'est-à-dire que nous ne nous sommes occupés, soit des éléments de la production, soit des diverses branches d'industrie, que d'une manière générale, sans pénétrer sur le terrain réservé de la *technologie*, qui décrit les procédés de fabrication ; de la *statistique* qui énumère les diverses industries, la quantité et la qualité de leurs produits, suivant les temps et les lieux, les variations du coût de production et des prix de vente; de la *géographie industrielle* qui indique les lieux de provenance des matières premières, les centres de production manufacturière, les débouchés, les routes commerciales ; de la *législation industrielle* qui comprend la réglementation des différentes industries : les garanties de la propriété industrielle, brevets d'invention, marques de fabrique, le régime douanier, les impôts. Ce sont là des sciences ou des connaissances auxiliaires de l'économie politique. Nous avons bien fait et, à l'occasion, nous ferons encore un peu de tout

cela ; mais, en somme, l'économie politique est autre chose que la technologie, la statistique, la législation industrielle et le droit administratif.

APPENDICE

CHAPITRE XXIII

Du rôle de l'État en matière de production de la richesse.

Nous avons vu, au chapitre X, comment les physiocrates qualifiaient de *stériles* toutes les industries autres que l'industrie agricole. Il devait en être, à plus forte raison, ainsi des services rendus par les fonctionnaires publics et par les personnes exerçant les professions dites libérales. Rien de plus faux ou du moins rien de plus étroit qu'une pareille conception, surtout quand on l'applique à l'industrie manufacturière ou à l'industrie commerciale qui, au temps des physiocrates, était considérée comme comprenant l'industrie des transports : nous savons, en effet, que ces industries sont, et souvent dans une très large mesure, directement productives d'utilité et de valeur. La doctrine physiocratique eût été évidemment moins choquante si elle se fût bornée à exclure du domaine économique, du nombre des industries productives, les services rendus par les fonctionnaires publics et les professions *dites libérales*. C'est un peu ce que nous avons fait dans notre tableau économique de la production, tout en n'adoptant pas la terminologie physiocratique.

Il y a une certaine analogie entre les services non industriels rendus à la société par l'État et ceux que lui rendent des particuliers ; mais voici la grande différence : les services rendus par de simples particuliers sont soumis plus ou moins à la libre concurrence, comme toutes les autres industries ; ils doivent répondre à des besoins réels, et il n'est pas à craindre que l'offre de ces services excède d'une façon permanente la demande ; les avocats sans causes et les médecins sans malades ne sont en réalité ni des avocats ni des médecins, et ce qui est l'essentiel, au point de vue économique, ils ne prélèvent rien sur l'ensemble du revenu de la nation. Il en est autrement des services rendus par des fonctionnaires publics. Qu'ils soient ou non utiles, il sont assurés d'une rémunération ; ils peuvent être funestes. Les dépositaires du pouvoir peuvent se laisser entraîner à multiplier outre mesure des

fonctions qui sont un poids inutile pour la société, quelquefois une entrave pour l'industrie et le commerce.

Quel est donc le rôle de l'État en matière de production de la richesse? Conformément aux principes généraux posés dans le chapitre VI, nous dirons que l'État ne doit se faire ni agriculteur, ni manufacturier, ni commerçant, ni entrepreneur de transports. Tout cela est uniquement du domaine de l'activité privée. Ce n'est pas sur les forces collectives de la société représentée par l'État que l'on compte pour approvisionner le marché ; c'est bien plutôt l'État qui compte sur l'activité économique des individus pour se procurer la plupart des choses réclamées par les divers services publics. L'ordre économique ne demande donc pas à l'État des *produits*, mais des *services*, et encore ne lui demande-t-il qu'une espèce particulière de services, ceux qui ne peuvent être convenablement accomplis par un ou plusieurs individus et qui, d'autre part, profitent à tous sans qu'on puisse déterminer exactement la part d'avantages que chacun en retire : d'où il résulte que ces services ne peuvent être rémunérés que collectivement, au moyen de l'impôt. Nous savons quels sont ces services ; maintenir l'ordre, la paix, la sécurité, la justice dans les relations des hommes entre eux. Tout cela est résumé quelquefois dans cette formule économique peu élégante : l'État est *producteur de sécurité*. A ce titre, il doit faire la police du travail et de l'industrie. Qu'est-ce que cela comprend ? Jusqu'à quel point l'État peut-il, dans un intérêt de sécurité, de salubrité, de moralité et de justice, restreindre la liberté économique, qui consiste dans le droit d'exercer telle ou telle industrie et d'employer tel ou tel procédé de fabrication ? Il est difficile de poser une règle à ce sujet ; tout ce qu'on peut faire, c'est d'établir une comparaison entre les justes applications du droit de police de l'État, et les exigences déraisonnables qui se sont produites et dont quelques-unes ont à tort reçu satisfaction.

L'État a incontestablement le droit et le devoir de soumettre à des conditions spéciales la construction d'établissements incommodes, insalubres et dangereux. Il n'y a peut-être pas de très bonnes raisons en faveur de la limitation du nombre des personnes qui pourront exercer telle ou telle profession dans un rayon déterminé. En ce qui concerne les garanties de capacité, il semble qu'il y aurait lieu de distinguer les professions qui s'exercent avec publicité et s'adressent à une clientèle éclairée, et celles qui n'ont pas le même caractère. Quelle différence entre un courtier de commerce et un pharmacien ? L'officine du pharmacien est un lieu mystérieux et la plupart de ceux qui usent de ses produits sont incapables de les apprécier. Le courtier, au contraire, est en rapports avec des commerçants expérimentés. Qu'on limite le travail des enfants dans les manufactures, c'est fort bien ; mais que la loi, d'une manière générale, fixe le nombre d'heures de travail, c'est réellement entreprendre sur la liberté individuelle. Comment poser une

règle uniforme pour tous les climats, pour toutes les industries, pour toutes les saisons, pour les temps de presse comme pour ceux de chômage ?

Contrairement au principe que j'ai posé dans le chapitre VI et que je viens de rappeler, nous voyons, dans certains cas, l'Etat jouer un rôle économique actif comme producteur, et exercer l'industrie agricole, manufacturière, commerciale : L'Etat possède et exploite des champs et des forêts ; il a des manufactures d'armes et des arsenaux dans lesquels on construit des navires ; il fabrique et vend de la poudre ; il achète et revend du tabac. Expliquons-nous sur ces anomalies.

Il n'y a aucun intérêt public ou financier à ce que l'État exerce l'industrie agricole. Qu'il aliène ses domaines ruraux proprement dits ; la propriété privée en tirera meilleur parti. Quant aux fermes modèles, haras et bergeries, l'État ne les exploite pas en vue d'en retirer un bénéfice : tout cela rentre dans la classe des établissements d'instruction et d'éducation professionnelle ; il s'agit de former des agriculteurs, d'expérimenter des méthodes, des procédés, des machines, d'améliorer les races, de tenter des acclimatations. Quant aux forêts, il y a de bonnes raisons à invoquer en faveur d'un vaste domaine forestier de l'État. 1° Même au point de vue purement financier, c'est le genre de propriété rurale qui convient le mieux à l'État, parce qu'il est facile de la faire exploiter avec profit par un petit nombre d'agents et suivant des méthodes perfectionnées. 2° Les forêts constituent une richesse dont la conservation et la reproduction est mieux assurée par l'État que par l'intérêt privé, lequel s'accommode mal de ces aménagements séculaires qui font les belles forêts. 3° Enfin, et c'est là le point de vue capital, la disparition des forêts, dans certaines régions, est la principale cause de l'inconstance du climat, de l'irrégularité des saisons, de cette alternative de pluies diluviennes et de sécheresse persistante. Il ne faut donc pas seulement *conserver* le sol forestier du domaine public, il faut l'accroître, le *reconstituer*.

Voici maintenant l'Etat manufacturier dans ses fabriques d'armes, ses arsenaux, ses poudreries ; commerçant en tant qu'il achète et vend du tabac ; entrepreneur de transport, dans la régie des postes. L'Etat a une imprimerie à lui, l'Imprimerie nationale. Il a des prisons dans lesquelles il fait travailler les détenus, et il faut bien qu'il tire parti des produits, à moins d'occuper ces détenus à des travaux dérisoires. Je crois qu'on peut poser une règle d'appréciation générale de tous ces cas où l'Etat nous apparaît comme exerçant une industrie. La condition essentielle pour qu'une pareille pratique ne soit pas condamnable, c'est que l'Etat n'agisse pas, comme le fait un particulier, c'est-à-dire uniquement dans le but de réaliser un bénéfice. Il faut que ce bénéfice ne soit qu'une considération secondaire ; il faut que cette industrie exercée par l'Etat puisse, dans une certaine mesure, être as-

similée à un de ces services publics auxquels l'Etat ne peut pas se soustraire, en sorte que, avant de s'en charger, il ne se demande pas si l'opération sera ou non lucrative, mais seulement s'il y a un intérêt public à ce qu'il s'en charge. Ce criterium s'applique plus ou moins à tous les cas ; et qu'on ne dise pas que l'Etat, en se faisant marchand de tabac, par exemple, a uniquement pour but de réaliser un bénéfice : non. L'Etat a ici principalement pour but de percevoir plus sûrement pour lui et peut-être plus commodément pour le contribuable un impôt jugé d'ailleurs nécessaire. C'est l'Etat seul qui peut assurer la régularité et surtout l'universalité du service des postes, en faisant parvenir chaque jour son courrier à l'habitant du plus pauvre hameau. C'est par excellence une industrie d'Etat, et il est regrettable que les nécessités budgétaires ne permettent pas encore de l'assimiler à un service public, au point de vue de la gratuité. C'est par des raisons de police que l'Etat s'est réservé la fabrication de la poudre, se chargeant d'en approvisionner le public.

On a contesté la convenance qu'il y avait pour l'Etat à faire confectionner dans des établissements à lui certains produits dont il est un grand consommateur, tels que des armes, des navires. On a dit : *l'Etat fait bien, mais cher ;* on a même dit : *l'Etat fait cher et mal.* La première objection me toucherait peu dans une matière où il importe si fort de bien faire. La seconde objection serait infiniment plus grave ; mais, malgré certains faits invoqués à l'appui, elle peut être contestée. C'est là, d'ailleurs, une question qui ne peut être résolue d'une manière uniforme dans tous les pays.

LIVRE III

DE LA DISTRIBUTION OU RÉPARTITION DE LA RICHESSE.

CHAPITRE XXIV

Position du problème de la répartition. — Organisation du principe de justice : propriété et liberté des conventions. — Aperçu des solutions contraires.

La richesse doit être répartie entre ceux qui ont concouru à sa production. Produire, c'est *créer une valeur*. Cette valeur doit naturellement appartenir à celui qui l'a créée. Voilà la justice, la base de la répartition. L'application de ce principe serait très simple si quelqu'un, en montrant une chose, un produit, pouvait dire : c'est moi qui ai fait cela ! Mais personne n'est autorisé à parler ainsi, et il faut rechercher ce que chacun de ceux qui ont concouru à la fabrication d'un produit y a mis de valeur.

Avant d'aller plus loin, je mentionne ici deux solutions qui sont en opposition directe avec le principe de justice que nous venons de formuler. Ces solutions naïves sont la spoliation et la bienfaisance.

La spoliation affecte différentes formes : les deux types sont le brigandage proprement dit, et l'esclavage. Ils ont été plus ou moins élevés au rang d'institutions sociales. Cela n'est pas douteux pour l'esclavage qu'on a très bien qualifié de *spoliation préventive*. Quant au brigandage, on a vu et on voit encore des tribus guerrières vivre de rapine; mais, au lieu de piller les caravanes, elles lèvent en quelque sorte sur elles un tribut et leur délivrent un laissez-passer qui les garantit contre une agression ultérieure. Ce qu'on appelle société léonine n'est qu'une variété de l'esclavage; comme la guerre n'est souvent qu'un brigandage collectif. Plus d'un gouvernement barbare n'est, à l'encontre de ses sujets, qu'une entreprise de spoliation permanente analogue à celle des tribus guerrières et pillardes.

La bienfaisance est le contraire de la spoliation en ce sens qu'elle est un dépouillement volontaire, mais, au point de vue économique, c'est toujours l'attribution d'une valeur à ceux qui ne l'ont pas créée. C'est une question sur laquelle nous reviendrons au Livre V, en trai-

tant du meilleur emploi de la richesse ; mais tout le monde est d'accord sur ce point, que les hommes forment, avant tout, une société de travail et d'échange, et non pas une société de bienfaisance. On repousse la spoliation comme odieuse.

Il s'agit donc d'organiser le principe de justice : à chacun la valeur qu'il a créée. Voilà un vêtement de coton : à qui appartiendra la valeur, le prix de ce vêtement ? Il y a ici deux sortes de répartitions à faire : 1° Une répartition entre les diverses entreprises qui ont concouru à la confection du vêtement ; 2° dans chaque entreprise, une répartition entre ceux qui ont fourni les éléments de la production, l'emplacement, le capital, le travail. Comment procédera-t-on ? Par une série de libres conventions qui se réduisent à un échange : échange de produits ou de services. Le tisseur remboursera au filateur le prix du coton, plus ce qu'il lui en a coûté pour transformer le coton en fil. La répartition dans chaque branche d'industrie n'est pas moins simple. L'entrepreneur dira à chacun : à quelles conditions voulez-vous me donner votre concours ? On conviendra ainsi d'un loyer, d'un intérêt, d'un salaire. Ou bien on formera une société dont les bénéfices seront partagés sur le pied d'une évaluation des divers éléments de la production, emplacement, capital, travail, y compris le travail de direction de l'entrepreneur. Cet échange de produits et de services sera réglé par la concurrence, laquelle ramènera à de justes proportions les prétentions exagérées dans un sens ou dans un autre.

On a repoussé ce système de répartition. On a dit que cette liberté des conventions ne serait que la spoliation du faible par le fort. On veut bien la justice comme base de la répartition, mais la justice absolue, dont l'Etat est le seul organe ; et on imagine des juges chargés de répartir la richesse comme nous en avons dans nos tribunaux qui distribuent la justice. Quelle étrange conception !

Et d'abord, les procès que les juges ont à juger, si nombreux qu'ils soient, ne sont que des faits exceptionnels. Songez au contraire à l'immensité de cette tâche : distribuer à des centaines de millions d'individus la richesse qui coule incessamment par les mille canaux de la production !

En second lieu, toute fonction de ce genre, juge, répartiteur ou distributeur, suppose une loi, un code, un principe. Vous ne pouvez vous borner à dire à vos juges répartiteurs : Soyez justes ! Quel sera donc ce principe de justice auquel ils seront tenus de se conformer ? Les formules ne manquent pas : A chacun suivant ses œuvres, à chacun suivant ses besoins, à chacun une part égale. Et quand on aura adopté un principe, quelles délicates questions de fait pour reconnaître les mérites ou les besoins de chacun !

Enfin, on repousse la liberté des conventions comme pouvant dégénérer en injustice, et on prétend avoir des juges, des répartiteurs in-

faillibles. Mais les juges de nos tribunaux, si éclairés qu'ils soient, reconnaissent qu'ils peuvent se tromper. D'abord il y a des voies de recours contre leurs décisions. Puis, lorsque, après de minutieux débats, ils ont rendu une sentence, ils ne prétendent pas que ce soit la vérité, la justice absolue ; cela n'a qu'une valeur relative, entre les parties, si bien que tout individu qui y a intérêt et qui n'a pas été partie au procès, peut attaquer cette sentence. Aussi nos juges sont trop heureux lorsque deux plaideurs leur disent : Nous venons de nous mettre d'accord, vous n'avez pas besoin de rendre un jugement ! Les juges ne leur diront pas. « Vos accords nous sont suspects ; il ne sont peut-être pas « conformes à la justice. » — Vos juges répartiteurs de la justice, au contraire, se hâtent de nous dire : Vos accords sur la part qui doit revenir à chacun dans la richesse créée nous sont suspects ! Ce salaire est insuffisant ! cette forme d'association ne saurait nous convenir ! — Mais cela nous convient ; nous nous tenons pour satisfaits ! — Non ! ce n'est pas la justice !

La plupart de ceux qui réclament un nouveau mode de distribution de la richesse, en tout différent de celui qui a généralement prévalu, partent de ce faux point de vue que ce n'est pas la richesse qui manque, mais qu'elle est mal répartie. En guise de raisonnement, ils nous montrent des gens dénués de tout à côté de ces amas de richesses, de ces magasins qui regorgent de denrées, de produits de toute espèce. *Regorger* n'est qu'un mot. La vérité est que tous ces objets sont là pour être échangés. Voulez-vous dire à tout venant : Entrez et prenez ? Fort bien : mais demain le magasin sera vide, et qui le remplira ? Nous connaissons la réponse : La même justice présidera à la production et à la répartition, et, en même temps que nous dirons à chacun : *voilà votre part* ! nous lui dirons : *voilà votre tâche* !

Ainsi, quelque difficulté qu'on soulève, c'est toujours la même réponse. Ne craignez rien, ne vous préoccupez de rien ! L'autorité se charge de tout prévoir, de tout arranger. Cette distribution par voie d'autorité, c'est le fond de toutes les utopies, de tous les systèmes socialistes : c'est le communisme. Et cette solution est-elle nouvelle ? Elle est vieille comme le monde : c'est le régime patriarcal ; elle a été, avec le régime de la spoliation, contemporaine de l'origine des sociétés.

Mais le régime patriarcal n'est autre chose que le régime de la famille, et voilà précisément la grande source d'erreur : c'est de vouloir appliquer à la grande société humaine le même principe qu'à la famille en matière de répartition de la richesse. Dans la famille chaque individu reçoit des secours en proportion de sa faiblesse et de son incapacité : mais dans la société il ne doit plus recevoir qu'en proportion de sa capacité et des services qu'il rend. Cette règle pourra recevoir des tempéraments ; la société ne se désintéressera pas complètement

des faibles, des incapables, des déshérités; elle aura des crèches, des asiles, des hospices; mais la règle n'en subsistera pas moins, et si on essayait d'introduire dans la famille la loi de la société, ou dans la société la loi de la famille, quant à la répartition des richesses, ce serait la ruine de la société et de la famille, lesquelles sont solidaires l'une de l'autre.

Ainsi, dès qu'on tente de faire régler par l'autorité la répartition de la richesse, on est forcément amené à faire régler de même la production : c'est le communisme. Ce régime communiste, en dehors de la famille, pourra subsister pendant un temps dans des conditions exceptionnelles, dans une armée, sur un navire, dans un couvent; mais il y a là des mobiles particuliers, une nécessité suprême, l'enthousiasme guerrier ou religieux. Ajoutez une discipline de fer, des châtiments terribles qui viennent, au besoin, soutenir l'enthousiasme défaillant. Mais la trame de la vie n'est pas faite d'abnégation et d'enthousiasme. Tout système, tout arrangement humain, peut durer un temps grâce au génie ou à la vertu des chefs, à l'enthousiasme de quelques disciples, mais ne saurait être imposé à la société entière et durer toujours, en faisant une continuelle violence à tous les instincts de l'homme. Si quelques groupes d'individus peuvent s'organiser d'après le principe communiste, c'est qu'ils ne sont qu'un infiniment petit eu égard à la grande société humaine, qui les soutient, dont ils vivent, dans laquelle ils se recrutent. S'il y a des couvents d'hommes et de femmes dont les membres sont uniquement occupés de prières et vivent d'aumônes, et si ces couvents sont là depuis des siècles, c'est qu'apparremment ils comptent, pour vivre et se recruter, sur la société dans laquelle on travaille, on produit, on se marie et on a des enfants.

C'est surtout à propos de la répartition de la richesse que les systèmes socialistes croient pouvoir se donner carrière; et l'examen critique de ces systèmes est une partie essentielle de notre tâche. Mais nous ne saurions évidemment commencer par là; il faut à nos études un base plus solide. Une première partie sera donc consacrée à étudier la solution du problème de la répartition que la raison, le bon sens, l'utilité sociale ont fait prévaloir chez toutes les nations civilisées. Dans une seconde partie nous examinerons les principales doctrines dissidentes.

PREMIÈRE PARTIE

SYSTÈME DE RÉPARTITION FONDÉ SUR LA PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE ET LA LIBERTÉ DES CONVENTIONS.

SECTION I

Les bases de la répartition.

CHAPITRE XXV

De la propriété.

La propriété se retrouve dans tous les aspects de l'activité économique. En vue de la production, différentes personnes mettent en commun quelque chose qui leur appartient. La répartition s'opère en attribuant à chacun, en pleine propriété, une part de la richesse créée. L'échange consiste dans une acquisition et un transfert de propriété. Quelque effort d'imagination qu'on fasse, il est difficile de se représenter une société dans laquelle le droit de propriété serait complètement inconnu, où personne ne pourrait dire de quoi que ce soit : Cela est à moi, cela m'appartient. C'est à la propriété de la terre, comme à celle qui a été le plus généralement contestée, que je m'attache dans la démonstration suivante, laquelle peut se ramener à quatre points principaux : démonstration historique, tirée de l'universalité et de la permanence du droit de propriété ; démonstration rationnelle, tirée de la nature même de l'homme et du but et de la destinée humaine ; démonstration économique, tirée de l'utilité sociale du droit de propriété, considéré comme phénomène économique ; enfin ce que j'appellerai démonstration par l'absurde, qui consiste à mettre en évidence les conséquences désastreuses qu'entraînerait la suppression d'ailleurs irréalisable du droit de propriété. Je terminerai par la réfutation directe de quelques objections.

I. L'histoire atteste l'antiquité et l'universalité de la propriété. Dès que la société civile a commencé avec la vie sédentaire, elle s'est fondée sur la base de la propriété, sur l'énergique occupation de la terre. Mais, dit-on, l'esclavage aussi est vieux comme le monde : en résulte-t-il qu'il soit légitime ? Non sans doute, mais voyez la différence : la loi romaine tout en reconnaissant que l'esclavage est admis par tous les peuples, le déclare contraire à la loi naturelle. Est-ce que la nais-

sance du droit de propriété a été marquée par l'usurpation et la violence, comme cela eut lieu lorsque le plus fort contraignit le plus faible à le servir ? Non. Rien de plus faux que l'assertion de Rousseau : « L'usur- « pation a commencé le jour où un homme, ayant enclos un champ, « a dit : ceci est à moi ! » Non, personne alors ne cria à l'usurpation. Les tribus de chasseurs et de pasteurs ne purent voir qu'avec satisfaction une population nouvelle qui laissait intacte leurs territoires de chasse et leurs pâturages. C'est là une histoire que nous avons eue sous les yeux dans l'Amérique du Nord. S'il y a eu usurpation, ça été de la part des gens violents, méprisant le travail et préférant s'approprier le fruit du travail des autres. On ne soumet pas aisément une tribu de chasseurs ou de pasteurs nomades, tandis qu'une tribu d'agriculteurs attachés au sol est une proie facile.

L'histoire nous montre donc partout, à l'origine, l'établissement nécessaire, lent, pacifique, de la propriété du sol ; et, au nom de l'histoire, on ne peut faire le procès qu'à ceux qui ont attenté par la violence au droit de propriété. Ce droit, comme toutes les choses saintes et sacrées, était symbolisé chez les anciens dans un dieu, le dieu Terme, dont l'image grossière s'élevait sur les limites des champs, pour rappeler à tous le respect dû à la propriété. Elle figurait aussi parmi les divinités de Rome placées au Capitole, et la tradition disait que, lorsque nos sauvages aïeux, les Gaulois, y pénétrèrent en vainqueurs, l'immuable dieu Terme fut la seule divinité qui résista aux efforts tentés pour la renverser. La tradition, expression naïve d'un sentiment populaire et vrai, signifiait que le droit de propriété est le fondement inébranlable de la société. — Tels sont les enseignements de l'histoire.

II. Mais, si la propriété est ainsi un fait constant et universel, cela ne prouve-t-il pas qu'elle est un instinct primitif de l'homme, une loi de sa nature, une condition de son développement intellectuel et physique, comme l'instinct de la sociabilité ? L'homme est une intelligence, une volonté, une force essentiellement active ; or, cette volonté, cette activité, ne sauraient consister uniquement dans des déterminations intérieures ; elles tendent à se manifester extérieurement par des actes, et la première de ces manifestations est précisément de prendre possession de quelque chose hors de soi, de le façonner, de le marquer de son empreinte, et de dire : Ceci est à moi ! L'homme croit que le monde a été fait pour lui, que la nature n'est rien sans l'homme qui la comprend, la reflète, qui, peu à peu s'élève à l'intelligence de ce majestueux ensemble de la création. C'est une des plus vénérables traditions du genre humain que l'homme a reçu la mission divine d'achever la création, de soumettre la terre à sa domination et de la transformer par la science et l'industrie. Or, la prise de possession du sol, la propriété individuelle, est la condition indispensable de cette con-

quête, de ces transformations. L'occupation vague et incertaine du sol, c'est la barbarie ; la civilisation, la véritable histoire de l'humanité a commencé le jour où l'homme ayant conscience de sa destinée, a dit : La terre est à moi ! et y a pris racine.

Bentham a écrit : « Avant les lois, il n'y a point de propriété ; ôtez « les lois, toute propriété cesse. » Rien de plus inexact : c'est confondre le droit et la garantie du droit. D'ailleurs que signifient ces mots : *avant les lois* ? Conçoit-on une société, si rudimentaire qu'elle fût, qui ait subsisté sans lois ? A défaut d'une loi écrite, il y avait une coutume, un usage : la propriété a été un de ces usages avant qu'aucune législation s'en soit occupé.

Loin d'être le fondement du droit de propriété, les lois, des lois iniques, y ont souvent porté atteinte en autorisant des spoliations, des confiscations odieuses. D'autre part, la loi civile est sagement intervenue pour modérer le penchant de l'homme à l'appropriation, comme elle l'a fait en réglant l'exercice de la liberté individuelle. La notion de propriété est en effet si naturelle à l'homme qu'il l'avait appliquée à des choses qui n'en sont pas susceptibles : puissance dominicale, paternelle, maritale, pouvoir politique.

III. En s'occupant du droit de propriété, les jurisconsultes n'ont pas songé à en établir la légitimité, qui n'était contestée par personne. C'est à la science économique que revient l'honneur d'avoir présenté la plus solide défense du droit de propriété, soit en comblant les lacunes des théories juridiques, qui ne se sont pas préoccupées de la question, soit en repoussant victorieusement les objections des écoles socialistes ou communistes.

Tout peut se résumer dans ce mot : *la propriété est un phénomène économique*. Il importe de bien se rendre compte de cette formule.

La propriété est un phénomène économique qui se produit d'après des règles certaines que la raison indique et que l'expérience de tous les temps a confirmées. Elle est une condition du progrès en tous genres ; elle apparaît avec la civilisation ; elle a plus ou moins d'énergie, d'intensité ; plus elle est complète, plus elle correspond à un état économique et social avancé. Elle est fondée sur la justice et sur l'utilité sociale qui sont une seule et même chose[1]. La justice et l'utilité

1. Il y a des gens qui entendent d'une façon singulière ces idées de justice et d'utilité. Selon eux il faudrait examiner dans chaque cas particulier s'il est utile que tel individu soit propriétaire de telle ou telle chose. Vous avez un champ que vous cultivez ou faites cultiver par des ouvriers sous votre surveillance : on vous le laisse. Vous y mettez un fermier : vous ne faites plus rien pour cette terre, on vous l'enlève. Vous avez un terrain à bâtir dans une ville : que faites-vous pour ce terrain ? rien : on vous l'enlève. Vous y bâtissez une maison : une fois la maison bâtie, vous ne faites plus rien pour la conservation de ce capital de pierre : on vous l'enlève. Telles sont les élucubrations contenues dans le tome Ier du *Manuel d'économie politique* de M. Wagner (*Lehrbuch der politischen Œkonomie*, I, §§

sociale sont d'accord pour assurer la propriété et la libre disposition de toute valeur économique à celui qui l'a créée par le travail et par l'épargne.

La tribu de chasseurs ne fait rien pour la terre et ne lui demande rien. Quelle raison y aurait-il de lui assurer la propriété d'une terre dont elle ne se soucie d'ailleurs nullement. Il suffit au chasseur d'avoir la propriété de ses instruments de chasse.

Que fait le pasteur nomade pour la terre? Rien. C'est une occupation vague, temporaire. La famille sera propriétaire de sa tente, de son pauvre mobilier, du troupeau qu'elle soigne, qu'elle conduit. La justice et l'utilité sociale le veulent ainsi : supprimez cette propriété, et aussitôt l'industrie pastorale, premier germe de civilisation, disparaît[2].

Nous voici au premier âge de la vie agricole. La terre abonde par rapport à une population clairsemée ; on fait de l'agriculture *extensive*, changeant d'année en année l'emplacement de l'industrie. L'occupation de la terre n'est pas très énergique ; on n'éprouve pas le besoin d'une appropriation définitive. Quelle est la propriété qu'il importe de garantir au cultivateur? La propriété des fruits qu'il a obtenus par son travail ; la propriété du capital d'exploitation, animaux de culture, instruments aratoires, car c'est la chose rare, coûteuse, la vraie richesse. Nous voyons encore aujourd'hui, dans les pays où se rencontrent ces conditions économiques, chez les tribus arabes, par exemple, que la terre est périodiquement répartie entre les diverses familles en proportion du capital de culture que chacune possède.

Lorsque enfin, la population plus dense, définitivement sédentaire, doit se livrer à la culture *intensive*, c'est-à-dire demander chaque année à la même parcelle de terre des fruits de plus en plus abondants, on ne peut arriver à ce résultat qu'en assurant à un individu la propriété de cette parcelle sur laquelle il doit accumuler des capitaux considérables, à laquelle il doit faire, en clôtures, constructions, plantations, amendements, en travaux de desséchement, d'irrigation, de drainage, des avances qu'une longue jouissance peut seule lui restituer.

Nous retrouvons ici les principes que nous avons établis à propos de la formation du capital par l'épargne. La justice et l'utilité sociale

350 et 357). On ne saurait trop admirer l'intrépidité avec laquelle M. Wagner a intitulé son livre : *Manuel d'économie politique de Rau complètement remanié*. Représentez-vous Proudhon publiant ses *Contradictions économiques* sous le titre de *Nouvelle édition du Cours d'économie politique de J.-B. Say* ou *de Rossi*. — J'aime encore mieux la plaisanterie connue : on laissera les maisons aux propriétaires, mais ils payeront les locataires qui en sont les conservateurs !

2. Il faut appliquer ici la théorie juridique de la possession. Oui, la possession est le fondement de la propriété, mais à la condition qu'on possède *animo domini*, avec l'intention de devenir propriétaire. Le pasteur nomade n'a pas cet esprit.

commandent d'attribuer la libre disposition du capital à celui qui l'a créé par le travail et l'épargne. La terre rendue propre à la culture, n'est, jusqu'à un certain point, qu'une forme de capital. C'est l'homme qui crée la terre, le sol cultivable, et nous savons que, dans bien des cas, cela est littéralement vrai.

La propriété, l'appropriation, a donc toujours existé : seulement cette appropriation a eu les caractères que comportait l'état économique du temps. Les divers modes d'appropriation sont un des objets essentiels de l'économie politique.

On dit quelquefois qu' « à l'origine il y avait une propriété *collective*, « tout appartenant par indivis aux divers membres de la commu- « nauté, et qu'ensuite la propriété est devenue *individuelle* ». On a abusé de cette opposition [3] ; et la vérité est bien plutôt que la propriété a toujours appartenu à la famille ; qu'il y a toujours eu appropriation au profit de la famille; seulement, la famille a subi deux transformations en sens contraire. La famille est l'unité sociale, l'unité économique. Il y a une liaison étroite entre l'idée de famille et l'idée de propriété. On ne conçoit pas la famille sans un patrimoine, sans quelque chose qui lui appartient en propre et qui se transmet de génération en génération par voie d'héritage ; dans la langue du droit, *héritage* est synonyme de propriété foncière, de fonds urbain ou rural, et le propriétaire vigilant s'appelle un *bon père de famille*. Le premier propriétaire fut donc, dans la mesure que j'ai indiquée ci-dessus, une famille de chasseurs, de pasteurs ou d'agriculteurs. Qu'arriva-t-il ensuite ? Cette propriété collective de la famille persista quelque temps encore après que la famille se fut accrue au point de devenir la tribu. Mais quand la tribu est devenue la cité, alors on a senti le besoin de revenir à la notion naturelle de la famille : le père, la mère, les enfants, ceux qui vivent sous le même toit. C'est entre eux qu'existe cette copropriété, ce *condominium* en vertu duquel l'héritier est considéré non pas comme investi d'une propriété nouvelle, mais comme continuant une propriété à laquelle il participait déjà. C'est là-dessus qu'est basée la légitime, la réserve héréditaire.

IV. Demandons-nous maintenant quelles pourraient bien être les conséquences de la suppression du droit de propriété ? Il est facile de crier : *à bas la propriété !* de piquer la curiosité et de rassembler les badauds en criant : *la propriété, c'est le vol !* Si, par le hasard des révolu-

3. Il me semble que là est l'explication du malentendu qui est le fond de la thèse soutenue par M. de Laveleye sur la date récente de la propriété individuelle (*De la propriété et de ses formes primitives*). Le spirituel écrivain s'est laissé emporter par son imagination dans le tableau qu'il a tracé des anciennes communautés de village. Cette glorification de la vie barbare est tout à fait dans la manière de Rousseau opposant la vie sauvage à la civilisation. Quant aux divers procédés que propose M. de Laveleye pour arriver à la nationalisation du sol, ce sont des conceptions complètement chimériques.

tions, le pouvoir dictatorial le plus absolu était remis aux mains de ces ennemis de la propriété, ils ne pourraient se borner à une loi ou décret portant : *La propriété est abolie!* que mettre à la place ? Il faudrait bien que cette abolition fût accompagnée d'un décret organique.

Il y a des gens qui entendent naïvement la chose : on prendrait aux uns pour donner aux autres. C'est pour le coup que les spoliés crieraient avec raison : la propriété, c'est le vol ! On propose un partage égal du sol par têtes ou par familles. Cela encore n'est pas une solution. Ce n'est d'ailleurs que la confirmation du droit de propriété. Aurait-on la prétention d'avoir établi l'égalité dans la propriété ? Il faudrait refaire le partage à chaque génération.

La propriété du sol sera *nationalisée!* L'Etat n'est-il pas propriétaire de forêts ? J'ai dit, au chapitre XXIII, pour quelles raisons un domaine forestier considérable est dans les convenances de l'État ; mais comment exploiterait-il tout le sol cultivable de la France ? Sera-ce directement par voie de régie ? Y aura-t-il des entrepreneurs de culture ? des fermiers ? Tout le monde voudra être surveillant, régisseur, fermier, fonctionnaire public. L'industrie agricole ainsi transformée en service public, toutes les autres industries ne tarderont pas à subir la même transformation ; c'est le vœu secret des ennemis de la propriété, ce sera le communisme.

On s'effraye de ce communisme monstrueux appliqué à une nation de quarante millions d'individus, et on propose d'y substituer une simple collectivité, de substituer à la nation un groupe plus restreint : la commune. Le domaine communal embrassera tout le sol de la commune. On invoque encore ici l'existence d'un domaine forestier communal, de pâturages communs. Je fais la même réponse : Je comprends la propriété et même la jouissance commune de la forêt ; la distribution en nature d'une partie de ses produits, les coupes affouagères ; le pâtre commun qui conduit dans les pâturages communs les animaux appartenant aux habitants de la commune ; mais il en est autrement des champs, des vignobles, des vergers, des jardins. Il y a de plus contre le *collectivisme* communal une objection particulière. Je suis citoyen français ; je ne veux pas être renfermé dans cette collectivité restreinte, réduit à cette copropriété indivise d'un misérable hameau perdu dans les montagnes!

Dans tous ces essais de propriété collective, on arrive à la propriété collective de la famille, c'est-à-dire au point où nous en sommes, car la propriété de la famille, c'est la propriété individuelle.

On peut bien par des cris de guerre : A bas la propriété ! La propriété c'est le vol ! jeter le trouble dans quelques esprits timides ; personne, au fond, y compris ceux qui crient le plus fort, ne considère la chose comme réalisable. La suppression de la propriété ! Mais, si on

la croyait seulement possible, plus ou moins probable à une date éloignée, sans en attendre les effets réels, on verrait ce qui se passerait ! On ne bâtirait plus ; on étayerait les maisons menaçant ruine tout juste assez pour les empêcher de tomber. On ne planterait plus. On se bornerait à demander au sol quelques maigres produits qui ne réclament ni avances, ni culture sérieuse. On vivrait au jour le jour. Il se produirait dans la société un désarroi universel, quelque chose d'analogue à ce qui se passa dans la chrétienté un peu avant l'an 1000 de l'Incarnation, qu'une croyance très répandue faisait considérer comme devant être l'année de la fin du monde.

La suppression de la propriété produirait des conséquences économiques désastreuses ; ses effets moraux ne seraient pas moins déplorables. C'en serait fait de toute individualité, de toute liberté, de toute dignité. Tout ressort intellectuel et moral serait détruit.

Mais d'ailleurs nous avons sous les yeux les différents types d'organisation sociale correspondant au degré de respect dont est entourée la propriété : les peuplades barbares de l'Afrique ; les pasteurs nomades de la haute-Asie ; les grands empires de l'Asie ; les pays civilisés de l'Europe. On sait ce que sont ces sanguinaires royaumes de l'Afrique. Passe encore pour les pasteurs nomades, si on fait fi de la civilisation, des arts, des sciences ; et je comprends à la rigueur les admirations de M. Play pour ces pasteurs de la haute-Asie... vus de loin. Mais pour de grands Etats, comme ils sont aujourd'hui constitués, l'insécurité résultant de ce que la propriété y est livrée au caprice du souverain, est le dernier degré de l'abjection. Montesquieu a dit que les pays sont cultivés en raison de la liberté dont on y jouit ; on peut ajouter que la liberté est en raison du respect dont est entourée la propriété individuelle.

V. Indépendamment de la démonstration générale qui précède, il est bon de répondre directement à quelques objections qu'on semble reproduire avec d'autant plus d'insistance qu'elles ont moins de valeur.

On conteste la valeur de notre double démonstration historique et économique. En voici la confirmation éclatante par des faits que nous avons sous les yeux. Je les emprunte à qui a eu cette extraordinaire fortune, de passer en deux siècles de la vie sauvage à la civilisation la plus avancée. Lorsque les premiers colons anglais mirent le pied sur la terre qui, sous le nom de Nouvelle-Angleterre, devait être le berceau de la grande République américaine, ils laissèrent d'abord la propriété du sol en commun. Certes, si jamais le comunisme a eu quelque chance d'être pratiqué avec succès, c'était bien par ces hommes d'une vertu rigide, par ces fermes croyants, qui abandonnaient leur patrie bien moins pour courir après la richesse que pour conserver la liberté de leur foi religieuse. Qu'arriva-t-il ? tout languissait sur ces froides terres qui avaient besoin d'une culture énergique ; on n'obtenait que de

faibles produits, juste assez pour vivre. On se décida alors à partager la terre par familles ; on reconnut que la propriété individuelle est la condition véritable du sol comme de tous les autres biens, et on entra dans la voie de cette prospérité qui n'a fait que s'accroître depuis et qui a donné les résultats que chacun sait.

On dit encore : l'inégale répartition de la propriété prouve qu'elle a été fondée par la violence. Il y a dans cette proposition une double erreur : 1° ce n'est pas la violence qui a fondé la propriété ; son établissement s'est imposé par des raisons économiques que nous avons indiqué plus haut. 2° C'est d'ailleurs une erreur de croire que la violence et la ruse soient les causes premières de cette inégalité dans la répartition et de la propriété du sol et de la richesse en général. « On se « laisse trop influencer par le souvenir des violences et des injustices du « passé. Les deux grands faits de ce genre (les conquêtes territoriales « qui ont livré à des races victorieuses les biens et parfois les person- « nes des vaincus ; les privilèges que se sont attribués les classes gou- « vernantes) ne se seraient pas produits, qu'il n'en aurait pas moins « existé des classes pauvres et réduites au prolétariat [1]. » Cette inégalité est la conséquence de l'inégalité naturelle qui existe entre les hommes, inégalité au point de vue de la force du corps, de l'intelligence, du goût pour le travail, de l'esprit de conduite, des accidents plus ou moins fâcheux qui atteignent les uns et épargnent les autres. Il est puéril de dire : liquidons et recommençons sur nouveaux frais.

Il est abusif, a-t-on dit, de donner une telle extension au droit du premier occupant, et d'en faire le fondement d'un droit de propriété perpétuel. Chaque nouveau venu doit avoir le même droit, mais vous avez tout pris ! — Il y a là une double erreur. Il n'y a pas eu abus ; les premiers occupants, ceux qui ont défriché, assaini, planté, bâti, ont fait une œuvre bonne en soi, utile, nécessaire. Ils auraient dû réserver la part des générations futures ? Mais quelle part ? cela n'est pas sérieux. Allez donc dire aux mineurs d'aujourd'hui de ne pas trop extraire de charbon des mines afin qu'il en reste pour les mineurs de l'avenir. D'ailleurs, il n'est pas vrai qu'on ait tout pris : il y a encore de la terre à occuper dans le monde ; seulement il faut aller la chercher plus loin, comme il faudra aller chercher le charbon toujours plus bas. En réalité, ce qu'on voudrait occuper, ce n'est pas la terre vierge de travail humain ; c'est la terre déjà occupée depuis longtemps, défriché, arrosable, à proximité de routes, de canaux, de chemins de fer, de centres populeux.

On insiste sur ce droit abusif du premier occupant et on dit : le premier occupant est assez payé lorsqu'il a une fois recueilli les fruits ; tout autre a un droit égal sur cette terre. Est-ce que le chasseur et le pêcheur acquièrent le droit exclusif de chasse et de pêche là où ils ont

1. M. Hippolyte Passy, *De l'inégalité des richesses et des causes qui la produisent.*

une fois chassé ou pêché ? On ne répond pas à de pareils arguments.

On a dit : puisque nous ne pouvons plus occuper la terre partout envahie (ce qui n'est pas vrai), rendez-nous du moins ces droits primitifs de chasse, de pêche, de cueillette des fruits sauvages ! Est-ce sérieusement qu'on parle ainsi ? Se fait-on une idée nette de ce que serait ce retour à la vie sauvage ? On feint de s'apitoyer sur le sort du malheureux qui tombe au milieu d'une société où la terre est appropriée. Robinson, au moment où il croyait son naufrage complet, eût été trop heureux qu'il en fût ainsi.

On a fait encore ce beau raisonnement : point de travail sans capital ; or, tout capital, substances minérales, végétales, animales, vient de la terre ; il faut donc que chacun ait un peu de terre, sans quoi il est privé des éléments indispensables du travail. Rien de plus puéril que ce raisonnement. Dans l'état économique primitif, alors que les hommes viennent à peine d'échanger la vie aventureuse et nomade du chasseur et du pasteur contre la vie sédentaire et agricole, la terre est à peu près l'unique source de revenu ; il n'y a ni art, ni industrie, ni commerce, et celui qui n'a pas un champ à cultiver est exposé ou à mourir de faim, ou à tomber dans la dépendance d'un propriétaire foncier pour lequel il travaille moyennant un salaire qui se réduit à une nourriture grossière ; souvent même, à ce prix, il accepte l'esclavage. J'ai déjà signalé ce fait de l'esclavage volontaire, accepté, sollicité comme un bienfait dans un temps où certes la terre ne manquait pas et s'offrait de toutes parts à l'occupation : c'est que déjà alors on faisait une grande différence entre la terre déjà appropriée et celle qu'il fallait aller chercher au loin, conquête que la pénurie des capitaux et l'insécurité propre à ces temps de guerre et de violences rendaient difficile, dangereuse et précaire.

La situation est-elle donc la même aujourd'hui ? Peut-on dire de tout individu qui ne possède pas quelques parcelles du sol qu'il est sans ressources ? Il s'en faut bien. L'industrie et le commerce ont tellement multiplié les sources du revenu, donné un si prodigieux développement à la richesse mobilière, que la propriété du sol est loin d'être la forme de la richesse la plus importante, la plus enviable, la plus recherchée.

VI. Faisons un inventaire sommaire des fortunes privées, et voyons combien il y a de ces déshérités qu'on nous représente comme réduits à regretter cet âge d'or de la chasse, de la pêche et de la cueillette.

Et d'abord il ne faut pas croire que la propriété du sol ait été accaparée par un petit nombre d'individus. On estime que, en France, sur 7.600.000 chefs de famille, il y a 5.500.000 propriétaires.

On évalue à sept ou huit milliards la dette hypothécaire assise sur la propriété foncière. De combien de ces créanciers ne peut-on pas dire qu'ils sont plus propriétaires que le titulaire lui-même.

Dans un intérêt social, notre législation sur les mines a créé une nouvelle et importante espèce de propriété, la propriété du sous-sol.

Quelles richesses représentent les innombrables usines de l'industrie manufacturière ! Il n'y a pas là de propriété foncière proprement dite : seulement quelques mètres carrés, l'emplacement de l'industrie.

Il en faut encore moins à ce commerçant devant la signature duquel s'ouvrent toutes les caisses du monde. Dites lui d'acheter une terre, il vous répondra qu'il se soucie peu de distraire ses capitaux d'un commerce lucratif pour les immobiliser. Il achètera tout au plus un cottage, une maison de plaisance.

Quelles richesses, quel énorme capital représente l'industrie des transports, chemins de fer, flotte commerciale ! Grâce à l'assurance, un navire est une propriété aussi solide qu'un champ.

Pour quelques milliers de patrons, de chefs de toutes ces entreprises industrielles, il y a des millions de gens qui en vivent : ouvriers, contre-maîtres, ingénieurs, actionnaires, obligataires.

Les rentes sur l'État, qui ne se sont que trop accrues, constituent au profit des créanciers une propriété aussi légitime que bien garantie, car prêter à l'État, c'est prêter à tout le monde.

Une œuvre d'art, un livre, la découverte d'un procédé ingénieux, les dessins et modèles de fabrique, les marques de commerce constituent des propriétés garanties par la loi, propriété artistique, littéraire. [1]

Que nous sommes loin du temps où la terre était l'unique source de richesse, ou être riche, c'était *avoir des biens au soleil* !

Enfin, indépendamment de tant de sources nouvelles de la richesse, l'État ne possède-t-il pas un domaine public, un immense outillage, dont la jouissance commune offre à tous, avec les agréments et les commodités de la vie, des facilités pour arriver à la fortune ?

Si la propriété est, encore aujourd'hui, exposée à des attaques intelligentes, ce n'est pas qu'elle soit vicieuse en elle-même et dans son principe ; c'est que de mauvaises lois en ont, à d'autres époques, altéré le caractère. Quand la propriété du sol, concentrée dans les mains de la noblesse et du clergé, était un privilège, alors surtout que ce privilège n'avait plus aucune raison d'être ; quand la portion du sol accessible au bourgeois, au roturier, au vilain, était grevée de mille charges aussi lourdes qu'humiliantes dont était affranchie la portion bien plus considérable qui appartenait aux deux premiers ordres de l'État ; quand ceux-ci étaient exempts de l'impôt considéré comme avilissant, tandis que le manant était taillable et corvéable à merci ; lorsqu'il n'y avait pour le travail, sous toutes ses formes, ni sécurité, ni liberté, on comprend les attaques contre la propriété telle qu'elle était organisée.

1. Je rappelle ici la remarque que j'ai faite à la fin du chapitre XXIII sur les limites de l'économie politique. Ce serait empiéter sur le domaine du droit industriel, que d'examiner en détail la législation sur les brevets d'invention, la propriété littéraire et artistique, les marques de fabrique.

Tout cela est bien changé. La propriété du sol n'est plus un privilège ; elle est accessible à tous ; elle a le même caractère dans toutes les mains ; il n'y a plus de biens nobles, ecclésiastiques, roturiers ; tous payent les mêmes impôts ; tous appartiennent à des citoyens. Rien n'entrave la transmission de la propriété par des considérations tirées de la qualité des biens ou des personnes. La propriété foncière est tout simplement une valeur, un capital comme un autre, généralement moins productif qu'un autre, recherché par ceux-ci, dédaigné par ceux-là. Et voilà, pour le dire en passant, ce qui réduit d'un seul coup à néant toutes les objections contre la propriété de la terre. Elle est le fruit de l'épargne, ceux qui la possèdent l'ont acquise par héritage ou par contrat et la transmettent de même. Ceux qui veulent vivre dans le luxe, sans travailler, voient peu à peu leur patrimoine passer aux mains de ceux qui travaillent et épargent.

CHAPITRE XXVI

Des conventions en vue de la répartition de la richesse. — Le régime de l'entreprise.

Le système de répartition que nous allons étudier peut se présenter sous trois aspects différents : 1° le *régime de l'entreprise pure*, dans lequel l'entrepreneur traite avec les représentants des divers éléments de la production et s'assure leur concours moyennant un prix déterminé à l'avance, quel que soit le résultat de la production : une rente au propriétaire fermier, un intérêt au capitaliste, un salaire à l'ouvrier. De là les contrats de louage et de prêt, louage de choses et louage de services. 2° Dans le *régime de l'association pure*, on évalue l'apport de chacun et on distribue les bénéfices proportionnellement à ces évaluations. Il peut se faire qu'il n'y ait que des pertes à supporter. 3° On conçoit un *système mixte* dans lequel le propriétaire, le capitaliste et l'ouvrier stipulent une somme fixe et de plus une part dans les bénéfices de l'entreprise. On distingue alors les deux éléments de la rémunération en disant que le capitaliste reçoit un *intérêt*, c'est la somme fixe, et un *dividende* plus ou moins considérable. Lorsque l'on considère principalement la situation qui est faite, dans ce régime, à l'ouvrier, on l'appelle le régime de *la participation aux bénéfices*. Toute production de la richesse ne donne pas lieu à une répartition proprement dite : Supposez en effet un propriétaire qui possède les capitaux nécessaires et suffit par son travail personnel à une modeste exploitation. Mais, même dans

ce cas, il sera utile de rechercher ce qui, dans le revenu total qu'il garde, représente la rente de la terre, l'intérêt du capital, le salaire du travail ; il verra par là s'il ne conviendrait pas mieux de donner sa terre à bail, de prêter son capital, et de tirer autrement parti de son travail. C'est ainsi qu'un commerçant, pour voir clair dans ses affaires, personnifie en quelque sorte les divers éléments de sa situation commerciale : établit une série de comptes entre ces personnes fictives, marchandises, caisse, effets à payer, profits et pertes, créditant chacune de ce qu'elle donne, la débitant de ce qu'elle reçoit.

On dit donc : *la part* du travail, de la terre, du capital. On pourrait dire : la part du travailleur, du propriétaire, du capitaliste[1]. Cette part, considérée au point de vue de la personne à laquelle elle est attribuée, constitue pour elle un *revenu*. Le résultat de l'activité économique pendant une période déterminée est une certaine quantité de *produits* dont chacun prend sa part, et cette part, *ce qui lui revient*, c'est son revenu. Au lieu de *part*, on peut donc dire le *revenu* de chacun de ceux qui fournissent quelque élément de la production.

Dans le langage usuel on dit qu'un propriétaire vit du *produit* ou du *revenu* de son champ. Est-ce à dire que *produit* et *revenu* soient synonimes ? Non ; le revenu n'est qu'une part du produit. Si vous supposez ce propriétaire exploitant lui-même son champ, la totalité du produit, *produit brut*, ne sera pas son revenu, car dans la valeur de ce produit brut il faut d'abord retrouver la valeur entière du capital circulant consommé et l'usure du capital fixe. Le revenu est donc le *produit net*. C'est sur son revenu ou produit net qu'on vit, du moins c'est la seule chose qui puisse être consommée en entier sans porter atteinte au fonds, à la puissance productive. Dans le cas contraire, *on mange son fonds avec le revenu*.

Dans le régime de l'entreprise, le propriétaire, le capitaliste et l'ouvrier sont, dans une certaine mesure, désintéressés des résultats de la production. La préoccupation de l'entrepreneur qui fait tous les frais de l'entreprise, est au contraire d'obtenir la plus grande somme de produits possible afin d'avoir un produit net, qui est son bénéfice, son revenu à lui. Ainsi ce qui est *frais de production* pour l'entrepreneur (fermage, intérêt, salaire) constitue précisément le *revenu* des autres et il ne manque pas de gens qui font ce raisonnement : Qu'importe que les frais de l'entrepreneur augmentent, puisque le revenu du plus grand nombre s'accroît d'autant ? Nous reviendrons là-dessus en parlant de la *part de l'entrepreneur* dont on semble faire si bon marché. Je note

1. Je rappelle ici la critique de cette terminologie par Rossi. Voir chapitre XI, note 1. — M. Louis Blanc a des scrupules d'un autre genre et plus sérieux : il donnerait bien une rémunération au capital ; malheureusement, quand le moment arrive de toucher cette rémunération due au capital, ce n'est pas le capital qui se présente, c'est le capitaliste !... V. chapitre XLI.

seulement ici la conclusion erronée que J.-B. Say a tirée de la remarque que je viens de faire sur les rapports entre l'entrepreneur et les divers agents de la production : « Pour une nation, dit-il, il n'y a « pas lieu de distinguer entre le revenu brut et le revenu net ». Non : il faut que le produit brut de toutes les entreprises comprenne autre chose que le revenu de toutes les personnes qui y ont participé, car dans ces produits s'incorporent des capitaux circulants qui sont le fruit de l'épargne faite sur le produit des années précédentes. La proposition de J.-B. Say est surtout dangereuse en ce qu'il semble en résulter que, pour une nation, peu importe la bonne ou mauvaise direction donnée à l'ensemble des entreprises, la perte de l'un devant se résoudre en bénéfices pour les autres.

Adam Smith, dans l'introduction de son livre sur *la Richesse des nations*, dit que « le travail annuel de la nation est le *fonds primitif* qui « fournit à la consommation annuelle toutes les choses commodes et « nécessaires à la vie, et ces choses sont toujours ou le produit im« médiat du travail, ou achetées des autres nations avec ce produit. » Il faut entendre par là le travail mettant en œuvre la terre et le capital[2]. De là vient qu'on appelle quelquefois *fonds productifs* les trois éléments de la production : la terre, le capital et le travail, qui sont en effet le fonds commun de la société, et le fonds d'où chaque individu tire ses moyens d'existence, c'est-à-dire un revenu, rente, intérêt ou salaire.

C'est en nous plaçant dans le régime de *l'entreprise pure* que nous allons étudier la rente du propriétaire, le salaire de l'ouvrier, l'intérêt du capitaliste, le profit de l'entrepreneur. Il importe peu par où on commence cette analyse ; cependant l'ordre que je viens d'indiquer est assez naturel ; c'est l'ordre historique, suivant la remarque que j'ai faite à la fin du chapitre XXI : la terre a été la première nourrice de l'homme, et c'est par le travail qu'il a créé le capital.

2. Les docteurs du socialisme en Allemagne ne l'entendent point ainsi. Ils prétendent n'avoir fait que développer les doctrines d'Adam Smith et de Ricardo sur la productivité du travail, et ils ne veulent pas entendre parler d'une rémunération de la terre et du capital. « On voit, dit l'un d'eux, combien peu les Français « ont l'intelligence des penseurs anglais dans les matières économiques, et comme « ils sont prompts à écarter tout ce qui contrarie le cours de leurs idées. » M. Julius Pierstorff, *Théorie du profit de l'entrepreneur*. (*Die Lehre vom Unternehmergewinn, Dogmengeschichtlich und kritisch dargestellt*, Berlin, 1875).

SECTION II

La part de la terre ou le revenu du propriétaire foncier

CHAPITRE XXVII

Le fermage et la rente foncière. — Exposition de la théorie de Ricardo.

L'entrepreneur s'assure l'*emplacement* de son industrie par un contrat de bail, *bail à loyer* ou *bail à ferme*, suivant qu'il s'agit d'un fonds urbain ou rural, moyennant un *loyer* dans le premier cas, un *fermage* dans le second. Le fermage est le revenu du propriétaire, une part du *produit*, peu importe qu'il le reçoive en nature ou en argent. Dans le langage usuel on dit quelquefois *rente* pour fermage. Mais ce mot rente ne signifie rien par lui-même : *rente*, *rendita*, *reditus*, ce que rapporte une chose, c'est un revenu ; si on veut spécifier le revenu, il faudra ajouter un qualificatif. Le propriétaire entend parler peut-être d'une *rente foncière*? Mais alors la rente foncière, c'est le fermage ? Non, la rente n'est qu'un des éléments du fermage. Comme nous avons décomposé le produit brut, pour trouver le produit net, le revenu, le fermage, décomposons le fermage et nous saurons ce qu'est la rente foncière. Un propriétaire reçoit un fermage de 1,000 francs pour un terrain à peine défriché, pour l'amélioration duquel il n'a rien fait. Il y dépense un capital de 20,000 francs en améliorations qui en doublent le produit : il demandera un fermage double, 2,000 francs. Ce fermage comprendra 1,000 francs pour la rente de la terre et 1,000 francs pour intérêt du capital dépensé. La rente n'est plus qu'un élément du fermage.

Les plus vives controverses se sont élevées sur la théorie de la rente foncière et l'ont, en quelque sorte, rendue si célèbre que ce qualificatif est devenu superflu ; il suffit qu'on parle de la *rente* pour que tout le monde sache qu'il s'agit de la rente foncière. Quelle que soit la valeur scientifique ou l'importance pratique de cette théorie, elle tient une si grande place dans la controverse, dans la polémique, qu'il est nécessaire de l'étudier avec soin[1] et d'en suivre la filiation historique.

Les physiocrates n'ont pas distingué la rente du fermage. La rente est pour eux le *produit net* de l'industrie agricole ; c'est le profit du propriétaire après qu'il a remboursé tous les frais de culture ; c'est par conséquent ce qu'il pourrait demander au fermier, s'il n'exploitait pas

1. La théorie de la rente se rattache à un ensemble de doctrines pessimistes sur la population, les salaires. Il me semble que bien souvent on la discute avant de l'avoir exposée.

lui-même : en d'autres termes, c'est le fermage. Comme, d'autre part, ils croyaient que l'industrie agricole peut seule donner un produit net, ils étaient amenés à conclure que la hausse de la rente est un bien, car c'est sur cette rente, sur ce produit net que vivent les classes qui exercent ces industries *stériles*, dont l'existence est néanmoins nécessaire à la société. Par contre ils regardaient comme un mal la baisse de la rente ou produit net, résultant de l'élévation des salaires, de l'intérêt des capitaux ou des profits du fermier.

C'est Adam Smith qui le premier a introduit dans les éléments du fermage la distinction qui est la base de la théorie de la rente. La rente est ce qui est payé au propriétaire pour obtenir le concours de la puissance coopérative de la terre dans l'œuvre de la production. C'est à cette rente que s'ajoute progressivement l'intérêt des capitaux employés par le propriétaire en améliorations foncières. Adam Smith fait observer que la rente est un prix de monopole qui n'est nullement proportionnel aux dépenses d'améliorations, et n'a de limites que dans la modération du propriétaire ou dans les facultés du fermier. Enfin il couronne sa théorie par une remarque importante sur la manière dont la rente entre dans la composition du prix des marchandises : « Il faut « donc observer que la rente entre dans la composition du prix des marchandises d'une tout autre manière que les salaires et les profits. Le « taux élevé ou bas des salaires et des profits est la cause du prix élevé ou bas des marchandises ; le taux élevé ou bas de la rente est l'effet du prix ; le prix d'une marchandise particulière est élevé ou bas « parce qu'il faut, pour la faire venir au marché, payer des salaires « et des profits élevés ou bas ; mais c'est parce que son prix est élevé « ou bas, c'est parce qu'il est ou beaucoup, ou très peu, plus ou pas « du tout plus élevé que ce qui suffit pour payer ces salaires et ces « profits, que cette denrée fournit de quoi payer une forte rente ou une « faible rente, ou ne permet pas d'en d'acquitter une [2]. »

C'est sous le nom de *théorie de Ricardo* que la théorie de la rente est généralement connue et qu'elle est devenue l'objet de controverses sans fin. Ricardo n'a d'ailleurs rien fait pour s'attribuer l'honneur de cette théorie qu'il rapporte, au contraire, tout entière à Malthus [3]. La distinction faite par Adam Smith des divers éléments du fermage est aussi le point de départ de Ricardo, dont la théorie se distingue principalement par l'analyse des causes qui président à la formation et à la hausse

2. Adam Smith, *Richesse des nations*, livre Ier, chapitre XI ; tome Ier, p. 188-189 de l'édition Guillaumin.

3. Ricardo, *Essai sur l'influence du bas prix des blés sur les profits du capital* ; édition Guillaumin, pages 547 et 541. Ricardo ne s'occupe qu'accessoirement de la rente dans cet écrit où il combat les conclusions de Malthus dont il ne partage pas les craintes en ce qui concerne la libre importation des grains. C'est dans les *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, qu'il a traité *ex professo* la question de la rente.

progressive de la rente et par un certain nombre de corollaires qui en font ressortir le caractère. Je me borne tout d'abord à une exposition sans commentaire, et m'attache à reproduire les paroles mêmes de Ricardo.

I. *Définition de la rente.* — « La rente est cette portion du produit de « la terre que l'on paye au propriétaire pour avoir le droit d'exploiter « les facultés productives et impérissables du sol. Cependant on con- « fond souvent la rente avec l'intérêt et le profit du capital, et dans le « langage vulgaire on donne le nom de rente à tout ce que le fermier « paye annuellement au propriétaire... Quand je parlerai de rente dans « la suite de cet ouvrage, je ne désignerai sous ce mot que ce que le fer- « mier paye au propriétaire pour le droit d'exploiter les facultés pri- « mitives et indestructibles du sol [4]. » C'est, à peu de chose près, la définition d'Adam Smith.

II. *Quand la terre ne produit pas de rente.* — « Lorsque les hommes « font un premier établissement dans une contrée riche et fertile, dont « il suffit de cultiver une très petite étendue pour nourrir la popula- « tion, ou dont la culture n'exige pas plus de capital que n'en possè- « dent les colons, il n'y a point de rente; car qui songerait à acheter le « droit de cultiver un terrain, alors que tant de terres restent sans « maître, et sont par conséquent à la disposition de quiconque vou- « drait les occuper [5]. »

III. *Quand naît la rente.* — « Dès que par suite des progrès de la so- « ciété (Ricardo entend par là l'accroissement de la population) on se « livre à la culture des terrains de fertilité secondaire, la rente com- « mence pour ceux de la première, et le taux de cette rente dépend de « la différence dans la qualité respective des deux espèces de terre. « Dès qu'on commence à cultiver les terrains de troisième qualité, la « rente s'établit aussitôt pour ceux de la seconde, et est réglée de « même par la différence dans leurs facultés productives. La rente des « terrains de première qualité hausse en même temps, car elle doit se « maintenir toujours au-dessus de celle de la seconde qualité [6]. » La différence des qualités signifie que, avec une somme donnée de capital et de travail, et dans une étendue déterminée, on obtient : sur les terrains de première qualité 100 hectolitres de blé, par exemple ; 90 hectolitres sur les terrains de deuxième qualité ; 80 sur ceux de troisième qualité ; 70 sur ceux de quatrième qualité. Dans ces conditions-là on comprend que le propriétaire des terrains de première qualité dise au cultivateur : au lieu d'aller cultiver le terrain de deuxième qualité qui vous produira 90 hectolitres, cultivez mon terrain de première qualité qui vous produira 100 hectolitres sur lesquels vous m'en don-

4. Ricardo, *Principes*, chapitre II, pages 39 et 44.
5. Ricardo, *Principes*, p. 41.
6. Ricardo, *Principes*, p. 42.

nerez 10. Voilà une rente de 10 hectolitres pour le terrain de première qualité.

IV. *Autre circonstance qui peut créer une rente.* — « Si la terre jouissait « partout des mêmes propriétés, si son étendue était sans bornes et sa « qualité uniforme, on ne pourrait rien exiger pour le droit de la cul- « tiver, à moins que ce ne fût là où elle devrait à sa situation quel- « ques avantages particuliers. C'est donc uniquement parce que la « terre varie dans sa force productive, et parce que, dans le progrès « de la population, les terrains d'une qualité inférieure, ou moins bien « situés, sont défrichés, qu'on en vient à payer une rente [7]. » Supposez que toutes ces terres qui s'étendent autour d'un centre de population soient de même qualité, et divisez-les en zones concentriques de plus en plus éloignées du centre : il est évident que, au point de vue de la rente, ces zones se comporteront entre elles comme les terres de première, seconde, troisième qualité.

V. *Une troisième circonstance peut créer la rente.* — « Il arrive assez sou- « vent qu'avant de défricher les nos 2, 3, 4, ou les terrains de qualité « inférieure, on peut employer les capitaux d'une manière plus pro- « ductive dans les terrains déjà cultivés. Il peut arriver qu'en doublant « le capital primitif employé dans le no 1, le produit, quoiqu'il ne soit « pas doublé ou augmenté de 100, augmente cependant de 85, quan- « tité qui surpasse ce que pourrait rendre ce capital additionnel si on « le consacrait à la culture du terrain no 2 [8]. » Avec un capital de 1000 francs vous obtenez 100 hectolitres de blé que vous vendez 18 francs, ce qui fait 1800 francs. Si vous employez un second capital de 1000 francs vous n'obtiendrez que 90 hectolitres de plus; et, avec un troisième capital de 1000 francs que 80 hectolitres. Mais ce second et ce troisième capital doivent être aussi bien rémunérés que le premier, il faudra donc vendre les 90 hectolitres, produits par l'emploi du second capital, 20 francs, et ceux produits par le troisième capital 22 fr. 50, pour obtenir toujours 1800 francs. Mais, comme il ne peut pas y avoir deux prix différents sur le même marché pour le même produit, vous vendrez à ce même prix de 22 fr. 50 tout votre blé. Le propriétaire du terrain sera alors en droit de me dire : Vous ne faites aucun profit sur le second capital employé, vous ne faites que vos frais; je ne vous demande rien pour cela ; mais voilà que, par cela seul que vous employez sur mon terrain un second capital de 1,000 francs, votre premier capital est plus fortement rémunéré, et vous réalisez un bénéfice de 200 fr. : cela je le prends à titre de rente. — Même raisonnement pour le troisième capital. Suivant la formule de Ricardo, il vient

7. Ricardo, *Principes*, p. 42.

8. Ricardo, *Principes*, p. 317. C'est là le cas le plus pratique. Dans les pays où toute la terre est occupée, c'est par des accumulations de capitaux, par une culture intensive qu'on demande à la terre une production plus abondante.

de naître une rente de 2 fr. 50 pour le second capital, et une rente de 4 fr. 50 pour le premier.

Complétons cette théorie de la rente par quelques remarques, empruntées à Ricardo lui-même, et destinées à en faire ressortir le caractère, le principe et les conséquences.

1° C'est le renchérissement des produits agricoles qui fait naître et augmenter la rente ;

2° Tout ce qui diminue l'inégalité entre les produits obtenus au moyen de portions successives de capital employées sur le même fonds ou sur de nouveaux fonds de terre, tend à faire baisser la rente, tandis que tout ce qui augmente cette inégalité produit l'effet opposé et tend à la faire hausser ;

3° La rente étant le prix payé par le fermier pour utiliser les facultés naturelles productives et impérissables du sol, il en résulte que les terres de la plus mauvaise qualité quand on n'en a pas besoin, les terres de la meilleure qualité quand elles sont suffisantes, ne produisent pas de rente ; car il n'y a pas de demande des premières et l'offre des secondes est infinie. Mais dès que les meilleures sont épuisées, il y a les éléments d'un prix pour le droit d'appliquer le capital aux meilleures terres ;

4° Cette rente, ce prix payé par le fermier, ne saurait se soustraire au suprême régulateur du prix, le rapport de l'offre et de la demande. De quoi dépend ici la demande ? Du besoin du fermier qui représente le besoin du consommateur, le besoin du marché, besoin impérieux, inéluctable. Mais l'offre ? En général l'offre est soumise à un minimum au-dessous duquel elle ne saurait descendre, à savoir les frais de production. Or, ici les frais de production sont nuls : le propriétaire n'a rien fait pour créer, pour produire la puissance végétative naturelle de la terre ;

5° Les capitaux irrévocablement confondus avec le sol prennent un caractère territorial et leur produit obéit à la loi de la rente. Ricardo fait cette remarque pour prévenir l'objection que l'hypothèse d'une rente pure, d'une terre dénuée de toute espèce d'améliorations, est plus ou moins chimérique :

6° Les circonstances qui font naître et croître la rente ne sont pas propres seulement à l'industrie agricole. « La valeur échangeable « d'une denrée quelconque, qu'elle soit le produit d'une manufacture, « d'une mine ou de la terre, n'est jamais réglée par la plus petite somme « de travail nécessaire pour sa production dans des circonstances « extrêmement favorables, et qui constituent une sorte de privilège. « Cette valeur dépend au contraire de la plus grande quantité de tra- « vail industriel que sont forcés d'employer ceux qui n'ont point de « pareilles facilités, et ceux qui, pour produire, ont à lutter contre « les circonstances les plus défavorables. Nous entendons par *circons-*

« *tances défavorables* celles sous l'influence desquelles il est plus diffi-
« cile d'obtenir la quantité nécessaire de produits; »

7° Il résulte de tout ce qui précède que la rente n'entre pas et ne peut entrer pour rien dans les éléments du prix du blé. « Le blé ne
« renchérit pas parce qu'on paye une rente ; mais c'est au contraire
« parce que le blé est cher qu'on paye une rente, et on a remarqué avec
« raison que le blé ne baisserait pas lors même que les propriétaires
« feraient l'entier abandon de leurs rentes. Cela n'aurait d'autre effet
« que de mettre quelques fermiers dans le cas de vivre en seigneurs,
« mais ne diminuerait nullement la quantité de travail nécessaire pour
« faire venir des produits bruts sur les terrains cultivés les moins pro-
« ductifs. » Et Ricardo ajoute: « La parfaite intelligence de ce prin-
« cipe me paraît une chose de la plus haute importance en économie
« politique [9]; »

8° Malthus avait défini la rente: « La portion de la valeur de tout
« le produit qui reste au propriétaire de la terre après qu'il a payé
« tous les frais de sa culture. » C'est à peu près la définition des physiocrates dont j'ai parlé plus haut. Là-dessus, Ricardo reprend Malthus: « M. Malthus a aussi expliqué d'une manière satisfaisante la
« théorie de la rente, et il a fait voir qu'elle monte ou s'abaisse selon
« les avantages relatifs de fertilité ou de situation des différents ter-
« rains en culture. Il me paraît cependant être tombé dans quelques
« erreurs que son autorité rend plus nécessaire de combattre. Une de
« ces erreurs consiste dans la supposition que la rente est un profit
« net, et une nouvelle création de *valeur*, dans le sens que je donne à
« ce mot, mais non une création de richesse [10]. » Ricardo s'explique en disant que c'est là une valeur purement nominale, qui n'ajoute rien à la richesse de la société.

CHAPITRE XXVIII

Appréciation de la théorie de la rente de Ricardo. — Exagérations en sens contraires. — La vérité sur le phénomène de la rente.

Sur cette théorie de la rente, les uns ont épuisé les formules de l'admiration ; d'autres lui ont adressé des critiques de détail ; quelques-uns l'ont simplement niée ; d'autres enfin l'ont travestie. Rossi déclare

9. Ricardo, *Principes*, pages 44 et 46.
10. Ricardo, *Principes*, chapitre XXXII, *De l'opinion de M. Malthus sur la rente*, pages 372 et 373.

qu'elle est la gloire de l'économie politique moderne ; mais il tempère aussitôt l'expression de son admiration : « Ricardo, dit-il, n'a pas « toujours apporté dans l'exposition de ses idées toute la clarté dési- « rable ; il a quelquefois abusé du langage et sacrifié la clarté à des « formes concises et abstraites dont la rigueur n'est qu'apparente [1]. » Examinons de plus près les critiques qu'on peut justement adresser à cette théorie.

Ricardo reprend à tort Malthus d'avoir dit que la rente est un *profit net*, et il argumente de ce que la rente n'est pas une création de richesse. Mais il en est de même de l'intérêt du capital et du salaire du travail, dont l'élévation ne correspond pas à une création de richesse. Rente, intérêt, salaire, sont comme les canaux par lesquels le revenu total est distribué entre les ayants-droit.

Nul n'a mieux mis en lumière les côtés faibles de la théorie de Ricardo que Rossi. « La rente, dit-il, n'est autre chose que la différence « entre le prix du marché et les frais de production, entre le prix cou- « rant et le prix naturel des produits de la terre..... la différence de « qualité des terres n'est pas nécessaire pour expliquer la rente [2]. » Ailleurs, après avoir rappelé la doctrine des Physiocrates sur la rente, il continue ainsi : « Ricardo s'est jeté dans l'extrémité tout opposée. « *La rente*, a-t-il dit, *augmente à mesure qu'on cultive les mauvaises terres*, « ce qui est vrai, et comme il s'est servi de ce fait pour expliquer la « théorie de la rente, il a eu tort de ne rien voir, pour ainsi dire, au- « delà de cette circonstance particulière ; ce qui devait lui servir « d'exemple et de démonstration est devenu pour lui la théorie elle- « même. Il s'est dit : *la rente des bonnes terres augmente à mesure qu'on « cultive de mauvaises terres, donc la rente ne se proportionne qu'à la puis- « sance productive comparative.* Mais il y a une autre manière de conce- « voir l'augmentation de la rente, c'est de concevoir l'augmentation « de la fertilité en elle-même. Un chimiste trouve du sucre en quan- « tité suffisante dans une betterave ; c'est comme s'il avait dit aux « terres aptes à cette culture : Je vous doue d'un nouveau degré de « fertilité ; avec le même travail vous produirez 20 au lieu de 10. — « L'école physiocratique ne voulait tenir compte que de la puissance « productive absolue de la terre, et elle avait tort ; Ricardo est tombé « dans l'autre extrême et il considère toujours l'accroissement de la « rente comme un mal. Pourquoi considère-t-il toujours cet accroisse- « ment comme un mal ? Parce qu'il ne le conçoit que comme le résul- « tat de la culture de terres de plus en plus mauvaises. [3] »

Rossi n'a donc pas seulement dévoilé un vice de méthode chez Ri-

1. Rossi, *Cours d'économie politique*, VIIIe leçon, tome Ier, p. 142.
2. Rossi, *Cours*, VIIIe leçon.
3. Rossi, *Cours*, VIIe leçon, p. 127.

C'est sur ces conclusions qu'il importe d'insister. Elles ont été démenties par les faits. A lire Ricardo, qui ne serait effrayé par cet accroissement indéfini de la rente, conséquence fatale de l'accroissement de la population et d'une demande croissante de subsistances. Mais Ricardo ne nous a montré que le *revers de la médaille*, et en réalité la rente décroît ; entendons-nous : elle croît d'une manière absolue, mais elle décroît par rapport à l'ensemble du revenu public, et c'est là l'essentiel. Il est naturel que dans une société qui s'enrichit, toutes les sources de la richesse deviennent plus abondantes pour tous. D'où vient cela ? C'est que les perfectionnements de l'art agricole ont permis de combattre efficacement la tendance au renchérissement des denrées alimentaires, en sorte que depuis le commencement de ce siècle nous voyons la population et la rente croître et le prix du blé tendre à baisser. En restant dans les abstractions de Ricardo, il semble qu'il va falloir porter sur les terrains nos 2, 3, 4, de tels efforts de travail, qu'on verra grossir indéfiniment les rangs de la classe agricole ; en sorte que la société se trouverait ramenée à cet état primitif où chacun *travaillait pour vivre* dans le sens littéral et matériel du mot. C'est le contraire qui est arrivé : la proportion de la classe agricole aux autres classes industrielles va diminuant.

A la décharge de Ricardo, je dois dire que, par son procédé de démonstration, il semble avoir eu principalement pour but d'établir cette importante vérité que le coût de production régulateur des prix dans toutes les industries est donné par l'entreprise placée dans les conditions les moins favorables. Il ne fait que reproduire la même remarque lorsqu'il dit que le blé ne renchérit pas parce qu'on paye une rente, mais que, au contraire, on ne paye une rente que parce que le blé est cher.

On a contesté l'hypothèse admise par Ricardo sur l'ordre des cultures. C'est sur les coteaux, a-t-on dit, que les hommes se sont d'abord établis ; ils ne sont descendus que plus tard dans la plaine, dans les terrains d'alluvion, dont l'exploitation réclame plus de connaissances techniques et de capitaux. Cela n'infirme en rien la théorie de Ricardo, qui a lui-même assimilé une situation avantageuse à la fertilité.

Mais laissons les critiques de détail et arrivons à deux catégories d'adversaires qui, par des raisons assurément fort différentes, ne veulent pas entendre parler de la rente.

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que Ricardo a prévu une objection à laquelle il a répondu dans le sens de ceux qui n'auraient pas manqué de la lui faire : Il est bien entendu, dit Ricardo, que les capitaux irrévocablement confondus avec le sol prennent un caractère territorial et que leur produit obéit aux lois de la rente. Là-cardo, il indique les conclusions pessimistes auxquelles il aboutit par sa démonstration ingénieuse mais *étroite* de la théorie de la rente.

dessus bon nombre d'économistes, entre autres Carey et Bastiat, ont dit à l'école de Ricardo : Nous prenons acte des déclarations du maître en tant qu'il reconnaît que la rente pure n'existe pas ; non-seulement nous nions la rente pure, mais nous ne voulons pas entendre parler de votre rente ; nous nous refusons absolument à distinguer dans le fermage deux éléments différents : la rente d'une part, et d'autre part, les améliorations et augmentations qui ont été incorporées. Le fermage est uniquement la rémunération de tout le travail que le propriétaire actuel ou ses prédécesseurs ont accumulé sur le sol ; l'intérêt, le loyer de cette machine qu'on appelle la terre et que l'homme a créée.

Carey et Bastiat reprochent au théoricien de la rente foncière de confondre l'*utilité* et la *valeur*. Sans doute, disent-ils, toutes *ces puissances productives primitives et indestructibles* du sol ont une utilité, mais elles sont par elles-mêmes sans valeur. Sans doute, c'est la terre qui tant bien que mal nourrit les peuplades sauvages qui errent encore aujourd'hui dans les solitudes de l'Amérique du Sud ; qu'on nous dise si cette terre a la moindre valeur ? La terre ne devient une valeur que lorsque l'homme l'a touchée de sa main féconde. Tous ceux qui, sur la foi des puissances productives, ont marché les premiers à la conquête de la terre vierge, vous en diront des nouvelles. Toute colonisation a débuté par un désastre, témoin la lamentable histoire de la compagnie formée pour la colonisation de vastes terrains sur les bords de la rivière du Cygne. On y avait dirigé un millier d'ouvriers qui y gagnaient d'énormes salaires, mais ils furent tentés par le bas prix de la terre qui se vendait 1 shelling 6 pences l'acre. Ils voulurent s'approprier les puissances productives de la terre, devenir propriétaires, rentiers. On ne trouva plus de travailleurs. La compagnie avait bien haussé le prix des terres et l'avait porté à 12 shellings l'acre ; les ouvriers revinrent bien demander du travail... il était trop tard ; le capital avait péri, et bientôt la terre s'obtenait des acquéreurs primitifs à 1 shelling l'acre. Elle avait coûté 12 shellings et il s'y était déjà fait quelques travaux ! Les puissances productives de la nature ne sont qu'un mirage trompeur.

On peut affirmer qu'il n'y a pas un champ aujourd'hui en produit qui n'ait coûté plus qu'il ne vaut. Quelles étaient les puissances productives du sol de la Hollande alors que ce sol n'existait pas, avant qu'on ne l'eût fait sortir du fond des eaux contre lesquelles il faut incessamment le défendre. Celui qui achète aujourd'hui une terre pour en recueillir les fruits en nature ou en argent sous forme de fermage, n'achète donc pas les puissances de la terre ; il se rend purement et simplement cessionnaire de cent générations de travailleurs qui ont généralement beaucoup plus fait pour les générations suivantes que pour eux-mêmes.

La théorie de la rente de Ricardo, et surtout celle de ses disciples, n'est pas seulement une abstraction inutile : elle est funeste dans ses conséquences ; elle fournit des armes aux ennemis de la propriété et de la société qui n'ont jamais tenu un langage plus dangereux. Ils s'attachent à nous représenter l'homme comme s'emparant des dons gratuits de Dieu. Que disent-ils ?

Adam. Smith : « La nature travaille avec l'homme et, quoique ce « travail ne coûte rien, il faut le payer... Dans les manufactures, la « nature ne fait rien ; c'est l'homme qui fait tout. »

Buchanam, disciple et commentateur de Smith : « Smith n'a pas « réfléchi que la rente n'est que l'effet de la cherté et que ce que le « propriétaire gagne de cette manière, il ne le gagne qu'aux dépens « du consommateur. La société ne gagne rien par la reproduction « du profit des terres. C'est une classe qui profite aux dépens des « autres. »

Senior : « Les propriétaires se font payer l'usage des agents natu- « rels sous forme de rente, rente qui n'est la récompense d'aucun sa- « crifice quelconque, et est reçue par ceux qui n'ont ni travaillé, ni « fait des avances, mais qui se bornent à tendre la main pour recevoir « les offrandes de la communauté. »

Enfin Hopkins : « la rente n'est qu'une taxe levée par les proprié- « taires fonciers. »

Mais qui donc parle ainsi ? Est-ce Proudhon concluant comme on sait : *la propriété, c'est le vol* ? Non, ce sont des économistes, des défenseurs de la propriété. Cela fait songer à l'avocat qui, s'étant trompé de dossier, avait plaidé la cause de l'adversaire.

Je viens de reproduire la substance d'un réquisitoire en forme contre l'école de Ricardo ; et, si le cas n'est pas tout à fait pendable, il faut reconnaître que cette école, les disciples encore plus que le maître, ont affecté une crudité d'expressions vraiment choquante. Ils semblent avoir pris plaisir à nous montrer les propriétaires comme s'étant violemment emparés d'agents naturels doués d'une sorte d'individualité, de les avoir emprisonnés pour n'en laisser jouir que contre une forte rétribution. On dirait que, il y a quelques milliers d'années, des accapareurs se sont jetés sur les forces productives de la terre et ont attendu patiemment que les besoins de l'humanité leur permissent de tirer parti de ces biens dont ils n'avaient rien pu faire jusque-là.

Le procédé analytique des théoriciens de la rente foncière a été largement mis à profit par des économistes qui n'ont rien de commun avec Adam Smith et Ricardo. Voici à peu près l'ordre de leurs déductions. On a dit que la propriété, la rente foncière, c'est le vol : Eh bien ! nous en disons autant de toute espèce de rente ; nous ne voulons ni de la rente de la terre, ni de la rente du capital, ni de la rente du

travail, ni de la rente du talent. La rente de la terre, la propriété, est une abomination ; c'est entendu, n'en parlons plus. Mais vous avez par votre travail et votre épargne, amassé un capital, et vous prétendez vivre de l'intérêt de votre capital ? Vivre de vos rentes, sans travailler de vos mains ?... Nous ne voulons pas de cela : c'est encore la propriété, la rente. — Vous avez fait un œuvre d'art, un tableau, et vous voulez le vendre 1,000 francs, 1,500 fr. ? Non, nous allons vous régler votre compte : 10 francs de toile, 25 francs de couleur, tant de journées de travail à 3 francs. — Vous vous récriez : et mon talent, mon génie ? — Votre talent, votre génie, ce sont des dons du ciel qui ne vous ont rien coûté, c'est une rente que vous voudriez vous faire payer injustement ; il en est de cela comme de la puissance végétative de la terre. — Sous prétexte que vous êtes un habile ouvrier, que vous faites plus vite et mieux que les autres, vous prétendez gagner un salaire plus élevé ? — Non, cette habileté, cette force musculaire, ce sont des dons du ciel qui ne vous ont rien coûté ; c'est une rente que vous réclamez.

Tout cela s'est dit et s'est écrit. Tout cela est absurde ; mais ce n'est au fond que la vérité travestie, affublée d'un costume grotesque qui la rend méconnaissable ; et la théorie de la rente de Ricardo n'est qu'un cas particulier d'un phénomène plus général qu'on rencontre partout. La rente foncière n'est autre chose que cette *prime de rareté* qui se rencontre comme élément de la valeur de tant de choses dans ce monde. L'individu qui a inventé une machine, trouvé un procédé nouveau dont il garde pendant un temps le secret ; l'artiste de talent, l'ouvrier doué d'une habileté exceptionnelle, jouissent d'une rente qui s'évanouirait si tous avaient cette machine à leur disposition, possédaient ce talent ou cette habileté. Il est certain que si tous les hommes chantaient comme des rossignols, personne n'aurait plus 100,000 francs *de rente dans son gosier*.

Le lecteur a vu quel rapport étroit il y a entre la théorie de la rente et la question de la population : il en est de même de la question des salaires. Ricardo et Malthus ont été les grands théoriciens de ces trois phénomènes économiques. Quand nous aurons épuisé ces matières, je me réserve de porter un jugement d'ensemble non seulement sur les doctrines mais encore sur les hommes, car la tournure d'esprit de ces penseurs éminents explique bien souvent leurs doctrines et en limite la portée. Je me bornerai ici à conclure en me restreignant autant que possible à la théorie de la rente.

Je n'insisterai pas sur le radicalisme économique de Carey et de Bastiat en matière de rente. La légitimité de la rente n'est autre chose que la légitimité du droit de propriété, et, dans leur zèle louable pour la défense de la propriété, ces auteurs sont allés trop loin. On peut leur répondre que supprimer la question de la rente n'est pas la résoudre ; et que, *qui veut trop prouver, ne prouve rien*.

La théorie de la rente est intéressante, ingénieuse; elle a un caractère scientifique incontestable ; elle soulève de graves questions; elle est importante dans la théorie de la valeur et des prix, en matière d'impôts. Je crois, en outre, qu'il est bon que cette théorie ait été présentée telle qu'elle l'a été par Ricardo ou son école, sauf à y introduire les corrections nécessaires. Je suis confirmé dans cette opinion par le jugement qu'a porté sur la doctrine de Ricardo un écrivain qui n'en a certainement pas abordé l'examen dans des dispositions d'esprit trop favorables : « Nous ne contestons pas, dit-il, que la théorie de Ricardo « ne soit en partie vraie ; il est incontestable que dans beaucoup de « fermages on rencontre trois éléments : d'abord l'intérêt et l'amortis- « sement du capital engagé ; en second et en troisième lieu la repré- « sentation de la supériorité de fécondité naturelle ou de la supériorité « de situation de certaines terres par rapport aux autres terres en cul- « ture. Ce qui est faux dans la théorie de Ricardo, c'est ce qui con- « cerne l'ordre historique des cultures ; c'est aussi la conclusion que la « rente de la terre a une tendance à toujours hausser. [4] » Il me semble que, dans cette appréciation, la part du blâme est moindre que dans d'autres appréciations émanées d'écrivains que l'on considère comme des admirateurs décidés de Ricardo. L'auteur en effet réduit sa critique à deux points : 1° ce qui concerne l'ordre historique des cultures ; 2° la conclusion que la rente a une tendance à toujours hausser. — Sur le premier point on peut répondre que ce n'est pas là la base de la théorie de Ricardo qui assimile l'avantage résultant de la situation à celui qui résulte de la fertilité. Quant à la tendance à la hausse, Ricardo aurait peut-être répondu qu'en affirmant cette tendance il ne niait pas les circonstances qui étaient heureusement de nature à l'entraver.

Je veux, en terminant, me poser une question qui n'est pas sans intérêt : Pourquoi cette théorie de la rente foncière est-elle née en Angleterre ? Pourquoi a-t-elle un caractère si particulièrement anglais, en sorte que partout ailleurs elle n'a rencontré que des adversaires acharnés, des répugnances ouvertes ou des admirations pleines de réserves ? — La propriété et la rente ne sont complètement légitimes que là où la loi permet en principe à chacun le libre accès de la propriété du sol ; que là où il est permis de dire avec une certaine vraisemblance que la propriété n'est que le fruit du travail et de l'épargne. Or, en est-il ainsi lorsque, d'une part, les lois sur les substitutions immobilisent la propriété foncière aux mains d'un nombre limité de familles, et lorsque, d'autre part, des droits exagérés sur l'importation des céréales font monter d'une manière factice et dans des proportions exorbitantes la rente de la terre au profit des privilégiés. Qu'ils s'en soient plus ou moins nettement rendu compte, cette situation a pesé sur la cons-

4. M. Paul Leroy-Beaulieu, *Essai sur la répartition des richesses et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions*. Introduction, p. 21, note 1.

cience des économistes anglais : de là cette rudesse avec laquelle ils ont parlé du monopole de la rente, de cette taxe levée par les propriétaires, de ce fainéant qui ne fait que tendre la main pour recevoir les offrandes de la communauté, de cette rente qui ne s'accroît que de la misère des populations. Ricardo lui-même, le plus modéré des hommes, ne parle-t-il pas de cette rente qui permet à quelques propriétaires *de vivre en seigneurs* ? En Angleterre seulement on a pu voir un Richard Cobden, le plus classique des économistes, demander, avec la plus grande violence d'expressions, le retrait de ces lois sur les céréales à un parlement dont les aveugles résistances appelaient un jour sur ses lèvres cette menace : « Attendrez-vous donc qu'on vienne vous jeter dans la Tamise ? »

CHAPITRE XXIX

Du taux de l'intérêt foncier. — Causes de ses variations.

Ce chapitre [1] est le complément des deux chapitres qui précèdent ; seulement ici nous abandonnons complètement le domaine des abstractions pour prendre pied sur le terrain des faits les plus positifs, et, par parenthèse, nous ne nous ferons pas scrupule de confondre la rente foncière et le fermage.

On entend par *intérêt foncier* ce que rend une somme d'argent qu'on a employée à acquérir une terre. Vous achetez une terre 100,000 fr., elle vous donne un fermage de 3, 4, 5,000 fr., ce fermage sera le 3, le 4, le 5 pour cent de votre capital : voilà le taux de l'intérêt foncier. Si au lieu d'affermer, vous exploitez vous-même, au lieu de *fermage*, on parlera d'un *profit foncier*. Qu'y a-t-il pour nous d'intéressant à rechercher ? Il s'agit d'étudier le rapport qui existe entre la valeur vénale, le prix d'acquisition de la terre et le revenu qu'elle donne. Le taux de l'intérêt foncier n'est pas dans une proportion constante avec la valeur vénale du terrain. Recherchons la loi de ces variations.

Faisons une enquête. Nul pays ne s'y prête mieux que la Belgique, qui, sur un espace de 3 millions d'hectares, offre les cultures les plus diverses et les mieux caractérisées : les cultures jardinières des Flandres ; les terres à blé du Brabant ; les *polders* de l'Escaut ; les plateaux arides du Condroz ; les cimes sauvages des Ardennes. Rangeons ces

1. Voir l'intéressant travail de M. Dubost, professeur d'économie rurale à Grignon : *Recherches sur la production agricole, la rente et la valeur du sol*, *Journal des Économistes*, numéros de juin et de juillet 1870.

terrains par ordre décroissant de productivité, et supposons un même capital employé à des acquisitions de ces divers terrains, de la première à la dernière qualité : quel sera le taux du revenu foncier ? Il ira en augmentant de 2 1/2 à 3 pour cent. L'hectare de première qualité donnera sans doute plus de *produit*, mais moins de *revenu*, relativement au prix d'achat. La valeur vénale du terrain est en raison directe de sa fertilité, de la quantité de produits qu'elle donne, ce qui veut dire de la masse de capitaux qui y ont été incorporés. Ce n'est point, en effet, la nature seule qui a doté d'une si grande puissance productive les *polders* des embouchures de l'Escaut et les sables des environs d'Anvers. Et par capitaux il faut entendre les capitaux tant publics que privés : les routes, canaux, chemins de fer à proximité et le voisinage des grands centres de production.

Tout cela est confirmé par ce qui se passe dans les pays les plus divers. Ainsi, en France, tandis que, dans les riches départements du Nord, le taux courant de l'intérêt foncier s'abaisse au-dessous de 3 p. 0/0, il s'élève à 5 p. 0/0 dans les départements relativement pauvres. Dans la province de Valence, en Espagne, le fermage n'est que de 3 p. 0/0 du capital d'achat dans les terres irriguées, de 6 0/0 dans les autres. Mais ces faits reçoivent une confirmation encore plus éclatante de ce qui se passe dans un pays tout différent, en Algérie. Vous trouvez là, autour d'Alger, des jardins maraîchers qui se vendent 10,000 francs l'hectare, s'affermont 1,000 francs et donnent par conséquent un intérêt foncier de 10 p. 0/0. En s'éloignant d'Alger on passe par des terrains qu'on peut ramener à ces trois catégories principales : cultures irriguées, cultures non irriguées, friches de broussailles ou palmiers nains, dont la valeur vénale est environ de 500 francs, 100 francs, 50 francs l'hectare, et les prix de location de 50 francs, de 25 francs, de 15 francs. Quoi de plus éloquent que ces chiffres ? A mesure que nous descendons, que la valeur vénale s'abaisse, le fermage augmente dans des proportions telles qu'il finit par égaler presque le prix d'achat. C'est qu'ici il y a une circonstance qui accentue davantage la loi que nous venons d'établir. Nous avons dit que, à mesure qu'on s'éloigne des centres de la civilisation et de la richesse, les capitaux de tout genre manquent de plus en plus, et que celui qui achète le sol entend surtout payer les capitaux accumulés sur le sol. Or, ici, à mesure qu'on s'éloigne, il y a un capital qui fait particulièrement défaut, et le plus précieux de tous, la sécurité. On espère encore faire une récolte, et l'on paye un fermage relativement considérable ; mais on ne tient pas à acheter, et l'on n'achète qu'à vil prix, car qui sait si on aura le temps de faire plusieurs récoltes ? Remarquez que l'intérêt de l'argent suit la même progression. A Alger, on prête sur hypothèque à 10 p. 0/0 ; plus loin à 12 p. 0/0 ; plus loin encore, à 15 0/0. C'est ainsi que, quand on achète des fonds publics d'un de ces États où la banqueroute est plus ou moins immi-

nente, on achète à vil prix une rente relativement considérable. On sait qu'on achète une créance véreuse, mais on espère en toucher l'intérêt pendant quelques années et se tirer ainsi d'affaire.

Voilà des faits incontestables, une loi démontrée par l'expérience : *plus la terre s'achète cher, moins elle donne un fermage élevé, eu égard au prix d'achat* ! — Mais pourquoi en est-il ainsi ? C'est évidemment parce que les capitalistes se font plutôt concurrence pour acheter de la terre placée dans telle ou telle condition. C'est fort bien ; mais pourquoi en est-il ainsi ? Pourquoi achète-t-on de préférence des terres dans le département du Nord plutôt que des terres dans le département des Landes ? Pourquoi, ayant un capital de 10,000 francs à placer en acquisitions d'immeubles, achèterai-je plutôt deux hectares d'excellente terre qui ne me rendront que 300 francs, le 3 p. 0/0 de mon capital, au lieu d'en acheter ailleurs dix hectares de terre médiocre qui me rendront le 5 p. 0/0, 500 francs ? Il y a à cela des raisons multiples. Les capitaux sont craintifs ; ils ne s'aventurent pas facilement dans des pays moins connus, relativement pauvres ; et il en est surtout ainsi des pays qui présentent quelque insécurité pour les personnes ou pour les choses. Il y a plus de ressources, plus d'agréments, plus de facilités de tout genre dans un pays riche que dans un pays pauvre. Si on veut *dégager* son capital, aliéner sa terre, on trouve plus facilement des acquéreurs dans le pays riche où les terres ont une valeur courante mieux établie. Quand la loi impose l'emploi en immeubles d'un capital, comme cela a lieu pour la dot d'une femme mariée sous le régime dotal, ceux auxquels incombe la responsabilité de cet emploi donneront la préférence aux terres situées dans ces conditions. Dans ces pays riches, où l'agriculture est très avancée, les capitaux et les fermiers abondent ; on trouve facilement sur qui se décharger du souci de l'exploitation. Dans les pays plus ou moins arriérés en agriculture, on trouve plus difficilement des fermiers proprement dits ; il faut exploiter soi-même ou avoir recours au métayage, faire des avances. Tout cela est un travail, une responsabilité, qui doivent être rémunérés et le sont en effet par un revenu foncier plus considérable par rapport au prix d'achat.

Ces dernières considérations forment la transition naturelle aux questions qui vont être traitées dans le chapitre suivant.

CHAPITRE XXX

Les divers procédés de culture, et des différents systèmes de tenure et d'amodiation du sol.

Nous avons jusqu'à présent supposé un bail à ferme, et c'est en recherchant les éléments du fermage que nous avons été amenés à étudier la rente foncière. Mais le propriétaire peut prendre d'autres arrangements pour l'exploitation de sa terre ; cultiver lui-même ou par des ouvriers directement salariés par lui ; s'entendre avec un colon partiaire ou un métayer. — En outre, sans mettre le pied dans le domaine réservé de l'économie rurale, de la technologie agricole, il nous faut maintenant étudier les principaux procédés de culture, culture intermittente, systèmes des jachères, culture alterne, culture industrielle. Enfin, quels que soient les systèmes de tenure ou d'amodiation du sol, c'est-à-dire les arrangements intervenus entre le propriétaire et les travailleurs ou les détenteurs du capital agricole d'exploitation, il y a lieu de distinguer les formes et dimensions de la culture, la grande et la petite culture, la grande et la petite propriété, comme on peut distinguer les différentes formes et dimensions de l'industrie manufacturière : l'atelier domestique, l'échoppe de l'artisan, la fabrique, l'usine. Ce sont là autant de phénomènes d'ordre économique dont nous avons à rechercher les lois, en étudiant les circonstances au milieu desquelles ils se produisent.

Plaçons-nous au premier âge de l'humanité, j'entends la première époque *historique*. Quels en sont les caractères économiques ? La population est peu nombreuse par rapport au territoire qu'elle occupe. Ainsi, les travailleurs sont peu nombreux ; le capital est rare et défectueux ; par contre, la terre abonde. Que fera-t-on ? On épargnera le travail et le capital ; quant à la terre, on en sera prodigue. On brûlera la forêt ; les cendres fumeront la terre d'ailleurs vierge encore ; on jettera là-dessus un peu de grain et on moissonnera : ce sera là tout le travail. L'année d'après, on brûlera une autre portion de la forêt. C'est l'idéal de la culture *extensive* ; c'est tout au plus la culture *intermittente* c'est-à-dire qu'on ne reviendra sur un terrain déjà cultivé qu'après l'avoir laissé envahir par la végétation sauvage, par la forêt qu'on brûlera de nouveau. — Quel est, à cette époque, le rôle du propriétaire foncier ? Mais, à proprement parler, il n'y en a pas ! On se soucie bien de la terre ! La propriété foncière n'est pas encore fondée ; le territoire n'est que la propriété collective de la tribu, et chacun en cultive ce qu'il veut, ou plutôt *ce qu'il peut ;* car le véritable propriétaire foncier alors, c'est celui qui a un petit capital de culture, des bœufs, des charrues, des instruments aratoires et, surtout, quelques grains pour les

semailles, épargnés sur la maigre récolte de l'année précédente. Celui-là est tout-puissant, soit qu'il emploie lui-même ses instruments de travail, soit qu'il en confie l'usage à un tiers. Mais quel sera dans ce dernier cas, l'arrangement qui interviendra entre ce capitaliste et le travailleur démué de tout capital, en supposant que ce dernier ne soit pas purement et simplement esclave? ce sera le *colonat partiaire* : le cultivateur n'obtiendra qu'une faible portion du prodruit brut, un sixième, un cinquième au plus, juste de quoi vivre.

Une nouvelle période historique s'ouvre. La population a augmenté; il faut obtenir plus de produits ; on défrichera de plus vastes espaces ; mais il est facile de comprendre que la culture intermittente proprement dite va devenir insuffisante et qu'il faudra revenir bientôt sur les terrains déjà mis en culture, après les avoir laissés se reposer un peu de temps, et fait quelques travaux de nature à leur restituer les éléments de fécondité. C'est le commencement d'un nouveau système de culture, la *jachère*, dont le nom exprime qu'on divise une exploitation rurale en un certain nombre de champs qu'on ne cultive qu'à tour de rôle, après un temps de repos. Quelle est la signification de cette nouvelle forme de l'économie rurale ? Le capital social et privé s'est accru. Celui qui n'avait jusque-là consacré son épargne qu'à se procurer l'indispensable capital d'exploitation, en emploie désormais une partie à améliorer la terre, à lui donner ou à lui restituer par la culture des facultés productives. C'est la vraie conquête de la terre qui commence. L'agriculture devient une spéculation à long terme. On s'attache au sol ; la tente des nomades est remplacée par une construction fixe. Mais ce n'est encore qu'une faible partie du territoire commun qui est appropriée. Une grande partie demeure à l'état de terrains vagues, de commmaux, bois et pâturages. De loin en loin seulement apparaissent les champs appropriés avec la maison au milieu, et encore ces champs appropriés n'ont-ils qu'une limite incertaine et restent soumis à une foule de droits dans l'intérêt de la communauté, droit de parcours, de vaine pâture.

Ainsi un double progrès s'est accompli. Le capitaliste a pu convertir une partie de ses épargnes en améliorations de culture, et, d'autre part, le pauvre cultivateur, le colon partiaire qui était naguère complètement à sa merci, a fait aussi quelques épargnes qu'il a tout d'abord converties en capitaux d'exploitation. Il a sa charrue, ses bœufs, quelques provisions ; il traitera dans des conditions plus avantageuses avec le capitaliste qui a pu s'approprier des terres et les améliorer. Il ne se contentera plus du sixième ou du cinquième du produit : il en demandera le quart, le tiers. Dans le grand mouvement de l'affranchissement des serfs, voici comment se passèrent généralement les choses : le serf devenu colon libre garda en toute propriété les attelages et instruments aratoires ; le gros bétail et les moutons restèrent comme cheptel, c'est-à-dire comme capital attaché à la ferme.

Voilà donc le colon partiaire en train d'améliorer sa position. C'est la transition du colonat partiaire au *métayage* proprement dit, dans lequel le cultivateur partage par moitié avec le propriétaire. Dans certains pays, la part du métayer sera portée aux deux tiers. La rente du propriétaire est une quote-part de plus en plus faible du produit brut, mais d'un produit brut de plus en plus fort.

Nous voici arrivés au *fermage*. Le colon, le métayer, plus abondamment pourvu de capitaux, va se transformer en entrepreneur de culture. Il dira au propriétaire : Votre terre produit, bon an mal an, telle quantité de fruits dont vous prélevez la moitié ; évaluons cette moitié en argent ; ce sera un fermage annuel que je vous payerai. — Voilà le propriétaire exonéré des risques ; cela doit se payer, et il aura certainement une part moindre du produit brut, car le fermier qui, une fois la rente payée, garde tous les fruits, a intérêt à obtenir le produit brut le plus considérable. Ce n'est donc plus seulement un capital de culture qu'il apportera sur la terre ; il incorporera une portion de son capital au sol qu'il améliorera ; il perfectionnera les procédés de culture. A la culture intermittente, à la jachère, va succéder la *culture alterne* qui permet de ne jamais laisser la terre se reposer, à la condition d'établir une *rotation* dans les cultures, à lui demander chaque année des produits nouveaux qui se nourrissent de sucs différents, de sorte que le même produit ne reparaît que lorsque la terre a réparé ses forces et reconquis les sucs nourriciers nécessaires à ce genre de produit.

Ce n'est pas le dernier mot de l'art agricole. En accumulant sur le sol du travail et du capital, en forçant la nature, on arrive à obtenir de merveilleux résultats comme qualités et quantités. C'est la *culture industrielle* dont le dernier degré est la production artificielle dans les serres. Quels énormes capitaux le fermier doit exposer ici ! A quels risques ils sont soumis ! Comment le propriétaire pourrait-il lui dire : Partageons ? Il sera réduit à l'intérêt courant des capitaux engagés dans une industrie quelconque ; la rente foncière tombera même au-dessous.

Douterait-on de l'exactitude de cet aperçu historique sur l'ordre dans lequel se sont succédé les différents modes de culture et les divers systèmes d'amodiation du sol ? Mais cette histoire nous l'avons sous nos yeux. Une grande partie du territoire de l'Algérie n'est soumis qu'à une culture intermittente. Le propriétaire arabe, le *fellah*, n'est en réalité que le détenteur des capitaux de culture. Le caïd fait annuellement la distribution de la terre, propriété de la tribu, aux fellahs, proportionnellement aux moyens de culture dont ils disposent. La possession de deux bœufs et d'une charrue donne droit à l'ensemencement d'une *djabba*, surface variable de 10 à 15 hectares. A côté du fellah, il y a le cultivateur dénué de ressources, le *khammes*, qui

laboure, sème, moissonne, et dépique le blé. Il reçoit pour cela le cinquième de la récolte. Le mot *khammes* signifie cultivateur au cinquième. Voilà le type du colon partiaire qui ne fournit strictement que son travail. Notez que le produit brut sur lequel il prend un cinquième est misérable ; on ne l'évalue en moyenne qu'à 15 francs par hectare. C'est l'image exacte du premier âge historique : occupation vague et incertaine du sol ; rareté du capital d'exploitation ; un produit brut misérable ; çà et là enfin la propriété privée qui commence à se constituer : c'est la terre *melk* ou appropriée en vertu d'un titre, par opposition à la terre *arch* qui n'est occupée que collectivement par la tribu. [1]

Ainsi la part du cultivateur, la portion qu'il prélève sur le produit brut suit une progression croissante à laquelle correspond naturellement une progression décroissante de la part du propriétaire foncier. Dans la condition la plus misérable, le colon partiaire n'obtient que le cinquième du produit brut. S'il a quelques provisions, quelques instruments aratoires, un petit attelage, il a le tiers. Fournit-il tout le capital d'exploitation, il partage par moitié, il devient métayer. Dans certains pays où le métayer concourt pour une part plus large à la production, la situation sera le rebours du colon partiaire [2] ; le métayer prendra un peu plus que le maître. Sous le régime du fermage, lorsque la jachère a fait place à la culture alterne, le fermier garde les 3/4 du produit et n'en donne que le quart au propriétaire, en argent, bien entendu, sous forme de fermage. Dans la culture industrielle du département du Nord où le revenu brut est en moyenne de 600 francs par hectare, le fermage est d'environ 120 fr., c'est-à-dire 1/6 du produit brut. En Belgique et dans la Flandre orientale où, grâce à l'abondance des engrais et des cultures, le produit brut dépasse 1,000 francs, la rente s'élève à 150 ; elle n'est plus que le septième du produit brut. Enfin, dans cette même Flandre, on arrive, dans la culture du tabac, jusqu'à un produit brut de 2,600 francs par hectare. Quelle va donc être ici la rente du propriétaire ? Pas plus forte que là où le produit brut n'était que de 1,000 francs, car cet énorme produit brut de 2,600 francs n'a été obtenu que grâce aux énormes frais de culture du fermier qui n'a pas craint d'accumuler sur un hectare pour plus de 2,000 francs de fumure et de main-d'œuvre.

1. Encore un trait essentiel de cette première époque de la culture intermittente et nomade, où la propriété encore incertaine se rapproche de cet heureux état rêvé par Rousseau, où la terre n'est à personne et les fruits à tout le monde ; où on ignore clôtures, fossés, pieux et palissades... Ce sont les famines qui déciment périodiquement les populations. Voilà qui complète l'analogie entre certaines parties de l'Algérie et le premier âge agricole. On sait quelles terribles famines, notamment en 1866, ont désolé ce pays, là où la terre abonde, et n'a pas encore été complètement *usurpée*.

2. Dans les Landes, le métayer a souvent les 3/5 du produit. En Provence, le cultivateur qui défriche prend jusqu'aux 6/7 du produit.

Voilà des faits certains, desquels il est permis de tirer des conclusions, des lois plus consolantes que celle de Ricardo, dont elles sont comme le correctif. Ce sont des lois, des rapports nécessaires dérivant de la nature des choses, qui ont déterminé l'ordre dans lequel se sont succédé les diverses formes de la culture, les différents systèmes d'amodiation du sol, et fixé la rémunération due aux divers facteurs de la production agricole. Le revenu foncier représente bien moins les facultés productives du sol que celles des capitaux. A l'origine, il est très fort relativement au produit brut, mais il est très faible absolument, parce que ce produit est peu de chose. Il va sans cesse décroissant d'une manière relative, mais augmentant d'une manière absolue, parce que ce produit brut s'accroit sans cesse. Nous venons de voir qu'il a été successivement des 4/5, des 2/3, de 1/2, de 1/4, de 1/5, de 1/7 d'un produit brut de 15 francs, de 30 francs, de 70 francs, de 400 francs, de 600 francs, de 1,000 francs ; c'est-à-dire qu'absolument il a été de 12 francs, de 15, de 35, de 100, de 150 francs. Il *augmente absolument*, parce qu'il représente les capitaux d'amélioration foncière qui se sont incorporés au sol, et ce capital social qui consiste en une sécurité plus grande, en des voies de communication plus parfaites. Il *diminue relativement*, parce qu'il est fixe et garanti des risques par le fermage, et encore parce qu'il cesse de représenter les capitaux d'exploitation que le maître fournissait jadis, et qui, sous le régime de la culture intensive et industrielle, sont fournis par le fermier dans une proportion sans limites.

Enfin, nous voyons se vérifier ici cette règle de justice sociale que, dans toute industrie, la rémunération des agents de la production se proportionne à leur concours dans l'œuvre commune. Dominant à l'origine, parce qu'il était à la fois propriétaire et capitaliste, le rôle du propriétaire foncier s'efface de plus en plus devant celui du cultivateur devenu à son tour capitaliste.

CHAPITRE XXXI

Des formes et dimensions de la culture. — Grande et petite culture. — Grande et petite propriété. — De l'influence des lois en cette matière.

Grande et petite culture, grande et petite propriété, ce sont là deux questions différentes, bien qu'il y ait entre elles d'étroits rapports. Occupons-nous d'abord de la première, au moins principalement, car il est difficile de faire complètement abstraction de la seconde. Il s'agit donc de savoir ce qui vaut le mieux de la grande ou de la petite cul-

ture. Avant de répondre à la question ainsi posée, si toutefois il est possible d'y répondre, je ferai remarquer qu'on faisait de la grande et de la petite culture bien avant qu'on se fût posé la question qui nous occupe, et, encore aujourd'hui, un agronome ne se détermine pas pour tel ou tel genre d'exploitation par un examen théorique de la question. Ne serait-il donc pas sage de nous demander : Où, quand, dans quelles circonstances, a-t-on fait et fait-on encore aujourd'hui, soit de la grande, soit de la petite culture ? Un aperçu rapide de l'histoire et de la topographie de l'une et l'autre culture va en effet nous fournir de précieux enseignements. Cette enquête nous fera voir, en même temps, en quoi consiste la différence entre les deux modes de culture.

L'Angleterre est la terre classique à la fois de la grande propriété et de la grande culture. Là on a vu, par deux fois, la grande culture faire merveille au point de vue de la production. Une première fois, au XVI^e^ siècle, lorsque les Anglais cessèrent d'exporter leurs laines en Flandre et commencèrent à s'adonner avec succès à la filature et au tissage. Les grands propriétaires du nord de l'Angleterre et de l'Écosse expulsèrent leurs petits tenanciers afin de convertir leurs domaines en vastes pâturages destinés à l'élève des bêtes à laine. Ce fut une désolation pour ces malheureux tenanciers dont quelques-uns restèrent comme serviteurs à gages sur les terres que leurs pères avaient défrichées et cultivées en qualité de petits fermiers. Les autres durent s'expatrier et aller grossir la population indigente des villes. Aussi Thomas Morus appelait-il les moutons « des animaux voraces, qui brou« tent les hommes comme l'herbe et dévastent à la fois la campagne « et la ville ». La paix d'Utrecht qui, en 1713, mit fin à la guerre de la succession d'Espagne, fut le point de départ d'un mouvement analogue. C'est de ce moment que date la grande prospérité industrielle et commerciale de l'Angleterre. Avec l'accroissement de la population, les produits de l'industrie agricole furent de plus en plus demandés. Les capitaux se tournèrent vers l'agriculture ; de riches capitalistes se firent fermiers ; on expulsa les petits tenanciers. A côté des grandes fermes à pâturages s'élevèrent les grandes fermes à céréales. — En Allemagne, nous avons été témoins d'un tout autre spectacle. Certes, la grande propriété existait là, et dans des proportions colossales ! Mais où trouve-t-on une réelle prospérité agricole ? Dans les petites fermes des colons héréditaires. Pour les grands domaines, on ne trouve pas de fermiers ; ils sont exploités par le seigneur même, sous la direction d'un régisseur, exploitation qui n'a que les apparences de la grande culture sans en avoir les avantages. C'est par le colonat héréditaire que, après la guerre de Trente ans, les princes et seigneurs rendirent la vie à l'agriculture. C'est ce régime que Frédéric de Prusse appliqua à des terres considérables détachées de ses domaines, Marie-Thérèse et Joseph en firent autant dans les provinces allemandes de la maison d'Autriche.

Dans tout le reste de l'Europe, nous trouvons la coexistence de la grande et de la petite culture, et généralement avec un avantage marqué au profit de la dernière. Comment ces cultures sont-elles distribuées ? En Belgique et dans les Flandres, c'est sur les sables fertilisés qui entourent les grandes villes, Gand, Anvers, Bruges, que se sont développées les cultures industrielles, légumes, plantes oléagineuses, plantes textiles, par exploitations plus ou moins restreintes. Dans le pays wallon, au contraire, les terres lourdes et compactes sont divisées en grandes fermes. — En France, dans la Brie, la Beauce, le Vexin, les terrains de composition argileuse présentent le même aspect. Dans notre midi, avec du soleil et de l'eau, nous retrouvons la petite culture. — En Italie, comme en Belgique, les grandes villes, enrichies par l'industrie et le commerce, encourageaient la culture sur une petite échelle des produits les plus délicats. En Italie encore, tandis que les immenses fermes de l'État romain étaient envahies par l'insalubrité, la fainéantise et la misère, les métairies toscanes de deux à trois hectares, les fermes lombardes de quinze à vingt hectares, présentaient le spectacle d'une activité florissante. — En Espagne, dans la Basse-Catalogne, dans la province de Valence surtout, la petite culture atteint les proportions microscopiques. Les terres sèches et chaudes, au contraire, comme l'Estramadure, ne sont que d'immenses et maigres pâturages.

Voilà des faits certains, desquels il est permis de tirer une conclusion, une *loi* relative à la distribution de la grande et de la petite culture. Cette loi peut se formuler ainsi : « La prédominance de telle ou « telle forme de culture est déterminée par l'état des populations, « l'abondance des capitaux, par le climat et le sol, par la nature des « produits réclamés par la consommation. » Reprenons en effet.

1° En Angleterre, des capitaux fortement concentrés voulaient s'appliquer à de grandes entreprises, tant agricoles que manufacturières. En Allemagne, faute de capitaux concentrés, c'est à la pauvre épargne du paysan qu'il fallut s'adresser : de là la moyenne ou la petite culture et le colonat héréditaire.

2° C'est la nature des produits qu'il s'agit d'obtenir, qui exerce l'influence la plus décisive. Que produisent les grandes fermes d'Angleterre ? des grains et du bétail. Mais quand il s'agit de tirer de la terre une grande variété de produits : des textiles, du vin, de l'huile, des fruits, des légumes, des fleurs, on ne trouve plus de grandes fermes. Un entrepreneur de culture s'y ruinerait à payer des ouvriers pour une foule de menus travaux qui sont, au contraire, exécutés utilement par les membres de la famille, grands et petits, *à temps perdu*, comme on dit.

3° C'est le sol et le climat qui imposent tel ou tel genre de produits.

Nous n'avons fait jusqu'ici que plaider les *circonstances atténuantes* en faveur de tel ou tel genre de culture : chacun fait ce qu'il peut. Mais il

y a un autre côté de la question à examiner : où est, en somme, la puissance productive la plus grande ? Cette question, qui paraît très simple, a été longtemps obscurcie parce qu'on a pris une base d'opérations fausse. Il s'agit de savoir quel est le genre de culture qui donne le produit net le plus considérable ; c'est un *rapport par différence* entre la dépense et le produit. Au lieu de cela, on a parlé du *rapport géométrique* entre le produit et la dépense : la culture sera réputée de plus en plus avantageuse suivant que le produit sera le double, le triple, le quadruple de la dépense. Rien de plus faux que ce raisonnement, ce rapport géométrique : à ce compte-là, la terre la plus productive serait celle qui ne dépenserait rien et qui néanmoins produirait toujours quelque chose. Il s'agit donc d'une enquête à faire. Cette enquête a été faite et il en résulte que partout, en Angleterre, en Belgique, en France, soit qu'on établisse la comparaison entre les fermes d'un même pays, soit que l'on compare des pays différents, c'est la petite culture qui afferme à plus haut prix. Même en affaiblissant les chiffres constatés par cette enquête, on arrive à des résultats qui contrastent singulièrement avec les admirations *convenues* pour la grande culture, et il est intéressant de rechercher les causes de cet engouement en faveur de la grande culture et, plus généralement, les causes de la diversité des jugements qui ont été portés en cette matière :

1° D'abord il faut se garder de croire que cette prédilection pour la grande culture ait jamais été unanime. Chacun, en somme, a prôné le genre de culture qu'il voyait particulièrement fleurir autour de lui. Si Arthur Young, le célèbre agronome anglais du siècle dernier, a pris si ardemment parti pour la grande culture, c'est qu'alors en effet l'Angleterre était dans un état de prospérité agricole bien supérieur à celui de certaines parties de la France. Mais, en France, ce n'était pas la petite culture, c'était le manque de capitaux, la pauvreté des cultivateurs, qui retenaient l'agriculture dans cet état inférieur. On a dit que la petite culture engendre la misère en Irlande ; non, c'est la misère qui impose la petite culture, la misérable tenure cottagère. Mais Sismondi, l'italien, nous vante l'état florissant des petites métairies de Toscane, des moyennes fermes de Lombardie, à côté de la triste situation des grandes fermes des États-Romains. La plupart des agronomes allemands sont partisans de la petite et de la moyenne culture. Les agronomes belges font la guerre aux grandes cultures, et en 1766 les États de Hainaut rendirent une loi agraire défendant d'avoir des fermes de plus de cent cinquante acres d'étendue. En 1769, en France, nombre de bailliages inscrivirent dans leurs cahiers le vœu que des lois fussent votées pour limiter la grandeur des fermes ;

2° La grande propriété et la grande culture ont un aspect imposant, qui séduit, comme toutes les choses faites en grand. On a célébré sur tous les tons les merveilles du *high farming* anglais. Nous avons vu en

France, cette autre merveille : un vaste domaine dont le produit a été décuplé en quelques années, parce qu'il a été morcelé, vendu et livré à la petite culture.

3° L'engouement a été longtemps favorisé par un faux calcul : le fermier anglais, disait-on, donne un plus haut revenu ; mais pourquoi ? grâce aux lois sur les céréales, il vendait son blé 26 francs l'hectolitre, tandis que le fermier français ou belge ne le vendait que 17 ou 18 francs.

4° On dit : pas d'agriculture sans engrais ; pas d'engrais sans bétail ; or, il y a plus de bétail sur les grandes fermes d'Angleterre que sur les petites fermes du continent. A cela une double réponse : 1° on aurait beau découper le département du Var en quelques grandes fermes, il n'y aurait pas plus de bétail pour cela ; 2° certaines parties de la Hollande, du Danemarck et de la Lombardie, le disputent à l'Angleterre ; et, en Belgique, il y a plus d'animaux par hectare dans les provinces de très petite culture, Anvers et Flandre orientale, que dans le pays de grandes fermes, Namur et Hainaut.

5° On dit encore : la grande culture *épargne les bras* et en laisse un nombre d'autant plus grand pour l'industrie ; et c'est pourquoi, dans les pays peu avancés, comme la Russie, il y a peu de vie industrielle parce que l'agriculture occupe trop de bras. — Mais non ! on prend l'effet pour la cause : c'est parce qu'il n'y a pas d'industrie qu'on emploie plus de bras à l'agriculture. — Qu'importe que la petite culture occupe plus de bras, si, après avoir nourri tous ceux qu'elle occupe, elle laisse un produit net considérable qui sera distribué en salaire aux ouvriers des manufactures ? Et puis cette excessive réduction de la population agricole n'est pas sans inconvénients pour l'économie sociale d'un pays. L'Angleterre nous en offre un exemple. Nulle part n'ont éclaté des crises industrielles et commerciales aussi douloureuses. Cela tient en partie à ce que son immense production est principalement destinée à alimenter le commerce extérieur qui comporte des opérations à long terme sur des marchés éloignés. De là des variations dans la demande et dans les prix, qu'il est difficile de prévoir, et qui entraînent des perturbations, des chômages subits, des encombrements de produits. Une population rurale plus nombreuse eût été une ressource, une sorte de *lest*, un régulateur du marché.

Il est un côté de la question qu'on néglige habituellement. Persuadé, à tort d'ailleurs, que l'avantage est à la grande culture, sous le rapport de la *production*, on laisse de côté la question de *répartition* ; en d'autres termes on ne se demande pas laquelle des deux formes de la culture contribue le plus au bien-être des populations. La vérité est qu'il y a, dans la petite culture, plus de maîtres et moins de journaliers ; dans la grande culture moins de maîtres et plus de journaliers, et, à être serviteur, il vaut peut-être mieux l'être dans une petite ferme que dans une grande. Un agronome anglais, qui n'est point partisan

des grandes fermes, a résumé ainsi l'avantage des petites fermes sur les grandes: Dans les grandes,le maître dit : *Allez travailler* ! Dans les petites : *Allons travailler* !

Mais enfin il faut conclure. Eh bien ! Je ne conclurai pas contre la force des choses, contre la grande ou la petite culture, phénomènes économiques qu'on voit se produire suivant les lois que nous venons d'établir ; je conclurai contre ceux qui, dans un sens ou dans un autre, voudraient porter atteinte à la liberté, faire violence au cours naturel des choses. Là est le grand intérêt de la question. Je ne suis pas avec ceux qui réclament l'intervention du législateur pour empêcher la concentration de la propriété et la constitution de grandes exploitations rurales ; je ne suis pas non plus avec ceux qui veulent par le même moyen faire obstacle à la division du sol, à la petite propriété et à la petite culture. Ces derniers, on le sait, demandent l'abrogation de notre législation civile qui, en établissant l'égalité des partages, conduit au morcellement du sol et finira, disent-ils, par le *réduire en poussière*. Le jurisconsulte et l'économiste ont le devoir de prendre parti au milieu de ces attaques contre le Code civil, attaques passionnées pour la plupart, qui sont à l'ordre du jour dans un certain monde, mais auxquelles le sentiment public est étranger.

Il ne s'agit pas ici de défendre le Code civil contre certaines critiques de détail qui peuvent être fondées, et auxquelles il serait facile de faire droit par de légères modifications qui laisseraient intacte l'ordonnance de la matière. Il s'agit d'attaques dirigées contre l'esprit même de notre législation sur les successions. Si variées que paraissent en effet ces attaques parties, on peut le dire,des quatre points de l'horizon, c'est toujours sur un même objet qu'elles portent, la même modification fondamentale qu'elles réclament, modification qui n'irait à rien moins qu'à anéantir l'œuvre du législateur. On réclame la liberté absolue de tester, liberté qui est plus ou moins restreinte par les lois sur la réserve héréditaire et la quotité disponible, dont l'effet est notamment de maintenir une certaine égalité dans les partages entre héritiers en ligne directe.

Voici d'abord une catégorie hors rang qui proscrit toute liberté de tester ou, pour mieux dire, toute transmission héréditaire. De quel droit l'homme disposerait-il de ses biens pour le temps où il ne sera plus ? D'ailleurs que lui importe ? Cela importe si fort à l'individu et à la société tout entière, que, sans la faculté de transmettre par héritage, un des principaux ressorts de l'activité humaine est brisé ; l'État devient forcément l'unique propriétaire ; le droit de propriété est anéanti ; les citoyens sont réduits à la condition de simples usufruitiers fort peu intéressés à la conservation et surtout à l'amélioration de leur patrimoine, si toutefois on peut appeler cela un patrimoine.

Mais laissons ceux qui proscrivent absolument la liberté de tester,

et venons à ceux qui la réclament tout entière. Quels sont-ils ?

1° Je ne mentionne que pour mémoire ceux qui semblent avoir pris pour devise le mot de Benthem : « Toute loi est un mal, parce qu'elle est une atteinte à la liberté. » Cela ne signifie rien.

2° On invoque un intérêt moral, celui de la famille dont les liens sont bien relâchés aujourd'hui, dit-on ; il faut ajouter au pouvoir du père impuissant à maintenir la discipline dans sa maison en lui permettant de menacer d'exhérédation l'enfant insoumis.— Voilà un pauvre remède.

3° D'autres invoquent l'intérêt économique de la société : le fils qui est assuré d'un riche héritage attendra sans rien faire le moment où il pourra consommer dans l'oisiveté la fortune acquise par son père. — C'est un système analogue au précédent : toujours la crainte d'une exhérédation suspendue sur la tête du fils pour le maintenir dans le devoir, dans l'amour du travail. On ne voit pas beaucoup de pères user, pour punir leurs enfants, de la liberté de tester dans les limites où elle leur est accordée.

4° Parmi ceux qui réclament la liberté de tester au nom de l'intérêt économique de la société, il en est qui précisent l'inconvénient qui résulte de sa limitation et de l'égalité des partages qui en est la conséquence : c'est le morcellement de la propriété et, par conséquent, la petite culture. Nous nous sommes expliqué là-dessus. Nous ne redoutons pas tant que cela la petite culture ; et, quant à l'égalité des partages, voilà pas mal longtemps qu'elle fonctionne sans avoir produit les effets désastreux qu'on prédisait, sans avoir *réduit le sol en poussière*, suivant une expression consacrée. Lorsque le démembrement d'un domaine aurait pour effet d'en rendre l'exploitation moins productive, les cohéritiers n'en exigent pas la division et, si aucun d'eux ne peut s'en charger, on le vend. Quant aux très grands domaines qui trouvent difficilement acquéreur, leur division n'est pas toujours un mal, tant s'en faut. Enfin, cette extrême division de la propriété produite par l'amour excessif de la terre trouve un remède dans cette même passion : à côté de ceux qui morcellent, il y a le propriétaire qui veut à tout prix s'arrondir, constituer un domaine.

5° Voici un dernier groupe d'adversaires de notre législation qui réclament aussi la liberté de tester par des considérations sociales et politiques d'un autre ordre. Ils pensent que les pères de famille useraient de cette liberté, non pas seulement pour empêcher le morcellement de la terre, mais pour concentrer tous les biens dans les mains d'un seul, rétablir le droit d'aînesse et reconstituer ainsi une société basée, comme l'ancienne, sur ce qu'ils appellent une forte organisation de la famille considérée comme institution politique. Il est bien entendu que, pour les partisans de cette opinion, l'idéal de la liberté de tester, ce sont de bonnes substitutions qui assurent une fois pour toutes la transmission

des biens d'une manière conforme à leurs vues et privent définitivement tous ceux qui viendront après nous de toute liberté de tester. L'expression la plus complète de cette tendance se trouve dans la proposition faite en 1820 de diviser une fois pour toutes la France en 40,000 fermes indivisibles, inaliénables, transmissibles par voie de substitution perpétuelle.

La diversité même de ces opinions et des mobiles qui les inspirent ne peut que nous confirmer dans cette opinion que le Code civil a bien fait ce qu'il a fait. Je termine par les considérations suivantes:

1° Les dispositions sur la réserve sont justes, car il est juste qu'on ne prive pas de son héritage après sa mort ceux aux besoins desquels on devait pourvoir de son vivant. On veut représenter le père comme un justicier qui donne à chacun suivant son mérite ou suivant qu'il paraît devoir tirer plus ou moins bien parti de ce qu'on lui donnera. Eh bien ! l'expérience prouve que ce n'est pas toujours la justice qui est le mobile de ces préférences auxquelles la loi permet de se manifester dans une certaine mesure. Le *Benjamin*, l'enfant gâté de la famille, celui qu'on avantage aux dépens des autres, le doit souvent moins à des qualités solides, à un mérite réel, qu'à des qualités superficielles qui flattent à tort l'amour-propre des parents;

2° On méconnaît les *avantages économiques* que la petite propriété a eus pour la France notamment. C'est la propriété divisée et mise aux mains des bourgeois et des paysans qui a fait merveille chez nous, aux différentes époques de notre histoire, après toutes les grandes perturbations sociales et politiques : après les Croisades, après la guerre de Cent ans, après Louis XI, après les guerres de religion, après la catastrophe financière à laquelle Law a attaché son nom, enfin après la Révolution de 1789. Montalembert disait que le trait de génie de la Révolution, devenue maîtresse des biens du clergé, avait été de les abandonner à la libre industrie privée au lieu d'en constituer un grand domaine public;

3° On méconnaît les *avantages sociaux* de ce même régime. Si, au lieu de laisser les choses à leur cours naturel, vous réglementez la propriété afin de réduire le nombre des propriétaires ; si vous faites de la propriété une institution politique, une fonction publique inamovible, les propriétaires ne sont plus qu'une classe de privilégiés, objets d'envie et de défiance ; vous fournissez des arguments contre la propriété ; vous êtes désarmés contre les rêveries des socialistes qui vous disent : Nous aussi, nous voulons organiser la propriété ;

4° On parle de *reconstituer une aristocratie terrienne* ! Ce sont là des choses qu'on ne *refait* pas par des moyens factices et la tentative, puérile partout, serait, particulièrement en France, un contre-sens historique. C'est au jour de la conquête que l'aristocratie terrienne s'est constituée en Angleterre. Là il y a eu une véritable aristocratie ani-

mée de l'esprit politique. C'est ce que nous n'avons jamais eu, car la noblesse française, brave, spirituelle, brillante, n'a jamais été une vraie aristocratie. Que parle-t-on donc de reconstituer ce qui n'a jamais existé !

5° Enfin, et c'est là une considération qui a bien sa valeur, le Code civil n'a fait aucune violence à nos mœurs : loin de là, il s'est conformé à cet esprit d'égalité qui, à tort ou à raison, est le fond de notre caractère national. En Angleterre la loi donne la plus grande partie du patrimoine à l'aîné, elle établit l'inégalité ; mais le père de famille peut jusqu'à un certain point rétablir l'égalité : *il ne le fait pas*. En France, la loi établit l'égalité, mais le père de famille peut introduire dans le partage une certaine inégalité ; *il ne le fait pas*. C'est que l'esprit aristocratique est dans les mœurs de nos voisins, comme l'esprit égalitaire est dans les nôtres. On peut le regretter ; on peut déplorer que nous n'ayons pas assez d'esprit public pour faire le sacrifice de nos goûts à ce que quelques personnes considèrent comme un grand intérêt social ; mais *c'est ainsi* ! et on ne saurait adresser aucun reproche au législateur lorsqu'il ne fait que refléter dans ses lois les mœurs, les caractères, les habitudes du peuple pour lequel elles sont faites, alors surtout que ces lois ne blessent aucun sentiment naturel de justice et d'équité. Il faut y regarder à deux fois avant de toucher aux fondements de la législation civile d'un peuple, quand il s'agit d'ailleurs de réformes qui sont loin d'être unanimement réclamées.

SECTION III

La part du capital ou revenu du capitaliste.

CHAPITRE XXXII

Notion de l'intérêt. — Faits généraux qui déterminent la hausse ou la baisse du taux de l'intérêt.

Comment l'entrepreneur se procurera-t-il les capitaux dont il a besoin, une machine et du charbon ? Ira-t-il trouver le constructeur de machines et le propriétaire de la mine et leur proposera-t-il de lui prêter la machine et une certaine quantité de tonnes de charbon, c'est-à-dire de conclure avec lui un contrat, soit de *prêt à usage*, soit de *prêt*

de consommation, non gratuit, bien entendu ? Non ; on lui répondrait que ces choses sont là pour être vendues ; qu'il n'a qu'à les acheter et qu'on lui donnera du temps pour payer. Ainsi fera-t-il, à moins qu'il préfère emprunter une somme d'argent pour payer comptant les capitaux. Dans tous les cas, il sera débiteur d'une somme d'argent dont le créancier, le capitaliste, recevra, outre le remboursement du capital, et comme rémunération du service rendu, une somme exprimée par rapport au capital dont elle paie l'usage : par exemple, 1/20, soit 5 sur 100, ou 5 pour cent ; ou bien, comme on disait autrefois, *le denier vingt*. C'est là l'intérêt du capital.

Quels sont les éléments de l'intérêt ? Il n'y en a en réalité qu'un d'essentiel, absolu : c'est le prix du service rendu par le capitaliste qui s'est abstenu de consommer pour constituer un capital qu'il met à la disposition de l'emprunteur, lequel en tirera un profit plus ou moins grand. Comme le salaire est la rémunération du travail, de l'effort *positif*, musculaire ou intellectuel, l'intérêt est la rémunération de l'abstinence voulue, consciente, du travail d'épargne, effort *négatif*, souvent le plus pénible, le plus difficile.

On pourrait considérer comme un autre élément de l'intérêt le risque que court le prêteur de ne pas être remboursé. Mais ce n'est point là un élément essentiel, car on peut très bien concevoir que le risque soit conjuré par des garanties.

L'intérêt est donc le prix d'un service rendu. Quelle est la valeur de ce service ? Quel est le taux de l'intérêt ? Cette question n'est pas plus susceptible d'une réponse catégorique que celle-ci : Que vaut le blé ? La valeur des services, comme celle des marchandises, varie sans cesse. Tout ce qu'on peut dire, c'est que, dans un temps et un lieu donnés, elle oscille entre certaines limites, et qu'il y a un prix-courant des marchandises, un taux usuel de l'intérêt : on prête à tant pour cent. L'objet essentiel de la science sur ce point est de rechercher les faits généraux qui déterminent les variations de l'intérêt.

La première chose à faire dans cette recherche, c'est de se garder d'appréciations inexactes sur la plus ou moins grande productivité des capitaux, suivant qu'ils sont engagés dans telle ou telle industrie. Si on entrait dans cette voie, on pourrait être conduit par de faux raisonnements à constater de tels écarts dans le rendement des capitaux, une telle disproportion entre ce rendement et le taux courant de l'intérêt, qu'il serait impossible de se rendre compte du chiffre de ce dernier. La cause d'erreur en cette matière est une confusion entre les différentes sources du revenu, entre l'intérêt du capital, le salaire du travail et le profit de l'entrepreneur. Il est certain qu'un petit détaillant peut gagner de quoi vivre avec un capital de quelques mille francs auxquels il fait rendre, dit-on, 40 ou 50 pour cent. Mais qui ne voit que le revenu dont vit le petit détaillant est bien plus le salaire de son

travail que l'intérêt de son maigre capital ? Le marchand en gros, au contraire, opère avec un gros capital ; l'étendue du marché lui permet de développer son commerce, et son salaire est peu de chose à côté de l'intérêt d'un gros capital. Un pharmacien peut monter sa boutique avec quelques mille francs et gagner annuellement le 100 pour cent de son capital ; mais ce n'est point là l'intérêt d'un capital, c'est le salaire qui lui est légitimement dû pour ses peines et soins, son habileté professionnelle, sa responsabilité. Est-ce que le capitaliste auquel les industriels dont je viens de parler demandent à emprunter son capital serait bien venu à leur dire : Je veux bien vous prêter mon argent, mais à un taux plus ou moins élevé suivant l'importance des bénéfices que vous réalisez dans votre industrie ? Non, sans doute, il ne devra se préoccuper que d'une chose, de leur solvabilité, et prêter au taux courant d'intérêts. Si le capitaliste réclame davantage, s'il veut participer aux bénéfices, ce ne peut être qu'à titre d'associé, de participant à l'entreprise, courant les chances de gain et de perte.

Un autre faux calcul consiste à comparer deux entreprises industrielles d'ordre différent et à dire : Le capital engagé dans la première a donné un bénéfice supérieur à celui qui est engagé dans la seconde, donc le capital est naturellement plus productif dans la première que dans la seconde. Mais qu'a-t-on fait en réalité ? On a simplement comparé deux opérations, une dans chaque industrie ; or, ce qu'il faudrait comparer, c'est l'ensemble des capitaux engagés dans les diverses opérations de chacune de ces deux branches d'industrie. Tantôt l'ensemble des personnes qui font un commerce sérieux réalisent un bénéfice qui se répartit à peu près également sur tous ; tantôt, dans certaines industries qui tiennent plus ou moins du jeu et de la loterie, il n'y a qu'une opération sur cinq qui réussit, mais en donnant des bénéfices exceptionnels. Telles sont les expéditions maritimes pour la grande pêche, les armements en course.... la traite des nègres, la contrebande.

Laissons donc de côté ce mirage trompeur de la plus ou moins grande productivité du capital suivant la nature des industries ; ne confondons pas le taux d'intérêt que le capitaliste est en droit d'exiger de l'emprunteur qui engage ce capital dans telle ou telle industrie, avec le bénéfice que cet emprunteur, devenu entrepreneur d'industrie, retire de l'emploi qu'il fait de ce capital ; ne confondons pas *le dividende* que le capitaliste reçoit comme associé avec l'intérêt qu'il perçoit en tant que simple capitaliste prêteur, et posons bien plutôt en principe que la productivité du capital tend à l'égalité dans les divers emplois que le capital peut recevoir. La raison en est que le capital a une tendance invincible à se retirer de l'emploi le moins productif pour se porter vers l'emploi le plus productif. C'est la loi de la concurrence ; mais il faut se hâter de mettre en regard de cette loi toutes les

circonstances qui font plus ou moins obstacle à ses effets. Dans certains pays, à des époques de civilisation peu avancée, les empêchements légaux, les distinctions de classe et les préjugés, les privilèges des corporations, interdisent le passage du capital d'une branche d'industrie dans une autre. Ajoutez à cela la routine et l'ignorance. Combien en effet y a-t-il de capitalistes en état de juger par eux-mêmes de la situation du marché, de la convenance qu'il y aurait à retirer les fonds d'une industrie pour les placer dans une autre? Mais le plus grand obstacle vient de la nature même du capital, suivant qu'il est plus ou moins fixe et engagé. Quand on parle de la tendance des capitaux à rechercher l'emploi le plus productif, cela doit s'entendre surtout des capitaux de nouvelle création, fruits de l'épargne. Quant au capital fixe, il reste là où il est attaché, à son avantage ou à son désavantage, suivant qu'il s'agit d'entreprises plus ou moins prospères. Aussi qu'arrive-t-il ? Si vous comparez le capital fixe et le capital circulant qui concourent à une même production, sur le produit brut, c'est le capital circulant qui commence par prélever l'intérêt courant, laissant le reste au capital fixe qui subit le sort qui lui est fait par les circonstances, et cela d'autant plus qu'il est plus fixe.

Revenons maintenant à la question fondamentale : quels sont les faits généraux qui déterminent la hausse ou la baisse du taux de l'intérêt ? Il n'y a pas un *taux naturel* de l'intérêt ; il n'y a pas un *prix naturel* à payer pour l'usage d'un capital [1]. Ici, plus qu'en aucune autre matière, s'impose la grande loi économique *de l'offre et de la demande* qui gouverne les variations de la valeur et du prix de toutes choses. L'intérêt ou loyer des capitaux est en raison inverse de la quantité offerte, en raison directe de la demande qui en est faite. Analysons cette formule de l'offre et de la demande et voyons quel en est le sens et la portée spécialement en ce qui concerne le prix auquel on obtient l'usage du capital.

Les mots *rareté* et *abondance*, comme les mots *peu* et *beaucoup*, ne signifient rien par eux-mêmes, ils n'ont qu'une signification relative : tout dépend de la demande. Or, qu'est-ce qui détermine la demande ? C'est l'activité économique, le développement de l'esprit d'entreprise qui lui-même est suscité par la productivité du capital dans ses divers emplois. Malgré l'abondance apparente du capital, l'intérêt pourra donc être élevé, dans ces conditions ; si elles font défaut, la rareté du capital ne fera pas hausser l'intérêt. Et qu'entend-on par abondance ou rareté du capital offert, quand on parle de leur influence sur le taux

1. Voir au chapitre LVI, la théorie générale des prix. Au prix du marché, au prix courant, on oppose le coût de production ou prix naturel. Le taux *naturel* de l'intérêt est une notion encore plus vague, plus incertaine. Bien des gens considèrent comme un dogme que l'intérêt doit être ni plus ni moins que le 5 pour cent. Rien de plus faux.

de l'intérêt ? Cet intérêt peut, dans de certaines limites, varier d'un jour à l'autre : est-ce à dire que le capital a diminué ou augmenté du jour au lendemain ? Non, il s'agit encore ici, mais dans un autre sens, d'une abondance ou d'une rareté relatives, de l'abondance ou de la rareté du *capital réellement offert*, ce qui est tout différent du *capital existant*. Le capitaliste en effet n'apporte sur le marché qu'une partie plus ou moins considérable du capital dont il peut disposer, suivant les temps, les lieux, les circonstances. Or, qu'est-ce qui détermine le capitaliste à offrir plus ou moins abondamment son capital sur le marché ? C'est le degré de sécurité dont jouit le capital. Là où la sécurité n'existe pas, où la propriété n'est pas respectée, dans les pays barbares en un mot, on enfouit son or ; on craint de paraître riche de peur d'exciter la convoitise des gens puissants ; on aime mieux vivre sur son capital que s'exposer à le perdre en cherchant à le faire fructifier. Si, dans ces conditions-là, on se décide à prêter son capital, ce n'est qu'à un intérêt très élevé, afin de compenser les chances de perte. Les choses se passent tout autrement, on le sait, dans les pays civilisés. Mais, même dans ces derniers pays, en temps de crise, alors que la sécurité fait plus ou moins défaut, on voit se produire exceptionnellement ce qui est l'état ordinaire dans les pays barbares : le capital se cache, se dissimule ; on s'efforce de lui donner la forme la plus mobile ; on transforme les capitaux fixes, immobiliers, en capitaux circulants, en monnaie. Dans les temps de crise, pour les pays riches et civilisés, comme cela a lieu en tout temps pour les pays arriérés, sans doute le capital est encore là ; les bras des travailleurs sont là ; mais il y manque ce qui est la vie économique, le véritable souffle créateur, à savoir : le désir d'améliorer son sort, le goût de l'épargne, l'esprit d'entreprise. On travaille bien encore, car enfin il faut vivre ; mais on travaille comme on vit, au jour le jour.

Mais voici des faits qui semblent donner un démenti à notre loi de la proportionnalité inverse du taux de l'intérêt avec l'abondance du capital. Au moment où l'or était le plus abondant en Californie, on y prêtait à 25 et à 30 pour cent. En 1850, on y escomptait à 1 pour cent par jour, 365 pour cent par an ! L'explication est bien simple et ces faits, loin de les contredire, confirment les principes que nous venons d'établir : 1° Ce n'est pas sur l'abondance du capital-monnaie, mais du capital en général que se règle le taux de l'intérêt. Or, si les métaux précieux abondaient en Californie, toute autre espèce de capital y était fort rare : vêtements, chaussures, subsistances, instruments ; 2° Le capital emprunté pouvait être dans les mains de l'emprunteur une source de gains extraordinaires ; 3° L'insécurité était extrême, et à un double point de vue : une organisation sociale rudimentaire ne permettait guère de compter sur la protection légale ; les emprunteurs offraient personnellement peu de sûreté, et étaient en outre exposés à

tous les hasards d'une vie d'aventures. Jamais capital prêté ne fut plus exposé.

Ainsi l'abondance du capital et la baisse de l'intérêt ont pour principale cause la sécurité qui encourage la production et l'épargne, et de là résulte une activité économique croissante. C'est ce que Turgot a exprimé dans cette image bien connue : « On peut considérer le taux « de l'intérêt comme une espèce de niveau au-dessous duquel tout tra- « vail, toute culture, toute industrie, tout commerce cessent. C'est « comme une mer répandue sur une vaste contrée : les sommets des « montagnes s'élèvent au-dessus des eaux et forment des îles fertiles « et cultivées. Si cette mer vient à s'écouler, à mesure qu'elle descend, « les terrains en pente, puis les plaines et les vallons paraissent et se « couvrent de productions de toute espèce. Il suffit que l'eau monte « ou baisse d'un pied, pour inonder ou pour rendre à la culture des « plages immenses. C'est l'abondance des capitaux qui anime toutes « les entreprises, et le bas intérêt de l'argent est, tout à la fois, l'effet « et l'indice de l'abondance des capitaux [2]. » On a reproché à Turgot de n'avoir tenu compte que des causes bienfaisantes de la baisse de l'intérêt, à savoir une sécurité de plus en plus grande et l'accroissement de l'épargne, et d'avoir omis une cause malfaisante, à savoir la production décroissante des capitaux nouvellement créés [3]. Ce reproche est-il fondé ? Je ne le pense pas. On veut bien reconnaître que Turgot, vivant à une époque de rénovation sociale, scientifique et industrielle, où tant de choses étaient à faire, est excusable de ne pas s'être préoccupé du moment où, toutes les grandes œuvres de la civilisation étant accomplies, le capital ne trouverait plus que des emplois médiocrement rémunérateurs, et serait par conséquent réduit à se contenter d'un faible intérêt. Je crois que, si l'objection avait été faite à Turgot, il n'aurait pas accepté le bénéfice de ces circonstances atténuantes, et qu'il aurait répondu : que nul ne peut assigner des limites à la découverte de nouveaux emplois productifs du capital ; que pendant longtemps il restera beaucoup à faire dans les pays qui sont à la tête de la civilisation, et à peu près tout à créer dans ceux en bien plus grand nombre où il n'y a qu'une civilisation rudimentaire ; que l'*état stationnaire*, terreur de certains économistes, est une échéance tellement éloignée, qu'il est permis à la science moderne de négliger une situation économique dont il est assez difficile de définir le caractère et sur la-

2. Turgot, *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, § 89. Œuvres, tome Ier, p. 59.

3. M. Paul Leroy-Beaulieu, *Essai sur la répartition des richesses*, chapitre IX, page 253. — M. Leroy-Beaulieu, page 99, apprécie ainsi la théorie de la rente de Ricardo : « Un jour peut-être..., la théorie de la rente de Ricardo pourra devenir absolument vraie. Ces perspectives sont singulièrement éloignées. » Ne pourrait-on pas dire de même : Il est possible qu'un jour la critique adressée à la théorie de Turgot soit fondée, mais les perspectives sont singulièrement éloignées ?

quelle les économistes sont si loin de s'entendre que les uns la redoutent tandis que les autres l'appellent de tous leurs vœux ; qu'il n'est nullement prouvé que la baisse de l'intérêt doive diminuer dans des proportions inquiétantes le désir d'épargner et de capitaliser, et qu'on pourrait soutenir au contraire qu'il en résultera un stimulant de plus pour ceux qui, voulant vivre de l'intérêt d'un capital, seront tenus de posséder ce capital en plus grande quantité, puisqu'il produira un intérêt moindre. Quant à ceux qui, possesseurs d'un capital transmis par héritage, ne voudraient ni travailler, ni épargner, ils doivent s'attendre à voir leur situation diminuer, et ce sera justice. Nous avons constaté la diminution proportionnelle de la rente de la terre par rapport au revenu des autres éléments de la production ; nous constatons ici la diminution absolue de la rente du capital.

CHAPITRE XXXIII

Les controverses sur la légitimité du prêt à intérêt.

Voici un sujet digne des méditations de l'économiste. Depuis quelque trois mille ans que le monde est monde, législateurs, philosophes, moralistes, théologiens, jurisconsultes, tous ceux, en un mot, qui contribuent à former l'opinion publique, ont généralement enseigné qu'exiger un intérêt d'une somme d'argent prêtée, est un fait condamnable et damnable. Cette prohibition, loi morale, loi religieuse ou loi positive, a été sans cesse éludée ou violée ouvertement. Aujourd'hui toutes les législations reconnaissent la légitimité du prêt à intérêt. Comment a pu se produire cet antagonisme entre la pratique et ces doctrines, et comment ces doctrines ont-elles été complètement abandonnées ? Il y a là une intéressante page d'histoire économique.

Il y a plus de deux mille ans qu'Aristote, un des plus grands génies de l'antiquité, a fait le beau raisonnement que voici : Vous pouvez légitimement retirer un fermage de votre terre, car, si vous ne la donniez pas à bail, elle vous produirait des fruits ; mais l'intérêt de l'argent est une acquisition contre nature. Mettez en effet 10,000 écus dans un coffre et les y laissez pendant des années ; allez ensuite, regardez dans votre coffre ; vous n'y trouverez pas un écu de plus. L'argent, dit Aristote, ne doit servir qu'à l'échange. Je fais remarquer, en passant, qu'à ce point de vue, Aristote a donné une excellente définition de la monnaie. Evidemment l'argument d'Aristote est sans valeur ; il est presque comique. Si j'ai 10,000 écus, je ne les garderai

pas dans mon coffre ; j'achèterai une terre qui me donnera des fruits, ou bien je les emploierai à faire le commerce et réaliserai des bénéfices plus ou moins considérables, tirant de mon argent le profit que l'emprunteur en aurait lui-même tiré. Du reste, la doctrine du philosophe n'avait prévalu, en Grèce, ni dans les lois ni dans les mœurs. Comment un peuple commerçant aurait-il condamné le prêt à intérêt, le crédit, qui est l'âme du commerce. A Rome, le prêt à intérêt fut un moment prohibé par les lois et condamné par les moralistes, au moins dans leurs écrits ; mais la loi fut sans cesse éludée par ceux-là mêmes qui, comme Caton, déclaraient que l'usure est une chose abominable.

D'où vient cette différence entre Rome et la Grèce ? Cela tient aux différences profondes entre les conditions économiques et morales des deux pays. Qu'il y a loin en effet de l'Athènes de Périclès à la Rome des Tarquins ! Là une nation vive et ingénieuse, à la fois positive et brillante, également avancée dans les arts de la paix et de la guerre, industrieuse et commerçante, recherchant la richesse pour la prodiguer en chefs-d'œuvre de la sculpture et de l'architecture ; ici une nation pauvre et avide, sans industrie, sans arts, sans commerce, couvant sous sa pauvreté ces ardentes convoitises qui, en attendant de se donner carrière dans la conquête et le pillage de l'univers, s'exerçaient sur un théâtre plus restreint. Le patricien, qui avait accaparé la terre et le butin pris à l'ennemi, préludait, par les rigueurs impitoyables exercées sur le malheureux plébéien, à ce rôle d'oppresseur et de spoliateur qu'il remplit avec tant d'éclat plus tard dans les provinces livrées à la rapacité proverbiale des prêteurs et des proconsuls. Caton nous dit que la loi des XII Tables punissait le voleur de la peine du double, et l'usurier de la peine du quadruple : et c'est bien fait, ajoute-t-il, car prêter à intérêt à un homme pauvre, c'est l'égorger. Quelle était en effet la condition du malheureux plébéien qui empruntait ? Pourquoi empruntait-il ? Pour vivre en attendant la récolte. Mais, dans ces temps de guerre permanente, avant les semailles ou la moisson, il fallait toujours partir pour quelque nouvelle expédition ; et le débiteur se trouvait, au retour, encore plus dénué de ressources que lors de son premier emprunt ; il était infailliblement livré à un créancier impitoyable qui, après l'avoir tenu quelque temps dans les fers, le faisait vendre comme esclave pour se payer.

Portons, pour un moment, la question sur le terrain des principes. Tous les contrats que les hommes font entre eux ne sont que des arrangements faits en vue d'acquérir, de transmettre, de conserver la richesse, d'en jouir, d'en tirer parti. C'est là le fond de toute l'activité économique dans la société. Quel est le but immédiat de toutes ces conventions ? Acquérir la propriété, la libre et absolue disposition d'une chose ; en acquérir l'usage temporaire ; s'assurer les services de

quelqu'un pour un temps ou pour un objet déterminés. Deux sortes de contrats, deux catégories différentes de conventions peuvent nous procurer tout cela. Tous ces services qu'un homme peut réclamer d'un autre, je puis vous les rendre gratuitement. Je puis vous *donner* une chose en pur don ; je puis vous la *prêter* gracieusement ; je puis gratuitement exécuter quelque travail pour vous, garder en dépôt une chose qui vous appartient. La *donation*, le *mandat*, le *dépôt* sont des *contrats à titre gratuit*. A côté de chacun de ces contrats à titre gratuit, il y a un contrat à *titre onéreux* qui lui correspond, et par lequel nous obtenons l'avantage, le service que nous désirons, à charge d'une prestation équivalente de notre part. A côté de la donation il y a l'*échange* ou la *vente* ; à côté du prêt gratuit il y a le *prêt à intérêt* ; à côté du mandat et du dépôt, il y a le *louage de services*.

Eh bien ! sur quelle espèce de conventions pense-t-on que la société puisse reposer? J'entends la société arrivée à un certain degré de développement économique. Il suffit de poser la question pour la résoudre : évidemment sur la réciprocité des services. Qui songe aujourd'hui à réclamer un service considérable et gratuit, si ce n'est d'un parent ou d'un ami, ou dans des circonstances tout à fait exceptionnelles qui permettent de faire appel à l'humanité, à la générosité ? Mais dans le monde des affaires, quand on est en relations d'affaires avec des milliers d'individus ! est-ce que, en dehors des rapports étroits de parenté, la donation est un contrat usuel? — Non, on trouve partout des personnes disposées à vous rendre tous les services imaginables moyennant une équitable rémunération.

Il en est autrement, jusqu'à un certain point, dans une société primitive. Considérons en particulier le contrat qui nous occupe, le prêt, qui a pour objet de mettre à la disposition de quelqu'un l'usage d'un capital. Que se passe-t-il ? On verra là tous les extrêmes. Le capital est peu abondant ; le prêt n'intervient en général que dans le cercle étroit des relations de famille, d'amitié, de patronage et de clientèle ; on rend un service, à charge de revanche. Si on sort de ce cercle, si c'est réellement une affaire, si on fait tant que d'exiger un intérêt, cet intérêt sera énorme, et il y a beaucoup de chances pour que l'emprunt soit funeste à l'emprunteur. L'argent est rare ; il n'est guère employé qu'aux petits achats journaliers de subsistances ; on n'achète pas des terres ou des maisons ; il n'y a pas de grandes entreprises industrielles ou commerciales. L'emprunteur qui a emprunté pour vivre, qui a consommé ce capital stérilement, aura beaucoup de peine à le reconstituer pour le rendre ; que sera-ce, s'il doit encore payer des intérêts exorbitants ? Dans ces mêmes conditions économiques et sociales, le prêteur à intérêt, celui surtout qui fait profession de prêter, est vu avec défaveur : il conspire la ruine de son débiteur. L'emprunteur, d'autre part, est présumé n'en être arrivé à cette extrémité que par

suite d'une détresse qui est le prélude de la ruine. L'histoire nous atteste tout cela : 1° On commence par prêter en nature et gratuitement; 2° Dès qu'on commence à prêter de l'argent à intérêt, l'intérêt est excessif; *prêteur* est synonyme d'homme dur et avide; *emprunteur* équivaut à homme obéré, à bout de ressources.

Ces enseignements de l'histoire sont confirmés par ce que nous voyons autour de nous. Allez dans les pays arriérés où il n'y a ni industrie ni commerce actif : là vous trouverez ou bien le prêt primitif, le prêt de pure obligeance, ou le prêt à intérêts exorbitants. Dans un village et même dans une petite ville, le métier de prêteur est vu de mauvais œil alors même qu'il est exercé de la manière la plus honorable. On se cache pour prêter, on se cache aussi un peu pour emprunter; car un homme qui emprunte est un homme qui se ruine : *il en est aux emprunts*, dit-on. Transportez-vous au contraire dans une grande ville, sur le véritable théâtre de l'activité industrielle et commerciale : là le monde économique dans son complet épanouissement vous apparaît comme une chaîne infinie dont chaque anneau est un créancier ou un débiteur, ou pour mieux dire, à la fois un créancier et un débiteur. Là prêter, emprunter, devoir de l'argent, c'est la condition de tous. Ce ne sont pas les pauvres, les gens obérés qui empruntent; ce sont ceux dont les affaires vont le mieux et qui ont recours au crédit pour leur donner plus de développement. Il y a là des gens, les banquiers, qui font profession d'emprunter d'une main pour prêter de l'autre.

Nous avons maintenant l'explication de ce fait, que la plupart des doctrines morales et religieuses ont condamné le prêt à intérêt. Elles ont en effet généralement pris naissance à des époques où les rapports de prêteur à emprunteur avaient le caractère que je viens de signaler. Elles reposent sur une fausse notion du rôle que le capital joue dans la production de la richesse, et ne considèrent le prêt à intérêt que comme un manquement au devoir de charité, le prêteur étant nécessairement représenté comme le riche qui abuse de la triste situation du pauvre.

Aristote, pour condamner le prêt à intérêt, s'était tenu sur le terrain de la science. Cela ne lui a guère réussi : ses raisons sont pour le moins puériles. Les autres auteurs païens se sont tenus surtout sur le terrain de la morale : le prêt à intérêt est immoral; c'est la spoliation, un odieux abus de la richesse. Plutarque l'a envisagé sous un jour particulier : « Si on voulait, dit-il, se contenter du nécessaire, il n'y « aurait pas plus d'usuriers qu'il n'y a de centaures. » Il fait là allusion, non pas aux riches qui prêtent, mais aux riches qui empruntent pour subvenir à leur luxe, à leurs prodigalités.

On a prétendu que l'évangile interdit expressément le prêt à intérêt. En réalité, il ne contient là-dessus que des conseils de bienfaisance.

C'est aux Pères de l'Église, au IVe siècle, qu'il faut faire remonter la doctrine qui condamne formellement le prêt à intérêt. S'ils ont invoqué l'Ancien et le Nouveau Testament, il faut reconnaître qu'ils ont principalement subi l'influence des tristes conditions économiques de la société de leur temps. L'empire romain, en proie à l'invasion des barbares, était en pleine dissolution ; une misère effroyable régnait partout : il s'agissait bien vraiment de relever par le crédit l'industrie et le commerce ! Il s'agissait de vivre, c'était affaire de bienfaisance et de charité. Aussi voyez comme ces grands esprits mêlent aux préceptes évangéliques, les pauvretés d'Aristote et de Plutarque. « Les prêteurs, dit saint Bazile, s'enrichissent des misères d'autrui... c'est recueillir où l'on n'a rien semé. » Et saint Chrysostome : « Retranchons cet enfantement monstrueux de l'or et de l'argent ; étouffons cette exécrable fécondité ! » On a reconnu l'argument d'Aristote. Voici du Plutarque : « Avez-vous prêté, dit saint Augustin, à celui qui avait ou à celui qui n'avait pas ? S'il avait, pourquoi lui prêter ? S'il n'avait pas, pourquoi lui demander davantage ? » Un passage d'Origène est digne de remarque : « Le créancier n'exigera pas d'intérêt, mais le débiteur fera bien de lui en payer. » De la part d'un Père de l'Église du IVe siècle, c'est une légitimation du prêt à intérêt.

L'Église s'appropria tous ces arguments et prohiba le prêt à intérêt. Ajoutons qu'elle fit, en cela, cause commune avec la féodalité dont elle partagea, à certains égards, le peu de sympathie pour le grand essor qui poussait la bourgeoisie vers la richesse et la liberté. Tout subit d'abord l'influence de l'Église ; et Domat écrivait encore au XVIe siècle : « Le prêt est un acte de bienveillance. Il n'a pas été inventé pour le profit de ceux qui prêtent, mais pour l'usage de ceux qui empruntent. » Il eut été facile de lui répondre qu'on avait changé cela. Luther lui-même, dans son traité sur le négoce et sur l'usure, avait tonné contre l'usure, un peu, il est vrai, parce que l'Église s'était jusqu'à un certain point humanisée à l'endroit de cette damnable pratique. Et, en effet, déclamations et anathèmes ne purent rien contre la force des choses. Dans la pratique on éluda constamment les prohibitions canoniques, soit en tenant le prêt secret, soit à l'aide de divers contrats ostensibles sous lesquels il se dissimulait, tels que la vente à réméré, la constitution de rente. Les papes se virent obligés de permettre le contrat de constitution de rente, tout en renouvelant leur défense de prêter directement à intérêt. Dès le XIIe siècle, les Italiens s'étaient faits les banquiers de l'Empire. Au XIVe les Péruzzi et les Bardi de Florence prêtaient 16 millions à Édouard III d'Angleterre, qui, par parenthèse, ne les leur rendit pas, ce qui entraîna la ruine d'une foule de maisons. Dans toute l'Europe, les Juifs, contraints, pour se soustraire à de périodiques exactions, de donner à leur fortune la forme la plus mobile, faisaient le commerce de l'argent, comme aujourd'hui

encore les Juifs, les Arméniens et les Hindous le font au milieu des populations musulmanes. Dès le commencement du XVII^e^ siècle, dans tous les pays protestants, le prêt à intérêt était ouvertement pratiqué et reconnu par les lois civiles.

La théorie vint sanctionner une pratique universelle. Les casuistes avaient été amenés à une transaction. Tout en persistant dans leur doctrine, que le prêt à intérêt est contraire à la charité chrétienne, ils admettent néanmoins que, si le créancier en prêtant avait éprouvé quelque dommage ou renoncé à quelque bénéfice possible, on pouvait tolérer la perception d'un intérêt. Quoi de plus simple alors que d'évaluer à l'avance ce *damnum emergens* et ce *lucrum cessans* à un chiffre moyen? Les Jésuites se rencontrèrent ici avec Calvin qui, un des premiers, attaqua vigoureusement le raisonnement d'Aristote. Montesquieu, Turgot, dans son *Mémoire sur les prêts d'argent*, Bentham, dans sa *Défense de l'usure*, n'en laissèrent rien subsister.

La Cour de Rome n'a jamais proclamé la légitimité du prêt à intérêt; il est pénible de se déjuger. Toutefois la Grande Pénitencerie romaine invite les confesseurs à ne plus refuser l'absolution aux prêteurs. Il y a, assure-t-on, encore quelques récalcitrants parmi les confesseurs !...

Tout cela n'est plus que de *l'histoire ancienne*. Au fur et à mesure que la suppression des prohibitions religieuses ou légales élargit le cercle des prêteurs et que, d'autre part, les capitaux sont devenus plus abondants, le métier de prêteur a cessé de paraître un monopole odieux, et les inconvénients du prêt se sont fait moins sentir. A qui prête-t-on d'ailleurs aujourd'hui ? Est-ce à un voisin besoigneux dont on exploite la détresse ? Cela arrive encore sans doute, mais plus généralement on confie ses épargnes à quelque grande compagnie de finance ou d'industrie qui vous sert des intérêts et des dividendes que les plus scrupuleux touchent certes en toute conscience. Les situations sont interverties, au point que l'on se préoccupe bien plutôt, avec un zèle exagéré, de protéger les prêteurs contre ces redoutables emprunteurs.

CHAPITRE XXXIV

De la limitation légale du taux de l'intérêt. — Le délit d'usure.

A la prohibition absolue du prêt à intérêt a succédé, dans la plupart des pays civilisés, la limitation légale du taux de l'intérêt. C'est ainsi que, chez nous, une loi du 3 septembre 1807 avait fixé le taux légal à

5 pour cent en matière civile, et à 6 pour cent en matière commerciale, et puni le délit d'usure, c'est-à-dire l'habitude de prêter à un taux supérieur, à un taux usuraire. Une loi de 1850 avait même renforcé la loi de 1807 en punissant le simple fait d'usure, indépendant de l'habitude, et en aggravant la pénalité.

Cette limitation légale du taux de l'intérêt a donné lieu à des attaques analogues à celles qu'avait provoquées autrefois la défense absolue de prêter à intérêt. Nous retrouvons, en effet, ces deux points d'analogie : 1° La loi était fréquemment éludée par divers moyens; 2° dans bien des cas on s'était vu obligé d'en tolérer la violation. Aussi les organes les plus autorisés de la science s'accordaient-ils à condamner la fixation d'un taux légal. Ajoutons que, dans plusieurs pays où on avait d'abord admis la limitation, la liberté absolue a été proclamée sans que, on l'affirme du moins, il en soit résulté aucun inconvénient.

La question de l'abrogation ou au moins d'une modification de la loi de 1807 était donc à l'ordre du jour. En 1864 une commission fut instituée pour procéder à une enquête. Elle entendit 120 témoins, les notabilités de la science, du commerce, de l'industrie, de la banque, des jurisconsultes, des magistrats. Elle recueillit des documents divers, avis des conseils généraux, des chambres de commerce. Toutes les opinions furent représentées, toutes les solutions proposées.

Au nom de la science on disait : L'argent est une *marchandise*; l'intérêt est un *prix* qui doit être librement débattu, d'autant plus librement qu'aux autres causes de variation se joignent les considérations tirées de la personne de l'emprunteur. Les lois de *maximum* sont condamnées par la science et par la pratique. La marchandise *argent* n'a pas un *prix naturel*, mais un prix courant, le prix du marché, qui résulte des causes que nous avons analysées au chapitre XXXII. Le taux légal, puisqu'il est fixe, sera nécessairement au-dessus ou au-dessous du véritable prix de l'argent [1]. S'il est au-dessus, la loi est inutile; s'il est au-dessous, elle n'atteindra certainement pas le but qu'elle se propose, car, si le contrôle est suffisant pour empêcher la violation du taux légal, les prêts deviendront plus rares, les capitaux émigreront là où règne la liberté du prêt. Mais le plus souvent le contrôle sera insuffisant ; la loi sera éludée de mille manières. Le débiteur, pressé par le besoin d'argent, acceptera toutes les combinaisons que le prêteur viendra lui imposer dans ce but. L'emprunteur payera un intérêt d'autant plus fort que le prêteur voudra s'indemniser des risques auxquels il s'expose en violant la loi. Les lois contre l'usure la favorisent. On a

1. En 1823, Châteaubriand, combattant le projet de conversion facultative présenté par M. de Villèle, affirmait que la société chrétienne avait trouvé le point juste en fixant, dans un pays essentiellement agricole, l'intérêt de l'argent à 5 pour cent ; qu'au-dessus il y avait usure, au-dessous avilissement des capitaux, etc.

dit que le législateur obviera à tous les inconvénients en réglant le taux légal sur le taux ordinaire admis dans le pays. Mais ce taux ordinaire n'est que pour les cas ordinaires où le prêt n'offre aucun risque particulier pour le prêteur. Le profit maritime n'est soumis à aucune limitation dans le prêt à la grosse ; or, toute espèce de prêt peut présenter les caractères d'un *prêt à la grosse aventure*. On va ici contre l'intérêt évident de l'emprunteur. Combien de commerçants, en temps de crise, se seraient tirés d'affaire, s'ils avaient pu emprunter au 10 pour cent, au lieu de vendre leurs marchandises à 30 pour cent de perte !

Les faits confirment la théorie. La limitation du taux de l'intérêt a été abolie, en Angleterre notamment, et il n'y a qu'une voix pour affirmer les bons effets de cette mesure. En temps ordinaire, le taux de l'intérêt a été abaissé ; et, si dans les temps de crise, on prête à un intérêt plus élevé, tout le monde y trouve son compte. En France, qu'avons-nous vu ? Outre que la distinction entre le taux civil et le taux commercial condamne le principe même de la loi, n'a-t-on pas proclamé pour l'Algérie la liberté du taux de l'intérêt ? Une loi de 1857 a autorisé la Banque de France à escompter les effets de commerce à tel taux qu'elle jugerait convenable ; or en escomptant à 10 pour cent, fait-elle autre chose que prêter de l'argent à 10 pour cent ? Comment, en l'état, empêcher un simple banquier d'en faire autant ? Aussi le ministre de la justice a-t-il adressé une circulaire aux procureurs généraux pour les inviter à ne pas poursuivre comme faits d'usure ces prêts commerciaux. Voyez ce qui se passe aux halles de Paris. Il y a là des gens qui prêtent le matin 5 francs à un revendeur qui garnit sa charrette de fruits et de légumes. A la fin de la journée ces 5 francs lui ont produit 7 à 8 francs, 2 et 3 francs de bénéfice. Là-dessus il rend les 5 francs empruntés le matin plus 25 centimes, il a donc emprunté à 5 pour cent par jour ! Le préfet de police a voulu intervenir. Qui a jeté les hauts cris ? Les emprunteurs. Ce que devraient faire ceux-ci, ce serait de se constituer par l'épargne ce capital de 5 francs qu'ils empruntent chaque jour. Turgot rapporte qu'il fut, au Parlement, rapporteur d'un procès criminel pour fait d'usure de ce genre. « Jamais, « dit-il, je n'ai été tant sollicité, et précisément par ceux qui avaient « été victimes de ces usuriers qui prêtaient à la petite semaine, 1 écu « pour 2 sols. »

Il y a enfin, dans les lois restrictives du taux de l'intérêt, ce qu'on pourrait appeler un danger de tendance. Bien des gens diront, et on l'a dit en effet : Pourquoi le gouvernement n'abaisse-t-il pas le taux de l'intérêt ? pourquoi ne le met-il pas, par exemple, à 3 pour cent, *afin que tout le monde puisse y aller?* C'est le danger de toutes les lois de maximum : elles tendent à répandre cette erreur que le gouvernement n'a qu'à vouloir pour que le pain, le vin, la viande, l'argent soient à

bas prix, pour que le travail abonde. Lorsque Louis XIV, en 1665, abaissa le taux de l'intérêt à 5 pour cent, il dit, dans le préambule de son édit, que cette mesure favoriserait le commerce et préviendrait la paresse. Que n'abaissait-il donc l'intérêt à 3 et à 2 pour cent ? Il faut reconnaître que les erreurs économiques sont venues aussi souvent d'en haut que d'en bas.

Certes, voilà de bien bonnes raisons contre la limitation du taux de l'intérêt. Qu'a-t-on répondu ?

L'argent est une marchandise comme une autre ! Cela est vrai des métaux précieux considérés dans leurs usages industriels ; mais la monnaie est une marchandise *sui generis* qui, de par le consentement universel et la loi, a été revêtue d'une puissance d'emploi exceptionnelle.

On parle de libre convention ! Non, l'homme qui croit pouvoir se sauver de la ruine et du déshonneur par un emprunt, n'est pas libre d'en discuter les conditions. C'est un homme qui se noie et s'accroche à tout.

On parle du prix courant de l'argent, du prix du marché ! Où est-il ce marché ? qui pourrait dire qu'il y a un prix courant établi, comme pour le blé ou la viande, à la face du ciel ? C'est dans le mystère que se traitent toutes ces ténébreuses affaires d'argent.

On veut conclure de la liberté de l'escompte à la liberté du prêt à intérêt ! Mais l'escompte n'est pas l'intérêt. On escompte pour quelques jours ! Ce n'est pas un prêt permanent qui peut devenir ruineux par l'accumulation des intérêts. On escompte du *papier fait*, c'est-à-dire qui représente une opération industrielle sérieuse. L'escompte est le prix d'un service particulier, l'encaissement d'une somme à distance souvent.

On se récrie sur ce que le taux légal est arbitraire ! C'est simplement le bénéfice moyen que le législateur a considéré. Il procède toujours ainsi quand il s'agit de déterminer un laps de temps, un délai, un âge. A-t-il eu tort de fixer la majorité à vingt-et-un ans sous prétexte que cette présomption peut être, dans un sens ou dans un autre, contraire à la réalité dans des cas particuliers ?

On invoque l'exemple de l'Angleterre ! Mais là il s'agit de gros capitalistes, de gros emprunteurs qui savent ce qu'ils font. Il n'y a pas là, comme chez nous, ces paysans qui empruntent à tout prix pour conserver ou acheter un misérable lopin de terre.

Quels ont été les résultats généraux de l'enquête de 1864 ? Quelles sont les principales solutions qui ont été proposées ? on peut les réduire à six :

1° Ne pas toucher à la loi de 1807 ;

2° Remplacer les limitations actuelles 5 et 6 pour cent, par 6 et 7 pour cent. Les deux solutions ont eu peu de partisans ;

3° Suivre la Banque de France dans ses variations des taux de l'escompte. Cette opinion a eu aussi peu de partisans. Cela est bon pour l'escompte, pour un prix de courte durée ; mais, pour des prêts permanents, comment admettre que deux prêts de ce genre, parce qu'ils auront été contractés à quelques jours de distance, pèsent pendant des années d'un poids si inégal sur les débiteurs qui auront emprunté l'un au 3 pour cent, l'autre au 10 pour cent ?

4° La liberté absolue. C'est la solution des économistes. Ils ont dit que la liberté ne ferait jamais autant de mal que l'usure actuelle. On a surtout fait valoir l'exemple de ce qui se passe en Alsace entre paysans et usuriers.

5° La liberté combinée avec un taux légal de la manière suivante. Lorsqu'on aura prêté au-dessus du taux légal, la convention sera encore valable en principe, à moins que, à l'excès du taux ne se joignent certaines circonstances de nature à faire croire que le créancier a abusé de la situation malheureuse du débiteur. Là est en effet la véritable notion de l'usure : un abus, une violence morale. Mais d'ailleurs je puis être généreux en prêtant à 25 pour cent à quelqu'un qui n'a rien et qui ne me payera certainement qu'à la condition de réussir dans une entreprise aventureuse. En réalité c'est un contrat de société. Cette solution est, en elle-même, fort juste, mais son organisation au point de vue législatif et surtout son application par le juge présenteraient bien des difficultés.

6° Ne rien changer au civil ou porter le taux au 6 pour cent, et la liberté absolue en matière commerciale, là où l'emprunteur agit le mieux en connaissance de cause, c'est la solution proposée par la magistrature et le notariat ; c'est elle qui a été consacrée par la loi du 13 janvier 1886.

On arrivera certainement à la liberté complète en matière de taux de l'intérêt ; mais peut-être faudra-t-il pour cela que l'éducation économique de la nation soit un peu plus avancée. Les tentatives avortées et les réformes partielles dont nous avons été témoins, font voir que les esprits les plus libéraux sont encore retenus par la crainte de fournir des armes à ceux qui de bonne foi et par ignorance, pourraient dire : « On nous livre pieds et poings liés au capital ».

Nous venons de vider deux procès contre l'intérêt : la question de la prohibition de l'intérêt, celle du taux légal. Quant au troisième procès, ou plutôt quant à la mauvaise querelle qu'a soulevée Proudhon, elle rentre dans les excentricités socialistes les plus caractérisées, nous la retrouverons plus tard.

SECTION IV

La part du travail ou le revenu de l'ouvrier.

CHAPITRE XXXV

Théorie mathématique du salaire. [1]

Nous avons vu comment, à quelles conditions, par quels contrats, l'entrepreneur se procure l'emplacement nécessaire à son industrie, l'usine avec son outillage, le capital fixe et le capital circulant, le *matériel*, en un mot. Il s'assurera le concours du *personnel* par un louage de services, contrat par lequel une personne s'engage envers une autre, moyennant un prix convenu, à lui rendre certains services. Ce prix sera fixé, soit à raison de la durée du travail, soit à la pièce, à la tâche. Ce prix c'est le salaire. Son caractère essentiel, c'est qu'il est le prix d'un service et qu'il est déterminé à l'avance, indépendamment du résultat de l'entreprise.

Le travail est une marchandise, offerte par le travailleur, qui en est le détenteur, demandée par l'entrepreneur. Où celui-ci trouvera-t-il cette marchandise ? Dans les petites localités, il y a un marché *réel*, un lieu où se tiennent les journaliers sans travail ; mais il s'agit ici du marché *fictif*, comprenant tous les ouvriers et tous les entrepreneurs qui, d'une manière quelconque, peuvent se mettre en rapport les uns avec les autres.

C'est la libre convention des parties qui, dans chaque cas particulier, déterminera le salaire. Les prétentions contraires des parties seront maintenues dans de justes limites par la concurrence que se font les acheteurs de travail d'une part, les vendeurs de travail de l'autre. « Lorsque deux patrons courent après un ouvrier, les salaires haussent ; lorsque deux ouvriers courent après un patron, les salaires baissent. » C'est en ces termes que Richard Cobden exprimait la lo.

1. Si on compare la rubrique de ce chapitre avec celle du chapitre suivant, on verra que je suis, pour l'exposition de la théorie des salaires, le même procédé que pour l'exposition de la théorie de la rente (v. les chapitres XXVII et XXVIII). On pourrait être tenté de faire cette objection : A quoi bon exposer une théorie qu'on sait être fausse ? Je réponds que cette théorie n'est pas fausse, qu'elle est seulement *incomplète*, ce qui est bien différent, et qu'elle comporte certaines rectifications.

de l'offre et de la demande, suprême régulateur des prix. Les salaires tendent donc à s'élever en raison inverse du nombre d'ouvriers qui s'offrent pour faire le travail, et en raison directe de la quantité de travail à faire.

L'offre, considérée isolément, dépend de la population, j'entends de cette partie de la population qui travaille ou est disposée à travailler, population dont le chiffre varie incessamment, soit d'une façon absolue, suivant le rapport entre les naissances et les décès, soit d'une façon relative, suivant les modifications qui peuvent se produire dans les moyens d'existence des diverses catégories de personnes. Tel, en effet, qui jusqu'à présent vivait du revenu d'un capital, peut se trouver contraint de demander à son travail un supplément de revenus, par suite de revers de fortune, de la diminution de l'intérêt du capital, du renchérissement des subsistances.

De quoi dépend la demande de travail ? On dit quelquefois que la demande de travail dépend de l'importance du capital : cela doit s'entendre principalement du capital circulant et de la portion de ce capital qui, toutes proportions gardées, peut être affectée au payement des salaires ; et encore faut-il qu'elle reçoive *réellement* cette affectation, ce qui suppose le développement de l'esprit d'entreprise par suite du progrès des arts industriels et de la sécurité qui encourage l'épargne et enhardit les capitalistes à confier leurs économies aux entrepreneurs pour activer la production.

Voilà donc l'entrepreneur et l'ouvrier en présence et débattant le prix du travail. Quels calculs feront-ils, l'un en offrant, l'autre en demandant un salaire ? Y a-t-il notamment un *maximum* qu'ils ne pourront pas dépasser, un *minimum* au-dessous duquel ils ne pourront pas descendre dans leur offre ou dans leur demande ? Quant à l'entrepreneur, dans son offre de salaire, on ne peut pas dire qu'il y ait un minimum au-dessous duquel il ne descendra pas. Il offrira le moins possible. La concurrence des autres entrepreneurs pourra seule le contraindre à faire des offres qui lui permettent de retenir ou d'attirer l'ouvrier. Il y a, au contraire, un *maximum* qu'il ne pourra certainement pas dépasser et qui est déterminé par le prix courant du produit dans lequel il doit retrouver tous ses frais de production, y compris un bénéfice pour lui-même. Si le produit se vend 100 et que le loyer de l'usine et l'intérêt des capitaux absorbent 50, l'entrepreneur ne pourra distribuer qu'un peu moins de 50 en salaires. Un entrepreneur peut bien travailler quelque temps à perte, mais dans l'espoir de voir les prix se relever, et cela ne saurait durer longtemps. Et l'ouvrier ? Quel est le maximum qu'il pourra réclamer, le minimum au-dessous duquel il ne pourra pas descendre ? Par la même raison que l'entrepreneur n'est, en principe, limité à aucun minimum dans son offre, l'ouvrier n'est limité par aucun maximum dans sa demande, et la concurrence seule des autres ou-

vriers pourra l'amener à réduire ses prétentions à un chiffre raisonnable et à se rapprocher du maximum que l'entrepreneur peut accorder. Mais il est un minimum au-dessous duquel il ne semble pas qu'il puisse descendre. Quel est ce minimum ? La somme qui fournit à l'ouvrier les choses indispensables au soutien de l'existence. Il faut bien que l'ouvrier vive, sans cela comment continuerait-il à apporter sur le marché sa marchandise, son travail ? Il pourra, pendant un temps, vivre de privations, triste vie ? Comme l'entrepreneur qui travaille à perte pour traverser une crise, l'ouvrier pourra aussi travailler à perte, se contenter d'un salaire insuffisant ; mais cela ne saurait durer. A ce régime de privations et de souffrance, l'offre de travail ne se maintiendrait pas, car la population diminuerait. Maintenant qu'est-ce que ce minimum de salaire qui représente l'ensemble des choses nécessaires à la vie ? C'est quelque chose de tout à fait relatif. Le vêtement, le chauffage, le logement sont peu de chose dans les pays chauds ; dans les pays froids, ils sont les premières nécessités de l'existence. Un climat froid exige aussi une nourriture plus abondante, plus substantielle ; car la nourriture ne répare pas seulement les pertes qui se produisent dans l'économie animale, elle y entretient encore la chaleur indispensable à la vie : mourir de faim, c'est aussi mourir de froid. D'autre part, l'extrême chaleur nécessite des stimulants énergiques. Au Mexique le salaire est beaucoup plus élevé dans les terres chaudes que dans les régions tempérées. A côté des nécessités du climat, il y a encore les convenances sociales qu'il faut observer. C'est un bon signe que l'ouvrier tienne à la décence du logement et du vêtement. L'ouvrier anglais porte une veste de bon drap faite pour lui, de fortes chaussures de cuir, et il rougirait de s'affubler de la défroque des riches, comme font les mendiants. Le paysan du midi de la France rougirait de porter les sabots dont on s'accommode dans le centre et le nord. Dans certains pays d'Italie le peuple va communément nu-pieds.

On a donné, avec plus ou moins de bonheur, le nom de salaire *naturel* au minimum de salaire dont nous nous occupons. On l'a appelé aussi salaire *nécessaire*, salaire *normal*. Ces dénominations ont l'inconvénient que présentent les formules concises, et celles-ci sont on ne peut plus brèves puisqu'elles se réduisent à un mot. J'y reviendrai dans le chapitre suivant ; je continue, pour le moment, à analyser la notion de minimum de salaire. Je me suis tout d'abord placé au point de vue restreint du débat actuel entre l'entrepreneur et l'ouvrier ; mais il faut examiner la question de plus haut et d'une manière plus générale. Les frais de production de la marchandise travail varient suivant les industries, suivant les facultés dont on réclame le concours : de là une juste inégalité des salaires. La chimère socialiste de l'égalité des salaires est contraire à la justice ; elle serait funeste aux intérêts de la société. Au livre I, chapitre X de *La Richesse des nations*, Smith a énuméré les

principales causes de l'inégalité des salaires dans les diverses professions : l'agrément ou le désagrément de l'emploi ; la facilité ou la difficulté de l'apprentissage ; l'occupation constante ou les chômages ; le plus ou moins de probabilité de succès. On peut se livrer, à cet égard, à des analyses et à des observations ingénieuses ; on reconnaîtra généralement que la diversité de rémunération est conforme au principe de justice sociale, à ce qu'exige l'intérêt de la société ; mais il ne faut pas s'y tromper, à côté et même au-dessus de ce principe de justice, il y a la loi d'ordre économique à laquelle, en cas de conflit, devrait rester le dernier mot, la loi de la concurrence, de l'offre et de la demande ; et si à un moment donné on a besoin de robustes terrassiers pour construire des chemins de fer, il pourra se faire qu'ils gagnent de plus forts salaires que d'habiles ouvriers dans des métiers qui réclament une longue éducation professionnelle. Voilà d'autre part un métier qui, en effet, demande un long et pénible apprentissage, et qui, en l'état, assure à ceux qui l'exercent une rémunération exceptionnelle ; mais tout à coup cette carrière se trouve encombrée par une foule de gens qui se sont mépris sur leurs aptitudes ; là où cent suffisaient, vous avez mille ouvriers ; direz-vous que, en bonne justice, il faudrait assurer à ces mille ouvriers le même salaire qu'obtenait chacun des cent ouvriers primitifs ? Non, car neuf cents sur mille ont eu le grand tort de se tromper plus ou moins sur le genre de services que la société attendait d'eux, La concurrence en fera justice.

Quand on raisonne sur les salaires hauts et bas, il est une distinction qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est celle entre le salaire *nominal* et le salaire *réel*. Le salaire étant évalué en argent et la valeur de l'argent, sa puissance d'acquisition étant variable comme celle de toutes les denrées, il faut se demander ce que l'ouvrier peut réellement se procurer de subsistances, à un moment ou dans un lieu donnés, avec son salaire en argent.

Nous avons dit que l'offre de travail augmente avec la population, ce qui tend à abaisser les salaires. Mais si, d'autre part, et par suite de cet accroissement même de la population, les denrées renchérissent, ce renchérissement tend à rendre l'ouvrier plus exigeant, tend à élever les salaires. Voilà donc deux forces qui agissent en sens contraire; mais, en somme, si elles agissent simultanément, s'il y a accroissement de la population et cherté croissante, c'est la première de ces deux forces qui l'emportera, et cela se conçoit : cette force est inéluctable, tandis que la seconde n'est qu'une prétention fort légitime en soi, mais qui ne peut obtenir satisfaction. Il y en a qui reprochent aux entrepreneurs de profiter de l'accroissement de la population et de la concurrence qui en résulte entre ouvriers pour abaisser les salaires : Pourquoi ne pas maintenir les salaires au même niveau, les élever même si les denrées sont devenues plus chères ? — Ce raisonnement

trahit la plus complète ignorance de la réalité des choses. Est-ce que, dans les circonstances que nous envisageons, l'entrepreneur est libre d'élever les salaires ou même de les maintenir au taux actuel ? Ce salaire, cette somme d'argent n'est qu'un moyen de se procurer une portion de l'approvisionnement général en denrées, vêtements, objets de consommation quelconques qui existent au sein de la société, et l'entrepreneur ne peut pas faire que cet approvisionnement soit plus ou moins considérable, et, si la population augmente, la portion de chacun ne devra-t-elle pas être réduite, et d'autant plus qu'à l'augmentation de la population s'ajoutera la cherté, car *cherté* ne signifie pas autre chose que *rareté*, au moins relative ?

Examinons de plus près les conséquences de cette rupture de l'équilibre entre la population et les subsistances. Les travailleurs s'imposeront des privations ; mais il arrivera un moment où la population cessera de s'accroître d'abord, diminuera même, et alors, comme il y aura moins de parties prenantes dans le fonds commun, la part de chacun s'accroîtra : les salaires augmenteront de manière à mettre les ressources de l'ouvrier au niveau d'exigences nouvelles : l'équilibre se rétablira. Seulement, il est clair que la transition ne s'accomplira pas sans crise et sans souffrances. Ainsi l'élévation du prix des subsistances finira par élever le taux des salaires, mais on voit à quelles dures conditions. J'ai supposé un renchérissement successif et permanent des subsistances ; tout autre serait l'effet d'une simple cherté accidentelle provenant d'une mauvaise récolte. Cette cherté ne durerait pas assez longtemps pour atteindre la population dans sa source. Les privations se répartiront proportionnellement sur tous. Il y a plus, cette disette passagère tendra à faire baisser les salaires : chacun restreindra un peu ses consommations ; on renverra à la récolte prochaine pour faire une dépense qui n'est pas urgente, renouveler un habit, une pièce de son mobilier, et voilà les salaires réduits pour le tailleur, pour le tapissier. On voit même, dans ces circonstances, des gens qui ne l'avaient jamais fait, travailler pour un salaire. Des effets contraires se produisent dans les années d'abondance : on ne peut plus trouver d'ouvriers qu'à des prix élevés.

Le renchérissement définitif des denrées peut s'établir lentement ou soudainement. Il semble qu'un renchérissement successif serait préférable ; mais, en l'état de notre éducation économique, peut-être faut-il dire qu'il est plus funeste. On ne s'aperçoit pas de ce renchérissement en quelque sorte latent ; on ne change rien aux conditions générales de son existence ; on ne songe pas à émigrer, si une occasion favorable se présente ; à retarder le moment où, par un mariage, on contribuera à augmenter la population ; à se préparer enfin des ressources pour un avenir que rien n'annonce devoir être désastreux. Cependant cette cherté insensiblement croissante n'en produit pas moins ses ef-

fets ; l'alimentation devient moins bonne, moins abondante, et un état de souffrance, d'atonie se répand peu à peu sur la population.

Si l'abaissement des salaires et le renchérissement des subsistances provoquent des réflexions douloureuses chez tous, l'élévation des salaires concordant avec une abondance relative n'est pas pour l'économiste le sujet de préoccupations moins graves. Une brusque élévation des salaires est souvent un danger : l'ouvrier passe des privations aux excès et renonce aux habitudes d'épargne. L'industrie de la construction des chemins de fer en Angleterre en a fourni un exemple frappant. Un capital de quatre à cinq milliards s'est trouvé engagé dans la construction des voies ferrées. Les compagnies rivales se disputaient les ouvriers. Les tisserands et les laboureurs quittaient le métier et la charrue et allaient gagner des salaires énormes pour un travail de simples manœuvres, de terrassiers; les plus robustes gagnaient jusqu'à huit francs par jour, et plus. On les désignait par le sobriquet de *navigateurs*. J'imagine que, comme le marin qui revient d'une campagne, ils gaspillaient leur salaire comme l'autre, sa solde ; que, comme le marin, ils n'avaient pas de domicile fixe, allant de côté et d'autre. Mais ces brusques élévations de salaires furent suivies d'un non moins brusque abaissement : les chemins de fer une fois construits, la majeure partie du capital circulant ayant été transformée en capital fixe, adieu les gros salaires ! Il fallut retourner au métier et à la charrue, avec des salaires diminués de moitié et reprendre les habitudes d'une vie parcimonieuse ; ce fut très dur.

Ce que j'ai surtout voulu établir ici, c'est que le taux courant des salaires tend à se déterminer par la loi régulatrice de tous les prix, de toutes les valeurs, rapport de l'offre et de la demande, le travail étant offert par les ouvriers et demandé par les entrepreneurs, les premiers se faisant concurrence dans l'offre comme les seconds dans la demande. Que de colères a excitées cette expression si simple d'une vérité irrécusable ! que de déclamations sur la concurrence anarchique, sur l'ouvrier réduit à offrir son travail à vil prix, sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur l'insensibilité des économistes qui inventent de pareilles formules ! Ce qu'il y a de plus triste, c'est que, si vous changez les termes de cette formule sans toucher au fond, si au lieu de parler du rapport de l'offre et de la demande, vous dites, ce qui est la même chose, le rapport entre la population et le capital ou fonds d'approvisionnements de la société, vous désarmez les plus rebelles, j'entends ceux qui sont de bonne foi. On peut se représenter ce fonds d'approvisionnements sous la forme d'un vaste bassin aux bords évasés, autour duquel viennent se ranger les populations qui doivent y puiser. Si ce capital augmente, le niveau s'élève, le flot se répand, la surface accessible s'étend et une population plus nombreuse peut y puiser plus à l'aise et plus abondamment. Le capital

diminue-t-il, le niveau s'abaisse, la surface se réduit, et la population se presse pour obtenir avec plus de peine des quantités moindres.

CHAPITRE XXXVI

Correctifs et compléments à introduire dans la théorie du salaire.

A propos de la théorie de la rente foncière, nous avons dû nous élever contre les tristes conclusions de l'école de Ricardo, qui nous montrait l'humanité contrainte, pour arracher à la terre sa subsistance, d'attaquer des terrains nouveaux de moins en moins fertiles, d'où devait résulter une élévation sans cesse croissante du prix des produits de la terre, et enfin l'impossibilité de subvenir aux besoins d'une population toujours plus nombreuse, même au prix d'efforts surhumains. Nous avons vu comment ces prévisions avaient été démenties par les faits. A propos des salaires, nous nous trouvons en présence des mêmes théories pessimistes. Voici en effet ce que Ricardo a écrit au chapitre V de ses *Principes :* « Dans la marche naturelle des sociétés, les « salaires tendront à baisser en tant qu'il seront réglés par l'offre et la « demande ; car le nombre des ouvriers continuera à s'accroître dans « une progression un peu plus forte que celle de la demande... — Mais « il ne faut pas oublier que le prix des salaires tient aussi à celui des « denrées que l'ouvrier a besoin d'acheter. A mesure que la popula- « tion augmente, ces denrées iront toujours en augmentant de prix, « plus de travail devenant nécessaire à leur production. Si les salaires « payés en argent à l'ouvrier viennent à baisser pendant que toutes « les denrées à l'achat desquelles il dépensait le produit de son travail « haussent de prix, il se trouvera doublement atteint, et il n'aura « bientôt plus de quoi subsister. C'est pourquoi, au lieu de baisser, « les salaires en argent hausseraient, au contraire, mais pas suffisam- « ment pour permettre à l'ouvrier d'acheter autant de choses néces- « saires ou utiles qu'il pouvait le faire avant le renchérissement de ces « denrées... » La plupart des économistes ont protesté avec raison contre ces conclusions qui n'offrent à l'humanité que des perspectives désolantes ; les faits ont démenti ces prévisions d'une manière éclatante. Depuis que Ricardo a écrit ces principes, le sort des ouvriers s'est notablement amélioré, car les salaires en argent ont presque doublé, et cette hausse du salaire n'a pas été compensée par une élévation du prix des subsistances.

La théorie des salaires n'est qu'un corrollaire de la théorie de la rente. Elles comportent donc des appréciations analogues. En ce qui

concerne particulièrement la théorie des salaires, il ne s'agit pas d'exonérer Ricardo du reproche ridicule de dureté, mais de bien comprendre quelle était, dans son esprit, la portée des conclusions qu'il nous présente. En le lisant avec soin, on ne voit pas qu'il ait considéré comme une réalité probable et prochaine ses tristes prévisions. Ricardo était un vrai philanthrope, un sincère ami de l'humanité, et nul ne s'est plus constamment préoccupé du sort de l'ouvrier. Il était opposé aux lois iniques qui prohibaient l'importation des céréales et en élevaient le prix d'une façon exorbitante ; il combattait la loi des pauvres qui engendre le paupérisme et encourage l'insouciance de l'avenir par l'assurance de l'assistance légale. Il aurait voulu développer chez l'ouvrier le sentiment de la dignité personnelle, de la responsabilité, de la prévoyance, et voilà pourquoi il nous met sous les yeux ces redoutables avertissements, ces sombres tableaux dont il ne craint pas de charger les couleurs. La constitution sociale et politique de l'Angleterre, les misères de l'Irlande, les crises industrielles dont il fut témoin, n'ont pas été sans influence sur le cours de ses idées [1]. Ricardo n'a donc pas affirmé que tout ce qu'il dit se réalisera ; il parle de tendances, de courants qui entraînent aux abîmes, il ne nie pas qu'il ne soit possible d'y résister.

On a écrit, il n'y a pas longtemps, que « toute la théorie du salaire est à refaire [2] ». Ce programme n'est-il pas empreint de quelque exagération ? Ne serait-il pas plus juste de dire qu'il faudrait mieux préciser les propositions fondamentales, et bannir de cette théorie certaines notions qu'on a eu le tort d'y introduire ?

Ainsi, on a dit avec raison que la demande de travail dépend de l'importance du capital ; mais il faut reconnaître que cette proposition a besoin d'être élucidée, et qu'on ne l'a pas formulée d'une manière heureuse quand on a dit que la demande de travail était limitée par le *fonds des salaires*. Cela peut laisser croire que le fonds des salaires est quelque chose de limité rigoureusement comme un chapitre du budget, ou comme les approvisionnements d'un navire. Il n'y a pas de fonds des salaires, dans la société, il y a bien plutôt un *fonds commun* où propriétaires, capitalistes, ouvriers, puisent simultanément et, suivant les cas,

1. Acide Fonteyrraud, dans une note sur le passage de Ricardo que j'ai transcrit, dit très bien : « Frappé de voir tant de haillons à côté de tant de luxe, et « tant de crises à côté de tant de progrès, Ricardo s'est pris à désespérer de l'a- « venir, et suivant son habitude, ce désespoir que tant d'autres mettent en élégies « et en philippiques, *il l'a mis en formules*, ce qui est plus net, mais tout aussi in- « juste, tout aussi réfutable. » Œuvres de Ricardo, Ed. Guillemin, page 75.

2. M. Paul Leroy-Beaulieu, *Essai sur la répartition des richesses*, page 382. L'auteur dit d'une manière générale, page VII de l'introduction : « Presque tout ce « que l'école économique classique a écrit sur la répartition des richesses, quand « on le soumet à un contrôle attentif, s'évanouit. »

les uns par préférence aux autres. Il peut se faire qu'une entrepriso ne donne ni intérêt, ni dividende, ni profit, et que des salaires abondants soient distribués aux travailleurs. Ce n'est pas seulement la somme de capital circulant qui influe sur le taux des salaires ; c'est encore l'importance du capital sous toutes ses formes. Si l'introduction des machines peut tout d'abord amener une moindre demande de bras ou même encore un déplacement du travail, elles ne tardent pas à réclamer un plus grand nombre de travailleurs, et par une plus grande abondance de produits à bon marché, elles accroissent le salaire réel de l'ouvrier.

On a abusé du *salaire naturel*. C'est une notion vague qui n'a aucune valeur ni théorique, ni pratique, et il est à regretter qu'on ait trouvé là une loi du salaire : « Quelque grande que puisse être la déviation « du prix courant relativement au prix naturel du travail, il tend, ainsi « que toutes les denrées, à s'en rapprocher » [3]. On sait avec quel empressement les docteurs du socialisme allemands se sont emparés de cette prétendue loi du salaire, *la loi d'airain*. Le mot *salaire naturel* ne signifie pas autre chose qu'un *minimum* de subsistance au-dessous duquel on souffre et on meurt : ce n'est pas une loi économique, c'est simplement un fait physiologique. Il n'y a pas de *prix naturel*, il n'y a qu'un *prix courant* du travail, dans un système de distribution des richesses basé sur la libre convention des parties. La préoccupation d'un salaire naturel ne se comprend que dans un système de distribution par voie d'autorité. C'est ainsi que le maître déterminera ce qui est plus ou moins strictement nécessaire à la subsistance de l'esclave.

Cette théorie du salaire naturel qui serait le point autour duquel graviterait le taux courant, a conduit quelques économistes à dire que le prix des subsistances est le régulateur du taux des salaires, ceux-ci s'élevant ou s'abaissant suivant le prix des subsistances de manière à permettre à l'ouvrier de s'en procurer toujours la quantité qui constitue le salaire naturel. Nous avons vu, par l'analyse faite au chapitre

3. Ricardo, *Principes*, chap. v. Œuvres, page 68. — Turgot, *Reflexions sur la formation et la distribution des richesses*, § 6, semble avoir posé cette loi d'une façon encore plus nette : « En tout genre de travail il doit arriver et il arrive en ef« fet que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procu« rer sa subsistance. » Je crois néanmoins que Turgot n'a pas songé à établir une loi du salaire comme nous l'entendons aujourd'hui ; il a simplement fait une application de cette malheureuse théorie du *produit net*, si chère aux physiocrates. Ce qui le prouve, c'est ce qui suit immédiatement : « Le laboureur est le seul dont « le travail produise au-delà *du salaire du travail*. Il est donc l'unique source de « toute richesse. » Dans la pensée de Turgot *salaire* est synonyme de *subsistance*, et on sait que, dans la doctrine physiocratique, les cultivateurs seuls formaient la classe *productrice*, celle dont l'industrie donne un produit net, le reste des travailleurs formant ce que Turgot appelle la classe *stipendiée* qui ne gagne que sa subsistance.

précédent, que les choses ne se passent pas ainsi. Cette doctrine n'est pas seulement inexacte ; elle est dangereuse en ce qu'elle tend à désintéresser l'ouvrier de la variation du prix des choses nécessaires à la vie, ce qui est évidemment absurde en tant qu'il s'agit d'une cherté réelle provenant de la raréfaction des subsistances, car tout le monde est intéressé à leur bon marché. Elle est encore dangereuse en ce qu'elle tend à le rendre indifférent au renchérissement factice provenant de mesures fiscales : cela importerait seulement à l'entrepreneur qui est toujours tenu d'assurer à l'ouvrier son salaire naturel, et n'est jamais tenu qu'à cela.

Il y a en effet dans cette doctrine du *salaire naturel* un écho des temps de l'esclavage et du servage, alors que, en échange d'une dépendance plus ou moins complète, le maître était tenu d'assurer tant bien que mal la subsistance de l'esclave ou du serf. Il est incontestable que le serf, devenu artisan libre en droit, est resté longtemps dans une dépendance de fait qui ne lui permettait pas de discuter librement les conditions du contrat de salaire. L'organisation sociale et politique, la rareté du capital, le régime de l'industrie, tout concourait à tenir l'ouvrier, le compagnon, dans la dépendance du maître. L'organisation industrielle et la difficulté matérielle des déplacements rendraient illusoire la loi de l'offre et de la demande en tant qu'elle aurait pu agir contre le maître. L'interruption du travail était bien autrement redoutable pour l'ouvrier sans ressources que pour le maître. Il n'en est plus de même aujourd'hui ; c'est bien souvent l'entrepreneur qui est dans la dépendance des ouvriers. Je reviendrai là-dessus. Je me borne à constater ici que les économistes de la fin du siècle dernier ont dû être influencés par ce qui se passait sous leurs yeux et par des souvenirs encore récents, et avoir moins de foi dans le libre jeu de l'offre et de la demande que dans le bon vouloir du maître auquel l'équité, la raison et son intérêt bien entendu commandaient d'assurer à l'ouvrier le salaire naturel. Tout cela est bien changé aujourd'hui. L'ouvrier traite d'égal à égal avec le maître, avec l'entrepreneur ; il discute librement les conditions du contrat de louage de service ; il n'use même pas toujours de ce droit avec discernement, prétendant fixer le salaire, le prix de son travail, non pas d'après la situation du marché et le prix courant des produits, mais suivant son appréciation personnelle des besoins auxquels le salaire doit subvenir. En d'autres termes, c'est l'ouvrier, qui s'est maintenant emparé de cette idée de *salaire naturel*, mais en l'entendant tout autrement qu'autrefois. On comprend la différence qu'il y a entre un minimum évalué par celui qui doit le payer et un minimum fixé par celui qui doit le recevoir, alors même que l'un et l'autre seraient animés d'un même sentiment de justice et d'équité. Eh bien ! aujourd'hui c'est l'ouvrier qui est porté à dire à l'entrepreneur : Voilà mon budget des dépenses, il faut absolument

que je l'équilibre avec mon salaire. Certes, je ne dis pas que le salaire soit jamais trop élevé d'une manière absolue, surtout quand l'ouvrier en fait un bon emploi, mais encore faut-il que l'entrepreneur puisse y suffire. J'apprécierai plus tard l'organisation que se sont donnée les travailleurs pour vaincre la résistance des entrepreneurs et obtenir des augmentations de salaire.

SECTION V

La part de l'entrepreneur

CHAPITRE XXXVII

Le profit de l'entrepreneur. — Son caractère aléatoire.

L'entrepreneur transforme en argent le produit obtenu ; il donne à chacun ce qui lui revient aux termes des différents contrats que nous avons étudiés ; et ce qui reste est sa part à lui, le profit ou bénéfice (1). On pourrait le décomposer en deux parties : le salaire de son travail et le bénéfice proprement dit. Cette distinction purement théorique est sans intérêt pratique, car, dans le régime de l'entreprise pure, l'entrepreneur ne peut pas prétendre que, sur le produit brut, il doit prélever au moins un salaire, comme un simple ouvrier, et venir en concours avec les autres co-partageants. La part de l'entrepreneur est essentiellement aléatoire. Comme conclusion de ces études sur la répartition de la richesse, j'insiste de nouveau sur l'importance du rôle de l'entrepreneur, dont il a été question au chapitre XXI.

L'entrepreneur est l'âme de toute l'activité industrielle. Sans l'esprit d'entreprise, le capital est impuissant et le travail stérile. Les docteurs du socialisme en Allemagne se sont évertués à trouver le langage le plus grotesque pour exprimer leur mépris pour le capital, qui est quelque chose de mort, d'inerte par lui-même, s'il n'est mis en œuvre

1. Si l'entrepreneur a fourni le capital, il faudrait que, dans le produit, il retrouvât l'intérêt de ce capital. C'est dans cette hypothèse que la place Adam Smith lorsqu'il dit : « Si l'intérêt de l'argent est de 5 pour cent, le produit du capital doit être environ du double, de 10 pour cent. » Cette terminologie est défectueuse. Le *profit of stock* d'Adam Smith comprend deux éléments qu'il convient de distinguer : *Intérêt* et *bénéfice de l'entreprise.*

par le travail. Mépris à part, personne ne conteste l'inertie du capital ; mais ce qui le met en œuvre, ce n'est pas l'ouvrier, c'est l'entrepreneur, et, dans une certaine mesure, j'appliquerai au travail ce qu'on dit du capital. Qu'est-ce que le travail par lui-même, s'il n'est dirigé, combiné dans un but déterminé ? Une multitude d'hommes armés n'est pas une armée : il y faut l'organisation, la discipline, un chef. L'entrepreneur représente tout cela. Il gouverne les hommes et les choses. Il est le distributeur du capital et du travail. C'est lui qui représente cette concurrence salutaire qui a pour effet d'égaliser le profit du capital dans ses différents emplois, ainsi que je l'ai expliqué au chapitre XXXII. Cet équilibre ne s'établit point par un transfert brusque et ruineux du capital engagé dans une industrie languissante à une branche d'industrie prospère, transfert qui serait souvent impraticable. Ce sont ces capitaux de formation récente, produits de l'épargne annuelle qui, chez les nations en voie de prospérité, se chiffrent par des milliards, ce sont ces capitaux qui se portent de préférence là où des profits plus grands les sollicitent. Mais qui leur indique cette direction ? Ce sont les entrepreneurs. Ils ne sont pas seulement les distributeurs, ils sont les conservateurs du capital, car le capital ne se maintient que par le bon emploi qu'on en fait.

Les entrepreneurs sont les comptables, les caissiers, les payeurs généraux de l'industrie. Qu'on songe à la quantité de milliards qu'ils distribuent en fermages, intérêts et salaires ! Il faut n'avoir aucune notion de la réalité des choses pour dire : nous supprimerons les entrepreneurs, qui ne sont qu'un rouage inutile ! Ce serait l'anarchie industrielle, un désarroi universel.

Il est évident que, dans le partage d'une somme déterminée entre plusieurs personnes, plus on donne à l'un, moins on donne aux autres ; et on en a conclu qu'il y a hostilité nécessaire entre l'intérêt, le salaire et le profit. C'est là un jugement superficiel, et il faut répondre qu'il peut y avoir à la fois hausse de l'intérêt, des salaires et des profits. Voilà un entrepreneur dont l'industrie est en voie de prospérité, et qui donne plus d'extension à ses affaires. Il lui faut plus de capital, un plus grand nombre d'ouvriers ; et cette double demande aura pour effet d'élever l'intérêt et les salaires. De là une diminution relative du taux de ses profits ; mais, comme il fera un chiffre d'affaires plus considérable, il se rattrapera sur la quantité, et son profit augmentera d'une manière absolue. Quant aux ouvriers, on pourrait objecter que, par suite du perfectionnement de l'outillage, il faut moins d'ouvriers, [2] ce qui empêcherait l'élévation des salaires. Il en serait ainsi dans le cas

2. Au commencement de ce siècle on calculait que les salaires représentaient 60 p. 100 des frais de la production générale ; aujourd'hui ils n'en formeraient plus que 40 p. 100.

où la production serait stationnaire, mais nous savons que cet outillage perfectionné réclame, au contraire, plus de travail pour une production de plus en plus abondante.

Mais, dit-on, il n'en est pas moins vrai que le capitaliste et l'entrepreneur auront un revenu plus considérable que l'ouvrier. C'est là une tout autre question ; c'est celle de l'égalité absolue des conditions, que nous n'examinerons pas ici.

Sans doute l'entrepreneur, à l'inverse de ce que nous avons supposé plus haut, pourra obtenir le capital et la main-d'œuvre à bon marché, par suite de l'abondance des capitaux que ne solliciterait pas l'esprit d'entreprise, et, grâce à une habileté exceptionnelle et à une chance heureuse, réaliser des profits extraordinaires ; mais ce sont là des faits accidentels ; ce serait une crise industrielle, qui ne saurait durer. Nous avons constaté, au chapitre XXXII, que l'intérêt tend à baisser ; on peut en dire autant des profits, j'entends du taux moyen des profits. Sans doute les capacités hors ligne seront toujours rares, mais la capacité moyenne pour faire un entrepreneur est de plus en plus répandue et l'abondance même du capital favorise la concurrence que se font les entrepreneurs.

La baisse des salaires est toujours un mal, qu'on juge les choses du point de vue d'un sentiment d'humanité ou du point de vue purement économique, car elle accuse ou l'insuffisance du capital, ou la diminution de l'activité industrielle, ou une surabondance de population. La baisse de l'intérêt est généralement un bien, et les plaintes du capitaliste ne sauraient nous toucher comme les plaintes légitimes de l'ouvrier. Quant à la diminution du taux des profits elle ne serait un mal que si elle concordait avec une diminution de l'esprit d'entreprise ; mais nous avons constaté qu'il n'en est rien ; elle ne résulte que de la concurrence, qui profite à tout le monde. Il ne faut pas d'ailleurs se laisser abuser par les plaintes des entrepreneurs et des commerçants à ce sujet ; ils sont en général au régime de la plainte et ils répètent volontiers en chœur que *les affaires ne vont pas*. Cela signifie le plus souvent qu'on gagne moins qu'autrefois. Quant aux salaires, il est désirable, il est juste qu'ils aillent croissant, au fur et à mesure que s'accroît la fortune publique. L'intérêt du capital qui représente le travail passé est parfaitement légitime, mais le salaire et le profit qui en représentent la mise en œuvre par un travail actuel nous inspirent plus de sollicitude.

Nous n'avons jusqu'à présent étudié la répartition de la richesse, que du point de vue d'une forme particulière des entreprises industrielles : le régime de l'entreprise pure. La forme diamétralement opposée est celle de l'association que nous pouvons caractériser d'un mot en disant que tous les associés sont entrepreneurs et que la part de chacun sera une part de profit ou bénéfice de l'entreprise. Le contrat de société

comporte diverses modifications, et le principe de l'association peut se combiner de différentes manières avec le régime de l'entreprise pure. J'ai pensé que toutes ces questions seraient plus utilement étudiées dans la seconde partie de ce livre consacrée à l'examen des controverses soulevées par les écoles socialistes à propos de la répartition de la richesse, controverses qui peuvent se résumer dans des attaques plus ou moins vives contre le système de répartition que nous connaissons et qu'on qualifie, non sans une nuance de dédain, de régime du *salariat*, régime qu'il s'agirait de modifier profondément ou de supprimer même complètement.

SECTION VI

De la population.

CHAPITRE XXXVIII

Position de la question de la population. — Doctrine de Malthus. — Les théories de la rente, des salaires et de la population. — Ricardo et Malthus.

Dès qu'on parle de répartition, de rente, de salaire, il est une question qui s'impose ; c'est celle de la population. Il faut la poser nettement, dans toute sa généralité.

Parmi les grandes lois de la nature, toutes ne sont pas également consolantes. Il en est une notamment qui veut que tout germe n'éclose pas, que toute fleur ne donne pas son fruit, que tout fruit ne vienne pas à maturité. Le Créateur de l'univers, qui a peuplé la terre de tant de races, qui l'a parée de tant de plantes diverses, a, dans sa prévoyance éternelle, largement pourvu à la conservation et à la multiplication des espèces ; il a prodigué partout les germes de vie. Il y a tel poisson qui peut produire 4 millions d'œufs par an. Certains animalcules imperceptibles se reproduisent par milliards en quelques semaines. Combien de végétaux couvriraient en quelques années la terre si elle était livrée sans défense et sans obstacles à leur envahissante fécondité. Une plante de maïs peut donner 2,000 graines, un soleil 4,000, un pavot 32,000, un orme 1,000,000. On peut encore constater cette harmonie, que plus une espèce est délicate, menacée, plus sa fécondité est grande. Les animaux forts et vaillants ne produisent en général qu'un petit ou deux, à de longs intervalles. Le plus timide des quadru-

pèdes, le lapin, est d'une fécondité proverbiale. La vie surabonde donc partout, parce que la mort marche sans cesse à ses côtés sous mille formes diverses : intempéries des saisons, convulsions de la nature, lutte entre les espèces et les individus qui se disputent l'espace et les moyens de subsister.

La race humaine échappe-t-elle à cette loi ? Doit-on souhaiter et peut-on espérer un accroissement indéfini de la population ? Faut-il prendre à la lettre le *crescite et multiplicamini* de l'Écriture ? Peut-on appliquer à notre société cette parole adressée au premier couple d'où devait sortir la race humaine ? Pouvons-nous dire, avec un publiciste distingué de l'Amérique du Sud : « Notre plus grand ennemi, c'est le « désert ; pour nous, civiliser c'est, avant tout, peupler ? » Peut-on admettre que les moyens d'existence augmenteront toujours suivant la même proportion que la population ?

A ces questions on a répondu diversement. Les optimistes ont dit : Ce n'est pas la population active, laborieuse, économe, qui peut être surabondante. Tout homme qui travaille gagne sa subsistance et au-delà. Même dans les pays civilisés, occupés depuis longtemps, que de landes stériles à fertiliser ? Et puis, l'émigration n'est-elle pas là ? N'est-ce pas une loi providentielle, que le trop plein de la population aille coloniser les pays neufs ? C'est dans les pays les moins peuplés qu'on voit éclater ces famines qui déciment les populations, tandis que les pays civilisés où se presse une population industrieuse et prévoyante, ne connaissent plus que ces disettes inévitables qui n'entraînent que des souffrances passagères. Est-ce à l'étendue de son territoire qu'on mesure les ressources d'un peuple ? Quel territoire avaient donc Venise, Gênes, et tant d'autres cités florissantes ? Avec la liberté du commerce, la facilité et la promptitude des communications, des populations qui n'occupent qu'un sol rebelle à la production agricole sont assurées de leur subsistance. Les pessimistes ne sont pas à court d'arguments. Ils nous peignent sous les plus sombres couleurs la dure condition des pays qui sont à la fois les plus civilisés, les plus riches, les plus peuplés et où tant de gens sont réduits au strict nécessaire, au dénûment, à la misère. La production semble y avoir atteint les dernières limites. On n'en peut dire autant de la population. L'équilibre est à la veille d'être complètement rompu ; il l'est déjà, car il ne se maintient qu'en apparence, grâce aux fléaux qui font disparaître la partie surabondante de la population pour laquelle les subsistances manquent.

On ne peut soulever cette question de la population sans qu'un nom se présente à l'esprit de tous, celui de Malthus. L'ignorance et la mauvaise foi l'ont rendu populaire en lui imputant d'abominables doctrines, si bien que, dans la bouche de quelques-uns, le mot *malthusien* est devenu la plus cruelle injure qu'on puisse adresser à un homme sans

cœur. Des gens qui n'ont jamais ouvert le livre de Malthus, l'*Essai sur le principe de population*, ont affirmé que l'auteur s'applaudissait des fléaux qui empêchent l'humanité de s'accroître outre mesure ; qu'il recommande toutes sortes de moyens contre nature propres à prévenir l'excès de population ; et que pour un rien il proposerait de décimer régulièrement l'humanité comme on éclaircit une forêt dont la végétation est trop luxuriante.

La vérité la voici. Malthus s'est trouvé en présence de gens qui prêchaient à notre vieille société le *croissez et multipliez* de la Genèse, adressé à nos premiers parents le lendemain de la création ; de législations qui donnaient des primes d'encouragement à la procréation des enfants ; de philanthropes qui la considéraient comme la première vertu sociale ; d'agronomes affirmant que la fécondité de la terre est inépuisable [1] ; de prédicateurs qui, dénaturant la parabole évangélique du lis et des petits oiseaux qui sans rien faire sont magnifiquement vêtus et nourris, recommandaient comme une vertu chrétienne l'imprévoyance décorée du nom de noble confiance en la Providence divine. Malthus s'est ému plus vivement que d'autres des tendances dangereuses que recèlent ces doctrines fausses ou imprudentes ; il a pensé qu'il y avait là matière à un sérieux examen, à une patiente analyse ; il a entrepris une vaste enquête ; et il a conclu :

Que, si l'homme et la femme procréaient des enfants aussitôt, en aussi grand nombre et pendant aussi longtemps que la nature le permet, on arriverait infailliblement à une surabondance de population ;

Que, lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va en doublant tous les vingt-cinq ans, comme le prouve l'exemple des Etat-Unis ; elle s'accroît par conséquent suivant la progression géométrique 1, 2, 4, 8, tandis que c'est aller au-delà de la réalité que d'admettre un accroissement de subsistances suivant la progression arithmétique 1, 2, 3, 4 ;

Que les inconvénients de cet excès de population ne peuvent être prévenus ou atténués que de deux manières ; par les fléaux qui déciment plus ou moins régulièrement l'humanité, les maladies, la misère, le vice, la guerre, ou bien par la prudence qui conseille de ne pas se marier trop tôt, avant d'être en état de pourvoir aux besoins de la famille qu'on va fonder ; et de ne pas s'abandonner sans mesure et sans réflexion à l'instinct qui porte si énergiquement l'homme, comme tout être créé, à la reproduction indéfinie de lui-même ;

Que, entre ces deux remèdes à un mal dont on est certainement me-

1. Vers le milieu du XVIII^e^ siècle, les folies du *système* avaient ramené les esprits vers l'agriculture. Il s'y était mêlé quelque engouement. On soutenait volontiers que la terre n'était pas seulement la source de toute richesse, mais une source inépuisable, à la condition de l'exploiter avec toutes les ressources d'un art agricole perfectionné.

nacé, le dernier, c'est-à-dire le remède *préventif*, consistant dans la tempérance et la modération réfléchie, est plus conforme à la raison et à la dignité humaine, et incontestablement préférable au premier, c'est-à-dire à l'impitoyable *répression* exercée par la nature.

Passons en revue les principales objections qu'on a cru pouvoir produire contre Malthus :

1° On a dit à Malthus que ses prédictions sur l'encombrement du globe ne se sont pas réalisées, et que si les hommes s'entre-dévorent, ce n'est point dans les pays trop peuplés, mais chez les peuplades sauvages. — Malthus n'a point fait de prédictions de ce genre ; il a au contraire affirmé que le principe de population est combattu par une foule de causes qui empêchent la naissance ou hâtent la mort, et il voudrait charger de ce soin la raison plutôt que le vice, la misère, la guerre ;

2° On a nié les deux progressions, arithmétique et géométrique, établies par Malthus ; on a nié les périodes de doublement de la population indiquées par lui. — Mais il suffit, pour que la théorie de Malthus soit fondée, que les subsistances s'accroissent moins vite que la population. — Malthus aurait pu affirmer que *virtuellement* la puissance de reproduction de l'homme était supérieure ; il a posé la question *en fait*, il a pris l'exemple des Etats-Unis ;

3° L'émigration, a-t-on dit, est là comme contre-poids, comme une soupape de sûreté. — Malthus a prévu l'objection. Il a montré les difficultés et les misères de l'émigration : beaucoup préfèrent vivre misérablement dans leur pays ; et l'argument tiré de la nécessité de l'émigration est une confirmation implicite de la doctrine de Malthus ;

4° J'ai déjà répondu à ceux qui invoquent le précepte de l'Écriture : croissez et multipliez ! Il y a là une question de mesure suivant les temps et les lieux, et *multiplicamini* ne veut pas dire *pullulez*... D'ailleurs la plupart des écrivains religieux s'approprient la doctrine malthusienne et en réclament la priorité, quand ils nous montrent le célibat des prêtres, les ordres monastiques, comme un contre-poids salutaire. L'école de M. Le Play voudrait qu'un certain nombre de membres, dans chaque famille, s'imposât volontairement le célibat. Ainsi conclut M. de Villeneuve-Bargemont, dans son *Histoire de l'économie politique* et dans son *Économie politique chrétienne*, et il cite cette parole de saint Paul : « Les parents qui se marient imprudemment souffriront « dans leur chair des afflictions et des maux, et je voudrais vous les « épargner ». Et le comte de Maistre, au chapitre III de son livre, *le Pape* : « Cette force cachée qui se joue dans l'univers, s'est servie d'une « plume protestante pour nous présenter la démonstration d'une vé- « rité contestée. Je veux parler de M. Malthus dont le profond ouvrage « sur la population est un de ces livres rares après lesquels tout le

« monde est dispensé de traiter le même sujet. Personne avant lui n'a-
« vait complètement prouvé cette loi de la providence » ;

3° On a dit que la densité de la population est une condition de prospérité économique, car là seulement où il y a une population nombreuse on peut produire sur une grande échelle et par conséquent à bon marché. — Je réponds qu'autre chose est une population nombreuse, autre chose une population surabondante. C'est passer à côté de la question. Oui, sans doute, chaque homme qui naît a des besoins à satisfaire, constitue un débouché pour la production et réciproquement trouve un débouché dans la consommation des autres. Mais cela n'est absolument vrai que de l'industrie manufacturière. Quoi qu'on pense de la théorie de Ricardo, il est certain que la loi de la rente est, dans sa tendance, restrictive de la population ;

6° Après l'argument économique vient l'argument politique, également tiré de la densité de la population ; qui serait une condition de puissance pour un Etat. — Mais ce serait la condamnation des petits Etats qui, même en ayant une population très dense, n'auraient pas une population nombreuse. Il est d'ailleurs permis à l'économiste de faire, dans une certaine mesure, abstraction de pareilles considérations ;

7° On a imputé à Malthus, comme conséquence de sa doctrine, la proposition, faite par de trop fervents disciples, de substituer la contrainte légale à la contrainte morale par l'interdiction plus ou moins rigoureuse du mariage, à raison de l'âge ou du défaut de ressource des futurs époux. Le premier point est, dans tous les pays, matière à législation ; il n'en est pas de même du second qui ne se comprend jusqu'à un certain point que dans les pays où existe la charité légale, la taxe des pauvres ;

8° Je ferai grâce au lecteur des injures et des grossièretés à l'adresse de Malthus. Il s'est passé ici quelque chose, je dirais de piquant si ce n'était pas si triste. Quelques auteurs plus ou moins authentiques, car quelques-uns se cachent sous le voile de l'anonyme, ont publié sur la question de la population les plus étranges élucubrations. Un M. Weinhold, dans son livre *De l'excès de population dans l'Europe centrale*, publié en 1827, a tout simplement proposé de mutiler une partie des enfants du sexe masculin. Le pseudonyme anglais Marcus propose l'infanticide méthodique pratiqué par l'asphyxie sans douleur des nouveaux-nés, *painless extinction*. J'en passe ; on tombe dans l'ordure : or, qu'est-il arrivé ? on a mis tout cela sur le compte de Malthus ; on a fait croire que son livre contenait les moyens de se défaire d'une partie de la population ! C'est l'antipode de sa doctrine, si toutefois on peut donner le nom de doctrine à ces infamies anonymes qui ont tout l'air d'être une mystification, une plaisanterie du goût le plus détestable. C'est Malthus indignement travesti.

La vérité est que Malthus s'est peut-être préoccupé outre mesure d'un danger encore éloigné ; quelques-unes de ses observations peuvent être inexactes dans le détail par suite des moyens imparfaits d'information qu'il avait à sa disposition ; on a pu contester la rigueur des formules mathématiques dont il a revêtu quelques-unes de ses conclusions ; on a pu être choqué de la manière dure et tranchante dont il a parlé des inexorables lois de la vie et de la mort ; il a lui-même reconnu que, poussé à bout par l'incroyable fatalisme de gens qui disaient : « Ayez le plus d'enfants possible ; ne craignez rien ; Dieu « fera le reste, » il a quelquefois dépassé la mesure dans l'expression de ses sentiments, et c'est ainsi notamment qu'il a supprimé dans sa deuxième édition ce fameux passage qui se trouvait dans la première : « Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille ne « peut plus le nourrir, ou si la société ne peut utiliser son travail, n'a « pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourri- « ture, et il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de « la nature, il n'y a point de couvert mis pour lui. La nature lui com- « mande de s'en aller et elle ne tarde pas à mettre elle-même cet ordre « à exécution. » C'est pourtant ce passage qui a défrayé à-peu près toute la polémique socialiste. Malthus a bien fait de le supprimer, mais, en somme et toute rhétorique à part, cela signifiait simplement que celui qui est sans ressources, qui ne peut vivre ni du revenu d'un capital ni de son travail, ne peut compter que sur les secours de la charité auxquels il n'a aucun droit absolu. Il exprimait là son aversion pour la charité légale ; mais il recommandait la charité individuelle qu'il pratiquait lui-même de la manière la plus intelligente. Malthus s'est peint tout entier dans ces dernières lignes de son livre : « Il est « probable qu'ayant trouvé l'arc trop courbé en un sens, je l'ai trop « courbé de l'autre, en vue de le redresser. Mais je serai toujours prêt « à effacer tout ce qui, dans mon ouvrage, paraîtra à des juges com- « pétents avoir un effet contraire au but et nuire aux progrès de la vé- « rité. Tout lecteur équitable doit, je pense, reconnaître que l'objet « pratique que l'auteur a en vue par-dessus tout, quelque erreur de « jugement qu'il ait pu faire d'ailleurs, est d'améliorer le sort et d'aug- « menter le bonheur des classes inférieures de la société. »

On peut porter sur l'œuvre de Malthus des jugements un peu différents suivant que l'on considère sa valeur relative ou sa valeur absolue. Je m'explique là-dessus.

Si, aux premiers jours du monde, quelque Malthus barbare avait essayé de faire à sa manière une théorie de la population [2], c'est pour le coup que ses prévisions auraient frappé de terreur les rares familles disséminées à la surface du globe, alors que, pour vivre des fruits

2. Voir mon livre : *Epargne et Capital,* chapitre III.

sauvages ou des produits incertains de la chasse, il fallait à chaque individu un vaste territoire ! A quelle courte échéance n'auraient-elles pas entrevu l'instant fatal où elles seraient réduites à se disputer comme des bêtes fauves, la chétive subsistance qui était la proie du premier occupant ? Mais l'homme trouve des ressources inconnues dans l'élève du bétail, et les prévisions de ce Malthus-chasseur ne se réalisent pas. Un nouveau Malthus fait sa théorie de la population : nouvelle cause de perplexités. — Mais *la civilisation paraît, un épi à la main ;* l'agriculture ouvre de nouvelles perspectives à l'humanité, et les prévisions de notre Malthus-pasteur se trouvent démenties. — Faudra-t-il donc faire le procès à ce chasseur et à ce pasteur parce qu'ils n'ont pas deviné l'avenir ? Non. Leur œuvre a été, en somme salutaire, et peut-être ont-ils contribué à pousser l'humanité dans la voie du progrès, à hâter le passage de l'état primitif à la vie pastorale, puis à la vie agricole ? N'en est-il pas un peu ainsi du véritable Malthus ? On nous rassure, il est vrai, en affirmant que l'humanité assistera à de nouvelles transformations dans les conditions de son existence; qu'il y a des espaces immenses que la charrue n'a pas effleurées, et que l'art agricole n'a pas dit son dernier mot [3]. Ces perspectives peuvent être suffisamment rassurantes à un économiste de la fin du XIXe siècle ; Malthus, qui écrivait à la fin du XVIIIe siècle, a pu n'en avoir qu'une vision moins claire, et penser qu'elles ne suffisaient pas pour dissiper les craintes que lui inspirait l'état présent des choses. « Nous ne pouvons raisonner que d'après ce que nous connaissons, » a-t-il dit lui-même en examinant [4] la doctrine de la perfectibilité indéfinie que Condorcet a mise en avant dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*. Comme le chasseur et le pasteur des temps antiques, Malthus a le droit de réclamer qu'on apprécie son système en se plaçant au point de vue des conditions économiques au milieu desquelles il a été conçu.

Appréciant d'une manière absolue la valeur de l'œuvre de Malthus, on lui a dit : Vos raisonnements sont exacts, ils sont mathématiquement justes, mais vous négligez dans vos calculs un élément essentiel, le temps : ils ne se vérifieront que lorsque la terre aura été complètement occupée et mise en culture par le flot continu de l'émigration, c'est-à-dire dans bien des siècles. Or, « les douleurs et les anxiétés de « nos extrêmes descendants peuvent intéresser notre intelligence, « mais elles ne démontent pas plus notre âme que le souvenir des luttes et des misères de nos premiers aïeux [5] ». C'est fort bien dit, et

3. M. P. Leroy-Beaulieu, *Essai sur la répartition des richesses*, Introduction, page 18.

4. Malthus, *Essai sur le principe de population*, livre III, chapitre Ier, édition Guillaumin, page 325.

5. M. P. Leroy-Beaulieu, cité page 20.

je pense aussi qu'il ne faut pas prévoir les malheurs de trop loin ; qu'à chaque siècle suffit sa peine. Seulement il y a ici une question de fait sur laquelle il est assez difficile de se mettre d'accord. L'objection tirée de cette lointaine échéance avait été faite à Malthus, et il avait répondu que le danger était prochain et imminent ; qu'il était tout à fait chimérique de croire que le mal ne se ferait sentir que « lorsque « la terre entière serait cultivée comme un jardin, et qu'il serait en « conséquence impossible de rien ajouter à ses produits [6] ».

Malthus et Ricardo se donnent la main. Les théories de la rente, des salaires et de la population sont inspirées par le même esprit. C'est pourquoi j'ai dit, au chapitre XXVIII, que je réservais pour le présent chapitre une dernière appréciation des doctrines et de leurs auteurs. On sait que Ricardo, obéissant à des convictions parfaitement désintéressées, abandonnait à vingt ans la foi de ses pères et la maison paternelle. Il était sans ressources ; à vingt-cinq ans il était à la tête d'une fortune considérable honorablement acquise dans les grandes affaires de finance. Je veux seulement en rappelant ce fait mettre en lumière cette particularité du caractère de Ricardo, que cet esprit si éminemment pratique a été en quelque sorte le métaphysicien de l'économie politique. Chose remarquable, c'est Ricardo, l'homme de la Banque et de la Bourse, qui se plaît dans les nuages de l'abstraction ; c'est, au contraire, Malthus, dont la vie paisible s'est écoulée entre le collège de Jésus à Cambridge, l'exercice du saint ministère à Rookery et l'enseignement de l'histoire et de l'économie politique à Ailesbury, c'est Malthus qui se tient de préférence sur le terrain de la réalité, obstinément attaché à l'étude des faits. Rien de plus instructif, à cet égard, que ce passage d'une lettre de Ricardo à Malthus : « La cause « de nos dissentiments, c'est que vous avez envisagé mon livre sous « un aspect plus pratique que celui que j'avais l'intention de lui don- « ner. Mon but a été d'éclairer les principes, et, pour y arriver, j'ai « imaginé des cas propres à démontrer l'influence de ces principes. » Le théoricien de la rente foncière n'est-il pas là tout entier ? Ricardo et Malthus ont consigné dans leurs écrits le fruit de leurs recherches et de leurs méditations, mais il faut le reconnaître, leurs livres sont mal faits en tant qu'œuvres destinées à charmer en instruisant. Ils pensent tout haut, bien plus qu'ils ne songent à composer un livre. Ils ne songent pas un instant à atténuer l'expression de leurs doctrines ; ils les poussent à bout. Ils s'entendent et cela leur suffit ; tant pis pour le lecteur qui ne les comprend pas. Ricardo me fait penser à un physicien qui affirmerait que tous les corps sont également pesants et se précipitent tous vers la terre avec une égale vitesse ; et comme vous objecteriez qu'une plume ne tombe pas comme un morceau de plomb,

6. Malthus, page 317.

ce physicien vous répondrait : Je n'ai pas dit que tous les corps eussent la même densité : je fais abstraction de la résistance de l'air, et ce n'est que dans le vide que tous les corps se précipitent vers la terre avec une égale vitesse. D'une manière générale, je crois que, si on avait adressé à Ricardo quelqu'une des objections qui se sont produites après lui, si on lui avait dit : Vous affirmez telle ou telle chose, mais cela n'est vrai que dans telle ou telle hypothèse, il aurait répondu : Mais bien entendu !

Sur la question de la population, en particulier, je conclurai par les deux observations suivantes :

1° La question de la population semble dominer toute l'économie politique. Malthus a été conduit par son sujet à examiner les plus hautes questions d'économie politique et sociale. D'autre part, sans prétendre que l'économie politique doive se désintéresser de cette question, il me semble que, en tant que science, elle peut opposer une fin de non-recevoir à certaines exigences. Elle peut se borner à affirmer cette loi : que le nombre des hommes tend à se proportionner aux moyens de subsistance. C'est une loi d'ordre physiologique ; mais il y a, à côté, une loi d'ordre moral, à savoir que l'homme, intelligent et libre, peut, dans une certaine mesure, prévenir la rupture de l'équilibre, soit par plus d'empire sur ses passions, soit par une plus grande énergie dans le double travail, positif et négatif, de production et d'épargne.

2° Quel est, en somme, le résultat le plus souhaitable en matière de population ? C'est qu'elle s'accroisse régulièrement, suivant une progression constante ; que cet accroissement soit parallèle au développement des forces économiques du pays, et, ce qui revient au même, la conséquence de l'augmentation de la durée moyenne de la vie humaine. Voilà deux pays où il naît, chaque année, dans le premier, mille individus ; dans le second, cinq cents ; mais, dans le premier, il en meurt huit cents, dans le second trois cents : le chiffre de la population, le rapport existant, restera toujours le même. Mais qui ne voit que l'avantage est en faveur du second de ces deux pays ? A quoi sert de mettre beaucoup d'enfants au monde, s'il en meurt beaucoup ? Ne vaut-il pas mieux qu'il en naisse moins et que proportionnellement un plus grand nombre arrive à la maturité ? Cela ne vaut-il pas mieux, soit qu'on se place au point de vue de l'affection et des espérances déçues du père et de la mère, soit que l'on considère l'intérêt purement économique de la famille ou de la société. Si, en France, la population s'accroit moins rapidement que chez plusieurs autres nations civilisées, la situation y est excellente, au point de vue qui nous occupe, la prolongation de la durée moyenne de la vie humaine. Il en résulte que la France est le pays où on rencontre proportionnellement le plus grand nombre d'adultes.

L'accroissement de la population, combiné avec une prolongation de

la durée moyenne de la vie, est un des signes les plus certains des progrès de la civilisation. Cette durée moyenne était, à la fin du XVI^e^ siècle, de vingt-et-un ans deux mois, elle est aujourd'hui de trente-neuf ans quatre mois. Elle a donc presque doublé. Certes la vie n'est pas le premier des biens ; mais cette prolongation de la vie fait supposer une amélioration dans l'ensemble des conditions de l'existence, et elle se résume en ceci : abondance de biens, sécurité, moralité, vitalité. D'autres pourront déplorer ce résultat, et regretter le temps où les dures conditions de l'existence condamnaient à une mort prématurée tous les être chétifs et mal venus, ne laissant survivre qu'une population moins nombreuse, mais plus robuste. De pareilles considérations ne sauraient toucher l'économiste. Quel est le médecin qui se laisserait détourner de donner des soins à un malade, sous prétexte qu'il ne parviendra qu'à conserver une existence condamnée à la souffrance et inutile à la société. L'économiste n'a en vue que les meilleures conditions économiques de la société. Pour le maintien et l'accroissement de la population, surtout pour la prolongation de la vie moyenne, les mauvaises conditions économiques équivalent à un état de guerre permanent, à ces temps funestes où, suivant l'expression du poète grec, on voit les vieillards suivre les funérailles des jeunes gens.

DEUXIÈME PARTIE

EXAMEN DES SYSTÈMES DE RÉPARTITION QUI PORTENT PLUS OU MOINS ATTEINTE A LA PROPRIETE INDIVIDUELLE ET A LA LIBERTÉ DES CONVENTIONS.

SECTION I

L'utopie. Les révélateurs.

CHAPITRE XXXIX

Transition à l'examen des doctrines dissidentes.

J'ai tracé, au chapitre XXIV. le programme des questions que soulève la répartition de la richesse, et caractérisé d'une façon générale les diverses solutions qui ont été données de ce grand problème. Cette seconde partie est le complément indispensable de la première, dans laquelle j'ai exposé un système particulier de répartition. La vérité n'est jamais sûre d'elle-même que lorsqu'elle a subi l'épreuve de la contradiction. Il en est surtout ainsi des problèmes sociaux, car la solution que l'on dit être la meilleure n'est en réalité que la moins mauvaise, et ne donne jamais complètement satisfaction à l'idéal de justice et de bonheur que chacun peut rêver pour l'humanité. En second lieu, l'examen des objections soulevées par les dissidents fournit l'occasion de compléter l'exposition du système auquel on s'est arrêté et de mettre en lumière sa supériorité relative. Enfin, tout en maintenant les bases essentielles d'un système de répartition, tout en opposant une fin de non-recevoir aux conceptions chimériques, on ne doit pas se refuser à prendre en considération certaines propositions de réformes partielles. Sous ce rapport, la question sociale reste toujours ouverte.

Je viens de parler de *la question sociale*, mais on voit dans quel sens restreint. Il faut se refuser absolument à discuter *la question sociale* ; il n'y a que *des questions sociales*. Ce n'est point là une dispute de mots. Chaque époque a eu un certain nombre de questions sociales à résoudre, parmi lesquelles il s'en est toujours trouvé quelqu'une qui préoccupait particulièrement les esprits, et qu'on a pu appeler à ce titre la question sociale. A Rome, la lutte des plébéiens et des patriciens pour

l'égalité civile et politique fut pendant longtemps la grande question sociale. Ruis, ce fut l'adoucissement au droit rigoureux des créanciers sur les débiteurs. Plus tard vint la question agraire en vue de limiter les empiètements des patriciens sur le domaine public ; la guerre des esclaves ; la guerre sociale provoquée par les prétentions des peuples latins alliés qui ayant aidé Rome à conquérir le monde, voulaient participer aux fruits de la conquête. La substitution du servage à l'esclavage, l'affranchissement des serfs, l'organisation du travail dans les corps de métiers et la constitution des communes ont été les grandes questions sociales et économiques du moyen âge. Au XVII^e^ siècle, ce fut la réglementation de la grande industrie ; au XVIII^e^ siècle, fut définitivement posée et résolue la question de la liberté du travail. Aujourd'hui on nous dit que la grande question est celle de la lutte entre le capital et le travail. On peut l'entendre de diverses manières ; et nous aurons à nous demander si c'est là une simple question sociale ou si on entend en faire *la question sociale* dans le sens absolu de ce mot.

La question sociale est en effet toute autre chose que telle ou telle question, qu'un ensemble même de questions, car il y en a toujours un plus ou moins grand nombre de posées. Ceux qui posent *la question sociale*, dans le sens propre du mot, entendent par là la question du renversement complet de l'ordre social établi et son remplacement par un ordre social entièrement nouveau. Les plébéiens qui réclamaient l'égalité civile, le droit de s'unir en légitime mariage avec les praticiens, leur admissibilité aux fonctions publiques, ne demandaient pas le renversement de l'ordre social. On peut faire la même remarque pour toutes les autres questions sociales. Qu'est-ce donc que le renversement, le bouleversement de l'ordre social ? C'est quelque chose de très complexe et d'assez difficile à définir, comme l'ordre social lui-même. On peut dire que la société moderne repose sur les idées fondamentales suivantes : La notion de patrie, la famille, la liberté, la propriété, l'égalité civile et en général l'égalité politique, le travail, la foi des contrats librement consentis, l'obéissance due aux lois et aux pouvoirs institués pour garantir à la société et à chacun de ses membres la sécurité, et enfin sur un ensemble de croyances morales ou religieuses qui élèvent et fortifient les âmes, et tempèrent par les inspirations de l'équité, du dévouement et de l'abnégation certaines suggestions de l'intérêt individuel. Eh bien ! Il y a des gens qui ont nié, qui ont voulu supprimer tout cela : La famille n'est qu'une école d'égoïsme ; le mariage, qui fonde les familles, c'est la prostitution légale ; la liberté, c'est l'individualisme, l'exploitation de l'homme par l'homme ; la propriété, c'est le vol ; il n'y a pas de Dieu ; la morale n'est qu'une invention des philosophes ; la patrie est un préjugé qui a fait son temps ; il faut proscrire tout ce qui rappellerait à l'homme qu'il a une individualité distincte de l'humanité, etc.

Je n'ai pas entendu, dans les ligne qui précèdent, faire une théorie, mais simplement donner un exemple d'une certaine manière d'entendre *la question sociale*. Je suis loin d'imputer à tous les réformateurs sociaux ces tristes doctrines : j'ai voulu seulement faire voir sur quelle base repose la distinction que j'établis entre deux catégories distinctes de réformateurs.

Pour les uns, il n'y a pas de distinction entre les réformes sociales, économiques, politiques, morales, religieuses. Il n'y a pas telle ou telle question sociale ; ces distinctions sont puériles. Il y a une étroite liaison entre toutes les parties de l'édifice social ; il faut le détruire de fond en comble ; il faut tout jeter au creuset, tout remettre à la fonte. Ces réformateurs s'annoncent comme des hommes providentiels, comme des révélateurs, des messies d'une religion nouvelle. Leur doctrine, c'est l'utopie, l'utopie communiste.

Les autres ne sont pas si ambitieux, en apparence du moins. Ils ne se posent pas en messies, en révélateurs, ils se défendent d'être des utopistes ; ils ont la prétention de procéder scientifiquement et ne demandent qu'à changer une seule pièce du mécanisme social. Ces docteurs en socialisme se bornent à mettre sur leur drapeau une devise, un mot de ralliement ; mais ils sont en général doublés d'un agitateur qui se charge de transformer cette devise en cri de guerre. Tandis que les réformateurs de la première espèce livrent à la société un assaut général, ceux-ci qui se vantent d'avoir découvert le point faible, l'attaquent uniquement par ce côté. La question est de savoir si, tant les uns que les autres, ne se comporteront pas à peu près de la même manière une fois qu'ils auront pénétré dans la place.

Notons bien sur quelles bases la discussion est ouverte. Voici les quatre intéressés en présence : Le propriétaire, le capitaliste, l'ouvrier et l'entrepreneur. J'ai expliqué, au chapitre XXXVII, qu'il n'y a pas, d'une façon générale, antagonisme entre eux ; que leur position peut s'améliorer à tous à la fois ; mais il est clair que, dans chaque cas particulier, plus on donne à l'un, moins il reste pour les autres. Chacun est porté à prétendre qu'on donne trop à son voisin ; que c'est lui qui fournit l'élément le plus important de la production, eu égard à la situation du marché du capital ou du travail. Ce n'est pas de quoi nous avons à nous occuper. Le véritable débat commence lorsque l'une des parties vient à soutenir, non seulement que, en fait, elle est maltraitée dans la répartition, mais que le mode de répartition adopté est vicieux et ne peut amener que des résultats iniques. Entre le propriétaire, le capitaliste et l'entrepreneur, le débat n'a jamais dépassé les termes d'une discussion courtoise ; les principes n'ont jamais été niés ; chacun défend de son mieux ses intérêts, mais aucun ne prétend imposer ses conditions aux autres. C'est le travail qui prend cette attitude à l'encontre du propriétaire, du capitaliste et de l'entrepreneur. Ici peuvent se

produire des prétentions de plus en plus exagérées : le travail n'est pas suffisamment rétribué ; quelque élevé que soit le salaire, la position de salarié est contraire à la dignité de l'homme, l'ouvrier doit être associé, participer aux bénéfices de l'entreprise ; le revenu du propriétaire est injuste dans sa source, la propriété n'est pas légitime; le revenu du capitaliste n'est pas plus légitime ; l'entrepreneur n'est qu'un exploiteur qu'il faut supprimer. On voit qu'il y a là matière à controverse.

CHAPITRE XL

Aperçu des doctrines utopistes. — Robert Owen. — Saint-Simon, — Fourier. — Pierre Leroux.

Tout en ayant un fonds commun, les différentes utopies sont loin de présenter le même caractère et d'inspirer les mêmes sentiments, surtout si on considère les mobiles qui les ont inspirées et les hommes qui les ont imaginées et plus ou moins pratiquées. Les rêves philosophiques de Platon nous laissent froids ; les innocentes idylles de Fénelon font sourire ; le voyage en Icarie attriste; les communistes allemands, depuis les anabaptistes jusqu'aux plus récents, inspirent le dégoût : ils traitent la société comme une ville prise d'assaut par des soldats ivres ; on ne peut que s'incliner avec respect devant le communisme chrétien des Esséniens et des Frères Moraves. Mais toutes ces réserves faites, il faut repousser l'utopie, dont le communisme est le fonds, comme mode d'organisation sociale. D'ailleurs, l'utopie est morte ; il y a aussi peu de profit que d'agrément à l'étudier. Je crois néanmoins utile de caractériser en quelques mots les projets d'organisation sociale qui se rattachent à trois noms célèbres, Robert Owen, Saint-Simon et Fourier, et cela pour plusieurs raisons. Ces hommes sont presque des contemporains pour nous. Ils se sont pris au sérieux et ont été pris au sérieux par des gens d'une valeur considérable, tandis que la plupart des autres utopies n'ont été que de brillants jeux d'esprit sans aucune portée. Enfin, quelque jugement qu'on porte sur Saint-Simon et Fourier, on peut dire qu'il y avait au fond de leur système une idée, un principe plus ou moins fécond, tandis que les autres utopies ne sont que d'insipides romans.

Richard Owen, né en 1771 à Newtown, ne représente pas un système ; c'est une remarquable individualité. Malthus lui a consacré un chapitre [1] pour combattre son communisme tout en rendant hommage

1. *Essai sur le principe de population*, livre III, chapitre III. J'y remarque ce pas-

à son caractère. A New-Lawark, sur les bods de la Clyde, il se met à la tête d'une filature qui allait fort mal. Il y attire deux mille ouvriers, le rebut de l'Ecosse et de l'Angleterre. Au bout d'un peu de temps, tout est transformé ; tout ce monde est moralisé. Comment ? par ses exhortations, son exemple, son inépuisable bonté. C'est un dresseur d'hommes incomparable, un charmeur. C'est un médecin : l'homme vicieux, criminel, est irresponsable ; c'est un malade qu'il faut traiter comme tel, et Owen fait des cures merveilleuses. Il a agi d'instinct, avant d'écrire son livre : *Nouvel aspect de la société* [2]. Aux Etats-Unis, à New-Harmony, dans l'État d'Indiana, il fut loin de réussir comme en Ecosse. Il a qualifié son système de *système rationnel ;* on ne voit pas pourquoi. Owen répugne bien plutôt à toute espèce d'organisation ; sa société n'a d'autres liens que la bienveillance universelle.

Saint-Simon est le type du messie social. Il s'annonce comme le messie du nouveau christianisme. L'église universelle gouverne souverainement toute chose humaine : la conscience, l'art, l'industrie. Toute profession est une fonction religieuse, un grade dans la hiérarchie sociale. On connaît la devise de Saint-Simon : *De chacun suivant sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres.* Mais les capacités ne doivent user du pouvoir qui leur est confié, je dirai mieux, *imposé*, que pour améliorer le sort de la classe la plus nombreuse, la plus pauvre. Le lien qui unit tous les membres de la communauté et qui domine les rapports hiérarchiques, c'est l'amour. Il faudrait *parler latin*, pour parler sans danger des doctrines saint-simoniennes sur ce point, telles surtout qu'elles ont été développées, par les successeurs immédiats de Saint-Simon. Il n'y a rien de bien neuf dans tout cela. Cette organisation théocratique, ce gouvernement souverain des intelligences sent son grand seigneur d'une lieue. C'est, en somme, l'idéal bien connu du gouvernement aristocratique, le gouvernement des meilleurs. Quant à l'amour, j'aime autant la charité comme lien social. Ce qui caractérise le saint-simonisme, c'est qu'il s'est donné comme la religion de l'industrie. Ce mot d'*industrialisme*, dont on a tant abusé comme reproche adressé à notre société, peut particulièrement s'appliquer au saint-simonisme. Ce caractère se retrouve dans ce fait que, lorsque tous les jeunes gens qui s'étaient enrôlés sous la bannière du saint-simonisme eurent donné leur démission pour rentrer dans le courant de la vie ordinaire : « Tout ami de l'humanité doit désirer le succès de ses efforts pour obtenir « un acte du Parlement qui limite les heures de travail des enfants employés dans « les fabriques de coton, et pour empêcher qu'on ne les y emploie à un âge trop « tendre. »

2. Le titre complet est : *Nouvel aspect de la société ou essais sur la formation du caractère humain.* Owen a énormément écrit dans la seconde période de sa vie qui fut spécialement consacrée à la diffusion théorique de ses vues par les livres et la parole. La première période fut celle de l'activité pratique.

dinaire, ils y ont presque tous réussi, dans les arts, l'industrie, la banque, voire même dans l'économie politique qui ne saurait trop condamner, dans le saint-simonisme, le mépris de la liberté humaine. L'aventure saint-simonienne avait été pour eux une brillante folie de jeunesse.

Il a déjà été question de Fourier, au chapitre XIII, à propos de la production. Quant à la répartition, c'est le moindre de ses soins, car une fois que l'industrie aura été organisée sur la base de l'*attraction passionnelle*, la production sera tellement abondante que le plus pauvre *harmonien* aura plus de jouissance que le plus riche *civilisé* de nos jours. D'ailleurs, à cette puissance productive résultant de l'organisation, doit s'ajouter une transformation radicale et bienfaisante de la nature. Il y a dans tout cela beaucoup moins d'originalité qu'on ne le croit communément. Ses divagations cosmogoniques, sa manière d'entendre le perfectionnement organique des individus, sont en partie empruntées à Condorcet, dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* [3]. La suppression des villes et des villages, remplacés par des *phalanstères* d'environ deux mille habitants, situés au centre des terres qu'ils exploitent, rappelle le système d'Owen, d'après lequel tout le pays doit être divisé en districts de mille acres chacun, renfermant un village carré, peuplé de mille habitants, s'adonnant à l'industrie ou à l'agriculture. C'est toujours l'exploitation sociétaire, la consommation en commun. Fourier comme Owen, a la prétention que ce communisme n'entraînera pas l'égalité absolue. Enfin, quant aux anathèmes de Fourier contre la civilisation, on les retrouve dans cette déclaration d'Owen : « L'homme, jusqu'à ce jour, a été l'esclave « d'une trinité exécrable : la religion positive, la propriété individuelle, « le mariage indissoluble ».

Le nom de Pierre Leroux ne se rattache que très indirectement à l'économie politique. Mais le propre de tous les systèmes sociaux que nous examinons ici est de supprimer les questions économiques au moyen d'une organisation si parfaite que toute difficulté s'évanouit, et cela comme par enchantement, par la puissance d'une idée, d'un mot : la raison, l'amour, la passion, suivant qu'il s'agit d'Owen, de Saint-Simon ou de Fourrier, Pierre Leroux a droit de figurer dans ce concert, et il a enrichi le vocabulaire socialiste de deux mots nouveaux : aux diverses dénominations usitées pour désigner les sectes économistes, il a ajouté celles de *humanitaires* et de *solidaires*. Pierre Leroux est enfin un type de révélateur, de messie social. Il a notamment révélé que la fa-

3 Condorcet n'affirme pas précisément que l'homme deviendra immortel par suite d'améliorations sans nombre des conditions de l'existence ; mais il croit à une prolongation indéfinie de la vie humaine. A une opinion peu raisonnable, Fourier a ajouté une nuance de ridicule en précisant certains perfectionnements singuliers qui doivent avoir lieu avec le temps.

mille, la patrie et la propriété sont sans doute indispensables à l'homme; mais, que d'autre part, elles engendrent un grand mal, la servitude : servitude des enfants, servitude des citoyens, servitude des non-propriétaires ou servitude du besoin. De quel principe supérieur pourra procéder la modification de cet état de choses ? de la *solidarité*. *L'homme-humanité*, Jésus-Christ, a été le précurseur de Pierre Leroux. La charité évangélique était bien quelque chose, mais ce n'était qu'une communion mystique, tandis que la solidarité est une communion réelle. On voit, d'autre part, combien cette solidarité, cette immense communion de l'humanité laisse loin derrière elle l'amour saint-simonien, la passion fouriériste et la bienveillance universelle de Robert Owen. Pierre Leroux procède d'ailleurs directement de Saint-Simon, aux doctrines duquel il avait adhéré et dont il ne se sépara, pour des scrupules honorables, que lors de la scission qui s'opéra en 1831.

SECTION II

Le socialisme à prétentions scientifiques. — Les docteurs du socialisme.

CHAPITRE XLI

L'organisation du travail et le droit au travail. Louis Blanc.[1]

Nous arrivons donc aux chefs d'écoles socialistes qui, sans se poser en messies, en révélateurs, se bornent à une formule brève, concise, propre à devenir un mot de ralliement. Nous rencontrons tout d'abord ici le nom de Louis Blanc qui publia pour la première fois en 1839 son *Organisation du travail*. C'est cette devise, *Organisation du travail !* qui, avec cette autre : *Droit au travail !* était écrite sur les drapeaux des insurgés de juin en 1848 ; et, peu après, on voulait faire inscrire le droit au travail dans la Constitution républicaine. Il y a là matière à un examen critique et à un aperçu historique du plus haut intérêt.

1. Je cite le livre de Louis Blanc, *Organisation du travail*, d'après la neuvième édition. Voir notamment les pages 10-13, 70, 111, 161, 145-150. Dans un livre publié, en 1848, sous ce titre : *Socialisme, Droit au travail*, et qui a principalement pour but de réfuter le discours renoncé par M. Thiers sur le droit au travail, Louis Blanc a déclaré qu'il s'était opposé à tout ce qui se fit alors : Commission du travail du Luxembourg, ateliers nationaux... Mais qui donc avait écrit le programme de tout cela. Sur ce qui s'est passé à l'Assemblée Nationale, voir le livre de Joseph Garnier : *Le droit au travail à l'Assemblée nationale*, 1 vol. in-8°, Guillaumin 1848. C'est un recueil complet des discours prononcés dans cette mémorable discussion.

Et d'abord, qui organisera le travail ? Naturellement c'est l'État. Aussi quelle est la première chose à faire le lendemain de la Révolution ? C'est « la création d'un ministère du progrès, ayant pour mission « spéciale de mettre la révolution en mouvement et d'ouvrir la voie « qui mène aux horizons lumineux. » Voilà bien le socialisme aux prétentions scientifiques ; seulement la science appelle à son aide le bras séculier. Et en quoi se résume la mission de l'État ? « Ce qui manque « aux prolétaires pour s'affranchir, ce sont les instruments de travail ; « la fonction du gouvernement est de leur en fournir. Si nous avions à « définir l'État, dans notre conception, nous répondrions : *L'État, c'est « le banquier des pauvres.* » Mais où l'État prendra-t-il le capital nécessaire pour commanditer l'industrie ? Un premier moyen est de mettre la main sur la Banque de France, les mines, les chemins de fer, de centraliser les assurances. Un moyen plus radical sera de s'emparer de toute espèce de capital : « Oui, le capital est fécond, oui le capital est « nécessaire. Pourquoi donc préférer à un régime qui le mettrait à la « disposition de tous, un régime qui le met à la disposition de quelques-uns ? »

Voilà pour les préliminaires. Quant à l'organisation du travail, c'est tout simplement la création d'ateliers nationaux.

Mais que deviendront les ateliers privés ? On nous affirme qu'ils ne pourront pas tenir devant la force d'expansion des ateliers nationaux « parce que l'atelier social aurait sur tout atelier individuel l'avantage « qui résulte des économies de la vie en commun et d'un mode d'or« ganisation où tous les travailleurs, sans exception, sont intéressés à « produire vite et bien. » Il y a de fortes raisons de croire, au contraire, que les ateliers sociaux ne prospéreraient pas, à cause du mode de rémunération : Égalité des salaires ; mieux que cela : exiger de chacun suivant sa capacité et donner à chacun suivant ses besoins. Mais, dans un pareil système, il n'y a pas de place pour l'industrie privée. Il faut absolument arriver à l'association intégrale, à la solidarisation de toutes les industries, à l'abolition de la concurrence, au pur communisme dans lequel seulement il y a égalité permanente des conditions : « Le « partage, même égal, ne serait, combiné avec la division et l'indivi« dualisme, que l'égalité pendant un jour : il ne saurait y avoir d'éga« lité durable que par l'association des forces pour la production et la « mise en commun des produits pour la consommation. » Nous voici en plein fouriérisme : « Solitaire, le travail mène à la mauvaise hu« meur et à l'ennui ; collectif, il devient attrayant, et ressemble quel« quefois à une fête. La vie en grandes réunions, voilà un des moyens « de résoudre cet important problème posé par Fourier avec tant d'au« torité : rendre le travail attrayant.,.. Réformez la société, vous n'au« rez pas à calomnier la nature. »

Organisation du travail et *droit au travail* sont au fond une seule et même chose. Qu'est-ce donc que le droit au travail ?

Il fut un temps où la société était basée sur le privilège, sur l'inégalité des conditions. Cela a pu avoir sa raison d'être pour une société sortant du chaos; cela a dû être changé plus tard et faire place à un état de choses qui peut se résumer en ceci : liberté de la propriété, libre admissibilité de tous les citoyens aux fonctions publiques, liberté du travail. Qu'est-ce que cela signifie? *la liberté de la propriété*, cela signifie que toute personne peut devenir propriétaire ; que la propriété a les mêmes caractères dans les mains de tous ; qu'il n'y a plus de biens nobles, ecclésiastiques, roturiers. *L'admissibilité de tous aux fonctions publiques*, cela signifie que tous les citoyens peuvent aspirer à toutes les fonctions, lesquelles doivent, en principe, être conférées au plus digne et au plus capable, sans tenir compte de distinctions sociales que la loi ne reconnaît plus. Enfin la liberté du travail, le droit de travailler, *le droit du travail*, cela signifie que chacun peut librement exercer l'industrie qui lui convient sans être soumis aux anciens règlements tyranniques des corps de métiers et des manufactures. — Mais c'eût été étrangement comprendre les nouveaux principes de liberté et d'égalité qu'on venait de proclamer, que de dire : La liberté de la propriété signifie que chacun sera propriétaire ; l'admissibilité à toutes les fonctions publiques signifie que chacun sera effectivement pourvu de quelque emploi ; le droit du travail signifie que chacun pourra exiger qu'on lui donne du travail, de l'occupation dans le métier, la profession qu'il exerce.

Lorsque Turgot, en 1776, affranchit le travail,il proclama la liberté du travail, le droit de travailler librement, le droit du travail, mais non *le droit au travail*. Que contient donc cette formule : droit au travail? Nous allons voir qu'elle nous conduit forcément à *l'organisation du travail*, telle qu'elle vient d'être décrite.

J'ai droit au travail ! Tout droit à une chose suppose un créancier et un débiteur, une action du premier contre le second. Le créancier ici, c'est tout le monde, quiconque a un métier, une profession dont il vit. Et le débiteur ? Est-ce tout le monde aussi ? Oui, sans doute, en principe ; mais il faut évidemment régulariser cette action. Il est inadmissible que le premier venu puisse s'adresser, à son choix, à tel ou tel particulier et le sommer de lui donner du travail. C'est donc à l'État qu'on s'adressera : Je suis tailleur, cordonnier, chapelier ; donnez-moi du travail ! L'État dirigera tout ce monde sur les ateliers sociaux. Mais il peut y avoir encombrement dans l'un, tandis qu'il y a insuffisance dans un autre. Comment prévenir cet encombrement ? Il faudra nécessairement que l'État règle, chaque année, la proportion suivant laquelle les travailleurs seront répartis dans les divers ateliers. Mais comment faire équitablement cette répartition ? Est-il donc indifférent d'être placé dans tel ou tel atelier ? Je comprends bien que l'égalité des salaires résout un côté de la question : On ne gagne pas plus ici que là !

Mais il y a un autre côté de la question : l'agrément ou le désagrément, les dangers de la profession. Est-il donc indifférent de travailler à l'air libre, dans une usine, ou dans les entrailles de la terre comme mineur, égoutier ? Il faudra donc ouvrir des concours pour constater les capacités, les aptitudes ; faire un classement par ordre de mérite, suivant lequel chacun choisira son métier, sa profession, sa carrière ; faire en un mot, pour des millions d'hommes ce qu'on fait pour quelques centaines de jeunes gens qui vont à Saint-Cyr, à l'École polytechnique, à l'École normale. Quelle besogne pour l'État !

Mais voici un travailleur d'un genre à part : un poète, un historien, un philosophe. Tout est prévu dans *l'organisation du travail* de Louis Blanc : « Une librairie sociale serait fondée par les moyens et sur les « bases indiquées dans ce livre au chapitre *organisation du travail*. Con- « formément à ses statuts la librairie sociale n'aurait à payer aucun « droit d'auteur. Le prix des livres qu'elle jetterait dans la circulation « serait déterminé d'avance par l'État et calculé en vue du meilleur « marché possible. Tous les frais d'impression seraient à la charge de « la librairie sociale. Un comité d'hommes éclairés, choisi et rétribué « par elle, recevrait les ouvrages ». On se demande naturellement de de quoi vivraient ces écrivains qui ne reçoivent pas de droits d'auteurs ? « Les écrivains dont la librairie sociale éditerait les œuvres ac- « querraient en échange de leurs droits d'auteurs, dont ils feraient l'a- « bandon, le droit exclusif de concourir pour les récompenses nationa- « les. L'homme de lettres serait élevé jusqu'à sa mission, lorsqu'il au- « rait devant lui, comme encouragement à l'étude, la perspective d'une « récompense qui témoignerait de son désintéressement et le déclare- « rait solennellement créancier de son pays ». Mais on ne vit pas de la simple perspective d'une récompense, d'une créance conditionnelle, l'objection est prévue. « Mais jusqu'à ce que cette récompense eût été « obtenue, comment l'homme de lettres lutterait-il, s'il était pauvre, « contre la nécessité de vivre ? Il imiterait Jean-Jacques ; en dehors de « son travail intellectuel, il se vouerait à l'exercice d'une profession « lucrative. La dignité de l'homme de lettres, son indépendance, sa « royauté ne sont qu'à ce prix ». On se demande comment il peut être question de riches et de pauvres, sous un régime communiste, alors que tout le capital appartient à l'État, qu'il y a égalité des salaires ? Comment peut-on songer à dédommager quelqu'un de son désintéressement autrement que par des récompenses purement honorifiques ? Un dernier trait à ce tableau : « Notre système ne comprend pas la « littérature dramatique, parce que, le spectacle étant un moyen « direct de gouvernement, il y a lieu d'établir pour la littérature dra- « matique des règles particulières. Ce sera le sujet d'un travail ulté- « rieur ».

Louis Blanc avait convié ses lecteurs à une franche discussion qui

séparerait le bon grain de la paille. Le talent de l'écrivain, les sentiments élevés et les généreuses aspirations de l'homme mis à part, que reste-t-il de bon grain ? Je laisse à l'auteur le soin de se juger. Après avoir traité son plan de librairie sociale, d'organisation du travail intellectuel, « ce système paraîtra naïf aux uns, bizarre aux autres, je « le sais, et déjà les objections s'élèvent en foule ». Et plus loin : « Tous les systèmes sont imparfaits. Ceux qui donnent la réalisation « de leurs idées comme une panacée universelle, d'un effet immédiat, « sont des charlatans dont il faut se défier ou des illuminés qu'il faut « plaindre ». Naïveté et bizarrerie, c'est le moins qu'on puisse dire.

La théorie de l'organisation du travail, du droit au travail, était complète dans un certain nombre de têtes, lorsqu'éclata la Révolution du 24 février 1848. Aussi dès le 26 février affichait-on un décret portant : « Le gouvernement provisoire s'engage à garantir l'existence « de l'ouvrier par le travail ; il s'engage à garantir du travail à tous « les citoyens ». Le 28 février des milliers d'ouvriers envahirent la place de Grève avec des étendards sur lesquels on lisait : *Organisation du travail !* Et une adresse par eux remise réclamait la création immédiate d'un ministère du travail. — Le jour même le Gouvernement faisait droit à cette réclamation en instituant une *commission permanente du gouvernement pour les travailleurs* qui s'installait au Luxembourg sous la présidence de Louis Blanc. Quant à la promesse du droit au travail, elle recevait son exécution par la création des ateliers nationaux. L'embrigadement des ouvriers sans travail commença le 9 mars. Le 15, il y en avait six mille d'inscrits ; le 31 mars trente mille ; à la fin d'avril, cent mille. C'était à peu près la réalisation du programme que Louis Blanc avait tracé en 1839 pour le lendemain *de la Révolution*. Que fit-on au Luxembourg et dans les ateliers nationaux ?

Au Luxembourg, on fit de beaux discours, on prodigua les déclarations de principes, les promesses ; on exalta les vertus de la classe ouvrière, sa patience surtout, et à bon droit, car on était dans l'impuissance de rien faire de sérieux. Quant aux ateliers nationaux, ce qui s'y fit est devenu proverbial : c'était à qui ne ferait rien. On cherchait à se faire inscrire dans plusieurs brigades afin de toucher double paye, et les ateliers privés où l'on gagnait quatre francs en travaillant, étaient désertés pour l'atelier national où l'on gagnait un franc cinquante à deux francs en ne rien faisant. L'atelier national était sans cesse suspendu comme une menace sur la tête des courageux patrons qui dans ces temps calamiteux faisaient tous leurs efforts pour maintenir leurs établissements en activité. On demandait une augmentation de salaire alors que l'usine ne faisait pas ses frais ; on se mettait en grève, et de la grève on passait aux ateliers nationaux. L'assemblée nationale à peine convoquée prit des mesures pour remédier à tant d'abus. Ce fut le signal de l'insurrection de juin. Le 23 la première barricade s'élevait à la

porte Saint-Denis. sur laquelle était planté un drapeau portant : Ateliers nationaux, 12e arrondissement. Sur les drapeaux des insurgés de juin, comme sur ceux des 24, 26 et 28 février, on lisait : Organisation du travail, droit au travail.

Nous avons vu le droit au travail dans le livre qui en a fait la théorie fantaisiste, dans les conseils du gouvernement en 1848, dans les ateliers nationaux, derrière les barricades de juin. Suivons-le à l'Assemblée nationale.

Le 11 septembre 1848, l'Assemblée abordait la discussion du préambule de la Constitution, dont l'article 8 proclamait dans une très large mesure le droit à l'assistance gratuite ou par le travail. La discussion s'engagea sur l'amendement de M. Mathieu de la Drôme qui semblait poser plus carrément le droit au travail : « La République reconnaît « le droit de tous les citoyens à l'instruction, au travail et à l'assis- « tance. »

Ici nous assistons au spectacle le plus étrange, le plus affligeant, et il importe de conserver précieusement la mémoire de cette grande leçon de l'histoire. On vit des hommes parfaitement convaincus que le droit au travail est une chimère, une chose irréalisable, une promesse trompeuse, insister néanmoins pour que ce droit fût inscrit dans la Constitution. Une pareille assertion veut être justifiée par des citations textuelles. Ce fut d'abord l'auteur même de l'amendement, qui n'entendait certainement pas le droit au travail comme le faisaient les théoriciens, car il revendiquait la liberté du travail que ceux-ci qualifiaient de régime de l'individualisme : « Depuis quelque temps, de « prétendus novateurs se sont récriés contre l'individualisme. Ils ont « parlé du mal qu'il a fait, mais ils n'ont pas parlé du bien qu'il a « produit. Après tout, c'est l'individualisme qui a enfanté notre civili- « sation, qui a enfanté les sciences, les arts, l'industrie. » Voici un homme considérable dans le gouvernement, un politique des plus avancés et assez disposé à s'appuyer sur le socialisme militant, sur le socialisme de l'émeute, M. Ledru-Rollin : « On me dit : Il faut laisser « la liberté s'organiser elle-même ; et qui donc veut y apporter une « limite ? Est-ce moi ? Est-ce que, par hasard, j'ai la prétention que « l'État se fasse manufacturier et producteur ? Je serais fou. » M. Ledru-Rollin n'en persiste pas moins à dire : inscrivons tout de même le droit au travail dans la Constitution, et puis on verra. Je couronnerai dignement ces citations par la conclusion du discours de M. Billaut, *qui depuis... mais alors* s'était fait en passant l'avocat du socialisme *démocratique* : « Ecrivons donc dans notre constitution ce principe dont « la formule nous obligera à étudier, à nous ingénier, nous empê- « chera de nous endormir dans cette quiétude du *statu quo* qui est la « maladie des gouvernements. Il faut y soustraire notre République. « Quant à la formule qui consacrera le principe, oh ! moi aussi, je la

« veux prudente et réservée. Ce pays-ci malheureusement se pas-
« sionne trop souvent pour les mots, sans même se rendre raison des
« choses. » L'orateur ne faisait pas autrement ; il eût mieux fait de dire qu'on se passionne d'autant plus pour certains mots qu'on les comprend moins bien ; et peut-être confondait-il le droit au travail avec le droit de travailler librement comme le fit, dans cette même discussion, un homme de beaucoup d'esprit, un autre avocat, M. Crémieux, qui s'écriait : « Comment ? la Révolution de février n'aura pas
« donné le droit le plus simple, le plus naturel de tous, celui que Tur-
« got déclarait le plus naturel, le plus imprescriptible de tous ? » Et comme des réclamations s'élevaient de toutes parts contre cette étrange confusion, l'illustre avocat, s'apercevant qu'il s'était trompé de dossier, mais qui ne se laissait pas démonter pour si peu, de répliquer : « Oui, oui, je sais... mais il faut aujourd'hui quelque chose de plus. » Ce n'était pas quelque chose de plus, c'était *tout autre chose*.

Ce qui est certain, c'est que personne alors n'entendit le droit au travail dans le sens socialiste, dans son véritable sens, comme équivalant à organisation du travail ; mais il n'est pas moins vrai que la théorie socialiste est seule logique : le droit au travail entraîne l'organisation du travail ; celle-ci supprime la propriété individuelle en concentrant tout le capital aux mains de l'Etat, c'est le communisme, qu'on oppose au régime d'individualisme et de concurrence basé sur la propriété individuelle et l'intérêt du capital lequel est illégitime. Illégitime ! pas précisément, car voici la concession purement théorique qu'on veut bien nous faire : « Sans doute le capital a droit à une
« rémunération, mais, remarquez-le bien (ici l'auteur semble tourner
« la chose tout à fait en plaisanterie) quand le moment arrive de tou-
« cher cette rémunération due au capital, est-ce le capital qui se pré-
« sente, est-ce telle maison, telle usine, tel champ, telle locomotive ?
« Point, c'est un capitaliste, c'est Pierre, Paul, François, » qui sont des coquins naturellement. Si, par hasard, Pierre et Paul étaient de braves gens ayant constitué ce capital par le travail et l'épargne, on pourrait peut-être le leur laisser, mais comment le savoir ? Dans le doute, on les dépouille tous. Voilà par quel procédé, en vertu de quels principes, dans le système commmuniste de Louis Blanc, on s'empare du capital. Et la manière de s'en servir ? L'Etat organise le travail.

CHAPITRE XLII

La gratuité du crédit et le mutuellisme de Proudhon.

Nous arrivons à un autre procédé, à une autre formule, celle de Proudhon. Il demande la *gratuité du crédit*. C'est le cas de dire que par

divers moyens on arrive à pareille fin. Dans le système communiste de Louis Blanc, on vous prend votre capital purement « afin de le mettre à la disposition de tous ; » dans le système mutuelliste on se borne à vous l'emprunter, mais on le garde indéfiniment sans vous payer ni rente, ni loyer, ni fermage, ni intérêt.

Frédéric Bastiat publia en 1849 une petite brochure intitulée *Capital et Rente*. Dans cet écrit, adressé aux ouvriers, il démontrait la légitimité de l'intérêt, l'action bienfaisante du capital. Cet écrit fit une certaine impression sur les classes ouvrières. On s'en émut dans l'état-major du socialisme, et le journal de Proudhon, *la Voix du peuple*, répondit : « Nous reconnaissons le service rendu par le capital et le « principe qu'un service en vaut un autre ; seulement les services « échangés doivent être de même nature : Si vous m'abandonnez l'u- « sage de votre capital pour un an, je vous abandonnerai l'usage d'un « capital pareil pour un an. » — Ainsi on reconnaît que le capitaliste a droit à quelque chose, mais on ne veut pas laisser aux parties la faculté de fixer cette rémunération sous forme d'un intérêt annuel, si faible qu'il soit. C'est un dogme, non démontré, mais établi par Proudhon, que la productivité du capital est la source de tous nos maux. Sur ce préambule, il s'engagea entre Bastiat et Proudhon une polémique sous forme épistolaire, qui parut de semaine en semaine dans la *Voix du peuple*, et fut ensuite publiée par Proudhon sous ce titre : *Intérêt et Principal ;* par Bastiat sous celui de *Gratuité du crédit.*

Bastiat, dans sa deuxième lettre, n'a pas de peine à démontrer qu'il est absurde de soutenir que la mutualité des services en implique l'identité. J'ai une maison ; vous faites des souliers ; vous ne pouvez travailler en plein air, ni moi aller pieds nus : je vous logerai, vous me chausserez. Ces chaussures que vous me ferez annuellement, c'est l'intérêt ou le loyer du capital. Faut-il donc, parce que je vous cède l'usage de ma maison, que vous ne me cédiez que l'usage des souliers. Après tout, dans l'espèce, je n'y vois pas d'inconvénients, et je veux bien rendre à mon cordonnier les souliers usés.

C'est ici que, dans le journal *la Voix du peuple*, Proudhon se substitue à l'un des rédacteurs. Dès son entrée en scène, on le reconnaît : des violences de langage, de grands mots vides de sens, des grossièretés, des personnalités offensantes, des affirmations sans preuves, jamais une réponse directe à un argument, à une objection [1]. Essayons toutefois de démêler dans ce fatras quelque chose qui ressemble à une argumentation sérieuse.

I. « Il est de la nature de tout service d'être rémunéré ; il s'ensuit « que le prêt doit avoir son prix, ou, pour employer un mot techni-

1. La polémique entre Bastiat et Proudhon se trouve textuellement reproduite dans les œuvres complètes de Bastiat, tome V, page 95-385. Voir notamment, pour les passages indiqués au texte, les pages 120-132, 149, 207, 312.

« que, qu'il doit porter intérêt. Mais il est vrai aussi, et cette vérité « subsiste à côté de la précédente, que celui qui prête dans les condi- « tions ordinaires du métier de prêteur ne se prive de rien. » — Mais le prêteur a précisément créé cet objet qu'il vous prête en vue de le prêter à quelqu'un et d'en tirer un bénéfice. Vous pourriez dire aussi à un marchand qui a cinq cents chapeaux : « Mon ami, vous « n'avez pas besoin de tant de chapeaux ; vous ne vous privez de rien « en m'en cédant quelques-uns. » Ce prétendu argument n'est qu'une plaisanterie.

II. « Ce capital, stérile de sa nature, produit, par le prêt et par l'in- « térêt qui en résulte, un bénéfice qui permet au capitaliste de vivre « sans travailler. Or, vivre sans travailler, c'est, en économie politique « aussi bien qu'en morale, une proposition contradictoire, une chose « impossible. » — Oui, sans doute, il faut travailler ; mais si un ouvrier qui travaille trois cents jours par an arrive à fabriquer une machine avec laquelle il produise autant en deux cents soixante jours, quel tort fait-il à la société, en ne travaillant pas le reste du temps, pendant quarante jours ? C'est ainsi que l'humanité a progressé ; parce que, grâce au capital, elle a pu s'adonner à des occupations d'un ordre plus élevé, lettres, sciences, arts. Ceux qui les cultivaient ont dû vivre d'un capital.

III. « Vous attribuez au capital le mérite du progrès opéré dans le « domaine de l'industrie et de la richesse, tandis que ce progrès a pour « cause, non le capital, mais la circulation. » — Mais pour que le capital circule, soit échangé, il faut qu'il existe. Pour cela commencez par assurer une rémunération à celui qui le fait naître par le travail et par l'épargne.

IV. « Le socialisme se demande si, pour provoquer cet équilibre du « crédit et du revenu, il ne serait pas possible d'agir directement, non « sur les capitaux, remarquez-le bien, mais sur la circulation ; s'il ne « serait pas possible d'organiser cette circulation de manière à pro- « duire tout d'un coup entre les capitalistes et les producteurs deux « termes actuellement en opposition, mais que la théorie démontre « devoir être synonymes, l'équivalent des prestations, en d'autres ter- « mes, l'égalité des fortunes ? A cette question le socialisme répond « encore : Oui, cela est possible, et de plusieurs manières.... » Notamment à l'aide d'une banque prêtant à peu près gratuitement, à un demi pour cent. — Réponse : 1° L'équilibre du crédit et du revenu est quelque chose d'absolument inintelligible ; 2° Il n'y a ni opposition ni synonymie entre capitaliste et producteur ; 3° On ne peut produire tout d'un coup l'égalité des fortunes qu'en prenant aux uns pour donner aux autres, et cette égalité ne pourra être maintenue tant qu'on n'emploiera pas la violence ; car il faudrait pour cela que les hommes fussent égaux en intelligence, travail, moralité, prévoyance, épargne

et bonheur aussi ; 4° Prêt gratuit par l'Etat... Mais l'Etat n'a d'autres capitaux que ceux qu'il prend à ceux qui les ont créés par le travail et l'épargne. J'entends ne prêter, soit gratuitement, soit à intérêts qu'à ceux qui m'inspirent confiance, que je prête directement ou indirectement par l'intermédiaire de l'Etat.

Suivent quelques arguments qu'on pourrait appeler historiques. Ce ne sont pas les moins ingénieux.

V. Proudhon prétend que la gratuité du crédit, de l'usage du capital est à l'intérêt ce que le chemin de fer est à la charrette ; qu'il est insensé d'avoir un système de circulation coûteux quand on peut en avoir un gratuit. — On ne va pas pour rien sur les chemins de fer ; on va plus vite et à meilleur marché. C'est un progrès ; mais ayez plus de capitaux et l'intérêt baissera.

VI. « Le prêt à intérêt a été légitime, lorsque toute centralisation « démocratique du crédit de la circulation était impossible ; il ne l'est « plus, maintenant que cette centralisation est devenue une nécessité « de l'époque, partant un devoir de la société, un droit du citoyen. « C'est pour cela que je m'élève contre l'usure ; je dis que *la société me* « *doit le crédit sans intérêt* ; l'intérêt, je l'appelle vol. » On ne comprend pas trop ce qu'est la centralisation démocratique du crédit et de la circulation ; on ne voit pas surtout pourquoi la centralisation du crédit en entraîne la gratuité. L'intérêt est toujours légitime, seulement il est beaucoup moins cher.

VII. L'intérêt va en diminuant, dit enfin Proudhon, donc il finira par tomber à zéro... il faut l'y mettre tout de suite. — C'est très mal raisonner. De ce qu'une chose diminue, ce n'est pas à dire qu'elle disparaisse. La rapidité des moyens de communication abrège de plus en plus les distances, ce n'est que par métaphore qu'on dit qu'elle les supprime. Dans tous les cas, il ne faut pas mettre l'effet avant la cause. Pourquoi l'intérêt baisse-t-il ? Parce que le capital abonde de plus en plus. Pourquoi disparaîtra-t-il, s'il doit disparaître ? parce qu'il surabondera, qu'il n'y aura qu'à se baisssr pour en prendre, comme on dit vulgairement. Attendez donc que nous en soyons là pour supprimer l'intérêt, ou plutôt pour voir l'intérêt disparaître de lui-même par la force des choses.

La discussion fut close par cette déclaration de Proudhon que scientifiquement Bastiat était mort. Le lecteur peut en juger.

Tout chef d'école socialiste veut avoir son drapeau et tient à décorer son système d'un nom qui le distingue des autres. C'est ainsi que Proudhon, après avoir prodigué les plus amères sarcasmes au communisme et à l'organisation du travail[2], déploie le drapeau du *mutuel-*

2. En voici un spécimen, *Contradictions économiques*, tome II, page 369 : « Quel « dommage que les communistes ne puissent tout faire faire par l'État, qu'on ne « puisse remplacer le travail des individus par le travail de l'État ? Quelle calami-

lisme. Qu'y a-t-il au fond du mutuellisme de Proudhon? Pas autre chose que le communisme. Il proclame en effet : la suppression de la propriété, l'improductivité du capital, la gratuité du crédit, et, pour organiser cette gratuité, il veut une banque nationale prêtant gratuitement. Il n'en faut pas tant pour arriver au communisme, un seul des termes de cette trilogie suffit. Louis Blanc a raison contre Proudhon, et, toute violence de langage à part, Proudhon a raison contre Louis Blanc. Ils me rappellent deux avocats qui soutiennent chacun un système faux ; il n'y a de vrai, dans chaque plaidoirie, que la réfutation de l'adversaire. Mais y a-t-il bien là des systèmes opposés ? Non, et, en réalité, ils partent tous deux des mêmes principes pour arriver au même résultat, le communisme. Tous deux veulent la suppression de la propriété individuelle, l'improductivité du capital, l'égalité des fortunes, la gratuité du crédit. Ils ont employé des formules identiques ; Louis Blanc nous dit que l'*Etat est le banquier des pauvres* ; Proudhon affirme que *la société lui doit l'escompte sans intérêt*. C'est un des grands enseignements de l'économie politique, de montrer que tout socialisme radical, de quelque nom qu'on le décore, est un communisme plus ou moins déguisé qui finit toujours, sous prétexte d'égalité, par mettre toutes les existences à la charge de l'Etat. Il importe peu que l'Etat convie tous les citoyens à une même table ou qu'il les fasse servir à domicile ; qu'il les réunisse dans un vaste atelier ou qu'il leur distribue séparément leur tâche ; dès qu'il se fait l'unique entrepreneur d'industrie, le distributeur de la richesse, sur les bases de l'égalité, c'est le communisme. Il y a bien peu de francs communistes ; ce qu'il y a surtout, ce sont des gens qui font du socialisme, c'est-à-dire du communisme, sans s'en douter ; comme aussi bien des gens s'intitulent socialistes, qui, en réalité, ne le sont pas, car dans les réformes qu'ils réclament, ils respectent les principes de la science économique.

« té que l'État ne puisse, à la place des particuliers, se marier, faire des enfants, « les nourrir et les élever!... Tout par l'État et sous les yeux de l'État ! Mais c'est « la glorification de la police! Les communistes sont des huîtres attachées côte à « côte, sans activité ni sentiment de fraternité. » — Voici la réponse de Louis « Blanc, à la page 184 de l'*Organisation du travail* : « Parmi les insulteurs de bas « ordre, je suis obligé de ranger M. Proudhon, zoïle sans valeur, écrivain sans « idées, économiste sans principes, grand diseur de riens et d'injures, grand re- « mueur de mots, qui a épuisé la contradiction, qui violemment épris de lui-même « et admirateur du bruit qu'il fait pour attrouper les passants, croit soulever les « questions quand il les embrouille, prend le tapage pour la renommée, la gros- « sièreté pour de l'énergie, et a composé des livres qui seraient le néant s'ils n'é- « taient le chaos. Les objections qu'il oppose à l'organisation du travail sont celles- « ci : Le gouvernement est sans compétence pour faire la banque ; — l'État n'est « point assureur ; — l'État ne fait point le commerce d'entrepôt, etc. Comment ne « pas s'incliner devant ces triomphantes assertions qu'on nous donne pour des « arguments ? Mais M. Proudhon est de ces hommes, je l'ai dit ailleurs, qui se « font une perruque avec un cheveu et se drapent dans une ficelle. » Pour être tracé *ab irato*, le portrait n'en est pas moins ressemblant.

L'homme n'est pas fait pour vivre seul, isolé. La solitude et l'isolement l'accablent, parce qu'il s'y sent trop faible, parce qu'il a besoin d'affections, de relations plus ou moins étroites avec ses semblables, relations indispensables au développement de sa vie morale, intellectuelle et physique. Aussi, comme le fruit tient au rameau, celui-ci à la branche, et la branche au tronc qui, à son tour, pousse des racines dans la terre, l'homme se rattache par ses père et mère à la famille, par celle-ci à la cité, à la patrie, à l'humanité tout entière ; mais il ne peut être complètement absorbé par aucune de ces communautés. Montaigne exprimait admirablement ce sentiment quand il disait : « J'aime à me retraire en mon logis du commerce des hommes ; et, « en mon logis même j'ai un recoin où je me retrais des soins et affec- « tions domestiques. »

CHAPITRE XLIII

Les docteurs du socialisme à l'étranger.

Ce qui caractérise le socialisme d'outre-Rhin, c'est, d'une part, un communisme grossier, et, d'autre part, des prétentions scientifiques que rien ne justifie. Sur le premier point, le doute n'est pas possible. M, Lœwe, membre du parlement allemand, reprochait à ses collègues socialistes; MM. Bebel et Hasselmann, leurs excitations à la haine contre les riches. « Ces excitations, disait-il, sont plus dangereuses en Al- « lemagne qu'ailleurs à cause de la rudesse des mœurs ; en France, il « y a autrement de politesse. » Dans son livre, *Garanties d'harmonie et de liberté*, l'ouvrier tailleur Weitling s'exprime ainsi : « Je méprise la « liberté, votre idole ; c'est une chimère. Quelle niaiserie, quelles im- « bécillités que vos réformes politiques ! Il s'agit d'assouvir nos pas- « sions, de satisfaire tous les besoins du corps. Travaillons donc à dé- « truire la propriété, cause de tous les maux, et à établir le commu- « nisme, source de toutes les jouissances. » Quand je dis que rien ne justifie les prétentions scientifiques des docteurs socialistes allemands, je dois m'expliquer. Ils sont en général très instruits, très au courant des questions économiques, et possèdent surtout des informations très exactes ; leur érudition économique est incontestable. Ce que je veux dire, c'est qu'ils n'ont, en tant que socialistes, aucune doctrine qui leur soit propre. Ils n'ont fait que reproduire les doctrines des socialistes français en les habillant de métaphysique allemande. Nous avons là-dessus le jugement non suspect d'un de leur compatriote : « Lasalle et « Marx affectent de traiter Proudhon de *petit bourgeois*, et donnent suf-

« fisamment à entendre qu'ils le tiennent pour un *petit esprit*. Il faut « reconnaître toutefois qu'il y a une étroite parenté entre ces trois « hommes, et que Marx et Lassalle ont emprunté à Proudhon tout « ce qu'il y a d'essentiel dans leurs critiques, tout en lui étant supé- « rieurs par leurs connaissances en économie politique et en histoire « du droit.[1] » C'est là du reste un jugement dont il est facile de vérifier la parfaite exactitude.

Les docteurs socialistes allemands se vantent d'avoir déposé au sein des masses des *ferments scientifiques*. Proudhon avait déjà dit, avant eux, « qu'il était temps que le socialisme, renonçant à ses utopies, prît « la toge virile de la science.[2] »

Toute la polémique socialiste allemande se résume dans des attaques contre le capital. On sait assez que c'est la thèse de Proudhon. De là l'expression *capitalisme* pour désigner soit l'organisation actuelle de l'industrie, soit l'économie politique elle-même. Cette expression est de l'invention de Proudhon.

Les docteurs allemands ont une seule et même formule pour condamner ce qui leur déplaît ; cela, nous disent-ils, c'est une *catégorie historique*. Telle est, par exemple, la propriété individuelle, la rémunération du capital. Nous avons vu, au chapitre précédent, que c'est la formule de Proudhon : L'intérêt, comme tant d'autres choses, a eu sa raison d'être et a cessé de l'avoir.

Mais voici peut-être ce que les Allemands considèrent comme de la vraie science, et comme une science neuve. Karl Marx distingue : le capital *constant*, c'est-à-dire la machine et les matières premières qu'elle consomme, et le capital *variable*, destiné à payer le travail. Le sens de cette opposition est celui-ci. Le capital *constant* est ainsi appelé parce qu'il est, de sa nature, inerte et improductif, n'ayant par conséquent droit à aucune rémunération. Mais, dira-t-on, grâce à la machine, on produit deux fois plus ? Sans doute, répond Marx, mais le produit se vend moitié moins, donc la machine ne produit rien. Quant au capital dit *variable*, c'est bien là l'infâme capital, celui à l'aide duquel le capitaliste réalise un profit qui n'est qu'une spoliation à l'encontre de l'ouvrier. Comment cela ? La chose est bien simple : le capitaliste ne paye à l'ouvrier que le salaire courant, qui suffit plus ou moins largement à son entretien. Mais remarquez-le bien, pour ce prix, l'ouvrier travaille dix heures ; or, cinq heures de travail auraient suffi à l'ou-

1. Schæffle, *Kapitalismus und socialismus*, page 374. W. Roscher, dans son *Histoire de l'Économie politique en Allemagne*, § 203, a porté le même jugement sur les socialistes ses compatriotes: rien de neuf, aucune valeur scientifique, aucune intelligence des phénomènes économiques, aucun sens pratique. — Voir mon livre, *Épargne et Capital*, chapitre XXVII, note 3.

2. Proudhon, *Contradictions économiques*, tome II, page 74, chapitre IX, § 3. — Le mot Capitalisme est de Proudhon, *Contradictions*, tome II, page 70.

vrier pour gagner ce qui est nécessaire à son entretien. Il a donc travaillé cinq heures exclusivement pour enrichir le capitaliste. Eh bien ! tout cela est dans Proudhon. L'improductivité de la machine n'est autre chose que *l'antinomie de la valeur* [3] ; et la spoliation résultant de l'insuffisance du salaire n'est autre chose que la fameuse proposition de Proudhon que, en toute justice, il faudrait que l'ouvrier pût avec son salaire racheter son produit. Ce n'est certes pas à la gloire du socialiste français que je revendique la priorité de si belles découvertes, car la thèse de l'improductivité des machines n'est qu'une mauvaise plaisanterie. Quant à l'autre proposition, elle ne supporte pas davantage l'examen. Quel est l'ouvrier qui produit quelque chose à lui tout seul? Qui peut dire : Voilà mon produit : je réclame pour salaire le prix auquel sera vendu ce produit ? Cet ouvrier n'a peut-être mis dans ce produit qu'une portion d'utilité insignifiante relativement à sa valeur totale.

Voici encore ce que les Allemands considèrent peut-être comme une remarquable élucubration scientifique. Il s'agit d'établir une notion claire de ce capital qu'on va condamner si impitoyablement. Qu'est-ce donc que le capital ? une machine à filer, une provision de chanvre : tout cela est-il du capital ? Cela dépend. Supposez mille ouvriers ayant chacun une machine à filer, une petite provision de chanvre et travaillant pour leur propre compte, la notion disparaît. Mais qu'un de ces ouvriers dise à un autre qui ne possède rien : Voilà une machine et du chanvre, et vous me donnerez une part du produit ; aussitôt cet homme devient capitaliste, et la machine et son chanvre deviennent des capitaux. Donc le capital n'est pas une réalité objective, ce n'est *qu'une manière d'être sociale de la production*. Toutes choses ne deviennent capital que lorsqu'elles sont transformées en un instrument de domination et d'exploitation de l'ouvrier. — Comme tout cela est simple et clair ! Comme cette définition du capital est bien celle qui se présente naturellement à l'esprit ! Et quelle langue est sortie de là : capitalisme, capitalistique, choses employées ou non capitalistiquement !

La conclusion est que la véritable notion de capital est celle de capital social et non de capital privé. En dehors de la socialisation du capital il ne peut y avoir que spoliation du travailleur : le travail est l'unique source de la richesse ; la rente de la terre, l'intérêt du capital, le profit de l'entrepreneur, qui ne sont qu'une seule et même chose, sont autant de détournements commis au préjudice de l'ouvrier. On se hâte d'ajouter que c'est là un détournement d'un caractère purement économique[4], et sans lequel toute civilisation eût été impossible dans le passé. Toujours les catégories historiques qui reparaissent ! Mais voici

3. Sur l'antinomie de la valeur, voir ci-après le chapitre LV.

4. C'est l'euphémisme dont use Rodbertus. Voir sur tout cela, mon livre *Épargne et Capital*, chapitre XXVII, XXVIII et XXIX.

le grand avantage de la socialisation du capital. Un capitaliste, un entrepreneur peuvent se ruiner par l'effet de la concurrence ; mais un peuple, considéré comme capitaliste et entrepreneur, fait toujours ses affaires. Et voilà, par parenthèse, ce qui condamne le profit de l'entrepreneur. Par quelles considérations justifie-t-on les bénéfices énormes qu'il peut réaliser ? Ils sont, dit-on, le prix des risques que court l'entrepreneur. A quoi on répond que ces risques n'existent pas ; ils existent individuellement mais pas socialement. On est donc fondé à dire à l'entrepreneur qui hésite à établir une filature à cause des chances d'insuccès qu'il redoute : Ne craignez rien, la filature fera toujours de bonnes affaires, il n'y a jamais que des filateurs qui puissent se ruiner, mais qu'importe ? Comme cela est encourageant pour un entrepreneur !

A côté des docteurs, des théoriciens, il y a les agiteurs socialistes. Ferdinand Lassale en a été le type en Allemagne. Celui-là du moins a-t-il trouvé quelque chose de neuf ? Absolument rien. Nous avons là-dessus le témoignage de Karl Marx. Celui-ci nous affirme que Lassalle n'a pas une idée propre, qu'il n'a fait que mettre en œuvre ses idées à lui, Karl Max. Mais nous savons, d'autre part, que Karl Marx n'a aucune doctrine originale. Karl Marx et Lassalle sont l'un à l'autre comme l'avocat consultant et l'avocat plaidant, celui-ci ne faisant que développer les moyens fournis par celui-là. Le thème habituel des déclamations de Lassalle, c'est la solidarité humaine. La Révolution nous a donné la liberté ; mais à quoi sert la liberté sans la solidarité ? — C'est tout simplement la synthèse historique de Louis Blanc, d'après lequel l'humanité est destinée à passer par trois phases, celle de l'autorité, celle de la liberté, et enfin celle de la fraternité. Le travail et le capital, le talent et l'entrepreneur, dit Lassalle, ne sont pas les seuls facteurs de la richesse ; il faut tenir compte de la bonne ou mauvaise chance, de la *conjunctur*, pour employer l'expression technique. La société ne doit pas sanctionner ces injustices de l'aveugle fortune : il faut les corriger en enlevant un peu à ceux qui se sont enrichis par la *conjunctur*, pour indemniser ceux qui ont souffert de la *conjunctur*. Il y a mieux que cette répression des méfaits de la *conjunctur* ; il faut la prévenir par la solidarité universelle. Mais qu'y a-t-il de nouveau là-dedans ? Les jurisconsultes de tous les temps se sont occupés de la théorie des risques. Le risque est un élément inhérent à toutes les choses humaines, et il y a bien longtemps que la société pratique la solidarité par le contrat d'assurance, assurance à prime, assurance mutuelle, qui a pour but de réduire à rien les risques de toute nature en les répartissant sur un grand nombre de têtes.

Il y a une grande leçon à tirer de ce néant du socialisme doctrinal en Allemagne, mis en regard des prétentions scientifiques les plus exagérées. Les socialistes allemands ont formé entre eux une société mu-

tuelle d'admiration des plus édifiantes. Il faut voir comment M. Adolphe Wagner s'exprime sur cette révélation due au génie de Lassalle, la théorie de la *conjunctur* ! Et il conclut ainsi : « Le problème qui « s'impose maintenant à la science, c'est de faire à la *conjunctur* sa « place dans l'économie politique. » Mais rien n'est comparable à l'enthousiasme que laisse éclater M. Adolf Held dans son manifeste *Catheder socialiste* : « C'est une suprême jouissance intellectuelle, de suivre les déductions rigoureuses de Karl Marx, qui sont fascinatrices « pour le vrai savant, auquel la trivialité qui règne dans les opinions « reçues inspire de la répugnance. » — Voilà je crois l'explication de beaucoup d'excentricités socialistes. On veut faire impression ; on veut fasciner ; on se dit que l'on n'y parviendra pas en parlant simplement bon sens et raison, en suivant les chemins battus de la science : on s'en écarte donc, et on s'égare, on déraisonne ; et on trouve des gens, même des gens d'esprit comme M. Adolphe Held, pour se complaire dans cette prestidigitation scientifique qui consiste à tirer à outrance des conséquences rigoureuses d'un principe faux. Il ne faut pas, dans les sciences morales, tirer d'un principe vrai toutes les conséquences qu'il peut rigoureusement contenir ; mais, quand le principe est faux, plus les déductions sont rigoureuses, plus elles sont déraisonnables. Or, ce qu'il y a de faux dans le socialisme doctrinal, c'est la notion du capital, de la manière dont il se forme, se conserve, s'accroît. On s'imagine que le capital est une chose définitivement constituée, et qu'il n'y a qu'à étendre la main pour le prendre et se l'approprier. On affirme que le capital est une catégorie historique qui n'a plus sa raison d'être en tant que source d'une rémunération pour le capitaliste, ce qui veut dire sans doute que, si l'épargne et l'intérêt du capital, qui l'encourage, ont été nécessaires dans le passé, pour créer le capital, il n'en est plus de même aujourd'hui que ce capital est créé. C'est là raisonner comme des enfants pourraient le faire. Encore aujourd'hui le capital ne se conserve et ne s'accroît que par l'épargne, qui est un fait essentiellement individuel dans son principe. Je comprends qu'on cherche à exciter les convoitises de certaines gens en leur disant, comme le faisait M. de Schweitzer devant un auditoire choisi : « On « nous reproche de crier : A bas le capital ! Mais pas le moins du « monde ; nous crions : A nous le capital ! » Mais que des hommes à prétentions scientifiques s'imaginent qu'après cette prise de possession collective du capital, la question sociale sera résolue ; que la suppression de la propriété individuelle est une solution ; que la fraternité ou la solidarité sont des principes qu'il suffit de proclamer pour qu'ils renouvellent la société comme a pu le faire la liberté civile, politique, économique : c'est ce qu'on a peine à comprendre.

Si, à propos du socialisme doctrinal à l'étranger, je n'ai parlé que de l'Allemagne, c'est que ce pays, où il y a tant de vrais savants et no-

tamment d'excellents économistes, est aussi la terre classique de cette fausse science qui s'édifie à l'aide de conceptions purement *subjectives* et d'une dialectique douteuse. M. Ludwig Bamberger, le député national libéral, a bien jugé ses compatriotes quand il a dit : « Nous « prenons tout au sérieux, les niaiseries au moins autant que le reste. « De toute idée fausse naît chez nous une théorie, de chaque théorie « un livre, et tout gros livre est assuré d'être traité avec respect. La « manie des systèmes socialistes qui, de 1830 à 1848, se répandit en « France dans un cercle restreint, n'y obtint qu'un succès de curiosité, « et ne recruta d'adhérents que parmi de jeunes rêveurs et des têtes « folles; elle est devenue chez nous une sorte de discipline acadé- « mique. »

SECTION III

Le socialisme des ouvriers

CHAPITRE XLIV

Caractères généraux du mouvement ouvrier spontané.

Il ne faut pas juger les ouvriers par les doctrines des théoriciens du socialisme. Souvent ils acclament les hommes qui leur sont sympathiques par une préoccupation plus vive qu'éclairée de leurs intérêts, mais ils font leurs réserves quant aux doctrines contre lesquelles proteste leur esprit pratique. Ils ont un mot caractéristique à ce sujet; ils appellent ces théoriciens « *des bourgeois bien intentionnés.* » Les ouvriers aiment qu'on les flatte, et les économistes ne savent guère que leur dire la vérité. Mais je suis convaincu que, l'expérience aidant, les véritables doctrines économiques finiront par pénétrer chez eux et par prévaloir sur la flatterie. Ils pourront, par habitude de langage, maugréer encore contre l'économie politique et les économistes,[1] alors que

1. En voici un exemple frappant. Dans un discours prononcé en avril 1879, dans une conférence au profit de l'œuvre de la bibliothèque populaire du XI^e^ arrondissement, M. Tolain s'est exprimé ainsi : « Si les formules des économistes « sont toujours restées antipathiques à la masse de la nation, le peuple a toujours « refusé de suivre les socialistes dans l'application de leurs théories. Depuis l'avè- « nement du suffrage universel, les écoles socialistes sont en décadence et les systèmes ne comptent plus que de rares partisans. » Les *formules des économistes* sont tout simplement les vérités que les économistes ont défendues et fait préva-

déjà ils en suivront les préceptes et les leçons. Il faut donc rechercher les vrais sentiments des ouvriers, non pas dans les écrits des théoriciens, même les plus populaires, mais dans des documents autrement authentiques, échos plus véridiques de ce qui se fait et se dit dans l'atelier.

Lorsqu'on demandait à des ouvriers, avant 1848, ce qu'ils entendaient par organisation du travail, ils répondaient, par exemple : Nous entendons par là certaines modifications au régime intérieur des ateliers ; la suppression du *marchandage* (c'est le contrat passé entre l'entrepreneur et un sous-entrepreneur qui traite à son tour avec les ouvriers) ; la diminution des heures de travail ; la suppression de la concurrence que nous fait le travail des hospices et des prisons ; que le travail finisse le samedi un peu plus tôt que les autres jours afin que le temps nécessaire à la paye soit imputé sur la journée et qu'on ne nous retienne pas à l'usine jusqu'à huit ou neuf heures du soir. C'est une pratique très répandue en Angleterre, et une pratique excellente que le travail finisse, le samedi après midi, de bonne heure. Cette partie du samedi est appelée le demi-dimanche, *half-holiday*. Les mauvais ouvriers abusent du chômage volontaire du lundi et du mardi ; mais cet *half-holiday* est cher aux bons ouvriers qui l'emploient à leur toilette de propreté, à un abondant nettoyage des souillures de l'usine, à l'achat des provisions, en sorte que le dimanche est tout entier consacré au repos et à des distractions honnêtes.

Que font les théoriciens et les agitateurs socialistes ? Ils s'emparent des aspirations générales, souvent légitimes des ouvriers ; ils les faussent en les revêtant de formules qui ne disent rien ou disent le contraire des vœux qu'elles sont censées exprimer. Ils rédigent une sorte de symbole et se forment une *petite église*, hors de laquelle il n'y a point de salut. On décrète l'égalité du salaire ; puis on proclame que la condition de salarié est contraire à la dignité de l'ouvrier ; que le salariat est l'exploitation de l'homme par l'homme ; que l'association intégrale sur le pied de la plus complète égalité est le seul régime acceptable. Ce symbole est accepté par quelques-uns avec l'esprit d'intolérance et de fanatisme propre aux sectaires ; quelques-uns le balbutient du bout des lèvres sans le comprendre ; mais, en somme, il reste à l'état de lettre morte, parce qu'il est d'une application impossible, à moins d'un renversement, d'une transformation complète de la société.

Un véritable ouvrier qui, en 1848, fut envoyé par ses camarades de

loir contre les chimères socialistes. La remarque de M. Tolain, en ce qui concerne les effets du suffrage universel, ne manque pas de justesse : mais pourquoi en a-t-il été ainsi ? C'est que le suffrage universel confère à chacun l'exercice d'une portion de la souveraineté, lui en fait sentir le poids ; et il n'est personne qui, investi de la souveraineté, osât songer à réaliser les rêveries socialistes dont il aurait pu se nourrir comme simple particulier.

Paris à l'Assemblée nationale, dont il devint vice-président, M. Corbon, a écrit un livre intitulé : *le Secret du peuple de Paris*. M. Corbon a été rédacteur de l'*Atelier*, un journal rédigé par de vrais ouvriers, journal auquel il ne faut pas demander de n'avoir jamais sacrifié aux chimères socialistes ; mais qui, en somme, fait honneur aux ouvriers. M. Corbon raconte donc qu'il visitait un atelier dirigé par une association ouvrière ; et voici l'instructif dialogue qui s'engagea entre le visiteur et l'ouvrier chargé de la gérance :

« Comment sont fixés les salaires ? — Citoyen, je vous avoue qu'il « nous a été impossible de réaliser l'idéal de l'égalité du salaire. — Eh « bien ! Je vous en félicite... laissez donc là toutes ces niaiseries ! — « Vraiment ? Ah ! vous me soulagez d'un grand poids. »

Nous parlerons bientôt des associations ouvrières. Il y en avait alors un bon nombre où on n'avait pas cru pouvoir se conformer à l'orthodoxie socialiste sur l'égalité des salaires, et c'étaient, par parenthèse, les seules qui eussent quelques chances de succès. Eh bien ! de pareilles associations étaient signalées au mépris public par les socialistes bien pensants, par les purs. Il se publiait alors un journal, *le Nouveau Monde*, sorte de journal officiel, de *Moniteur* de l'organisation du travail et du droit au travail. Or, voici ce qu'on lit dans le numéro du 3 décembre 1848 : « Pour éviter de donner place dans nos colonnes, à des associa- « tions fondées en dehors des principes socialistes et dans un but dé- « guisé d'exploitation de l'homme par l'homme, nous n'annoncerons « que les sociétés ouvrières reconnues par le comité des délégués du « Luxembourg. »

Ainsi voilà des ouvriers qui s'associent ; il ne s'agit pas de l'infâme capital : ces ouvriers conviennent simplement qu'ils seront rétribués en proportion de leur travail : cela est déclaré contraire aux principes socialistes, une exploitation de l'homme par l'homme. Quel scandale si une pareille association pouvait prospérer !

Les théoriciens et les agitateurs du socialisme ont donc exercé une fâcheuse influence sur les ouvriers, ils ont porté le trouble dans les esprits, mais bien moins profondément qu'on ne le croit. Il y a eu un moment de surprise, de vertige ; mais les ouvriers n'ont pas tardé à comprendre la vanité des systèmes radicaux ; à une foi naïve dans les promesses du socialisme doctrinal a succédé une sorte de scepticisme. Cette tiédeur de la masse pour l'orthodoxie socialiste a réagi sur les théoriciens et on a pu entendre celui dont j'ai raconté les plans chimériques, déclarer plus tard solennellement que « des aspirations généreuses, mais vagues, ne sauraient tenir lieu de réformes pratiques.[2] »

Dans les deux chapitres suivants, je vais passer en revue les tendances qui, suivant les temps, ont prédominé au sein de la classe ou-

2. Discours prononcé à Marseille par Louis Blanc, en septembre 1879.

vrière, tendances qui ont pour centre le régime du salariat que les uns veulent maintenir en l'améliorant, tandis que d'autres en rêvent la suppression. Cet examen me fournira l'occasion de revenir sur plus d'une question de principe dont la complète exposition m'a paru trouver plus utilement place en cet endroit.

CHAPITRE XLV

Amélioration du salariat. — Les grèves. — Moyens proposés pour prévenir les grèves. — Les *trades-unions*.

Nous voici en présence d'ouvriers qui acceptent le régime du salariat, bien qu'on leur ait dit qu'il est une dernière forme de la servitude, l'exploitation de l'homme par l'homme, et autres choses aussi judicieuses. Ces ouvriers demandent que le salaire soit juste, c'est-à-dire qu'il s'accroisse au fur et à mesure de l'accroissement des bénéfices de l'entrepreneur. Ils doivent reconnaître aussi que les salaires peuvent, au moins temporairement, baisser par suite de l'état du marché. Je suppose qu'on est d'accord sur les principes. Malheureusement il n'en sera pas toujours de même en fait, dans chaque cas particulier où le salaire sera, entre l'ouvrier et le patron, l'objet d'un débat qui est de nature à se renouveler fréquemment : on ne s'entendra pas sur la situation du marché ; puis la passion s'en mêlera. On en vient alors à un parti extrême : l'usine est fermée par le patron et désertée en masse par les ouvriers qui se mettent en grève. Chaque partie espère amener l'autre à composition. Quel jugement porter sur les grèves ? Elles sont aujourd'hui légales : on a abrogé la loi qui punissait comme un délit le simple fait de la coalition formée en vue d'imposer à l'entrepreneur une élévation du salaire par une menace de suspension générale des travaux ou par la suspension effective. Mais il s'agit de savoir si elles sont légitimes, conformes aux véritables notions du droit ; il s'agit surtout d'apprécier leur utilité, leur efficacité, ce qui est essentiellement du ressort de l'économie politique.

En droit d'abord, la légitimité des grèves est contestable. La grève entraîne l'idée de coalition. Il ne suffit pas qu'un plus ou moins grand nombre d'ouvriers spontanément et individuellement déclarent à l'entrepreneur qu'ils refusent de travailler plus longtemps aux mêmes conditions. Il faut qu'il y ait coalition. Mais qu'est-ce qu'une coalition ? C'est une association formée dans un but déterminé, dans le but d'amener la hausse des salaires. Elle implique, pour être menée à bonne fin, l'engagement de tous les adhérents de ne pas céder qu'ils n'aient

obtenu satisfaction. Je ne parle pas des horribles violences qui ont déshonoré certaines coalitions, en Angleterre notamment, à Manchester, à Sheffield ; mais pense-t-on qu'une grève aille sans menaces, sans contrainte, sans violence morale au moins, sans que bon nombre de ceux qui y prennent part n'en maudissent en secret les meneurs ? Il y a là une atteinte à la liberté individuelle. En outre, quel est l'objet de cette asociation ? Je ne dis pas qu'il est nécessairement, je dis qu'il sera souvent contraire à la justice, à la raison, à l'intérêt public en ce sens que la hausse des salaires ne pouvant être accordée dans l'état actuel de la production, la grève aura pour résultat de rendre la fabrication impossible, au grand détriment de tous. Je dis donc que la coalition est, dans une certaine mesure, contraire aux principes généraux en matière de contrats, aux règles particulières du contrat de société : il y a vice du consentement, vice dans l'objet même du contrat. Mais enfin le législateur s'est prononcé ; il ne punit que les violences qui accompagnent les coalitions. Il a bien fait, en somme : il ne faut pas laisser le plus léger prétexte de plainte à ceux qui réclament le droit de mettre à leur travail le prix qui leur convient [1].

Je me place maintenant sur le terrain économique, et je raisonne toujours dans l'hypothèse d'ouvriers qui acceptent, en principe, le régime de l'entreprise, du salariat, qui ne crient pas : à bas le capital ! à bas l'entrepreneur ! Ils ne crient pas, mais ils disent qu'on fait dans l'industrie des fortunes énormes, et qu'il ne tiendrait qu'aux entrepreneurs de donner des salaires plus élevés, sauf à faire de moins grandes fortunes et à les faire moins rapidement. Quelle est la valeur de ce grief ? On fait dans l'industrie des fortunes énormes ! Ce sont-là des mots. Est-ce que tous les entrepreneurs font des fortunes énormes? Il s'en faut bien. On a fait la statistique de l'industrie, de ce point de vue, on est arrivé à ce résultat que, sur cent entreprises industrielles, dix au plus arrivent à une prospérité complète ; vingt croulent dès le début ; cinquante à soixante végètent plus ou moins longtemps. Ce qu'il faut comparer, c'est la masse des profits en tenant compte des profits négatifs. Ne faut-il pas, tant au point de vue de la justice que de l'intérêt général, que dans les différentes branches de l'industrie, il y en ait qui gagnent beaucoup quand d'autres perdent ? Ce que les ouvriers ne considèrent pas, c'est que, dans une usine où travaillent des milliers d'ouvriers, une augmentation de quelques centimes sur le sa-

1. M. Paul Leroy-Baulieu, *Essai sur la répartition des richesses*, chapitre XIV, considère comme un préjugé de la plupart des économistes, l'opinion que les grèves sont en principe défavorables à l'ouvrier. Il me paraît être plus près de la vérité quand il dit, page 399 : « Nous serions disposé à admettre que les grèves les « plus heureuse sont celles qui ont eu pour objet non pas d'accroître la rémunération de l'ouvrier, mais de modifier certains arrangements accessoires dans « l'organisation ou le payement du travail. »

laire de chaque jour, augmentation qui paraît insignifiante pour chaque individu, peut constituer pour le patron une charge écrasante.

L'entrepreneur, dit-on, s'enrichit d'autant plus qu'il paye des salaires moins élevés ! Oui, mais traduisons cela en langage économique : il épargne, il augmente son capital, dans l'intérêt de tous. Cette partie du profit que quelques-uns voudraient lui enlever pour le réduire au salaire d'un ouvrier d'élite, n'est-ce pas grâce à ces ressources qu'il perfectionne et accroît l'outillage industriel ; que, dans une grande usine, il entretient des médecins, un hôpital, des crèches, des asiles, des écoles professionnelles pour les adultes ; qu'il peut, durant une crise, continuer à travailler même à perte ? Oui, si on réduisait l'entrepreneur à la portion congrue, en donnant à l'ouvrier tout ce que rigoureusement le salaire peut comporter, j'affirme que, actuellement, eu égard au niveau intellectuel des travailleurs, ce serait la ruine de l'industrie, la ruine de l'ouvrier lui-même. C'en serait fait du grand fonds de réserve de la société qui alimente et entretient le capital. Dans le mouvement industriel, ce n'est certainement pas l'ouvrier, c'est l'entrepreneur qui représente la circonspection et la prévoyance.

La coalition est, en principe, impuissante à modifier sérieusement, régulièrement, définitivement le taux des salaires. En effet, ou bien le salaire est trop bas, comme on le prétend, et l'entrepreneur réalise des profits exorbitants ; ou bien ce profit est médiocre. Dans ce dernier cas on doit reconnaître que l'élévation des salaires arrachée par la grève, mettrait le profit à néant, et l'entrepreneur ne pourrait pas longtemps travailler sans rien gagner. L'usine serait fermée et les ouvriers iraient faire concurrence, dans d'autres établissements, à d'autres ouvriers, dont ils réduiraient les salaires. Dans le premier cas celui d'une industrie prospère où l'entrepreneur réalise des bénéfices considérables, qu'arrivera-t-il ! C'est que de nouveaux entrepreneurs viendront exploiter cette industrie où l'on gagne si gros; il leur faudra des ouvriers, il se disputeront ceux qui sont déjà formés dans cette branche de l'industrie et, tout naturellement, les salaires hausseront. On voit ce qui se sera passé dans ces deux cas : la grève aura été funeste pour tous, ou inutile.

On fait beaucoup trop d'honneur aux grèves lorsqu'on leur attribue l'élévation des salaires dont notre temps a été témoin. Ce qui a fait hausser les salaires, c'est l'abondance du capital, les progrès de l'art industriel, le développement de l'esprit d'entreprise, le flot montant sans cesse de la richesse publique qui porte et élève tous les revenus, sauf le revenu du pur capitaliste qui ne met pas lui-même son capital à l'œuvre. Est-ce que les grèves ont été d'une pratique générale ? Est-ce que les salaires ne montaient pas alors que, sous l'empire d'une législation répressive des coalitions, les grèves n'étaient qu'un accident insignifiant, et que les ouvriers avaient si peu de chance de faire triom-

pher leurs prétentions par cette voie ? D'ailleurs les salaires ont augmenté précisément dans les proportions les plus notables, dans les industries où l'on n'a jamais songé à faire des grèves. Les salaires des domestiques ont augmenté dans des proportions incroyables, ils ont doublé et triplé ; on n'a jamais entendu parler d'une coalition des cuisinières ou des femmes de chambre. Les salaires des ouvriers agricoles n'ont-ils pas, au moins en France, augmenté sans le secours des grèves ? Qu'est-ce donc qui a fait augmenter ces gages et ces salaires ? la concurrence des maîtres et des propriétaires ; mieux que cela, la concurrence universelle, car l'usine fait concurrence à la ferme.

La grève, c'est la guerre, c'est un procès, au lieu d'une entente pacifique, d'un arrangement à l'amiable. Nous allons passer rapidement en revue les moyens proposés ou expérimentés pour rendre les grèves moins fréquentes.

I. La perspective d'un brusque changement dans les salaires imposé par l'une des parties à l'autre est une cause d'insécurité. Les entrepreneurs notamment se plaignent de ce que les ouvriers attendent le moment où des commandes considérables ont été faites pour réclamer une augmentation de salaire exagérée ; à quoi les ouvriers répondent que c'est de bonne guerre. Il semble donc que l'entrepreneur agit prudemment s'il fait aux ouvriers cette proposition : Avant d'accepter la commande avantageuse qui m'est offerte, nous allons débattre à nouveau le chiffre des salaires ; je consens à une augmentation, mais ce sera définitivement réglé pour la période d'exécution du travail que je vais entreprendre. — Mais les ouvriers n'aiment pas à se lier ainsi. D'ailleurs où serait la sanction ?

II. Le salaire à la journée n'ouvre à l'ouvrier qu'un horizon borné. On peut, jusqu'à un certain point en faire un entrepreneur par le *travail aux pièces* individuel ou collectif. Dans ce dernier cas, c'est un groupe d'ouvriers, fondeurs, forgerons, ajusteurs, qui se chargent d'un ouvrage important de la grande industrie, d'une locomotive, par exemple. L'entrepreneur mettra à leur disposition ses ingénieurs, ses comptables, l'outillage de l'usine, fournira la matière première. Il faut reconnaître que les ouvriers sont opposés à cet arrangement, ou plutôt que ceux auxquels il conviendrait craignent de réduire ainsi la part de travail et de salaire de ceux qui ne peuvent ou ne veulent l'accepter.

III. Il est un autre arrangement pour lequel les ouvriers ont, en général, une aversion insurmontable et que rien ne justifie ; c'est le *marchandage*. Le marchandage consiste en ce qu'un sous-entrepreneur, après s'être assuré le concours d'un certain nombre d'ouvriers, traite avec l'entrepreneur ? C'est un intermédiaire entre l'offre et la demande de travail, entre l'ouvrier et l'entrepreneur. Nous verrons, au chapitre LIII, quels services il a rendus à l'industrie commerciale en s'interposant entre le producteur et le consommateur. Des intermédiaires pourraient

rendre des services analogues pour la marchandise travail. Il est vrai que le marchandage n'a été pratiqué que dans des circonstances exceptionnelles assez peu propres à lui concilier la faveur des ouvriers. Ce commerce du travail comporterait une *Bourse du travail* ; malheureusement on vient d'en faire, à Paris, un essai peu encourageant.

IV. L'ouvrier se plaint de l'insuffisance d'un salaire qui n'est pas proportionné aux bénéfices que réalise l'entrepreneur. Quelques entrepreneurs ont répondu : Outre le salaire fixe, nous vous ferons participer aux bénéfices. Cet arrangement qui paraît si simple, à première vue, présente les plus grandes complications dans la pratique. Que sera d'abord cette participation aux bénéfices? Sera-ce une simple prime ou gratification qui viendra s'ajouter au salaire proprement dit, sans un rapport nécessaire avec le chiffre des bénéfices? Sera-ce, au contraire, une quote-part des bénéfices déterminée, à distribuer entre les ouvriers ? Qui fixera cette quote-part? Le contrat entre les entrepreneurs et l'ouvrier, naturellement. L'entrepreneur sera-t-il cru sur sa déclaration, quant au chiffre des bénéfices, ou les ouvriers seront-ils admis à contrôler ces déclarations par l'examen des livres, de la correspondance ? N'y a-t-il pas lieu, quant à cette participation, d'établir une distinction entre l'ouvrier nomade et qui ne fait que passer dans l'usine, et l'ouvrier sédentaire qui est décidé à suivre la fortune de l'entreprise ? La répartition des bénéfices sera-t-elle annuelle ou plus ou moins différée ? Cette part des bénéfices sera-t-elle intégralement distribuée aux ouvriers ou une portion sera-t-elle destinée à constituer un fonds de réserve, de secours mutuels ? Le système de la participation aux bénéfices n'est pas applicable dans la même mesure à toutes les industries. Dans les unes, c'est le capital, l'outillage, qui joue le principal rôle ; dans les autres, c'est la main-d'œuvre ; dans quelques-unes il n'y a pas d'outillage, pas même un atelier commun, par exemple, dans l'industrie de la peinture en bâtiment. Ici l'entrepreneur est obligé d'avoir la plus grande confiance dans l'ouvrier qui travaille en ville, hors de toute surveillance, tant pour l'activité du travail que pour le judicieux emploi des matières. Aussi l'entrepreneur a-t-il pu trouver son compte à distribuer aux ouvriers 50 pour cent sur les bénéfices nets. Dans une usine métallurgique, qui emploie un puissant outillage dans de vastes locaux, on croira faire beaucoup en fixant la participation à 10 pour cent du bénéfice : Supposez 100.000 francs de bénéfices et 500 ouvriers ; cela fera 90 francs pour chacun. *C'est bien la peine !* ne manqueront-ils pas de dire. Il pourra encore arriver qu'un chiffre de participation fort raisonnable ayant été fixé à l'origine, et le nombre des ouvriers, c'est-à-dire des participants, s'étant sensiblement accru, la quote-part de chacun soit considérablement diminuée. Les anciens ouvriers se plaindront. L'entrepreneur a les mains liées, il n'est plus maître de son personnel.

Je dirai du reste de la participation aux bénéfices comme de tous les arrangements possibles entre ouvriers et entrepreneurs : ils sont excellents [2], s'ils conviennent aux parties contractantes ; mais l'une ne saurait avoir la prétention de les imposer à l'autre.

V. La grève, avons-nous dit, c'est la guerre, c'est un procès : ne pourrait-on pas les éviter par un arbitrage ? Ne pourrait-on pas constituer un tribunal mixte composé de patrons et d'ouvriers élus par leurs pairs ? Nous avons bien des prud'hommes ; mais ils ne sont compétents que dans les contestations individuelles entre ouvriers et patrons. En dehors de là on ne comprend que des arbitrages volontaires résultant d'une sorte de compromis. En Angleterre, on est allé plus loin. En vertu d'un acte du Parlement de 1872, les patrons et ouvriers peuvent convenir de soumettre à des arbitres les différends relatifs au mode de travail et au taux des salaires. Quant à constituer des tribunaux permanents composés de juges nommés par le pouvoir exécutif, et chargés de régler le taux des salaires, c'est là une conception tout à fait chimérique, ou, si l'on veut, purement socialiste.

VI. Les unions de métiers, telles qu'elles sont constituées en Angleterre, *Trades-Unions*, ont un rapport étroit avec les grèves. Ces associations qu'il ne faut pas confondre avec les sociétés de secours mutuels, *Friendly-Sociétés*, ont pour but d'organiser la résistance contre les patrons, de leur imposer la hausse des salaires et plus généralement telles améliorations qu'elles jugent convenables dans le régime du travail. Elles disposent de ressources considérables d'autant mieux que les diverses unions locales se groupent en fédération. Les unions de métiers sont aujourd'hui reconnues comme personnes civiles à la condition de rendre publics leurs statuts et leur situation financière. La question est de savoir si ces unions qui ont pour but d'organiser, de déclarer et de soutenir les grèves, les ont rendues plus fréquentes, plus meurtrières ? Pour prononcer là-dessus un jugement équitable il faut faire abstraction des excès qui ont marqué les premiers essais de ces unions. Cela posé, il faut reconnaître que la tendance des unions est de soutenir avec énergie des réclamations plus ou moins fondées sur une sérieuse connaissance de la situation du marché du travail, mais non de déclarer des grèves uniquement en vue d'obtenir une élévation des salaires que rien ne justifie. Les chefs de ces unions sont des hommes considérables qui ne se soucient pas de se compromettre dans des aventures de ce genre, et ils sont bien plutôt portés à lutter contre d'obscurs meneurs, des agitateurs sans scrupules.

Les grèves dont nous venons de nous occuper ont pour but l'amélio-

2. On ne peut que blâmer le gouvernement qui prit ombrage de la réunion à laquelle M. Leclère, peintre en bâtiment, convia ses ouvriers afin d'élaborer de concert avec eux un projet de participation aux bénéfices. — Le succès de cet arrangement adopté par la maison Leclère est l'exemple classique toujours cité.

ration du régime du salariat. La grève, avons-nous dit, c'est la guerre, mais une guerre qui a pour but la paix sur les bases du salariat. On parle aujourd'hui d'une autre espèce de grève, la grève universelle qui aurait pour but de contraindre les capitalistes et les entrepreneurs à abandonner aux ouvriers les capitaux dont ils seraient dans l'impossibilité de tirer parti. On ne discute pas de pareilles conceptions.

CHAPITRE XLVI

La suppression du salariat par l'association. — Le contrat de société. — Coup d'œil historique sur le mouvement coopératif.

Nous arrivons au moyen radical de supprimer les grèves. Elles ont pour cause un débat sur le salaire, supprimons le salaire : au régime du salariat substituons l'association des travailleurs. La formule la plus générale de ce mouvement pourrait être celle-ci : *suppression des intermédiaires!* On a dit en effet aux ouvriers : Voulez-vous savoir quelle est la source de tous vos maux? 1° c'est l'entrepreneur, qui garde tout le profit et ne vous donne qu'un maigre salaire ; 2° c'est le commerçant qui vous vend très cher ce qu'il achète à bas prix; 3° c'est le banquier, c'est le capitaliste, qui vous font payer trop cher le crédit qu'ils vous accordent, le capital qu'ils vous avancent ; 4° c'est la concurrence qui avilit les salaires ; 5° c'est encore l'entrepreneur qui, sous le nom de patron, vous exploite en s'arrogeant sur vous une tutelle en vertu de laquelle il prétend se substituer à vous dans l'exercice de la prévoyance. Or, que sont tous ces entrepreneurs, patrons, commerçants et banquiers? Ce sont des intermédiaires, des parasites, des exploiteurs, dont vous pouvez, dont vous devez vous passer. Voulez-vous en effet un remède à tous vos maux ? Il est trouvé dans l'association. Formez donc entre vous : 1° *Des associations de production*, vous vous passerez d'entrepreneurs et les profits de ceux-ci grossiront vos salaires, ou plutôt il n'y aura plus ni salaire ni salariat; il n'y aura plus que des associés et des profits à partager ; — 2° *Des associations de consommation*, associez-vous, afin d'acheter en gros et vous gagnerez le bénéfice que fait le marchand, le détaillant, sans compter que vous aurez des denrées de meilleure qualité ; — 3° *Des associations de crédit*, mettez vos épargnes en commun ; vous êtes des millions, vous aurez bientôt des milliards ; vous vous prêterez les uns aux autres ; vous serez vos propres banquiers ; — 4° *Des sociétés de prévoyance*, d'épargne, d'assurance, de secours mutuels. Au

moyen d'une faible cotisation vous trouverez là des secours en cas de maladie, des ressources dans les temps de chômage, dans tous les cas un accroissement de revenus. Ne laissez pas à l'entrepreneur le soin d'exercer un patronage humiliant pour vous.

Sans approuver la forme que revêtent ces prédications, on ne peut que souhaiter de voir prospérer ces associations ; mais le devoir des représentants de la science est de rappeler aux ouvriers que la première condition de succès dans toute entreprise est d'avoir une vue nette des difficultés qu'on rencontrera en chemin. Reprenons donc les griefs et les remèdes proposés.

Plus d'intermédiaire ! a-t-on dit. Mais est-ce qu'on fait quelque chose sans intermédiaire ? Est-ce que la nécessité des intermédiaires n'est pas une expression de la solidarité humaine ? Est-ce que le sucre et le café viendront tout seuls d'Amérique ? dites donc qu'il faut supprimer les intermédiaires superflus.

Associons-nous pour supprimer la concurrence qui avilit les salaires ! Mais d'abord, la concurrence qui abaisse les salaires, les relève. Et puis, comment la concurrence sera-t-elle supprimée parce que, au lieu de deux usines exploitées par deux entrepreneurs avec le concours d'un certain nombre d'ouvriers, il y aura deux associations d'ouvriers? La concurrence s'établira entre les deux associations, à moins qu'on admette que chaque industrie ne sera exercée dans le monde entier que par une seule et même association, ce qui est une chimère.

Plus d'entrepreneur ! Plus de salaire ! J'ai suffisamment insisté ailleurs sur l'importance des services que rend l'entrepreneur, sur l'impossibilité d'en supprimer les fonctions. Ce que je veux surtout mettre ici en relief, c'est l'injustice des attaques contre le contrat de salaire, contre le régime du salariat. Je crois fort que ceux qui crient le plus contre l'exploitation de l'homme par l'homme, ce sont les paresseux, qui, sous prétexte d'association, voudraient exploiter les ouvriers laborieux, rangés, économes. Un homme qui s'y connaissait, car il était *de la partie*, comme on dit vulgairement, Proudhon a écrit que le « communisme n'est autre chose que l'exploitation du fort par le faible. » L'affirmation de Chateaubriand que le salaire est une dernière forme de la servitude va de pair avec celle de Lamartine que *vendre et acheter sont des mots immondes* [1]. Je comprends, sans le trouver fort juste, ce raisonnement de l'ouvrier : « Je ne veux pas du contrat de salaire, « parce que je ne suis pas libre d'en discuter les conditions. Le patron, « auquel je demande un salaire qu'il trouve trop élevé, peut refuser « et attendre... Je ne puis pas attendre ; il faut vivre. » Il a pu en être ainsi dans l'enfance de l'industrie. Sous le régime corporatif du moyen âge, le patron était un artisan qui travaillait de ses mains, le

1. Voir là-dessus le chapitre XLI ci-dessous.

plus souvent sur commande, avec un petit outillage, qui pouvait, sans grand dommage, accélérer ou ralentir son travail. Il n'était certainement pas à la merci d'ouvriers qui auraient réclamé un salaire plus élevé ; il leur aurait dit : Je travaillerai seul, ou je ne travaillerai pas de quelque temps. D'ailleurs, où serait allé l'ouvrier? Le *compagnonnage* eut pour objet de soustraire en partie l'ouvrier, le compagnon, à cet état de dépendance. Dans ce temps-là on travaillait avec son argent, avec ses capitaux, pauvres capitaux, si on veut, mais enfin on ne faisait pas faillite. Il n'y avait pas de *faillis*, mais des *banqueroutiers;* les coquins seuls faisaient faillite, *Fallitus ergo fraudulosus*, disaient nos vieux jurisconsultes. Mais aujourd'hui on n'entreprend plus rien que grâce au crédit. L'installation d'une usine représente des millions. Dans ces conditions-là, c'est bien souvent l'entrepreneur qui se trouve à la merci des ouvriers. Il est entre l'enclume et le marteau. La concurrence que lui font ses rivaux sur le marché exige qu'il produise à bas prix; l'ouvrier exige un salaire de plus en plus élevé : comment faire? Eteindre ses feux, fermer l'usine, laisser tout cet outillage inactif? C'est la ruine, la faillite. Combien de chefs d'industrie ont tenu bon plus longtemps qu'ils n'auraient dû, distribuant d'abondants salaires, et ne faisant pas leurs frais !

Jamais le contrat de salaire ne s'est formé dans des conditions de liberté plus parfaites. La liberté n'existe pas seulement en droit; elle existe en fait; elle est dans les idées, dans les mœurs. Les entrepreneurs qui useraient trop rigoureusement de leur droit en résistant à certaines prétentions d'ailleurs contestables, sentiraient peser sur eux le poids de l'opinion publique. Autrefois on prenait généralement parti pour le patron contre l'ouvrier ; aujourd'hui c'est le contraire, et cela même avant de bien savoir de quoi il s'agit. Aussi le contrat de salaire a repris faveur, et l'engouement pour l'association a diminué en proportion ! Le salaire est en effet l'arrangement le plus simple, le plus commode, qui comporte les combinaisons les plus variées. Est-ce que l'association convient également à tous les métiers, à toutes les professions, à tous les individus? Avec qui associerez-vous un médecin, un avocat, un homme de lettres, un artiste? La fixité du salaire est la base du budget de l'ouvrier. Combien pourraient attendre la liquidation d'une entreprise pour toucher leur quote-part des bénéfices? Et s'il n'y avait que des pertes à répartir ? Le salaire est l'évaluation du bénéfice moyen auquel auraient droit les ouvriers s'ils étaient associés ; c'est un forfait, comme l'intérêt du capital, comme le fermage.

L'hostilité contre le salaire ne procède pas seulement de considérations économiques ; elle tient aussi à une question d'amour-propre, de vanité, d'orgueil. Voici les étranges propositions qu'on retrouve, à chaque pas, chez les agitateurs socialistes : le capital, cette chose

morte, inerte, ose relever la tête? Il faut l'écraser. Le travail a été assez longtemps subordonné au capital; il est temps que le capital à son tour soit soumis au travail. — Qu'est-ce que cela veut dire? Quand les ouvriers associés fonderont une entreprise avec leurs capitaux, ce sera à leurs risques et périls; il n'y aura plus de subordination du capital au travail ou du travail au capital. Mais quand les ouvriers ne fournissent que le travail pour lequel ils reçoivent une rémunération fixe, affranchie de tout risque, qu'ils veuillent avoir la direction de l'entreprise, c'est ce qui est contre toute raison. La direction doit être là où est le risque. Que signifie d'ailleurs cette soumission du travail, chose vivante, au capital, chose inerte? Il ne s'agit pas du capital, mais du capitaliste qui a créé le capital et de l'entrepreneur qui est chargé de le mettre en œuvre.

Mais laissons là le salaire, et revenons à l'association considérée comme une panacée universelle, et à ses diverses applications, associations ouvrières de production, de consommation, de crédit, de secours mutuels, auxquelles on a donné le nom de coopératives, mot qui ne signifie rien par lui-même. Quoi qu'il en soit, une appréciation de la coopération doit être précédée d'un rapide exposé des principes généraux sur le contrat de société, et complétée par un aperçu historique du mouvement coopératif.

L'homme a l'instinct de la coopération. Nous avons étudié ce phénomène économique au chapitre XV. Mais, pour donner plus d'efficacité à la coopération, les hommes peuvent se lier entre eux par une convention spéciale, le contrat de société, en vertu duquel ils s'engagent à mettre en commun leurs efforts dans des conditions particulières, pour la poursuite d'un but déterminé. Ce contrat peut offrir les combinaisons les plus variées : 1° quant au but, qui doit toujours être licite; 2° quant à l'apport, qui peut consister en toute espèce de biens, terres, bâtiments, argent, travail, toutes choses, en un mot, évaluables en argent; 3° quant au degré de responsabilité des divers membres, à raison des engagements que contractera la société; 4° quant aux bénéfices que chacun retirera de la société, bénéfices qui seront plus ou moins éventuels; 5° enfin quant au fonctionnement de la société, au point de vue de la délibération, de la gestion, de la surveillance, du contrôle.

Ce contrat se plie à toutes les convenances, à toutes les situations. Dans la *Société en nom collectif*, chacun des associés est indéfiniment et solidairement responsable des dettes de la société. C'est la forme la plus complète de la solidarité d'intérêts entre associés. Elle suppose la plus absolue confiance entre associés; elle inspire par là même la confiance aux tiers et assure le plus grand crédit à la société. — Dans la *société en commandite*, il y a deux classes d'associés : les uns qui sont tenus, comme les membres d'une société en nom collectif, indéfiniment

et solidairement ; les autres qui ne sont tenus que jusqu'à concurrence d'une certaine mise de fonds à laquelle ils entendent limiter leurs pertes éventuelles. Les premiers s'appellent *commandités*, les seconds *commanditaires*. Les commandités ont naturellement seuls l'administration de la société, et il peut n'y avoir qu'un seul commandité. La société en commandite est une des formes les plus parfaites du crédit tel que nous le définirons, l'association du travail et du capital. — Dans *la société anonyme*, personne n'est indéfiniment responsable. C'est une association de capitaux et non de personnes, de là le nom d'anonyme qui signifie qu'il n'y a pas ici à s'enquérir du nom des associés, comme cela importe fort au contraire dans la société en nom collectif et dans la société en commandite quant aux commandités. Le gérant de la société anonyme n'est pas un gérant responsable, c'est un simple fonctionnaire salarié. Pour suppléer vis-à-vis des tiers à l'absence de garantie résultant du défaut de garantie solidaire des associés ou des gérants, on avait subordonné la constitution de la société anonyme à une autorisation du gouvernement donnée dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique. La pratique a démontré l'inanité de cette garantie. De là une nouvelle forme du contrat de société, la *société à responsabilité limitée*, dont le nom signifie simplement une société anonyme dispensée de la formalité de l'autorisation, dispense qui est aujourd'hui la règle pour toute société anonyme. — Enfin une dernière espèce de société a été introduite par la loi de 1867, aux termes de laquelle il peut être stipulé dans les statuts de toute société que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou par l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués. Cette faculté de retrait est toutefois soumise à une restriction dans l'intérêt des créanciers de la société, c'est que le fonds social ne descende pas au-dessous du dixième du capital social primitif. C'est là ce qu'on appelle la *société à capital variable*, et qui serait plus exactement nommée *société à personnel et à capital variables*. Ces sociétés ont été organisées en vue de favoriser la coopération, le mouvement coopératif, en offrant à de petits capitalistes, à des ouvriers, le moyen de faire fructifier leurs épargnes, tout en leur laissant la faculté d'en disposer si un déplacement imprévu, la maladie, le chômage, ou la nécessité de se procurer des instruments de travail, en faisaient sentir le besoin subit.

Parmi les capitalistes qui veulent prêter leur concours à une société en n'y engageant leurs capitaux que pour une somme déterminée, il y en a encore de plus ou moins aventureux. Il y a l'associé proprement dit, qui risque de perdre son apport complètement si la société ne réussit pas, doit liquider un passif égal ou supérieur à l'actif, et le capitaliste qui prête simplement une somme d'argent à la société.

L'associé ou actionnaire reçoit un dividende variable, c'est-à-dire une quote-part du bénéfice net proportionnelle à son apport ; le prêteur ou obligataire reçoit un intérêt fixe. Les titres de l'associé et du créancier, l'action et l'obligation, sont des valeurs qui se transmettent commodément et dont le prix est variable suivant la prospérité et la solidité de l'association.

Il y a donc dans une société des capitaux engagés de deux manières différentes, le capital-actions et le capital-obligations ou capital d'entreprise et capital auxiliaire. — Il en est de même de l'élément-travail. Ceux qui fournissent leur travail, directeur, gérant, ingénieurs, ouvriers, peuvent stipuler comme rémunération de leur concours : 1° une part dans les bénéfices ; 2° un salaire fixe ; 3° une rémunération mixte, c'est-à-dire un salaire fixe, plus une part dans les bénéfices. Il peut y avoir dans une même société des situations différentes, suivant les convenances des personnes.

Voilà les lois naturelles qui président à la constitution et au fonctionnement des sociétés. C'est en conservant cette élasticité dans ses combinaisons que l'association est appelée à faire une concurrence sérieuse aux entreprises individuelles dans les diverses régions de l'activité humaine. Certaines branches de l'industrie manufacturière, les industries extractives, l'industrie des transports, le commerce de banque, le commerce de détail sont aux mains de compagnies colossales. La commandite et surtout l'anonymat ont favorisé ce mouvement par la facilité qu'y trouvent les capitalistes de s'associer pour une somme minime et en limitant leurs risques tout en conservant l'espoir de participer à des bénéfices considérables. Ajoutez à cela la forme que revêtent les apports divisés en actions nominatives ou au porteur. La société a en effet bien changé de face depuis l'époque où on la considérait essentiellement comme une association de personnes entre lesquelles devaient exister des rapports particuliers fondés sur une mutuelle confiance, l'estime, l'affection, comme une association fraternelle, *jus quoddam fraternitatis*. Ce qu'on associe aujourd'hui, ce sont des capitaux ; la considération des personnes n'y entre pour rien. Cette appréciation ne s'applique pas, bien entendu, à la société en nom collectif.

Eh bien ! ce que les ouvriers doivent ne jamais perdre de vue, c'est que la coopération est une application du principe de l'association qui réclame des associés plus de qualités que tout autre forme de l'association. C'est ici surtout qu'on peut dire : tant vaut l'associé, tant vaut l'association. Je songe à l'association coopérative de production. Ce n'est point assez du talent et de l'habileté qu'exige toute direction, il faut encore aux chefs, gérant unique ou gérance collective, un fermeté rare, pour dominer les rivalités et résister à tous ces associés qui vous donnent sans cesse à entendre qu'après tout, de par la coopération, ils sont vos égaux.

On a dit aux ouvriers : Formez des associations coopératives de consommation afin de ne pas vous laisser exploiter par les marchands en détail. Rien de mieux, et j'estime que c'est par là qu'il faut débuter dans la coopération. La société coopérative de consommation ne réclame pas chez les associés les mêmes qualités personnelles que la société de production, ni une mise de fonds considérable; elle peut constituer une véritable caisse d'épargne conduisant à la société de production. Mais encore faut-il distinguer. Que des ouvriers, travaillant loin d'un grand centre de population, ne se laissent pas exploiter par des détaillants et cantiniers qui leur vendent de mauvaises denrées à un prix exorbitant, et s'associent pour demander directement au commerce en gros des denrées de bonne qualité obtenues à des prix raisonnables, rien de mieux, et une pareille entreprise sagement conduite a toute chance de réussir. Mais que, dans une grande ville, où mille marchands en détail se font déjà concurrence, un groupe d'ouvriers ouvre un magasin de plus sur les bases de la coopération, c'est une erreur de croire qu'on obtiendra toujours et facilement un bon résultat. Ne faudra-t-il pas faire tous les frais généraux que font les marchands eux-mêmes? Louer un magasin, payer des gérants? et ces gérants à appointements fixes apporteront-ils dans leur gestion les mêmes soins, la même économie que le marchand stimulé par l'intérêt personnel, par l'appât d'un bénéfice dont il profitera exclusivement? Les coopérateurs se tromperaient s'ils croyaient trouver dans la société de consommation des facilités plus grandes au point de vue du crédit. Le crédit de consommation si funeste à l'ouvrier est la ruine de toute société de consommation qui ne saurait prospérer, si elle n'est pas une des formes de la prévoyance.

Les sociétés coopératives de crédit, les banques populaires, présentent de bien autres difficultés que les sociétés de consommation. Le crédit personnel de l'ouvrier est peu de chose par lui-même ; une incapacité de travail ou la mort peuvent anéantir le gage du créancier. Il en est autrement de l'engagement contracté par un nombre considérable d'ouvriers qui par le versement de minimes cotisations peuvent néanmoins arriver à constituer un fonds social respectable. Alors se pose la question de savoir dans quelle mesure le crédit sera accordé aux associés; quelle sera la responsabilité des membres de l'association. Tout cela ne va pas sans une appréciation délicate de l'honorabilité des personnes. Les associés ne doivent pas s'attendre d'ailleurs à trouver dans ces institutions de crédit des conditions exceptionnelles au point de vue du bon marché. Sans doute, en qualité d'associés, ils participeront aux bénéfices réalisés par la banque coopérative ; mais, en tant qu'emprunteurs, ils devront payer un intérêt assez élevé. C'est ce qu'on voit dans les banques populaires allemandes. Les sociétés de crédit populaire ne sont pas destinées à avoir un égal succès dans tous

les pays. Elles sont surtout propagées en Allemagne, en Italie et en Russie; en Angleterre et en France, c'est à peine si on peut compter quelques essais insignifiants. Quelle en est la raison ? C'est en grande partie que, dans ces deux derniers pays, l'ouvrier se soucie bien plus d'avoir de gros salaires que d'obtenir le crédit nécessaire pour s'établir à son compte dans la petite industrie ; et que, d'autre part, le crédit, pour ceux qui veulent y recourir, est plus facile et à meilleur marché qu'ailleurs. En Angleterre notamment, c'est par la société de consommation et les épargnes qu'on y réalise, qu'on prélude aux associations coopératives de production.

Parmi les associations recommandées aux ouvriers, les sociétés de secours mutuels doivent être approuvées sans réserve. J'y reviendrai dans la théorie de la consommation, en traitant du meilleur emploi de la richesse.

Est-ce que les réserves que j'ai faites plus haut tendent à décourager de l'association coopérative ? Non, mais seulement à prémunir contre des illusions. Le mot coopération n'est pas un mot magique, un talisman. En aucune matière, d'ailleurs, les leçons de l'expérience n'ont confirmé d'une façon plus éclatante les enseignements de la science. C'est ce que mettra en lumière un rapide exposé historique des destinées de l'association en général et des associations ouvrières en particulier.

La Révolution de 1789 ne se montra pas favorable à l'association. La loi du 28 mars 1791, reprenant l'œuvre de Turgot, abolit les corporations obligatoires de l'ancien régime. La loi du 17 juin 1791, allant plus loin encore, supprima la liberté d'association professionnelle. Elle interdit toute réunion et association entre citoyens ayant de *prétendus intérêts communs*. On sait quels motifs, quels souvenirs avaient dicté cette disposition. La Révolution ne faisait, en somme, que continuer les traditions de méfiance de l'ancien régime à l'encontre des associations, qui s'étaient constituées sous la forme de privilèges concédés par la royauté, qui avait entendu garder la haute main sur toutes : communes, corporations ou corps de métiers, entreprises de manufactures, compagnies de commerce maritime. Dès avant la Révolution, l'opinion publique n'était pas favorable aux monopoles industriels et commerciaux. La catastrophe de Law, le pacte de famine, avaient laissé des souvenirs profonds. La Révolution devait réagir contre tout ce qui avait l'apparence du monopole, du privilège, contre tout ce qui aurait pu servir à reconstituer l'ancien régime. Ce sentiment se retrouve dans toutes les parties de la législation de ce temps, y compris le Code civil. Mais les nouvelles conditions économiques de la société devaient réhabiliter l'association. D'une part, la transformation industrielle en voie de s'accomplir, la substitution des puissants moteurs mécaniques au vieil outillage, l'exploitation des grands gisements

houillers, l'établissement des chemins de fer, réclamaient d'abondants capitaux ; d'autre part, l'accroissement de la fortune publique avait répandu ces capitaux aux mains de tous, mais par trop faibles fractions pour que chacun pût songer à les faire fructifier individuellement ; ils venaient naturellement se grouper dans la commandite et la société anonyme. C'est l'époque légendaire de ces deux formes d'association, de la commandite surtout.

Il faut reconnaître aussi que les écoles socialistes, le saint-simonisme et le fouriérisme surtout, ont contribué à mettre l'association en honneur. Seulement elles l'ont toujours conçue plus ou moins infectée de la lèpre communiste, ce qui l'a empêchée de porter ses fruits. Nous retrouvons ces tendances dans les premiers essais d'association coopérative en France, lesquels remontent à l'année 1831. A cette époque, M. Buchez, détaché de l'école saint-simonienne par ses scrupules religieux, traitait ces questions d'association ouvrière dans le journal l'*Européen*, et il rédigeait lui-même les statuts de la première de ces associations, celle des ouvriers menuisiers. En voici les articles fondamentaux : 1° la gérance est confiée à un comité de cinq membres élus par tous les associés et renouvelés chaque année ; 2° le travail à la tâche est proscrit, et la part des bénéfices qui n'est pas attribuée à la communauté, est répartie entre les associés au prorata de leurs journées de travail, sans tenir compte de la quantité de travail effectué ; 3° le capital est indivisible, inaliénable, et l'association est perpétuelle ; 4° tous les ouvriers du métier doivent être admis comme associés, s'ils présentent des conditions de moralité, en n'apportant d'autre mise de fonds que leurs outils.

On croirait lire la règle d'un couvent. Comme la communauté religieuse, cette association ouvrière perpétuelle devait voir croître sans cesse sa richesse sans que ses membres en devinssent plus riches. Proscrire le travail à la tâche, c'est donner une prime d'encouragement à la paresse. Ce directoire exécutif de cinq membres nécessairement changés chaque année, c'est le manque de suite et d'unité dans la direction. Cette obligation de laisser l'association ouverte à tout venant était inspirée par un bon sentiment ; mais toute société de personnes suppose la faculté de choisir et d'exclure. Aussi l'association des menuisiers ne parvint elle pas à se fonder et à fonctionner sérieusement.

De toutes les associations qui remontent à cette époque, une seule subsiste encore aujourd'hui, c'est celle des bijoutiers en doré, fondée en 1834 et réorganisée en 1841. Cette association ouvrière a prospéré malgré quelques vices d'organisation ; mais le nombre des associés, d'abord de quatre, puis de dix-huit, n'est aujourd'hui que de huit. Ce sont des hommes de choix, remarquables par leur moralité. Ils ont renoncé à la gérance collective et, depuis 1843, ils ont remis l'administration à un gérant unique. Enfin, au besoin, ils admettent des ou-

vriers auxiliaires. Grâce à ces modifications, à leur nombre restreint, à leurs qualités personnelles, ils ont pu subsister.

La Révolution de 1848 fut le signal d'une réaction dont nous connaissons le promoteur. On proclama l'*association intégrale*. Le décret du gouvernement provisoire du 26 février portait que *les ouvriers devaient s'associer*. Il eût mieux valu proclamer *la liberté de s'associer*. La réaction dont je parle peut se caractériser ainsi : jusqu'à présent le capital et l'intelligence ont exploité le travail ; il est temps que le travailleur ait la direction, la haute main, et mette à contribution le capital et l'intelligence. L'État doit mettre ses ressources et sa puissance au service des classes ouvrières afin qu'elles organisent le travail à leur profit. Lorsqu'il fut question de faire des largesses aux associations ouvrières, les journées de juin avaient refroidi l'ardeur de l'Assemblée nationale, et on vota seulement trois millions qui devaient être prêtés dans des conditions plus ou moins onéreuses. Ces trois millions profitèrent peu. Bien des industriels, ruinés par la crise de 1848, simulèrent des associations pour en avoir une part. Sur trois cents associations environ qui se sont formées à Paris de 1848 à 1851, il en subsiste au plus une quinzaine aujourd'hui, et la plupart de celles qui ont réussi n'ont rien demandé ou n'ont rien obtenu de la subvention des trois millions.

La tentative de 1848 n'avait pas réussi. Le mouvement coopératif s'arrêta, et, pendant dix ans, de 1852 à 1863, il ne se forma que deux associations : celle des peintres en bâtiment en 1857, et celle des ouvriers menuisiers en 1858. Le mouvement coopératif a repris en 1863.

J'ai tort de dire que la tentative de 1848 n'a pas réussi. Elle a en réalité porté les fruits les plus heureux, fruits amers pour ceux dont l'expérience a dû servir à éclairer les autres. Aussi toutes les associations formées ou reconstituées depuis ont-elles renoncé à quelqu'une des chimères socialistes dont les avaient bercées les théoriciens de l'association en 1848. Elles doivent de plus en plus se pénétrer de ces vérités que la science démontre et que l'expérience atteste : 1° il faut jeter par-dessus bord toutes les vieilleries socialistes, l'égalité des salaires, le mépris du capital et du travail de direction ; 2° toutes les associations n'ont pas le même but, les mêmes caractères, ne conviennent pas également à tous les pays ; toutes ne sont pas également faciles à former. Les sociétés de capitaux sont plus faciles à former et à conduire que les sociétés de personnes, parce qu'il est plus facile de discipliner les capitaux que les personnes. Or, l'association ouvrière de production est la plus délicate, car elle est plus qu'aucune autre une société de personnes ; 3° la première chose pour fonder une association est de se procurer le capital, et ce capital doit être le fruit de l'épargne ; c'est celui-là seul qu'on sent le besoin d'utiliser, parce qu'on sait ce qu'il coûte ; il ne faut pas le demander à l'État ; 4° par toutes ces raisons, l'ordre logique est celui-ci : Société de consommation qui impose

l'épargne et la constitution d'un capital sans toucher aux salaires nécessaires à l'entretien de la famille. Après viendra, suivant les circonstances, l'association de crédit ou de production.

Pour compléter ces leçons de l'expérience, et pour confirmer ce que je viens de dire en dernier lieu de l'association coopérative de consommation, comme étant la meilleure manière de débuter dans la voie de la coopération, je veux en présenter ici un exemple mémorable. Le lecteur pourra croire tout d'abord à quelques pages d'un roman de Thackeray ou de Dickens ; mais c'est la réalité pure, une simple histoire, quoique cela commence comme un roman.

Par une froide soirée de novembre 1843, dans la petite ville de Rochdale, en Angleterre, non loin de Manchester, vingt-huit pauvres ouvriers tisserands en flanelle se réunissaient dans un taudis de la plus misérable ruelle du pays, la rue des Crapauds, pour délibérer sur les moyens d'améliorer leur triste sort. L'un d'eux dit : « Il ne dépend pas « de nous d'augmenter nos recettes, nos salaires ; mais ne pourrions- « nous pas diminuer nos dépenses ? Il suffirait pour cela d'acheter en « gros au lieu de nous faire écorcher par les détaillants qui nous ven- « dent cher de mauvaises denrées. Cotisons-nous donc ; prélevons cha- « cun vingt centimes par semaine sur nos salaires ; et, quand nous au- « rons amassé le capital suffisant, nous commencerons les opérations. » On eut beaucoup de peine à réunir ces pauvres cotisations. Bref, à la fin de l'année suivante, 1844, on avait en caisse sept cents francs. On passa l'acte constitutif de la société et on lança un manifeste qui dut faire sourire bien des gens.

L'association se propose : 1° d'établir un magasin pour la vente des provisions et des vêtements ; 2° de construire ou d'acheter des maisons saines et commodes pour les associés ; 3° de fabriquer les produits les plus nécessaires, afin de les avoir ainsi à meilleur marché encore que par l'achat en gros, et pour procurer de l'ouvrage à ceux de ses membres qui seraient sans travail ou qui souffriraient d'une trop grande réduction dans leurs salaires ; 4° d'acquérir des terres qui seraient d'abord cultivées par les bras inoccupés, et qui seraient ensuite partagées à titre de propriété individuelle entre les associés ; 5° de fonder des établissements, bibliothèques, écoles, pour le développement intellectuel des membres de la société ; 6° enfin, quand ils se seront complètement organisés en une sorte de colonie se suffisant à elle-même, *les équitables pionniers de Rochdale* se proposent d'aider d'autres sociétés à se fonder dans les mêmes conditions.

Quel programme ! Avec 700 fr. de capital ! Ils l'ont pourtant fait comme ils l'ont dit ; mais les commencements furent durs. Ils louent un misérable magasin 250 fr. Après les premiers frais d'établissement, il ne leur reste que 360 fr. Ils achètent une petite provision de sel, de beurre, de farine, de gruau d'avoine, Le magasin n'est ouvert que le

samedi soir. Chaque associé, à tour de rôle, fait la vente. On se moque d'eux. Les détaillants leur font des procès. On abuse de leur inexpérience commerciale ; on les trompe. Rien n'y fit. Il fut un moment question d'exclure les associés qui ne se fournissaient par régulièrement au magasin : on ne le fit pas, et on décida que tout acheteur, associé ou non, participerait aux bénéfices. On vend au comptant et aux prix du commerce. On délivre à chaque acheteur un bordereau portant le chiffre de ce qu'il a payé. Sur les bénéfices on fait deux prélèvements : 1° pour les frais généraux ; pour payer le 5 pour cent des actions et dépôts ; pour amortir les dettes provenant d'acquisitions d'immeubles ; 2° un second prélèvement de 2 pour cent, pour bibliothèques, écoles, cours. On fait deux parts du reste : l'une qui est attribuée aux possesseurs d'actions et vient s'ajouter à l'intérêt ; l'autre qui est répartie entre les acheteurs au prorata de leurs achats. Cette dernière répartition est trimestrielle, et atteint souvent le 12 pour cent des achats. Ce qui caractérise l'association, c'est l'horreur du crédit de consommation.

L'admission des associés est prononcée par le conseil de direction. En cas de refus, on peut en appeler à l'assemblée générale. La cotisation est élevée de 2 pences à 3 pences par semaine. Le déposant ne devient associé qne lorsque ses cotisations ont atteints 25 fr. C'est le montant de l'action. On ne peut avoir plus de cinq actions. Au-delà de 125 fr., les dépôts figurent en compte-courant. Le maximum des dépôts est de 5,000 francs.

Dès la seconde année, en 1845, l'association comptait soixante-quatorze membres ; le capital était porte à 4,525 fr. ; on avait fait pour 17,750 fr. de ventes, et réalisé 800 fr. de bénéfices. En 1862, lors de la disette du coton pendant la guerre d'Amérique, les reprises dépassèrent les apports de 394,150 fr. En 1867, les associés étaient au nombre de six mille huit cent vingt-trois ; le capital était de 3,210,875 fr. ; le chiffre des ventes annuelles de 7,122,750 fr. ; les bénéfices de 1,040,475 fr. Quoi de plus éloquents que ces chiffres ?

Est-ce que, dans tout cela, il y a la moindre trace de socialisme ? Ne retrouve-t-on pas là capital, intérêts, dividendes, salaires, propriété, tout ce qui est défendu par l'économie politique et conspué par les purs du socialisme ? Il y a dans l'histoire des chiffres célèbres : les Trois Horaces et les Trois Curiaces ; les Trois cents Spartiates ; les Dix-Mille de la fameuse retraite ; le combat des Trente. Les fastes de l'économie politique doivent conserver la mémoire des Vingt-Huit de la rue des Crapauds, à Rochdale : Charles Howarth, John Will, John Kint, William Cooper et consorts. On ne consultera pas sans intérêt l'histoire moins éclatante de quelques-unes de nos associatious d'ouvriers français : typographes, facteurs de pianos, ferblantiers, maçons. Toutes ont eu de durs commencements, le baptême de la misère. Tou-

tes auraient pu s'approprier la devise : *A cœurs vaillants rien d'impossible* !

Que je veuille décourager les ouvriers de l'association ? Je m'en garderais bien ? J'en attends trop de choses excellentes : plus de moralité, plus d'instruction, peut-être la guérison non de la pauvreté, mais de la misère. Les ouvriers y apprendront l'économie politique, Ce n'est plus seulement la science, dont ils se défient encore, ce sont les *équitables pionniers* de Rochdale, les vaillants ouvriers des associations françaises qui redisent à leur camarade le mot de Franklin : « Si quelqu'un vous « dit qu'on peut s'enrichir autrement que par le travail et l'épargne, « ne l'écoutez pas ! C'est un empoisonneur. »

Nous ne pouvons quitter cette matière de la coopération sans dire un mot d'un autre mouvement dans la sphère de l'association. Il s'agit des syndicats professionnels. Pendant un temps on n'a parlé que d'organisation du travail ; puis est venu le mouvement coopératif ; aujourd'hui le vent est aux syndicats. C'est précisément ce genre d'associations que visait la loi du 17 juin 1791 en interdisant « toute réunion et « association entre citoyens ayant de *prétendus* intérêts communs ». Ces intérêts sont cependant très réels. La preuve en est que ces associations, bien que prohibées par la loi, ont toujours existé et ont été plus ou moins tolérées par le pouvoir. Les chambres syndicales de patrons constituent des bureaux de renseignements très utiles, non seulement aux associés, mais à l'administration, à la justice, au gouvernement quand il s'agit de toucher à quelque partie de la législation industrielle, de négocier un traité de commerce. Les chambres syndicales d'ouvriers ne sont pas moins utiles. Là aussi les intéressés peuvent trouver des renseignements précieux sur le taux des salaires, sur l'offre et la demande de travail. Ouvriers et patrons ont des intérêts communs, notamment tout ce qui se rattache à l'enseignement professionnel, au contrat d'apprentissage. En cas de conflit entre patrons et ouvriers, les chambres syndicales d'ouvriers pourraient intervenir plus efficacement que des délégués *ad hoc* désignés dans une réunion tumultueuse.

Il n'y a donc, en principe, en théorie, aucune objection contre la liberté d'association professionnelle, tant des ouvriers que des patrons. Mais, en fait, de graves abus sont à redouter, et il faut reconnaître aussi que ces abus peuvent être plus graves du côté des ouvriers que du côté des patrons. Les associations professionnelles d'ouvriers ont une tendance à devenir oppressives envers les personnes qui ne veulent pas faire partie de l'association ou qui, en faisant partie, ne veulent pas se soumettre à ses règlements. La liberté illimitée d'association porte nécessairement plus ou moins atteinte à la liberté individuelle. C'est ainsi que s'est constituée au moyen-âge la tyrannie des corps de métiers. Ce n'était point là une simple présomption, et on savait assez les espérances que fondaient sur les syndicats professionnels ceux qui

en réclamaient la reconnaissance par la loi. L'État a un droit de surveillance sur toute corporation ; il ne saurait donc se borner à proclamer purement et simplement la liberté d'association professionnelle ; il faut la réglementer, et c'est une œuvre délicate. On l'a bien vu, à l'occasion des projets de loi qui furent présentés : les uns trouvaient qu'ils ne faisaient pas assez pour empêcher les syndicats de dégénérer en corporations oppressives ; les autres disaient qu'ils limitaient trop étroitement la liberté des ouvriers. Enfin, après de longs débats a été votée la loi du 21 mars 1884, qui autorise non seulement les syndicats professionnels, mais encore les fédérations de syndicats dans toute la France.

SECTION IV

Des prédications morales et religieuses sur la répartition des richesses.

CHAPITRE XLVII

Le socialisme de la chaire sacrée. — La réforme sociale de M. Le Play.

L'inégale répartition de la richesse, inégalité qui va de l'opulence à la misère, est le phénomène économique, je ne dis pas le mieux connu, mais le plus connu, celui qui attire l'attention des observateurs les plus superficiels. La science recherche les causes de cette inégalité des conditions, causes qui sont d'ordre économique, d'ordre moral et, pourrait-on dire, d'ordre fatal, en désignant par ce mot l'inégalité dans la force physique ou intellectuelle, dans la bonne ou la mauvaise fortune. Elle reconnaît que cette inégalité est un fait inéluctable, mais elle enseigne en même temps que c'est un droit et un devoir pour l'homme de chercher à l'atténuer, et que le plus sûr moyen d'y parvenir, c'est de respecter les lois économiques, ce qui n'exclut nullement l'observation des préceptes de la morale [1].

Les socialistes déclarent que cette inégale répartition de la richesse est un mal qu'il faut supprimer en établissant le communisme. Tous ne

1. J'ai déjà touché à cette question dans les chapitres IV et VII ; je devrai y revenir dans le livre V où la question est véritablement à sa place à propos du meilleur emploi de la richesse.

le disent pas aussi clairement, mais c'est à quoi aboutissent les divers remèdes proposés.

On sait quelle place l'inégalité des conditions, la pauvreté et la richesse, tiennent dans les prédications religieuses. La religion est ici hors de cause, car la vraie morale, la vraie religion et la saine économie politique sont parfaitement d'accord [2], et je vise seulement certaines prédications ardentes qui se laissent aller aux plus regrettables excès de langage. Ce qui caractérise les orateurs, les écrivains, les polémistes de cette école, c'est qu'ils procèdent comme les socialistes et concluent souvent comme eux. Ils usent tout d'abord du procédé socialiste qui consiste à se complaire dans une peinture outrée des maux dont souffre la société. Viennent ensuite les attaques les plus violentes contre l'économie politique qui est la cause de tout le mal [3]. Les plus modérés se bornent à lui reprocher son impuissance. On s'approprie la terminologie socialiste et on déclare que notre organisation sociale actuelle n'est que l'exploitation de l'homme par l'homme. Et, enfin, quels remèdes propose-t-on ? Tantôt on oppose à notre âge de fer cet âge d'or du moyen âge où d'abondantes aumônes étaient distribuées à la porte du château et du monastère ; tantôt on nous représente comme l'idéal de la société chrétienne, de la cité terrestre, le pur communisme dont on a pu contempler la plus parfaite réalisation dans l'organisation sociale donnée au Paraguay par la compagnie de Jésus. L'aumône est un palliatif, ce n'est pas une solution ; le communisme est la pire des solutions. Au lieu de ces déclamations contre l'économie politique et de ces divagations sur l'économie sociale, je préférerais entendre, dans la chaire chrétienne, des développements sur ce beau texte de l'Évangile : « Cherchez premièrement le royaume de Dieu et « sa justice, et tout le reste vous sera donné par surcroît. » C'est là une devise que l'économie politique est toute disposée à accepter : soyez d'honnêtes gens d'abord, et tout le reste n'en ira que mieux !

Mais il ne résulte pas de là qu'on puisse se borner, en matière d'économie politique, à une pure prédication morale. C'est pourtant un peu ce qu'a fait un homme de bien et de science, qui alliait des convictions religieuses très fermes à la plus parfaite tolérance, M. Le Play. Quelle est donc la doctrine renfermé dans ses divers ouvrages, *les Ouvriers européens*, *la Réforme sociale en France*, *l'Organisation du travail* ?

M. Le Play commence [4] par déclarer que les théories économiques

2. Le père Gratry, *les Sources*, *conseils pour la conduite de la vie*, page 182 : « L'on « m'assure que l'économie politique est un fléau ; moi je dis : c'est le salut des « sociétés. »

3. Voir mon livre, *Épargne et Capital*, chapitre XIX. Qui n'a été frappé du ton de prédicateur qu'avait Proudhon ? Avec quelle intrépidité il prend pour texte de ses divagations un verset de la Bible, du *psalmiste*, comme il dit. On connaît ses anathèmes contre l'or sur ce texte : *percutiam pastorem et dispergentur oves !*

4. M. Le Play, *les Ouvriers européens*, introduction, page 2.

exposées jusqu'à ce jour sont incompatibles avec les faits et ne sauraient être utilement appliquées. Il parle habituellement des sophismes de Turgot et d'Adam Smith. On se demande naturellement ce qu'il entend mettre à la place de cette économie politique. Si nous cherchons dans ses livres l'idéal social qu'il rêve, en quoi se résument ses aspirations ? Voici, en somme, ce que nous trouvons :

Pour le passé, il nous renvoie à la féodalité, à la monarchie sacerdotale et patriarcale de saint Louis ; dans le présent, aux pasteurs nomades et païens des plateaux de la Haute-Asie, là où, comme au temps d'Abraham, est encore la source du bien ; aux petits cantons suisses de Schwytz, Uri, Zug et Unterwalden ; aux provinces de Biscaye, Alava, Guipuzcoa, et aux traditions françaises qui se conservent au Canada.

Que si nous demandons à M. Le Play les moyens de restaurer ces traditions, il nous dira qu'il faut rétablir les anciennes coutumes des ateliers ; revenir au respect du Décalogue ; modifier le régime de la propriété et notre droit civil en matière de succession, afin de reconstituer la famille souche, seul gage de stabilité sociale. M. Le Play voudrait restaurer le respect de l'autorité compromis par la substitution de fonctionnaires sans autorité morale, sans racines dans les pays qu'ils administrent, à ces *autorités sociales* [5] qui tiraient leur force et leur action bienfaisante non pas d'une nomination ministérielle, mais de la vénération et de la reconnaissance des populations au milieu desquelles elles vivaient et sur lesquelles elles exerçaient un patronage héréditaire.

Il y a dans tout cela un mélange de socialisme, de la meilleure espèce, si on veut, de touchantes prédications morales et de généreuses illusions. Quand on se présente avec une doctrine qui se résume en des aspirations aussi difficiles à réaliser, est-on bien venu à traiter de sophismes, de choses irréalisables, les enseignements de l'économie politique fondés sur une étude attentive des faits ? La science s'accommode très bien des prédications morales de M. Le Play. Dans son livre *Organisation du travail*, au chapitre II, intitulé : *La pratique du bien et la coutume*, il recommande : 1° les habitudes d'épargne ; 2° l'entente complète touchant la fixation des salaires ; suivent des préceptes de morale. Il n'y a rien à objecter contre de pareilles recommandations ; mais, pour amener les ouvriers à l'épargne, à l'entente sur les salaires, il ne faut pas commencer par dénigrer l'économie politique qui explique ce que c'est que l'épargne, le salaire, les lois auxquelles tout cela est soumis.

5. Mais c'est la tyrannie et l'incapacité de ces *autorités sociales* qui les ont fait remplacer par des fonctionnaires. Il y avait telle province de France où les *autorités sociales* n'étaient qu'un ramassis de brigands contre lesquels la royauté était impuisante. Qu'on songe aux *Grands jours d'Auvergne !* Louis XIV fit, à cette occasion, frapper des médailles qui portent : *Provinciæ ab injuriis potentiorum vindicatæ. — Salus provinciarum, repulsa potentiorum audacia.* Voir le livre de M. Louandre : *la Noblesse française.*

Ce qui caractérise l'école de M. Le Play, c'est le moyen d'information sur les faits sociaux, le *système des monographies*. Ce système est insuffisant, et présente des dangers. Un pays triste et désolé peut offrir un certain nombre de sites riants et pittoresques, comme des oasis dans le désert : mais c'est donner une idée très inexacte du pays, que de se borner à décrire ces sites. Il y a un peu de cela dans le système des monographies qui, si nombreuses qu'elles soient, ne sauraient remplacer la *loi des grands nombres* sur laquelle seulement on peut fonder une statistique matérielle ou morale.

C'est avec des préoccupations du même genre que M. Le Play a interrogé l'histoire à laquelle il a demandé non des enseignements, comme il convient, mais des solutions toutes faites. Il a découpé dans l'histoire un certain nombre de tableaux charmants : la grande figure de saint Louis ; le patronage féodal et chevaleresque ; la famille patriarcale ; le patronage industriel du maître travaillant entouré de ses compagnons et apprentis ; et ce sont là les modèles d'organisation qu'il nous propose. Il y a d'autant plus lieu de s'étonner que M. Le Play ait ainsi conclu, que personne n'a plus énergiquement dévoilé tout ce que ce pittoresque dissimule de misères, d'oppressions, de tyrannies, de superstitions, de persécutions sanglantes, de vice et de corruption. On lui en a beaucoup voulu, dans un certain monde, de ne pas avoir partagé de compromettantes admirations pour tout cela.

APPENDICE

DE LA RÉMUNÉRATION DES SERVICES NON INDUSTRIELS

CHAPITRE XLVIII

Des services privés et publics qui n'ont pas été compris dans la répartition. — Rôle de l'État en matière de répartition.

Ici trouvent leur place les considérations que j'ai présentées en tête du chapitre XXIII. Comme nous n'avons pas compris dans le tableau économique de la production le médecin, l'avocat, le fonctionnaire public, nous ne les comprenons pas dans la répartition. On peut dire que la richesse, prise à sa source, se divise en quatre grands canaux

qui sont représentés par les quatre branches du revenu que nous venons d'étudier, la rente, l'intérêt, les salaires, les profits ; que ces canaux se subdivisent en une infinité de dérivations qui représentent le revenu des divers propriétaires fonciers, capitalistes, ouvriers et entrepreneurs, et c'est dans ces dérivations que viennent puiser tous ceux qui rendent des services plus ou moins nécessaires, utiles ou agréables à chacun. Chacun apprécie individuellement l'importance et la valeur des services qui lui sont rendus. Il en est autrement des services publics rendus par l'État : ils doivent être nécessairement appréciés et rémunérés directement par l'État. Je laisse de côté la question de savoir quels sont les services non industriels qui sont, de leur nature, d'ordre privé ou d'ordre public. Je n'examine ici que les caractères généraux de la rémunération de ces services.

La tendance des gouvernements aristocratiques est de créer de brillantes sinécures en *haut* ; les gouvernements démocratiques doivent résister à la tendance de multiplier les petites sinécures *en bas*. Dans les premiers, l'échelle du traitement se caractérise par la distance considérable qui sépare ceux d'un petit nombre de hauts fonctionnaires de ceux des employés subalternes. On ne saurait blâmer la tendance des États démocratiques à faire disparaître des inégalités choquantes ; mais ce serait une grande faute de transporter ici la chimère de l'égalité du salaire qui a si mal réussi dans l'ordre économique ; ce serait compromettre le recrutement des services publics. On a prétendu à tort que le salaire des fonctionnaires publics n'est pas soumis à la loi de la concurrence. Sans doute le traitement assigné à une fonction ne varie pas du jour au lendemain avec les individus qui en sont investis ; mais si cette fonction n'est pas suffisamment rétribuée, les gens capables ne se feront pas concurrence pour la remplir. Il est vrai qu'on trouvera toujours assez de médiocrités pour remplir toutes les places.

Quant à la rémunération des services privés de tout genre, elle est complètement soumise aux lois économiques. C'est la loi de la concurrence qui détermine le prix qu'on met aux services du médecin, de l'avocat, du professeur, de l'homme de lettres, du peintre, du sculpteur, du comédien, du chanteur, du danseur. C'est ici surtout qu'on voit se produire ces monopoles naturels du talent et de l'habileté qui défient la concurrence et assurent une rémunération exorbitante. Le moraliste peut, sur ce point, se donner carrière et gémir sur le mauvais goût du public qui fait des revenus princiers aux étoiles de la danse et du chant, tandis qu'un très savant homme gagnera à peine de quoi vivre en offrant ses services comme professeur ; mais on sait la réponse : faites danser ou chanter votre savant ! Il faut bien reconnaître aussi qu'une certaine moyenne d'instruction est aujourd'hui tellement répandue, qu'il y a encombrement dans toutes les carrières pour lesquelles cette instruction est suffisante.

L'État intervient dans l'ordre économique, en matière de répartition de la richesse, lorsque sur l'ensemble du revenu de la société il prélève une part considérable pour rémunérer les fonctionnaires chargés des divers services publics. Cela est parfaitement légitime en principe, et la discussion ne peut porter que sur le meilleur système des contributions publiques. Mais l'État peut être tenté d'intervenir à un autre titre, en vue de modifier ce que l'économie politique considère comme les lois naturelles qui doivent présider à la distribution de la richesse entre ceux qui fournissent les divers éléments de la production.

Sur cette seconde question je me suis suffisamment expliqué dans l'exposé des principes et des controverses qui remplit ce livre III. Je me borne à rappeler ici que cette intervention de l'État en matière de répartition peut être réclamée d'une manière plus ou moins absolue : 1° les uns repoussent la répartition fondée sur la propriété et la liberté des conventions comme contraire à la vraie justice dont l'État est seul organe ; ils veulent une distribution par voie d'autorité. C'est la doctrine socialiste qui aboutit fatalement au communisme ; 2° d'autres se bornent à réglementer certaines conventions qui ont trait à la distribution de la richesse. Le cas le plus notable est la loi qui limite le taux de l'intérêt. De même, le législateur a limité le droit de disposer de ses biens à titre gratuit. Ce sont des considérations d'ordre social et politique bien plus que d'ordre économique qui ont dicté cette mesure, et les économistes qui réclament l'entière liberté de disposer par donation ou par testament, me paraissent s'exagérer à la fois et les inconvénients économiques de ces restrictions et les avantages d'une liberté absolue.

CHAPITRE XLIX

De l'impôt considéré comme fait de répartition. — Théorie générale de l'impôt.

L'impôt est un phénomène de répartition [1] : c'est la part de l'État qui fait les frais de la sécurité sans laquelle il n'y a pas de production de la richesse. Le mot *impôt* désigne la charge imposée à chacun ; le mot *contribution* désigne le but : on est imposé pour contribuer aux dépenses publiques [2]. On dit quelquefois que l'impôt est un prélèvement

1. L'idée de répartition est encore dominante en matière d'impôt, en ce sens que l'impôt doit être justement réparti entre les contribuables.

2. Je ne traite pas ici des dépenses publiques, lesquelles sont alimentées soit par l'impôt, soit par l'emprunt. C'est en réunissant le présent chapitre, le chapitre LXVII consacré au crédit public et la section IV du livre V, consacrée aux dépen-

opéré sur le revenu social. Il ne faut point prendre cela à la lettre. Cette expression de revenu social n'est qu'une manière de désigner l'ensemble des revenus privés, lesquels restent parfaitement distincts. L'État se trouve donc, à l'égard des contribuables, dans la situation d'un créancier en face de nombreux créanciers à chacun desquels il doit réclamer une quote-part d'une dette totale.

Rien n'est plus propre à rectifier les idées en cette matière, que de se représenter les transformations par lesquelles a passé la notion et la pratique de l'impôt. Il s'est opéré ici la même évolution que celle que nous avons constatée en ce qui concerne les rapports économiques en général. Nous savons comment au troc primitif, à l'échange direct de services et de produits, a succédé le système monétaire, la vente et l'achat de services et de produits. Dans l'état d'isolement économique, sous le régime patriarcal, il n'est pas question d'impôts proprement dits ; chacun fait quelque chose pour la communauté. Quand l'ordre politique se fonde, les castes guerrières et sacerdotales sont nourries par le travail de ceux qu'elles défendent, protègent, enseignent. Il en est de même dans le régime féodal. Le souverain, quel qu'il soit, réclame surtout des services personnels et des redevances en nature. Il en est ainsi à tous les degrés de la hiérarchie féodale, depuis le noble vassal qui suit le roi au plaid et à la bataille, jusqu'au serf qui doit la corvée. Il y a donc, dans la société, échange direct de services, soit d'individu à individu, soit par l'intermédiaire du souverain. Avec les progrès de l'industrie et de la richesse, l'impôt en argent s'est substitué aux services personnels et aux prestations en nature. L'État vend et achète des services. Tel qui paye un impôt à l'État en qualité de contribuable, en reçoit un salaire comme fonctionnaire public. Ainsi l'impôt est le prix qu'on paye pour les services rendus *à la société* [1].

Quels progrès sont résultés de là tant dans l'ordre économique que dans l'ordre moral ! Au point de vue économique, que pouvait-on entreprendre avec le système des redevances en nature, des services personnels, de la corvée ? Il est difficile d'utiliser ces ressources, de les accumuler, de les distribuer à propos. Le manque de routes rendant les

ses publiques, qu'on aura l'ensemble de notions sur la science des finances, qui peuvent trouver place dans un cours d'économie politique.

1. J'emploie cette formule de préférence à cette autre : « L'impôt est le prix « payé par le contribuable pour les services *que lui rend* l'Etat, » qu'on a contestée sous prétexte qu'il y a des dépenses qui ne représentent pas des services, et que cette définition conduit à la spécialité des taxes. Ces critiques d'ailleurs ne sont pas fondées. Le contribuable n'a pas qualité pour contester l'utilité d'une dépense déclarée dépense commune par l'autorité compétente, c'est-à-dire par les représentants légaux de la société, ni pour soutenir que personnellement il n'en profite pas. Il ne peut contester, dans une certaine mesure, que la répartition de l'impôt.

transports impossibles, on voit les seigneurs féodaux et leurs suites, *tous gens bien endentés*, chevaucher à travers leurs domaines, hébergés à tour de rôle par leurs tenanciers. Les inconvénients d'ordre moral n'étaient pas moindres. Il s'était en effet établi entre les contribuables des catégories et des distinctions sociales fondées sur la nature de la contribution. Le genre de services personnels, service militaire et corvée, creusait un abîme entre le seigneur et le serf. Celui qui combattait à cheval méprisait celui qui combattait à pied. Le tiers-état, les gens de boutique, contribuaient de leurs biens, c'est-à-dire en argent ; aussi l'impôt payé exceptionnellement en argent emportait l'idée d'une condition inférieure. On récompensait quelqu'un d'un service rendu à l'État en lui accordant une exemption d'impôt comme aujourd'hui on confère une distinction honorifique. Aujourd'hui personne ne se croit plus déshonoré pour payer l'impôt en argent ; et, quant au service militaire, chacun, en principe, en est tenu.

Ainsi, l'impôt payé en argent, c'est la justice, l'égalité, la dignité du citoyen. C'est seulement sous cette forme que l'impôt peut être justement apprécié, voté, réparti ; son emploi, contrôlé. L'impôt payé en argent a été l'affranchissement de mille servitudes qui pesaient sur l'homme et sur la terre. Ici encore la liberté est allée de pair avec le développement de la richesse.

Un exposé des principes fondamentaux de la science économique ne saurait comprendre une étude approfondie de la matière des impôts, de la législation fiscale comparée des divers peuples, pas plus qu'un traité de législation industrielle, de statistique, de géographie industrielle et commerciale, et de tant d'autres sciences accessoires auxquelles un économiste ne doit cependant pas rester étranger. Il faut absolument se restreindre à la substance des choses, aux questions qui doivent être principalement résolues par des considérations économiques, ce qui est déjà bien assez vaste, si on envisage l'économie politique d'un point de vue élevé, comme étant la science de la justice appliquée à toutes les relations sociales, qui ont la richesse pour objet. Supposons donc une commission législative composée d'économistes, de financiers, de jurisconsultes, chargée d'élaborer un système de contributions publiques. Il s'agira tout d'abord de s'entendre sur les bases du système, sur les principes qui éclaireront la discussion des articles.

1° Ils commenceront par poser ce principe de justice sociale : l'égalité devant l'impôt. Mais c'est là un principe négatif, qui signifie surtout : pas de privilèges en matière d'impôts ! La formule positive sera que chacun doit contribuer en proportion de ses facultés, c'est-à-dire en proportion du revenu dont il jouit sous la protection de l'État ;

2° Voilà donc un second principe posé : l'affectation de l'impôt sur le revenu, et c'est justice, car l'impôt est une charge annuelle, une *charge de fruits*, comme disent les jurisconsultes. L'État ne peut deman-

der à chacun, annuellement, qu'une portion de son revenu annuel ; aller au-delà, ce serait entamer le capital, tarir la source de toute richesse privée et publique ;

3° Comment sera perçu ce prélèvement sur le revenu ? ici deux systèmes sont en présence. L'État peut évaluer le revenu de chacun et dire : chaque contribuable payera, à titre d'impôt, le dixième de son revenu : vous avez 100 francs, 1,000 francs, 10,000 francs de revenu ; vous payerez 10 francs, 100 francs, 1,000 francs d'impôt. Au lieu de s'adresser à la personne, on peut s'adresser à la chose et dire : Voilà une maison, un champ, qui donnent un revenu net de 100 francs, de 1,000 francs, de 10,000 francs, ce champ ou cette maison seront imposés pour 10 francs, pour 100 francs, pour 1,000. Idéalement demander à chacun le dixième de son revenu total ou lui demander le dixième du revenu de chacun de ses biens, c'est la même chose. Le dernier système pourra paraître préférable, parce que la recherche du revenu total d'une personne est très difficile, très délicate, conduit à des procédés inquisitoriaux. Il paraît plus simple, plus pratique, tout en ne voulant atteindre que le revenu, de puiser aux différentes sources qui l'alimentent, de s'attacher aux diverses circonstances matérielles, réelles, qui mettent en évidence ou font présumer l'existence d'un revenu plus ou moins considérable, et d'établir, d'asseoir l'impôt là-dessus. C'est la question de l'assiette de l'impôt. Ainsi, vous êtes propriétaire d'une maison, d'un champ ; vous avez un mobilier et payez un loyer pour votre logement ; vous êtes commerçant et vous réalisez des bénéfices ; tout cela sera matière imposable ; vous payerez l'impôt à raison de votre maison, de votre champ, de l'importance de votre loyer et de votre mobilier, des bénéfices que vous faites dans votre industrie et qu'on évaluera d'après certains indices. Voilà la question de l'assiette de l'impôt résolue par la *réalité* et par *la multiplicité* au lieu de la *personnalité* et de *l'unité* ;

4° Jusqu'à présent l'impôt atteint la richesse acquise ou ses revenus ; cela ne suffit pas. Dans ce système de la multiplicité et de la réalité, l'État trouve une matière imposable dans certains faits, dans certains actes qui sont de nature à faire supposer l'existence d'une richesse qu'on ne peut atteindre directement, mais qui n'en doit pas moins contribuer aux frais de la sécurité publique. Cette richesse occulte se manifeste par l'activité économique qui règne au sein de la société, activité qui consiste dans les diverses transactions de la vie civile, industrielle, commerciale, contrats translatifs de propriété ou de jouissance, ventes, baux, donations, procès, faits de circulation et de consommation. On met un impôt sur un objet de consommation là où on le rencontre, dans les mains du marchand, par exemple, et on pense que cet impôt sera en définitive supporté par le consommateur qui le payera sur son revenu, car c'est toujours ce revenu qu'on veut atteindre. De là la dis-

tinction entre l'impôt qui est directement demandé à celui qui doit le payer, et celui qui n'atteint le contribuable qu'indirectement, par voie de *répercussion*. A cette distinction des impôts en impôts *directs* et *indirects* se rattache donc la délicate question de l'*incidence* des impôts ;

5° L'État a deux manières de taxer les individus. Il peut s'adresser immédiatement au contribuable et lui demander, à titre d'impôt, une quote-part de son revenu ; ou bien il peut fixer le chiffre total que doit produire telle nature d'impôt et répartir cette somme entre les divers contribuables, comme cela pourrait se faire pour l'impôt foncier qui serait ensuite réparti successivement entre les départements, entre les arrondissements, entre les communes et enfin entre les divers propriétaires fonciers de la commune. On voit là la distinction entre l'impôt *de quotité* et l'impôt *de répartition* ;

6° Faudra-t-il, en frappant le contribuable d'une taxe, spécifier que cette taxe lui est imposée à raison de tel service public dont il profite plus particulièrement, et le produit de la taxe devra-t-il être spécialement affecté à ce service ? Non, en principe, le système de la *spécialité* des taxes est très compliqué et n'est pas aussi rationnel qu'il le paraît au premier abord ; c'est donc le système de la *généralité* des taxes qui devra prévaloir.

Voilà une sorte de déclarations de principes en matière d'impositions publiques, et le lecteur comprend ce que c'est qu'un système d'impôts qui repose sur les bases suivantes : égalité de tous les contribuables devant l'impôt ; affectation sur le revenu ; la proportionnalité comme expression de l'égalité ; réalité et multiplicité des impôts par opposition à la personnalité et à l'unité ; distinction entre les impôts directs et les impôts indirects ; distinction entre les impôts de quotité et les impôts de répartition ; principe de la généralité des taxes par opposition au principe de la spécialité. J'ai à peine besoin de dire que le système d'impositions publiques dont je viens d'indiquer les traits essentiels, est précisément celui qui a prévalu en France. Je n'ai point entendu par là proposer ce système comme un modèle ; j'ai simplement voulu donner une base solide à la discussion. Tous les principes que je viens d'énumérer ont été plus ou moins vivement attaqués.

I

On a attaqué l'égalité devant l'impôt en tant qu'elle se traduirait par la proportionnalité au revenu. On lui a opposé deux autres théories : celle de la proportionnalité des sacrifices ou l'impôt progressif ; celle du minimum des besoins. On a dit : la simple proportion mathématique est injuste ; ce qu'il faut, c'est une progression, c'est-à-dire que, à mesure que le revenu s'accroît, on prélève une quote-part de plus en

plus forte. Sur des revenus de 500 fr., 1,000 fr., 2,000 fr., 4000 fr. qui vont en doublant, avec la proportion vous avez des impôts qui vont en doublant 10, 20, 40, 80 ; avec la progression, ils iraient en triplant, 10, 30, 90, 270. Ce que l'État doit réclamer de chacun, ce n'est pas seulement une égale quote-part de son revenu, c'est un sacrifice égal ; or, si vous fixez l'impôt à une quote-part invariable du revenu, en prenant 10 fr. à celui qui a 500 fr. de revenu, juste pour vivre, vous lui imposez un sacrifice plus fort qu'en prenant 80 fr. à celui qui a 4,000 fr. de revenu. Telle est la théorie de l'impôt progressif. — On a dit encore : Il y a, dans le revenu de chaque citoyen, une portion qui représente la satisfaction des besoins de première nécessité ; ce minimum est de 500 fr., par exemple ; donc celui qui n'a que 500 fr. de revenu ne devra pas être taxé. Telle est la théorie du minimum des besoins. Ce sont ces théories qu'il s'agit d'apprécier au point de vue de la justice, de l'intérêt social, au point de vue moral et économique.

On a dit que l'impôt progressif est seul juste. Non, la justice est une règle simple, générale, l'absence de caprice et d'arbitraire dans les rapports sociaux ; c'est la proportionnalité. C'est elle qui traduit ces manières de parler : supporter une dette en raison de, eu égard à sa fortune. C'est ce qui s'est toujours pratiqué. Les héritiers contribuent au payement des dettes héréditaires en proportion de leur émolument. Si on considère l'impôt dans ses rapports avec les frais faits par l'État pour protéger les biens et les personnes, on ne saurait soutenir que ces frais sont *progressivement* plus forts pour le riche que pour le pauvre ; c'est tout au plus s'ils sont *proportionnellement* plus forts. La progression n'est pas la justice, c'est l'arbitraire. En veut-on la preuve ? qu'on poursuive un peu loin la progression que j'ai prise pour exemple, et on arrive à ce que l'impôt dépasse le revenu. Mais, dit-on, nous arrêterons la progression ! — Quand on sort de la justice, on ne sait plus où on va ; ou plutôt on ne le sait que trop bien, si on considère les tendances de ceux qui réclament avec le plus d'insistance l'impôt progressif. Ils le considèrent comme un moyen d'opérer une compensation entre les fortunes. Parmi les sages qui ne repoussent pas l'impôt progressif, j'en entends qui disent qu'on n'usera que d'une progression très modérée dont on arrêtera les effets à temps. Je réponds que là n'est pas la question ; il s'agit de savoir si, oui ou non, on introduira dans notre système d'impôts le germe de la progression. L'impôt progressif, c'est l'instabilité, l'arbitraire. Chaque année on pourrait remettre en question le taux de la progression, et Dieu sait à quels entraînements on serait exposé. L'arbitraire ici serait plus à redouter qu'au temps où la souveraineté en matière d'impôt était aux mains d'un seul ; car un individu sent peser sur lui une responsabilité, a des scrupules ; les peuples n'ont pas de ces scrupules, et la responsabilité qui se divise à l'infini disparaît. Il n'y a ni liberté, ni sécurité quand on

ne dépend que de la vertu et de la modération des personnes, si sages qu'elles soient à un moment donné. On pourra dire qu'un inconvénient analogue existe avec la proportion : chaque année on remettra en question, on augmentera la proportion ! Non, l'abus n'est plus à redouter, car la progression croît pour tout le monde ; il y a un tarif uniforme. pas de tarif différentiel. Les budgets s'enflent déjà bien assez rapidement avec l'impôt proportionnel, ce serait bien autre chose avec l'impôt progressif ; on trouve toujours léger le fardeau supporté par les autres.

Sait-on quel est, pour bien des gens, le vrai nom de l'impôt progressif ? Cela s'appelle l'impôt sur les riches. C'est une classe de la population taxant et surtaxant l'autre. C'est déjà une forme de la guerre civile. C'est une revanche des temps où il y avait des privilèges d'impôts en faveur des riches ; on veut retourner la chose : c'est ainsi qu'on entend les leçons de l'histoire. Vous introduisez dans la constitution un principe dont l'abus est possible, probable, et vous croyez qu'on n'en abusera pas ? En 1848, on introduisit dans le préambule de la constitution la fraternité. A peu de temps de là, Sobrier et Barbès firent la proposition que voici : « Attendu que la fraternité ne doit pas être « un vain mot, nous demandons qu'on décrète un impôt d'un milliard « sur les riches au profit des pauvres. » Mon Dieu ! si un milliard devait faire l'affaire, et faire le bonheur des pauvres, ce serait pour rien. — Et c'est bien là la marche : d'abord impôt progressif ; puis impôt sur les riches ; enfin impôt sur les riches au profit des pauvres.

C'est donc une fin de non-recevoir absolue que j'oppose à l'impôt progressif fondé sur la prétendue proportionnalité des sacrifices. Je repousse pour les mêmes raisons la théorie du minimum des besoins, en vertu de laquelle on veut soustraire à l'impôt, par exemple, tous ceux qui ont moins de 800 francs de revenu. A la rigueur, cela n'est pas incompatible avec le principe de la proportionnalité, appliqué à ceux qui auront plus de 800 francs de revenu. Mais il n'en sera rien. Je vois d'abord le même inconvénient, la même porte ouverte à l'arbitraire en ce qui concerne ce niveau au-dessous duquel on n'est pas taxé. Ceux qui ont 800 francs de revenu, voudront élever ce niveau à 600 francs. Chaque année, ce niveau sera remis en question ; chacun voudra non pas monter, mais descendre dans cette classe de privilégiés d'une nouvelle espèce. En outre, ceux qui auront un peu plus de 800 ou de 600 francs de revenu, n'invoqueront-ils pas avec raison le principe qui a complètement soustrait à l'impôt ceux qui avaient un peu moins de revenu ? On arrivera à l'impôt progressif.

Je viens d'examiner l'impôt progressif du point de vue de la justice, du point de vue politique et social. Je me place maintenant au point de vue économique, au point de vue de l'utilité pure. Il ne manque pas de gens qui, se croyant de profonds politiques, raisonnent ainsi : Tant pis pour les riches si l'impôt progressif fuit les affaires de la société !

Que les riches maugréent, pourvu qu'ils payent ! — C'est ainsi qu'on disait autrefois : Que le peuple chante, pourvu qu'il paye ! — Mais voilà la question : les riches payeront-ils ? Payeront-ils indéfiniment ? L'idéal de certains financiers est d'avoir sous la main une matière imposable par excellence à laquelle on puisse toujours demander un peu plus. En réalité, dans une certaine mesure, il y a toujours eu quelque chose comme cela dans tous les budgets. Aujourd'hui, chez nous, ce sont les alcools, qu'on a appelés *la bête de somme du budget*. A-t-on besoin de quelques millions, vite quelques centimes de plus sur l'alcool. Un orateur de la chambre des communes d'Angleterre disait en parlant de l'impôt sur le sucre : « Le sucre ! ce héros de tant de budgets ! ce « tourment de tant de ministres ! » Au moyen âge, cette matière imposable, ces héros des budgets, c'étaient les juifs. De temps en temps on les dépouillait et on les expulsait ; cette race intrépide, indocile à la pauvreté, comme dit le poète, *indocilis pauperiem pati*, refaisait sa fortune et on recommençait. On s'imagine qu'il en serait de même des riches. Non, les riches surtaxés ne feraient pas comme les juifs du moyen âge ; ils n'émigreraient pas, ils feraient émigrer leurs capitaux. Ils dissimuleraient leurs fortunes consistant, pour une grande partie, en valeurs mobilières. On les taxerait d'autorité ; ce serait une véritable contribution de guerre, la spoliation, la confiscation plus ou moins déguisée. Mais laissons de côté les mesures de violence, et raisonnons dans l'hypothèse, la seule admissible et discutable, où on laissera un certain jeu aux forces économiques en vertu desquelles la richesse se répartit inégalement. Certains théoriciens du néo-socialisme assurent qu'ils ne veulent pas supprimer ces inégalités, mais seulement les amoindrir en diminuant quelque peu le superflu des riches. On y arrivera sans doute, mais, du même coup, on aura diminué le nécessaire de tout le monde. Ce superflu des riches représente l'épargne, l'accroissement du capital, l'esprit d'entreprise, les salaires abondants. J'ai dit, au chapitre IV, qu'un des grands enseignements de l'économie politique est de faire voir la vérité derrière de fausses apparences, de montrer que, par l'emploi de certains moyens, on arrive à un résultat tout différent de celui qu'on voulait atteindre. On veut, par l'impôt progressif, enrichir les uns aux dépens des autres ; on n'arrive qu'à appauvrir tout le monde.

D'après ce qui précède on doit s'attendre à voir l'impôt progressif unanimement prôné par les écoles socialistes, et non moins unanimement condamné par les représentants de l'économie politique. Sur le premier point, pas de difficulté : l'impôt progressif serait la rançon de la propriété qu'on laisserait nominalement aux mains des propriétaires. On cite quelquefois Proudhon comme adversaire de l'impôt progressif. Il n'y a là qu'une mauvaise plaisanterie de Proudhon. Il a en effet écrit que l'impôt progressif « n'est qu'un joujou, un bilboquet dé-

« mocratique, une jonglerie, bonne à alimenter le bavardage des phi-« lanthropes et à faire hurler la démagogie. » Dans son fameux pamphlet, *Qu'est-ce que la propriété ? C'est le vol*, chapitre II, il est allé plus loin ; il a soutenu que la proportionnalité était injuste, et que le riche ne devait pas payer plus que le pauvre. Tout cela n'est, de la part de Proudhon, pour lui emprunter une de ses expressions, que pure jonglerie ; une occasion de dire une fois de plus aux socialistes qu'ils sont des niais, et s'il ne veut pas qu'on impose la propriété, soit proportionnellement, soit progressivement, c'est qu'il entend la confisquer. Comme on le pense bien, dans ses *Contradictions économiques* il n'a pas oublié l'*antinomie de l'impôt* : L'impôt est *bon* en ce qu'il est la réaction de la société contre le monopole, contre les privilégiés de la fortune que l'on veut faire contribuer plus largement que les pauvres au soutien de l'Etat et de la police ; mais l'impôt est *mauvais*, car c'est une sorte de privilège pour les privilégiés, la reconnaissance du monopole, de la propriété [4]. Laissons ce fatras et voyons ce que des économistes ont pu dire en faveur de l'impôt progressif. J.-B. Say a été là-dessus le plus explicite : il a dit que l'impôt progressif est seul équitable, d'autres ont employé des formules plus modestes, et se sont surtout préoccupés de modérer et de limiter la progression de manière que, en aucun cas, elle ne pût absorber la totalité du revenu. On a cru trouver ce moyen dans une progression qui ne porterait que sur les accroissements successifs du revenu. Supposez des revenus de 500 fr., 1,000 fr., 2,000 fr. ; l'impôt serait, par exemple, de 1 pour cent ou 5 fr. pour le revenu de 500 fr. ; quant au revenu de 1,000 fr., il serait de 1 pour cent sur les premiers 500 fr., et de 2 pour cent sur les seconds 500 fr., en tout 15 francs, c'est-à-dire 1 fr. 50 pour cent du revenu total ; pour les revenus de 2,000 francs, il serait de 1 fr. 50 pour cent sur les premiers 1,000 francs, c'est-à-dire 15 fr., et de 30 fr. sur les seconds 1,000 fr., ensemble 45 fr. ou 2 fr. 25 pour cent sur le revenu total de 2,000 fr., et ainsi de suite. Chaque revenu se décompose en deux parties dont la première est égale au chiffre du revenu total de la catégorie inférieure et paye exactement le même impôt et dont la seconde seulement paye un impôt dont le taux augmente progressivement [5]. Le procédé est ingénieux, mais le taux de l'impôt croît encore bien rapidement, et, dans la progression ci-dessus, on arrive, pour les gros revenus, à 40 ou 50 pour cent du revenu ! Que si l'on prend une progression moindre, l'effet sera insignifiant sur les petites et moyennes fortunes qui forment la grande majorité en France.

Ne pourrait-on pas invoquer en faveur de l'impôt progressif que, en

4. Proudhon, *Contradictions économiques*, chapitre VII. *La police ou l'impôt*, tome Ier, page 267.

5. On a proposé, pour désigner cet impôt à progression modérée, l'expression *impôt progressionnel*.

fait, il a été appliqué dans bien des pays, et qu'il n'a entraîné aucune des calamités sociales ou économiques que nous redoutons. Montesquieu a fait l'éloge d'un impôt progressif établi à Athènes[6]. En dehors du domaine de l'art, qu'on ne nous propose en rien pour modèles ces démocraties grecques, envieuses et jalouses, qui réservaient l'ostracisme à tous ceux qu'elles étaient fatiguées d'entendre appeler justes, et dont l'histoire n'est qu'une longue guerre civile. Qu'on ne cite pas davantage Florence, où la guerre des pauvres contre les riches fut le signal de la décadence. Dans quelques cantons suisses on a fait un insignifiant essai d'impôt progressif pour de faibles taxes locales, lequel ne tire pas à conséquence. C'est à tort qu'on a prétendu que le principe de l'impôt progressif avait été introduit dans notre législation fiscale par la loi du 18 janvier 1791 qui, dit-on, établit une taxe progressive sur les loyers. En réalité, on ne voulait qu'atteindre proportionnellement le revenu ; mais on considérait, à tort ou à raison, que le pauvre consacre à son loyer une plus forte quote-part de son revenu que le riche, et d'un loyer de 500 fr., de 1,000, on concluait à un revenu triple, quadruple, 1,500 fr., 4,000 fr, ; de ce revenu on en déduisait la somme déjà payée à titre d'impôt foncier, et la taxe mobilière était uniformément d'un vingtième du reste. Il ne faut pas non plus voir une application de l'impôt progressif dans la faculté que les lois de 1832 et 1846 accordent aux municipalités des grandes villes, de racheter; au moyen d'un prélèvement sur les octrois, une part de l'impôt mobilier, et de faire profiter exclusivement de ce rachat les petits et les moyens loyers par voie d'exonération complète ou d'atténuation. Il n'y a là qu'une compensation des impôts indirects de consommation qui pèsent relativement plus sur le pauvre que sur le riche.

En somme, l'impôt progressif n'est justifié ni en théorie, ni en pratique. Il n'a jamais été sérieusement pratiqué. Les économistes qui se sont prononcés pour une application modérée de l'impôt progressif n'ont pas considéré que cette modération était du pur arbitraire, et ils n'avaient pas sous les yeux une constitution politique qui fît redouter les abus et les entraînements que nous pouvons redouter aujourd'hui.

II

On a attaqué le système de la multiplicité des taxes, qui, il faut bien le reconnaître, a partout et en tout temps prévalu. On a dit : Puisque

6. Montesquieu, *Esprit des lois*, livre XIII, chapitre VII : « On jugea que chacun « avait un nécessaire physique égal, que ce nécessaire physique ne devait pas être « taxé, que l'utile venait ensuite, et qu'il devait être taxé, mais moins que le su« perflu ; que la grandeur de la taxe empêchait le superflu. » Et Montesquieu dit que la *taxe était juste !* L'impôt comme un moyen d'empêcher le superflu.

la base de votre système fiscal est l'affectation sur le revenu, il faudrait déterminer le revenu de chacun et lui demander directement sa quote-part de la somme totale de l'impôt. Ce serait là l'unité de l'impôt. La perception en serait infiniment moins coûteuse. Avec le système de la multiplicité des impôts, personne ne sait positivement le chiffre du prélèvement qu'il subit; on recueille en quelque sorte l'impôt sou à sou, ce qui est une manière de soutirer plus facilement de grosses sommes. L'impôt unique serait plus fortement senti, et serait une barrière opposée aux prodigalités financières de certains gouvernements. Proudhon, qui ne vise qu'à des formules violentes, a dit que les financiers ne songent « qu'à chloroformer les peuples pour les assassiner et les voler « à leur aise ». Je ne vois pas pourquoi on s'est tant soulevé contre cette vertu *anesthésique* de l'impôt multiple. Puisque la plupart des contribuables payent l'impôt à regret, c'est encore un art fort avouable que celui qui consiste à ne pas trop faire souffrir les gens d'une opération nécessaire et douloureuse. Et, en réalité, n'est-ce pas là un des grands inconvénients de l'impôt unique ? Cet impôt unique, en effet, ne pourrait être qu'un impôt direct. Car l'État ne pourrait asseoir son budget sur une taxe indirecte de consommation sujette, dans son rendement, à des variations considérables. L'État devrait nécessairement procéder comme aujourd'hui pour l'impôt foncier : il me faut tant de milliards, que les contribuables se répartissent entre eux cette somme proportionnellement à leurs facultés et je demanderai à chacun sa quote-part, de 12 à 15 pour cent de son revenu. Riches et pauvres seraient effrayés d'avoir à payer 15 pour cent de leur revenu. Il faut compter ensuite avec la difficulté d'atteindre certains revenus faciles à dissimuler. Enfin, il faut bien le reconnaître : de quelque manière qu'on procède pour arriver à la détermination du revenu de chacun, il est impossible d'éviter dans la pratique, de véritables iniquités. La multiplicité des impôts est, jusqu'à un certain point, un correctif à cette iniquité, en ce sens que celui qui paie un peu trop d'un côté, a la chance de payer un peu moins de l'autre. Dans le système de l'impôt unique, l'iniquité est sans remède, sans compensation possible.

Nous avons vu, au chapitre X, comment leur théorie erronée sur la production avait conduit les physiocrates à préconiser l'impôt unique sur la terre. Ils n'étaient pas hostiles aux propriétaires fonciers, loin de là; c'est dans leur intérêt même qu'ils voulaient mettre l'impôt tout entier directement à leur charge. En effet, disaient-ils, quoi qu'on fasse, l'impôt doit être supporté par eux. L'industriel, le marchand qui achètent au propriétaire une matière première pour la transformer, la transporter, la revendre, auraient payé 10 fr., abstraction faite des impôts de circulation, de consommation. Mais, comme de ce chef ils devront payer 2 fr., ils n'offriront que 8 fr. au propriétaire qui, trop raisonnable pour ne pas se rendre à ces observations, s'écriera : Mais qu'on sup-

prime tous ces impôts vexatoires qui ne se recouvrent qu'à grands frais et qu'on me demande à moi directement tous ces impôts que je supporte en définitive; j'y gagnerai encore, car l'État, en considération des frais de perception épargnés, me demandera un peu moins.— Tout cela n'est que spécieux. Mais il y a plus que cela : les physiocrates, partisans de la liberté absolue du commerce, ne voyaient pas que cette liberté même empêcherait le propriétaire de se dédommager de l'impôt dont il aurait fait l'avance ; ils comptaient sans le commerce avec les pays où l'impôt unique sur la terre n'aurait pas été établi, et dont par conséquent les propriétaires seraient en mesure de vendre moins cher les produits similaires. Le système fiscal des physiocrates ne se comprend, même en théorie, que dans un État isolé, fermé, où ceux qui sont placés à la source de la richesse sont libres d'y mettre le prix qu'ils veulent.

III

Les physiocrates avaient dit : la terre est l'unique source de la richesse, donc un impôt unique sur la terre ! Aujourd'hui on a cru trouver une formule plus compréhensible et une conclusion plus juste : le capital, formé par l'épargne et fécondé par le travail, est l'unique source de la richesse, donc un impôt unique sur le capital ! L'impôt unique sur le capital n'est qu'une contrefaçon malheureuse de l'idée physiocratique. On ne doit pas s'étonner que les partisans de l'impôt unique sur le capital s'approprient les raisonnements des physiocrates en substituant le mot *capital* au mot *terre*.C'est ainsi qu'ils nous disent: Tous les impôts retombent définitivement sur le capital qui les supporte seul par la hausse de ses frais de production, par la diminution dans la consommation de ses produits, par l'avilissement dans leur valeur vénale. Avec l'impôt unique sur le capital, la consommation augmentera, les salaires baisseront, les prix se relèveront. Il est certain, dit-on, que, en vertu de la loi de répercussion, l'impôt sera toujours supporté par le capital; la question est uniquement de savoir s'il sera directement mis à la charge du capitaliste, qui en est le véritable débiteur, ou si le consommateur en fera l'avance, sauf à se récupérer sur le capitaliste. N'est-il pas plus naturel que la répercussion se fasse de haut en bas, plutôt que de bas en haut ?

Je me défie des gens qui croient résoudre les difficultés par la puissance d'une définition. Ici on n'y a pas manqué, et, pour établir que le capital seul doit payer l'impôt, on définit ainsi l'impôt : « L'impôt « représente la mise en valeur et les frais généraux d'exploitation du « capital national. » C'est grâce aux dépenses faites par l'État pour maintenir l'ordre et la sécurité, que le capital est productif, et la conclusion est que le capital doit payer l'impôt, mais nullement qu'il doit

seul payer l'impôt. La définition qu'on vient de nous donner de l'impôt n'est rien moins que satisfaisante : 1° Elle est incomplète et par conséquent fausse, parce que les services rendus par l'État ont aussi pour objet la sécurité des personnes indépendamment du capital qu'elles possèdent ; 2° L'expression *capital national* est bien vague ; aussi les partisans de l'impôt unique sur le capital se divisent-ils sur l'application du principe ; on entend en général que le capital fixe, immobilisé, y compris la terre, sera seul atteint. Voilà donc un négociant qui fait d'immenses affaires dans lesquelles il n'emploie guère que du capital circulant, argent ou marchandises : il ne paiera pas d'impôt. Et l'avocat, le médecin, l'artiste en renom, qui gagnent 100,000 fr. par an ? Pas d'impôt ! Comment se fait-il qu'on restreigne ainsi la notion de capital dès qu'il s'agit d'en faire l'unique matière imposable ? On met en avant certaines raisons scientifiques et économiques, mais la véritable raison est purement que le capital fixe ne peut pas s'en aller, on le tient et on le fait payer pour le capital circulant. On dit qu'on ne veut pas gêner la circulation ; que, d'ailleurs, le capital fixe et le capital circulant ne pouvant vivre l'un sans l'autre, peu importe qu'on s'adresse à l'un ou à l'autre. Cela serait vrai si tout contribuable possédait toujours la même proportion de capital fixe et de capital circulant. Tout cela est contraire aux plus simples notions de justice distributive.

C'est pourtant de justice que se piquent surtout les partisans de l'impôt unique sur le capital. Ils vantent la *réalité* de leur matière imposable par opposition au revenu qui est une base divinatoire ; mais ils arrivent aussi à affranchir d'impôt les trois quarts des revenus. Ils font grand bruit, au nom de la justice, de l'exemption d'impôt dont jouissent les possesseurs de terrains dans les grandes villes, terrains qui ne donnent pas de revenus, bien qu'ayant une grande valeur vénale. Mais voici le triomphe de la justice : l'impôt sur le capital atteint les galeries des tableaux, les diamants, l'argenterie, les objets d'art, le bric-à-brac ! — Rien de plus misérable que cette prétention. On respecte le portefeuille du négociant, du banquier, du rentier ; mais on frappe impitoyablement sur la bibliothèque du savant, sur les collections d'objets d'art, sur les galeries de tableaux, qui deviendront souvent, qui sont déjà une richesse nationale !

La théorie de l'impôt unique sur le capital a été agrémentée de considérations morales, économiques, historiques, les plus compromettantes. Je n'en citerai qu'un exemple. L'impôt sur le capital, par son caractère de *réalité*, serait l'affranchissement du citoyen qui, jusqu'ici, grâce au système d'imposition en vigueur, est resté serf de l'État !!...

IV

On a attaqué la distinction en impôts directs ou indirects, ou pour mieux dire, on attaque les impôts indirects, principalement les taxes qui pèsent sur les objets de consommation d'un usage général. C'est la question à l'ordre du jour. Le grand grief est celui-ci : ces impôts sont les moins proportionnels de tous. On formule quelquefois ce grief en disant que ces impôts sont progressifs à rebours, qu'ils atteignent progressivement la pauvreté. On cite comme exemple le sel, dont on ne peut certainement pas dire que le riche en consomme proportionnellement plus que le pauvre. Cet impôt me paraît avoir prêté à des attaques plus passionnées que justes : on se croirait encore au temps des gabelles.

Il ne s'agit pas d'une apologie ; mais est-il bien vrai que les taxes indirectes pèsent d'un poids si accablant sur le pauvre? Est-ce que ce sont les taxes indirectes qui ont augmenté depuis quarante ans le prix de certaines denrées alimentaires de 30 à 40 pour cent ? Non, c'est, en dehors de la diminution dans la puissance d'acquisition de l'argent, c'est que les consommateurs sont devenus plus nombreux ; la consommation a augmenté. Le niveau de la richesse s'est élevé. Si les prix de certaines choses ont augmenté de 30 à 40 pour cent, les salaires ont haussé de 50 à 90 pour cent, et plus. Qu'est-ce que cela veut dire ? C'est que ceux qui vivent de leurs salaires n'ont pas supporté en définitive cet accroissement des prix : ils l'ont rejeté sur les consommateurs qui consomment les produits de l'industrie dans laquelle ils travaillent. Nous surprenons là sur le fait cette loi économique de la répercussion des impôts, loi que la raison indique et qui est confirmée par l'expérience. Je ferai d'ailleurs une remarque capitale en cette matière. Je la place sous l'autorité de l'économiste pratique le plus considérable de notre temps, M. Gladstone. C'est une erreur, a-t-il dit, de croire que le meilleur moyen de favoriser les classes ouvrières est d'agir sur les matières qu'elles consomment ; il faut surtout favoriser les articles qui peuvent leur donner plus de travail. La modique élévation des prix résultant de la taxe est en effet peu de chose à côté de salaires élevés et assurés. Et M. Gladstone citait l'exemple de l'abolition des droits sur les céréales. Je ne crois pas, disait-il, que cette abolition ait beaucoup abaissé le prix du pain, mais ce qui est certain, et là a été le grand avantage, c'est qu'elle peut transformer l'Angleterre en un marché régulier pour les blés étrangers, et qu'il en est résulté, de la part des étrangers, une demande correspondante de marchandises produites par les ouvriers anglais.

Cette loi de la répercussion est fatale, inévitable. j'entends comme

tendance ; car je ne prétends pas qu'elle se réalise facilement, instantanément, et que, le lendemain du jour où on a surtaxé une denrée, l'ouvrier puisse réclamer toujours une augmentation de salaire. Mais l'équilibre finira toujours par s'établir de manière à ce que l'impôt arrive à peser également sur les différentes branches du revenu, bien que tout d'abord on ait frappé plus particulièrement telle ou telle branche. La société est un vaste atelier entre les diverses parties duquel existe une solidarité qui fait tôt ou tard sentir ses effets. Tôt ou tard ! voilà la grosse question pour les individus, et si je souffre d'une surtaxe, je serai médiocrement satisfait par cette lointaine perspective : tôt ou tard la répercussion s'opérera. Quelle est la conclusion à tirer de là, en ce qui regarde l'assiette des impôts indirects ? Il faut adopter des impôts à base très large, qui peuvent rendre beaucoup tout en restant modérés : c'est le cas des objets d'une consommation générale. Oui, il y a des inconvénients graves à demander l'impôt à quelques-uns, en leur disant : vous les rejetterez sur les autres ! le mieux est de s'adresser, autant que possible, à tous les revenus à la fois ; et voilà pourquoi nous rejetons l'impôt unique sur la terre, l'impôt unique sur le capital. De la lenteur avec laquelle agit la loi de la répercussion il résulte encore qu'il faut être très prudent dans les innovations en matière d'impôt. Je ne prétends pas que tout impôt soit bon par cela seul qu'il est ancien, et qu'il n'y ait pas d'amélioration à introduire ; mais je dis qu'il faut que le mieux soit considérable et évident, que la société est faite au jeu des anciens impôts, que l'atelier social est organisé en conséquence, et qu'on doit redouter d'y porter la perturbation.

Si la vie est relativement plus chère pour l'ouvrier que pour les personnes aisées, c'est que, faute de ressources, faute de prévoyance souvent, il ne peut s'approvisionner en gros ; il subit les exigences des marchands en détail qui lui font payer fort cher le crédit qu'ils lui accordent, et l'élévation de prix que représente l'impôt est peu de chose en comparaison de ce qu'il doit payer en sus du véritable prix à ces fournisseurs trop complaisants. Encore si ce n'était que l'absolue nécessité qui fît recourir à cet onéreux crédit !

Je suis peu touché de ce reproche adressé aux impôts indirects : ils ne se sentent pas assez ; le marchand les avance, les met dans sa facture, et on les confond avec le prix. C'est fort commode pour le riche, et c'est la seule manière de faire payer quelque chose à ceux qu'on ne peut atteindre par un impôt direct. Quant à cet autre grief que leur rendement est variable, il me paraît sans portée, si ce n'est qu'un système de contributions publiques ne pourrait reposer uniquement sur des impôts indirects, surtout avec nos énormes budgets.

C'est avec raison qu'on reproche aux impôts indirects d'être une gêne et une entrave pour l'industrie. On ignore les rigueurs du régime connu sous le nom d'*exercice* ? Le meilleur moyen d'atténuer ces incon-

vénients, c'est d'établir, autant que possible, les impôts indirects sur des denrées agricoles ou exotiques prêtes à être livrées à la consommation immédiate, comme le thé, le café, le tabac, plutôt que sur des matières premières qui ne peuvent être livrées à la consommation qu'après avoir subi dans des usines diverses manipulations. L'histoire anecdotique de l'impôt indirect est des plus curieuses. On y assiste à une véritable lutte entre l'industriel qui perfectionne ses procédés et les agents du fisc toujours en éveil pour taxer un nouveau produit, une production plus abondante. L'impôt mis sur l'alcool, en Amérique, après la guerre de la sécession, y a bouleversé l'industrie. Par contre, c'est à la suppression de la taxe sur le sel, en 1823, que les Anglais rapportent la naissance de la grande industrie de la soude.

Il est incontestable que les frais de recouvrement sont en général plus élevés pour les impôts indirects que pour les impôts directs; mais il faut ajouter que les idées et les appréciations les plus erronées ont cours en cette matière. Il n'est pas juste, par exemple, d'établir une comparaison entre la France et l'Angleterre, pays de très grande propriété, d'industrie très concentrée, où par conséquent on ne s'adresse qu'à un nombre restreint de contribuables. En outre l'Angleterre n'a qu'une frontière de mer. Si on considère la France, il est facile de constater que c'est à l'aide de faux calculs qu'on arrive à des chiffres effrayants tels que 13 pour cent pour la perception des droits de douane, ou 9,6 pour cent comme moyenne des frais de perception de tous les impôts.

V

La distinction des impôts en impôts de répartition et impôts de quotité présente cet intérêt, au point de vue économique, qu'elle se relie étroitement à la question de la fixité et de la variabilité des impôts. Les financiers, les administrateurs, ont une prédilection marquée pour l'impôt de répartition et sa fixité naturelle, en raison de la régularité et de la simplicité dans la perception ; il ne peut en résulter de non-valeur pour le trésor. Le budget porte *fixation* du chiffre des impôts de répartition ; tandis qu'il ne peut contenir qu'une *évaluation* du produit probable des impôts de quotité. L'un ou l'autre système ne peut pas être indistinctement appliqué à tous les impôts. Le système de la répartition ne s'applique qu'à une matière imposable nettement déterminée, facilement appréciable, comme la terre, la population. Ce que les économistes reprochent au système de la répartition, c'est que les inexactitudes se perpétuent et s'aggravent par suite des changements qui s'opèrent dans la matière imposable et des surtaxes ou centimes additionnels qui se superposent au principal d'une contribution comme cela

a lieu notamment pour l'impôt foncier. Le chiffre total de l'impôt de répartition n'est déterminé que par des appréciations très vagues. Les répartitions entre départements, arrondissements et communes ne reposent pas sur des bases plus certaines. La répartition entre les contribuables de la même commune peut seule être considérée comme ayant été faite d'après des données sérieuses, mensurations et évaluations. Mais ces opérations n'ayant été faites qu'en vue de la répartition entre propriétaires de la même commune, il peut arriver et il arrive souvent, en effet, par suite de tant de causes d'inégalités accumulées, que deux propriétés limitrophes appartenant à des communes, à des arrondissements et à des départements différents, se trouvent, au point de vue de l'impôt foncier, dans les conditions d'inégalité les plus choquantes. Les remaniements de cet impôt se sont toujours faits par des procédés empiriques. Quand les propriétaires fonciers se plaignent que l'impôt est trop lourd, c'est au fond sa mauvaise répartition qu'ils accusent. On ne peut se dissimuler qu'il n'y ait dans l'impôt de répartition quelque chose de la brutalité propre aux contributions de guerre.

VI

Nous avons vu comment les socialistes méconnaissent le véritable caractère de l'impôt en voulant le faire servir à changer complètement les bases naturelles de la distribution des richesses : on prendrait aux uns pour donner plus ou moins directement aux autres. Le système de la spécialité des taxes poussé à outrance est un autre extrême. On appliquerait à la rigueur le principe que l'impôt est le prix d'un service, d'où il résulterait en quelque sorte un compte à débattre entre l'État et chaque contribuable, ce dernier ayant le droit d'exiger qu'on spécifiât à raison de quel service on lui réclame une contribution, et de veiller à ce que le montant de sa cotisation ne fût pas détourné de l'emploi auquel elle doit être affectée, et ne profitât par conséquent qu'au contribuable qui l'a payée ou à ceux qui, ayant le même intérêt que lui, ont payé un impôt analogue. Ce purisme économique n'est pas seulement anti-social, il est impraticable. Comment apprécier exactement l'avantage que chacun retire des grandes dépenses d'intérêt général, l'entretien des armées, la rétribution des fonctionnaires publics chargés de la police, de rendre la justice? Direz-vous que les plaideurs seuls doivent payer les juges ? Ils payent bien assez de frais de justice, mais quant aux frais généraux de l'administration de la justice, il serait tout aussi exact de dire que ce sont ceux qui n'ont pas de procès qui doivent les supporter, puisque, grâce à la crainte salutaire qu'inspirent des juges savants et intègres, ils ont échappé à cet ennui. — Le système de la spécialité des taxes se conçoit jusqu'à un certain point pour les taxes

locales, parce que toutes les fois qu'un intérêt *commun* se subtitue à l'intérêt *général*, il est plus facile de faire la part de chacun dans les charges comme dans les profits. Mais tout cela est à rejeter en principe. Il ne faut pas confondre avec les taxes spéciales les taxes locales. On comprend très bien qu'une ville s'impose, impose à ses habitants des sacrifices particuliers en vue de travaux, d'améliorations qui doivent profiter à la population de la ville, l'assainir, l'embellir, contribuer au développement de son industrie et de son commerce. Dans ce cas même, en vertu de la solidarité de tous les intérêts locaux avec l'intérêt général, l'État peut, sur les ressources générales du budget, venir en aide aux villes et aux départements, comme d'ailleurs il peut subventionner une entreprise individuelle.

Il ne faut pas non plus comprendre dans la réprobation dont nous frappons les taxes spéciales, les taxes qui sont le prix d'un service rendu directement et nominativement à un particulier par l'État. Quand l'État me vend très cher un morceau de papier timbré à peu près sans valeur, il ne me rend pas un service ; mais quand il me fait payer un droit d'enregistrement pour conserver un acte, il me fait payer, très cher, il est vrai, un véritable service. Il en est à plus forte raison ainsi quand il me fait payer la taxe des lettres ; rien n'est plus semblable au service analogue que pourrait me rendre un particulier entrepreneur de transports. Il est vrai qu'il me demande un peu plus que le prix du service, et qu'il se mêle à cela un impôt, une contribution générale. Il est à souhaiter que la situation budgétaire permette de réduire ces taxes strictement au prix du service, à sa valeur commerciale.

VII

On ne peut pas raisonner indéfiniment sur les impôts d'une manière abstraite, rechercher théoriquement quel serait le meilleur système d'impôts ; il faut arriver sur le terrain des faits et étudier dans le détail un régime fiscal. En aucune matière il n'est plus nécessaire de combiner la méthode rationnelle, la méthode comparée, la méthode pratique. Un grand économiste, Adam Smith, lorsqu'il a voulu poser quelques règles fondamentales en matière d'impôts, n'a, en somme, formulé que des maximes pratiques, qu'on croirait plutôt empruntées à un administrateur, à un financier jurisconsulte. Je les rappelle ici : 1° Que l'impôt soit déterminé par la loi, non arbitraire ; 2° Que l'impôt soit tel que le contribuable ne puisse l'éluder ; 3° Que l'impôt prenne au contribuable le moins possible au-delà de ce qu'il rapporte au trésor public ; 4° Que l'impôt soit réclamé au contribuable au moment où celui-ci est le mieux en état de le payer. — On reconnaît là l'homme qui avait été témoin des abus de l'ancien régime en matière d'impôts :

la taille arbitraire, les fermiers généraux, les exactions de tout genre. Les premiers qui ont établi des impôts étaient des gens pratiques qui se sont préoccupés avant tout de mettre la main sur la matière imposable la plus facile à saisir. S'il s'est trouvé parmi eux quelques théoriciens, l'économie politique et la justice ont été leurs moindres soucis, et ce sont des considérations politiques qui les ont guidés.

Nous suivons l'ordre historique en parlant d'abord de la capitation ; dans l'état de dénûment originaire on demande la même chose à chacun. Il n'y a ici aucun rapport avec le revenu, au moins en principe : car, dans bien des pays, en Russie, en Prusse, elle tend à se transformer en impôt sur le revenu. En Russie, elle est un impôt de répartition et dans chaque localité, la répartition se fait en tenant compte du revenu. En Prusse, la capitation est graduée, elle est plus ou moins forte suivant qu'on est rangé dans telle classe, dans telle catégorie de chaque classe ; et cette distribution en classes et en catégories est basée sur une appréciation approximative de revenu, de manière à demander proportionnellement moins aux plus petits revenus, ce qui donne à cette capitation le caractère d'un impôt légèrement progressif. Notre système de capitation, notre contribution personnelle, établi en 1791 et remanié par la loi du 21 avril 1832, est aussi mal conçu que possible. Le chiffre est trop faible : de 1 fr. 50 à 4 fr. 50, et les villes à octroi peuvent en obtenir la conversion totale ou partielle en une somme payable par la caisse municipale. Tout citoyen non déclaré indigent devrait payer une capitation.

Après la personne, la terre s'offre comme la première matière imposable. La dîme, qui prélève une portion du produit brut, ne convient qu'à une agriculture peu perfectionnée, et non à la culture intensive où la proportion du produit net au produit brut est de plus en plus faible. Notre impôt foncier est assis sur le revenu net. La fixité de l'impôt a l'avantage que la part de l'État ainsi faite une fois pour toutes, il ne pèse en quelque sorte sur personne, car, dans les transmissions ultérieures, on en fait la déduction. Dans aucun cas cet impôt n'est à la charge du consommateur, car il ne change rien au prix des denrées, lequel est réglé par le rapport de l'offre et de la demande. Il en serait autrement s'il absorbait plus que la rente foncière et atteignait les capitaux d'exploitation, car alors ces capitaux auraient une tendance à se porter vers d'autres emplois à moins qu'ils ne fussent retenus par une élévation du prix, ce qui arriverait infailliblement pour les produits agricoles de première nécessité. Cette question de l'incidence de l'impôt foncier doit donc se résoudre par plusieurs distinctions.

Au point de vue juridique, la maison fait partie du sol, et l'impôt foncier comprend l'impôt sur le sol bâti ou non, mais, au point de vue économique, il en est autrement. Ici l'impôt ne se bornera jamais à la rente pure de la faible portion du sol, il atteindra nécessairement le re-

venu du capital employé à la construction. Suivant les circonstances, suivant que la demande de logement sera plus ou moins considérable, le propriétaire de la maison pourra rejeter sur le locataire une plus ou moins grande part de l'impôt. Aussi bien en théorie qu'en fait, le principe de la fixité des évaluations ne s'applique pas aux maisons comme aux terres. Quand je dis *en fait*, j'entends *en droit*, car, en réalité, les conseils municipaux ne songent guère à réviser les évaluations tous les dix ans, comme ils devraient le faire d'après la loi de frimaire an VII. Les maisons sont une très bonne matière imposable et on ne peut que regretter le peu de productivité de cet impôt en France.

L'impôt sur les portes et fenêtres est déraisonnable, considéré comme un complément de l'impôt foncier sur la maison. On comprendrait, à la rigueur, qu'un impôt unique fût perçu sur la maison à raison du nombre et de la nature des ouvertures. Mais dans l'esprit du législateur l'impôt sur les portes et fenêtres, bien qu'avancé par le propriétaire, était à la charge du locataire, et, comme la contribution mobilière assise sur le loyer, il avait pour but d'atteindre le revenu mobilier en vertu de présomptions légales plus ou moins justes, comme on atteignait les revenus fonciers par l'impôt foncier, les revenus industriels par la contribution des patentes.

La contribution mobilière, perçue sur le locataire à raison de l'importance de son loyer, n'est aujourd'hui, par suite des modifications apportées à la législation de 1791, qu'une taxe complémentaire sur le revenu général dont le loyer est un bon indice. Il est fâcheux que cet impôt, par sa réunion à la contribution personnelle et par le droit accordé aux conseils généraux d'élever la contribution personnelle en diminuant d'autant la mobilière, puisse être réduit presque à rien.

L'assemblée constituante qui répugnait aux procédés inquisitoriaux dans l'assiette de l'impôt, dut trouver une matière imposable dans l'exercice d'une profession lucrative. De là la contribution des patentes. On considéra aussi que c'était le prix de la liberté du travail qu'on venait de proclamer. La même considération avait joué un plus grand rôle encore dans la fixation du chiffre de l'impôt foncier : la terre aussi venait d'être affranchie de toutes les servitudes féodales. Ce chiffre se trouva être exagéré, surtout à raison des conjonctures fâcheuses, guerre civile et guerre étrangère, au milieu desquelles le nouveau système de contributions publiques dut être inauguré. L'examen de la législation relative aux patentes depuis 1791 jusqu'à la dernière loi, qui régit aujourd'hui la matière, celle du 15 juillet 1880, a arraché cet aveu à un juge très compétent, que la tâche de proportionner exactement les taxes aux facultés contributives des patentables, est un problème du même genre que celui de la quadrature du cercle. Il y a des présomptions générales tirées de la nature de l'industrie, de la localité dans laquelle elle s'exerce, des dimensions de l'industrie quant aux lo-

caux, au matériel et au personnel de l'industriel. Il y a des catégories et des subdivisions pour déterminer un droit fixe et un droit proportionnel. Tout cela est très compliqué, mais ici la simplicité aboutirait nécessairement à de graves injustices. Les besoins du trésor, après les désastres de 1870, avaient singulièrement aggravé l'impôt des patentes, surtout à l'encontre du haut commerce et de la grande industrie. On a dit que l'impôt des patentes est une taxe que l'industriel rejette sans difficultés sur le consommateur. Cela peut être vrai pour le commerce de détail, mais pas pour le manufacturier qui lutte sur le grand marché contre la concurrence étrangere. S'il s'agit d'une industrie qui écoule ses produits sur le marché intérieur à l'abri de droits protecteurs, l'industriel n'a plus à se plaindre de la patente ; le fisc ne fait qu'entrer en participation de ses bénéfices. Je rappellerai, à propos des patentes, qu'après 1870 on avait songé à un impôt sur le chiffre des affaires pour remplacer l'impôt sur les matières premières. Il fut repoussé et avec raison, car c'eût été là une mauvaise base pour asseoir un impôt. Le bénéfice n'est pas en raison du chiffre des affaires : il eût fallu faire bien des catégories.

Nous venons de passer en revue ce que, dans notre droit administratif, on appelle les quatre grandes contributions directes : contribution foncière, des portes et fenêtres, personnelle et mobilière, des patentes. A leur suite on est dans l'habitude de faire venir les contributions dites *taxes assimilées aux contributions directes*, assimilation qui repose sur cette double considération : 1° Toutes ces taxes sont aussi perçues à l'aide d'un rôle nominatif des contribuables dressé par l'administration, et qui constitue le titre de créance de l'État ; 2° Ce sont les mêmes tribunaux qui statuent sur les litiges que soulève la perception de ces taxes. Elles sont de natures très diverses et peuvent être perçues au profit de l'État, des départements, des communes, des établissements publics ou bien encore pour des objets déterminés d'utilité publique, locale ou collective. Ainsi, la taxe sur les chevaux et voitures est perçue au profit de l'État ; celle sur les chiens au profit des communes ; enfin les associations syndicales formées dans un intérêt collectif, comme l'endiguement d'un torrent, lèvent une taxe sur tous ceux qui profitent directement de ces travaux. Il y a dans tous ces cas compétence du conseil de préfecture et liste nominative des propriétaires de chevaux, de chiens, de terrains.

Le législateur, en adoptant, pour la classification des impôts, la distinction en impôts directs et indirects, ne s'est pas placé au point de vue purement scientifique. Ces dénominations étaient parfaitement en harmonie avec le système physiocratique, d'après lequel tous les impôts doivent retomber à la charge du propriétaire foncier qui seul a un produit net. Les impôts, disait-on, atteignent directement le propriétaire quand en effet on s'adresse à lui ; ils l'atteignent indirecte-

ment, par voie de répercussion, par ricochet, quand on demande l'impôt à toute autre personne. Laissant de côté le point de vue étroit et exclusif du produit net de l'industrie agricole, et ne retenant de la théorie physiocratique que ce qui est vrai d'une façon générale, à savoir que certains impôts sont levés sur ceux qui les supportent proportionnellement à leurs revenus plus ou moins rigoureusement constatés, tandis que d'autres sont perçus à raison de certains faits qui mettent la richesse en évidence, sans que le législateur se préoccupe de savoir quel est le véritable contribuable, celui qui sera atteint définitivement, nous aurons une notion de l'impôt direct ou indirect assez conforme à l'idée qu'éveillent généralement les mots direct ou indirect. Voilà une notion de l'impôt direct ou indirect qu'on peut appeler scientifique, et cette terminologie ne laisserait rien à désirer si nous connaissions parfaitement la loi d'incidence ou de répercussion de l'impôt ; nous pourrions dire que tel impôt est direct ou indirect, et nous aurions la base d'une classification satisfaisante. Mais la science sociale ne peut pas formuler cette loi de l'incidence et de la répercussion d'une façon précise, comme avaient cru pouvoir le faire les physiocrates quand ils disaient que tout impôt retombe nécessairement sur le propriétaire foncier ; comme le font aujourd'hui les partisans de l'impôt unique sur le capital, quand ils affirment que tout impôt est supporté par le capital, par la raison que l'impôt fait partie des frais généraux d'exploitation.

Il ne faut donc pas s'étonner que le législateur, tout en adoptant ces dénominations d'impôts directs et indirects, ne se soit pas tenu à la notion scientifique que nous venons d'établir. Il en a tenu compte, mais il a tenu compte aussi de certains caractères accessoires, de faits purement extérieurs, utiles dans la pratique et propres à frapper l'esprit de la masse des contribuables qui ont un si grand intérêt à voir clair dans les questions d'impôt. Ainsi le législateur nous dit bien que l'impôt direct est celui qui est perçu directement, en ce sens qu'on s'adresse directement à une personne à laquelle on demande une quote-part de son revenu ; mais, comme conséquence de cette assiette, de ce mode de perception, il ajoute que l'impôt direct est celui qui est perçu régulièrement, périodiquement, en vertu d'un rôle nominatif préparé à l'avance. Les impôts indirects au contraire sont perçus à l'occasion de faits, d'actes, dont on ne peut prévoir ni le nombre, ni l'importance, ni la date, qui ne comportent par conséquent aucun rôle nominatif des contribuables ; il n'y a ici qu'un tarif varié qu'on appliquera suivant les circonstances. Ce que le public connaît le mieux, en fait d'impôts, ce sont les représentants des grandes administrations financières avec lesquels il est continuellement en rapports ; les administrations des contributions directes, des contributions indirectes, de l'enregistrement et des domaines, des douanes. C'est en suivant la classification

administrative que nous allons rapidement passer en revue les divers impôts qu'il nous reste à apprécier au point de vue économique, en tant que les appréciations générales contenues dans la première partie de ce chapitre seraient insuffisantes.

VIII

Les contributions indirectes comprenaient de fondation : les droits sur les boissons, sur le sel (concurremment avec l'administration des douanes), sur le sucre indigène, sur les voitures publiques, à raison de la garantie des matières d'or et d'argent, sur les cartes à jouer, la vente des poudres et salpêtres et celle des tabacs. Après 1871, en même temps qu'on augmenta plusieurs de ces droits, on en créa de nouveaux dont la perception fut confiée à l'administration des contributions indirectes. Quand nous avons commencé à nous remettre de nos désastres, on est entré dans la voie des suppressions et des dégrèvements : peut-être même s'est-on trop hâté. De tous les impôts indirects établis depuis 1871, celui sur la petite vitesse était plus qu'aucun autre contraire aux intérêts généraux de la production.

De tous les impôts de consommation, ce sont les droits sur les boissons qui soulèvent les récriminations les plus unanimes, soit par leur iniquité même, soit par les formalités vexatoires qu'implique leur mode de perception. Pour en donner une idée très sommaire, je ne considère que les droits sur les vins, qui sont le véritable point d'attaque. C'est à tort qu'on parle des droits *innombrables* qui pèsent sur les vins ; il n'y en a en réalité que deux, au maximum : un droit de consommation et un droit d'entrée, qu'il ne faut pas confondre avec le droit d'octroi. Je dis *deux au maximum*, car le droit d'entrée n'existe que dans les villes dont la population est supérieure à 4,000 âmes. Ce droit d'entrée est un subterfuge pour percevoir un droit de consommation plus fort. Voici comment l'exposé des motifs de la loi du 31 décembre 1873, relative à une augmentation du droit d'entrée, justifie ce droit : « Il y a plus de « bien-être dans les agglomérations de quelque importance que dans « les simples campagnes. Les salaires y sont notablement plus élevés « et les classes aisées plus nombreuses. N'est-il pas vrai, d'ailleurs, « qu'au point de vue de l'organisation des services publics dont la dé- « pense incombe à l'État, les populations des villes se trouvent dans « une situation plus favorable que les populations des campagnes ? » Je laisse au lecteur le soin de commenter ces considérations économiques et sociales. Je dis donc qu'il y a au plus deux droits : droit de consommation et droit d'entrée ; seulement ce droit de consommation est perçu, suivant les cas, sous deux formes différentes, droit de circulation ou droit de détail, lesquels ne sont jamais cumulés. Le vin est-il adressé à un particulier pour sa consommation et en quantité supé-

rieure à 25 litres, il paye un droit *de circulation* ; est-il adressé à un débitant, il paye un droit *de détail*. Tout cela donne lieu à de nombreuses formalités ; le vin ne doit bouger de place, comme une personne suspecte, que pourvu d'un passe-port qui atteste d'où il vient et où il va, dans quelles conditions il circule. C'est le droit de détail qui est la principale cause des fraudes et des falsifications, car on est arrivé à accepter comme une vérité indiscutable que le détaillant ne peut *se sauver* que par diverses fraudes dont la plus innocente est encore de mettre de l'eau dans son vin. Les villes de 10,000 âmes avaient la faculté de remplacer les droits d'entrée et de détail par une taxe unique ; depuis la loi du 9 juin 1875, ce régime leur est imposé.

Les contributions indirectes et les honnêtes fonctionnaires qui sont chargés de les percevoir souffrent des précédents historiques auxquels ils se rattachent. Les contributions indirectes étaient autrefois connues sous le nom d'aides et de gabelles. On connaît la légende de l'impôt sur le sel. L'Assemblée constituante eut le plus grand tort de supprimer ces impôts, qu'il fallait simplement réduire en améliorant le mode de perception. Ils furent rétablis sous le nom de *Droits réunis* en l'an XIII, d'autant plus odieux après cette exemption temporaire. Napoléon aurait dit, assure-t-on, que c'étaient les droits réunis qui l'avaient perdu. La Restauration avait promis la suppression des droits réunis ; cette promesse n'aboutit qu'à un changement de dénomination. Dans plusieurs parties de la France le mot *Droits réunis* est resté l'expression populaire pour désigner les employés des contributions indirectes.

IX

La transition des contributions indirectes aux douanes est toute naturelle. De 1851 à 1869, les deux administrations ont été réunies en une seule, la *Direction générale des douanes et des contributions indirectes*, et le décret du 27 décembre 1851 expliquait ainsi les motifs de cette réunion : « Toutes deux concourent à la perception de l'impôt indirect ; souvent leur action s'exerce sur la même matière. Leurs moyens « d'action, leurs procédés, les modes de perception qu'elles emploient « présentent sur un grand nombre de points beaucoup de similitude. » Les droits de douane ne sont en effet que des impôts de consommation perçus aux frontières, à l'occasion de l'importation, de l'exportation et du transit des marchandises. Les droits de douanes peuvent être *fiscaux*, c'est-à-dire avoir pour but d'assurer un revenu au trésor, ou *protecteurs*, c'est-à-dire établis en vue de protéger l'industrie nationale contre la concurrence. Ces deux buts sont contradictoires, en ce sens que l'idéal d'un droit protecteur c'est qu'on n'ait jamais à le percevoir, ce qui signifiera que l'industrie nationale a été complètement à l'abri de la concurrence étrangère.

Les droits à l'exportation sont absolument condamnables, car ils grèvent l'industrie nationale de frais qui peuvent lui interdire de lutter sur le marché extérieur avec l'industrie étrangère. Ces droits ne se comprennent, comme source de revenu toute naturelle, que pour les pays qui ont un monopole naturel, par exemple, le Pérou pour le guano. Je ne parle pas du cas où l'on taxe un produit indigène à la sortie afin d'assurer un monopole d'achat à une industrie nationale dont il est la matière première : c'est la plus détestable forme de la protection. Il faut pareillement condamner le droit de transit sur les marchandises étrangères qui ne font que traverser notre territoire où elles encouragent l'industrie des transports. On a entendu un jour à la tribune de la Chambre des députés cette mélancolique affirmation : Lyon se meurt du transit accordé aux soieries suisses !

X

Nous arrivons à la quatrième des grandes administrations financières de la France : la direction générale de l'enregistrement, des domaines et du timbre, qui se distingue des trois autres par la diversité de ses attributions et notamment des impôts qu'elle est chargée de percevoir, lesquels n'ont entre eux d'autre lien que ce fait de la perception par des agents de la même administration. Ce sont : 1° les droits d'enregistrement ; 2° les droits d'hypothèque et de transcription ; 3° les droits de greffe ; 4° les droits de timbre ; 5° les droits sur les valeurs mobilières.

Le droit de timbre est une ingénieuse invention fiscale contre laquelle il y a peu de chose à dire. Il est d'une perception facile et peu coûteuse. Quelques économistes l'ont condamné trop sévèrement sous prétexte qu'il entrave les transactions relatives à la production de la richesse. Il est plus proportionnel au revenu que bien d'autres, notamment que les impôts de consommation. Il en est autrement des droits perçus à l'occasion des contestations et actes judiciaires. Les frais de justice sont relativement d'autant plus forts que les intérêts engagés sont moins considérables. Je ne suis pas d'avis qu'il n'en doive rien coûter de plaider ; le payement des frais est en somme la seule peine des plaideurs téméraires ; mais l'énormité des frais en matière de ventes judiciaires est un scandale.

Les droits d'enregistrement proprement dits sont perçus à l'occasion de la relation sur des registres publics d'actes et de mutations de propriété. Il y a, sur cette matière, une législation compliquée, d'une application fort délicate. Je me borne à constater la distinction entre les droits d'acte qui ne sont dus que si l'acte est présenté à l'enregistrement, et les droits de mutation qui sont dus par le seul fait de la transmission de la propriété.

Quelques économistes ont confondu dans une même critique les droits sur les transmissions à titre gratuit et sur les transmissions à titre onéreux. Il semble naturel d'établir une distinction. L'impôt sur les mutations par décès, les droits de succession, sont, a-t-on dit, irrationnels, Je réponds que ces droits-là sont, en principe, excellents : le mort n'en a cure et le successeur les paye volontiers. Mais tout impôt n'est juste qu'à la condition de ne pas être excessif. La suprême injustice est que la succession soit taxée sans déduction des dettes. C'est tout simplement monstrueux, et ce n'est pas résoudre la question que de dire à l'héritier : Si vous croyez qu'il ne vous reste rien ou moins que rien, renoncez à la succession ! Ce serait bien le moins de donner à l'héritier un peu plus de temps pour le payement des droits. Le paysan, qui n'a qu'un peu de terre, et qui ne trouve dans la succession qu'un autre morceau de terre, est quelquefois embarrassé pour payer *les droits de mort*. Il est vrai qu'aujourd'hui, dans la plupart des successions, on trouve quelques valeurs mobilières qu'on a soin de ne pas déclarer. N'y a-t-il pas aussi quelque rigueur à faire payer les mêmes droits de succession à un vieillard qui ne jouira que peu de temps et à un jeune homme ?

Les droits sur les mutations à titre onéreux ont de plus sérieux inconvénients économiques. Le législateur semble être parti de ce principe que, la terre étant le plus précieux de tous les biens, on ne s'en défait qu'à la dernière extrémité, et que les aliénations d'immeubles ne seront que des faits exceptionnels. Il est certain que les droits de mutation sont un obstacle opposé aux aliénations d'immeubles, et qu'il n'est pas bon d'empêcher celui qui en a envie de vendre à un acheteur qui tirerait probablement un meilleur parti de la chose. Combien de gens endettés feraient mieux de vendre une partie de leurs immeubles plutôt que d'emprunter à un taux élevé ! On dit généralement que c'est le vendeur qui supporte les frais de mutation, parce qu'on suppose qu'il ne vend que contraint et forcé, et que l'acheteur profite de cette situation. C'est là une présomption qui est souvent démentie par les faits : cela dépend de qui viennent les propositions.

L'administration de l'enregistrement est chargée de percevoir un impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Cette attribution vient de ce que ces valeurs étaient soumises à l'impôt du timbre et à un droit de transmission, qui sont naturellement de la compétence de cette administration. Comme on n'est qu'exceptionnellement créancier d'un immeuble, on peut dire que toutes les créances sont mobilières parce qu'elles ont des meubles pour objet, denrées ou sommes d'argent ; mais il n'en faut pas conclure que toutes les créances, toutes les valeurs mobilières, soient soumises à l'impôt en question. Le mot valeurs mobilières est pris dans un sens restreint pour désigner les titres d'actions ou d'obligations, et les parts d'intérêts dans toutes sociétés financières

ou industrielles, commerciales ou civiles. Voilà donc un impôt qui ne frappe pas tous les capitaux engagés dans l'industrie, car les entreprises individuelles et les sociétés en nom collectif n'y sont pas soumises. On a pu dire avec quelque raison que les actionnaires et les obligataires sont des capitalistes oisifs qui ne payent pas de leur personne et dont la responsabilité est limitée, tandis qu'il en est autrement du chef d'une entreprise individuelle ou de plusieurs associés en nom collectif, lesquels sont indéfiniment et solidairement responsables. Mais on ne saurait invoquer aucune bonne raison pour exempter de l'impôt les revenus des créances hypothécaires qui constituent des placements sûrs et avantageux. Il faut bien reconnaître que la commodité de la perception joue encore ici un grand rôle. J'ai parlé de l'excellence de l'impôt du timbre, à ce point de vue ; ici c'est mieux encore : l'État se fait avancer l'impôt par les compagnies qui le déduisent sur le payement des coupons. Quels sont les effets économiques de l'impôt sur les valeurs mobilières ? Sur qui pèse-t-il ? En apparence il ne pèse que sur le capitaliste dont il déprécie le titre, mais en réalité il pèse sur l'industrie dans laquelle les capitaux frappés par cet impôt sont engagés, car lorsque cette industrie appellera à elle de nouveaux capitaux en leur offrant un intérêt quelconque, les capitalistes auront soin d'en déduire le montant de l'impôt et se demanderont s'il ne leur convient pas de porter ailleurs leurs capitaux.

XI

Je n'ai pas entendu faire un exposé méthodique et complet de la matière des impôts, mais seulement présenter un aperçu sommaire des questions innombrables qu'elle soulève et de l'intérêt économique qui s'y rattache. Nous y reviendrons, au livre V, en parlant des dépenses publiques, qui sont alimentées par l'impôt et par l'emprunt. Ici, je n'ai considéré les impôts que sous le rapport de leur assiette, de leur répartition, comme question de justice distributive.

En aucune matière la critique n'est plus aisée ; à chaque pas on se trouve en présence de réformes, d'améliorations que la raison et la justice semblent réclamer impérieusement ; mais quand on veut mettre la main à l'œuvre, les difficultés surgissent, s'accumulent. Si au lieu d'un budget qui, en y comprenant les charges locales, dépasse trois milliards cinq cents millions, la France en était encore à ce fameux budget d'un milliard qu'on n'a vu qu'une fois, la réforme de notre système d'impôts ne serait qu'un jeu ; on pourrait tailler largement dans les suppressions et les dégrèvements ; mais aujourd'hui on ne peut parler de suppression qu'à la condition d'établir un impôt nouveau ou une aggravation de quelque impôt existant. Toute innovation est pleine de dangers : on sait ce qu'on quitte, on ne sait pas ce qu'on prend. Voilà,

par exemple, la question de la suppression des octrois, qui est à l'ordre du jour. En Belgique, où les impôts généraux sont très faibles, on a pu décharger les villes en chargeant un peu plus l'État. Nous ne pouvons suivre cet exemple. On propose une augmentation de l'impôt sur les maisons : sait-on bien où on ira par là ?

LIVRE IV

DE LA CIRCULATION DE LA RICHESSE OU DE L'ÉCHANGE.

SECTION I

Notions générales.

CHAPITRE I.

Terminologie. — Aperçu des questions qui se rattachent à la circulation de la richesse.

Par circulation on entend simplement un transfert de propriété, indépendamment de tout fait de locomotion. La vente d'un immeuble, qui n'est pas susceptible de transport matériel, est un fait de circulation. Sans doute un transfert de propriété peut s'opérer à titre gratuit ; mais l'activité économique est essentiellement fondée sur des transferts à titre onéreux : la circulation, c'est donc l'échange. A ce grand phénomène économique se rattachent les questions de la valeur, de la monnaie, du prix, du crédit, des banques, des crises commerciales, du libre-échange et de la protection. C'est assez dire que nous abordons la partie la plus ardue de la science. Adam Smith en fait la remarque, au livre I, chapitre IV, où il annonce qu'il va traiter de la valeur, de la monnaie et des prix. Je crois utile de rechercher ici brièvement la nature et les causes des difficultés particulières que présente cette matière [1].

Dans la théorie de la production, nous avons pu signaler quelques définitions inexactes, une terminologie défectueuse, mais, en somme aucune dissidence sérieuse et persistante entre économistes. Sur le ter-

1. Je m'étonne qu'un maître comme M. Courcelle-Seneuil ne veuille pas entendre parler d'une distinction entre la répartition et la circulation, dans l'exposition méthodique de la science. J'ai essayé de lui répondre dans la *Revue d'Economie politique*, tome I, page 29, année 1887. Voir ce qui est dit ci-dessous, au chapitre LXXVII, à propos de la consommation.

rain de la répartition de la richesse, au contraire, l'opposition est complète entre les innombrables écoles socialistes et l'orthodoxie économique. En matière de circulation, va éclater un antagomisme d'un genre nouveau, une sorte de schisme au sein même de l'orthodoxie économique. D'où vient cela ?

Considérez un instant ce grand mouvement des échanges qui embrasse tous les individus et tous les peuples de l'univers. On peut le comparer à une chaîne immense, à un réseau infini de rapports que le besoin éprouvé d'une part, le service rendu de l'autre, nouent et dénouent à chaque instant pour le renouer encore. Ne considérez pas seulement les relations entre deux individus, entre deux maisons de commerce, deux villes, deux nations même, mais entre toutes les nations du globe. Voilà par exemple, la Chine qui envoie son thé aux États-Unis d'Amérique ; les États-Unis expédient en Angleterre leurs cotons et leurs farines. — Débiteurs de la Chine et créanciers de l'Angleterre, les États-Unis chargent celle-ci de payer leur dette. L'Angleterre, à son tour, inonde de ses produits manufacturés l'Amérique du Sud et son empire des Indes, les échangeant là contre des métaux précieux, ici contre de l'opium, et ce sont ces métaux précieux, cet opium aussi, présent funeste, qu'elle porte en Chine pour payer la dette des États-Unis. L'échange, dans ces proportions colossales, ne s'accomplit qu'à l'aide d'un mécanisme d'autant plus savant et plus délicat que ses fonctions sont plus étendues et plus sûres. A cet égard, il en est de l'échange comme de la locomotion. Celle-ci est infiniment plus parfaite et plus générale, on transporte mille fois plus de personnes et de marchandises aujourd'hui qu'autrefois. Mais si les moyens de transport sont plus rapides et plus puissants, il sont incomparablement plus délicats. Quelle différence entre le chariot, le coche, le navire à rames ou à voiles d'une part, et d'autre part le chemin de fer, la locomotive ou le bateau à vapeur ! Il faut que le mécanicien soit toujours là, l'œil fixé sur le manomètre, la main au régulateur, pour modérer, diriger l'essor de ces redoutables engins : un instant d'oubli, et tout vole en éclats ! L'homme, par la puissance de l'esprit, a deviné les lois du monde physique, il se les soumet, les maîtrise, les met à profit, mais on voit à quelles conditions.

L'échange aussi obéit à des lois ; il y a un mouvement général, un courant des échanges, analogue à ces grands courants marins qui vont d'un pôle à l'autre, d'un océan à l'autre ; à ces vents qui soufflent alternativement et régulièrement dans telle ou telle direction et que l'art de la navigation met à profit. Mais, comme eux aussi, il a ses perturbations soudaines : ces détresses financières, ces crises industrielles et commerciales, ces paniques, qui éclatent dans un ciel serein en apparence. L'homme, dans son ignorance, appelle volontiers *perturbations* ce qui vient troubler les lois qu'il a constatées, mais il faut bien

se dire que ces perturbations obéissent elles-mêmes à des lois ; seulement, il y a des lois que nous ignorons ou que nous ne connaissons qu'imparfaitement. Comme la circulation du sang, le mouvement général des échanges peut s'accomplir régulièrement, ou bien éprouver, soit un ralentissement, une langueur funeste, soit une accélération fiévreuse, ordinaire avant-coureur de redoutables catrastrophes ; et cette immense machine n'a pas encore trouvé et ne trouvera probablement jamais de mécanicien assez puissant pour la modérer à son gré.

Que nous sommes loin des régions paisibles de la production ! Même dans tout ce qui a trait à la répartition nous nous sentions encore sur le terrain solide des principes, des déductions rigoureuses. Ici commencent les hésitations des représentants les plus autorisés de la science, et le désacord sur les plus graves questions : système monétaire, régime des banques, nature et cause des crises commerciales, moyen d'y remédier, d'en attenuer les effets, d'en prévenir le retour. D'où vient celà? c'est qu'en abordant la théorie de la circulation, il semble que nous abandonnions, au moins à certains égards, les régions sereines de la science pure, pour passer sur le domaine toujours un peu conjectural de l'art. Il en est ainsi de toutes les sciences qui plus ou moins confinent à un art quelconque. En médecine, après l'anatomie, la physiologie, les principes les plus certains de la chimie et de la physique, après avoir étudié le corps humain à l'état de santé, on arrive à l'état morbide, au diagnostic, aux moyens prophylactiques, à la thérapeutique, à l'art de guérir, à l'art médical proprement dit, lequel est autre chose que l'ensemble des sciences dites médicales : on est au lit du malade, en un mot. C'est ici surtout que les hésitations commencent, les systèmes se fondent, les écoles se divisent. Les mêmes maladies n'ont pas les mêmes suites chez tous les individus, dans les divers pays : ici mortelles, elles n'occasionnent ailleurs qu'une secousse passagère. De même tous les pays n'ont pas le même tempérament économique et financier. C'est ce que nous aurons à constater plus d'une fois par rapport à la France et à l'Angleterre.

C'est surtout en matière de circulation, d'économie politique financière, dans les questions de monnaie, de crédit, de banques, de liberté commerciale que se produisent les prétentions excessives des praticiens, des financiers, des commerçants, des industriels. Je me suis déjà expliqué, au chapitre VII, sur ce qu'il faut répondre à de pareilles prétentions.

CHAPITRE LI

Les bienfaits de l'échange. — Il n'est pas vrai que le profit de l'un soit le dommage de l'autre. — Harmonie entre l'intérêt individuel et l'intérêt général. — Dans l'ordre économique, tous les contrats se ramènent à l'échange.

Nous vivons de l'échange, par l'échange. Je convie ici le lecteur à réfléchir quelques instants sur des choses qui lui sont sans doute bien familières, au milieu desquelles il vit ; mais ce sont précisément celles-là sur lesquelles nous songeons le moins à arrêter notre réflexion, à moins qu'une circonstance exceptionnelle nous y appelle. Tant qu'une fonction essentielle de l'économie individuelle ou sociale s'accomplit régulièrement, nous n'y prenons pas garde ; il en est autrement lorsqu'elle éprouve quelque perturbation. On l'a redit sur tous les tons : nous n'apprécions la plupart des biens, et les plus précieux, à leur juste valeur que quand nous en sommes privés. Nous avons à étudier les fonctions régulières de l'échange, les bienfaits qu'il nous procure, ses perturbations et les conséquences fâcheuses qui en résultent.

Entrons dans la demeure d'un simple artisan : que de richesses accumulées ! Il n'a fabriqué aucun de ces objets, quelle que soit la profession qu'il exerce. Cet homme est exclusivement occupé à faire la vingtième partie d'une épingle. C'est par l'échange qu'il s'est procuré tout ce que nous voyons là. Mais, pour apprécier les bienfaits de l'échange, ce serait peu de ne considérer cet artisan que dans sa demeure. Qu'il sorte, il trouvera des rues pavées, éclairées la nuit ; des églises, des écoles, des musées, des théâtres ; des moyens de transport, un bureau de poste, un télégraphe électrique ; des halles, des magasins où sont entassés tous les produits de l'univers. Parmi ces choses, il en est dont il jouit soit gratuitement, soit moyennant un sacrifice modique ; dans tous les cas, il n'a eu à s'occuper de rien pour être pourvu de tout ce qui lui est nécessaire : des milliers, des millions d'individus ont travaillé pour lui.

Supprimez l'échange par la pensée ; il faut que chacun produise tout ce qui est nécessaire à la satisfaction de ses besoins. Dans ces conditions là, chaque famille se verrait contrainte de réduire ses besoins dans les plus étroites mesures et aurait grand'peine à les satisfaire. On verrait disparaître le luxe, les arts, tous les agréments, toutes les commodités de la vie. Ce serait le retour à la vie sauvage. Cette perspective d'une réduction de tous les besoins peut ne pas trop effrayer ceux qui habitent certains pays privilégiés où, grâce à la douceur du climat et à la fertilité naturelle du sol, la vie se soutient à peu de frais ; mais sous ces durs climats où la vie est par elle-même une souffrance, où il faut tant de choses pour la rendre supportable ! Ils seraient les premiers dépeuplés, comme ils ont été les derniers à se peupler.

Non seulement l'échange nous procure l'infinie variété des produits. mais seul, il peut nous assurer les choses indispensables à la vie. Nous avons vu, au chapitre XIV, les misères de l'isolement économique, dans lequel on ignore la division du travail et l'échange. Dans le véritable état économique, au contraire, personne ne se préoccupe de produire ce qui lui est directement et spécifiquement nécessaire. On travaille pour échanger ; on travaille pour le marché où on sait qu'on trouvera toujours à échanger. Aussi, nous connaissons bien encore la rareté et la cherté, faits inévitables ; mais nous en avons fini avec ces famines si fréquentes au moyen-âge.

Remarquez ce qu'il y a d'admirable dans cette organisation de la société basée sur la division du travail et l'échange. Chacun a beau ne vouloir travailler que pour soi, il travaille encore plus pour les autres. Chaque travailleur ne consomme souvent de la chose qu'il produit qu'une portion infiniment petite, quelquefois rien ; mais il consomme une part de ce qui a été produit par mille travailleurs. Il semble que tous se soient dit : travaillez pour moi, je travaillerai pour vous ! Ils ne se le sont pas dit expressément, mais en réalité il en est ainsi, et chacun y compte bien. Voilà le véritable, l'éternel contrat social, que la nature des choses et la loi du progrès ont imposé à tous. Voilà la véritable solidarité humaine, la solidarité et l'harmonie des intérêts, qui embrassent tous les peuples de la terre.

On a dit néanmoins que, dans le monde du travail et de l'échange, entre nations comme entre individus, le profit de l'un est nécessairement le dommage de l'autre. Rien n'est plus faux. On se représente les contrats que les hommes font entre eux comme un jeu ou un pari, dans lesquels il est impossible que les deux parties fassent une bonne affaire, puisque l'un gagne ce que l'autre perd. On raisonne d'après quelques faits qui, si nombreux qu'ils soient, ne sont rien eu égard au cours régulier des choses. Qui n'a été frappé de la solidarité qui relie les villes et les campagnes et qui se traduit dans ce propos que chacun a entendu cent fois : « La foire a été bonne, la foire a été mauvaise ? » A un jour donné les marchands des villes arrivent dans un bourg, un village, avec du fer, du cuir, du drap, de la toile. Les cultivateurs, qui ont eu des récoltes abondantes, y apportent du blé, des fruits, des légumes, du chanvre, l'excédent de leurs besoins : ils vendent tout cela et achètent des produits manufacturés. Tout le monde s'en va content : la foire a été bonne, et bonne pour tous. La récolte a-t-elle été mauvaise, le cultivateur n'a-t-il aucun excédent à vendre, il ne vient pas ; les marchands remporteront leurs marchandises ; ils en seront pour leurs frais de déplacement : la foire a été mauvaise, et mauvaise pour tous.

Grâce à la division du travail et à l'échange, l'intérêt individuel, qui est le mobile universel et permanent de nos actions, et qu'il ne faut pas

confondre avec un impitoyable égoïsme, tourne au profit de tous. Les hommes forment ainsi une vaste société d'assurance ou de secours mutuels contre les forces ennemies de la nature. Appliqués chacun à vaincre quelqu'un des obstacles qu'elle oppose à la satisfaction de nos besoins, nous en triomphons d'autant plus facilement. L'intérêt individuel, qui semble d'abord tout ce qu'il y a de plus antisocial, devient le ciment même de la société. Entrez dans une grande ville de plusieurs millions d'habitants comme Paris et Londres ; la voyant si bien approvisionnée à chaque instant de tout ce qui est nécessaire à la vie, vous êtes tenté de vous demander quelle est la puissante intelligence qui préside à tout cela ? Ce n'est personne ; c'est tout le monde. C'est l'intérêt individuel de millions de producteurs qui fait affluer toutes ces richesses et les met à la disposition de millions de consommateurs.

Là où naît un besoin, l'intérêt individuel est aussitôt en éveil pour le satisfaire ; et ce n'est presque jamais celui qui l'éprouve qui travaille à en assurer directement la satisfaction. Cherchez à assurer la subsistance d'une population nombreuse par des mesures administratives, par la charité, et vous verrez à quels résultats on arrive : c'est une goutte d'eau dans l'océan. Cela peut être de quelque secours un jour, à un moment donné, dans des circonstances exceptionnelles ; mais la société subsiste par des lois plus puissantes que toutes ces mesures suggérées par une providence administrative, par des lois universelles et permanentes qui agissent inconsciemment quant à la masse.

Je veux montrer par un exemple saisissant comment l'intérêt individuel laissé à ses seules inspirations peut produire un grand bien général. On a célébré avec raison les merveilles de l'assurance maritime. Or, est-ce que j'agis dans votre intérêt en assurant votre navire contre les risque et fortune de mer ? Non, j'espère que, votre navire arrivant à bon port, je n'aurai rien à vous payer, et que je garderai la prime, bénéfice net. C'est une spéculation de ma part. Est-ce à dire qu'il y ait opposition entre votre intérêt et le mien, que mon profit soit votre dommage ? Non. Je laisse de côté le cas exceptionnel où un assuré frauduleux, ayant fait assurer un objet pour plus qu'il ne vaut, ne demande pas mieux que de le voir périr, afin que l'assureur lui rembourse un prix supérieur à la valeur réelle. Que se passe-t-il en effet ? L'assureur et l'assuré souhaitent la même chose, l'heureuse arrivée du navire ; redoutent la même chose, la perte du navire. Ce contrat d'assurance ressemble tout d'abord à un jeu, à un pari, et la loi a pris soin en effet qu'il ne dégénérât pas en simple pari, mais, dans tous les cas, quel étrange jeu ! Les deux parties souhaitent que la même carte sorte, la carte de l'heureuse arrivée. Certes, la boussole et la vapeur sont de grandes conquêtes ; mais c'est l'assurance maritime qui a vaincu la mer et ses dangers. On n'hésite plus aujourd'hui à tenter une expédition maritime par crainte de ces dangers et de ces risques ; on a tou-

jours sous la main quelqu'un qui les prend à sa charge, non par désintéressement mais par intérêt. Que vous importe ? Et le sacrifice qu'on vous demande en échange est si minime ! Et j'ajoute ceci, à l'adresse des écoles socialistes qui veulent tout faire faire par l'État : ce n'est pas l'État qui s'est fait l'assureur universel du commerce maritime. C'est l'intérêt individuel qui a suffi à cette tâche, l'intérêt individuel toujours en éveil, toujours et partout présent.

Mais nous en étions à analyser les bienfaits de l'échange, et voilà que je viens de parler d'assurance maritime. Ne sommes-nous pas sortis de notre sujet ? Non. Je vous ai promis de vous indemniser d'une perte éventuelle et, *en échange*, vous m'avez payé une certaine somme appelée *prime*. Au point de vue économique, tous les contrats sont réductibles à l'échange. Tous les contrats ont pour objet des produits ou des services qu'on échange les uns contre les autres. La vente, le louage, la société, le prêt à l'intérêt rentrent dans cette formule. Les jurisconsultes établissent des distinctions parce que chaque contrat a sa physionomie propre, ses effets particuliers que les parties sont d'ailleurs libres de modifier comme elles l'entendent. Aussi le vendeur doit garantie à l'acheteur, et celui-ci peut y renoncer. Mais, à notre point de vue, la seule distinction qui nous intéresse est celle-ci : contrats qui ont ou n'ont pas un caractère économique. L'échange comprend tout contrat intéressé de part et d'autre, et sa formule est celle-ci : Je vous procure, ou promets de vous procurer tel avantage en retour de tel autre avantage que vous me procurez ou promettez de me procurer. Je l'ai déjà fait remarquer à propos du contrat de prêt à intérêt, au chapitre XXXIII, c'est là le fondement de l'activité économique dans la société.

En dehors de cette réciprocité de services résultant d'une convention d'échange, je ne vois rien, si ce n'est deux systèmes qu'il est assez difficile de caractériser et que j'appellerai, sauf à les définir mieux ensuite, le système de la charité et le système féodal. Ni l'un ni l'autre ne supportent l'examen comme types d'organisation sociale complète ; ils se confondent d'ailleurs à certains égards.

Une société reposant sur ce principe que les hommes se rendraient des services gratuits, est tout simplement un non-sens. Il serait fort à craindre que le plus grand nombre s'obstinât à ne vouloir jouer que le rôle d'obligé et non celui de bienfaiteur. Que si tous, comme il faut que cela soit pour que la société se maintienne, sont également disposés à se rendre ces services gratuits, autant vaut dire qu'ils échangeront des services, et nous voilà revenus au système si raisonnable, si simple, de l'échange. Et voilà pourquoi je dis que certains contrats *n'ont pas un caractère économique* : la donation, le prêt sans intérêt, le mandat, le dépôt. Je ne proscris pas ces contrats, mais ils ne s'appliquent qu'à des situations exceptionnelles.

Ce système de la charité ou de la gratuité universelle est donc ab-

solument chimérique. Ce qui l'est moins, puisque nous en avons vu la réalisation dans l'histoire, c'est le régime ou patronage féodal qui consiste en ce que les hommes riches ou puissants accordent aux pauvres ou aux faibles une protection que ceux-ci reconnaissent par divers services. C'est d'ailleurs là un contrat d'échange, un contrat intéressé de part et d'autre. Ce régime de protection désintéressée ne s'est réalisé qu'un moment, et dans des limites fort restreintes, dans la chevalerie. Quant au régime féodal lui-même, il a été le produit de circonstances si exceptionnelles, si désastreuses, d'une telle détresse matérielle et morale ; la protection s'y est si vite changée en oppression, qu'il n'a laissé, en somme, que des souvenirs détestables, et la prétendue réciprocité de services et de bons offices, qui en était la base, ne nous apparaît plus que comme la plus odieuse forme de l'échange. Le chevaleresque n'est qu'un point imperceptible dans le féodal.

CHAPITRE LII

Des conditions plus ou moins favorables au développement des échanges. — Le mécanisme de l'échange. — Le troc. — La vente. — Théorie générale de la monnaie.

L'échange a toujours été plus ou moins pratiqué ; il s'agit seulement de savoir quelles sont les conditions favorables à son développement. Passons-les rapidement en vue :

1° *La sécurité.* La sécurité des personnes et des propriétés, l'assurance de jouir paisiblement des fruits de son travail est une condition de toute activité économique, de toute civilisation ;

2° *La liberté.* L'échange qui n'est pas libre n'est qu'une spoliation à l'encontre de celui auquel on l'impose dans des conditions qu'il juge inacceptables. Chacun doit être libre de mettre à ses services, à son travail, à un produit sorti de ses mains, le prix qui lui convient, sauf à voir ses prétentions réduites par la concurrence d'autres travailleurs, d'autres producteurs. La liberté des échanges, le libre-échange, la liberté commerciales sont la pricipale face d'une question plus vaste, la liberté économique ; elle demande à être traitée à part avec tous les développements qu'elle comporte ;

3° *Facilité des communications.* Quoique nous ayons distingué justement la circulation ou l'échange de la locomotion ou transport des personnes et des choses d'un lieu dans un autre, il est certain que la facilité des communications est une condition essentielle de l'activité des échanges, des rapports commerciaux, car l'échange des biens, le transfert de

propriété des produits, aboutit presque toujours à un transport matériel de ces mêmes biens. La facilité des communications mettant en rapport un plus grand nombre de personnes fait naître les occasions d'échange. Elle est en même temps un élément de sécurité. On surveille plus facilement un pays sillonné de grandes routes ; à part quelques contrées privilégiées au point de vue du pittoresque, les chemins de fer ont tué partout l'industrie du brigandage. On peut mesurer le degré de civilisation d'un pays par l'étendue et la perfection de ses voies de communication ;

4° *Une certaine densité de la population.* La facilité, la fréquence des rapports entre les personnes, avons-nous dit, favorise l'échange ; or, comment établir à grands frais des moyens de communication nombreux et rapides pour une faible population disséminée sur une vaste région ! Dans de pareils pays on est réduit au système des caravanes, et toute opération de transport a le caractère d'une expédition guerrière. Plus la population est nombreuse, plus est grande la variété des produits, plus il y a de chances de rencontrer la matière d'un contrat d'échange. Qu'on se représente un vaste pays sur lequel on ne rencontre que de loin en loin quelques fermes isolées : dans cet isolement économique dont nous connaissons les caractères, chacun produit à peu près les mêmes choses, en sorte qu'il n'y a pas matière à échange. Et si une production plus abondante et plus variée facilite les échanges, réciproquement la facilité et la rapidité des échanges est un élément essentiel de la production. Cela est évident tout d'abord, puisque, dans un état économique avancé, on ne produit que pour échanger, et qui dit échange dit consommation. Plus vite le marchand se défait de son drap, plus vite il en redemande au fabricant, et celui-ci des fils au filateur, ainsi de suite. Il en résulte que le capital ne reste jamais sans emploi. Attendre, pour travailler, une commande qui n'arrive que de loin en loin ; travailler et mettre en magasin en prévision de ventes qui ne se réalisent qu'à de longs intervalles ; ce sont là de tristes conditions pour l'industrie. Pour une production aussi irrégulière on ne songe guère à perfectionner son outillage ;

5° *L'organisation d'une industrie commerciale.* Le commerçant est un intermédiaire entre le producteur et le consommateur, il facilite l'échange. C'est dans le chapitre suivant que nous apprécierons tous les services que rend l'industrie commerciale ;

6° *L'usage d'une monnaie.* Il s'agit du mécanisme particulier à l'aide duquel l'échange s'accomplit. C'est le point capital.

Nous avons parlé jusqu'à présent des bienfaits de l'échange sans rien dire de ce mécanisme, comme on pourrait parler des avantages que présente le facile transport des personnes et des choses sans entrer dans aucun détail sur la nature des moyens de transport. Mais il est clair qu'il n'est pas indifférent que les marchandises soient transportées

à dos de mulet, par des chariots, des canaux, des chemins de fer, des bateaux à vapeur. Il en est de même pour l'échange, L'échange direct, le *troc*, est un procédé tout à fait insuffisant. Quand on célèbre les merveilles de l'échange, ce n'est pas au troc qu'on songe, mais à ce mécanisme si ingénieux et si simple qui s'appelle la vente et l'achat et qui consiste à décomposer l'échange en deux opérations. On échange l'objet dont on veut se défaire contre une certaine quantité de monnaie : on vend ; on échange ensuite cette monnaie contre l'objet qu'on veut se procurer : on achète. Ainsi, comme on l'a dit avec raison. la vente n'est que la moitié d'un échange. Il faut deux opérations analogues en sens inverse pour réaliser un échange. Cela semble une complication, mais nous allons voir que cette complication n'est qu'apparente et qu'il y a en réalité simplification.

Qu'est-ce donc que cette monnaie à l'aide de laquelle s'accomplit l'échange, qu'on reçoit d'une main et donne de l'autre? Est-ce nécessairement quelqu'un de ces petits disques d'or, d'argent ou de cuivre que chacun de nous a dans sa poche ? Nous sommes naturellement portés à nous la représenter sous cette forme, et c'est à cette espèce de monnaie qu'on emprunte des exemples ; mais toute marchandise, toute denrée, tout objet pourvu de valeur peut remplir l'office de monnaie, d'une façon plus ou moins parfaite sans doute. Quelle est en effet la double et essentielle fonction de la monnaie ? C'est d'être à la fois un *évaluateur* et un *équivalent*. Examinons de plus près ces deux caractères.

La monnale est un *évaluateur*. Toutes les fois qu'on veut se faire une idée nette ou donner aux autres l'idée de la valeur d'une chose, on l'évalue en monnaie, c'est-à-dire qu'on indique la quantité de monnaie qu'on peut obtenir en échange de cette chose ; on dit cela vaut 10 fr., 30 fr. Si l'on veut comparer deux choses au point de vue de leur valeur, on ne fait pas cette comparaison, on n'établit pas ce rapport directement, on ne dit pas, au moins habituellement, une mesure d'huile vaut trois mesures de vin ; on compare séparément chacune de ces choses avec la marchandise-monnaie, et on rapproche ensuite ces deux évaluations monétaires ; on dit : une mesure de vin vaut 10 fr. ; une mesure d'huile vaut 30 fr., donc la valeur de l'huile est à celle du vin comme 30 est à 10 ; l'huile vaut trois fois autant que le vin. C'est là une opération bien connue en arithmétique. Lorsqu'on veut se faire une idée d'une grandeur ou d'une quantité, on la compare à son unité, et le résultat de cette comparaison est exprimé par un nombre : Cette pièce d'étoffe a 10 mètres. Comme le mètre est l'unité de longueur, le franc est l'unité de valeur convenue et on dit: Cette pièce d'étoffe vaut 20 fr. Lorsqu'on veut comparer entre elles des expressions numériques de nature diverse, des fractions à dénominateurs différents, 3/4 et 5/6 par exemple, on commence par les réduire au même *dénominateur* ; on obtient ainsi 9/12 et 10/12, ce qui donne une idée nette du

rapport qui existe entre ces deux fractions, qu'on peut ajouter, retrancher l'une de l'autre par une simple opération portant sur les numérateurs. Évaluer en monnaie la mesure de vin et la mesure d'huile, c'est les réduire au même dénominateur.

La monnaie est, en second lieu, un *équivalent*, c'est-à-dire que, en due quantité, elle est l'équivalent, la contre-valeur de toute espèce de marchandises. On est également riche, on possède la même valeur, la même puissance d'acquisition, que l'on ait une mesure d'huile, trois mesures de vin ou 30 francs ; ces trois choses sont équivalentes, valent également. Je raisonne, bien entendu, dans l'hypothèse d'un état économique fondé sur la division du travail et l'échange, où on porte tout au marché. L'or trouvé par Robinson dans la chambre du capitaine n'avait aucune valeur, et il l'aurait jeté à la mer. Réflexion faite, par habitude d'homme civilisé, il le mit de côté.

Je me suis servi de francs dans les exemples ci-dessus, mais j'aurais pu prendre toute autre marchandise-monnaie, du blé, par exemple, et dire : 1 mesure d'huile vaut 150 litres de blé, 1 mesure de vin vaut 50 litres de blé ; donc l'huile vaut trois fois autant que le blé.

Voilà la notion élémentaire, fondamentale de la monnaie. Comme je l'ai fait au chapitre précédent pour l'échange, de même ici, à propos de la monnaie, je convie le lecteur à réfléchir sur des choses bien simples et qui, à certains égards, lui sont des plus familières. Mais cela est indispensable, et, à vrai dire, c'est toute la science. La science n'est autre chose que la réflexion appliquée aux notions du simple bon sens.

A propos de l'échange, j'ai dit : Se représente-t-on ce que serait l'humanité sans échange ? Il n'y aurait pas de société. Maintenant je dis : Se représente-t-on ce que serait une société où l'échange ne se pratiquerait que sous la forme du troc ? Une société chez laquelle il n'existerait pas une monnaie quelconque, un commun évaluateur, une marchandise généralement acceptée comme équivalent de toutes les autres ? Insistons sur les inconvénients de l'absence de tout système monétaire.

Il y a des milliers de marchandises différentes ; je suppose qu'il n'y en ait que cent. Pour les échanger, il faut en connaître la valeur : avec la monnaie, en adoptant une de ces marchandises comme monnaie, comme unité de valeur, comme unique terme de comparaison, il n'y a que 99 opérations à faire, 99 prix à établir, à se mettre dans la tête. Supprimez la monnaie, ce commun évaluateur et dénominateur, que faudra-t-il faire ? Evaluer chacune de ces cent marchandises, ce qui fait 9,900 comparaisons et évaluations. Quel lourd mécanisme que le troc, l'échange direct, en dépit de sa simplicité apparente ! Vous avez un excédent de blé que vous désirez troquer contre du vin qui vous manque. Vous rencontrerez quelqu'un qui veut bien du blé, mais qui a

tout autre chose que du vin à vous donner en échange ; ou bien il a du vin à céder, mais il n'a pas besoin de blé [1].

Une société réduite au troc me représente cent individus parlant des langues différentes de la mienne ; un seul parle ma langue, le français, mais je ne le connais pas, et il faut que j'aille de l'un à l'autre, peut-être jusqu'au dernier avant de rencontrer celui qui me comprendra. Avec la monnaie, ces cent individus ont bien chacun leur langue, mais de plus il y a une langue commune que tous comprennent. Parlons sans figure : avec le système monétaire, ces cent individus, avec lesquels je veux me mettre en rapport d'échange, ont chacun en leur possession une marchandise particulière, vin, huile, blé, drap, toile ; mais tous possèdent en outre en plus ou moins grande quantité, tous sont disposés à donner ou à recevoir une même marchandise, la marchandise-monnaie.

Une société réduite au troc primitif, c'est la véritable tour de Babel économique. Vous demandez une chose, on vous en offre une autre ; et vous offrez vous-même autre chose que ce qu'on vous demande. Qu'arrivera-t-il avec cette prétendue simplicité du troc primitif ? C'est qu'au lieu de cet intermédiaire si commode de la monnaie, on sera souvent réduit à en accepter d'autres bien plus onéreux. Vous voulez vous défaire d'un objet, peut-être d'une denrée qui n'est pas de conservation facile, et vous ne rencontrez pas la personne qui veuille l'accepter ou qui puisse vous donner en échange ce que vous désirez, du drap, par exemple. A la fin, de guerre lasse, vous accepterez le marché qu'on vous proposera en ces termes : J'accepte ce que vous me proposez, mais je n'ai pas de drap ; j'ai du blé, prenez toujours ce blé, vous trouverez avec cela plus aisément quelqu'un qui ayant du drap à vous donner voudra aussi du blé. Cela rappelle ces usuriers qui, non contents de prêter de l'argent aux fils de famille à un taux exagéré, leur font encore accepter, à valoir sur la somme prêtée, de prétendus objets rares

1. Dans la loi 1 au Digeste, livre XVIII, titre Ier, le jurisconsulte Paul, après avoir dit qu'autrefois, sous le régime du troc il n'y avait pas lieu de distinguer entre la marchandise (*merx*) et le prix (*pretium*), explique pourquoi et comment la vente fut substituée au troc (*permutatio*) : « Sed quia non semper nec facile concurrebat ut « cum tu haberes quod ego desiderarem, invicem haberem quod tu accipere vel- « les, electa materia est cujus publica ac perpetua æstimatio difficultatibus per- « mutationum æqualitate quantitatis subveniret : eaque materia forma publica per- « cussa, usum dominiumque non tam ex substantia præbet quam ex quantitate : « nec ultra *merx* utrumque, sed alterum *pretium* vocatur. » Il ne faudrait pas voir une hérésie économique dans les mots *publica ac perpetua æstimatio*, à savoir que la valeur de l'or est invariable. Le jurisconsulte constate que l'or conserve toujours une valeur ; et pratiquement cette valeur est considérée comme invariable. Je ne pense pas non plus que par ces mots *non tam ex substantia præbet quam ex quantitate*, le jurisconsulte ait voulu dire que la monnaie ne tirait pas sa puissance d'acquisition de sa valeur intrinsèque ; il a entendu faire ressortir cet avantage pratique de la monnaie que, grâce à sa *forma publica*, à l'empreinte qu'elle a reçue, on n'a plus besoin que de la compter : *ex quantitate*.

dont l'emprunteur, assurent-ils, ne manquera pas de tirer un très bon parti.

La monnaie épargne tous ces ennuis, tous ces mécomptes, pertes de temps et autres. Elle est comme un courtier qui met immédiatement en présence les deux personnes qui possèdent les choses qui doivent être échangées. Sans la monnaie, le commerce est réduit au régime de la *pacotille*. Il faut constamment voyager avec un assortiment varié de produits afin d'avoir partout quelque chose à offrir à chacun suivant ses goûts. Cela se pratique encore ainsi avec les sauvages. On rapporte que lorsque le philosophe Platon voulut faire son voyage en Égypte, il comptait pour en faire les frais sur une bonne récolte d'huile. Il s'aboucha avec des bateliers égyptiens et leur proposa son huile pour payer son passage. Ils lui répondirent qu'ils n'avaient pas besoin d'huile. D'autre part, tout le monde dans l'Attique avait fait une bonne récolte et personne n'en voulait. « Tout ce que nous pouvons faire, finirent par « lui dire les bateliers, c'est de vous embarquer vous et votre huile; il « faut espérer que vous trouverez en Égypte quelqu'un qui s'en char- « gera et vous donnera en échange de quoi vous acquitter envers nous. » Combien Platon se fût estimé heureux qu'un commerçant d'Athènes se fût chargé de son huile, même à bas prix ! Il est probable que ce commerçant aurait revendu cette huile, l'année d'après, un peu plus cher qu'il ne l'avait achetée. Aujourd'hui, il y a des gens qui fort judicieusement appellent les commerçants accapareurs et crient : A bas les intermédiaires ! Dans le chapitre suivant nous mettrons en relief tous les services qu'ils rendent à la société; nous verrons qu'ils sont le complément indispensable du système monétaire.

Ainsi la vente et l'achat ne sont autre chose que la forme actuelle de l'échange. L'importance du phénomène de l'échange a été résumée dans cette définition : l'économie politique est la science de l'échange. On a pu dire, d'autre part, que toute l'économie politique est comprise dans ces deux termes : vendre et acheter. Tout le monde se plaît à célébrer les merveilles de l'échange, et ce mot n'a jamais éveillé dans l'esprit de personne aucune idée fâcheuse ; mais qu'on parle de vente et d'achat, et il n'en est plus de même aux yeux de bien des gens. J'en veux citer un mémorable et affligeant exemple, d'autant mieux qu'il y a au bout un grand enseignement. Le 5 septembre 1848, à l'Assemblée nationale, on discutait le préambule de la Constitution qui allait être donnée à la France. Un orateur fit ressortir les inconvénients de cette longue déclaration de principes et de droits, de cette dissertation philosophique sur les rapports généraux des citoyens avec l'État, et demanda que le préambule fut réduit à cette simple phrase : « En présence de Dieu et au nom « du peuple français, l'Assemblée nationale décrète. » A la séance suivante, M. de Lamartine se leva pour protester chaleureusement et réclamer le maintien du préambule : « Où en sommes-nous, messieurs ?

« s'écria-t-il. Protestons énergiquement pour ces déclarations de princi-
« pes et d'humanité !... En vérité, il semble que vous pourriez effacer
« ces trois mots magnifiques que nous vous proposons d'inscrire sur
« le frontispice de votre constitution : *liberté*, *égalité*, *fraternité*, et les
« remplacer par ces deux mots immondes : *vendre et acheter* !... » Si les mots sont immondes, c'est qu'apparemment les choses qu'ils représentent ne valent guère mieux ; et alors échanger est une chose immonde, car vendre et acheter c'est échanger. Échanger le fruit de son travail contre le fruit du travail des autres, est une chose vile ! Si celui qui tenait ce langage eût été un Diogène, se contentant d'un tonneau pour demeure, et buvant l'eau du torrent dans une écuelle de bois ou dans le creux de la main, passe encore ! Mais c'était un poète grand seigneur, ami du luxe, des arts, de toutes les délicatesses de la civilisation, de tout ce qui se vend et s'achète, et qui tirait lui-même un profit légitime de ses écrits en les vendant à un éditeur, lequel en fabriquait des livres qu'il vendait en gros aux libraires, lesquels les revendaient en détail au public.

Il est infiniment regrettable que de purs écrivains littéraires, de brillants esprits, fassent si mal l'éducation économique des peuples. Nous n'avons pas rompu aussi complètement qu'on le suppose avec certains errements d'un passé où vivre noblement était synonyme de vivre sans rien faire, où l'on rougissait de la richesse acquise par le commerce et l'industrie. On n'ose pas le dire trop haut, en général, mais on pense et on agit trop souvent dans ce sens. En plein XIX^e^ siècle, M. de Lamartine proclama, à la tribune, que vendre et acheter, que le commerce était chose vile ! Il est vrai que le maréchal de Vauban proposait d'accorder des lettres de noblesse au commerçant qui serait resté un certain temps dans les affaires, et y aurait fait une fortune d'un chiffre déterminé.

SECTION II

Théorie de la valeur et des prix.

CHAPITRE LIII

Théorie de la valeur. — La valeur est la qualité économique des choses. — L'industrie commerciale dans ses rapports avec la valeur.

La notion de valeur est la base de l'échange. Dès qu'il est question d'échange, on évalue les produits ou les services qui vont être échan-

gés. L'économie politique envisage les choses sous le rapport de leur *utilité*. Mais ce n'est point encore là le véritable point de vue. Dans notre état économique fondé sur l'extrême division du travail, alors que chaque producteur ne consomme directement qu'une quantité relativement insignifiante des objets qu'il produit, sa principale préoccupation est de savoir ce que vaut cet excédent considérable avec lequel il se procurera les mille objets dont il a besoin : sa *valeur*. L'économie politique considère donc les choses sous le rapport de leur valeur. Le mot *valeur* signifie *puissance* ; c'est la puissance d'acquisition des choses. La *valeur* est donc, par excellence, la *qualité économique* des choses, comme la pesanteur en est une *qualité physique*. Nous constatons ici un rapport saisissant entre l'économie politique et le droit. Le droit aussi ne considère les choses qu'au point de vue de leur utilité et de leur valeur. Dans ce sens, les choses s'appellent des *biens*. Pour l'économiste, l'homme est un *producteur* et un *consommateur* ; pour le jurisconsulte, il est une *personne*, c'est-à-dire qu'il joue un *rôle*, comme représentant un *patrimoine*, lequel se compose de droits actifs ou passifs.

Nous ne connaissons pas les causes premières des propriétés physiques ou chimiques des corps ; nous les constatons, nous en déterminons les effets, nous nous rendons plus ou moins exactement compte des circonstances dans lesquelles ces effets se produisent ; nous disons bien telle substance a une tendance à se combiner avec telle autre ; mais pourquoi ? Nous ne faisons que du *déterminisme*. Peut-être pourrons-nous rechercher avec plus de succès quelles sont les causes, le fondement de la valeur ? Demandons-nous donc à quelles conditions une chose est offerte sur le marché et acceptée en échange d'une autre ?

Il faut d'abord que cette chose soit *échangeable*. Cela est évident. Un homme peut bien offrir sur le marché son travail, c'est-à-dire les services qu'il est en mesure de rendre, grâce à son intelligence et à sa vigueur physique ; mais il ne peut offrir directement cette vigueur, cette intelligence, les céder, les échanger.

L'*utilité*, qui diffère de la valeur, en est cependant un élément, car qui voudrait accepter en échange une chose inutile, impropre à satisfaire aucun besoin ? Je n'ai pas à rechercher la nature intime du besoin ; le besoin est le manque d'une chose qui est nécessaire en soi ou qu'on désire ; il existe par cela seul qu'il est senti ; il n'est pas nécessaire que ce besoin soit universel, constant. Vous ne pouvez pas dire qu'une chose est inutile ; vous n'en savez rien, et il y a peut-être par le monde quelqu'un qui en donnerait un grand prix. La plus mauvaise édition d'un livre, celle *qui a la faute*, peut être la plus recherchée, celle qui se paye le plus. Seulement, pour que l'utilité soit le fondement de la valeur, il faut qu'il s'agisse d'une utilité qu'on ne peut se procurer gratuitement, d'une utilité rare, d'un service qu'on me rend en m'épargnant un travail, d'une chose que je ne pourrais me procurer qu'avec

quelque effort. Peu importe, d'ailleurs, que celui dont je paye le service ou le produit ait fait un effort plus ou moins considérable, s'il m'a épargné à moi un effort que j'estime plus ou moins pénible.

Nous n'avons, avec tout cela, qu'une notion imparfaite de la valeur et de l'utilité. En effe parmi les mots qui expriment les propriétés ou les qualités des choses, les uns ont un sens absolu, d'autres n'ont qu'un sens relatif. Quand je dis d'un objet qu'il est rond ou carré, je parle d'une façon absolue, parce que toutes les circonférences, tous les carrés, ont les même propriétés géométriques ; se construisent et se mesurent de la même manière. Mais quand je dis d'un objet qu'il est grand ou petit, qu'il est utile, qu'il a de la valeur, je ne saurais parler que dans un sens relatif, et si ces affirmations ont quelque signification, c'est que, expressément ou tacitement, j'entends que cet objet est plus ou moins grand, qu'il a plus ou moins de valeur que tel autre objet auquel je le compare et qui possède lui-même à un certain degré ces qualités de grandeur, d'utilité, de valeur. Ainsi ces affirmations : *telle chose est utile, a de la valeur*, appellent nécessairement un complément, elles sont inséparables de l'idée de *comparaison*, d'*évaluation*.

Rien n'est plus propre à élucider ces notions d'*utilité* et de *valeur*, que de les considérer dans les divers états économiques par lesquels les hommes ont passé : isolement économique, état économique rudimentaire, état économique proprement dit.

Robinson, dans son île, peut-il se demander quelle est la valeur des objets dont il est entouré, et faire la distinction entre la valeur et l'utilité ? Tout ce qu'il a trouvé sur le vaisseau échoué, armes, munitions, blé, tout cela est pour lui d'une utilité capitale, c'est la vie même. Le canot qu'il a creusé dans un tronc d'arbre au prix de tant de travail, ne lui est que d'une utilité secondaire, et pourtant, à raison de la somme d'efforts qu'ils représente, Robinson sera porté à dire qu'il a pour lui une valeur plus considérable que tant d'autres objets obtenus si facilement et incomparablement plus utiles. L'or qu'il a trouvé sur le vaisseau n'a pour lui ni valeur ni utilité. En somme, la notion de valeur a ici quelque chose de mal défini, de vague, de confus. A quoi bon distinguer la valeur de l'utilité, la valeur en usage est la seule chose à considérer.

Si de l'hypothèse d'un isolement absolu nous passons à quelque chose de plus réel, à un état économique rudimentaire, que trouvons-nous ? Peu de division du travail, partant peu d'échange, échange rendu plus rare par la difficulté des communications. On est en rapport avec trop peu de consommateurs et de producteurs. On échange bien, par hasard, si l'occasion s'en présente ; mais personne ne compte positivement sur l'échange pour se défaire d'un produit ou pour se le procurer. Le superflu de l'un est sans valeur, si l'autre a le nécessaire. Si, au contraire l'abondance au moins relative est chez l'un tandis que la disette est

chez l'autre, la valeur de ce qui peut être cédé par le premier au second prend des proportions colossales. L'échange n'étant pas organisé, étant un fait exceptionnel, voici ce qui va se passer. Vous apportez quelque chose sur le marché pour vous en défaire ? C'est qu'apparemment vous avez un excédent sur vos besoins personnels, excédent dont vous ne savez que faire : on ne vous en offre rien ou presque rien. Au contraire vous venez sur le marché pour vous procurer quelque chose qui vous manque ? Vous êtes à la merci de celui qui détient cette chose. Si c'est un objet de première nécessité, du blé, par exemple, il vous demandera tout ce qu'il voudra, et vous lui donnerez tout ce dont vous pourrez disposer. Ses prétentions n'auront d'autres limites que les moyens que vous avez de vous aquitter. Nous lisons aux chapitres XLI et XLVII de la Genèse, que Joseph, interprétant les songes de Pharaon, lui prédit sept années d'abondance qui seraient suivies de sept années de disette, et lui conseilla de faire, pendant les années d'abondance, de grandes acquisitions de blé. Quand la famine se déclara, les peuples vinrent lui demander du blé pour vivre ; Pharaon exigea en échange tout leur argent. Les peuples d'Égypte vinrent une seconde fois demander du blé ; Pharaon se fit donner leurs troupeaux, A la troisième fois, les peuples dirent : « Nous n'avons plus rien ! Nous laisserez-vous mourrir sous « vos yeux ? Prenez-nous comme esclaves et prenez nos terres, mais « donnez-nous du blé ! » Pharaon fut en vérité trop bon. Dans de pareilles conditions, il aurait pu tout exiger dès la première année.

Les choses se passent tout autrement dans le véritable état économique tel que nous le connaissons, où la division du travail est poussée jusqu'à ses dernières limites, et où, par conséquent, l'échange est un fait incessant, un courant continu. Là, à l'inverse de ce que nous venons de voir, une extrême dépendance apparente a pour résultat la plus grande indépendance économique. Aucun individu ne produisant directement, je ne dis pas tout ce qui est nécessaire, mais un seul des objets nécessaires à la vie, voilà des millions de consommateurs et des millions de producteurs ; et comme, en somme, il n'y a pas tant de millions d'industries différentes, que la même industrie, le même métier, sont exercés par un nombre considérable d'individus ; voilà une concurrence qui s'établit entre les producteurs d'une part et, d'autre part, les consommateurs du même produit. Quels sont les effets généraux de cette concurrence ? Notez ce point fondamental, que tout producteur ou détenteur d'un produit veut s'en défaire, car le producteur ne l'a produit que pour cela, et le commerçant ne l'a acheté que pour le vendre. Tous, voulant s'en défaire, seront tenus de faire des conditions raisonnables à l'acquéreur sans quoi celui-ci irait se pourvoir ailleurs. D'autre part, le consommateur ne peut plus dire au producteur : « Vous « ne voulez pas me céder l'objet à telles conditions? gardez-le ! » Car ce consommateur ne peut acquérir cet objet que par l'échange, et il y a des millions d'autres consommateurs qui en ont besoin.

L'échange, en s'étendant, donne naissance à l'industrie commerciale, dont nous avons déterminé les caractères essentiels au chapitre XXII, mais dont nous sommes mieux en mesure maintenant d'apprécier les services. C'est grâce au commerce, que nous ne voyons plus l'échange se produire dans les conditions sauvages qu'il présentait au temps d'Abraham et de Pharaon, d'Ésaü et de Jacob, c'est-à-dire l'échange direct entre deux individus qui, connaissant leurs situations respectives, leurs ressources, leurs besoins, se livrent un véritable combat, un duel à mort. Grâce au commerce, l'échange revêt en quelque sorte un caractère impersonnel ; il n'y a plus, sur le grand marché du monde, qu'une somme de besoins et une quantité de produits, besoins qui sont satisfaits, produits qui sont écoulés avec la régularité des grandes lois de la nature, ce qui n'exclut pas l'action de ces lois secondaires qu'on est convenu d'appeler perturbations.

Les conséquences de l'échange ainsi régularisé, organisé, par l'industrie commerciale, sont : Une notion plus nette de la valeur ; l'emploi de mesures précises des quantités ; enfin l'établissement définitif et le perfectionnement du système monétaire. Dans l'état d'isolement économique nous avons vu qu'il est difficile et d'ailleurs superflu de distinguer entre l'utilité et la valeur. Dans l'état économique primitif, quand l'échange commence, la notion de valeur apparaît, mais, à raison du mécanisme imparfait que nous avons décrit, la valeur n'a pas de règle ; elle oscille, comme une balance folle, dans les limites les plus extrêmes ; elle peut dépendre du caprice d'un individu qui a le monopole de la vente ou de l'achat sur un marché restreint ; les choses ont une valeur énorme ou elles n'en ont pas du tout. A cette incertitude de la valeur correspond généralement un défaut de précision dans l'évaluation des quantités échangées : on dit : une *poignée*, une *palme*, une *brassée*, une *coudée*, tout cela variant suivant la taille des individus. Tout cela est de peu d'importance dans une opération d'échange accidentelle entre deux personnes. Mais dans l'état économique que nous connaissons, alors que le commerçant est l'intermédiaire des échanges, tout cela change de face ; toutes choses acquièrent la régularité, la certitude, la précision qu'elles comportent. Le commerçant calcule rigoureusement la quantité des choses qu'il achète et qu'il vend, car un défaut de précision dans des opérations si souvent répétées, aurait de graves inconvénients. Enfin ce commerçant qui manie une si grande quantité de monnaie, soit comme acheteur, soit comme vendeur, a intérêt à ce que la monnaie soit d'un usage de plus en plus commode.

CHAPITRE LIV

Do la mesure de la valeur. — Evaluation monétaire. — Valeur et prix. — Valeur prix et richesso.

La valeur étant une chose susceptible d'augmentation et de diminution, comme toute grandeur ou quantité, comment se mesure-t-elle ? Si nous nous représentons tous les objets qui s'échangent les uns contre les autres, la valeur d'une marchandise sera mesurée par la quantité de toute marchandise qui s'échangera contre une quantité déterminée de la marchandise dont il s'agit. Cette notion de la valeur et de sa mesure repose sur les deux proportions suivantes : 1° Il n'y a qu'une chose échangeable, pourvue de valeur, qui puisse servir à en évaluer une autre. En économie politique, où nous ne considérons dans les choses que leur valeur, nous nous faisons une idée de cette valeur en la comparant à une autre valeur, comme on se fait une idée d'une longueur en la comparant à une certaine longueur appelée mètre ; 2° En second lieu, tout objet ayant une valeur peut servir à mesurer la valeur d'un autre objet, comme toute longueur peut servir à mesurer une autre longueur; seulement, de même que, dans tous les pays, on a adopté une certaine mesure de longueur, on a adopté aussi une certaine mesure de la valeur ; on a considéré une certaine quantité d'une marchandise déterminée comme devant servir à évaluer toutes les autres. Cette marchandise, c'est la monnaie ; l'évaluation d'un objet quelconque en cette monnaie s'appelle prix.

Toute marchandise peut, à la rigueur, servir de monnaie. Toutefois ce n'est pas le hasard ou le caprice, ce n'est pas non plus une convention expresse qui a déterminé quel bien servirait de monnaie. Chaque peuple a d'abord adopté comme monnaie, comme instrument d'échange, le bien qui avait une valeur, une utilité généralement reconnue et de nature à satisfaire des besoins pressants plus ou moins grossiers. Chez les peuples chasseurs, surtout dans les régions septentrionales, ce sont les peaux de bêtes qui font office de monnaie. Et en effet, c'est l'unique produit de leur travail ; il satisfait le besoin impérieux d'un vêtement chaud ; il se conserve longtemps ; il est d'un poids relativement léger ; enfin c'est l'unique objet d'échange qui puisse être offert aux nations civilisées. Les tribus nomades, pasteurs ou agriculteurs, adoptent naturellement pour monnaie le bétail. C'est leur unique richesse ; celle dont tout le monde possède plus ou moins ; et, d'autre part, l'emploi d'une pareille monnaie suppose de vastes pâturages dont l'usage est commun à tous dans lesquels on peut lâcher ses bœufs ou ses chevaux ; sans quoi, celui qui recevrait en payement quelques centaines de têtes de bétail au logement et à la nourriture desquelles il lui faudrait subitement pourvoir, trouverait cette monnaie

fort onéreuse. A mesure que la civilisation se répand, on adopte pour monnaie des objets plus précieux, qui répondent à des besoins d'un ordre plus élevé, l'or, l'argent. C'est alors que le troc, l'échange direct est à peu près banni par une monnaie d'usage si commode. Nous traiterons bientôt des métaux précieux, de la monnaie qui en est faite ; nous rechercherons quels motifs l'ont fait adopter, comment elle réunit les caractères de la monnaie la plus parfaite.

Il n'est pas nécessaire de remonter le cours de l'histoire bien haut pour retrouver l'enfance du système monétaire. En s'éloignant des centres de la civilisation, on rencontre des peuples qui offrent l'image des divers degrés de développement économique par lesquels l'humanité a passé. C'est ainsi que, en ce qui concerne la matière qui nous occupe, nous retrouvons les formes variées de l'échange, le troc primitif, l'usage de monnaies imparfaites, et cette incertitude de la valeur qui caractérise l'échange entre personnes isolées. Dans le trafic qui se fait à la baie d'Hudson, il y a un tarif établi : un renard blanc vaut deux castors ; un renard noir ou un ours valent quatre castors ; un fusil vaut quinze castors. Les Kirghises emploient les chevaux et les moutons en guise de monnaie, et les peaux de loups et d'agneaux comme monnaie de billon. Au commencement du siècle dernier, la caisse militaire qui suivait une armée russe, se composait de roubles argent et de roubles fourrures. Aujourd'hui encore, dans le canton de Berne, le mot allemand *vieh*, qui signifie bétail, est employé comme synonyme de marchandise en général.

Par l'analyse qui précède nous avons acquis une notion exacte de ces mots *utilité*, *valeur*, *prix*. On est naturellement porté à les rapporter à l'idée de *richesse*. A ce propos je dois prémunir le lecteur contre une confusion fâcheuse en insistant sur les distinctions suivantes : valeur et prix ne sont que des rapports, et des rapports différents, tandis que la richesse est quelque chose d'absolu.

Valeur et *richesse* sont des choses si différentes, que la richesse d'une nation peut augmenter sans que la valeur d'aucun des objets qui la composent s'accroisse. Considérez une situation économique dans laquelle ces différents objets, blé, vin, huile, vêtements s'échangent entre eux dans des conditions déterminées qui constituent la valeur de chacun, sa puissance d'acquisition. Supposez que l'approvisionnement de toutes ces marchandises double, triple ; voilà une nation qui va nager dans l'abondance, comme on dit vulgairement, il y aura accroissement de richesse évident, mais la valeur n'aura pas changé. Tandis que, avant, on donnait peu de blé pour peu de vin, on donnera beaucoup de blé pour avoir beaucoup de vin. Le rapport des quantités n'aura pas changé. C'est l'application de ce principe mathématique, qu'un rapport ne change pas quand on multiplie ses deux termes par un même chiffre. Quand je n'avais qu'une mesure d'huile, je l'échangeais

contre trois mesures de vin, maintenant j'ai deux mesures d'huile que j'échange contre six mesures de vin ; sans doute, je suis plus riche, soit que je consomme mon huile, ou que je l'échange contre du vin, mais la puissance d'acquisition de l'huile par rapport au vin n'a pas changé, elle est toujours exprimée par le rapport de 1 à 3. Il en serait de même si l'approvisionnement général diminuait dans une proportion uniforme : la richesse aura diminué, mais la puissance réciproque d'acquisition, la valeur n'aura pas changé. On ne change pas un rapport en divisant ses deux termes par un même nombre.

Valeur et prix sont des choses différentes. Une chose a mille valeurs différentes, suivant que vous la comparez avec mille objets divers, que vous l'évaluez en ces objets, c'est-à-dire que vous indiquez sur quel pied elle s'échange avec eux. Mais cette chose n'a qu'un prix, parce que le prix c'est son évaluation en une marchandise déterminée, la marchandise-monnaie. Et voici qui est propre à faire sentir cette distinction. On ne peut concevoir une hausse ou une baisse générale de toutes les valeurs ; on conçoit très bien, au contraire, une hausse ou une baisse générale de tous les prix. En effet, le mot valeur indiquant un rapport général d'échange, dire qu'une chose a augmenté ou baissé de valeur, c'est dire qu'il existe quelque autre chose contre laquelle elle s'échange dans des conditions plus ou moins favorables qu'avant. Une mesure d'huile s'échange contre trois mesures de vin : la valeur de l'huile haussera ou baissera suivant que pour une mesure d'huile vous obtiendrez désormais quatre ou deux mesures de vin. La valeur de l'huile et du vin, l'une par rapport à l'autre, ne peuvent hausser ou baisser en même temps. Ce sont deux plateaux d'une balance dont l'un ne peut s'élever sans que l'autre s'abaisse. Ce qui est vrai de deux marchandises est vrai de l'ensemble des approvisionnements. Il en est autrement des prix. On conçoit très bien une hausse ou une baisse générale des prix. Toutes choses restant égales d'ailleurs, une grande masse de marchandise-monnaie, est tout à coup jetée sur le marché : avec la même quantité de vin ou de blé, vous obtiendrez une plus grande quantité de la marchandise-monnaie, c'est-à-dire les prix hausseront. Retirez, au contraire, de la circulation une grande quantité de monnaie, chacun n'en obtiendra plus, en échange de son blé ou de son vin, qu'une moindre quantité, c'est-à-dire que les prix baisseront. La hausse générale des prix, la diminution de la puissance d'acquisition de la monnaie, par suite de l'abondance des métaux précieux, est un fait bien connu.

Si, dans le langage usuel, on confond valeur et prix, c'est que, par suite d'un sous-entendu, on donne au mot général valeur le sens restreint de valeur en argent, de prix.

Lorsqu'il s'agit d'une abondance ou d'une diminution générale et proportionnelle de toutes choses, la richesse sociale et la richesse in-

dividuelle sont solidaires : il y a enrichissement ou appauvrissement pour tous, bien que la valeur n'ait pas changé. Mais la richesse sociale et la richesse individuelle ne s'estiment pas pour cela de la même manière, et il peut y avoir opposition entre le point de vue social et le point de vue individuel. L'abondance de certains produits peut en diminuer la valeur et, par conséquent, la fortune des détenteurs de ce produit, tandis que la richesse générale en sera accrue. Le contraire arrivera si la rareté de quelques produits en augmente la valeur. L'individu, dans l'appréciation de sa fortune, peut ne tenir compte que de ses valeurs, parce que, par l'échange, il obtient tout ce dont il a besoin. La société ne se préoccupe pas des valeurs et des prix, mais de l'abondance des choses utiles.

Nous sommes en mesure de nous bien rendre compte de cette vérité que *l'or n'est pas la richesse*. Comparez deux pays dont l'un possède, à un moment donné, un approvisionnement aussi considérable que vous voudrez d'or, c'est-à-dire de monnaie, et presque point d'industrie. Il tire à peu près tout ce qu'il consomme du pays voisin dont l'industrie est très florissante mais qui ne possède qu'une quantité d'or relativement insignifiante. Que va-t-il se passer ? On a dit que la monnaie, l'or, est l'instrument, le véhicule des échanges, c'est-à-dire qu'il sert à faire passer les choses de main en main. L'or sera en effet comme un véhicule à l'aide duquel la première nation fera arriver chez elle les divers produits de l'industrie de la nation voisine. Notez que c'est là un véhicule qui ne reviendra pas, car pour cela il faudrait que la première nation eût quelque chose à vendre à la seconde, mais nous avons supposé le contraire. Il y aura donc un écoulement continuel d'or d'une nation chez l'autre. Mais plus on en enverra, plus il faudra en envoyer, car l'or, à mesure qu'il abondera chez la seconde nation, perdra de sa puissance d'acquisition, de sa valeur, et il arrivera un moment où, la provision d'or de la première étant à peu près épuisée, elle sera réduite à la plus extrême pauvreté, n'ayant ni or ni industrie ; tandis que la seconde aura une industrie prospère et de l'or en abondance. Les conditions économiques des deux pays peuvent être figurées par un bassin et par une source : ce bassin, que rien n'alimente, finira tôt ou tard par s'épuiser ; la source, qui s'alimente incessamment par les mille canaux du travail et de l'industrie, pourra baisser quelquefois, elle ne tarira jamais.

CHAPITRE LV

Doctrines erronées sur la valeur.

Il ne faut pas croire qu'en adoptant un certain poids d'or ou d'argent comme commune mesure de la valeur des choses, on soit arrivé à une mesure invariable et universelle, comme l'est une mesure de longueur. On ne peut comparer, mesurer des valeurs qu'à l'aide d'une valeur, et toute valeur est variable ; il en est notamment ainsi des métaux précieux, dont la monnaie est faite. On sait à quel point a varié la valeur, la puissance d'acquisition de la monnaie.

Il est à regretter que quelques économistes, et des plus illustres, se soient appliqués à rechercher un étalon de la valeur plus parfait que la monnaie. Adam Smith a dit que « la valeur d'une denrée quelconque « est égale à la quantité de travail que cette denrée nous met en état « d'acheter ou de commander. » Ricardo a proposé comme mesure de la valeur des biens la quantité de travail nécessaire pour les produire. Tout cela est de peu d'importance pratique, parce que ce sont là des valeurs variables pour lesquelles il faudrait commencer par établir des moyennes.

On a comparé la recherche d'une mesure absolue de la valeur à la recherche de la quadrature du cercle qui, on le sait, est introuvable, c'est-à-dire qu'on ne peut trouver qu'approximativement le rapport entre la circonférence d'un cercle et son diamètre. Mais ce rapport approximatif suffit, dans la pratique, pour l'exactitude des calculs géométriques. Nous en dirions autant de la monnaie, comme mesure de la valeur : c'est une mesure imparfaite, mais suffisante dans la pratique, surtout quand il s'agit du monde économique civilisé, à une époque déterminée, car, sur les divers marchés financiers, la valeur de la monnaie tend à s'équilibrer en vertu des lois que nous aurons à étudier. Il en est autrement quand il s'agit de la valeur de la monnaie à des époques très éloignées ; sa puissance d'acquisition a varié dans des proportions énormes. Mais la chose est de peu d'intérêt pratique ; il s'y rattache seulement un intérêt historique et scientifique qui n'est certainement pas à dédaigner. L'évaluation monétaire des services, des denrées, des fortunes est tout à fait insuffisante pour nous faire apprécier la condition économique des personnes qui vendaient leurs services ou leurs produits tel ou tel prix, qui jouissaient de tel revenu évalué en monnaie. Il faut alors faire une sorte de contre-évaluation, c'est-à-dire rechercher la somme de satisfactions qu'on pouvait se procurer à telle époque avec une somme d'argent donnée. C'est le travail délicat connu dans la science sous le nom d'*évaluation des sommes historiques*. Nous y reviendrons à propos de la monnaie métallique.

Avant d'aborder, dans le chapitre suivant, la question capitale de notre matière, l'étude des lois qui président aux variations de la valeur et des prix, il sera utile de montrer comment les notions fondamentales sur l'échange, l'utilité, la valeur et les prix, ont été méconnues et dénaturées avec un appareil scientifique grotesque. Il s'agit de Proudhon et de ce qui, dans la langue des *Contradictions économiques*, s'appelle l'*antinomie de la valeur*.

« L'utilité est la condition de l'échange, dit Proudhon ; mais ôtez « l'échange, et l'utilité devient nulle ; ces deux termes sont indissolu- « blement liés. » C'est juste le contraire ; il faut dire : Otez l'échange et il ne reste plus que l'utilité. De ce que Robinson, dans son île, ne peut échanger ses produits, ils n'en conservent pas moins leur utilité. Ce qui est vrai, c'est que, dans l'état d'isolement économique, il est inutile de produire d'une denrée plus qu'on n'en peut consommer.

Voici qui est encore plus faux. « Puisque tous tant que nous « sommes, nous ne subsistons que par le travail et l'échange, et que « nous sommes d'autant plus riches que nous produisons et échan- « geons davantage, la conséquence pour chacun est de produire le plus « possible de valeur utile, afin d'augmenter d'autant ses échanges et « partant ses jouissances. Eh bien ! le premier effet, l'effet inévitable « de la multiplication des valeurs est de les avilir ; plus une marchan- « dise abonde, plus elle perd à l'échange et se déprécie commerciale- « ment. N'est-il pas vrai qu'il y a contradiction entre la nécessité du « travail et ses résultats ? » Mais pas le moins du monde ! Proudhon veut voir là une contradiction économique, une antinomie ; c'est au contraire la plus consolante des harmonies économiques. Plus on produit, plus les produits sont abondants, moins on obtient de monnaie en les vendant, mais avec cette monnaie on obtiendra aussi une plus grande quantité de toute espèce de choses. Laissons là la monnaie qui n'est qu'un intermédiaire : vous échangiez une mesure d'huile contre trois mesures de vin ; par suite d'une production de plus en plus abondante, vous échangerez deux mesures d'huile contre six de vin, trois contre neuf, ainsi de suite. C'est l'idéal du progrès industriel : produire beaucoup, bon et à bon marché.

Proudhon insiste : « Je somme donc tout économiste sérieux de me « dire, autrement qu'en traduisant ou répétant la question, par quelle « cause la valeur décroît à mesure que la production augmente. » Mais c'est bien simple ! L'abondance d'une chose en diminue la valeur ; cela est si vrai que si vous supposez une extrême abondance, la valeur disparaîtra complètement, comme cela a lieu pour tout ce qui est en quantité illimitée, l'air qu'on respire, l'eau au bord de la rivière. Il ne suffit pas d'ailleurs de produire abondamment, il faut produire avec discernement, suivant les besoins du marché.

Sait-on d'où vient tout le mal ? C'est que « nous n'avons pas trouvé

« encore une loi interne ou externe qui préside à la constitution du sa-
« laire et du prix de vente. » Quand les économistes lui disent que les prix de toutes choses varient sans cesse sous l'influence de causes diverses, il répond : « Ils ne veulent point entendre que, si la valeur est « variable, elle est par cela même déterminable ; que la variabilité est « indice et condition de déterminabilité. » C'est du pur verbiage ; c'est toujours la même confusion de mots et d'idées. Proudhon veut fixer à jamais ce qui est essentiellement variable, la valeur. Les économistes disent qu'on peut tout au plus rechercher les causes de ces variations et déterminer une moyenne des prix à un moment ou dans un lieu donnés.

Mais enfin, le remède à toutes ces contradictions, à toutes ces antinomies ? C'est la théorie de la mutualité, c'est-à-dire de « l'échange en « nature, qui n'est autre chose que le retour de la société à sa pratique « primitive, à travers un dédale d'inventions et de systèmes, le résul- « tat d'une méditation de six mille ans sur cette proposition fondamen- « tale A = A. Tout se prépare aujourd'hui pour cette déclaration so- « lennelle. » Je n'ai jamais eu connaissance de ces préparatifs, à moins qu'on ne voie une restauration de ce genre dans la banque d'échange. Proudhon, en effet, a écrit un petit livre intitulé : *Résumé de la question sociale, banque d'échange*, pour proclamer la déchéance de l'argent. On y lit : « *Percutiam pastorem et dispergentur oves*, dit le psalmiste... frappez « le tyran et le système de la tyrannie est à bas. Quel est ce despote, « ce tyran ? C'est le numéraire, c'est l'argent que nous allons ruiner. Il « s'agit d'organiser la permutabilité des valeurs sans l'intermédiaire « de l'argent. » On connaît le procédé : une banque d'échange. Cela se réduit à de grands bazars où chaque producteur apporte ses produits. On ne les lui achète pas ; il n'y a plus d'argent ; on lui donne en échange quelque chose à sa convenance ou bien un bon d'échange. La banque se charge donc du placement de tous les produits. Mais qui fixera la valeur des choses ? comment prévenir les encombrements ? Apportera-t-on à cette banque des denrées, de la viande, des fruits ? Comment faire pour l'échange des services ? Cela n'est pas sérieux. La monnaie et le crédit sont un mécanisme autrement commode et puissant.

C'est à peine si de pareils sophismes, des conceptions aussi chimériques méritent qu'on les réfute. Il faut surtout en tirer cette leçon, qu'il est d'une extrême importance d'apporter la plus rigoureuse exactitude dans l'analyse des phénomènes économiques, dans les formules qu'on emploie pour exprimer la véritable notion des choses. Il semble que l'unique préoccupation de certains docteurs du socialisme ait été de rechercher dans les écrits des maîtres de la science économique, les formules vagues, inexactes, incomplètes ; de les dénaturer, au besoin, et d'en tirer des conséquences favorables à leurs systèmes. Pour un rien, ils feraient de Turgot, d'Adam Smith et de Ricardo, de purs socialis-

tes. De ce qu'Adam Smith a mis en relief la puissance du travail, et a employé cette formule, que toute richesse vient du travail, ils ont conclu qu'il partageait leur mépris pour le capital. Dans leur tentative de trouver une mesure de la valeur des choses plus parfaites que la monnaie, Proudhon a pu voir un encouragement à rechercher une mesure absolue et invariable de la valeur. Il a affirmé que la chose était possible, mais il n'a pas donné la solution.

CHAPITRE LVI

Lois de la variation des prix. — Loi de l'offre et de la demande, ou prix du marché. — Le coût de production. — Conclusion sur la valeur et le prix.

Les hommes, dans leurs rapports d'échange, ne raisonnent pas sur la valeur mais sur les prix, et, quand ils se servent du mot valeur, ils entendent par là le prix, l'évaluation monétaire. La monnaie est un dynamomètre qui indique immédiatement et directement la valeur des choses par un chiffre qui n'est autre chose que le prix. Par l'habitude que nous avons des évaluations monétaires, nous faisons une revue rapide de toutes les choses que nous pourrions acquérir avec ce prix. Il est vrai que ce dynamomètre est imparfait, trompeur, car il n'a pas toujours le même degré de tension ; autrement dit, la monnaie varie de valeur. Mais nous avons déjà remarqué, et nous reviendrons bientôt sur ce sujet, que les variations dans la valeur de la monnaie n'altèrent pas sensiblement les résultats qu'on obtient en l'employant comme évaluateur général. Nous allons donc parler des lois qui président à la fixation et aux variations des prix, abstraction faite des variations qui peuvent être le résultat d'une variation de la valeur de la monnaie elle-même. Nous touchons là à un sujet qui ne nous est pas absolument inconnu : plus d'une fois nous nous sommes référés à la loi du prix, à propos du taux des salaires, du taux de l'intérêt. C'est que cette loi est indiquée par le bon sens : la science l'analyse, la précise.

Comment se forment, s'établissent les prix des choses. Il y a là, comme partout et notamment en économie politique, *ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas*. Regardons d'abord ce qu'on voit ; nous tâcherons ensuite de découvrir ce qu'on ne voit pas du premier coup d'œil.

Le marchand vient de recevoir divers objets du fabricant ou du manufacturier. La première chose à faire, c'est de les étiqueter, de mettre sur chacun le prix auquel il le vendra : Quel prix ? Au plus celui que mettra le marchand voisin, sans quoi le consommateur irait chez le

voisin ; et même un prix un peu plus faible afin d'attirer, de retenir l'acheteur. Mais le voisin fait le même raisonnement. Voilà l'effet de la concurrence entre vendeurs : elle empêche une élévation exagérée des prix. C'est là, en quelque sorte, un élément purement négatif, qui ne nous dit rien sur la nature intime des causes qui déterminent les prix hauts ou bas. Voici ce qu'on pourrait appeler l'élément positif ; c'est, d'une part, la plus ou moins grande quantité des marchandises offertes, et, d'autre part, l'importance de la demande qui en est faite.

L'abondance de l'offre tend à abaisser les prix, car elle agit sur le fondement même de la valeur, c'est-à-dire *l'utilité rare*. Grâce à cette abondance, chacun aura besoin d'un moindre effort, d'un moindre sacrifice pour obtenir une portion plus considérable du produit en question.

Mais l'abondance de l'offre ne doit pas être considérée isolément ; car qu'est-ce que l'abondance ? Ce mot n'a qu'un sens relatif. Il faut la mettre en regard de l'intensité de la demande, qui est elle-même l'expression de l'intensité du besoin. Si une chose, que vous dites très abondante, est toujours demandée, elle cesse d'être abondante ; et si personne ne demande une chose qui est d'ailleurs peu offerte, qui n'existe qu'en très faible quantité, elle cesse d'être rare ; elle est encore trop abondante.

Nous voici donc en présence de cette grande loi économique de l'offre et de la demande : *les prix sont en raison directe de la demande, et en raison inverse de l'offre*. Étudions les deux termes de cette formule : nous apprécierons ensuite la formule elle-même.

Qu'est-ce que la demande ? La demande a son principe dans le besoin ou désir qu'on éprouve d'obtenir un produit ou un service ; mais il ne faut pas confondre le désir et la demande. La demande, au point de vue économique, celle qui influe sur le marché et fait monter les prix, c'est celle qui se produit dans des conditions de solvabilité. Vous avez beau désirer une chose, en avoir besoin ; si vous êtes hors d'état de la payer, vous ne comptez pas parmi ceux qui la demandent, vous ne comptez pas pour en faire monter le prix. Chaque genre d'objets a son marché particulier où tout le monde ne vient pas, où il peut ne venir qu'un nombre extrêmement restreint de personnes. Je ne serais pas fâché d'avoir un tableau de Raphaël dans mon cabinet ; mais je ne compte pas pour en faire monter le prix. Et cela n'est pas vrai seulement d'une œuvre d'art, d'un objet de grand prix ; il en est de même des objets les plus vulgaires, de denrées de première nécessité. Ainsi l'abbé Galiani nous apprend qu'au siècle dernier, à Naples, après une mauvaise récolte de céréales, le prix du blé, dont on éprouvait certes un très grand besoin, qui était très demandé dans le sens vulgaire du mot, demeura néanmoins très bas. Pourquoi ? C'est que la récolte de l'huile avait aussi manqué, et que les pauvres gens, ne gagnant rien dans cette industrie, ne portaient que des offres très restreintes sur le marché

du blé. En 1821, une famine ravagea l'Irlande ; la chose n'est pas rare: que vit-on ? Les pommes de terre augmentèrent considérablement de prix ; le blé au contraire n'enchérit presque pas, si bien qu'on en exporta. Le marché des pommes de terre était plus ou moins accessible aux pauvres Irlandais ; quant au blé, un aliment de luxe, ils n'y songèrent pas. Supposez alors en Irlande une classe moyenne nombreuse, dans l'aisance : supposez que les riches fussent venus dans une certaine mesure au secours des plus pauvres : tout le monde alors eût demandé du blé *effectivement* ; le prix du blé aurait monté, et, au lieu d'en exporter, on serait allé en chercher au loin.

Ainsi la demande est limitée par les facultés de chacun. Cela est si vrai que, si les objets de première nécsssité enchérissent, la demande pour les autres diminue, car toute la puissance d'achat des consommateurs se porte d'abord vers les premiers. L'histoire des prix atteste que, à l'élévation du prix du blé, correspond une diminution du prix des denrées coloniales et des produits manufacturés.

Qu'est-ce que l'offre ? Tout ce qui est produit par chacun au-delà de ses besoins personnels et destiné à être vendu, porté sur le marché, offert. Est-ce là la mesure de l'offre ? Non, l'offre est à la fois moins et plus que cela. Pour les choses qui ne peuvent pas être produites à volonté, dans un temps donné assez court, comme le blé, les denrées alimentaires en général, il est certain que ce stock, cet aprovisionnement, ces *existences*, constituent le maximum de l'offre. Mais, pour les objets manufacturés, l'offre est plus que cela. En effet, le marchand, celui qui représente la demande du consommateur, et auquel s'adresse l'offre, n'écoule pas ses marchandises en un jour ; il suffit qu'il soit régulièrement approvisionné par une active production ayant à son service un puissant outillage et d'abondants capitaux. D'autre part, il peut se faire que tout ce qui est destiné à être vendu tôt ou tard, ne soit pas offert en totalité par le producteur qui craint d'avilir les prix en jetant tout à coup sur le marché une trop grande masse de produits.

Il faut donc, pour établir le prix d'une chose, arriver à connaître le rapport qui existe entre les besoins ou demande effective et l'offre ou ensemble des moyens destinés à satisfaire cette demande, ces besoins. Mais voilà qui est bien difficile, bien difficile en soi et rendu plus difficile encore par les ruses, les manœuvres des acheteurs et des vendeurs, les premiers cherchant à dissimuler l'étendue de la demande, les seconds cherchant à dissimuler l'importance de l'offre. La chose est encore possible s'il s'agit d'un marché restreint, réel, local, le marché de telle ville, une foire ; mais sur le grand marché du monde ? Aussi est-ce une profession délicate et lucrative, que celle du courtier qui consiste à tenir vendeurs et acheteurs au courant de la situation du marché pour telle ou telle espèce de marchandises.

Mais enfin admettons que nous sommes fixés sur ce rapport, sur la quantité demandée et offerte : il y aura équilibre ou bien déficit, soit d'un côté, soit de l'autre, c'est-à-dire que la demande ne pourra être satisfaite par l'offre, ou qu'elle sera insuffisante pour absorber l'offre. Eh bien ! est-ce qu'avec ces données, il sera possible de fixer un prix, d'établir *a priori* une échelle croissante ou décroissante du prix avec des indications précises, des chiffres ? Évidemment non. Ici, comme en toute autre matière, l'économie politique ne peut donner que des solutions *qualitatives* et non *quantitatives*. Pourquoi ? Parce que la diminution de l'offre n'agit pas de la même manière sur toutes les marchandises. Que de distinctions à faire ! S'agit-il d'objets de luxe, sans doute la diminution de l'offre fera monter les prix ; mais le nombre des acheteurs en état de payer diminuera, et comme, vanité à part, on peut se passer de ces objets, il pourra arriver que la demande cesse tout à coup complètement ou à peu près et un mouvement de baisse très prononcé se déclarera. S'agit-il d'objets dont on ne peut sans inconvénients diminuer, différer dans une certaine mesure l'achat, des meubles, des vêtements, par exemple, le même phénomène se produira, mais d'une façon moins accentuée.

C'est lorsqu'il s'agit d'objets de première nécessité, comme le blé, par exemple, que la diminution de l'offre, la réduction des quantités, produira des effets tout particuliers. Ainsi : 1° Quelle que soit la hausse, nous la subirons ; nous ne tenterons pas de l'arrêter par une réduction dans la demande, c'est-à-dire dans la consommation. Le pain est une chose dont, autant qu'on le peut, on consomme à peu près la même quantité, quel qu'en soit le prix ; 2° Les prix varieront dans une proportion bien plus grande que les quantités. Le moindre déficit dans la consommation, occasionne une hausse hors de toute proportion avec la grandeur du déficit. Une longue série d'observations a démontré qu'un déficit de 10 pour cent, de 20, de 40 pour cent augmente le prix de 30, de 80, de 160, de 280 pour cent. Et encore ce ne sont là que des moyennes, et, en Angleterre, la progression du prix du blé est bien plus forte ; 3° Le marché des blés est d'une telle sensibilité que la seule appréhension d'une disette possible a pour effet immédiat de les faire monter bien autrement que la crainte de manquer de tout autre objet de consommation moins indispensable [1].

1. On a relevé une circonstance qui peut faire varier le prix du blé d'un pays à un autre, bien que les quantités produites soient, toutes proportions gardées, les mêmes. Dans les pays agricoles, là où les redevances se payent en nature, où le cultivateur paye aussi ses ouvriers en nature ou les nourrit, chaque cultivateur conserve par devers lui une réserve de blé plus considérable que là où tout se paye en argent. Il en résulte que, dans les premiers, la quantité de blé portée sur le marché dans les années peu abondantes est bien moindre que dans les autres où tout le monde se pourvoit directement sur le marché, ce qui fait que le déficit de la récolte se répartit sur un approvisionnement beaucoup plus considérable.

Faut-il donc rejeter, comme inutile, la formule de l'offre et de la demande ? Non, car cette formule, entendue sainement, nous rend très bien compte des variations des prix, des tendances à la hausse et à la baisse, des circonstances qui les déterminent. Elle est l'expression d'une réalité certaine, à savoir qu'il y a un marché sur lequel se débattent les prix ; et, si ce marché, de même que l'offre et la demande, n'est pas quelque chose qui se voit et se touche, il n'en existe pas moins pour cela. Le marché est affaire de lieu, de temps et de personnes. Le marché du thé, c'est le monde entier, car il n'y a du thé qu'en Chine et partout on consomme du thé. Si on considère les produits similaires des divers pays, leur marché est limité par la ligne au delà de laquelle les frais de transport ne permettent plus la concurrence. Au point de vue du temps, le marché est limité par la possibilité de conserver les produits. Des fruits frais, du poisson, du gibier, doivent être vendus dans un délai très court. Enfin, au point de vue des personnes, chaque marché a ses clients en dehors desquels personne n'achète. Le marché du blé, c'est tout le monde ; pour certains objets, il peut être réduit à un petit nombre d'amateurs. Ces trois termes de lieu, de temps, de personnes, varient constamment sans doute ; mais il n'en est pas moins vrai que toutes les marchandises seront vendues et achetées dans un certain rayon de pays, dans un certain temps, par une certaine catégorie de personnes ; que vendeurs et acheteurs finiront par s'entendre ; et qu'il s'établira ainsi un prix du marché, un prix courant, qui restera le prix du marché... combien de temps ? Je n'en sais rien : une semaine, un jour, une heure peut-être. Est-ce que, à la halle, un jour de foire, le prix est le même à midi que le matin, le soir qu'à midi ?

On a critiqué cette formule parce qu'on a voulu lui faire dire plus ou autre chose qu'elle ne signifie. On a même dit que c'était là une invention des économistes. Ils affirment simplement que ce sera l'éternel dialogue entre l'acheteur et le vendeur : « Combien cet objet ? — Dix « francs. — C'est bien cher. — Je vous assure que non ; cela se vend « ainsi partout. — En êtes-vous bien sûr ? — Voyez plutôt chez tous « les marchands ; seulement, à égalité de prix, je vous demande la « préférence. » Voilà le prix convenu, voilà le prix courant, le prix du marché, en dehors duquel il n'y a que le prix fixé par l'autorité, comme le veulent les socialistes. Mais alors, il faut aller jusqu'au bout : il n'y a plus ni prix, ni vente, ni achat ; il n'y a que des distributions faites par l'État, c'est le communisme.

Ce qui est vrai, c'est l'insuffisance de la formule de l'offre et de la demande. Si, en effet, l'offre et la demande font le prix, le prix à son tour agit sur l'offre et sur la demande. Si les acheteurs persistaient à ne vouloir donner qu'un certain prix de certains produits, il pourrait se faire que l'offre cessât complètement. Si les vendeurs abaissaient tout à coup le prix d'une chose qui n'est pas demandée, la demande

abonderait peut-être. On comprend très bien que le prix du marché, le prix courant, n'est pas un idéal ; mais il ne faut pas transporter dans l'ordre économique des idées d'un ordre tout différent. Dans l'ordre moral et esthétique, il est permis de dire qu'on méconnaît la valeur d'une œuvre d'art à laquelle la postérité rendra justice ; mais les œuvres d'art ont leur valeur esthétique et leur valeur économique qui sont souvent différentes, et les tableaux d'un maître sont aussi payés en raison de la rareté. On ne peut donc pas dire que, sur le marché, on méconnaît la valeur d'un produit, j'entends sur un vaste et libre marché, avec concurrence, et non pas dans le système du guet-apens des temps héroïques de l'échange. Que répondre à ce raisonnement : La preuve que telle chose ne vaut pas plus de dix francs, c'est que personne n'en veut donner davantage ? Seulement, voici ce qui pourra arriver, c'est que cette chose, si on persiste à n'en donner que dix francs, sera bien en effet vendue à ce prix, mais elle ne reparaîtra plus sur le marché.

L'acheteur et le vendeur, en arrivant sur le marché, sont désireux, l'un de payer le moins, l'autre de faire payer le plus possible. Chacun d'eux peut se poser cette question : Jusqu'où irai-je ? Pour l'acheteur cela dépend de la nature, de l'intensité du besoin, et de ses ressources. Mais le vendeur, le producteur, a une base positive pour former sa demande. Cette limite extrême au-dessous de laquelle le vendeur ne peut descendre, c'est le *coût de production* de l'objet ; le *prix réel ou originaire* de J.-B. Say ; le *prix nécessaire* des physiocrates ; le *prix naturel* d'Adam Smith, ou encore le prix de revient. Les éléments de ce prix de revient sont : pour le fabricant, l'intérêt ou loyer des capitaux, le prix des matières premières, les salaires et un certain profit pour lui-même, profit dont il vit, qui est son revenu propre ; pour le commerçant, le prix d'achat auquel il faut ajouter quelque chose pour loyer, intérêt des capitaux, salaires et profit. Sauf des circonstances exceptionnelles, personne ne continuera à porter au marché une chose dont le prix serait inférieur au coût de production.

Quel est le rapport général qui existe entre le prix de revient et le prix du marché ? Le prix de revient est le niveau vers lequel tendent les prix sans l'atteindre jamais d'une manière parfaite. Il en est du prix comme de la mer qui tend partout à prendre son niveau et n'y arrive jamais complètement, car même dans les temps les plus calmes, sa surface est légèrement ridée ; un tressaillement se fait sentir dans ses profondeurs et la vague vient encore expirer sur le rivage. Comme la loi de l'attraction tend sans cesse à ramener dans la verticale le pendule qui oscille de droite à gauche, il y a des lois certaines, des forces économiques qui agissent pour ramener au prix de revient le prix du marché si capricieux dans ses écarts.

Supposons que le prix courant s'élève au-dessus du prix de revient,

ce qui en réalité arrivera par l'abaissement du prix de revient, conséquence de perfectionnements industriels. C'est le moment où le producteur fait des bénéfices considérables, car il continue pendant un temps plus ou moins long à vendre d'après le prix courant établi. Mais cela ne dure pas : ce producteur donne forcément un plus grand développement à sa fabrication, et d'autres entrepreneurs, attirés par la perspective de gains extraordinaires, viendront lui faire concurrence ; l'abondance de l'offre, la concurrence entre vendeurs abaissera les prix. C'est le moment où les fabricants mettent dans leurs prospectus et réalisent en effet la maxime bien conne : « Vendre bon pour vendre beaucoup, vendre beaucoup pour vendre bon marché. » Il se passe là ce qui arrive après une découverte pour laquelle l'inventeur a pris un brevet qu'il exploite d'abord seul avec de grands bénéfices, jusqu'à ce que l'invention tombe dans le domaine public. Ce fut un grand ébahissement au siècle dernier, quand on entendit Dupont de Nemours proclamer que « ce qu'on appelle la cherté, est le seul remède à la cherté ». Rien n'est plus vrai. *Cherté* est en effet synonyme de *rareté* ; or, cette rareté, si funeste aux consommateurs, excite chez un grand nombre de personnes le désir de la faire cesser ; c'est-à-dire que chacun veut profiter de ces hauts prix et s'ingénie afin de pourvoir aux besoins du marché. Le manufacturier produit davantage ; le commerçant va chercher partout les objets demandés ; le cultivateur consacre plus de terre, de travail et de capital, à la production des denrées dont le besoin est attesté par les hauts prix ; le marché est plus largement approvisionné ; les prix baissent. Il est vrai que c'est l'intérêt individuel qui a opéré ce miracle.

Supposons maintenant que le prix du marché tombe au-dessous du prix de revient, ce qui peut arriver de différentes manières : excès de l'offre par suite d'une production mal dirigée ; réduction de la demande parce que la chose a perdu de son utilité, a passé de mode, ou parce que la population a diminué, ou bien est tellement appauvrie que les acheteurs n'ont plus les moyens de payer la chose ce qu'elle vaut. Qu'arrivera-t il ? Le producteur découragé cessera de produire ou diminuera sa production jusqu'à ce que la rareté des produits fasse monter les prix [2]. On dit quelquefois que les entrepreneurs délaisseront l'industrie en souffrance pour une autre plus prospère. Ce n'est point ainsi que les choses se passent ; ce ne sont point les entrepreneurs, mais les capitaux qui émigrent : L'entrepreneur qui travaille toujours, au moins pour

2. L'histoire nous offre un mémorable exemple de ce relèvement du prix opéré indépendamment de tout calcul de la part des producteurs. Ce fut lors de la peste qui désola l'Angleterre sous le règne d'Édouard III. Les récoltes avaient été abondantes et, d'autre part, il périt tout à coup tant de monde, que, faute de consommateurs, les prix de toutes les denrées furent avilis. L'année d'après les bras manquèrent pour la culture des terres, et la famine suivit la peste.

partie, avec les capitaux d'autrui, en appellera une moindre quantité dans l'industrie languissante, pour laisser le surplus se porter vers les industries florissantes.

Sans que rien soit changé dans l'offre ou dans la demande, ni dans les frais de production, il peut se faire que le prix du marché se trouve tout à coup inférieur au prix nécessaire de la chose, par exemple, par l'établissement de droits d'octroi ou de douane. Si, en ce moment, il y avait équilibre entre le prix du marché et le prix de revient, le consommateur devra supporter cette taxe ; le marchand n'en est, en quelque sorte, que le collecteur pour le compte de l'État ; on a beau la lui imposer, il ne fait que l'ajouter à sa facture. Il y aura probablement, suivant la nature du produit taxé, une diminution plus ou moins grande dans la consommation de chacun, une réduction même dans le nombre des consommateurs. Si le prix du marché était notablement au-dessus du prix de revient, il pourra arriver que la taxe soit supportée pour une partie par le producteur.

Ces variations des prix tendant à ramener l'équilibre entre le prix de revient et le prix du marché constituent une crise résultant de ce que le vendeur et l'acheteur ne veulent pas tout d'abord renoncer à l'habitude qu'ils avaient, l'un de se faire payer très cher, l'autre d'acheter très bon marché. C'est alors que, de part et d'autre, on entend des plaintes, des regrets, qui se résument dans ces formules : Les affaires ne vont pas ! Tout est hors de prix ! Puis on finit par se soumettre à la force des choses.

En résumé, de ces deux principes régulateurs des prix que nous venons d'étudier, le rapport de l'offre et de la demande, d'une part, et le coût de production de l'autre, quel est celui qui doit prévaloir ? Les questions de ce genre ont toujours quelque chose de captieux, et il est prudent de n'y répondre que par des distinctions d'ailleurs fort naturelles. Il est certain que, les choses étant une fois apportées sur le marché, le prix en sera réglé souverainement par le rapport de l'offre et de la demande : le producteur alléguera en vain que les prix offerts ne sont pas rémunérateurs, ne couvrent pas les frais de production; d'autant mieux que ces frais de production ne sont pas les mêmes pour tous. Le consommateur ne saurait rechercher quelle est la moyenne des frais de production, examiner si la production a été bien ou mal dirigée, et il a le droit d'ignorer la loi de la rente, d'après laquelle le prix régulateur est le coût de production dans l'entreprise la moins favorablement située, en supposant toutefois que les produits de cette entreprise soient réclamés par l'état du marché. Le prix du marché est un fait inéluctable, en un sens. Mais il n'est pas moins certain que les produits n'arriveront pas sur le marché si le producteur ne retrouve pas dans le prix de vente tous ses frais de production. En ce sens, le coût de production est la règle des prix. S'il y a un écart considérable entre

le prix du marché et le coût de production, ce n'est là qu'un accident, une perturbation qui, comme nous venons de le voir, ne saurait durer.

Tout ce qui vient d'être dit sur la loi des prix, sur l'équilibre entre le prix du marché et le prix de revient, sur les forces économiques qui tendent à rétablir cet équilibre lorsqu'il a été un moment troublé ; tout cela suppose le libre jeu d'une concurrence active et intelligente. Mais il s'en faut qu'il en soit toujours ainsi, et alors il ne saurait plus être question d'un rapport entre le prix courant et le prix de revient, c'est la loi de l'offre et de la demande qui reste seule maîtresse du terrain.

Qu'importe le prix de revient en cas de monopole ! L'État, en vendant du tabac, ajoute au prix de revient telle somme qui est nécessaire pour que ce monopole fournisse les ressources réclamées par le budget. Il ne craint pas qu'un concurrent vende à meilleur marché ; seulement le consommateur pourra ne pas demander ce tabac qui lui serait offert à un prix exorbitant. Tout dépend donc de la manière dont se comporteront l'offre et la demande. Il s'agit là d'un monopole artificiel ; mais la chose est encore plus absolument vraie d'un monopole naturel, comme celui dont jouissent certaines œuvres d'art, tableaux de maîtres, vieux meubles. Que signifie le coût de production dans une œuvre dont le génie a fait tous les frais ? Pour certains objets, ils n'ont de valeur que grâce à la rage de quelques amateurs : *paucorum furore pretiosa*.

La concurrence entre producteurs, qui rectifie les prix, peut être, sinon supprimée, au moins singulièrement amoindrie par diverses circonstances, dont les unes tiennent à la nature même des choses, d'autres aux habitudes, aux convenances, à certains rapports sociaux, dont il est difficile de secouer le joug. Ainsi, la concurrence abaisse le prix du marché, quand il s'élève au-dessus du prix de revient ; mais encore faut-il que la concurrence se porte de ce côté-là, ce qui est quelquefois long et difficile, comme s'il s'agit de bâtir des maisons ou de semer du blé, pour faire baisser le prix des loyers ou le prix du blé. Que de choses dont le prix est fixé par l'usage, la coutume, ne serait-ce que le prix des petits pâtés, qui ne varie pas chaque jour avec le prix de la farine. Il est vrai qu'on les vend plus petits. Il est difficile de modifier le prix des choses qui se vendent un sou la pièce ; il faut bien du temps avant qu'on prenne un grand parti et qu'on les vende deux sous ou qu'on en donne deux pour un sou. Puis, c'est si *mauvais genre* de discuter, de marchander ; il est si commode de donner ce qu'on vous demande ! Remarquez que tout cela n'est vrai que dans les ventes en détail. Les commerçants sont attentifs aux moindres causes de variation des prix et ne font pas difficulté de s'en prévaloir.

Tout cela ne saurait infirmer la démonstration des lois économiques

qui président à la formation du prix ; et ces lois agissent avec d'autant plus d'efficacité, que la culture économique est plus développée, qu'il y a plus de gens qui font profession d'acheter et de revendre telle ou telle marchandise, que la richesse est plus grande. Dans ces circonstances-là, les prix acquièrent plus de fixité et ne varient que par suite de causes réelles, qui sont au-dessus de la volonté de l'homme. Dans un village où il n'y a qu'un marchand, on achète cher des objets de mauvaise qualité et les prix varient sans qu'on sache pourquoi. En Angleterre, le blé n'a guère varié que du simple au double ; en Irlande, le prix des pommes de terre a varié jusqu'au sextuple.

Quand Dupont de Nemours disait que la cherté est le remède à la cherté ; quand, avant lui, Boisguillebert disait que la *cherté engraisse les terres*, ce n'étaient là que des manières d'exprimer une vérité plus générale encore, à savoir que l'unique remède à la concurrence est dans la concurrence même. La concurrence entre acheteurs élève les prix, aussitôt la concurrence entre producteurs les fait baisser. La concurrence, c'est la liberté, le libre déploiement des forces économiques dont tout le monde profite. La concurrence, c'est la lutte, mais la lutte peut revêtir des caractères très divers. Autrefois, à l'origine de l'industrie, la lutte se présentait sous cet aspect, que chacun cherchait à obtenir des monopoles, des privilèges, afin de rester seul maître du marché. Qu'importait que le marché fût bien ou mal approvisionné, pourvu qu'on obtînt des hauts prix ! N'a-t-on pas vu, au XVII^e^ siècle, la Compagnie hollandaise des Indes Orientales, maîtresse des *Iles aux épices*, détruire une portion d'une récolte trop abondante en poivre, cannelle et girofle, afin de vendre tout aussi cher la partie conservée, en s'exonérant de frais de transports plus considérables. Les personnes qui gémissent sur les effets de la concurrence, qui raisonnent sur la cherté et le bon marché, devraient, dans leurs raisonnements, substituer à ces deux derniers mots ceux de *rareté* et *abondance*, et elles comprendraient alors qu'il est impossible que chacun soit aussi bien pourvu d'une chose dans le cas de rareté que dans le cas d'abondance, ce qui se traduit, dans la langue économique, par payer plus ou moins cher, autrement dit, donner une plus grande quantité de choses qui abondent en échange de celles qui sont rares.

A quoi peuvent tendre les déclamations contre la concurrence ? La suppression de la concurrence ne se conçoit que dans l'un de ces deux états : isolement économique ou communisme, dans lesquels il n'y a ni échange, ni vente, ni valeur, ni prix. Mais, en dehors de cela, que peut-on mettre à la place des lois régulatrices des prix ? Nous avons vu, au chapitre XLVI, que l'association ne saurait supprimer la concurrence. Reste donc la réglementation, la fixation des prix par l'autorité. Que l'État fixe les prix lorsque, par la concession d'un monopole, il a supprimé la concurrence, cela se comprend ; de là, les tarifs des

chemins de fer, des péages sur un pont, des consommations dans le buffet d'une gare. Nos lois économiques ne sont plus en cause non plus, lorsque l'État établit un monopole à son profit dans le but avoué et légitime de percevoir un impôt. Mais que, en dehors de ces cas, l'État intervienne entre le vendeur et l'acheteur, pour dire à l'un ou à l'autre qu'il demande ou offre plus ou moins que le juste prix ; cette tutelle incessante de l'État est inadmissible. Je sais bien qu'on ne réclame généralement cette intervention de l'État qu'à une double condition : 1° qu'il s'agisse d'objets de première nécessité, le pain, la viande, par exemple ; 2° que le prix fixé par l'État soit celui du marché, ce qu'il devrait être sur le marché ; que le prix du pain soit fixé d'après le prix du blé établi par les mercuriales. Malheureusement on ne l'entendra pas toujours ainsi. Bien des gens croiront que le gouvernement est maître de régler à son gré le prix des choses. En temps de disette, de troubles politiques, alors que le blé devient plus rare et plus cher, on voudra que le prix en soit abaissé [3]. C'est avec de pareilles idées qu'on arrive à piller les boutiques des boulangers, à noyer les bateaux de blé destinés à l'exportation, à crier : Mort aux accapareurs, c'est-à-dire aux négociants qui approvisionnent le marché !

Il faut considérer comme un des plus précieux enseignements de l'économie politique, d'avoir établi les véritables notions sur les lois qui président à la formation des prix. Mieux ces lois seront connues, plus les prix seront constants au milieu de leurs inévitables variations. Plus on cherchera à faire violence à ces lois, sous prétexte de justice, d'équité, plus ces prix oscilleront par secousses ; sans compter que, par ces maladroites ingérences, on risque de tarir la source même de toute prospérité économique, l'activité libre et féconde.

La recherche de la vérité économique n'est pas la recherche de l'absolu. La théorie de la valeur en est la preuve. Il y a trois choses qu'il ne faut pas confondre : 1° une notion exacte de la valeur ; 2° une définition de la valeur ; 3° la nature intime de la valeur. Il est absolument indispensable d'avoir une juste notion de la valeur. Je fais peu de cas des définitions, qui sont généralement incomplètes. Quand à la nature intime de la valeur, j'estime qu'il ne faut pas aller trop loin dans ce genre de recherche, et qu'il faut s'en tenir à l'essence, sans aspirer à la quintessence des choses. Je suis fermement convaincu que tous les économistes s'entendent parfaitement sur la valeur, non seulement au point de vue pratique, mais même théoriquement, et que le désaccord apparent provient de ce que, dans les définitions qu'ils en ont données,

3. C'est ainsi que le peuple s'en allait à Versailles demander au roi d'abaisser le prix du pain. Ce que l'on sait moins, c'est que, sous le ministère de Turgot, le parlement de Paris, dans les doléances qu'il adressait au roi, lui demandait aussi d'abaisser le prix du pain.

ils ont été incomplets. Aucune de ces définitions n'est parfaitement vraie, mais il y a du vrai dans toutes. Il y a du vrai dans la définition de Bastiat : « La valeur est le rapport de deux services échangés. » Carey [4] dit que la valeur est la mesure de la résistance à vaincre pour se procurer les choses nécessaires à nos besoins. Il en résulte que Robinson dans son île a la notion de la valeur ; et voici l'équation à laquelle il arrive : « La valeur est la mesure de la résistance à vaincre pour se « procurer les denrées nécessaires à nos besoins, c'est-à-dire *la mesure* « *de la puissance de la nature sur l'homme* : Le but important que l'homme « doit atteindre en ce monde, c'est d'obtenir la domination sur la na- « ture. »

Il y a tout cela dans l'idée de valeur : utilité, rareté, travail du producteur, travail épargné au consommateur ; mais toute cette métaphysique de la valeur n'est pas le point essentiel ; il faut arriver sur le terrain de l'échange libre avec concurrence, c'est là que naît la valeur et le prix.

SECTION III

De la monnaie métallique. Des métaux précieux.

CHAPITRE LVII

Théorie générale de la monnaie métallique. — Théories erronées qui voient dans la monnaie plus ou moins qu'une marchandise. — Du prix de la monnaie.

Dans le chapitre LII, nous avons fait la théorie abstraite de la monnaie. La marchandise-monnaie est aujourd'hui l'or ou l'argent; et le mot monnaie éveille l'idée d'une certaine quantité de ces métaux sous la forme d'un disque dont la forme et la dimension attestent tout d'abord le poids et la sincérité métallique.

Le mot *monnaie*, en anglais *money*, en latin *moneta*, n'a aucun rapport direct avec la chose qu'il exprime. *Moneta* était un des surnoms de la déesse Junon, *Juno moneta*, déesse du souvenir. C'est sous ce nom qu'on l'adorait dans le temple où étaient conservées les archives de l'État. Les temples servaient à divers usages auxquels sont consacrés aujourd'hui des édifices profanes. C'était un temple qui tenait lieu, à Rome, de caisse de dépôts et consignations, lorsqu'un débiteur

4. Carey, *Principes de la science sociale*, tome Ier, chapitre VI, p. 166 et 177.

voulait se libérer par ce que nous appelons des offres réelles suivies de consignation envers un créancier qui, sous quelque prétexte, refusait de recevoir : *depositio apud ædes sacras*. C'est dans ce temple de Junon que furent pendant longtemps frappées les monnaies romaines ; de là le mot *moneta*, d'ailleurs peu usité, pour désigner la monnaie dont le vrai nom est *pecunia*, mieux encore : *pecunia numerata*, *signata signo publico*, pour indiquer que, grâce à l'empreinte qu'elles portent, les pièces de monnaie n'ont plus qu'à être comptées, tandis qu'autrefois on pesait les métaux servant de monnaie. Chez nous, le mot *argent* signifie à la fois la monnaie et un des deux métaux dont elle est faite. Le mot allemand *geld*, de *gelten*, valoir, a cela de bon qu'il désigne la monnaie considérée comme valeur.

On connaît les déclamations sur et contre la richesse ; mais c'est bien autre chose lorsque la richesse se présente sous la forme de métaux précieux. Ce sont alors des anathèmes, des imprécations : le veau d'or, la soif de l'or, la pluie d'or qui pénètre partout, la clef d'or qui ouvre toutes les consciences. La société a dans l'or un cancer qui la ronge ; si elle pouvait s'en débarrasser, elle verrait refleurir toutes les antiques vertus. Proudhon l'affirme et nous avons vu, au chapitre LII, que son mutuellisme est basé sur la suppression de toute espèce de monnaie. Thomas Morus se proposait de faire mieux que supprimer l'or ; il voulait le punir, et, dans son Utopie, les criminels devaient porter des chaînes d'or, et les vases réservés aux usages les plus abjects devaient être en or ou en argent. Tout cela est puéril. Ce n'est pas un congrès d'économistes qui a décrété que l'or et l'argent serviraient de monnaie. Ils servirent d'abord à faire des ornements précieux. On sait la devise de la corporation des orfèvres de Paris : *in sacra in que coronas*, pour Dieu et les rois ! — A mesure que les relations commerciales s'étendirent, qu'il fallut faire des payements plus considérables, à de plus grandes distances, on eut recours, pour servir de monnaie, à des objets qui, sous un volume moindre, avaient une plus grande valeur. C'est la marche naturelle des choses. C'est du moins précieux des deux métaux, de l'argent, qu'on fit d'abord la monnaie, puis de l'or. D'ailleurs les peuples peu avancés considèrent non seulement la qualité, mais encore la quantité. On a vu certain peuple donner contre de l'argent un poids égal d'or. Lorsque, dans la seconde moitié du XIII^e^ siècle, Henri III fit fabriquer les premières monnaies d'or en Angleterre, on les accueillit très mal, et ce n'est qu'à Edouard III, cent ans plus tard, qu'on peut faire remonter l'usage établi de la monnaie d'or, des écus dits *nobles à la rose*.

Il en a été de la monnaie comme du langage. Celui-ci se perfectionne, s'enrichit, s'épure, au fur et à mesure qu'il doit servir à des besoins plus élevés, c'est-à-dire servir à exprimer des choses nouvelles, des idées plus nobles, des sentiments plus délicats.

L'or et l'argent ont, comme on le dit de certaines personnes, des qualités à la fois brillantes et solides : l'éclat, la sonorité, l'incorruptibilité, la ductilité. Une once d'or étendue sur un fil d'argent peut atteindre une longueur de quinze kilomètres. La rareté, la difficulté d'acquisition, est encore une condition de la valeur. On n'exploite guère du minerai de fer qu'autant qu'il contient au moins 18 pour cent de métal ; tandis qu'on juge exploitables des mines d'argent qui n'en contiennent qu'un sixième pour cent. L'or a été, il est vrai, semé partout dans la nature, mais d'une main avare ; car, sauf de rares exceptions, on ne le rencontre qu'en parcelles presque imperceptibles. La grande pesanteur spécifique des métaux précieux jointe à leur valeur fait qu'on peut les transporter facilement, et qu'ils tiennent relativement peu de place. Un mètre cube d'or, pesant 19,253 kilogrammes, fournit la matière de 3,316,000 pièces de 20 francs, soit 66,320,000 francs. On voit que *tout l'or du monde* tiendrait dans un assez petit espace.

Condition essentielle pour remplir le rôle de mesure, les métaux précieux conservent une grande uniformité de valeur, précisément parce qu'ils répondent surtout à un besoin de luxe. Les biens de première nécessité, au contraire, varient, d'une année à l'autre, dans des proportions énormes. Il est vrai que le monde est exposé à des *inondations* de métaux précieux, inondations dans un sens très relatif ; mais cela ne se voit que de loin en loin : en Grèce, autrefois après la conquête de la Perse ; à Rome, après la conquête de l'Orient ; en Europe, après la découverte de l'Amérique et plus récemment après la découverte des nouvelles régions aurifères. En outre, la perturbation qui en résulte ne dure pas ; les prix changent ; un niveau différent s'établit, auquel on s'habitue ; et, comme l'homme, dans les transactions commerciales, n'embrasse pas de très longues périodes de temps, ces perturbations monétaires ne sont pas bien fâcheuses. Ajoutez cette circonstance que la double destination des métaux précieux permet, suivant leur abondance ou leur rareté, de les appliquer soit à la fabrication des objets de luxe, soit au monnayage.

Au point de vue du monnayage, l'or et l'argent ont sur d'autres objets précieux, tels que diamants et perles, cet avantage, qu'ils sont parfaitement divisibles, et que les différentes coupures conservent une valeur exactement proportionnelle, tandis qu'on ne peut diviser un diamant sans en détruire la valeur. De plus, l'or et l'argent reçoivent à très peu de frais l'empreinte qui constate la finesse et le poids de telle ou telle pièce de monnaie, épargnant ainsi au commerce les soucis du pesage et de l'essayage. Les frais de monnayage s'élèvent, pour l'argent à trois quarts pour cent, et pour l'or à moins de deux pour mille. Enfin pour bien établir cette suprématie de l'or et de l'argent comme étoffe monétaire, je rappellerai qu'on a essayé de leur donner un rival dans le platine. On a frappé en Russie des pièces de monnaie en

platine ; on y a renoncé à cause de la rapide dépréciation qui les atteignait. Le platine possède certaines qualités des deux autres métaux : la valeur échangeable, la pesanteur spécifique, la résistance, la durée ; mais il est difficile à travailler ; son peu de brillant le rend impropre aux usages de luxe. Sa rareté naturelle est le principal élément de son prix ; de là un sujet d'inquiétude perpétuel : la découverte d'une mine abondante de platine serait une bien autre cause de perturbation que ne l'a été celle de nouveaux gisements aurifères, car tout le platine se porterait forcément vers le monnayage.

Je fais ici la théorie de la monnaie métallique, complétant ainsi la théorie générale de la monnaie telle que je l'ai présentée au chapitre XLII, car c'est surtout à propos des monnaies d'or et d'argent que se présentent les questions délicates que soulève le système monétaire, mais qui ne se posent pas nettement lorsque la monnaie consiste en denrées de peu de valeur, encombrantes, de conservation difficile et dont la valeur en usage est évidente. Quand le bétail, les fourrures, la toile, le tabac, font office de monnaie, on en est encore, jusqu'à un certain point, au régime du troc. Ces monnaies avaient un caractère essentiellement local, tandis que l'or et l'argent, nonobstant la diversité dans le monayage, sont une monnaie universelle. Jamais on n'a douté que le bétail et le tabac eussent conservé la qualité de marchandises, de denrées destinées à être consommées, parce qu'ils servaient comme instruments d'échange ; on a pensé qu'il pouvait en être autrement de l'or et de l'argent monnayés qui ne peuvent servir directement à la satisfaction d'aucun besoin.

Le premier point à établir est que le monnayage n'enlève pas à l'or et à l'argent la qualité de marchandises qu'ils possèdent incontestablement en tant que métaux précieux propres à divers usages. On a vu tour à tour dans l'or et l'argent beaucoup plus ou beaucoup moins qu'une marchandise. La croyance que l'or est la suprême richesse s'est élevée jusqu'à la hauteur d'une doctrine mystique. Lorsque les anciens offraient de l'or à leurs dieux, ce n'était pas seulement un riche présent qu'ils entendaient leur faire, mais bien leur faire hommage de l'élément le plus parfait, le plus pur, en qui résidaient de mystérieuses vertus. Lorsque les alchimistes du XVI^e^ siècle recherchaient dans la pierre philosophale un moyen de faire de l'or à volonté, ils n'y voyaient pas seulement la richesse dans le sens vulgaire du mot ; ils y soupçonnaient quelque puissance occulte qu'ils adoraient en secret. Nous verrons comment ces conceptions erronées se traduisirent en faits dans le système mercantile, dans le système de la balance du commerce.

L'autre erreur a été de ne reconnaître à la monnaie aucune valeur intrinsèque, de ne la considérer que comme un signe de la valeur, comme ces jetons dont les joueurs se servent et auxquels ils donnent une valeur conventionnelle indépendante de la matière dont ils sont

faits. C'est en partie sur ce raisonnement qu'on s'est appuyé pour altérer les monnaies ; pour les remplacer par des chiffons de papier sur lesquels on écrivait : Ceci vaut 5, 10, 100 francs.

Hors de ce dogme économique, que la monnaie est une marchandise, il n'y a point de salut. Ce qui n'exclut pas cet autre point de vue, lequel n'implique pas contradiction, à savoir que l'or et l'argent sont des marchandises qui ont leurs fonctions propres, dont la principale est d'être l'instrument privilégié des échanges, d'être doués de la puissance libératoire par excellence. Directement ou indirectement toute dette s'acquitte en argent, car toute obligation non accomplie se résout en une condamnation à des dommages-intérêts évalués en argent. C'est un consentement tacite universel qui a créé cette puissance libératoire de la monnaie ; la loi positive n'a fait que la sanctionner.

Ainsi, de même que toute marchandise peut être monnaie, il est vrai que toute monnaie est marchandise. S'il en est ainsi, nous pouvons nous demander quelles sont les règles qui déterminent le prix de cette espèce particulière de marchandise. Pouvons-nous appliquer ici les lois que nous avons établies dans le chapitre précédent ?

Mais d'abord qu'est-ce que le prix d'une certaine quantité de monnaie, alors que cette quantité de monnaie n'est elle-même autre chose qu'un prix ? La chose est bien simple. Si une pièce d'or de 20 fr. est le prix d'un hectolitre de blé, nous pouvons aussi bien dire qu'un hectolitre de blé est le prix d'une pièce d'or. La monnaie étant une marchandise qui évalue toutes les autres, elle est elle-même évaluable par toutes les autres. Si pour me donner l'idée d'une longueur on me dit qu'elle est égale à vingt mètres, on me donnera également une idée du mètre en me disant que telle longueur mesure vingt mètres, car je n'aurai qu'à diviser cette longueur en vingt parties égales pour savoir ce que c'est qu'un mètre. Si je puis me dire : Quel est le prix de mon blé, c'est-à-dire que vaut-il en argent ? je puis également me dire : Que vaut mon argent en blé, quelle quantité de blé peut-il me procurer ? Quand je vends du blé, j'achète de l'argent plus ou moins cher, c'est-à-dire que pour une certaine quantité de blé j'obtiens plus ou moins d'argent.

La valeur de la monnaie, sa puissance d'acquisition, varie, en principe, d'après les lois mêmes qui président à la variation du prix de toutes choses, à savoir le rapport de l'offre et de la demande, d'une part, et, d'autre part, le coût de production de l'or et de l'argent.

La demande est représentée par l'ensemble des marchandises qui sont destinées à être vendues, et l'offre par la monnaie qui est destinée à les payer. Plus il y a de monnaie, plus on en obtiendra en échange d'une quantité donnée de marchandises, c'est-à-dire plus les prix seront élevés ; moins il y aura de monnaie, moins on en obtiendra, c'est-à-dire plus les prix seront bas. L'argent est cher quand on vend bon

marché ; l'argent est bon marché quand on vend cher. Les variations de la masse monétaire n'ont pas pour effet de changer la valeur des biens d'une manière générale ; elles ne changent que leur valeur par rapport à une marchandise particulière, la monnaie, c'est-à-dire qu'elles changent seulement les prix, expression de ce rapport.

Le coût de production est représenté par les frais d'extraction. Notez que, en vertu de la loi de la rente, le prix se réglera d'après le coût de production de la mine la moins riche. Il y a aujourd'hui un grand nombre de mines en exploitation ; mais il fut un temps où cette exploitation était devenue si insignifiante, que le coût de production était un élément nul ; il semblait qu'il y avait sur le marché une quantité d'or limitée, invariable, en sorte que la loi de l'offre et de la demande régnait seule. Dans ces conditions-là, la population s'accroissant, la production devenant plus abondante et les échanges plus nombreux, l'offre d'or se restreignait de plus en plus par rapport à la demande, c'est-à dire que les prix baissaient, la puissance de l'or augmentait.

La question du prix des métaux précieux est beaucoup plus complexe que ne semblent l'indiquer les solutions que je viens de donner. La demande a pour cause première le besoin, mais les métaux précieux ont cela de particulier qu'ils correspondent à deux besoins complètement distincts, le besoin d'objets de luxe et le besoin de monnaie : c'est l'intensité du besoin qui poussera à faire exploiter des mines situées dans des conditions défavorables, et, par conséquent, à faire payer les métaux plus cher ; mais on peut se demander quel est celui de ces deux besoins qui agira le plus dans ce sens. Il semble d'abord que ce soit le besoin de monnaie, parce que l'on considère surtout dans les métaux précieux leur utilité monétaire ; mais, d'autre part, nous verrons bientôt que les besoins de la circulation, notamment dans un pays très riche, pourraient être satisfaits par d'assez faibles quantités d'or et d'argent. Sans doute la circonstance que l'or et l'argent servent comme monnaie, leur ouvre un emploi nouveau, en augmente la demande, et, par conséquent, en accroît l'utilité et la valeur ; mais il ne faut pas perdre de vue que le principe de cette utilité et de cette valeur est dans les qualités que possèdent l'or et l'argent en tant que marchandises propres à divers usages industriels. Si l'on fait abstraction de ces qualités, le système monétaire perd en quelque sorte son lest, et les métaux précieux ne sont plus que les objets d'une vaine superstition.

Une autre question qui se relie tout naturellement à celle du prix des métaux précieux est celle-ci : Puisque le prix de la monnaie dépend de la demande, qui n'est que l'expression du besoin, quelle est donc la quantité de monnaie dont un pays a besoin pour sa circulation ? Comme toujours en économie politique, il ne s'agit pas de répondre à la question par un chiffre, *quantitativement*, mais de la résoudre *qualitative-*

ment, c'est-à-dire d'indiquer les circonstances qui influent sur la quantité de monnaie nécessaire aux transactions.

Il est évident que, dans l'état économique primitif, il faut infiniment moins de monnaie que dans l'état économique perfectionnné qui se caractérise précisément par le développement du système monétaire substitué au troc, et dans lequel les payements en argent prennent partout la place des prestations en nature pour la rétribution des ouvriers, la solde des armées, le traitement des fonctionnaires. Mais, par contre, dans l'état économique avancé, il faut moins de monnaie que ne pourrait le faire supposer le nombre des transactions, par la raison que la circulation de la monnaie y étant très active, la même pièce de monnaie qui passe rapidement de main en main et sert à opérer vingt payements, rend le même service que vingt pièces de monnaie qui ne serviraient chacune qu'à un seul payement. Il en est de la monnaie comme des moyens de transport, voitures ou navires, dont les services ne doivent pas s'estimer seulement par leur nombre, leur capacité et leur tonnage, mais encore par la quantité de voyages qu'ils effectuent.

J'ai dit que la valeur de la monnaie et, par conséquent, les prix des choses sont en raison de la quantité de monnaie qui existe dans un pays, cette quantité constituant l'offre de la monnaie, et les prix étant élevés ou bas suivant que le numéraire est plus ou moins abondant, plus ou moins offert. Mais je dois rappeler ici ce que j'ai dit, dans les chapitres précédents, à propos de la théorie générale des prix, en analysant la notion d'offre. Il ne faut pas confondre l'offre, qui élève ou abaisse les prix, avec les quantités existantes : l'offre peut être plus ou moins que cela. Ici nous ne devons tenir compte que de la quantité de monnaie qui est réellement portée sur le marché pour être effectivement échangée contre des marchandises. On dit qu'il y a beaucoup d'argent en Angleterre et peu en Turquie ; je n'en sais rien, mais ce qu'on peut affirmer c'est que tout l'argent anglais est sur le marché, l'or anglais est *le plus empruntable* ; tandis que l'or turc se cache, se dissimule autant qu'il peut. Nous avons vu, de plus, dans le chapitre précédent, en analysant la loi de l'offre et de la demande, que, pour apprécier l'importance de l'offre, il ne faut pas seulement faire entrer en ligne de compte la quantité de produits existant réellement, mais encore tout ce qui peut être produit à bref délai. Eh bien ! il est certain qu'en Angleterre rien n'est plus facile que d'accroître la quantité de monnaie existante en convertissant en or une partie des marchandises et des titres dont le pays regorge. Ce n'est point ainsi toutefois que les Anglais procèdent. Bien que Londres soit le plus grand marché des métaux précieux, on se contente en Angleterre d'une quantité relativement très faible de monnaie pour le besoin des échanges, et cela, grâce au développement des institutions de crédit. Vous verrons, au chapitre LXI ci-dessous, comment, dans un système de crédit, purement idéal

il est vrai, on pourrait se passer de monnaie. Il est certain que l'Angleterre est le pays qui se rapproche le plus de cet idéal.

L'usage du crédit a, disons-nous, pour effet de diminuer la quantité de monnaie nécessaire aux échanges, il y a néanmoins aujourd'hui en circulation infiniment plus de monnaie d'or et d'argent qu'autrefois, alors que le crédit était peu développé. La vérité est qu'il nous faut moins de monnaie *relativement* ; mais *absolument* il nous en faut davantage : il nous en faut moins si nous considérons le nombre plus considérable de transactions commerciales auxquelles la monnaie doit suffire, et il faut tenir compte aussi de ce que des peuples nouveaux sont entrés dans le mouvement commercial et ont adopté l'usage de la monnaie.

La valeur de la monnaie, sa puissance d'acquisition, varie comme celle de toute autre marchandise, suivant les temps et les lieux ; on a donc intérêt à l'importer dans les pays où elle est rare et chère et à l'exporter des pays où elle abonde et a, par conséquent, une moins grande puissance d'acquisition. Un pays n'a donc pas intérêt à accaparer le plus de monnaie possible au-delà de ce qui est nécessaire aux besoins de ses échanges : la monnaie qui surabonde perd de sa valeur. Nous reviendrons là-dessus dans la section VI ci-après, en parlant du commerce extérieur et du change.

CHAPITRE LVIII.

Restrictions que comporte le principe établi au chapitre précédent : *La monnaie est une marchandise.* — Vices inhérents à tout système monétaire. — Complications résultant de la pluralité des métaux employés comme monnaie et de la diversité des systèmes monétaires.

C'est le propre des sciences morales, qu'il ne faut pas tirer d'un principe, d'ailleurs juste, toutes les conséquences qu'il semble contenir. Il en est ainsi du principe posé dans le chapitre précédent : *La monnaie est une marchandise.* Cela est rigoureusement exact des métaux précieux dont la monnaie est faite ; il en est un peu autrement de la monnaie elle-même. Il s'agit d'apprécier dans quelle mesure cette restriction est vraie.

La première question qui se présente est celle de savoir qui a le droit de transformer le métal en monnaie. Peut-on assimiler un hôtel des monnaies, l'usine monétaire, à une usine métallurgique dans laquelle on donne au fer différentes formes, à un moulin où l'on met du blé en

farine ? Aucun peuple n'a jamais admis cette libre fabrication de la monnaie. Que serait en effet cette fabrication abandonnée à l'industrie privée ? Chaque fabriquant serait-il maître de donner au métal telle ou telle forme ? d'adopter telle ou telle proportion entre le métal pur et l'alliage ? Ce serait là une cause de difficultés incessantes entre l'acheteur et le vendeur qui refuserait d'accepter telle ou telle espèce de monnaie. Il faudrait stipuler, dans chaque vente, l'espèce de monnaie dans laquelle le prix devrait être payé. On a dit que « les pièces de monnaie ne sont que des lingots dont le poids et la pureté sont garantis.» [1] Mais cette garantie est bien autrement importante que celle des matières d'or et d'argent dont la sincérité est attestée chez nous par le poinçon de l'Etat. Ce dernier contrôle pourrait, sans trop d'inconvénients, être supprimé, car ce sont là des marchandises dont la valeur comporte un débat que n'admet pas la monnaie, destinée à une rapide circulation avec cours forcé et puissance libératoire. Si la fabrication de la monnaie était absolument libre, il est certain que l'Etat ne recevrait pas indistinctement dans ses caisses les pièces de monnaie de toute provenance ; et par cela même qu'il adopterait une marque de fabrique particulière, il constituerait un privilège de fabrication. Directement ou indirectement il ne peut y avoir qu'une *monnaie d'Etat*.

La puissance libératoire dont elle est douée donne à la monnaie [2]

1. Sur cette définition, qui est de M. Michel Chevalier, M. Stanley Jevons (*La monnaie et le mécanisme de l'échange*, chapitre VII, page 48), fait cette remarque : « Rien, dans cette définition, ne distingue les pièces de monnaie de ces petits lingots chinois, ou des barres et des lingots de métal qui portent l'estampille ordinaire. J'aimerais donc mieux dire : Les pièces de monnaie sont des lingots dont le poids et la pureté sont garantis par l'intégrité de dessins imprimés sur les surfaces du métal.» L'art monétaire consiste à faire des pièces de monnaie, des médailles de plus en plus parfaites et qui défient la contrefaçon.

2. Aux termes de l'article 1895 du Code civil : « L'obligation qui résulte d'un prêt « en argent n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat. — « S'il y a augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du payement, le « débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette « somme dans les espèces ayant cours au moment du payement. » Il résulte évidemment de là que, si vous m'avez prêté 100 francs en pièces de 5 francs à l'effigie de Louis XVIII, ce dont il n'est pas fait mention, je puis vous rendre 20 pièces de 5 francs à l'effigie de Charles X ou 5 pièces d'or de 20 francs ; et, d'autre part vous ne pourrez pas m'objecter que ces monnaies d'or ou d'argent ont perdu de leur puissance d'acquisition. Cela est certain. Mais l'article 1895 ne veut-il dire que cela ? Les expressions *s'il y a augmentation ou diminution d'espèces* ne sont pas suffisamment claires. Elles indiquent bien un changement dans les espèces ; mais faudra-t-il l'entendre dans ce sens que, si la pièce de 5 fancs, au lieu de contenir 5 fois 4 grammes 1/2 d'argent, n'en contient plus que 5 fois 4 grammes, je serai libéré en vous donnant vingt des nouvelles pièces au lieu de vingt des anciennes, soit 400 grammes d'argent au lieu de 450 ? Il faut rapprocher de l'article 1895 les deux articles suivants :

Article 1896 : « La règle portée en l'article précédent n'a pas lieu, si le prêt a « été fait en lingots. »

un caractère particulier. La monnaie figure dans tous les contrats à côté d'une marchandise ou d'un service, dont elle est la contrevaleur ; mais quelle différence entre la monnaie et les autres marchandises ! Celles-ci sont généralement livrables dans un bref délai et destinées à une rapide consommation, tandis que la monnaie malgré l'usure ou *frai*, qui en diminue le poids, est pratiquement considérée comme inusable ; et, d'autres part, la livraison d'une quantité de monnaie est souvent stipulée à très long terme, comme dans le remboursement d'un prêt, ou même indéfiniment différée, comme dans le contrat de rente perpétuelle. Lorsqu'un contrat a pour objet des marchandises livrables dans un certain délai, il y a des chances de gain ou de perte pour les deux parties, par suite des variations dans la valeur des marchandises ; mais quand il s'agit de la monnaie, dont la puissance d'acquisition va décroissant d'une manière continue, le créancier en vertu d'un contrat à long terme est fatalement condamné à recevoir une valeur inférieure à celle qu'il a livrée. [3]

Article 1897 : « Si ce sont des lingots ou des denrées qui ont été prêtés, quelle que « soit l'augmentation ou la diminution de leurs prix, le débiteur doit toujours ren- « dre la même quantité et qualité, et ne doit rendre que cela. »

Quelle sera donc la différence entre les deux prêts suivants : 1° Prêt de 100 francs, contenant 450 grammes d'argent fin ; 2° Prêt d'un lingot d'argent du poids de 450 grammes ? D'après l'article 1897, je dois rendre un lingot de 450 grammes, *quelle que soit l'augmentation ou la diminution du prix de ce lingot.* Les mots *augmentation ou diminution* ne se rapporteraient donc qu'au changement de valeur, de puissance d'acquisition, et la différence ne serait pas grande entre le prêt du lingot et le prêt de 100 francs, sauf que, dans ce dernier cas, on pourrait remplacer les pièces de 5 francs par des pièces d'or. Mais, d'autre part, l'article 1895 parle de la restitution de la *somme numérique dans les espèces ayant cours au moment du payement.* Or, si le métal monétaire a été abaissé de titre, si le franc ne contient plus que 4 grammes d'argent, la pièce de 5 francs que 20 grammes au lieu de 22 grammes 1/2, je pourrai vous dire : Voilà vos 100 francs en 20 pièces de 5 francs. Vous objecteriez en vain que vous m'avez prêté 450 grammes d'argent et que je ne vous en rends que 400. Je vous répondrais que vous ne m'avez pas prêté un lingot mais une somme numérique, une certaine quantité de francs, et que je ne connais pas d'autres francs que ceux-là.

L'obligation pour les créanciers de recevoir en payement les monnaies ayant cours, est sanctionnée par l'article 475 du Code pénal : « Seront punis d'amende, « depuis 6 francs jusqu'à 10 francs inclusivement... 11° Ceux qui auront refusé « de recevoir les espèces de monnaies nationales, non faussées ni altérées, selon « la valeur pour laquelle elles ont cours. »

3. On a proposé de tenir compte, dans les remboursements, des variations qu'aurait éprouvées la valeur de la monnaie en établissant les variations dans les prix des marchandises les plus usuelles ; s'il en résultait, par exemple, que la puissance d'acquisition de la monnaie avait diminué de 10 pour cent, le créancier pourrait réclamer de son débiteur une somme de 10 pour cent supérieure à la somme portée au contrat : 11,000 francs au lieu de 10,000. Cela ne serait d'ailleurs admis qu'autant que le créancier l'aurait formellement stipulé, et naturellement que dans es contrats à long terme. — Un exemple frappant des inconvénients qui résultent pes variations dans la valeur de la monnaie se présente dans ce qu'on est convenu

Mais la principale cause de difficultés et de perturbations dans le système monétaire résulte de l'emploi simultané de divers métaux comme matière première de la monnaie : l'or, l'argent, le cuivre, etc. Quelle est la raison de cet emploi simultané ? Quels en sont les inconvénients ? il y a lieu de distinguer entre l'or et l'argent, qui sont les métaux précieux proprement dits, et ce que, dans la langue monétaire, on peut qualifier de métaux vils.

Le législateur n'a fait que sanctionner une pratique universelle en faisant de l'or et de l'argent la base du système monétaire, et en attribuant à l'or une valeur supérieure à celle de l'argent. Il résulte de cette différence de valeur intrinsèque des deux métaux, que l'argent se substitue nécessairement à l'or quand il s'agit de frapper des pièces de monnaie de faible valeur comme cela est indispensable pour les achats de peu d'importance. On trouve une pièce en or de 5 francs bien petite ; que serait-ce si on voulait frapper des pièces d'or de 1 franc ? Mais ce n'est pas à ce rôle de suppléant que l'argent à été limité ; les monnaies d'or et d'argent ont été généralement investies de la puissance libératoire, et un débiteur peut se libérer à son choix, en donnant à son créancier une certaine quantité de pièces d'or ou de pièces d'argent, autrement dit, un certain poids d'or ou d'argent, et, bien entendu, puisque l'argent a toujours eu une valeur moindre que l'or, une plus grande quantité de pièces ou un plus gros poids d'argent. De là la nécessité d'établir un rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent, rapport qui a en effet été déterminé soit par la coutume, soit par la législation monétaire. Ce rapport a dû varier comme le rapport de valeur qui existe entre deux marchandises quelconques, et c'est ici le cas de rappeler que l'or et l'argent sont des marchandises, la matière première dont la monnaie est faite, et que la valeur de cette matière première doit influer sur le prix du produit qui en est tiré. Les causes des variations de ce rapport sont multiples : la nature et l'étendue des relations commerciales ; une production plus ou moins abondante de l'un ou de l'autre métal ; certaines habitudes et préférences plus ou moins justifiables. Il est de l'essence d'un système monétaire qui reconnaît à l'or et à l'argent la qualité de monnaie, de ne pas tenir compte, en principe, de ces variations incessantes dans la valeur commerciale de l'or

d'appeler, en jurisprudence, la *théorie juridique des contrats successifs*. J'en cite un cas notable tiré de la pratique. Le créateur d'un canal d'arrosage a vendu des prises d'eau aux riverains, moyennant une redevance annuelle ; et s'est engagé à tous les frais d'entretien du canal moyennant une certaine somme qui a été calculée d'après le nombre de journées de travail nécessaires pour cet entretien, lesquelles journées ont été évaluées, par exemple, à 15 sols. il y a deux siècles. Aujourd'hui le prix d'une journée de ce travail est de 4 francs. Il est clair qu'il sera impossible au propriétaire du canal de remplir ses obligations. Ne serait-il pas équitable de décider qu'il n'y a là qu'un contrat susceptible d'être revisé quant à ces évaluations, une série de contrats successifs ?

et de l'argent. Le législateur en tiendra compte au moment où il intervient pour établir ou modifier un système monétaire ; il déclarera en conséquence que tel poids d'or vaudra, par exemple, 15 fois le même poids d'argent, poids qui sont représentés par un nombre déterminé de pièces de l'un ou de l'autre métal ; mais, cela fait, il est entendu que les deux métaux conserveront, dans la même proportion, la puissance libératoire, bien que le rapport de leur valeur commerciale vienne à changer [4]. Admettre le contraire, dire que, dans chaque payement, l'or et l'argent ne seront reçus qu'en tenant compte de la dépréciation relative qu'ils auront subie, ce serait renoncer à un des plus précieux avantages du système monétaire.

Quels sont les inconvénients de ce système monétaire à cours forcé multiple ? Pour les apprécier, il faut se placer successivement dans deux hypothèses distinctes : 1° celle d'un état isolé, de sorte que la monnaie ne sert qu'aux échanges intérieurs ; 2° l'hypothèse plus conforme à la réalité, où la monnaie sert d'intermédiaire dans les échanges internationaux.

Dans le premier cas, qui comprend celui où tous les peuples civilisés qui sont en relations d'échange auraient le même système monétaire, les inconvénients ne seraient pas considérables. Si, par suite d'une plus abondante production de l'argent, par exemple, ce métal avait baissé de valeur, et que le rapport de valeur de l'or à l'argent, au lieu de demeurer ce qu'il était, 1 à 15, était devenu 1 à 20, il est certain que le créancier, auquel le débiteur remettrait vingt pièces de 5 francs en argent au lieu de cinq pièces de 20 francs en or, ne recevrait qu'une valeur inférieure, à ne considérer la monnaie que comme marchandise ; mais comme avec ces vingt pièces d'argent il pourrait, à son tour, se procurer la même quantité de denrées quelconques qu'avec cinq pièces d'or, il aurait en réalité reçu la même valeur monétaire, il posséderait la même puissance d'acquisition. Dans ces conditions-là, l'or serait sans doute recherché et obtiendrait une légère prime, à raison de sa rareté relative, de la commodité qu'il offre pour le transport [5], mais cela n'irait pas bien loin. Il est théoriquement absurde

4. Au commencement de ce siècle, le rapport de l'or à l'argent était évalué à 1 contre 15,12, et c'est ainsi que la loi du 7 germinal an XI (28 mars 1803) a établi le rapport de 1 à 15 1/2, c'est-à-dire 1 kilogramme d'argent à 9/10 de fin, métal monétaire, vaut 200 francs, tandis que 1 kilogramme d'or pareillement à 9/10 de fin vaut 3,100 francs. Le kilogramme d'argent pur vaut 218 fr. 89 c., et le kilogramme d'or pur 3,434 francs. Au commencement du XVIe siècle, le rapport de l'or à l'argent était de 1 à 10,75 ; en 1878 il était de 1 à 17,02. Depuis 1500 la valeur de l'argent par rapport à l'or n'a donc cessé de baisser, sauf quelques courts relèvements, à la fin du siècle dernier et il y a une vingtaine d'années.

5. Cela est surtout vrai pour les sommes que l'on porte avec soi en voyage ou pour l'usage journalier, car le prix du transport par le commerce est fixé d'après la valeur de la somme, qu'il s'agisse d'espèces d'or ou d'argent.

d'avoir deux étalons monétaires, de permettre à un débiteur de s'acquitter en livrant, à son choix, l'une ou l'autre de deux marchandises, car il choisira celle qui a le moins de valeur, la plus incommode; mais, dans l'hypothèse où nous nous sommes placés, les inconvénients pratiques ne seront pas bien considérables. Un débiteur peut stipuler qu'il aura la faculté de s'acquitter en payant au créancier l'un ou l'autre de plusieurs objets déterminés de valeurs différentes ; c'est une convention de ce genre qui est imposée à tous les créanciers par le système monétaire à cours forcé multiple, avec cette atténuation toutefois qu'ils recevront toujours la même valeur.

Les inconvénients deviennent considérables lorsqu'on envisage le véritable état des choses, à savoir : des relations d'échange entre nations ayant des systèmes monétaires différents. Les difficultés qui en résultent peuvent se résumer en ceci : on sort du domaine de la fiction inhérent au système monétaire que nous venons d'étudier, pour entrer dans celui de la réalité ; la monnaie n'est plus considérée que comme une marchandise. En ce qui concerne la différence des types monétaires, du degré d'alliage, la difficulté n'est pas bien grande : tout cela se réduit à un calcul tendant à établir la quantité réelle de métal précieux que contient telle ou telle monnaie. La difficulté sérieuse commence lorsqu'il s'agit de relations entre pays dont les uns reconnaissent également la puissance libératoire à l'or et à l'argent, tandis que les autres n'admettent que l'un des deux métaux, la monnaie d'or, par exemple. C'est la situation de la France à l'égard de l'Angleterre et de l'Allemagne. Supposons que le rapport entre la valeur de l'or et de l'argent qui, dans le système monétaire français, est invariablement fixé à 1 : 15 1/2, change dans un sens ou dans l'autre, les monnaies d'or et d'argent n'en conserveront pas moins en France la même puissance comparative d'acquisition, mais il en sera autrement en Angleterre et en Allemagne où l'argent n'a cours que d'après sa valeur commerciale. Si ce rapport devient 1 : 18, l'argent sous forme de monnaie ayant en France une puissance d'acquisition supérieure à celle qu'il a comme marchandise, on aura intérêt à faire l'opération suivante : acheter des lingots d'argent et les faire monnayer en France. Avec 1 kilogramme d'or on chètera 18 kilogrammes d'argent ; 15 kilogrammes 1/2 de cet argent sous forme de monnaie vaudront en France juste le kilogramme d'or qu'on a employé à cette opération, d'où il résultera un bénéfice de 2 kilogrammes 1/2 d'argent moins les frais relativement insignifiants de fabrication. L'or n'étant pas payé en France à sa vraie valeur, puisque 1 kilogramme d'or ne s'échange que contre 15 1/2 d'argent, aura une tendance invincible à s'en aller à l'étranger où il s'échange contre 18 kilogrammes d'argent. En France, chaque particulier aura intérêt à se servir de préférence d'une monnaie moins chère, qui a, de par la loi, une valeur supérieure à celle de la matière dont elle est faite. C'est ce

qu'on exprime quelquefois en disant, que *la mauvaise monnaie chasse la bonne* [6].

On voit les inconvénients qui résultent de cette diversité des systèmes monétaires. Dans l exemple que j'ai choisi, et qui n'est que l'expression du véritable état de choses, il est certain qu'il y a danger pour la France de voir s'accumuler chez elle la monnaie d'argent, monnaie qui n'a plus qu'une valeur conventionnelle, et que l'étranger se refuse à accepter pour sa valeur nominale, ce qui est une cause de graves complications dans les relations commerciales. On voit par là ce qu'il faut entendre par ces manières de parler : *la monnaie fait prime sur le lingot*, et réciproquement. Dans notre exemple, la monnaie fait prime sur le lingot, puisqu'un kilogramme d'argent monnayé a une plus grande valeur qu'un lingot d'argent du même poids. Le lingot ferait prime sur la monnaie, si le rapport de la valeur commerciale de l'argent par rapport à l'or, changeait en sens contraire, si 1 kilogramme d'or ne valait plus que 14 kilogrammes d'argent ; on aurait intérêt à fondre la monnaie d'argent pour la réduire en lingots, puisqu'un lingot d'argent de 14 kilogrammes aurait autant de valeur que 15 kilogrammes 1/2 sous forme de monnaie.

Comment obvier à cet inconvénient ? j'examinerai, dans les deux chapitres suivants, la valeur des remèdes plus ou moins radicaux qui ont été proposés, comme l'adoption par toutes les nations d'un même étalon unique ; je me borne à signaler ici le palliatif qui a été mis en pratique : la France, pour éviter d'être envahie par la monnaie d'argent, déclarera qu'il ne sera frappé, chaque année, qu'une quantité limitée de pièces d'argent ; elle pourra même en suspendre complètement la frappe jusqu'à nouvel ordre. C'est un moyen de couper court à la spéculation basée sur le libre monnayage de l'argent. Évidemment une pareille mesure a pour effet de faire baisser encore la valeur d'un métal dont l'utilité diminue, puisque le monnayage était un de ses principaux emplois.

Comme la pièce d'or de 5 francs, la pièce d'argent de 20 centimes est reçue avec défaveur, à cause de sa faible dimension ; il faut cependant avoir des pièces de moindre valeur encore pour les menus achats. On a eu recours, dans ce but, à des métaux d'une valeur inférieure, le cuivre ou le bronze, par exemple. Il fut un temps où le bronze, le fer, le cuivre, à raison de leur rareté et de leur valeur intrinsèque, pouvaient faire office de monnaie ; il n'en est plus de même aujourd'hui, et si on voulait frapper une pièce de monnaie en cuivre ou en fer contenant la quantité de métal nécessaire pour que cette pièce tirât sa valeur de la valeur du métal dont elle est faite, on aurait des pièces lour-

6. Les Anglais appellent cela la loi de Gresham, du nom de sir Thomas Gresham qui, au XVI^e^ siècle, constata le phénomène et en donna l'explication.

des et incommodes. On a donc frappé des pièces de bronze ou de cuivre auxquelles on a donné une valeur conventionnelle supérieure à leur valeur réelle en ce qu'elles ne contiennent pas la quantité de métal équivalent à la valeur pour laquelle elles ont cours : les pièces de 5 et 10 centimes qui ont eu cours pour 1/20 ou 1/10 de franc ne contiennent pas pour 1/20 ou 1/10 de franc de cuivre ou de bronze. Ces pièces désignées sous le nom de *billon* [7], ne sont pas à proprement parler, de la monnaie, mais seulement des signes représentatifs d'une fraction de l'unité monétaire. Il résulte de là que l'Etat doit s'en réserver la fabrication, soit à raison du bénéfice qu'il y réalise, soit afin d'en mesurer la quantité aux besoins des populations. Il doit en même temps limiter la proportion dans laquelle le créancier est tenu de la recevoir en payement. C'est en ce sens qu'on la qualifie de *monnaie d'appoint*. Certains pays, notamment la Russie et les États de l'Amérique du Sud, ont fait abus de la monnaie de billon. On peut atteindre d'une autre manière le but qu'on s'est proposé en fabriquant du billon de bronze ou de cuivre, en frappant des pièces d'argent d'un poids inférieure à leur valeur réelle, ou bien en mêlant au cuivre une faible quantité d'argent : on a ainsi ce qu'on peut appeler un billon d'argent.

On donne habituellement le nom de monnaie *divisionnaire* aux pièces d'argent de faible dimension. Cette dénomination est assez impropre, en France surtout, où le franc est l'unité monétaire, et où la pièce de 1 franc est considérée comme une monnaie divisionnaire ainsi que la pièce de deux francs. Cette expression est moins impropre aujourd'hui que la seule véritable monnaie d'argent est la pièce de 5 francs, tandis que les autres monnaies d'argent ne sont plus, à proprement parler, que du billon d'argent.

Les notions générales sur les métaux précieux et la monnaie métallique contenues dans le présent chapitre et le précédent sont indispensables pour l'intelligence des questions et des difficultés que soulève le régime monétaire. Avant de les aborder, il nous faut encore jeter un coup d'œil sur l'ancien régime de la monnaie aux vices duquel le système actuel a plus ou moins heureusement remédié. Ce sera l'objet du chapitre suivant.

7. Le mot *billon*, en basse latinité, signifiait bille ou lingot de métal. C'est de là que vient le mot *billonnage*, c'est-à-dire fonte des monnaies pour les réduire en lingots, opération autrefois prohibée. Comme la monnaie *décriée*, dans le sens technique de cette expression (voir le chapitre suivant), n'avait plus cours comme monnaie, mais seulement comme lingot, on a pu appeler *billon* toute monnaie défectueuse.

CHAPITRE LIX

Aperçu historique sur les origines du système monétaire des peuples modernes. — Loi du 7 germinal an XI. — Les divers types de systèmes monétaires.

Un aperçu historique sur les origines du système monétaire des peuples modernes n'est pas un simple objet de curiosité. Les pratiques qui ont été suivies, les opinions qui ont eu cours, ont laissé des traces profondes [1]. A propos de réformes monétaires qui sont à l'ordre du jour, on a vu se produire, sur le rôle de l'Etat en cette matière, des opinions qu'on croirait empruntées à un monétaire du XIVe siècle.

1. Par exemple, dans notre législation criminelle en matière de fausse monnaie. Les faux monnayeurs ont eu leur légende, comme les contrebandiers du sel, les faux saumiers. Le peuple se les représentait dans des cavernes profondes, fabriquant des trésors. Ils le payaient cher. On leur coupait le poing, on les pendait, on les faisait bouillir vifs... sans doute pour mettre quelque analogie entre la peine et les creusets dans lesquels ils fondaient les métaux. La peine de mort contre les faux-monnayeurs a encore déshonoré notre Code jusqu'en 1832. Le rapporteur de la loi du 28 avril 1832 disait avec raison que la meilleure garantie de la monnaie nationale est dans sa perfection. Je me borne ici à quelques observations d'un caractère économique sur les articles 132 et suivants du Code pénal. La loi : 1° punit la contrefaçon, l'altération, la mise en circulation ; 2° elle punit différemment la contrefaçon des monnaies françaises et celle des monnaies étrangères ; 3° elle punit différemment la fabrication des monnaies d'or et d'argent et celle du billon. — Toutes ces dispositions, ces gradations, sont-elles bien logique ? Voyons. — La simple contrefaçon pouvait être fructueuse autrefois pour s'approprier le bénéfice de la *traite, brassage* et *seigneuriage* ; mais qui donc aujourd'hui ira monter un atelier de fausse monnaie pour fabriquer de la bonne monnaie ? pour gagner les trente sous retenus par la Monnaie sur la fabrication de quarante pièces de 5 francs ? Il eût été plus rationnel de faire de la simple contrefaçon un délit spécial, *contrefaçon d'une marque de l'État*. C'est du reste là une prévision chimérique. — En ce qui concerne la distinction entre les monnaies françaises et les monnaies étrangères : Je suis moins puni si je fabrique en France des souverains anglais que je suppose avoir cours en France. Est-ce que ce n'est pas toujours le même vol à l'aide d'un faux ? On peut néanmoins répondre que le Français auquel vous offrez, en France, un souverain, le reçoit avec plus de défiance.

Il faut reconnaître que la législation française a été encore sous l'influence de cette ancienne idée que le crime de fausse monnaie est un crime de lèse-majesté ; que l'effigie empreinte sur les monnaies est quelque chose de respectable et de saint en soi ; qu'il y a là profanation, sacrilège.

Pourquoi punir plus légèrement la fabrication du billon que celle des monnaies d'or et d'argent ? D'abord il est de principe que l'importance du vol n'est pas ce qui en constitue la criminalité. En outre, c'est précisément en matière de billon que la simple contrefaçon constitue un véritable méfait, préjudiciable aux intérêts du Trésor, puisque ces monnaies ont une valeur nominale infiniment supérieure à la valeur métallique réelle. C'est sous cette forme que la fausse monnaie pourrait le plus facilement se répandre parmi le peuple. — Il y a donc encore là un vestige de ce respect religieux pour l'or et pour l'argent qui sont de bien *plus grands saints* que le cuivre.

Le trait le plus saillant de l'organisation sociale au moyen âge, fut le morcellement infini de la souveraineté qui localisait, dans la même mesure, les charges de la puissance publique. Quelles étaient les ressources de tous ces souverains, rois, princes, ducs, comtes, évêques, abbés? Des services personnels, des corvées, des redevances en nature, les banalités. Tout cela pouvait suffire dans les conditions ordinaires de la vie féodale ; mais quand il fallut aller guerroyer au loin, partir pour la terre sainte, payer aux Vénitiens le transport des croisés, acheter aux marchands italiens de riches étoffes pour faire figure dans les pas d'armes et les tournois, il fallut de l'argent, des espèces sonnantes. De là le monopole du monnayage considéré comme un des plus importants attributs de la souveraineté [2], et comme une des plus précieuses sources de revenus. L'hôtel des monnaies devint une *banalité*, comme le pressoir, le moulin et le four, et naturellement, comme on retenait une certaine quantité de vin, de farine ou de pain, on retenait une certaine quantité de monnaie pour prix du monnayage, prix que le souverain, en vertu de son monopole, fixait comme il l'entendait. Cette retenue comprenait deux choses : 1° le *brassage* ou frais de fabrication, ce qui était légitime et comportait certaines limites ; 2° le *seigneuriage*, qui représentait le bénéfice que le souverain jugeait à propos de réaliser. Le tout ensemble était désigné sous le nom de *traite*, qui désignait le prix de la fabricatiou des monnaies. Mais ce *seigneuriage* plus ou moins élevé n'était pas le seul moyen de réaliser un bénéfice : on falsifiait la monnaie en diminuant son titre et on la mettait en circulation pour une valeur nominale supérieure à sa valeur réelle.

C'est une erreur de croire que les anciens rois aient altéré les monnaies par ignorance absolue des principes économiques. Les anciens écrivains monétaires ont parfaitement décrit les divers abus dans la fabrication de la monnaie, les perturbations qui en résultaient dans les relations commerciales, les mesures violentes auxquelles on était forcé de recourir pour assurer le succès des opérations sur les monnaies. Les rois, de leur côté, considéraient que l'industrie du monnayage était un moyen légitime de percevoir un impôt, exactement comme aujourd'hui le monopole du tabac ; et ils reconnaissaient fort bien la différence entre les deux procédés que je viens de décrire. Ils ne se faisaient aucun scrupule de percevoir un seigneuriage, si fort qu'il fût ; mais lorsque la nécessité des temps les contraignait de recourir à une altération matérielle de la monnaie, à un *faiblissement* ou *amenuisement*, ils s'en excusaient parfois dans le préambule de leurs ordon-

2. Les annales des temps féodaux sont toutes pleines des luttes engagées de bonne heure par le roi contre les seigneurs, pour leur enlever le monnayage. C'est la défense faite par Louis XI au duc de Bretagne de battre de la monnaie d'or qui provoqua la *Ligue du bien public*. Louis XI dut renoncer à sa prétention. Tel pouvait battre monnaie d'argent qui ne pouvait battre monnaie d'or.

nances. Ainsi firent Charles VI et Charles VII. Quand on se fut débarrassé des Anglais, on rétablit l'ordre dans les monnaies en augmentant le poids ou améliorant le titre des espèces [3] : c'est ce qu'on appelait *l'enforcissement*.

L'industrie du faux monnayage officiel était sans doute fort lucrative par elle-même, mais extrêmement limitée. C'était une sorte d'impôt de consommation sur une denrée d'une consommation très lente. Un souverain, en approvisionnant ses sujets de mauvaise monnaie, réalisait un bénéfice considérable, mais il y en avait pour longtemps, suivant le cours naturel des choses. On trouva le moyen de forcer la consommation de cette denrée en décrétant le *monnayage forcé*. On *décriait* la monnaie existante, on la démonétisait, et ordonnait aux détenteurs actuels de la porter aux hôtels des monnaies. On enjoignait pareillement aux particuliers et aux changeurs d'y porter les métaux en barres, lingots, bijoux. On défendait aux orfèvres de faire de la vaisselle d'or ou d'argent. On défendait d'exporter les espèces et les métaux, de déformer les monnaies et de les convertir en lingots. On réquisitionnait, en un mot, toutes les matières d'argent, et, comme on traque un gibier qu'on veut faire tomber dans un panneau, on traquait les anciennes monnaies de manière à ne leur laisser d'autre issue que l'hôtel des monnaies, pour aller s'y faire refondre. La chose réussissait d'autant mieux qu'il arrivait un moment où la valeur du métal contenu dans les anciennes monnaies dépassait tellement leur valeur monétaire déjà amoindrie par la prohibition dont elles étaient frappées, qu'on avait intérêt à les fondre pour les transformer en espèces nouvelles.

Nous avons constaté, dans le chapitre précédent, les inconvénients qui résultent de la variation de valeur des monnaies. Si à cela se joint la dépréciation résultant de l'altération de la monnaie, il peut en résulter les plus graves perturbations. On ne savait plus ce qu'on promettait, ce qu'on stipulait. On y obviait en stipulant non plus une quantité de *livres* et *sols*, mais tant de pièces de monnaie d'une espèce déterminée, *florins*, *moutons*, *agnelets* d'or ; ou bien un certain nombre de livres ou marcs pesant d'argent. Tout naturellement les rois, pour assurer le succès de leurs opérations sur les monnaies, défendaient cette manière de compter en marcs. L'article 3 de l'ordonnance du 12

3. C'est à cette occasion que le roi fut supplié de ne plus altérer dorénavant les monnaies et de remplacer ce moyen de se procurer des ressources par un *impôt direct et d'autres*, la *taille* et les *aides*. Sur quoi un écrivain contemporain fait la remarque : « Dès que le Roi met les tailles, des monnaies ne lui chault plus. » — Je dis que les rois s'expliquaient et s'excusaient sur les altérations qu'ils se voyaient contraints de faire subir aux monnaies. Il n'en était pas toujours ainsi. On prenait souvent des précautions afin que le public ne se doutât pas qu'on avait frappé et mis en circulation une monnaie nouvelle en tout semblable à l'ancienne mais affaiblie de titre. Il y avait là-dessus tout un *argot* monétaire dans les *mandements* ou ordres de fabrications adressés aux hôtels des monnaies.

mars 1356 porte qu'il est « défendu de faire des marchés et des con-
« trats au denier d'or, au mouton ni à d'autres monnaies d'or et d'ar-
« gent ; mais seulement à sols et à livres, payables en monnaies qui
« auront cours, si ce n'est dans le cas de prêts sérieux et véritables
« dépôts ». [4]

Tout cela donnait une physionomie particulière au crime de fausse monnaie qui tient une si large place dans notre ancienne législation criminelle. L'imperfection des procédés de fabrication rendait l'imitation facile et les faux monnayeurs pouvaient soutenir qu'ils étaient les plus honnêtes gens du monde, ne faisant que ce que le roi faisait. Lorsque la monnaie avait été affaiblie, il n'était pas nécessaire de l'altérer pour réaliser un bénéfice : comme la valeur monétaire des espèces était fort supérieure à leur valeur métallique, il n'y avait qu'à convertir un lingot d'argent en monnaies légales de poids et de titre [5]. Le crime de fausse monnaie fut donc déclaré crime de lèse-majesté, attendu qu'il causait un dommage au roi, et il s'entendait de tout abus de la monnaie, c'est-à-dire de tout usage contraire aux prohibitions de la loi, ce qui était fort élastique. Le principe était que la monnaie était censée appartenir au roi qui la prêtait à ses sujets, lesquels n'avaient le droit ni de l'altérer, ni de la rogner, ni de la fondre. Cette fonte ou *billonnage* des monnaies n'a pas cessé d'être interdite sous l'ancienne monarchie.

La connaissance des perturbations et des complications que présente notre ancien régime monétaire est indispensable pour une saine appréciation de notre régime actuel.

L'étalon monétaire, la valeur à laquelle on rapportait la valeur de toutes choses, était, au temps de Charlemagne, la valeur d'un poids

4. Le *virement* (voir ci-après chapitre LXII) ne fut pas inventé à raison de son utilité comme mode de payement économique ; il eut surtout pour but, à l'origine, d'assurer la loyauté des transactions contre les perturbations résultant du faux-monnayage officiel. Quand on remettait à la Banque une somme d'argent en livres, sols et deniers, la Banque l'évaluait en une monnaie idéale dite *monnaie de banque* qui représentait une quantité déterminée de métal précieux, et les clients de la banque de Hambourg, par exemple, en se cédant une certaine quantité de *mares banco*, entendaient des poids déterminés d'argent fin.

5. Les princes se livraient au faux monnayage, à l'encontre les uns des autres. Il se passait là quelque chose d'exactement semblable à la concurrence déloyale que fait un industriel en empruntant la marque de fabrique d'un autre et commettant ainsi le délit de contrefaçon alors que d'ailleurs ce qu'il fabrique est en soi aussi bon que ce que fabrique son rival. En 1308, Philippe le Bel obtint de son bon ami Clément V une bulle d'excommunication contre tous ceux qui contrefaraient sa monnaie. — De 1422 à 1436, les Anglais, maîtres de la France, en vue de se concilier le peuple, firent frapper d'excellentes monnaies entre autres les *saluts*, les *angelots*, les *blancs*. Charles VII les faisait fondre et en frappait une monnaie très faible que les Français acceptaient un peu par force et surtout, j'imagine, par patriotisme. C'était de bonne guerre, dans tous les cas.

déterminé, d'une *livre* [6] d'argent. Cette livre se divisait en 20 parties appelées *sols*, et chaque sol en 12 deniers. Ce n'était là qu'une *monnaie de compte*, c'est-à-dire qu'on ne frappait pas des pièces de monnaie de la valeur de 1 livre ou 1/20 de livre. On *taillait* dans une livre d'argent des pièces de diverses dimensions qui, à l'aide d'une monnaie d'appoint en métal inférieur, équivalaient aux différentes subdivisions de la livre [7]. Un marc d'argent fin évalué en livres monétaires, au temps de Charlemagne, aurait valu environ 6/10 de livre ou 12 sols [8]. Mais, si on consulte les tables des prix du marc d'argent, qui ont été régulièrement dressées aux hôtels des monnaies depuis le XIII^e^ siècle, on trouve que le marc d'argent fin a été évalué de plus en plus haut en livres, sous et deniers, et qu'en 1789 il s'est élevé à 54 livres 10 sous, ce qui ne provient pas évidemment d'un accroissement de valeur de l'argent, mais d'une dégradation successive de l'étalon monétaire. Et cette dégradation de l'étalon monétaire, de la livre, d'où provient-elle ? De l'altération des monnaies. Les tables qui nous indiquent les prix du marc d'argent fin nous donnent la valeur de ce même marc réduit en monnaie [9], et nous voyons que la différence, qui représente la *traite* ou

6. Le mot *livre* ne signifie rien par lui-même ; qu'on le rapporte au mot *libra*, balance, ou à *librare*, peser, il signifie simplement un *poids*. Il en est autrement d'une des dernières subdivisions de notre ancienne livre, le *grain*, qui est censé représenter le poids d'un grain de blé. Cette livre se divisait en 2 marcs ; le marc en 8 onces ; l'once en 8 gros ; le gros en 3 deniers ; le denier en 24 grains ; ce qui fait que 1 livre valait = 2 marcs = 16 onces = 128 gros = 328 deniers = 9,216 grains = 489 grammes 505. — Pour peser les matières d'or et d'argent, l'unité de poids était le marc avec ses subdivisions. — On avait cru d'abord que la livre, du temps de Charlemagne, était la même que celle des époques romaine et mérovingienne évaluée à 6,144 grains ou 326 grammes. M. Guérard a établi qu'elle avait été portée à 7,680 grains ou 407 grammes (V. Leber, *Essai sur l'appréciation de la fortune privée au moyen âge*, 2^e^ édition, page 8). — On opposait à la livre carolingienne la *livre poids de marc*. — La livre monétaire étant de 7,680 grains, et le marc, la moitié de la livre poids de 9,216 grains, pesant 4.608 grains, la valeur du marc d'argent fin évalué en livres eût été représentée par le rapport $\frac{4,608}{7,680}$ environ 6/10 de la livre ou 12 sols.

7. Comment aurait-on pu frapper une pièce d'argent d'une livre, c'est-à-dire 407 grammes d'argent ? Plus tard, quand l'étalon monétaire se fut dégradé, on trouve accidentellement des monnaies d'or valant une livre, comme les francs d'or de Jean I et de Charles V.

8. Voir le calcul à la note 6 ci-dessus.

9. Ces *Tables des prix du marc* sont des documents délicats à consulter, car elles donnent, pour une même date, jusqu'à quatre chiffres différents : 1° Le prix du marc d'argent fin ; 2° Le prix du marc d'argent converti en monnaie à un titre quelconque ; 3° Le prix du marc de fin payé aux hôtels des monnaies, dans la proportion fixée par les mandements : 4° Le prix réel de l'argent, relativement à sa valeur commerciale, au cours moyen de l'époque, et à la bonne monnaie (Leber, dans l'ouvrage cité à la note 7 ci-dessus, page 221). — Le degré de fin de l'argent s'exprimait en *deniers* ou douzièmes : l'argent pur était à 12 deniers ; et les meilleures monnaies étaient à 11 deniers 1/2 ou 11 deniers 12 grains de fin, c'est-

bénéfice fait par le roi, s'élève parfois à près du double : ainsi, en 1352 le marc d'argent fin est payé 5 livres 10 sous, et on en tire 16 livres de monnaie. L'avilissement de la monnaie faisait hausser les prix de toutes choses, y compris celui des lingots qu'on portait aux hôtels des monnaies, qu'on payait de plus en plus cher, et d'où on tirait un nombre de plus en plus grand de pièces de monnaie, évaluées en livres, sous et deniers : mais ces livres, sous et deniers, n'étaient plus que de vaines dénominations par rapport à la valeur réelle de l'ancien étalon monétaire. Il est bien entendu qu'il y a une étroite liaison entre cette élévation des prix et les tentatives faites pour y remédier par des lois de maximum.

Il faut remarquer qu'en se servant de la même monnaie de compte, pour indiquer, en livres, sous et deniers, la somme pour laquelle circulaient les espèces tant d'or que d'argent, on avait par cela même établi un rapport légal de valeur entre les deux métaux ; mais, par suite des altérations qu'on faisait subir à la monnaie, altérations qui portaient dans des proportions différentes sur les monnaies d'or et sur celles d'argent, ce rapport était soumis à d'incessantes fluctuations, et il en résultait des valeurs différentes pour la livre, suivant qu'elle était évaluée d'après l'une ou l'autre monnaie.

Une cause de confusion résultait autrefois de la diversité des types monétaires adoptés dans les différents hôtels des monnaies. La monnaie *tournois*, c'est-à-dire frappée à Tours, différait de la monnaie *parisis*, frappée à Paris : la première était plus faible de 1/5 que la seconde ; et on disait livre et sou tournois, pour exprimer des livres valant 20 sous, à la différence des livres parisis qui en valaient 25, et des sous valant 12 deniers à la différence des sous parisis valant 15 deniers.

à-dire à 11/24 : c'est ce qu'on appelait *argent le roi*. Le degré de fin de l'or s'exprimait en *carats* ou vingt-quatrièmes. — Le lecteur peut maintenant se faire une idée du travail qui consiste à évaluer les sommes historiques. Je prends un exemple mémorable. En 1453 Jacques Cœur fut condamné à 100,000 écus de restitution et à 300,000 écus d'amende. A quelle somme équivaudraient aujourd'hui ces 400,000 écus d'or ? Il faut : 1° établir ce qu'étaient matériellement ces écus, quelle espèce de monnaie ; 2° trouver le poids de métal précieux qu'ils contenaient ; 3° calculer la somme de monnaie actuelle qui représente la même quantité de métal précieux ; 4° rechercher quel était le pouvoir de l'argent au milieu du XV^e^ siècle. Eh bien ! ces écus étaient des *écus d'or à la couronne*, car les *écus d'or au soleil* n'ont paru en France qu'en 1475. Nous savons que ces écus étaient au titre de 23 carats 3/4, et qu'on en taillait 66 dans un marc pesant d'or ; que chaque écu valait 1 livre 8 sols *argent le roi* ; que, par conséquent 400,000 écus représentaient 506,000 livres monnaie de compte. En 1453, les tables des prix du marc nous disent que le prix du marc d'argent était de 9 livres 3 sols. Ces 506,000 livres équivalaient donc en poids d'argent à 3,036,000 francs. Le pouvoir de l'argent était alors six fois égal à ce qu'il est de nos jours ; ces 3 millions en représentent donc 18 (Voir Leber, cit., page 144.)

Sans doute, dans la dernière moitié du siècle dernier, notre système monétaire s'était amélioré en ce sens qu'on frappait de la monnaie à un titre très élevé, à 11/12 de fin, et c'est à cette époque que remonte la réputation de nos *louis d'or*, qui circulaient dans toute l'Europe pour leur valeur nominale entière, bien que le prix de la façon, brassage et seigneuriage, fût compris dans cette valeur ; mais le principe vicieux de l'ancien système monétaire n'en subsistait pas moins. En quoi consistait ce vice ? En ce qu'il n'y avait ni titre ni poids légal. On frappait alternativement des monnaies fortes ou faibles de poids et de titre ; rien dans le nom qu'on leur donnait ou dans l'empreinte qu'elles recevaient, n'indiquait leur valeur réelle : on se bornait à déclarer que telle monnaie aurait cours pour tant de livres, sous et deniers.

Pour bien comprendre l'esprit de la loi du 7 germinal an XI (28 mars 1803), qui est encore aujourd'hui la base de notre législation monétaire, il est utile de rappeler les réformes tentées ou opérées par la législation intermédiaire.

On posa tout d'abord en principe la substitution du système décimal au système duodécimal tant pour l'alliage que dans le rapport de l'étalon avec les différentes pièces de monnaie. L'or et l'argent devaient être à 9/10 de fin au lieu de 11/12. Le décret du 6 vendémiaire an II (7 octobre 1793) établissait deux étalons monétaires, l'un d'argent, l'autre d'or, qui devaient être chacun de 1/100 d'un kilogramme de l'un et de l'autre métal. L'unité des monnaies d'argent était une pièce de 10 grammes, équivalant à la pièce de 2 francs actuelle ; l'unité des monnaies d'or était une pièce de 10 grammes qui, d'après le rapport légal qui a prévalu, aurait représenté une valeur de 31 francs. Ce système monétaire n'a existé que sur le papier ; on ne possède pas de *républicaines* de 10 grammes d'argent, ni de *francs d'or* de 10 grammes : c'étaient les noms que devaient porter ces pièces.

En 1795 ce système monétaire fut modifié de la manière suivante. Il n'y eut plus qu'un étalon et une unité monétaire, *le franc*, une pièce d'argent du poids de 5 grammes de l'étoffe monétaire consacrée, avec des multiples et des sous-multiples par 2 et 5 : pièces de 2 et de 5 francs, de 50 et de 20 centimes. Quant à la monnaie d'or, on conserva la pièce de 10 grammes, mais elle ne devait plus porter de nom ni d'indication d'une valeur ; le poids seul y était mentionné : ce n'était plus une monnaie ayant cours forcé, mais simplement un lingot dont le poids et le titre étaient certifiés par l'État.

Nous sommes maintenant en mesure d'apprécier l'esprit dans lequel a été conçue la loi du 7 germinal an XI qui nous régit encore. En présence des désordres de notre ancien système monétaire, les rédacteurs de cette loi, de même que les législateurs de 1793 et de 1795, ont voulu surtout établir la fixité de la monnaie [10] en assurant d'une manière per-

10. La fixité de notre système monétaire résulte de ce qu'on ne pourrait au-

manente le même poids et le même titre aux espèces destinées à mesurer la valeur des choses en leur servant d'équivalent. Dans ce but, ils ont pris pour étalon monétaire une pièce de monnaie d'un poids et d'un titre déterminés et portant un nom particulier : le franc d'argent comme en 1795 ; mais ils n'ont pas voulu démonétiser l'or et le réduire au rôle de simple marchandise dont la valeur serait discutée à chaque payement. Il fut donc décidé qu'on frapperait des pièces d'or de 20 francs dont on taillerait 155 dans un kilogramme d'or à neuf dixièmes de fin, tandis qu'on taillerait 40 pièces de 5 francs dans un kilogramme d'argent au même titre. On établissait ainsi un rapport légal entre la valeur de l'or et celle de l'argent, le rapport de quinze et demi. Le public pouvait faire monnayer à volonté de l'or ou de l'argent.

Telle est encore la base de notre système monétaire, malgré certaines modifications qui y ont été introduites depuis 1864, dans les circonstances suivantes.

Les exploitations aurifères de la Californie à partir de 1848 et de l'Australie à partir de 1851, jointes à une production plus abondante des mines de l'Oural, déterminèrent une baisse notable de la valeur de l'or. D'autre part, l'argent était recherché pour solder les importations des produits de l'Extrême-Orient, l'Inde et la Chine, qui ne veulent que de l'argent. L'Angleterre, qui n'a de monnaie légale que l'or, et qui avait grand besoin d'argent à raison de son grande commerce avec l'Orient, attirait les monnaies d'argent de la France, de la Belgique, de l'Italie, de la Suisse, non seulement les pièces de 5 francs, mais la monnaie divisionnaire. Que fit-on pour empêcher les pièces de 2 francs, de 1 franc et de 50 centimes, de passer la frontière ? On n'en prohiba pas l'exportation, comme on l'aurait fait autrefois ; on les frappa à un titre inférieur, de manière à en faire une monnaie conventionnelle, qui avait plus de valeur en France qu'à l'étranger, car à ces pièces appauvries d'argent on conservait leur valeur primitive. La Suisse entra la première dans cette voie et en 1860 frappa des pièces de 2 francs et 1 franc et de 50 centimes à 800 mill., ne conservant le titre de 900 mill. que pour la pièce de 5 francs. En 1862, l'Italie suivit cet exemple, mais sans aller aussi loin dans la dépréciation ; elle adopta le titre de 835 mill. Ainsi, à ce moment, nous devions empêcher nos pièces de 2 francs, 1 franc, 50 centimes de s'en aller, et empêcher les pièces suisses et italiennes d'aujourd'hui modifier la valeur du franc sans être obligé de refondre toutes les monnaies existantes, ou sans les faire circuler pour une somme différente de celle qui est inscrite sur l'une ou l'autre de leurs faces ; tandis qu'on pouvait autrefois élever ou abaisser le cours des espèces monétaires sans leur faire subir aucune transformation réelle, sans modifier leur titre ou leur poids : il suffisait de changer la somme exprimée en livres, sous et deniers, pour laquelle elles devaient être reçues, c'est-à-dire le rapport légal établi par l'autorité publique entre leur valeur de circulation et la monnaie de compte (Voir la savante étude de M. Ad. Vuitry, *La monnaie sous Philippe le Bel et ses trois fils*).

liennes d'entrer, ce qui du reste était facile, puisqu'elles n'avaient pas cours. Par la loi du 25 mai 1864, la France fit un timide essai, en frappant des pièces de 50 et de 20 centimes à 835 mill. comme en Italie. La Belgique n'avait encore rien fait, mais c'est elle qui, en 1865, prit l'initiative de l'ouverture d'une conférence monétaire tenue à Paris, à laquelle prirent part les représentants de la Belgique, de la France, de l'Italie et de la Suisse, conférence qui aboutit à la convention monétaire du 23 décembre 1865, laquelle fut ratifiée pour la France par la loi du 27 juin 1866.

Voici les principes essentiels de cette convention :

1° Le double étalon est maintenu, représenté pour l'or par les pièces de 100, 50, 20, 10 et 5 francs, pour l'argent par la pièce de 5 francs, toutes au titre de 900 mill. ;

2° La monnaie divisionnaire est au titre de 835 mill. ;

3° La frappe de l'or et des pièces de 5 francs en argent est illimitée. Chaque État ne doit frapper de la monnaie d'argent à titre affaibli qu'une quantité proportionnelle à sa population : 231 millions pour la France, 141 pour l'Italie, 32 pour la Belgique, 17 pour la Suisse ,

4° Les citoyens de chaque État ne sont pas tenus d'accepter les monnaies des autres États ; mais les gouvernements contractants s'engagent à les recevoir dans les caisses publiques, indéfiniment pour les monnaies proprement dites, jusqu'à concurrence de 100 francs pour chaque payement quant aux monnaies divisionnaires. On comptait non sans raison que, dans ces conditions, les citoyens les recevraient aussi et que l'uniformité monétaire s'établirait. Chaque gouvernement s'engage à reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres États, les monnaies d'appoint en argent qu'il a émises et à les échanger contre une égale valeur de monnaie courante. Quant aux rapports des citoyens d'un même État, les monnaies d'argent divisionnaires ont cours légal jusqu'à concurrence de 50 francs pour chaque payement ; l'État qui les aura émises les recevra de ses nationaux sans limitation de quantité.

L'article 12 de la convention réservait le droit d'accession [11] à tout Etat qui en accepterait les conditions. La Grèce y a adhéré complètement, et divers États d'Europe et d'Amérique, la Roumanie, l'Espagne, l'Autriche-Hongrie, le Pérou, le Chili ont frappé des monnaies conformes à certaines monnaies de l'Union occidentale.

On voit dans quelles circonstances s'est fondée l'Union monétaire,

11. La convention contient un tableau des différentes monnaies indiquant leurs dimensions, leurs poids et titre *droits* ainsi que les tolérances de poids et de titre. — Certaines dispositions transitoires sont relatives aux monnaies divisionnaires plus ou moins affaiblies, antérieurement frappées dans les États de l'Union. — La convention devait rester en vigueur jusqu'au 1er janvier 1880, et, à défaut de dénonciation, elle reste obligatoire pour des périodes de quinze années.

qu'on pourrait, par analogie avec l'Union douanière allemande, *Zollverein*, appeler le *Münzverein* : en 1865 on était menacé par ce qu'on est convenu d'appeler *l'inondation d'or* ; en 1874, ce fut le tour du *débordement d'argent* ; que fit-on ? L'Union décida que les divers États signataires de la convention de 1865 ne fabriqueraient des pièces de 5 francs que pour une valeur n'excédant pas : 60 millions pour la France, 40 pour l'Italie [12], 12 pour la Belgique, 8 pour la Suisse. Une nouvelle convention, applicable à partir du 1er janvier 1880, a prohibé absolument le monnayage de l'argent.

On voit que c'est toujours la loi du 7 germinal an XI qui est la base de notre système monétaire [13]. La limitation de la frappe de la monnaie d'argent n'est qu'un accident. Il est à regretter que, par suite de l'affaiblissement du titre de la monnaie divisionnaire, la pièce de 1 franc ait cessé de représenter exactement l'étalon monétaire : 5 grammes d'argent à 900 mill. de fin, soit 4 grammes 1/2 d'argent. L'étalon monétaire n'est plus conservé réellement que dans la pièce de 5 francs.

Je crois utile de placer ici, en regard du système monétaire de l'Union occidentale, le système anglais. La monnaie d'or y est la seule qui ait cours obligatoire illimité. Elle est représentée par deux pièces en or : le *souverain* et le *demi-souverain*. Le souverain pèse 7 grammes, 988 d'or à 11/12 de fin, soit 7 grammes, 322 d'or pur ; l'argent n'est qu'une monnaie d'appoint. On en a fait une monnaie conventionnelle, non pas en affaiblissant son titre, lequel est de 925 mill., mais en réduisant le poids [14].

D'après tout ce qui précède, on voit quels sont les divers systèmes monétaires qu'un peuple peut adopter. Il faut laisser de côté, comme contraires à la notion pratique de la monnaie, ce que quelques écrivains ont appelé le système de la *monnaie pesée*, dans lequel l'or et l'ar-

12. Plus 20 millions pour le fond de réserve de la Banque nationale d'Italie.

13. La convention monétaire de 1865, dans son article 1er, déclare qu'il n'est rien innové en ce qui concerne la monnaie de billon ; c'est-à-dire que chaque État conserve son billon pour son usage exclusif. La France, à partir de 1852, a opéré la transformation de son billon en substituant des pièces bien frappées et légères à l'ancien billon lourd et informe. On a frappé des pièces de 10, 5, 2 et 1 centimes pesant 10, 5, 2, et 1 grammes. Avec un kilogramme de cuivre valant 2 francs, on frappe donc pour 10 francs de billon. La valeur réelle n'est donc que 1/5 de la valeur conventionnelle. Le *gros sou* actuel, la pièce de 10 centimes, ne pèse que 10 grammes alors que l'ancien *gros sou* en cuivre, à tête de Liberté, pesait 20 grammes, et le *gros sou* en métal de cloche 24 grammes. L'alliage actuel contient 95 parties de cuivre, 4 d'étain, 1 de zinc. De 1852 à 1859 on a frappé ainsi pour 48,500,000 francs de billon, opération qui, malgré les frais de fabrication considérables, a donné un bénéfice par la vente de l'excédent de métal.

14. Les monnaies d'argent sont représentées par la couronne, la demi-couronne, le shilling et le demi-shilling. Le souverain vaut 4 couronnes, et 20 shillings. Le billon de cuivre comprend le penny ou denier, le demi-penny et le farthing. — Le shilling vaut 12 deniers. — La livre sterling est une monnaie de compte à raison de 20 shillings de 12 pences ou deniers.

gent ne sont considérés que comme des marchandises ordinaires dont on stipule un certain poids dans les contrats ; et le système de la *monnaie comptée à circulation libre*, dans lequel l'État se borne, pour éviter l'incommodité des pesées et de l'incertitude sur la pureté du métal, à frapper des pièces d'un poids et d'un titre déterminés, laissant aux parties contractantes le soin de stipuler une certaine quantité de ces lingots d'or ou d'argent. Nous attachons à la monnaie l'idée de cours forcé, et il y a alors deux systèmes en présence : 1° une seule monnaie, d'or ou d'argent ; c'est le système anglais pour l'or ; c'est le système qui a prévalu en Belgique de 1850 à 1861 pour l'argent ; 2° le système dit *à double étalon*, celui de l'Union monétaire occidentale, qui admet un rapport permanent entre la valeur de l'or et celle de l'argent. Le premier de ces deux systèmes comporte à côté de la monnaie d'or une monnaie d'argent n'ayant cours forcé que comme monnaie d'appoint ; à côté de la monnaie d'argent une monnaie d'or n'ayant pas cours légal, mais reçue librement d'après la valeur commerciale de l'or par rapport à l'argent.

Le système de la loi du 7 germinal an XI, adopté par l'Union monétaire occidentale, est généralement qualifié de système à double étalon, et on ajoute que l'unité monétaire est un certain poids d'argent, quatre grammes et demi. Mais la loi ayant établi un rapport légal de valeur entre les deux métaux, et aujourd'hui surtout qu'il n'y a plus de pièces de 1 franc contenant quatre grammes et demi d'argent, on peut dire que l'étalon est la pièce de 5 francs en or qui contient un gramme, 6129 d'or aussi bien que la pièce de 5 francs en argent.

CHAPITRE LX

La question monétaire.

La monnaie soulève les questions les plus diverses, questions d'ordre économique, questions d'art monétaire [1] ; mais il en est une qui les

1. C'est dans les ouvrages spéciaux sur la monnaie, dus à des économistes ou à des métallurgistes, que l'on doit chercher des détails sur la fabrication des monnaies, leurs formes et coupures, les meilleurs systèmes d'alliage, la tolérance de poids et de titre qu'il convient d'admettre, les différents procédés de falsification, le plus ou moins de *frai*, ou usure par la circulation, qu'elles éprouvent suivant l'espèce de métal et la dimension. Il résulte d'expériences faites avec soin qu'on peut évaluer à 4 milligrammes par pièce et par an le frai des pièces de 5 francs. A mesure qu'on envisage des pièces d'un plus faible échantillon, le frai est plus con-

domine toutes par son importance, par son intérêt universel, par les difficultés qu'elle présente ; c'est celle que j'ai posée dans le chapitre LVIII, et formulée ainsi dans la rubrique de ce même chapitre : « Com- « plications résultant de la pluralité des métaux précieux employés « comme monnaie, et de la diversité des systèmes monétaires ». La *question monétaire* restera d'ailleurs indéfiniment ouverte par la raison que la science peut bien analyser les exigences auxquelles doit satisfaire la marchandise-monnaie, signaler les vices propres à tel ou tel système monétaire ; mais elle est impuissante à établir la perfection absolue d'une marchandise-monnaie attendu que cette supériorité ne résulte pas seulement de ses qualités intrinsèques et actuelles, mais dépend d'événements futurs et incertains qui changent les rapports de valeur de toutes choses, y compris celle des métaux précieux.

Par les explications données ci-dessus, chapitre LVIII, on a vu que la question de la monnaie est d'un intérêt essentiellement international ; aussi est-ce dans des conférences internationales, où se sont donné rendez-vous les délégués des différents États, que cette question est agitée depuis plusieurs années. C'est la détermination prise par l'Union monétaire de limiter d'abord, puis de suspendre complètement la frappe de la monnaie d'argent, qui a provoqué la réunion de ces conférences, notamment en 1867, en 1878 et en 1881. Chacune d'elles a eu des préférences : monométallisme-or, bimétallisme international, système éclectique [2]. Ce qui nous importe, c'est d'apprécier les arguments qui ont été produits de part et d'autre.

sidérable. — A la charge de qui doit retomber le frai ? En Angleterre, dès que la perte dépasse 1/50 du poids d'un souverain, environ 17 centimes, la Banque le brise. Ainsi c'est l'État qui supporte la perte. Cela paraît assez juste, car il n'y a aucun rapport entre le frai et le fait de la détention actuelle. Chez nous, il n'y a pas précisément de règle fixe à cet égard. Lorsque les anciens écus de 6 livres, qui valaient primitivement 6 francs 07 centimes eurent été fortement diminués par le frai, on déclara qu'ils ne seraient plus reçus que pour 5 francs 80 centimes ; la perte fut donc supportée par les détenteurs. L'article 2 de la convention monétaire de 1865 réserve à chaque État le droit d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai d'un demi pour cent au-dessus des tolérances légales. — On peut démonétiser une monnaie par suite d'un changement de système monétaire, comme cela aurait lieu, par exemple, si la France démonétisait l'argent. En pareil cas, la perte devrait être supportée par l'État ; car c'est le crédit de la France qui conserve à la pièce de 5 francs une valeur qu'elle n'a plus.

2. Ces conférences monétaires internationales ont été naturellement tenues à Paris, considéré comme le chef-lieu de l'Union monétaire occidentale. — La première, en 1867, avait principalement pour but de préparer l'uniformité monétaire en substituant à la variété des types des espèces métalliques frappées suivant des règles uniformes. La question se posa naturellement de savoir de quel métal seraient faites ces espèces. Le monométallisme-or l'emporta. L'Allemagne et les États scandinaves suivirent ce programme et l'Union latine y adhéra dans une certaine mesure en suspendant la frappe de l'argent. — La seconde conférence, en août 1878, fut provoquée par les États-Unis. En 1876, le congrès avait ordonné une

Les partisans du monométallisme-or disent, en substance : le système du double étalon est théoriquement insoutenable ; on ne peut pas mesurer simultanément la valeur des choses par celle de deux métaux entre lesquels on prétend établir un rapport de valeur immuable, alors que ce rapport change sans cesse ; aussi, en fait, il n'y a jamais eu un double étalon, c'est toujours le métal dont la valeur commerciale est inférieure à sa valeur légale qui fait les frais de la circulation ; ce qu'on appelle le régime du double étalon n'est en réalité que le régime de l'étalon *alternatif* ; la mauvaise monnaie chasse la bonne. La limitation, puis la suspension de la frappe de l'argent ne sont qu'un acheminement vers l'étalon unique d'or. Il faut que la loi consacre ce qui existe en fait. Il est bien entendu que, dès qu'on se décide pour l'étalon unique, il ne peut être question que de l'or : c'est l'argent qu'on ne veut plus à raison de sa dépréciation croissante, de son incommodité.

Que répondent les partisans du double étalon ? Ils contestent l'argument théorique et l'argument de fait.

Et d'abord, en ce qui concerne l'argument théorique, est-il vrai que le système du double étalon soit aussi insoutenable qu'on le dit ? C'est abuser du langage que de comparer le double étalon à l'emploi de deux mesures de longueur dont l'une serait invariable, tandis que l'autre pourrait s'étendre ou se raccourcir à volonté. L'or et l'argent peuvent également varier de valeur et c'est précisément à cause de ces oscilla-

enquête de laquelle il serait résulté que la baisse de l'argent par rapport à l'or n'avait pas été déterminée par des faits naturels, tels que la plus ou moins abondante production de l'un ou de l'autre métal, mais seulement par des faits législatifs, qu'il y avait donc lieu de maintenir les deux métaux dans la circulation, en établissant, par convention internationale, un rapport fixe de valeur entre eux. La proposition des délégués américains n'aboutit pas à un vote général ; mais il faut noter le projet de réponse rédigé par les délégués de la France et de l'Angleterre ; il exprimait le désir que le rôle monétaire de l'argent aussi bien que celui de l'or fût maintenu dans le monde, mais déclarait que le choix entre l'emploi de l'un ou de l'autre de ces deux métaux ou l'emploi simultané des deux devait avoir lieu suivant la situation spéciale de chaque État ou groupe d'États ; qu'il en était de même de la question de la limitation du monnayage de l'argent. Ainsi, tout en n'adhérant pas au bimétallisme international proposé par les États-Unis, la réponse de la France et de l'Angleterre était une condamnation de la propagande monométallique-or inaugurée par la conférence de 1867. — La conférence monétaire qui s'est ouverte le 19 avril 1881 a été provoquée par les Etats-Unis et la France. Pour servir de base à la discussion, une commission a été chargée de rédiger un questionnaire qui a été préparé par les délégués néerlandais ; M. Cernuschi, délégué de la France, a rédigé une série de propositions, et M. Dana-Horton, délégué des Etats-Unis, a présenté un certain nombre de questions concernant la nature et l'histoire de la monnaie, la politique monétaire de certains États et son influence sur la stabilité de la puissance d'achat de la monnaie. Il résulte de ces divers documents que la question principale sur laquelle devaient porter les délibérations de la conférence, était la même que celle dont avait été saisie la conférence de 1878 : établissement du bimétallisme international, libre monnayage de l'argent et fixation d'un rapport de valeur entre l'or et l'argent.

tions, que la coexistence des deux étalons présente des avantages. Les rédacteurs de la loi du 7 germinal an XI n'ignoraient pas autant qu'on le croit les lois économiques et les objections théoriques contre le double étalon. Ils ont déclaré qu'ils ne voulaient démonétiser ni l'un ni l'autre des deux métaux dont la masse était indispensable à la circulation, et ils ont affirmé que les inconvénients qui résultent du rapport légal établi entre eux ne sont pas aussi considérables qu'on le dit. On ne peut pas, dans tous les cas, leur faire un reproche de n'avoir pas prévu les futures et alternatives inondations d'or et d'argent. Si on s'était borné à un seul des deux métaux comme étalon, il en serait résulté des perturbations bien plus graves que celles qu'a produites la rupture momentanée de l'équilibre. Si l'or seul eût été monnaie, le quadruplement presque soudain de la masse de ce métal eût bouleversé tous les rapports, élevé tous les prix, et les créanciers auraient subi une véritable spoliation, recevant, en vertu de contrats antérieurs, leur payement en une monnaie fortement dépréciée. Si on n'avait eu que de la monnaie d'argent, en présence de l'accroissement considérable des transactions commerciales, le stock métallique eût été insuffisant, les prix se seraient abaissés, et les débiteurs à leur tour, auraient vu leur position aggravée, obligés de remettre une même quantité d'argent, bien que ce métal eût augmenté de valeur, et qu'il fallût céder plus de marchandises pour s'en procurer une même quantité. Là, au contraire, où les payements peuvent s'effectuer indifféremment en or ou en argent, l'abaissement du prix de l'un des deux métaux le fait immédiatement rechercher et cette recrudescence de la demande en relève le prix. Sans doute *comparaison n'est pas raison*, mais ce jeu alternatif des deux métaux qui servent aux échanges rappelle jusqu'à un certain point ce balancier compensateur fait de métaux différents et combinés de telle façon que l'action de la température qui tend à l'allonger d'une part, le raccourcit de l'autre. [3]

3. On a invoqué contre le double étalon les désordres financiers qu'il a produits dans l'Amérique du Sud. Il est intéressant de rechercher dans quelles circonstances particulières la chose a eu lieu. L'Espagne avait introduit dans ses colonies d'Amérique son système monétaire : l'once d'or divisée en 16 piastres d'argent, avec le rapport de 1 à 16. Ce rapport, qui convenait à l'Espagne, ne convenait pas à l'Amérique, pays de production des métaux précieux, lesquels sont destinés à être échangés comme matières premières et transportés en Europe. De là, une dépréciation relative de l'argent par suite de la prohibition dont était frappée l'exportation des métaux précieux. La contrebande s'exerçait en effet de préférence sur l'or plus facile à dissimuler et transporter aux lieux d'embarquement. L'or plus demandé pour cette exportation frauduleuse augmenta de valeur par rapport à l'argent et valut, non pas 16 fois, mais 17 fois 1/2 l'argent. Avec l'affranchissement des colonies et la liberté d'exportation, cet état de choses disparut, d'autant mieux que le fret et l'assurance se payaient *ad valorem*, sans avoir égard à la différence de poids. On n'en continua pas moins à maintenir le rapport de 1 à 17 1/2, et l'argent, ne se trouvant pas suffisamment payé, émigra aux Antilles et aux États-Unis.

Les partisans du double étalon se prétendent encore plus forts sur le terrain des faits, et voici ce qu'ils opposent aux monométallistes :

1° C'est d'abord ce qu'on pourrait appeler un argument *ad hominem*. Ils sont fondés à dire à tel éminent économiste : « A un moment donné « vous étiez monométalliste-or ; survient l'inondation de l'or, à partir « de 1848, vous voilà monométalliste-argent ; vous demandez mainte- « nant la démonétisation de l'argent. »

2° Ce n'est pas seulement par ces raisons, tirées des variations qui affectent la production des métaux précieux, que certains économistes se décident pour l'or ou pour l'argent ; en ne considérant que les qualités *monétaires* des deux métaux, plus d'un s'est décidé pour l'argent[1].

3° Si l'on démonétisait l'argent, la monnaie d'or ne suffirait pas à la circulation. Ici les parties sont *contraires en fait*, comme on dit au Palais : on est en désaccord sur les quantités d'or monnayé ; sur la quantité qui est absorbée par les divers emplois industriels ; sur ce qui se perd par le frai et par accident ; sur ce qu'en réclament les peuples arriérés dont l'avènement à la civilisation est marqué par un usage plus étendu de la monnaie métallique.

4° On s'arrangerait bien de manière à suffire aux besoins de l'échange avec une moindre somme de monnaie, mais naturellement les prix baisseraient. Les économistes diront qu'il importe peu qu'on donne et reçoive un peu plus ou un peu moins de monnaie ; mais il faudra du temps avant que ces notions économiques aient pénétré la masse de

Quelques États, pour retenir l'argent, firent ce que nous avons fait en 1865 ; ils frappèrent du billon d'argent, mais ils allèrent jusqu'à y mettre 30 pour cent d'alliage ! Les prix haussèrent ; la mauvaise monnaie chassa de plus en plus la bonne ; l'or disparut à son tour, d'où des désastres financiers qui furent aggravés par les mauvaises lois faites en vue de les réprimer, et on a vu ainsi les pays d'où l'or et l'argent semblent couler sur le monde, privés d'or et d'argent et réduits au papier-monnaie. Peut-on établir quelque comparaison entre ce qui s'est passé dans les colonies espagnoles, formées par le plus impitoyable esclavage colonial à la pratique de la liberté économique, et les vues sages qui ont inspiré les législateurs de l'an XI, les sages mesures prises depuis par le pouvoir législatif?

1. « S'il fallait absolument choisir entre les deux métaux, lequel mériterait la « préférence ? L'or est plus portatif... le frai sur la monnaie d'or est quatre fois « moindre que sur la monnaie d'argent... Sur deux points intéressants la supério- « rité est donc du côté de l'or. Mais l'essentiel est de comparer les deux métaux « sous le rapport de la fixité de la valeur. Sur ce sujet que faut-il croire ? Un sa- « vant économiste anglais, qui a traité avec beaucoup de distinction la question de « la monnaie, M. Senior, est d'opinion que les fluctuations passagères qu'occa- « sionnent les incidents divers de la politique ou les dérangements du commerce, « affectent l'or plus que l'argent : dans ce cas-là, en effet, l'or beaucoup plus mo- « bile répond plus instantanément à l'appel qui en est fait dans un autre État ou « sur un autre marché.... Tout considéré donc, il faut convenir que les raisons « sur lesquelles ont avait appuyé la plus grande fixité de la valeur de l'or, et par « conséquent la préférence exclusive qu'on réclamait pour ce métal, en tant que « matière monétaire, n'ont rien de péremptoire. » (Michel Chevalier, *La monnaie* section IV, chapitre II.)

ceux qui vendent leurs services et leurs produits, et cette baisse générale des prix causerait une longue et douloureuse crise.

Mais la question à l'ordre du jour n'est plus précisément entre le monométallisme et le bimétallisme ; d'autant mieux qu'il n'y a plus aujourd'hui de bimétallisme proprement dit, puisque l'Union latine, qui est censée représenter le double étalon, a suspendu la frappe de l'argent. Un tiers est intervenu dans le débat, qui prend ardemment parti contre le monométallisme, mais qui, d'autre part, réclame qu'on arbore franchement le drapeau du bimétallisme, la frappe illimitée de l'or et de l'argent avec le rapport de 1 à 15 1/2, mais reconnaît que la chose ne peut se réaliser qu'à la condition d'un accord entre toutes les nations qui adopteraient ce système. Tel est le programme du *bimétallisme international*, ou, comme on dit quelquefois, du 15 1/2 universel. C'est dans l'espoir de réaliser ce programme qu'ont été provoquées les conférences de 1867 et de 1878.

Les promoteurs [5] du bimétallisme international s'approprient bien entendu tous les arguments déjà formulés contre le monométallisme-or ; ils ajoutent que le régime bâtard de l'Union latine en produit déjà les mauvais effets. Dans leur programme, il convient de distinguer trois choses : le but, les moyens, les arguments qui leur sont propres.

Le but est incontestablement louable en ce sens qu'il s'agit simplement de l'accession de tous les États, notamment de l'Angleterre et de l'Allemagne, à l'Union monétaire occidentale. La frappe illimitée de l'argent étant admise partout, il n'y aurait plus de cause particulière de dépréciation pour ce métal, plus de différence entre sa valeur commerciale et sa valeur monétaire. A cela les représentants les plus distingués du monométallisme-or répondent : « En apparence, tout serait « sauvé et le problème serait résolu ; tout serait perdu au contraire, et « le problème ne serait que déplacé. L'argent circulerait pour 15 1/2 « de son poids par rapport à l'or, comme le veut la loi de germinal an « XI. Mais que se passerait-il ? Serait-ce l'argent qui, en vertu de cet « accord universel, recouvrerait les 15 pour cent qu'il perd aujourd'hui ? Pas le moins du monde, ce serait l'or, dont la valeur serait « abaissée d'autant. C'est lui qui ferait les frais de l'accord. [6] » Ce problème serait moins ardu que l'ancien.

Mais voici la grande difficulté : pour atteindre le but désiré, il faut l'accord de tous, et deux grandes puissances, l'Angleterre et l'Allemagne, ne veulent pas entendre parler de bimétallisme. Elles se sont bien

5. M. Cernuschi est l'infatigable apôtre du bimétallisme international. M. E. de Laveleye prend modestement l'attitude d'un disciple enthousiaste. Le spirituel publiciste belge espère bien qu'un jour, après le triomphe du bimétallisme, on élèvera à M. Cernuschi une statue... bimétallique, or et argent.

6. M. Victor Bonnet, *La question monétaire et les procès-verbaux de la dernière conférence internationale* (*Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1882, page 403).

fait représenter aux conférences monétaires de Paris, mais uniquement pour déclarer que tout en désirant la réhabilitation de l'argent elles n'entendaient pas y concourir en acceptant les principes du bimétallisme. Il est en effet commode, pour l'Allemagne, d'avoir des voisins chez lesquels elle se débarrasse de son argent, et pour l'Angleterre également, des voisins chez lesquels elle trouve de l'argent pour aider à la liquidation de ses rapports commerciaux avec l'Inde. [7]

On ne saurait trop regretter que les promoteurs du bimétallisme international aient cru devoir élaborer une déclaration de principes, inutile ou dangereuse, sur la nature de la monnaie et qui tend à établir que l'État *peut tout* en matière de monnaie. [8]

Les conférences n'ont pas abouti ; il ne s'est produit aucune modification dans la législation monétaire de l'Union latine. Que fera l'Union ? Que fera la France ? il n'y a que trois partis : 1° le monométallisme-or plus ou moins tempéré par la présence d'une monnaie d'argent qui ne serait libératoire que dans certaines limites ; 2° persister dans le système actuel qui consiste, en somme, à proportionner la production de la marchandise-monnaie aux besoins du marché par une limitation

7. A la conférence de 1878, M. Goschen, délégué anglais, déclarait que « l'effort « général que l'on ferait de tous côtés à la fois pour se débarrasser du métal ar- « gent, pourrait occasionner les plus graves désordres dans la situation économi- « que et produire une crise plus désastreuse que toutes celles dont le monde com- « mercial a gardé le souvenir. »

8. Je fais allusion aux propositions soumises à la conférence par M. Cernuschi (voir la note 2 ci-dessus). J'en extrais quelques passages : — Proposition XIII. « La « masse argent est meilleure que la masse or. » — Proposition XV. « La valeur que « pourraient avoir l'or et l'argent comme marchandises, si aucune législation ne « les prenait pour masses monétaires, n'est pas un élément constitutif de la mon- « naie. » — Proposition XVI. « La monnaie est créée pour mesurer la valeur rela- « tive de toutes les marchandises. On ne mesure pas les mesures. On ne mesure « pas, on n'évalue pas la valeur de la monnaie. » — Proposition XVII. « La mon- « naie est la matière à payer tout ce qu'on achète et vend. La matière qui sert à « payer est elle-même inachetable, invendable. L'argent est inachetable, invenda- « ble dans les pays monométalliques-argent ; l'or dans les pays monométalliques- « or. » — Le lecteur voudra bien rapprocher ces affirmations des enseignements contenus dans les chapitres LVII et LVIII ci-dessus. — Je considère comme infiniment moins contraires aux principes les doctrines de M. Dana Horton, le délégué américain. : « Je désire affirmer nettement, a-t-il écrit, que le rôle que j'attribue à « la loi, dans la doctrine de la monnaie, n'exige en aucune façon l'exclusion des « autres éléments du problème. — M. Dana Horton a répondu aux doutes qui ont été émis par quelques personnes sur la pureté des aspirations bimétalliques des États-Unis (V. le discours de M. de Parieu au Sénat le jeudi 7 avril 1881, à l'appui de l'interpellation relative à la conférence monétaire). On leur a reproché de chercher dans le bimétallisme universel un moyen de se débarrasser de l'argent que produisent leurs mines, et de rester monométallistes en pratique, tout en se proclamant bimétalliques dans la loi. M. Dana Horton a répondu que les États-Unis sont bimétalliques et que s'ils ont limité la frappe de l'argent, s'ils ont fait du monométallisme pratique, c'est qu'ils ne voulaient pas créer chez eux une demande d'argent qui eût favorisé le monométallisme-or en Europe.

qui peut aller jusqu'à la suspension complète ; 3° reviser le rapport légal entre l'or et l'argent pour le conformer aux prix courants du marché.

SECTION IV

Du Crédit

CHAPITRE LXI.

Premières notions du crédit. — Crédit de consommation.— Crédit industriel.— Crédit commercial. — Rapport du crédit avec l'épargne. — Organisation du crédit.— Commerce de banque. — Le billet de banque.

La transition de la monnaie au crédit est toute naturelle. La division du travail conduit à l'échange ; l'échange ne peut se développer qu'à l'aide d'une monnaie : l'or et l'argent ont paru la marchandise la plus propre à remplir le rôle de monnaie ; mais l'or et l'argent coûtent cher ; si on pouvait s'en passer, en employer le moins possible ! C'est ici qu'intervient le crédit. Le crédit a fait pour la circulation, l'échange, le transfert de la richesse, ce que les moyens perfectionnés de locomotion ont fait pour le transport des marchandises ou des personnes. L'or et l'argent, avons-nous dit, sont les véhicules de la richesse, l'instrument des échanges : nous avons laissé ce lourd véhicule de côté. L'histoire du développement économique, au point de vue de la circulation, de l'échange, peut se diviser en trois périodes : celle du troc primitif, celle du système monétaire, celle du crédit ; périodes qui ne s'excluent pas, mais se pénètrent réciproquement. Représentez-vous un voyage entrepris dans ces conditions différentes de l'échange et demandez-vous quel *viatique* on emportera avec soi ! Sous le régime du troc, que prendre avec soi ? Aussi, on ne voyage pas ; les voyages ne sont entrepris que par de hardis aventuriers, Argonautes ou trafiquants, par des tribus errantes qui emportent tout leur avoir avec elles. Sous le régime de la monnaie, rien de plus simple : on emporte de l'or qui sera accepté partout. Enfin le crédit apparaît : on part avec une simple lettre de crédit devant laquelle toutes les caisses s'ouvrent. Adam Smith a comparé les monnaies d'or et d'argent à une grande route qui servirait à faire circuler la richesse, et le crédit à un chemin aérien. Il signale les avantages de cette transformation. Les grandes rou-

tes, dit-il, poursuivant sa métaphore, sont indispensables pour le transport des marchandises et des voyageurs, mais elles sont d'ailleurs inutiles, ne produisent rien, coûtent cher à construire et entretenir, et dérobent à l'agriculture un terrain précieux. Il en est de même de l'or et de l'argent comme intermédiaire de la circulation. L'or et l'argent employés à cet usage ne rendent rien et coûtent cher pour se les procurer.

L'idée de crédit est aussi vieille que le monde ; elle est inséparable de l'idée d'obligation, de convention, de contrat. Concevrait-on une société où toute convention se réduirait à ceci : Livrez-moi tel produit, rendez-moi tel service, et immédiatement, simultanément, je vous rends tel service, je vous livre tel produit équivalent ? L'invention de la monnaie a permis de dire : Voilà une somme d'argent avec laquelle vous vous procurerez quand vous voudrez et où vous voudrez l'équivalent du produit ou du service que je reçois aujourd'hui de vous. Faisons un pas de plus. Je n'ai rien à vous donner en échange du produit ou du service que je réclame de vous ; nous les évaluons en une somme d'argent et je vous promets de vous payer cette somme à une époque déterminée. Si vous acceptez, si vous avez confiance en moi, vous me faites crédit : crédit veut dire confiance. Je vous délivre en conséquence une promesse écrite de vous payer telle somme à telle échéance. D'ici là vous pourrez donner cet écrit en payement à quelqu'un qui en touchera le montant à votre place.

Celui qui, de première ou de seconde main, accepte ce papier, a donc confiance ? Elle peut être absolue, en ce qu'il compte uniquement sur l'honnêteté et l'intelligence du débiteur, qui fera un emploi profitable du capital qu'on lui a confié, et qui se mettra ainsi en mesure de se libérer à l'échéance. Cette confiance peut reposer sur des bases plus solides, sur des sûretés personnelles ou réelles, le cautionnement d'un tiers, une hypothèque. Mais où donc est la confiance, le crédit, dans ce cas ? N'est-ce pas plutôt méfiance, discrédit ? Non, le crédit n'a pas seulement pour but de procurer des ressources, des instruments de travail, à celui qui en est complètement dépourvu, mais aussi de procurer à celui qui a d'ailleurs un patrimoine, telle ou telle espèce de capitaux qui lui manquent, comme cela a lieu dans le cas d'un propriétaire foncier qui ne possède rien autre chose que la terre à laquelle il veut faire des réparations. C'est ainsi que le crédit prend diverses dénominations suivant la base sur laquelle il repose : crédit personnel, réel, mobilier, immobilier. On dit communément qu'une sûreté réelle, nantissement ou hypothèque, vaut mieux qu'une sûreté purement personnelle. Tout le monde ne l'entend pas ainsi. Un commerçant préfère un bon cautionnement à une hypothèque, car pour se payer sur l'immeuble il faut subir les lenteurs d'une procédure d'expropriation. Il en est un peu de même chez les peuples primitifs par d'autres

raisons. On met, par exemple, le cautionnement au-dessus du gage réel parce que le cautionnement renferme une attestation d'honnêteté. Les lois romaines nous fournissent des exemples de créanciers qui acceptaient provisoirement une hypothèque en attendant que le débiteur pût trouver une caution [1]. Les garanties morales et religieuses étaient placées au-dessus de tout, et Hérodote nous apprend que, chez les anciens Égyptiens, l'opinion publique avait fait un moyen de crédit efficace des dépouilles des ancêtres, lesquelles étaient précieusement conservées et qu'on donnait en nantissement.

Dans quelle mesure peut-on concevoir que le crédit supplée à la monnaie ? Tout le développement ultérieur du crédit est en germe dans cette idée si simple : une promesse écrite qui vaut de l'argent et qu'on cède comme de l'argent. Avec cela et un peu d'imagination, on peut concevoir un état économique d'où la monnaie serait complètement bannie. A quoi se réduisent, en effet, les rapports des hommes entre eux, au point de vue économique, au point de vue de l'échange ? Il n'y a, dans le monde, que des créanciers et des débiteurs, et, comme toute créance suppose une dette, il y a juste autant de dettes que de créances. Lorsque, étant votre débiteur, je deviens votre créancier, par exemple, parce que j'hérite d'un individu qui était votre créancier, voilà deux dettes, deux créances, qui vont être vite éteintes et sans l'intermédiaire d'aucune monnaie : nous compenserons. Il y a mieux, la loi, dans ce cas, déclare les dettes éteintes de plein droit, sans que nous nous en doutions ; chacun est censé avoir retenu en payement de ce qui lui est dû ce qu'il doit à l'autre. Mais ce qui se passe entre deux personnes, on peut très bien le concevoir comme un moyen d'extinction de toutes les dettes. Que faut-il pour cela ? Il faut arriver, par des cessions réciproques, à ce que chaque créancier ait pour débiteur précisément celui dont il est lui-même débiteur, ou, ce qui revient au même, que chaque individu mette en présence celui dont il est débiteur et celui dont il est créancier : dans le premier cas, les dettes s'éteindront par une compensation directe ; dans le second cas, par une compensation indirecte, chacun disant à son débiteur de s'acquitter dans les mains de son créancier. On arrivera ainsi à une compensation universelle. Mais il est facile de voir que ce qui est idéalement possible n'est pas pour cela réalisable, au moins d'une façon absolue ; mais le procédé que je viens de décrire n'est pas précisément une fiction. Dans les grands centres commerciaux, il existe des établissements appelés *clearing-houses* ou maisons de liquidation, dans lesquels viennent, en effet, se liquider, au moyen de compensations et sans l'intervention

1. La loi 5 au Digeste, *Quibus modis pignus solvitur*, liv. XX, tit. VI. Le prêteur déclare que, dans les cas où il exige un cautionnement, il n'acceptera pas une hypothèque ou le dépôt d'une somme d'argent. (Voir mon livre : *Etudes de droit romain. L'hypothèque.* Introduction, et notamment page 4).

d'aucune monnaie, des masses énormes de dettes. Il suffit, pour cela, que les banquiers d'une ville concentrent dans leurs mains les titres qui ont été souscrits à l'occasion d'opérations de crédit entre industriels et commerçants, et les payements se réduiront à l'échange de ces titres de créances acquittés. Qu'on n'objecte pas que la compensation ne peut s'opérer qu'entre dettes de même nature : Sur le grand marché du monde, ce qu'on emprunte, ce qu'on doit, ce qu'on rend, c'est de l'argent. Comme il faut passer au guichet et acheter un billet avant d'aller prendre sa place dans une salle de spectacle, de même il faut passer par le marché de l'argent, le *money-market*, avant d'arriver sur le marché des marchandises ; seulement, si on a du crédit, on peut en quelque sorte battre monnaie en souscrivant une promesse de payer qui est acceptée et qui circule comme de l'argent.

Ricardo a dit que *la monnaie est parfaite, quand elle est à l'état de papier*. Il ne faisait point par là l'éloge du papier-monnaie ; il faisait allusion à l'idéal économique que je viens de décrire, qu'il savait bien n'être pas réalisable à la lettre, mais dont les progrès de la civilisation et les perfectionnements du crédit nous rapprochent sans cesse.

Insistons sur les services généraux que rend le crédit. Avec les progrès de la civilisation la nécessité du crédit se fait de plus en plus sentir, car le capital est de moins en moins employé par celui qui le possède, qui l'a créé par l'épargne, et cela pour deux raisons : 1° Il est rare que celui qui a épargné possède toutes les qualités nécessaires pour le faire fructifier ; 2° l'immensité des capitaux que réclame la grande industrie fait que rarement un seul individu en possède une quantité suffisante. Le premier effet du crédit est donc de mettre un capital à la disposition de celui qui peut le mieux en tirer parti ; il active les services du capital. En ce sens on dit quelquefois qu'il multiplie les capitaux.

Voyons donc comment le crédit, en activant la circulation des capitaux, est une source de richesse.

Il est un genre de crédit qui n'a nullement ce caractère : c'est celui qui intervient dans l'échange simple, dans l'échange direct entre le marchand et le consommateur qui achète à crédit, qui *prend à crédit* les objets nécessaires à la satisfaction de ses besoins personnels. C'est le crédit que réclame la cigale allant crier famine chez la fourmi sa voisine. Je ne proscris pas absolument ce crédit ; il peut être utile à un homme de bonne volonté tombé dans le malheur et qui saura s'en relever ; mais, ce crédit est toujours onéreux et souvent funeste. Celui qui réclame ce crédit s'adresse au petit détaillant qui lui vend très cher des denrées de mauvaise qualité, et qui comprend ainsi dans le prix, à un double titre, des intérêts usuraires. Comment marchander avec celui qui vous fait crédit, qui semble vous rendre un service gratuit ? Ce crédit est funeste, parce qu'on est de plus en plus tenté d'y recourir ; il semble

qu'on obtient pour rien ce qu'on obtient à crédit. C'est ce crédit qui conduit trop souvent de la pauvreté honorable à la misère qui dégrade. Et qu'on ne dise pas qu'il y a de la dureté dans cette appréciation. Les ouvriers l'ont si bien compris que les sociétés coopératives de consommation refusent tout crédit ; ce sont les sociétaires acheteurs qui s'imposent à eux-mêmes cette renonciation à ce genre de crédit. Il est surtout inexcusable lorsqu'il n'est que l'effet de la négligence. Combien de gens riches négligent sans raison de s'acquitter envers leurs fournisseurs ! Ici le crédit est subi par le marchand, qui craint de blesser et d'éloigner ses clients, et se trouve par là obligé de recourir à un crédit souvent onéreux pour le petit commerce. Ce crédit que je condamne et qu'on appelle généralement *crédit de consommation*, a été aussi bien nommé le *crédit de la paresse*. C'est en effet bien souvent affaire d'habitude, de routine ; sans compter les gens qui s'imaginent qu'il est de bon goût de ne pas payer comptant. De quelque nom qu'on l'appelle, le moins qu'on puisse dire, c'est que ce crédit n'est nullement à encourager.

Le seul crédit à encourager, celui qui est une condition de toute activité économique, c'est celui qui intervient entre industriels et commerçants, et qui n'a nullement pour objet de leur procurer les objets nécessaires à la satisfaction de leurs besoins personnels, mais seulement de les aider en leur qualité d'agents de la production et de la circulation. Cela comprend le crédit industriel et le crédit commercial proprement dits.

Le crédit industriel est une conséquence de la division du travail, l'expression de la solidarité qui unit toutes les industries qui concourent à la confection d'un même produit jusqu'à ce qu'il puisse être livré au consommateur. Le consommateur n'achète pas des fils de laine, mais des vêtements de laine ; le débouché du filateur, c'est le tisseur, et celui-ci compte à son tour sur le filateur qui lui livre la matière première de son industrie. Cette solidarité se traduira en un crédit que le filateur accordera au tisseur auquel il dira : Vous me payerez quand vous aurez vendu vos étoffes. Le filateur a reçu le même crédit du producteur de laine, et le tisseur fera crédit au tailleur d'habits. Grâce au crédit, chaque industriel dispose d'une valeur pour approvisionner son industrie de matière première ; cette valeur c'est le titre que lui souscrit, à chaque livraison, un autre industriel, et s'il lui faut absolument de la monnaie pour une affaire au comptant, pour payer ses ouvriers, il se la procurera en cédant son titre à quelque détenteur de capital monétaire, a un banquier. Ainsi l'usine ne chôme jamais, l'industriel n'attend pas le payement en numéraire des produits vendus pour renouveler ses approvisionnements : le crédit l'alimente comme aurait pu le faire le numéraire. C'est le consommateur qui est le liquidateur de tous ces crédits. Il paye 100 francs un vêtement qu'il achète

au tailleur d'habits, et on peut se représenter cette somme comme remontant jusqu'au producteur de la laine ou passant par toutes les industries intermédiaires qui en retiennent quelque chose.

Le crédit commercial est une conséquence de l'extension du marché et de la fabrication en grand. Le consommateur peut se pourvoir directement à l'échoppe de l'artisan, mais non à l'usine, dont les produits doivent être répandus dans le monde entier. Il faut mettre ces produits à sa portée. C'est l'affaire du commerce en gros, en demi-gros, en détail. Ces intermédiaires sont indispensables, comment faire autrement ? Le manufacturier ira-t-il établir un entrepôt dans chaque localité ? Ce serait bien plus onéreux pour tout le monde. Le marchand en détail n'est autre chose, en réalité, que cet entrepositaire qui réunit les divers produits de diverses industries au grand avantage du producteur et du consommateur. Ici encore le crédit intervient avec sa double fonction : 4° le fabricant fera au commerçant l'avance de ses produits, et celui-ci, qui a besoin de les écouler, au moins en partie, pour le payer, s'acquittera en lui donnant une promesse écrite de payer ; 2° et le fabricant, avec cette promesse qui vaut de l'argent, se procurera des matières pour alimenter son usine. C'est toujours la même fonction : faire des avances à la production, activer le service des capitaux.

Voilà le vrai crédit. Tandis que le crédit de consommation n'est qu'un pis-aller dont il est à souhaiter que l'économie sociale soit affranchie, comme l'économie animale gagne à être débarrassée de quelque corps étranger qui en gêne les fonctions, le crédit industriel et commercial au contraire fait partie intégrante des fonctions sociales ; c'est un organe nouveau qui leur donne plus de puissance. C'est donc à tort que J.-B. Say, après avoir très bien analysé les services que rend le crédit, conclut ainsi : « C'est seulement sous ce rapport qu'il est dé-« sirable, qu'il est heureux pour la société que le crédit soit générale-« ment répandu ; mais il y a une situation plus favorable encore, c'est « celle où personne n'a besoin de crédit, où chacun dans sa profession « a su amasser assez de capital pour subvenir aux avances que sa pro-« fession exige. » J.-B. Say, qui avait été industriel lui-même, parle ici bien moins en économiste que comme un industriel qui se dirait : J'ai 100.000 francs engagés dans mon industrie, et j'ai recours au crédit pour me procurer encore 100,000 francs ; je voudrais bien que ces derniers 100,000 francs fussent aussi à moi. Cela est évident ; mais, si cet industriel avait en effet 200,000 francs cesserait-il pour cela d'avoir recours au crédit ? Non, il lui demanderait probablement 300,000 francs et à la condition d'opérer sagement, il aurait raison. Tout le monde y gagnerait, et J.-B. Say me paraît dans l'erreur lorsque, dans la suite du passage que je viens de citer, il affirme d'une manière générale que l'inconvénient d'avoir recours au crédit, c'est de grever le

produit de plus de frais, d'être onéreux pour le consommateur. Il n'en est rien, Supposez que cet industriel, qui a 100,000 francs à lui, ne travaille en effet qu'avec son capital, il faudra qu'il réalise un bénéfice que j'estimerai à 12 pour cent, par exemple. Ce n'est pas trop pour l'intérêt, les risques, les peines et soins. Mais si, en outre, il se procure par le crédit 200,000 francs, qui ne voit qu'il pourra réaliser un bénéfice considérable, tout en se contentant de gagner moins sur chaque affaire. C'est l'application du principe bien connu que, une fois les frais généraux faits, il y a avantage à donner de l'extension à son industrie, à vendre beaucoup à meilleur marché.

Cette assertion de J.-B. Say, assertion irréfléchie, me conduit à signaler un autre avantage du crédit. Si selon le vœu de J.-B. Say, vœu qu'il savait bien être chimérique et qui n'eût été d'ailleurs que le retour à l'économie isolée des temps primitifs, dans laquelle chacun met en œuvre tant bien que mal ses propres capitaux ; si tous les industriels, commerçants, entrepreneurs, avaient chacun, leur appartenant en propre, un capital suffisant, que feraient toutes les personnes qui ne sont ni dans l'industrie ni dans le commerce ? J'entends que feraient-elles de leurs économies, de leur épargne ? Tout le monde n'a pas une terre à améliorer, une industrie à étendre. Tous ceux qui vivent d'un salaire, d'un revenu fixe, ouvriers, ingénieurs, savants, militaires, fonctionnaires publics, rentiers, font des économies pour les confier à l'industrie. Voilà encore une grande fonction du crédit ; il rend l'épargne possible à bien des gens. On épargne parce qu'on sait qu'il y a des gens habiles, entreprenants, qui ne demanderont pas mieux que d'emprunter ces épargnes pour les faire valoir. Si, grâce au crédit, l'épargne féconde le travail, d'autre part le crédit encourage l'épargne.

Il y a quatre choses à considérer dans le crédit : 1° la nature de l'opération considérée en elle-même et réduite à sa plus simple expression ; 2° la création du titre auquel elle donne ordinairement lieu ; 3° la nature des services que le crédit rend à la production ; 4° l'organisation du crédit, les institutions de crédit. Nous arrivons à ce dernier point : les perfectionnements du crédit. C'est, en somme, le point capital ; c'est par là que toute chose vaut en ce monde, par l'organisation, la discipline, les bons arrangements. Je n'entends certes point par là qu'une puissance supérieure ait dû imposer une organisation au crédit ; le crédit, comme le travail, s'est bien organisé tout seul.

Jusqu'à présent le crédit, dans son expression matérielle, est pour nous une promesse écrite, circulant comme monnaie, une monnaie fiduciaire. Mais est-il bien vrai que cette monnaie fiduciaire circulera comme une pièce de monnaie, qui est par elle-même une valeur acceptée partout, le gage certain d'une tradition future, suivant l'expression de Boisguillebert ? Passons en revue les principales difficultés qui s'opposent à la rapide circulation de ce titre fiduciaire. Vous avez

confiance dans le débiteur qui vous a souscrit ce titre ; mais moi, à qui vous voulez le céder, je ne le connais pas, je ne partage pas cette confiance. Cette créance est à une échéance éloignée, et le détenteur peut avoir besoin d'argent avant l'échéance. Ce titre est indivisible ; on ne peut pas le couper en morceaux comme on divise à volonté une somme d'argent pour faire face à divers payements. Cette créance que je veux céder n'est pas à la convenance d'un cessionnaire qui voudrait acquérir une créance plus forte ou moins forte, payable dans un lieu déterminé. — Comment obvier à ces inconvénients ? Comment arriver à *monnayer cette promesse écrite*, ce morceau de papier, c'est-à-dire faire qu'il offre toutes les qualités d'une pièce de monnaie, qu'il représente bien une créance sur tout le fonds social, une créance que tout le monde accepte sans hésiter, qui est toujours échue, susceptible de division à l'infini, à la convenance de chacun, payable partout ?

Un premier pas dans cette voie a été fait au moyen de l'endossement. C'est, comme le mot l'indique, une mention mise au dos du titre, par lequel le créancier donne l'ordre au souscripteur ou débiteur de payer la somme au cessionnaire de la créance désigné dans l'endossement. Aussi l'engagement du souscripteur est-il conçu en ces termes : Je paierai à un tel ou à son ordre. Il résulte de là un mode de transmission infiniment plus simple, plus rapide et plus sûr que la cession des créances du droit commun qui exige, outre un acte de cession, la notification de cette cession au débiteur, afin qu'il sache qu'il a cessé d'être débiteur du créancier originaire et qu'il est devenu débiteur du cessionnaire entre les mains duquel il doit désormais s'acquitter. Le souscripteur voit par la seule inspection du titre qu'il a souscrit de qui il est débiteur. Le titre dont je viens de donner une notion sommaire est le billet à ordre. C'est un *effet de commerce* ou *obligation négociable*, ce qui veut dire une créance dont la propriété se transmet facilement, par la voie de l'endossement. Le billet à ordre est payable par le souscripteur et à son domicile. La lettre de change, autre effet de commerce, transmissible par la voie de l'endossement, n'est pas payable par le souscripteur, mais par un tiers désigné dans le titre. Un créancier, voulant se servir, comme mode de paiement, d'une créance non encore constatée par un billet à ordre, écrit à son débiteur de payer au porteur de la lettre ou à son ordre, et il remet cette lettre à son créancier comme il lui remettrait de l'argent. Tous ceux qui transmettent un billet à ordre ou une lettre de change par un endossement sont solidairement garants du payement à l'échéance. A mesure que le titre circule, il se couvre d'endossements, c'est-à-dire de garanties.

Voilà donc un premier progrès : le titre fiduciaire est devenu plus facilement transmissible à raison de sa forme et de la plus grande confiance qu'il inspire. Il y a mieux à faire pour faciliter sa circulation. Ce titre est, en somme, une *valeur* ; il s'agit de pouvoir en tout

temps, en tout lieu, en tirer parti en l'échangeant, en le cédant; comme on tire parti de toute espèce de valeurs, de produits, en les vendant. Or, nous avons vu que, dans ce but, l'industrie emploie des intermédiaires, des courtiers, des commerçants. Pourquoi n'y aurait-il pas des intermédiaires faisant pour la marchandise générale qu'on appelle capital, représentée par des titres de créance, ce que le commerçant fait pour telle espèce particulière de marchandise, blé, vin huile ? Voici d'abord quelqu'un qui vous dit : Vous possédez une promesse écrite de 1,000 francs, payable à telle échéance, dans tel lieu, et vous avez besoin de cette somme aujourd'hui, ici. Je vais vous mettre en présence de quelqu'un qui se chargera de cette créance, car il désire avoir ces 1,000 francs disponibles au lieu et à la date indiqués. Cet intermédiaire, c'est l'agent de change qui est précisément pour les titres fiduciaires ce que le courtier est pour les marchandises. Mais il y a mieux que ce courtier, il y a le banquier, qui fait le commerce des titres, qui fait la profession de les acheter et de les vendre, d'en assurer la circulation. Ce banquier vous achètera immédiatement votre titre, lequel est toujours à sa convenance puisqu'il ne l'achète que pour le revendre.

Si la question de la monnaie nous a conduit au crédit, le crédit nous amène aux banques. Les banques sont des institutions, des établissements de crédit ; c'est l'organisation du crédit.

Tel est donc l'office du banquier : il vous avance immédiatement la somme qui vous est due, sous déduction d'un escompte qui représente l'intérêt de cette somme jusqu'à l'échéance, et il met l'effet de commerce en circulation en lui donnant la garantie de sa signature. Mais cette intervention du banquier escompteur ne fait pas disparaître deux inconvénients inhérents au billet à ordre et à la lettre de change : la nécessité de l'endossement et l'échéance fixe. Nous allons trouver un effet de commerce sans endos, toujours échu, partout payable. C'est ici qu'intervient la banque. Je dis la banque, une banque, car pour le nouvel office qu'il s'agit de remplir, ce n'est pas le premier banquier escompteur venu qu'il faut, mais généralement une compagnie puissante par ses ressources, son crédit, ses relations étendues, sa notoriété. Cette banque peut d'abord, en se chargeant de l'effet de commerce dont vous êtes porteur et dont elle vous avance le montant en argent, elle peut, au lieu de le mettre en circulation en y ajoutant la garantie de sa signature, elle peut le garder en portefeuille, et mettre en circulation un billet qui ne portera que sa signature, laquelle sera généralement considérée comme préférable aux signatures d'endosseurs, le plus souvent inconnus, des porteurs ultérieurs, et, afin que celui auquel sera remis cet effet créé par la banque n'est pas à l'endosser, pour le transporter à d'autres, il sera déclaré payable *au porteur*. Voilà l'effet de commerce, l'obligation négociable par excellence, puisqu'elle se transmet par la simple remise du titre.

Encore un pás et nous arrivons au billet de banque. Le billet au porteur porte une échéance ; íl n'y a qu'à la supprimer, à dire qu'il sera payé au porteur et *à vue* ; et vous avez la formule bien connue du billet de banque : Il sera payé au porteur, à vue, la somme de 100 francs. La banque dit au porteur d'un effet de commerce, d'une lettre de change : Vous avez là une promesse que vous voudriez réaliser, et pour cela il faut la mettre en circulation ; mais bien des causes s'opposent à ce que cet effet de commerce circule facilement ; donnez-le-moi, je le garderai en portefeuille jusqu'à l'échéance, et, en attendant, je vais vous remettre un effet d'une circulation bien plus facile : un billet qui donne au porteur le droit de toucher à ma caisse, quand il lui plaira, la somme qui y est indiquée.

Le billet de banque représente donc pour la banque un engagement toujours échu ; mais qu'arrive-t-il ? Précisément cette faculté de réclamer le payement quand on veut, jointe à la confiance qu'inspire la banque, fait que ce billet ne représente plus qu'un engagement à échéance très éloignée. Tout individu qui le reçoit, au lieu d'en demander immédiatement le remboursement en espèces à la banque, comme il en a le droit, le conserve pour le donner en payement, et ainsi de suite ; et il arrive que ce billet reste indéfiniment dans la circulation où il est plus commode que la monnaie métallique.

CHAPITRE LXII

Les banques. — Aperçu historique. — Banques de dépôt, de virement, d'escompte, de circulation. — Filiation du billet de banque. — Fonctions essentielles du banquier : escompte et dépôts.

Nous venons d'aborder la question des banques par un côté particulier ; il nous faut maintenant considérer dans leur ensemble ces puissants organes de crédit, leurs fonctions diverses. Un aperçu historique sur les banques doit être le point de départ de cette étude.

Les premières banques furent des *banques de dépôt*, de simples lieux de refuge pour les capitaux monétaires. Chaque déposant payait un droit de garde ou de magasinage. Les banques de Venise, d'Amsterdam et de Hambourg ont eu, à l'origine, cette destination. Ici la banque n'a nullement le caractère d'une institution de crédit ; il s'agit uniquement d'un rapport de déposant à dépositaires, d'un louage de services. La banque de dépôts va devenir *banque de virement*. Deux clients de la même banque de dépôts étant devenus débiteurs l'un de

l'autre, le débiteur dit à la banque : diminuez mon compte de 1,000 francs que vous porterez au compte de mon créancier. C'est là le virement, virement de compte, virement de partie. *Parties* signifiait autrefois *comptes*. Le virement ne fut pas inventé à raison de son utilité comme mode de payement économique ; il eut surtout pour but, à l'origine, d'assurer la loyauté des transactions contre les perturbations résultant du faux monnayage officiel. Celui qui stipulait une somme d'argent en livres, sous et deniers, était exposé à ne recevoir, à l'échéance, qu'une monnaie affaibli de titre. Pour éviter ce résultat la banque évaluait les dépôts reçus par elle en monnaie idéale, dite monnaie de banque, qui représentait une quantité déterminée de métal précieux, et les clients de la banque de Hambourg, par exmple, en se cédant une certaine quantité de *marcs banco*, entendaient des poids déterminés d'argent fin. Lorsque le débiteur voulait payer un créancier qui n'était pas client de la même banque, il lui donnait un *mandat* ou *rescript* sur la banque, c'est-à-dire un ordre de délivrer au porteur une partie du dépôt. Il est bien entendu d'ailleurs que tout déposant recevait de la banque un *récépissé* constatant le dépôt. Ce mandat ou rescript n'est, en somme, autre chose que le *chèque* moderne ; ce récépissé va devenir le billet de banque ; de la banque de dépôt et de virement, nous allons arriver à la banque d'escompte, à la banque de circulation, à la banque d'émission.

On commença par perfectionner le récépissé. Il fut rendu plus transmissible, en ce que de nominatif qu'il était, il devint un effet de commerce, conçu *à ordre* ou *au porteur*. En outre, au lieu de délivrer un seul récépissé pour une somme de 1,000 ducats, par exemple, on en délivra dix de 100, ou cent de 10 ducats, ce qui rapprochait encore le récépissé de la monnaie au point de vue de la divisibilité et de la commodité des payements.

Mais, ce récépissé à vue, au porteur, voilà le billet de banque ! Pas encore ; pourquoi ? Parce que ce récépissé est un billet à complète couverture métallique, c'est-à-dire que, pour l'obtenir, il faut en remettre à la banque la contre-valeur en numéraire ou en lingots. Ce récépissé n'est qu'un *certificat de dépôt ;* la banque n'est qu'une caisse sûre, une agence financière qui fait un service de caisse purement matériel. Elle ne prête pas, elle n'emprunte pas, car un dépositaire, bien qu'il soit tenu de rendre, n'est pas un emprunteur. Une pareille banque n'a pas besoin d'une direction intelligente. Le numéraire dort immobile dans les banques de dépôt et de virement. Comment donc le billet de banque est-il devenu ce qu'il est aujourd'hui et a-t-il transformé les banques de dépôt et de virement en banques d'escompte, d'émission et de circulation par l'application des dépôts à l'escompte ? c'est ce qu'il importe de bien comprendre.

Nous avons vu que la banque de dépôts remet au déposant un certi-

ficat de dépôt ou récépissé en échange des espèces d'or et d'argent, et que la cession du récépissé opère le transfert de la propriété des espèces déposées. En principe donc le déposant ne retire plus son dépôt; il paye son créancier en lui remettant le récépissé ; mais celui-ci en fait autant, de manière que c'est le récépissé qui circule au lieu de la monnaie. Et alors on fit ce raisonnement : Ce récépissé circule parce qu'il est garanti par une contre-valeur qui est en mains sûres ; ne pourrait-on pas délivrer un récépissé contre une autre valeur que de la monnaie. Voici un négociant qui vous dit : « Je suis créancier d'un tel, « auquel j'ai vendu des marchandises et qui m'a souscrit un titre de « 1,000 fr. que voilà. Cette créance est bonne, sûre, je réponds d'ail- « leurs de la solvabilité de mon débiteur ; mais je voudrais avoir à ma « disposition actuellement le montant de ma créance ; prenez donc « cette valeur et donnez-moi 1,000 fr. ou un récépissé que je ferai cir- « culer comme de l'argent. Vous déposez dans vos caves les sommes « d'argent que vous recevez en échange de récépissés que vous déli- « vrez ; vous déposerez dans votre portefeuille cette lettre de change « dont vous toucherez le montant à l'échéance. » Voilà le véritable billet de banque ; voilà la banque de dépôts devenue banque d'escompte, et banque de circulation, d'émission, parce qu'elle met en circulation des billets au porteur qui n'ont plus une couverture métallique correspondante dans sa caisse, mais auxquels correspond une créance dans le portefeuille. Ce qu'il faut bien noter, c'est qu'en échange de l'effet de commerce dont elle se charge, elle ne donne pas moins un récépissé d'une somme d'argent, de sorte que si, à l'échéance, l'effet n'est pas payé par le débiteur direct ou les garants, la banque ne sera pas moins obligée de rembourser en espèces ce récépissé à vue et au porteur, ce billet de banque, qu'elle a délivré et qui se trouve on ne sait en quelles mains, qui lui sera présenté on ne sait quand. Mais il y a plus; le billet de banque n'est pas un simple titre de créance ; il constitue une véritable monnaie, toujours échangeable contre de la monnaie métallique; et la banque ne saurait opposer aucune prescription à cette demande en remboursement du billet en espèces.

Après cet aperçu historique sur le développement de l'institution, nous allons en étudier de plus près le fonctionnement.

Tandis que, autrefois, la banque était bien réellement assimilée à un dépositaire qui doit conserver le dépôt intact, aujourd'hui il est bien entendu qu'elle a la faculté de disposer de ce dépôt, dépôt irrégulier ; elle est assimilée à un emprunteur qui est débiteur de la somme empruntée et peut en disposer comme il l'entend. En d'autres termes, la banque emprunte d'une main pour prêter de l'autre : c'est là sa fonction essentielle. Ricardo a dit que « la fonction distincte du banquier « ne commence que lorsqu'il fait la banque avec l'argent d'autrui. » C'est en cela en effet que la banque constitue une institution de crédit

qui à la fois vient en aide au commerce et à l'industrie et favorise l'épargne, la formation du capital et sa mise en œuvre. J'insiste sur ces différents services rendus par la banque. Voilà un marchand de blé qui, chaque année, achète et revend 10,000 hectolitres de blé ; voici d'autre part, un grand propriétaire qui récolte sur sa terre 10,000 hectolitres de blé qu'il vend aussi : est-ce la même chose ? Non, le premier est un marchand, un intermédiaire ; le second n'est qu'un producteur. Où est la différence, l'intérêt de la distinction ? Si le blé manque sur le marché, ce n'est pas le propriétaire, c'est le marchand qui se chargera de l'approvisionnement en allant chercher le blé là où il abonde. Le marchand n'est pas seulement utile au consommateur qui a besoin de blé ; il est utile au producteur qui veut vendre son blé et n'a pas un acheteur sous la main ; c'est à ce marchand que le grand propriétaire vendra probablement son blé, ne se souciant pas de le vendre lui-même en détail. De même, le riche capitaliste qui entreprend un commerce de banque avec des fonds qui lui appartiennent, est sans doute utile à l'industrie qui a besoin de capitaux ; il n'est pas utile au petit capitaliste qui veut tirer parti de ses économies. Mais qu'importe, dira-t-on, pourvu que l'industriel et le commerçant trouvent quelqu'un, capitaliste ou banquier, qui mette à leur disposition les capitaux nécessaires ? Cela importe fort à un point de vue général, qui est celui que nous considérons. Il est important que les capitaux puissent se former par l'épargne de tous. Il y a quelqu'un de plus riche que le plus opulent banquier, c'est *tout le monde*, et il est de l'intérêt de l'industriel de pouvoir puiser dans la bourse de tout le monde afin d'avoir les capitaux à meilleur marché ; mais cela est matériellement impossible ; l'industriel ne peut pas aller de porte en porte, quêtant et recueillant ici 100 francs, là 200 francs. C'est cet office que remplissent les organes du crédit en recueillant les plus faibles parcelles de capitaux pour les réunir en sommes considérables qu'ils tiennent à la disposition de l'industrie. Il n'est pas donné à tout le monde d'arroser une vaste terre à eau courante. Le plus souvent on réunit dans un bassin plusieurs minces filets d'eau, et quand le bassin est rempli, on en distribue le contenu suivant les besoins. Abandonnés à eux-mêmes, ils se seraient perdus, évaporés sans profit pour personne. La banque, les institutions de crédit remplissent cet office de bassin collecteur.

Nous disons que le banquier est pour la marchandise générale argent ce que le commerçant est pour telle ou telle marchandise qu'il achète et revend, c'est-à-dire un intermédiaire entre le capitaliste qui n'a pas directement l'emploi de son capital et l'industriel qui recherche ce capital. La banque est plus que cela. Le marchand ne crée pas la marchandise qu'il vend, il est un simple entrepositaire ; mais la banque fait en partie le produit qu'elle livre, le capital dont elle transfère l'emploi. Le public, les clients de la banque ne lui en fournissent en quel-

que sorte de la matière première ; j'entends par là les faibles sommes d'argent réparties entre mille individus aux mains desquels elles sont sans puissance, mais dont la banque, en les groupant, forme un capital, comme on fait une armée avec des gens isolés en les groupant, en les disciplinant. Dans ce sens, on a pu dire que la monnaie sert à former les capitaux. Les vieux auteurs ont comparé les services que rend la monnaie à ceux que rendent les organes de la nutrition dans l'économie animale : ils transforment les aliments en substance nutritive qu'ils distribuent dans toutes les parties du corps ; de même la monnaie opère comme une digestion des biens, *concoctio bonorum*, dont elle facilite le groupement et la distribution.

Comment le banquier met-il les capitaux dont il dispose au service de l'industrie et du commerce ? Ce n'est point, en général, par un prêt direct, un simple *mutuum*, mais par la voie de l'escompte. Le filateur qui a vendu au tisseur pour 4,000 francs de fils de laine lui fait un crédit de trois mois ; mais ayant lui-même besoin d'argent pour payer ses ouvriers, il tire sur le tisseur une lettre de change à trois mois de date, pour la somme de 4,000 francs, à l'ordre du banquier qui lui en remet immédiatement le montant en argent sous déduction d'un escompte qui comprend l'intérêt pendant trois mois, plus un droit de commission qui est l'indemnité due au banquier pour s'être procuré les fonds dont il dispose, fonds qu'il n'avait pas et dont il est responsable envers les déposants. Voilà, comment le banquier vient en aide à l'industrie de la laine. Mais que quelqu'un se présente chez le banquier et lui dise : Je vais fonder une usine, une filature, avancez-moi les fonds nécessaires. Le banquier répondra : Ce n'est pas là mon affaire ; je suis escompteur, non prêteur ; j'escompte *du papier fait* ; ce qui veut dire en bon français : « Avez-vous déjà créé, vendu, livré « quelque chose à crédit, et avez-vous besoin d'argent ? tirez une lettre « de change sur votre débiteur et je vous l'escompterai. Ou bien vous « avez vous-même besoin de telle ou telle espèce de marchandises : allez « les acheter à crédit ; que le vendeur tire sur vous une lettre de change « vous l'accepterez et je l'escompterai. En d'autres termes : je fais des « avances à la production, mais, pour cela, je veux voir cette production du moins en germe ; je viens en aide au crédit que se font « entre eux les industriels et les commerçants, crédit qui se traduit en « des titres qu'ils souscrivent au profit les uns des autres, parce que, « dès que j'aperçois un contrat entre eux, il y a là, indépendamment « de l'opinion plus ou moins vague qu'on a de la solvabilité, il y a un « élément matériel, une affaire sérieuse, un produit, une valeur, que je « puis apprécier. »

Je ne prête pas, j'escompte, dit le banquier ; mais il n'y a donc pas de crédit pour celui qui veut fonder quelque grande entreprise industrielle ? sans doute, il y en a ; mais le crédit a divers organes, divers

procédés ; quant au banquier proprement dit, il ne doit, en principe, venir en aide à la production que par l'escompte, c'est-à-dire en faisant des avances qui doivent lui rentrer au bout de quelques jours, de quelques mois au plus, et cela par des raisons faciles à apprécier. — Supposons que le banquier n'opère qu'avec ses fonds : s'il les prête pour construire une usine ; s'il immobilise ainsi son capital, avec quoi escomptera-t-il ? En d'autres termes, avec quoi remplira-t-il son office essentiel qui est de faire de continuelles avances aux industries qui sont déjà en activité, en les alimentant du capital circulant ? Il vaut pourtant mieux employer l'argent qu'on a en achats de charbon pour faire marcher une usine déjà créée, plutôt que de laisser chômer celle-ci pour en construire une autre. Si nous supposons que le banquier fait en partie ses opérations avec l'argent provenant de dépôts dont on peut demander la restitution d'un jour à l'autre, encore moins doit-il les immobiliser. Celui qui emprunte 500,000 francs pour construire une usine n'entend pas les rendre au bout de quelques mois, et ce n'est pas avec les intérêts de cette somme que le banquier remboursera les dépôts et fera face aux besoins de l'escompte. Si le banquier disait au déposant qu'il a engagé ses fonds comme capital de fondation dans telle entreprise industrielle, celui-ci lui répondrait : ce n'est pas pour cela que je vous les avais confiés, mais pour qu'ils fussent employés comme capital flottant qui va et vient, qu'on peut ressaisir quand on veut ; et je n'ai entendu donner à mon capital qu'un emploi temporaire attendant de l'avoir grossi suffisamment pour lui donner un emploi définitif que j'avais en vue.

Je parle de banque d'escompte, de banquier escompteur : est-ce à dire que le banquier seul escompte ? Non ; le premier venu peut escompter un effet de commerce, comme tout individu peut, sans être commerçant, faire un ou plusieurs actes de commerce, acheter pour revendre ; mais le banquier fait profession d'escompter, comme le commerçant fait profession de vendre et d'acheter. Le banquier escompteur n'est pas seulement un intermédiaire ; il est à l'égard des capitalistes qui lui confient leurs fonds un garant de leur bon emploi ; il n'escompte pas indifféremment toute espèce de papier ; il *connaît la place*. Cela est si vrai que, sur les grandes places de commerce, à Paris, à Londres surtout, on trouve des spécialités en ce genre : il y a des maisons de banque qui n'escomptent que le papier provenant de telle ou telle branche d'industrie, blé, laine, cuirs, cotons. Là où de simples capitalistes se mêlent de faire l'escompte, on conçoit que des courtiers interviennent pour les mettre en rapport avec des détenteurs d'effets de commerce qu'il s'agit d'escompter, et les renseigner sur la qualité du papier qui demande à être escompté. Cela a été pratiqué autrefois sur une très large échelle en Angleterre. La principale fonction de ces courtiers à l'escompte, qu'on appelait improprement escompteurs,

était de faciliter aux banquiers de province l'emploi de leurs fonds dans l'escompte du papier de commerce de Londres. Ces escompteurs ou courtiers ne donnaient d'ailleurs aucune garantie, ne mettant pas leur nom sur l'effet de commerce. Le banquier ou capitaliste de province ne leur payait aucune commission, mais seulement l'escompté, celui qui cherchait de l'argent. Aujourd'hui, la plupart de ces courtiers escompteurs se sont fait banquiers, utilisant directement à leur profit la connaissance qu'ils ont de la matière escomptable.[1]

Le banquier escompteur n'est souvent qu'un intermédiaire entre le porteur d'un effet de commerce et un grand établissement qui n'escompte que les effets de commerce revêtus de plusieurs signatures. Il prête son nom, son crédit, afin d'ouvrir aux commerçants l'accès de ces grands réservoirs de capital monétaire, c'est par le réescompte que cette intervention se réalise.

Le banquier escompteur devenu propriétaire de la créance peut la garder en portefeuille jusqu'à l'échéance, ou la remettre en circulation. Plusieurs raisons peuvent le déterminer à ne pas la garder en portefeuille : 1° à mesure que le portefeuille se remplit, la caisse se vide, et il peut être nécessaire de se procurer des fonds pour faire face à des remboursements de dépôts, par exemple ; 2° grâce à son crédit, le banquier peut payer un escompte moindre que celui qu'il a perçu et bénéficier de la différence ; 3° il peut se faire payer le service qu'il rend à celui auquel il cède une lettre de change à sa convenance.

Le banquier, avons-nous dit, n'escompte que du *papier fait*, et nous savons qu'il faut entendre par là du papier créé à propos d'une affaire sérieuse, comme si un fabricant tire une lettre de change sur un marchand auquel il a vendu une quantité de ses produits en lui faisant un crédit plus ou moins long. C'est l'affaire d'un banquier de connaître le crédit que méritent ce fabricant et ce marchand, comme c'est l'affaire du commerçant de connaître la provenance, la qualité des marchandises qui sont l'objet de son commerce. Le banquier, comme le commerçant, peuvent être trompés ; l'effet de commerce présenté à l'escompte peut n'avoir que l'apparence d'un *papier fait*, créé à l'occasion d'une affaire sérieuse ; en réalité, il n'y avait là qu'un individu pressé par le besoin d'argent, qui a tiré une lettre de change sur un parent, un ami, auquel il compte faire tenir les fonds à l'échéance. C'est un emprunt obtenu en simulant une affaire. Le mal n'est pas grand si l'on paye à l'échéance ; mais, à l'échéance, on usera peut-être du même procédé pour se procurer les fonds nécessaires au payement, et ainsi de suite. Grâce à ces *billets de complaisance*, à ce *tirage en l'air*, un commerçant peut vivre quelque temps, comme on dit, sur une circulation de papier ; mais généralement une catastrophe est au bout.

1. Voir Bagehot, *Lombardstreet*, chapitre XI. Les Escompteurs.

CHAPITRE LXIII

Théorie générale des banques d'émission et du billet de banque. — Les attaques dirigées contre le billet de banque.

Par l'exposé historique qui précède, nous connaissons quatre espèces de banque, ou mieux quatre fonctions de la banque : dépôts, virements, escompte, émission. Aujourd'hui, une banque qui se bornerait à recevoir des dépôts et à faire des virements n'aurait aucune raison d'être : alors, en effet, que les banques servent un intérêt aux déposants, comment concevoir une banque qui se ferait payer pour garder un dépôt ? On conçoit, au contraire, une banque qui ne fait que l'escompte ; c'est la fonction propre de la banque, qui pourra y joindre, comme accessoire naturel, les dépôts, les virements, l'émission des billets. On ne conçoit pas non plus une pure banque d'émission. Nous avons vu que le billet de banque suppose une couverture consistant soit en espèces, soit en effets de commerce. Or, dans ce dernier cas, c'est une banque d'escompte : dans le premier cas, si la banque n'émet de billlets que contre complète couverture métallique, c'est l'ancienne banque de dépôt dont il ne saurait être question. Je m'occupe ici spécialement de la banque d'émission et du billet de banque ; je recherche quelles sont les conditions générales du fonctionnement d'une banque d'émission, quelle est la nature intime du billet de banque, dont nous connaissons la filiation historique, et, dans cette recherche, je ne fais pas abstraction, bien entendu, de l'escompte et des dépôts qui, plus ou moins, sont l'aliment même du commerce de banque.

Le banquier qui, disposant d'un capital à lui propre et des dépôts qui lui sont confiés, escompte des effets de commerce en donnant de l'argent ou des billets de banque, se trouve dans cette situation : 1° il a un actif qui se compose de l'argent en caisse et de son portefeuille, c'est-à-dire des effets de commerce qu'il a escomptés et dont il doit encaisser le montant à des échéances échelonnées ; 2° il a un passif qui se compose de ce qu'il doit aux déposants et de tous les billets de banque qu'il a remis aux escomptés et dont il est tenu de rembourser la valeur en espèces à présentation,

Dans ces conditions-là, il est évident que si tous les déposants, tous les porteurs de billets de banque, venaient, le même jour, réclamer en espèces le montant de leurs dépôts et de leurs billets, le banquier serait hors d'état de les rembourser tous. Il leur dirait : « Voilà ma caisse, « voilà mon portefeuille ; tout cela représente beaucoup plus de valeurs « qu'il n'en faut pour payer tout le monde ; mais attendez que je les « réalise ! Je vais donner de l'argent aux plus pressés ; demain, j'opé-

« rerai de nouvelles rentrées, et je ferai une nouvelle distribution de « deniers, et ainsi de suite ; cela doit vous suffire, car il est impossi- « ble, à moins de vous être donné le mot, que vous soyez tous venus, « le même jour, à la même heure, ayant un égal besoin d'argent. » Rien de plus juste. Sans doute le banquier doit, d'une manière générale, avoir un actif supérieur à son passif ; mais lui demander qu'il ait toujours dans sa caisse un stock métallique égal à tous ses engagements, alors qu'il a dans son portefeuille des valeurs considérables, vouloir que le million de billets qu'il a émis, par exemple, soit couvert à la fois par un million en numéraire et un million de valeurs de portefeuille, c'est la négation même du commerce de banque. Est-ce à dire toutefois qu'il lui suffise d'avoir un portefeuille bien garni et une caisse à peu près vide ? Non, car il doit avoir une réserve en argent pour suffire chaque jour à certaines demandes de remboursement. Quel doit être le chiffre de cette réserve ? C'est là une question de tact, d'art financier. Je vais montrer, par quelques exemples bien simples, en quoi peut consister cet art financier.

Quant aux demandes que pourraient lui adresser les déposants, le banquier doit connaître les habitudes de sa clientèle, savoir à quel moment se font habituellement les dépôts, s'opèrent les retraits. Je suppose une banque établie au centre d'une région agricole où l'on élève principalement des bêtes à laine. Cette banque a pour clients, comme déposants, des éleveurs et des négociants, autrement dit, des vendeurs et des acheteurs de laine en gros. L'éleveur fera ses dépôts au moment de la vente, et il retirera au fur et à mesure des divers travaux agricoles. Mais il y a mieux : le négociant va retirer son argent pour le donner à l'éleveur qui le déposera ; ce sera le cas où jamais de faire un virement au profit de l'éleveur, et voici un retrait et un dépôt qui s'opèrent sans remuer un écu. Être au courant de tout cela, c'est précisément l'affaire du banquier, comme c'est l'affaire du marchand de connaître les goûts de ses clients et d'assortir en conséquence son magasin suivant les saisons. La banque n'est pas une routine. D'ailleurs les dépôts ne sont pas nécessairement remboursables à première réquisition, mais à trois et à six mois, à un an et plus. — Quant aux engagements résultant des billets mis en circulation par l'escompte, nous avons vu comment le crédit, qui les fait accepter une première fois, les maintient dans la circulation. Les petites coupures notamment y restent indéfiniment, elles s'y usent ; les gros billets viennent plus vite au remboursement.

Laissons pour le moment les dépôts de côté, et demandons-nous ce qu'une banque qui entreprend de faire l'escompte avec un capital d'un million, par exemple, pourra émettre de billets ? Il n'y a pas de solution théorique à cette question ; empiriquement on a préconisé une réserve métallique d'un tiers des émissions. Je réponds à cela que, en

supposant à la banque un plein crédit, abstraction faite d'une crise, d'une panique, si en outre la banque procède sagement, ne se livre pas à la spéculation, n'escompte que du papier fait, à une échéance maximum de trois mois, ce qui suffit aux besoins du commerce, ce n'est pas une encaisse d'un tiers de sa circulation qui est nécessaire, mais une somme bien moindre ; laquelle ? Les formules, en économie politique, sont d'autant plus vraies qu'elles sont moins précises en chiffres ; je dirai qu'il suffit à la banque d'avoir une encaisse représentant le petit nombre d'effets de commerce qui resteront impayés. Qu'a-t-elle à craindre en effet ? D'abord, grâce au crédit dont elle jouit, les billets par elle émis ne viendront pas au remboursement. Puis, pendant qu'elle escompte, elle fait des recouvrements, et ces recouvrements se feront ou en billets de banque ou en numéraire ; au premier cas, c'est un billet qui retourne là d'où il était parti, et voilà un billet dont le remboursement ne gênera pas la banque ; au second cas, voilà de quoi alimenter l'encaisse. Le banquier doit constamment avoir sous les yeux son portefeuille et le tableau de ses billets en circulation, et pouvoir se dire : Le recouvrement de tel effet de commerce servira à rembourser, au besoin, tel billet ; voilà un effet douteux, il faut avoir en caisse de quoi rembourser le billet correspondant.

Il faut que le banquier puisse dire aux porteurs de billets : « Voilà « votre gage ; mon portefeuille que je réalise chaque jour, et, s'il y a « des non-valeurs, voilà ma caisse pour y suppléer. Que voulez-vous « de plus ? — Nous voulons tous être payés sur l'heure ! — Je ne paye « plus personne ; je suspends mes payements : vous attendrez la liqui- « dation. » Il y a évidemment une exagération dans cette maxime bien connue : « Une banque doit toujours être prête à liquider. » En réalité, un banquier n'est autre chose qu'un liquidateur pour le compte de ses clients.

Nous sommes tous un peu banquiers. Quel est le particulier, riche ou pauvre, et je parle surtout des plus riches, qui ait toujours à sa disposition l'argent nécessaire pour payer ce qu'il doit, toutes les dettes qui légalement sont échues ? Il dira à ses créanciers : Attendez un peu ! Je suis débiteur et créancier ; il faut bien que j'échelonne mes payements comme mes recettes sont échelonnées. Si toutes les maisons assurées par une compagnie d'assurance venaient à brûler, les assurés ne seraient pas intégralement payés. Comme l'industrie est fondée sur la permanence des lois du monde physique, de même tous les arrangements que les hommes font entre eux dans l'ordre économique sont fondés sur la régularité avec laquelle s'accomplissent certains phénomènes moraux, parmi lesquels il faut ranger les libres déterminations de la volonté humaine. Tout débiteur, banquier ou autre, compte que, à moins de circonstances extraordinaires, tous les créanciers ne viendront pas, à la même heure, réclamer ce qui leur est dû.

Nous avons vu comment le billet de banque est issu de l'antique certificat de dépôt, du simple récépissé à complète couverture métallique. Nous préciserons encore mieux la nature de cet instrument de crédit en examinant les griefs des adversaires du billet de banque, des partisans plus ou moins absolus d'une circulation purement métallique.

On a dit : Le billet de banque, c'est du papier-monnaie ; souvenez-vous des assignats ! — Je pourrais me borner à répondre que, en 1796, on payait une paire de bottes 2,000 fr. en assignats, et que le billet de banque n'a pas connu, tant s'en faut, un pareil avilissement. Mais allons au fond des choses. Qu'est-ce qu'un assignat ? C'est, comme le dit le mot, une assignation sur certains biens, un papier qui a cours pour une valeur déterminée, valeur garantie par ces mêmes biens. Dans l'espèce, c'était un papier assigné sur les biens du clergé qui venaient d'être remis au domaine public, puis sur les biens des émigrés. La Révolution comptait se procurer de l'argent par la vente de ces biens. En attendant, elle émit, en avril 1790, pour 400 millions d'assignats, en leur donnant le caractère de monnaie légale, et en déclarant qu'ils seraient reçus en payement des biens nationaux, et que, au fur et à mesure des ventes, ils seraient retirés de la circulation. C'était un moyen d'escompter la valeur du gage. Cette première émission réussit très bien. Deux ans après, on en avait émis pour 5 milliards. Puis ce fut un vertige. L'émission dépassa 45 milliards, à mesure qu'ils se dépréciaient. Qu'était-il arrivé en effet ? Les assignats, qui étaient destinés à disparaître de la circulation, au fur et à mesure des ventes, y restèrent, parce que les biens se vendaient difficilement : on doutait du succès de la Révolution et du maintien des ventes. Chacun cherchait à se défaire de cette monnaie avilie, personne n'en voulait. De là des mesures violentes, notamment les lois de maximum et les réquisitions : les marchands ne devaient vendre qu'à un prix déterminé, et les agents de l'administration avaient le droit de s'emparer des subsistances nécessaires aux armées en les payant au taux du maximum. La planche aux assignats fut enfin solennellement brisée en 1796. Le billet de banque est une assignation qui diffère triplement de l'assignat : 1° c'est une assignation sur toute espèce de valeur, immédiatement réalisable. Ce n'est pas une assignation sur une terre chimérique, située on ne sait où, de laquelle je ne veux pas, dont la valeur est réduite à rien par l'excès de l'offre ; c'est un ordre de livraison que je puis présenter à tout marchand, à tout détenteur de n'importe quel produit ; 2° cette assignation est acceptée partout parce que la banque dit à tous : vous n'avez qu'à vous présenter à ma caisse et je vous donnerai de l'or en échange de ce billet. On a dit avec raison que le public donne et reçoit des billets de banque comme de la monnaie ; 3° et cette promesse de la banque est garantie par un gage certain qui limite l'émission des

billets : l'or qui est dans ses caves et les effets de commerce qui sont dans son portefeuille.

On a dit alors : Puisque le billet de banque circule, est donné et reçu comme de la monnaie, émettre des billets de banque c'est donc *battre monnaie* ! S'il en est ainsi, l'État seul doit émettre des billets, ou déléguer ce droit à quelque établissement privé placé sous sa surveillance et son contrôle. — Non, le billet de banque n'est pas de la monnaie ; c'est un billet à vue et au porteur, et rien d'essentiel ne le distingue des autres effets de commerce. On a prétendu le contraire, on a dit : La grande différence entre le billet de banque et la lettre de change, c'est que le billet opère libération, tandis que celui qui remet une lettre de change en payement, l'endosseur, reste garant du non-payement à l'échéance. — Non, le billet de banque n'opère pas libération absolue ; il ne fait que substituer un débiteur à un autre ; c'est la banque qui se substitue comme débiteur à celui dont elle escompte l'effet de commerce en lui remettant un billet de banque, et l'escompté reste obligé envers la banque à défaut de payement à l'échéance. Le billet de banque est un titre de crédit, et celui qui l'accepte fait crédit à la banque. En principe, il ne sert de rien de signaler les différences qui peuvent exister entre le billet de banque et les autres effets de commerce : ce qu'il faut constater, c'est le trait commun qui les rapproche. On pourra s'attacher aux différences lorsque s'élèvera la question de réglementation et de monopole [1]. Pour justifier l'impôt sur le tabac et le monopole au moyen duquel il est perçu, ne cherchez pas à établir une différence essentielle entre le tabac et les autres plantes.

On a reproduit quelquefois l'argument qui précède sous une autre forme ; la banque, en émettant des billets qui circulent comme de la monnaie, crée des capitaux fictifs ; elle tend à faire croire à une richesse qui n'existe pas, qui n'est qu'un mirage trompeur. — La réponse est facile, et nous l'avons déjà donnée ; lorsque la banque met d'une main un billet en circulation, c'est qu'elle a reçu de l'autre un effet de commerce qu'elle garde en portefeuille ; et, à l'échéance, elle rend l'effet de commerce contre son billet, plus ou moins directement, bien entendu. Elle a substitué une véhicule commode à un véhicule incommode. Elle n'a pas créé la moindre parcelle de capital ; elle s'est bornée à une opération de crédit, en mettant à la disposition de l'emprunteur une portion du capital existant qui attendait, dans les mains du détenteur, un emploi utile.

La véritable formule du grief qui précède est celle-ci : le billet de banque est de l'or supposé qui vient faire une concurrence déloyale à

1. Du parti que je prends sur la théorie du billet de banque, il ne suit nullement que je sois partisan de la liberté absolue des banques d'émission (Voir le chapitre suivant).

l'or vrai ; cela constitue le *faux monnayage fiduciaire*. Émettre des billets de banque, dit-on, c'est porter la perturbation dans les échanges. La mécanique de l'échange consiste en ceci, que tout échange est dédoublé en deux par l'intervention de l'or. Cette quantité d'or reçue et donnée, c'est le prix des choses, prix qui varie suivant la masse d'or existant sur le marché, les prix haussant ou baissant, suivant que cette masse augmente ou diminue. Que cette hausse des prix résulte de l'augmentation du stock métallique arrivant des mines, à cela il n'y a rien à redire, c'est un fait normal, inéluctable, et cet or a été long et coûteux à produire ; mais qu'on vienne tout à coup porter la perturbation dans les prix en versant sur le marché des masses de billets de banque, d'or supposé, c'est là, à l'encontre des possesseurs de l'or vrai, une déloyauté, une spoliation.

On a de la peine à comprendre ce dithyrambe en l'honneur de l'*or vrai*, cet anathème contre le prétendu *or supposé*. Pourquoi cette sollicitude en faveur des détenteurs de l'or vrai ? Ils ne ressentent en réalité aucune frayeur de ce genre. L'or est une denrée dont chacun a une certaine quantité à sa disposition dans sa poche, à la caisse d'épargne, chez son banquier, et, en principe, les fluctuations dans la valeur de l'or atteignent tout le monde dans la même proportion, à l'exception des banquiers et autres personnes auxquelles il a plu de convertir toute leur fortune en métaux précieux. Ce qui serait véritablement abusif, monstrueux, c'est que, le monde étant réduit à une certaine quantité d'or vrai, les détenteurs de cet or vinssent nous dire : « L'or est l'intermédiaire indispensable, obligé des échanges. Ces échanges, grâce « à l'accroissement de la richesse, se sont multipliés à l'infini ; les services que l'or rend, comme véhicule de la richesse, se sont multipliés en proportion, et doivent nous procurer d'autant plus de bénéfice à nous qui vendons, louons, prêtons cet or ,et nous entendons le « faire payer toujours plus cher ! » Eh bien, non, c'est le contraire qui est arrivé ; ce sont les échangistes, la masse de ceux qui vendent et achètent, qui ont dit aux détenteurs de l'or vrai : « Nous allons nous « passer de votre or. L'or figurera dans tous nos marchés ; dans tous « les contrats, c'est de l'or que nous promettrons, que nous stipule- « rons ; mais, en réalité, c'est avec des marchandises, c'est par des « compensations réciproques que nous nous acquitterons, et votre or « n'interviendra qu'à la dernière extrémité, comme appoint. Comment « cela ? Grâce au crédit. »

On fait la guerre à l'or supposé, au billet de banque, parce que, dit-on, il augmente la masse de monnaie et fait hausser les prix, ayant la même puissance d'acquisition que la monnaie. Il n'en est rien : ce qui a une puissance d'acquisition égale à la monnaie, c'est le crédit en général. Il peut y avoir dans un pays une grande quantité de monnaie et les prix rester bas, parce que l'or ne circule pas, est peu offert. Dans

tel autre pays, où il y a peu d'or, on peut demander à acheter beaucoup, et les prix hausseront. Comment un individu, en tant qu'acheteur, agit-il sur le marché pour faire hausser les prix ? Est-ce parce qu'il vient les mains pleines d'or ? Non, il agit par sa demande, et par quoi sa demande est-elle limitée ? La puissance d'acquisition, dont cet individu dispose, se compose de toute la monnaie qu'il possède, de celle qui lui est due et de son crédit qui peut être illimité. Un grand seigneur du siècle dernier, à propos d'un écrit philosophique qui faisait sensation, disait en haussant les épaules : « Je parierais que ce « drôle qui raisonne de tout, n'a pas mille écus de rente ! » La chose était probable ; mais, ce qui est plus fort, dans le monde économique où on ne se préoccupe que de richesse, un homme qui n'a rien à lui, mais qui a du crédit, est considéré comme un acheteur très sérieux et fait concurrence à des acheteurs cousus d'or. Est-ce que le crédit, pour exercer sur les prix l'influence que je viens d'indiquer, suppose l'intervention du billet de banque ? Nullement : une foule d'opérations de crédit se font sans qu'il soit créé aucun titre de crédit, par un simple *crédit aux livres*.

Mais considérons le cas, très réel d'ailleurs, où les opérations de crédit donnent immédiatement lieu à la création d'effets de commerce, lettres de change, billets à ordre. Il est certain que le crédit sous cette forme a plus d'action sur les prix que le simple crédit aux livres, par la raison que cet effet de commerce peut entrer dans la circulation, y faire office de monnaie, et comme la monnaie agit sur les prix non seulement à raison de sa quantité, mais à raison de cette quantité multipliée par le nombre de fois qu'elle change de mains, de même le crédit qui passe, en quelque sorte, de main en main, est plus puissant que le crédit aux livres, qui ne sert qu'une fois, à un seul achat. Mais, en somme, à quoi se réduit la fonction du billet de banque au point de vue de la concurrence qu'il peut faire à la monnaie ? Il se borne à faciliter la circulation d'une certaine quantité d'effets de commerce. « Voilà « précisément notre grand grief contre le billet de banque, disent les « ennemis de l'or supposé, les adorateurs de l'or vrai. La lettre de « change ne circulerait pas, tandis que le billet de banque circule. Dans « tous les cas, la lettre de change ne circule pas pour alimenter le crédit, mais pour éviter les transports de monnaie, pour compenser ce « que les pays se doivent mutuellement. » Ce sont là des mots, et, en réalité, la lettre de change est un titre négociable, qui est donné et reçu en payement, non *extinctif* il est vrai, qui économise l'emploi de la monnaie ; seulement on sent très bien qu'il est impossible de lui chercher querelle comme au billet de banque.

On fait pour le chèque le même raisonnement que pour la lettre de change afin de les opposer l'un et l'autre, comme titres inoffensifs, au billet de banque signalé comme élément de trouble. Le chèque, dit-on,

est un simple mandat, un bon de caisse, un ordre donné par le déposant au banquier dépositaire de payer une somme au bénéficiaire. Le chèque, de même que la lettre de change, n'est pas une opération de crédit : comme la lettre de change est un payement économique *à distance*, le chèque est un payement économique *sur place*[2]. Au lieu d'avoir chacun une caisse chez soi, on dépose tous ses fonds chez le banquier, lequel est une sorte d'intendant pour chaque particulier, payant et encaissant pour lui. — Il n'en est pas moins vrai qu'on pourrait demander au chèque des services analogues à ceux que rend le billet de banque. Une banque, au lieu de prêter à un particulier, pourrait lui ouvrir un compte qu'elle créditerait d'une certaine somme, et celui-ci disposerait de cette somme à l'aide de chèques tirés sur la banque, à l'ordre de ceux auxquels il aurait des payements à faire, et ces chèques passeraient de main en main comme des billets de banque ; ou bien, ce qui arrive le plus souvent, le bénéficiaire du chèque le remettrait immédiatement à son banquier pour grossir son compte, et, lorsqu'il aurait besoin d'argent, il tirerait lui-même un nouveau chèque. Quant au banquier qui reçoit un chèque, si celui qui le lui remet, le bénéficiaire, est son client comme le souscripteur, le payement du chèque pourra se faire par un simple virement, le banquier portant au crédit du bénéficiaire le montant du chèque et diminuant d'autant le compte du souscripteur.

Quoi qu'on en dise, tant que le billet de banque ne sera que ce qu'il est naturellement, une obligation convertible en argent à première réquisition, il est inattaquable en principe, et toutes ces attaques contre l'or supposé ne sont, en somme, que des attaques contre le crédit. Mais le billet de banque avec cours forcé ! Voilà qui est tout autre chose : le billet de banque et le cours forcé ne sont pas solidaires; les cours forcé peut fonctionner sans billets de banque, avec des papiers directement émis par le gouvernement, comme cela eut lieu pour les assignats, et nous verrons que c'est la pire forme du cours forcé.

Mais allons plus loin. Je le veux bien, ces billets de banque sont purement et simplement une certaine quantité de monnaie ajoutée au stock métallique, et on nous dit que ce sera là une cause de perturbation dans l'ordre économique ? Mais cela n'est pas sérieux ! Que sont le 350 millions de banknotes de la Banque d'Agleterre dans un pays qui a des centaines de milliards de capital, dans lequel il y a constamment plus de 10 milliards de lettres de change en circulation, et qui comporterait très bien une augmentation de circulation monétaire de

2. Ce sont là *des mots*. La lettre de change peut être de *l'or sur place*, car la prescription qu'elle doit être tirée d'un lieu sur un autre est affaire de législation positive ; c'est un dogme juridique qui n'est pas admis partout. Quant au chèque, sa réglementation est motivée par des considérations fiscales qui ne tiennent pas au fond des choses.

quelques milliards ? Les craintes des adversaires de l'or supposé, du billet de banque, sont bien autrement chimériques que ne le furent les perplexités de quelques économistes qui prévoyaient une élévation formidable des prix par suite des découvertes de nouvelles mines d'or. Quels encombrements, quelles inondations ne devaient pas résulter de ces milliards subitement versés dans la circulation ? On avait compté sans les canaux de dérivation qui ont porté l'or et l'argent dans les pays qui en manquaient. L'or et l'argent nouvellement extraits des mines ne sont pas versés dans un bassin d'une contenance déterminée, mais sur la vaste surface du globe qui les absorbe, comme la terre absorbe l'eau de la pluie.

Cette idée qu'une pièce de monnaie est la seule valeur qu'on soit sûr et certain de voir accepter en tout temps et en tout lieu en échange de n'importe quelle marchandise apportée sur le marché, cette puissance d'acquisition de la monnaie, a obsédé bien des gens. Chez les uns elle a provoqué une sorte d'adoration de l'or qui se traduit, comme nous venons de le voir, en une condamnation impitoyable du billet de banque, de toute tentative d'usurper les fonctions de l'or et l'argent dans le mécanisme de l'échange ; chez d'autres, au contraire, elle a engendré ce qu'on pourrait appeler le monomanie du monnayage universel. Ils se sont dit : Pourquoi ne pourrait-on pas douer d'une puissance d'acquisition analogue, toute espèce de produits utiles, monnayer tout ce qui a une valeur? Cette idée a notamment déterminé chez Proudhon un véritable accès de démence [3].

On pourrait objecter à ces gens entichés de monnayage universel, que les assignats ont été une tentative de monnayer la terre, tentative qui n'a guère réussi. A cela ils sont fondés à répondre que l'épreuve a été mal faite. Il aurait fallu, pour bien faire, évaluer toutes les terres à vendre, émettre des assignations jusqu'à concurrence de ce chiffre en coupures de 100 livres, de 1,000 livres, de 10,000 livres, dont chacune aurait donné droit à la propriété d'une étendue proportionnelle de terre, en sorte que la propriété s'en serait transmise, comme celle d'un billet au porteur, par la simple remise du titre. Eh bien, soit ! Et puis ? vous appelez cela de la monnaie ? C'est tout au plus un titre de crédit ou un titre de propriété. Tout titre qui ne donne droit qu'à une espèce déterminée de produits est contraire à l'idée de monnaie. Dès que j'offre de la monnaie en échange d'un produit, on l'accepte ; le débat portera unique-

3. J'ai déjà parlé des divagations de Proudhon au chapitre LV. — Dans son livre : *Résumé de la question sociale. Banque d'échange*, il faut lire (pages 41 à 53) son projet de constitution de la banque d'échange. Je transcris ici la déclaration de principes contenue dans l'article 8 : « La société nationale de la Banque d'échange « pose pour principes : travailler, c'est produire de rien ; — créditer, c'est échan« ger ; — échanger, c'est capitaliser ; elle a pour formule la réciprocité. » Qu'on juge du reste !

ment sur la quantité de monnaie, sur les prix ; mais quand on offre en payement un titre de propriété il s'agit encore de savoir, indépendamment de la valeur, si cette chose est à la convenance de celui à qui on l'offre. C'est comme si un négociant voulait s'acquitter envers son débiteur non commerçant en lui remettant un ordre de livraison d'une marchandise qui est à sa disposition dans les mains d'un tiers.

Toutes ces tentatives de monnayage de telle ou telle chose, si l'on veut les prendre pour ce qu'elles valent en réalité, reviennent à dire qu'on émet des titres fiduciaires plus ou moins garantis de telle ou telle façon. Ainsi le véritable monnayage de la terre, c'est l'obligation hypothécaire, laquelle ne donne pas droit à un morceau de terre, mais circule avec la garantie hypothécaire.

Le propre du crédit est d'être personnel. Il est fondé sur l'association des capitalistes actionnaires de la banque. Le crédit public est fondé sur la solvabilité de l'ensemble des contribuables.

Parmi les griefs relevés contre le billet de banque, nous avons omis le reproche d'être la cause des crises commerciales. C'est ce que nous examinerons au chapitre LXXI ci-après, en traitant de ces perturbations dans les fonctions de l'échange.

CHAPITRE LXIV.

Les différents régimes des banques d'émission. — Liberté, réglementation, monopole. — Discussion. — La liberté absolue. — Valeur comparative des divers systèmes de réglementation.

Jusqu'à présent nous avons parlé du commerce de banque comme d'une industrie ordinaire. Nous avons repoussé les distinctions théoriques tendant à faire considérer la création du billet de banque comme dangereuse. Nous n'avons fait aucune distinction entre les différentes fonctions du banquier ou de la banque : recevoir des dépôts, faire des virements, escompter des effets de commerce, émettre des billets de banque ; nous avons même mis en relief le rapport étroit qui existe entre l'émission de ces billets et l'escompte. La conclusion naturelle de tout cela, c'est la liberté du commerce de banque. Cette liberté existe en effet partout, sauf en ce qui concerne la faculté d'émettre des billets de banque. Avant de prendre parti sur cette question de la liberté du banquier, et il faut entendre par là la liberté d'émission, je constate que cette liberté complète n'existe nulle part ; que partout les banques d'émission sont réglementées. Il faut donc tout d'abord sortir de l'abs-

traction scientifique pour entrer dans la réalité, afin d'apprécier le mérite des différents modes de réglementation. Quand on parle de réglementation en matière de banques d'émission, c'est-à-dire de l'intervention de l'État dans l'organisation et le fonctionnement des banques, les garanties qu'elles doivent présenter au point de vue de la solidité de leur circulation fiduciaire, cela peut aller depuis les simples règlements de police, comme il en existe pour toutes les industries, jusqu'à la suppression complète de la liberté, jusqu'au privilège, jusqu'au monopole. Je laisse pour le moment de côté ce point de vue, la question de la liberté des banques proprement dites, et je me demande quelles sont, d'une manière générale, les mesures de précaution qui peuvent être imposées aux banques d'émission. Sans doute la plupart des dispositions législatives relatives à cet objet s'appliquent surtout à des banques privilégiées quant au droit d'émission, et on comprend que l'État exerce une tutelle plus rigoureuse sur une banque privilégiée, car ce privilège engage plus ou moins sa responsabilité ; mais, d'autre part, on conçoit très bien que l'État, en laissant à toutes les banques la faculté d'émission, leur impose à toutes les mêmes obligations, les mêmes précautions. Ce ne sera pas, si l'on veut, la liberté, mais ce sera l'égalité devant la loi, et en fait, toute la question se réduit à cela, car les plus chauds partisans de la liberté des banques admettent une certaine réglementation.

D'une façon générale, deux systèmes sont ici en présence : 1° la liberté dans le chiffre de l'émission, liberté qui n'exclut pas le contrôle et certaines règles de prudence ; 2° la réglementation proprement dite qui consiste à limiter rigoureusement le chiffre de l'émission par rapport à l'encaisse métallique. — Le premier système est ce que les Anglais appellent le *banking principle*, le principe de la banque, de la libre banque ; c'est le régime auquel est soumise la Banque de France. Le second système, le *currency principle*, principe de la circulation, c'est-à-dire de la circulation réglée par la loi, est celui de la Banque d'Angleterre. J'entrerai dans quelques détails sur ces deux grandes institutions de crédit dont l'organisation et l'histoire comparées sont pleines d'enseignements.

I. — La Banque de France a aujourd'hui le monopole de l'émission des billets de banque. Le chiffre de l'émission n'est pas limité, si ce n'est dans le cas où les billets de banque ont cours forcé. L'émission n'est indirectement réglée que par certaines mesures de prudence qui sont imposées à la Banque et qu'un simple banquier pourrait, en général, s'imposer à lui-même : 1° Elle doit s'interdire toute spéculation, tout prêt à découvert [1]. C'est en principe par la voie de l'escompte

1. En 1870-71, sous le régime du cours forcé, elle a prêté 1,360 millions à l'État. Cette dette a été éteinte par annuités. Quelques prêts à la ville de Paris, à la ville de Marseille, au département de la Seine, ont été remboursés.

qu'elle vient en aide au commerce et à l'industrie ; 2° En ce qui concerne l'escompte : un comité d'escompte dirige ses opérations ; elle n'escompte que des effets à trois signatures dont une peut être remplacée par le dépôt de certains titres déterminés par la loi ; elle ne peut accepter des effets à toute échéance, mais variant entre quarante-cinq et quatre-vingt-dix jours ; enfin elle doit varier le taux de son escompte suivant l'état du marché et la demande de capitaux. Ce ne doit point être là un moyen de réaliser des bénéfices plus considérables ; ce n'est pas du moins le but essentiel ; il s'agit de ne pas favoriser la spéculation, de ne pas émettre trop de billets, de ne pas exposer l'encaisse à une trop grande diminution [2] ; 3° La Banque est autorisée à prêter sur gage, mais sur des valeurs facilement réalisables, comme actions et obligations de chemins de fer. — Ainsi les billets ne sont émis que contre des effets de commerce, du *papier fait* de premier choix ou sur remise de gages : le portefeuille se réalise jour par jour, et les gages sont facilement réalisables.

Comment a été constitué ce monopole de la Banque de France ? Lorsque la Banque, grâce à l'initiative du gouvernement, s'éleva sur les ruines du crédit public et privé, elle ne fut investie d'aucun privilège ; à côté d'elle, la Caisse d'escompte et le Comptoir commercial, fondés à peu près en même temps, émettaient aussi des billets de banque. Le premier consul déclara bientôt à M. Mollien, alors directeur de la Caisse d'amortissement, que cette triple fabrique de monnaie de papier n'était pas de son goût, et bientôt la loi du 24 germinal an XI (11 avril 1803) inaugura le privilège de la Banque de France sous sa première forme, à savoir qu'elle pût seule émettre des billets de banque à Paris [3] ; mais le gouvernement se réservait le droit d'autoriser la fondation de banques privilégiées dans les divers départements. C'était le plan de M. Mollien : un vaste réseau de banques privilégiées dans les grandes villes des départements qui se seraient mises en rapport avec la Banque de France pour laquelle on eût adopté la dénomination de *Banque de Paris*. Napoléon entendait au contraire que celle-ci fût bien de nom et de fait la Banque de France et qu'à l'aide de comptoirs par elle établis dans les départements, « elle escomptât les crédits de toutes « les maisons de commerce de France à 4 pour cent ». En réalité il ne se fonda ni comptoirs, ni banques locales [4], par la raison bien sim-

2. L'encaisse de la Banque est surtout exposé lorsque le change est contraire, c'est-à-dire lorsque des exportations de numéraire sont nécessaires pour régler les dettes du commerce français avec l'étranger.

3. La Caisse d'escompte et le Comptoir commercial durent liquider et retirer leurs billets de la circulation dans un délai déterminé ; mais les actionnaires de ces deux établissements purent convertir leurs actions en actions de la Banque de France dont le capital venait d'être porté à 45 millions.

4. L'empire ne vit fonder que les comptoirs de Rouen, de Lyon et de Lille. Ce

ple que la matière escomptable faisait plus ou moins défaut ; mais ce qu'il importe de noter, c'est que le commerce d'alors se souciait assez peu de fonder des banques locales privilégiées, et que ce qu'il réclamait, c'étaient des comptoirs de la Banque de France escomptant leur papier à 4 pour cent, comme l'avait dit Napoléon. La révolution du 24 février 1848 marque une date importante dans l'histoire de la Banque de France : c'est à partir de ce moment qu'elle a été investie du privilège exclusif d'émettre des billets de banque. Le gouvernement provisoire ayant décrété le cours forcé de ses billets, la même mesure dut être appliquée aux banques départementales dans leur circonscription mais immédiatement le régime du cours forcé apparut comme incompatible avec la pluralité des banques et la diversité des billets. Comment admettre en effet qu'un billet eût cours forcé dans un département et pût être refusé dans le département limitrophe ? Les banques locales furent transformées en comptoirs de la Banque de France. La fusion fut opérée en échangeant les actions des banques locales contre des actions de la Banque de France [5].

Je constate que ce qui fut fait en 1848 fut généralement considéré comme une mesure de salut public, d'autant mieux que l'opinion y était préparée. L'unité de circulation fiduciaire était dans les vœux de tous. Les éminents rapporteurs du projet de loi de 1840 qui prorogea jusqu'au 31 décembre 1870 le privilège de la Banque de France, M. Dufaure à la Chambre des députés, M. Rossi à la Chambre des pairs, n'avaient pas dissimulé leur prédilection dans ce sens. En vertu de la loi du 9 juin 1857, la Banque de France est investie d'un privilège qui doit prendre fin le 31 décembre 1897. Je note, dans cette loi de prorogation de 1857, que le gouvernement à partir de 1867, époque à laquelle expirait le privilège qu'on renouvelait, pouvait exiger que la Banque établît une succursale dans les départements où il n'en existait pas.

II. — En Angleterre comme en France, le gouvernement a, dès l'origine, mis la main dans l'institution des banques de circulation ; c'est le besoin de fonder le crédit public qui a ouvert la voie aux établissements de crédit privé. La création de la Banque d'Angleterre, encore

dernier fonctionna à peine : il fut liquidé en 1813 ; les deux autres furent supprimés en 1817. La Restauration vit se fonder trois banques départementales à Rouen, Nantes et Bordeaux. Ce n'est que quelques années après la révolution de juillet, de 1835 à 1840, que le développement industriel et commercial donna une impulsion à la création des banques locales et des comptoirs de la Banque de France, ces derniers surtout après le renouvellement du privilège de la Banque en 1840.

5. Ce qui fut une excellente affaire pour les actionnaires des banques locales dont les actions étaient tombées à rien. Le décret sur le cours forcé avait limité l'émission de la Banque de France à 350 millions, et celle des neuf banques locales ensemble à 102 millions. Naturellement le chiffre de l'émission de la Banque de France s'accrut d'autant. C'est à ce moment que les comptoirs de la banque prirent le nom de succursales.

plus que celle de la Banque de France, fut un pur expédient financier imaginé par le roi Guillaume III à court d'argent. Il obtint, en 1694, un acte du Parlement qui autorisait la perception de diverses taxes et, en outre, « accordait certaines récompenses et avantages à telles per- « sonnes qui avanceraient volontairement la somme de 1,500,000 li- « vres, à l'effet de poursuivre la guerre contre la France ». Une association de capitalistes réunit par souscription 1,200,000 livres, 30 millions de francs. La nouvelle banque qui venait de se former, prêta tout son capital à l'État qui lui en paya l'intérêt à 8 pour cent, soit 96,000 livres plus 4,000 livres pour les nombreux services de trésorerie dont la Banque d'Angleterre fut chargée. De temps en temps, l'État a remboursé ce prêt onéreux, mais ce n'a été que pour mettre la main sur le nouveau capital de la Banque porté à un chiffre plus élevé, et c'est ainsi que, en 1816, l'État se trouvait débiteur de la Banque de 14,553,000 livres, ou 363,825,000 francs. La charte d'institution délivrée le 27 juillet 1694 « à la compagnie de la Banque d'Angleterre et à son gou- « verneur », l'Écossais William Patterson, ne contenait aucun privilège en ce qui concerne l'émission des billets de banque qui était alors en Angleterre une nouveauté ; mais le gouvernement pensait que, en fait, grâce aux rapports étroits qui l'unissaient à la Banque d'Angleterre, celle-ci serait seule en mesure de se livrer avec succès à l'émission. Il n'en fut rien, et plusieurs banquiers se mirent à émettre des billets payables à vue et au porteur.

On songea alors à créer le privilège. Ce que je tiens à montrer dans ce rapide aperçu historique, c'est que l'État, en Angleterre, a toujours visé à l'unité de la circulation fiduciaire, au monopole de la Banque d'Angleterre ; il ne l'a jamais osé, par suite d'un respect des droits acquis qu'on ne saurait blâmer ; il n'est arrivé qu'au privilège, et encore indirectement. Aussi que fit-on en 1708 ? Un acte du Parlement défendit à toute association de plus de six personne d'émettre des billets au porteur à une échéance de moins de six mois ; c'est-à-dire qu'on leur interdisait l'émission des billets de banque proprement dits, lesquels ne pourrait être émis que par la Banque d'Angleterre ou pas des banques particulières, *private banks*, ne comprenant que six associés. On voit la portée de cette disposition qui ne semble tout d'abord qu'une bizarrerie. Elle avait pour but de mettre la Banque d'Angleterre en possession du privilège de l'émission ; on pensait que les banques privées, n'ayant que des ressources restreintes, n'inspireraient pas la confiance nécessaire pour assurer la circulation de leurs billets à vue et au porteur. La Banque d'Angleterre avait, en outre, cet avantage que, dans les circonstances difficiles, le gouvernement décrétait le cours forcé de ses billets. Néanmoins les banques privées se multiplièrent après l'acte du 8 mars 1797 qui proclama le cours forcé [6], régime qui

6. A partir de 1808 les banques privées avaient été soumises à l'obligation de

dura jusqu'en 1822 : l'émigration du numéraire rendait en effet indispensable une plus abondante circulation de papier.

Avec le nombre des banques celui des faillites s'accrut aussi : de 1823 à 1826, il n'y eut pas moins de 90 faillites. Cette crise fut le signal d'une importante modification. Un acte du Parlement permit ce qui avait été prohibé en 1708, de créer des associations entre un nombre indéfini de personnes, associations dites *à fonds réunis* (*joint stock banks*), avec faculté d'émettre des billets de banque ; mais ces *joint stock banks* ne pouvaient être établis qu'au-delà d'un rayon de 65 milles autour de Londres. Voilà une nouvelle forme du privilège, analogue à celui dont jouissait chez nous la Banque de France avant 1848.

Une autre circonstance faisait aux *joint stock banks* une situation désavantageuse. D'après la loi anglaise, tous les membres d'une société commerciale étaient alors indéfiniment responsables sur tous leurs biens des dettes contractées par l'association. Ce qui se conçoit très bien pour trois ou quatre membres d'une société en nom collectif qui tous peuvent prendre une part à la gestion des intérêts communs, n'a aucune raison d'être pour des centaines d'individus qui apportent leurs capitaux dans l'association. Ne sont exceptées de cette disposition et affranchies de cette solidarité exorbitante que les sociétés élevées par un acte du Parlement au rang de personnes civiles, de corporations, *incorporated*, comme l'est notamment la Banque d'Angleterre. Or, voici les inconvénients qui se produisirent sous l'empire de cette législation vicieuse. La plupart des *joint stock banks* qui se formèrent après 1826, présentèrent ce double caractère : 1° les unes étaient formées par des aventuriers qui, ne possédant rien, n'étaient pas effrayés par cette responsabilité solidaire. On faisait imprimer quelques billets et on commençait les opérations d'escompte. On fondait une maison de banque à moins de frais qu'on n'ouvre une boutique dans un village. Ces banques réalisaient parfois de gros bénéfices, mais ne pouvaient résister à la moindre crise ; 2° Il en était ainsi, et pour d'autres causes, des *joint stock banks* formés par des associés sérieux, gens solvables, intelligents et se connaissant entre eux. Ceux-là ne se souciaient pas de s'adjoindre comme actionnaires, comme associés, tous ceux qui leur apportaient leurs capitaux ; ils préféraient les accepter comme créanciers, comme déposants. Il résultait de là une situation dangereuse en cas de panique : ils se trouvaient hors d'état de répondre avec un capital insuffisant aux demandes de retrait.

Diverses enquêtes constatèrent donc les abus de la circulation fiduciaire, soit pendant la période du cours forcé par suite du manque de numéraire, soit plus tard en vue de favoriser la spéculation [7]. L'en-

prendre une licence qui devait être renouvelée chaque année, mais qui ne leur était imposée qu'autant qu'elles voulaient émettre des billets de banque. Dans cette période, le nombre des licences délivrées annuellement fut de 7 à 800.

7. En 1826, la Banque d'Angleterre s'était vue réduite à un encaisse de 2 millions

quête de 1842 aboutit à l'acte du 19 juillet 1844, *Bank Charter-Act* : « Acte qui règle l'émission des billets de banque et qui accorde au gou- « verneur et à la compagnie de la Banque d'Angleterre certains privi- « léges pour un temps limité. » On avait pris parti pour le *currency principle* contre le *banking principle*, ainsi que je l'ai dit plus haut. La Banque put émettre 14 millions sterling de billets (350 millions) ayant pour gage 14 millions qui se décomposaient ainsi : 11 millions de titres de la dette publique, le reste en valeurs de portefeuille. Au-delà de ces 14 millions, l'émission doit être garantie par une encaisse métallique. Pour faciliter les opérations, en même temps que pour bien manifester le système restrictif de l'émission, on a divisé la Banque d'Angleterre en deux départements distincts : celui de l'émission (*Issue departement*) et celui des opérations de Banque (*Banking departement*). Le département de l'émission fabrique les billets de banque et ne les délivre à l'autre qu'à bon escient. Jusqu'à concurrence de 14 millions sterling il délivre des billets de banque sur simple dépôt de valeurs ; après cela seulement sur dépôt d'espèces ; il lui dira : « Suspendez vos opéra- « tions ; réduisez-les ; élevez le taux de l'escompte ; procurez-vous de « l'argent en acceptant des dépôts, et faites vos opérations avec l'ar- « gent ainsi obtenu, ou bien apportez-le moi, et je vous donnerai des « billets de banque. »

Fidèle à la tradition du gouvernement anglais, Robert Peel, en 1844, visait à l'unité de circulation fiduciaire et au monopole de la Banque d'Angleterre. J'ai dit quels scrupules ont toujours arrêté les hommes d'État anglais dans cette voie ; mais les diverses dispositions de l'acte de 1844 préparaient évidemment le triomphe de ce monopole : 1° Aucune banque nouvelle ne devait avoir le droit d'émettre des billets de banque ; 2° Le droit d'émission des banques existantes serait dorénavant limité au chiffre moyen de leur circulation présente ; 3° Ces banques ne jouiraient pas de la faculté laissée à la Banque d'Angleterre d'étendre leur circulation sur dépôt d'espèces [8] ; 4° Si deux banques fusionnent, leur émission reste ce qu'était celle de l'une d'elles ; 5° Si une banque se ferme, la Banque d'Angleterre seule peut acquérir le droit d'émission qui lui appartenait. Elle peut aussi acquérir ce droit par contrat [9].

Non seulement les promoteurs de l'acte de 1844 n'étaient pas partisans d'une large circulation fiduciaire, mais on peut dire qu'ils lui

1/2 de livres pour répondre de 25 millions 1/2 de billets ; en 1839 à 2 millions 400,000 livres pour 18 millions de billets.

8. Cette restriction ne s'applique pas aux banques d'Ecosse et d'Irlande.

9. Les prévisions de l'acte de 1844 ont commencé à se réaliser. Sur 300 banques privées du *joint stock banks* qui existaient en 1844, plus de 100 avaient disparu en 1860. Le droit d'émission de la Banque d'Angleterre s'en est accru ; de 14 millions sterling qu'il était en 1840, il a été porté en 1875 à 18 millions.

étaient hostiles. Ils semblent avoir fait ce raisonnement : L'Angleterre a un stock insuffisant de monnaie métallique ; il serait convenable de l'accroître dans une certaine mesure, mais on peut y pourvoir à l'aide d'une monnaie commode et peu coûteuse, avec quelques centaines de millions de monnaie de papier. Ce supplément de monnaie fiduciaire étant, sinon indispensable, au moins très utile, restera dans la circulation indéfiniment et ne viendra jamais au remboursement, à la condition d'être solidement garanti, sans qu'il soit besoin d'une garantie immédiatement réalisable. Les consolidés anglais, la plus sûre des valeurs et quelques autres valeurs de portefeuille rempliront très bien cet office. Cette circulation fiduciaire on l'a évaluée à 350 millions pour la Banque d'Angleterre. On a fait un calcul analogue pour les diverses banques provinciales auxquelles on a conservé le droit d'émission. Au-delà de ces 350 millions, les billets de banque sont émis sans nécessité, c'est-à-dire pour faciliter la spéculation, ce qui est condamnable, ou pour se procurer une monnaie plus commode, ce qui est du luxe ; il faut donc n'en permettre l'émission que contre dépôt d'espèces métalliques.

Avant de poser catégoriquement la question de la liberté des banques d'émission, il est assez naturel de se demander : cette liberté existe-t-elle quelque part ? Elle n'existe ni en France, ni en Angleterre, nous venons de le voir ; la trouverons-nous ailleurs ? Non. Je poursuis donc cette rapide enquête.

III. — Les banques d'Écosse sont aujourd'hui comprises dans le système de réglementation inauguré par l'acte de 1844. Avant cette époque elles étaient citées comme le meilleur modèle de la banque libre. C'est en 1695, un an seulement après la fondation de la Banque d'Angleterre, que fut créée à Édimbourg la première banque, la Banque d'Écosse (*Bank of Scotland*) avec le privilège de l'émission pour vingt ans. Le privilège ne fut pas renouvelé, et deux banques rivales se fondèrent : la Banque royale d'Écosse (*Royal bank of Scotland*), et la Compagnie linière anglaise (*British linen company*). Ces trois banques ont reçu une charte spéciale qui les érige en corporation, ce qui affranchit les associés de la responsabilité illimitée. Les autres banques qui se sont fondées ultérieurement sont soumises au régime des *joint stock banks* d'Angleterre. Ce qui caractérise les Banques écossaises, c'est : 1° l'étendue des dépôts portant intérêts ; 2° les larges crédits à découvert qu'elles font ; 3° L'usage des petites coupures, des billets d'une livre. Tout cela a contribué, à rendre les banques d'Écosse très populaires, à faire pénétrer dans le moindre village la notion et la pratique du crédit. Non seulement ces banques ont été réglementées par un acte du Parlement de 1845 qui, sauf quelques modifications, a appliqué à l'Écosse les principes de l'acte de 1844 ; mais on peut dire qu'elles se sont volontairement soumises à une rigoureuse discipline en vertu d'une entente commune que leur a permise leur petit nombre, car elles ne sont plus aujourd'hui que dix ou onze.

IV. — Après l'Écosse, ce sont les États-Unis qui ont été longtemps cités comme le type de la liberté en matière de banque. La vérité est que nous trouvons suivant les temps et les lieux, la plus grande diversité et, en définitive, une étroite réglementation. Ainsi les Etats-Unis ont eu une banque centrale, fondée en 1790, supprimée en 1811, rétablie en 1816, et qui a succombé en 1837 par suite de l'hostilité du général Jackson qui, par principe d'égalité démocratique et aussi par opposition systématique aux institutions de crédit, fit retirer d'un coup 200 millions que l'État avait déposés à la Banque fédérale. Les États-Unis ont eu une banque d'État dans la Caroline du Sud ; des banques privilégiées dans la Caroline du Nord, la Virginie et la Géorgie ; des banques, non pas privilégiées, mais soumises à une réglementation uniforme très sévère dans les États de New-York, New-Jersey, Pensylvanie. C'est dans la plupart des États qui forment la Nouvelle-Angleterre, Maine, Rhode-Islands, Connecticut, Vermont, que règne la plus grande liberté. On y a compté jusqu'à cinq cents banques pour une population de cinq millions d'habitants.

New-York est la ville où les secousses qu'éprouve le crédit général de l'Europe et de l'Amérique se font le plus fortement sentir. De là des catastrophes financières qui ont fait adopter un système de réglementation très rigoureux. La loi de 1838 établit une caisse de garantie mutuelle dans laquelle chaque banque dut verser 1/2 pour cent de son capital, et cette caisse acquitte le passif des billets laissé par toute banque en faillite. En outre, les banques formées sous l'empire de la nouvelle loi ne doivent mettre en circulation que des billets fabriqués par les soins du contrôleur des finances qui ne les leur délivre que contre une garantie consistant moitié en titre de la dette publique que la banque dépose dans les mains du contrôleur, moitié en hypothèques sur terres en plein rapport. En cas de non-payement des billets à présentation, l'État fait vendre les gages qu'il a dans les mains, titres de rente ou terres, et paye les porteurs. Ajoutez à cela l'obligation d'avoir une encaisse égale au quart de l'émission et des dépôts réunis. On voit ce qui arrive en cas de faillite. Les porteurs de billets sont sûrs d'être payés par la réalisation de leur gage ; les autres, les déposants, sont plus ou moins sacrifiés. L'État s'est uniquement préoccupé d'assurer la circulation des billets, parce qu'il a vu là un moyen de monnayer en quelque sorte les titres de la dette publique. Il ne pouvait mettre en circulation comme monnaie des titres de rente, il a donc dit aux banques : Achetez mes titres de rente que vous échangerez ensuite contre des billets de 5, 10, 20, 100 dollars que je fabriquerai et que vous mettrez en circulation. Le régime des banques de l'État de New-York, que je viens de décrire sommairement, tend, depuis 1863, à devenir celui de toutes les banques de l'Union américaine. On voit qu'il n'y a rien là qui ressemble à la liberté absolue des banques, et que ce n'est pas

l'idéal de certains économistes américains, qu'on devrait pouvoir fonder une banque de circulation aussi librement qu'on ouvre une boutique de savetier. On comprend aussi que cette législation qui impose aux banques comme condition du droit d'émettre des billets, l'obligation d'immobiliser une partie considérable de leur capital, n'ait pas favorisé le développement de l'émission. L'usage des chèques en a pris d'autant plus d'extension.

V. — Le système de réglementation le plus absolu est celui d'une banque d'État, c'est-à-dire dont l'État fournit le capital et qui est administrée par des fonctionnaires comme tout autre service public ; comme l'hôtel du timbre fabrique et vend du papier timbré, la banque d'État fabrique des billets de banque et les vend ou les donne en payement aux débiteurs de l'État. Il en est ainsi en Russie. Il ne faut pas confondre banque nationale et banque d'État. Il y a là une double différence : 1° Le capital de la banque d'État est fourni par l'État ; celui des banques privilégiées est fourni par les particuliers ; 2° L'idée de banque nationale implique sans doute celle de privilège, mais cela n'exclut pas l'existence d'autres banques d'émission, comme cela a lieu en Angleterre, comme cela avait lieu en France avant l'établissement du monopole de la Banque de France.

La Banque de l'empire allemand présente un caractère particulier. Ce n'est pas une banque d'État, car les actions sont une propriété privée ; mais l'État a mis la main dans cette banque plus profondément qu'en aucun autre pays. Elle est administrée par des fonctionnaires nommés par le gouvernement, et l'État entre en partage des bénéfices, après un double prélèvement, l'un de 4 1/2 pour cent au profit des actionnaires, et l'autre au profit du fonds de réserve. Enfin, l'État s'est réservé la faculté à partir de l'année 1891, d'acquérir la propriété du fonds social : ce sera alors une banque d'État. Il s'est passé en Allemagne quelque chose d'analogue à ce que nous avons vu en Angleterre. En Angleterre, on a visé au monopole tout en respectant, dans une certaine mesure, les droits acquis ; en Allemagne on a visé de même, et d'une façon encore plus claire, à la banque d'Ét ; et on a fait la part des anciennes banques *particularistes*, comme en Angleterre on avait fait la part des banques de province.

La conclusion de ce qui précède est que, en dehors de la liberté d'émission qui n'existe nulle part, on peut concevoir quatre systèmes de réglementation : 1° le droit d'émission à toutes banques qui se conformeront à certaines prescriptions ; 2° une seule banque privée, investie du droit d'émission sous la surveillance et le contrôle de l'État ; 3° une banque d'État ayant tous les caractères de l'administration publique ; 4° le système mixte d'une banque privilégiée, ayant autour d'elle un certain nombre de banques privilégiées à un degré moindre. L'Amérique, la France, la Russie, l'Angleterre, peuvent représenter ces quatre types.

Après l'exposé des faits, j'arrive à une discussion qui ne sera pas moins sommaire. Cette discussion comprend deux questions distinctes : 1° Bien que la liberté absolue en matière de banque d'émission n'existe nulle part, c'est une thèse qu'il faut examiner ; 2° Si on rejette la liberté absolue, il y a lieu de rechercher quel est le système de règlementation qui présente le plus d'avantages ou, si l'on aime mieux, le moins d'inconvénients. C'est là une appréciation délicate ; car il ne s'agit point seulement de se décider d'après le mérite absolu de tel ou tel arrangement, il faut encore tenir grand compte des conditions économiques et du tempérammment financier des divers pays.

VI. — Et d'abord, est-il vrai qu'il n'y ait rien à redouter de la liberté absolue ? Il ne s'agit pas de s'enfermer dans un dogme juridique ou économique, d'affirmer que le billet de banque est un titre de crédit qui ne diffère pas essentiellement du billet à ordre ; et de répondre à cela que l'émission du billet de banque appartient à l'État comme le droit de battre monnaie. Il faut se placer plus franchement sur le terrain des faits. On peut partir de la liberté, on arrive fatalement à la réglementation ou au privilège dont le monopole n'est qu'une forme. L'État est le plus grand débiteur et le plus grand créancier, il entre dans sa caisse et il en sort des milliards : or, évidemment, l'État ne recevra pas indistinctement en payement les billets émis par toutes les banques ; il donnera la préférence à une ou quelques-unes, et voilà, par ce seul fait, des banques privilégiées. L'État a son banquier comme un particulier, et si les fournisseurs des plus minces notabilités s'empressent de mettre sur leur enseigne : *Fournisseur de tel ou tel*, comment ce banquier ne s'intitulerait-il pas : *Banquier de l'État* ! N'est-il pas encore naturel que l'État réclame de son banquier les avantages, les traitements favorables auxquels a droit un client de quelque importance. Ce serait à charge de revanche, c'est-à-dire de privilèges. L'État peut être obligé de recourir au cours forcé ; ce qui suppose le choix de telle ou telle banque dont l'émission sera spécialement surveillée, contrôlée et voilà encore le privilège. Enfin, la lettre de change, les effets de commerce en général, sont en eux-mêmes une excellente chose ; ils sont la preuve d'une véritable activité économique, et quand on apprend qu'il y a en Angleterre constamment pour dix ou douze milliards de lettres de change en circulation, c'est le cas de dire : Tant mieux. Qui oserait dire que plus il y a de billets de banque, mieux cela vaut ? La lettre de change ne reste que peu de temps dans la circulation ; elle ne sort souvent du portefeuille du banquier auquel le souscripteur l'a remise que pour être présentée à celui qui doit la payer. Si elle circule c'est uniquement entre banquiers et négociants qui sont en mesure d'apprécier la valeur des signatures qui y sont apposées.

On voudrait que des centaines, des milliers de banques fussent investies du droit d'émission. On applique mal à propos ici le principe

de la concurrence auquel on doit, d'une manière générale, l'abondance croissante des produits, leur bon marché, leur qualité meilleure. Ici l'abondance n'est pas tant à souhaiter, et il est à craindre qu'elle n'aille de pair avec la mauvaise qualité. Chaque banque aurait, en quelque sorte, sa marque de fabrique, et, à chaque payement, il faudrait en discuter la valeur. On a dit que l'abus des lettres de change, billets de complaisance, *tirage en l'air*, n'est pas moins à redouter que l'abus des billets de banque. Il y a là une exagération évidente. On affirme même que l'abus des billets de banque est impossible parce qu'il n'en saurait rester dans la circulation plus que le chiffre qu'elle comporte : cela est bon en théorie ; mais la théorie est démentie par d'innombrables catastrophes financières. Avec la liberté absolue, il y aurait beaucoup de mauvais billets, et les mauvais feraient tort aux bons.

VII. — Je laisse de côté la question théorique de la liberté absolue, et je me demande quel est le système de réglementation préférable parmi ceux que nous avons exposés ci-dessus.

Nous proposera-t-on l'exemple de l'Amérique ? Il ne saurait être question de la législation actuellement en vigueur, qui a été inspirée par le besoin de battre monnaie avec les titres de la dette publique, et qui est une des plus mauvaises formes de la réglementation. Veut-on parler du temps et des États de l'Union, où la liberté d'émission était plus ou moins complète ? Mais quel contraste entre les deux pays ! On prétend qu'il faudrait multiplier en France les banques afin d'y développer l'esprit d'entreprise. C'est prendre les choses à rebours, et, en Amérique, c'est l'esprit d'entreprise, disons-mieux, l'esprit d'aventure qui a multiplié les banques. Les conditions économiques et sociales des deux pays sont profondément différentes. Là-bas, il n'a fallu rien moins que cette audace extraordinaire, cette activité dévorante, qui sont devenues proverbiales, pour conquérir rapidement à l'agriculture, à l'industrie, à la civilisation ce vaste territoire où les difficultés n'étaient pas moins grandes que les ressources naturelles. Les fortunes se font et se défont, les ruines et les catastrophes financières se succèdent, sans qu'on s'en émeuve ; il suffit qu'il y ait proportionnellement un grand nombre d'entreprises qui réussissent : la société marche et ne s'attarde pas à ramasser les morts. Nous n'avons pas été élevés à cette école ; nous avons besoin, avant tout, de stabilité et de sécurité, et, si dans des circonstances extraordinaires, nous avons fait preuve d'une élasticité qui ont étonné nos ennemis aussi bien que nos amis, nous résisterions plus difficilement à des crises moins graves mais plus souvent répétées.

Pendant longtemps le principal argument en faveur de la liberté d'émission a été la situation florissante des banques d'Écosse. Ces banques ont eu en effet une belle histoire. Mais si on les proposait comme modèles à notre pays, je répondrais tout d'abord, comme je viens de

le faire, à propos des États-Unis : « Nous ne sommes pas des Yan-« kees !... nous ne sommes pas des montagnards écossais ! » Cette appréciation étant un peu trop sommaire, je m'explique. Il n'y a pas un financier sérieux qui osât proposer à la France un système de banques d'émission semblable à celui qui a réussi en Écosse : recevoir d'énormes dépôts portant intérêt et faire des prêts à découvert ! Ce n'est pas d'ailleurs l'émission des billets de banque qui a fait leur fortune, car elles ont usé de l'émission dans une mesure très restreinte, et elles ont vu dans le billet de banque bien plus une monnaie commode à manier qu'un instrument de crédit. Elles ont constitué surtout un grand établissement d'épargne et de prévoyance.

Elles sont aujourd'hui réduites à dix ou onze, et forment une sorte de confédération. Ainsi, afin de tenir le moins de billets possible en circulation, elles ont institué une espèce de *clearing-house* où leurs représentants se réunissent deux fois par semaine et échangent leurs billets respectifs. Une partie considérable de leurs dépôts est placée dans les fonds publics, et elles s'appuient sur la Banque d'Angleterre pour se procurer instantanément le numéraire qui leur serait nécessaire pour combler les vides que le retrait subit des dépôts ferait dans leur encaisse. Elles ont donc obvié aux inconvénients de la pluralité des banques en s'appuyant sur la Banque centrale et en formant un syndicat dont tous les membres exercent les uns sur les autres une active surveillance. Mais il y a plus d'une ombre sur le riant tableau de la prospérité des banques d'Écosse. Une première fois, en 1857, leur renom fut ébranlé par la faillite d'une des premières d'entre elles, la banque d'Ouest d'Ecosse (*Western bank of Scotland*). C'est bien sous l'énormité de ses dépôts qu'elle a succombé, car ils s'élevaient à 160 millions, alors que la circulation en billets n'était que de 10 millions. La faillite de la banque de Glascow, en 1778, a été bien autrement significative. Les actions de toutes les banques baissèrent de 20 pour cent ; on retira pour un milliard de dépôts, tandis que, à la seule Banque d'Angleterre, les dépôts s'élevèrent de 600 à 905 millions. L'enquête a révélé qu'avec un capital qui ne dépassait pas 25 millions, elle avait immobilisé des sommes considérables en prêts hypothécaires sur des propriétés situées dans la Nouvelle-Zélande. Malgré ses embarras, elle distribuait des dividendes de 12 pour cent. Les banques d'Écosse ont été un chef-d'œuvre d'équilibre, mais ce système n'aurait aucune chance de succès dans un grand pays que rien n'y a préparé.

Tout le monde est d'accord pour repousser le système d'une banque d'État. Ce capital de la banque dont le gouvernement a la libre disposition ; ces billets de banque qu'il peut émettre en telle quantité qu'il lui plaît ; le cours forcé qu'il est le maître de proclamer, tout cela constitue des tentations auxquelles il est difficile de résister. On a beau proclamer que ce capital est affecté à une destination spéciale dont

il ne sera pas détourné ; rien n'est sacré pour un gouvernement dans le besoin, quand il ne s'agit, après tout, que de disposer d'une chose qui lui appartient. On sait comment les choses se passent trop souvent sous le régime des banques d'État. Le gouvernement, qui a de pressants besoins, commence par mettre la main sur le capital de la banque ; il proclame ensuite le cours forcé, et quand on est une fois entré dans cette voie on y reste ; le cours forcé est une chose si commode ! Il ne faut pas confondre les banques privilégiées, même les banques qui ont le monopole de l'émission avec les banques d'État. La Banque de France, malgré le monopole dont elle jouit, n'en reste pas moins une banque privée, qui n'est nullement à la discrétion de l'État ; elle peut lui rendre des services, mais elle en discute la mesure et le prix, et peut résister à des exigences déraisonnables. Nous reviendrons là-dessus en parlant du cours forcé.

Il nous reste, pour vider la question qui nous occupe, à établir un parallèle entre le régime de la Banque de France et celui de la Banque d'Angleterre. Nous avons bien fait de préférer le *banking principle* au *currency principle* et cela pour deux raisons : 1° Le système anglais est un système bâtard, dont l'utilité est fort contestée en Angleterre même. Les auteurs de l'acte de 1844, qui a organisé ce régime, n'ont pas fait ce qu'ils voulaient faire ; leur idéal eût été le monopole de l'émission au profit d'une grande banque centrale, ils ne l'ont pas établi. L'acte de 1844 a été loin de réaliser toutes les espérances qu'on avait conçues ; 2° En admettant que ce régime puisse convenir à l'Angleterre, il n'y avait pas les mêmes raisons pour l'appliquer à la France. C'est ce que je vais essayer de justifier.

Une première différence entre les deux pays résulte de l'organisation différente du crédit. En Angleterre, la banque centrale n'est pas, comme la Banque de France, la pierre angulaire du crédit. Elle est une réserve pour les circonstances extraordinaires ; c'est l'ancre d'espérance sur laquelle on compte, mais dont on ne se sert pas habituellement. Le principal rouage du crédit, en Angleterre, ce sont les *joint stock banks*. La seule *London and Westminster bank* a un portefeuille aussi considérable que celui de la Banque d'Angleterre et reçoit autant de dépôts. Huit des principales banques de Londres ont six fois plus de dépôts. Il résulte de tout cela qu'on a pu sans inconvénients soumettre la Banque d'Angleterre à un régime exceptionnel, limiter ses moyens d'escompte, sans que le commerce en souffre.

Il faut, en second lieu, tenir compte de la grande différence du stock métallique des deux pays. Le stock métallique de l'Angleterre est, au plus, de deux milliards ; celui de la France est évalué à six milliards. Il résulte de là la nécessité de veiller plus sérieusement à ce que l'encaisse de la Banque d'Angleterre ne descende pas trop bas, car pour apprécier l'importance de la réserve métallique que doit conserver une

grande banque centrale, il ne faut pas la considérer seulement en elle-même, il faut encore tenir compte du numéraire répandu dans le pays. Il est beaucoup plus facile, en cas de besoin, de faire appel à ce numéraire national que d'avoir recours au numéraire étranger.

Sans doute il résulte du système introduit par l'acte de 1844, un obstacle aux abus de la circulation en temps ordinaire ; mais, en quoi il paraît que les promoteurs se sont trompés, cet acte n'a rien fait pour prévenir les crises ni pour en atténuer la gravité. En pareilles conjonctures, il a fallu suspendre l'acte de 1844 et autoriser la Banque à étendre ses escomptes au-delà de la limite légale, sur quoi les partisans de l'acte ont fait observer que, par deux fois, il a suffi que la suspension ait été accordée sans qu'on en ait fait usage, pour que la crise se calmât. A quoi ses adversaires répondent que c'est précisément là la condamnation de l'acte de 1844 ; c'est la limite qui cause la panique, et sir Georges Cornewal Lewis disait que « l'acte fait plus de mal en une « semaine qu'il ne pouvait faire de bien tout le reste du temps ».

L'acte de 1844 a tous les caractères d'un expédient financier. La principale raison de le maintenir est dans la pluralité des banques d'émission qui existent encore. On a voulu prévenir les abus d'émission auxquels elles s'étaient livrées. Si la Banque d'Angleterre était seule investie du droit d'émettre des billets de banque, l'étroite réglementation de son encaisse ne serait plus aussi nécessaire. Or, en France, nous avons cette banque centrale unique.

Laissant de côté les arguments purement théoriques et ces appréciations comparatives, je terminerai en répondant directement à certaines attaques contre le monopole de la Banque de France. J'ai à invoquer certains arguments qu'on pourrait appeler historiques.

Reprochera-t-on à l'État d'avoir fondé la Banque de France, et de lui avoir accordé le droit d'émettre des billets ? Mais, au moment où cette Banque fut fondée, il n'y avait, en France, ni crédit privé, ni crédit public. Cette banque n'a fait tort à personne ; elle a, au contraire, rendu de très grands services à l'État et aux particuliers.

A ce moment, l'État admettait fort bien qu'on pût fonder des banques d'émission en province : a-t-on vu que l'initiative privée ait produit quelque chose de sérieux ? Non. Que demandaient les commerçants ? Des comptoirs de la Banque de France.

En 1848, les quelques banques provinciales qui existaient n'ont pu résister au régime du cours forcé ; elles ont été trop heureuses de se fondre dans la Banque de France. Supposez que, la crise passée, le cours forcé supprimé, on eût retiré le monopole à la Banque de France, et autorisé de nouveau la création de banques d'émission provinciales : croit-on que ces banques se fussent fondées ? Encore moins qu'avant, après l'expérience qu'elles venaient de faire en 1848.

Il ne faut donc pas dire que l'État a imposé ce système de crédit dont

le monopole de la Banque de France est la base. C'est le pays tout entier qui l'a laissé se fonder, qui l'a demandé.

L'exemple de ce qui s'est passé en Angleterre nous fournit encore un argument contre les banques privées et nous fait voir pourquoi elles n'ont pas réussi en France. Que se passe-t-il, en Angleterre, en temps de crise ? Les banques provinciales sont plus ou moins frappées de discrédit ; leur circulation diminue, les dépôts vont se réfugier à la Banque d'Angleterre et on demande à cor et à cris que la Banque centrale soit autorisée par le gouvernement à étendre sa propre circulation. Et remarquez que l'Angleterre est un pays décentralisé, où les banques provinciales fonctionnent depuis longtemps. Ce serait bien autre chose en France, dans un pays fortement centralisé, où les banques locales n'existent que d'hier.

Le monopole de la Banque de France et ses rapports avec l'État ne sont ni une singularité, ni un expédient ; c'est une organisation du crédit et de la circulation fiduciaire conforme au génie de notre nation. On a dit que les institutions de crédit sont les *chemins de fer des capitaux* dont elles activent la circulation ; cette analogie se retrouve chez nous dans l'organisation des banques et des chemins de fer. Nous n'avons admis, en principe, ni la banque d'État, ni les chemins de fer d'État ; nous n'avons pas admis davantage la libre concurrence ; nous avons adopté un système mixte. Les chemins de fer ont été construits par des compagnies avec le concours de l'État ; mais ils sont exploités par les compagnies au point de vue de l'industrie des transports, et celles-ci, pour prix du concours que leur a prêté l'État, lui rendent certains services, font certains transports à prix réduits. De même l'État surveille, contrôle la Banque, et celle-ci rend à l'État des services, lui prête de l'argent à un intérêt minime.

Que de déclamations autrefois à propos du *monstrueux*, *de l'odieux monopole* de la Banque de France ! C'étaient des expressions consacrées. En termes plus clairs, cela voulait dire qu'il était impossible de faire concurrence à une banque armée d'un pareil monopole, qui réalisait ainsi des bénéfices *fabuleux*. Un mot sur chacun de ces deux griefs qui sont d'ailleurs connexes : 1° On prétend que de grandes institutions de crédit ne peuvent pas se fonder là où elles n'ont pas le droit d'émission, lequel est concédé à titre de privilège ou de monopole. Est-ce que cela a empêché de colossales maisons de banque de prospérer à Londres ? L'émission des billets est la moindre cause de prospérité pour les banques anglaises qui jouissent encore de ce droit, et la privation de ce droit n'est nullement considérée comme un obstacle à la prospérité des grands établissements [10]. C'est que les Anglais ont largement mis en

10. La seule *London and Wesminster bank* a un capital de 125 millions, 4 ou 500 millions de dépôts et distribue à ses actionnaires des dividentes de 30 pour cent.

pratique le principe de Ricardo : « La véritable fonction du banquier « commence lorsqu'il fait la banque avec l'argent d'autrui. » Les particuliers remettent leur argent aux banquiers ; ceux-ci ont leur réserve à la banque centrale ; chacun s'arrange de manière à avoir le moins d'argent possible dans sa propre caisse, et il en résulte que presque toute la monnaie existante dans le pays est engagée dans le service de l'industrie et du commerce [11]. De là résulte, il est vrai, une grande sensibilité du marché financier. Nous sommes entrés jusqu'à un certain point dans cette voie, et le monopole de la Banque de France n'a pas empêché de se former les grandes institutions de crédit dont il sera spécialement question dans le chapitre suivant ; 2° Quant aux bénéfices *fabuleux* de la Banque de France, cela a toujours été une pure illusion. Ce n'est pas à cause de ses bénéfices exceptionnels, c'est à raison de la solidité de l'établissement, que les capitaux français, assez timides de leur naturel, recherchent ce mode de placement.

Il faut reconnaître aussi qu'on déclame un peu moins aujourd'hui contre le monopole de l'émission ; qu'on ne parle plus tant de cet énorme capital fictif dont la Banque de France pouvait disposer pour ses escomptes. Quand on voit, comme cela a eu lieu à une date récente, l'encaisse de la Banque s'élever à 2 milliards 209 millions, alors qu'elle n'avait que pour 2 milliards 149 millions de billets en circulation, pour lesquels elle paye à l'État trois ou quatre millions de droit de timbre, on se demande où sont les énormes avantages du monopole de l'émission ? Il semble que le billet de banque soit redevenu ce qu'il était à l'origine, un simple certificat de dépôt, un certificat à complète couverture métallique. Il a cessé d'être un titre de crédit, car quel crédit fait-on à une banque qui a ses billets doublement représentés en totalité, et par son encaisse et par son portefeuille ? Le billet de banque, dans ces conditions-là, n'est qu'une monnaie plus commode, une monnaie de papier ayant la sûreté d'une monnaie métallique, à la condition que la fabrication de cette monnaie de papier demeure confiée à un établissement qui, aussi bien en fait que dans l'opinion publique, est d'une solidité absolue. Le public connaît et apprécie cette marque de fabrique, et il sait bien que l'imprimerie de la Banque de France ne peut pas dégénérer en planche aux assignats. Son rôle, à l'égard des autres institutions de crédit et du public en général, rappelle celui que remplit le département de l'émission à l'égard du département de la banque, à la Banque d'Angleterre : fabriquer des billets et ne les délivrer que contre des valeurs de premier choix, jusqu'à un certain chiffre, et ensuite contre de l'or.

Diverses circonstances expliquent les divergences d'opinion qui se

11. C'est ce qui explique comment, avec un stock métallique inférieur à 2 milliards, il y a pour plus de 10 milliards de dépôts dans les banques.

sont produites sur cette question de la liberté des banques d'émission. On a d'abord donné à ces débats un caractère trop doctrinal. Chacun se renfermait dans sa définition du billet de banque et n'en voulait pas démordre : c'est un titre de crédit comme les autres, disaient les uns ; c'est de la monnaie, c'est du comptant, disaient les autres, il opère libération. Quand on arrive sur le terrain des faits, le désaccord persiste, car nulle part il n'est plus difficile de saisir le véritable rapport de causalité ; les uns disent que le défaut de libres institutions de crédit est la cause de la stagnation des affaires, les autres répondent avec plus de raison que c'est le défaut d'activité économique qui empêche de sentir le besoin de grandes institutions de crédit. Il y a peu de matière où les esprits les plus sévères puissent plus facilement se donner carrière et tracer un plan de circulation fiduciaire admirablement conçu dans toutes ses parties, mais qui n'a que le défaut d'être impraticable. Les uns ne songent qu'aux temps calmes, les autres se préoccupent surtout des temps de crise. La monnaie métallique est comme le lest du navire : quand la mer est calme, il semble qu'il y en a toujours trop et qu'il ne fait que retarder la marche du navire par un poids inutile ; mais quand la mer est grosse, il l'empêche de chavirer. Il faut donc tenir grand compte des leçons de l'expérience, et on ne doit pas s'étonner que d'éminents économistes, d'abord partisans convaincus de la liberté d'émission, aient été convertis au système de la restriction. Il n'est pas probable que, sans une banque centrale aussi fortement constituée que la Banque de France, nous eussions traversé comme nous l'avons fait la crise de 1848, et surtout celle de 1870-1871. La prospérité des grands établissements de crédit à côté de la Banque de France, est encore un enseignement dont nous devons profiter. Enfin je rappellerai ici ce qu'écrivait Bagehot dans son livre *La rue des Lombards* (*Lombardstreet*) : « Je considère comme puéril de rechercher si l'acte de « 1844 est plus ou moins parfait théoriquement. La Banque d'Angle- « terre, telle qu'elle est, est la base de notre système de crédit. On ne « change pas un système de crédit, fruit de longues années, un sys- « tème qui s'est plié au courant des affaires et qui s'est empreint, pour « ainsi dire, dans l'esprit du monde commercial, parce que les théori- « ciens ne l'approuvent pas, ou parce qu'on écrit des ouvrages contre « lui... La France a fait autrement, elle a eu ses raisons pour cela, et « elle fera bien de s'en tenir à son système de banques. »

CHAPITRE LXV

Les grands établissements de crédit. — Organisation de la commandite industrielle. — Transformation des mœurs et des pratiques financières.

Nous avons vu, au chapitre LXII, que la fonction essentielle du banquier est de mettre ses capitaux propres et ceux qui lui sont confiés à titre de dépôts au service de l'industrie par la voie de l'escompte. Il ne prête pas, il escompte du papier fait. Son actif doit consister en valeurs de portefeuille qui se réalisent jour par jour. Comment donc ceux qui veulent créer une grande entreprise industrielle se procureront-ils les capitaux de fondation qui leur sont nécessaires ? Ici se présente tout d'abord l'association, dont nous avons caractérisé les diverses formes au chapitre XLVI, et qui a pour objet de grouper les capitaux appartenant à plusieurs personnes, afin de les faire concourir à un but déterminé, exploitation industrielle ou commerciale dont les bénéfices seront répartis entre les associés. Les trois formes de l'association, la société en nom collectif, la société en commandite et la société anonyme, n'ont pas la même efficacité, soit au point de vue de la puissance des capitaux dont elles peuvent disposer, soit au point de vue des garanties qu'elles offrent aux associés.

La société en nom collectif ne peut en général disposer que de ressources limitées comme le nombre des personnes entre lesquelles elle est formée. Mais, d'autre part, elle trouve des conditions particulières de succès pour certaines entreprises délicates dans ce petit nombre d'associés étroitement unis dans une pensée commune par la plus rigoureuse solidarité, dans leur intelligence, leur capacité et, il faut bien le dire, dans leur honorabilité. C'est essentiellement une association de personnes qui prennent toutes une part directe à la gestion des affaires communes, et les qualités intellectuelles et morales constituent la plus précieuse mise de fonds. Cette forme de l'association convient surtout aux entreprises qui n'ont pas besoin d'un capital de fondation, de frais de premier établissement considérables, et qui s'alimentent principalement de capital circulant, comme certaines opérations commerciales. Il s'agit là d'acheter et de revendre des marchandises ; il n'est pas nécessaire de disposer de grandes ressources pour entrer en campagne, d'autant mieux que ce genre d'affaires donne immédiatement lieu à la création d'effets négociables qui trouvent accès chez tous les banquiers.

La société anonyme est le contre-pied, en tout, de la société en nom collectif. C'est une pure association de capitaux dont l'administration est confiée à des gérants irresponsables, simples mandataires salariés qui ne sont personnellement obligés ni envers leurs mandants, les mem-

bres de la société, ni envers les tiers, lorsqu'ils se sont renfermés dans les limites de leur mandat. D'ailleurs, la responsabilité personnelle du gérant, qui doit posséder un certain nombre d'actions de la société, est bien peu de chose eu égard à l'importance des intérêts qui y sont engagés. La société anonyme est en effet celle qui comporte les plus larges bases, au point de vue des capitaux qui peuvent y être apportés et des entreprises dans lesquelles on peut les engager. Nous avons vu dans la banque d'escompte et de dépôts, un moyen de faire concourir à l'œuvre du crédit industriel et commercial les moindres parcelles de capital monétaire ; on a trouvé de même dans la société anonyme le moyen de faire concourir le plus grand nombre possible de personnes à la formation du capital de fondation que réclament les grandes entreprises industrielles. Comme on met un objet en loterie dans laquelle chacun peut prendre un plus ou moins grand nombre de billets, lesquels sont tous de même valeur et d'une valeur minime, de même on divise le capital social en un nombre de parts ou actions égales, relativement assez faibles, et on ouvre une souscription sur laquelle chacun s'inscrit pour une ou plusieurs actions. On ne connaît pas les associés ; ils ne se connaissent pas entre eux ; on entre dans cette association et l'on s'en retire avec la plus grande facilité, car ces actions peuvent être au porteur ; la société est indifférente aux changements qui atteignent la personne des associés. C'est ainsi, avec des actions de 500 francs, qu'on réunit des millions.

La société en commandite par actions tient le milieu entre les deux précédentes dont elle réunit les éléments divers : responsabilité indéfinie des associés en nom ou commandités ; responsabilité limitée à leurs apports, au montant des actions souscrites, pour les associés commanditaires. Alors que la société anonyme était soumise à la formalité plus ou moins sérieuse de l'autorisation administrative, c'est par la commandite que l'esprit d'association se donnait carrière. La Restauration avait vu l'anonymat appliqué aux premières compagnies d'assurances, qui eurent un succès éclatant. C'est après la révolution de 1830 que la commandite, libre d'entraves administratives, prit son essor. Les triomphes et les scandales de la commandite ont défrayé le théâtre et le roman de cette époque. On dut songer à la réglementer ; d'autre part la société anonyme fut complètement affranchie des entraves administratives ; il n'y eut plus alors de raison pour préférer la commandite, qui est un genre bâtard, à la société anonyme qui offrait une base si large aux grandes entreprises de transport par chemins de fer et bateaux à vapeur, d'éclairage au gaz, de mines. On peut dire qu'il n'y a plus aujourd'hui en présence que deux formes d'entreprise, les entreprises individuelles, dont la société en nom collectif n'est qu'une variété, et les sociétés anonymes.

La société anonyme est organisée bureaucratiquement comme un

grand service public. Elle semble avoir pris pour modèle l'État lui-même, qui est en réalité une société anonyme, dont tous les contribuables sont les actionnaires, et qui est gérée par une vaste hiérarchie de fonctionnaires à côté desquels des conseils électifs sont placés pour exercer, à divers degrés, la surveillance et le contrôle. On pourrait relever bien des analogies entre la grande société politique et les sociétés industrielles constituées sous le régime de l'anonymat. Pour l'une comme pour les autres, on peut alternativement se complaire à en signaler les vices et les abus ou les avantages. Les mêmes vices leur sont communs : abus de pouvoir et responsabilité illusoire des administrateurs ; contrôle insuffisant de la part de ceux qui en sont spécialement chargés, et encore plus de la part des innombrables associés qui, n'ayant, chacun individuellement, qu'un faible intérêt dans la prospérité des affaires communes, se déchargent volontiers de tout souci sur leurs mandataires. On compte beaucoup trop pour remédier à ces maux sur une réglementation plus rigoureuse, c'est-à-dire sur une bonne constitution politique ou sur une réforme de la législation en matière de sociétés. C'est ici le cas de rappeler l'impuissance des lois sans les mœurs : *Quid leges sine moribus* ? Toutes les constitutions servent de peu sans esprit public, sans une bonne éducation politique qui apprenne l'usage de la liberté et développe ce sentiment de la solidarité qui fait que chacun se sent blessé par les atteintes portées aux droits d'autrui. De même, la meilleure loi sur les sociétés est impuissante sans une bonne éducation économique qui est nécessairement lente à se faire. On ne peut nier que de grands progrès se soient accomplis, et il y avait beaucoup à faire, car nous avons été longtemps en retard pour tout ce qui concerne la notion et la pratique de l'association et du crédit, et un financier distingué a pu dire que « l'Angleterre et l'Amérique en étaient « à l'abus du crédit alors que la France n'en était pas encore à l'usage ».

Laissons là les abus et considérons les avantages de la société anonyme. Elle seule peut réunir les capitaux nécessaires pour certaines entreprises. Mais, sans parler de l'opulent banquier et du riche capitaliste qui comptent leur fortune par centaines ou dizaines de millions, quelques modestes millionnaires ne pourraient-ils pas faire les fonds de cette entreprise ? Ils le pourraient, à la rigueur, mais ils ne se soucient pas de risquer toute leur fortune dans une seule entreprise ; ils s'assurent en quelque sorte eux-mêmes en divisant les risques, en prenant un intérêt dans plusieurs entreprises de manière que le succès des unes les dédommage de l'insuccès des autres. Voilà comment la société anonyme convient aux riches. Il y faut la contribution de tous, et les médiocres fortunes, les pauvres, contribuent relativement plus que les riches à la formation du capital d'une société anonyme. Celui qui n'a que 500 francs dont il retire un revenu insignifiant, y mettra toute sa fortune et prendra une action ; celui qui a un capital de

100,000 francs du revenu duquel il vit, ne prendra pas 200 actions. Qu'on ne croie pas qu'il serait préférable de multiplier les sociétés anonymes en leur donnant de moindres proportions. C'est le propre de la société anonyme d'être établie sur un grand pied. Multiplier le nombre des sociétés, c'est multiplier le nombre des états-majors, des frais généraux, et la société anonyme empiète alors sur le domaine naturellement réservé aux entreprises individuelles dans lesquelles l'exiguité des ressources est compensée par l'économie dans les frais d'administration, par la vigilance et l'activité du maître. Ainsi se trouve résolue la question de savoir si la concurrence que la société anonyme fait aux entreprises individuelles est une bonne ou une mauvaise chose, au point de vue de l'intérêt général. L'activité économique a divers organes ; il importe que chacun soit approprié autant que possible à la fonction qu'il remplit, et, en cette matière, le public est le juge suprême. Si la société anonyme gagne du terrain, c'est que, malgré certains abus qui vont en s'amoindrissant, elle présente de grands avantages. Elle fait disparaître beaucoup de petits commerçants ! Est-ce un mal ? Je ne le pense pas, et il est bon que les rapports entre le producteur et le consommateur ne soient pas surchargés d'intermédiaires onéreux. Ce n'est pas dans les vastes magasins organisés par les sociétés anonymes, c'est bien plutôt dans les boutiques des petits détaillants qu'on rencontre des prix excessifs et les tromperies sur la qualité des marchandises.

J'ai constaté l'analogie qui existe entre l'organisation et le fonctionnement de la société anonyme et l'organisation de la société politique, de l'État. Cette analogie se retrouve dans la manière de faire appel au crédit. Il y a, pour une société anonyme, deux moyens de se procurer de nouveaux capitaux : elle peut s'adjoindre de nouveaux associés, doubler son capital, émettre des actions, ou bien emprunter, émettre des obligations. L'ingénieuse combinaison, que l'État s'est appropriée pour l'amortissement de certains emprunts, c'est que ces obligations qui portent intérêt ne sont pas remboursables à échéance fixe, mais d'année en année par voie de tirage au sort, pendant une période plus ou moins longue qui s'appelle la période d'amortissement. Dans ces titres d'emprunt, dans ces obligations, la société se reconnaît débitrice d'un capital supérieur à celui qu'elle a reçu, d'où il résulte, pour le créancier ou obligataire, une double prime de remboursement résultant d'abord de la différence entre le capital réel qu'il a versé et le capital nominal, c'est-à-dire celui qui doit lui être remboursé, et, en second lieu, de ce que, par suite du tirage au sort, ce remboursement sera effectué plus ou moins tôt. C'est ainsi notamment qu'ont procédé les compagnies de chemins de fer quand elles ont eu recours au crédit pour l'achèvement ou l'extension de leurs réseaux.

A côté des grandes entreprises industrielles et commerciales cons-

tituées en sociétés anonymes, il faut placer les grandes compagnies financières dont le but est de venir en aide au commerce et à l'industrie mais d'une manière plus large que ne le font les banques ordinaires par la voie de l'escompte. On peut dire que c'est là la nouvelle forme de la commandite. Dans l'ancienne commandite, qui est aujourd'hui en décadence, que se passait-t-il ? Un ou plusieurs industriels qui voulaient fonder une entreprise s'adressaient directement à quelques capitalistes qui, en qualité de commanditaires, leur fournissaient les fonds nécessaires. La commandite par actions avait perfectionné ce procédé primitif : ceux qui faisaient appel à la commandite ouvraient une souscription où chacun pouvait s'inscrire pour des sommes modiques. Aujourd'hui, entre ceux qui ont conçu le plan d'une entreprise et les capitalistes qui doivent en faire les fonds, viennent se placer, comme intermédiaires, de puissantes compagnies financières anonymes. Quels sont les services qu'elles rendent, les ressources dont elles disposent et les procédés qu'elles emploient dans ce but ?

Je prends pour exemple une des plus considérables, à tous égards, de ces compagnies financières, *la Société générale*. Son titre est significatif : « Société générale pour favoriser le développement du commerce « et de l'industrie en France. » Cela comprend tout. Voici en effet en quels termes les statuts de la société indiquent le but dans lequel elle a été formée : « prêter son concours à des associations déjà constituées ou « à constituer sous la forme de sociétés en noms collectifs, en com- « mandite, anonymes ou à responsabilité limité, et ayant pour objet « soit des entreprises industrielles et commerciales, mobilières et im- « mobilières, soit des entreprises de travaux publics ; se charger de la « constitution de ces sociétés, de l'émission de leur capital, du place- « ment de leurs actions et obligations et ouvrir toute souscription qui « serait nécessaire.... ; prendre dans toutes les sociétés constituées « ou à constituer une ou plusieurs parts d'intérêts, sans que le total « des capitaux consacrés à cet objet puisse excéder la moitié du capi- « tal social... ; faire des prêts ... ; émettre des engagements portant « intérêt...; contracter et négocier tous emprunts publics et autres...; » [1]

De quelles ressources dispose cette compagnie financière pour venir en aide à l'industrie ? Elle a d'abord un capital considérable ; elle reçoit des dépôts, elle emprunte. Elle a de plus un grand crédit que n'a pas la société qui va se former, qui n'existe même pas en germe, qui n'a aucune notoriété. La grande compagnie financière en question n'a pas seulement *le crédit* qui consiste dans la faculté de trouver facilement de l'argent, elle a *du crédit*, de l'influence, et par cela seul qu'elle patronne une entreprise nouvelle elle peut lui attirer la confiance du public.

1. Voir Alphonse Courtois : *Manuel des fonds publics et des sociétés par actions* page 154.

Comment la compagnie financière va-t-elle *prêter son concours* à des associations déjà constituées ou à constituer ? Nous venons de voir comment une société anonyme se procure les capitaux dont elle a besoin pour se constituer ou se développer : en émettant des actions ou des obligations, en les plaçant dans le public, en échangeant ces titres contre de l'argent. Or, c'est précisément ici qu'intervient la compagnie financière. Elle peut se borner au rôle d'une agence de placement, faire annoncer qu'une souscription est ouverte dans ses bureaux et délivrer pour le compte de la société anonyme, des titres d'actions ou d'obligations à ceux qui se présenteront. Elle recevra pour cela un droit de courtage ou de commission plus ou moins considérable. C'est là, on le comprend, un concours assez peu efficace, un procédé qui n'intéresse que médiocrement la banque au succès de l'opération. Ce concours sera bien autrement efficace si la banque se charge elle-même de ces titres d'actions ou d'obligations, les achète pour les revendre à ses risques et périls ; car ce n'est pas l'affaire de la banque de garder ces titres, de rester actionnaire ou obligataire pour percevoir indéfiniment des dividendes et intérêts ; il s'agit, pour elle, d'acquérir ces titres à bon marché et de les revendre le plus cher possible. Elle prend donc l'émission à son compte, et c'est ici qu'elle va mettre en jeu tous les moyens pour inspirer confiance aux capitalistes dans la bonté de ces titres, pour *lancer l'affaire*. Il y a pour cela des manœuvres bien connues, ce qu'on pourrait appeler les manœuvres de salons et les manœuvres de bourses. Les premières consistent à distribuer gratuitement quelques actions à des personnes bien posées dans le monde, dans la politique ou dans les affaires, qui discrètement vantent l'entreprise. A la Bourse, on rachète plus cher qu'on ne les avait vendues un certain nombre d'actions, les capitalistes sont attirés, une hausse réelle succède à la hausse factice, et la banque écoule ses titres. La banque a fait une spéculation et peu à peu les titres arrivent dans les mains de capitalistes sérieux qui les achètent comme placement et entendent les garder. Entre la banque et les capitalistes peuvent se placer plusieurs séries de spéculateurs secondaires qui n'achètent que pour revendre. Il y a ainsi pour toute valeur une période de spéculation après laquelle cette valeur arrive aux mains des capitalistes sérieux ; on dit alors que cette valeur est *classée* ; elle est arrivée à sa vraie destination. Toutes les manœuvres de bourse et autres ne sont pas parfaitement honorables ; il ne faut pourtant pas les juger trop sévèrement et considérer qu'un peu de charlatanisme est quelquefois nécessaire pour arriver au placement de valeurs excellentes.

Autrefois on appelait banques d'émission les établissements financiers qui avaient le droit d'émettre des billets de banque. Aujourd'hui tous les grands établissements financiers s'intitulent banque d'émission dans le sens nouveau du mot, et cela à un double titre. D'abord, pour

se constituer elles-mêmes, elles émettent des actions, et, pour se procurer des ressources plus étendues, elles émettent des obligations. En outre, pour aider à la fondation des sociétés anonymes industrielles ou commerciales, elles se chargent de l'émission de leurs actions et obligations. Ainsi se trouvent justifiées les différentes qualifications par lesquelles on les désigne. Ce sont des banques d'émission, des banques de spéculation. Ce sont des agences de placement, les commanditaires de la grande industrie. Elles sont des intermédiaires entre l'État et les grandes compagnies d'une part, la masse des capitalistes de l'autre. Elles disposent de ressources considérables, et leur puissance s'accroît par les syndicats ou unions temporaires qu'elles peuvent former entre elles en vue de faire réussir une émission qui serait compromise si plusieurs maisons de banque se contrecarraient à la Bourse. L'État comme une simple compagnie anonyme, peut avoir recours à une banque ou à un syndicat de maison de banque pour émettre ses emprunts.

Les grandes compagnies financières de spéculation et de crédit ne sont pas seulement puissantes ; on peut dire qu'elles sont redoutables.

Elles sont redoutables d'abord pour leurs propres actionnaires et obligataires. Sans doute on peut en dire autant d'une manière générale des actionnaires et obligataires de toute espèce de société anonyme industrielle ou commerciale ; mais cela est particulièrement vrai des sociétés financières, par suite de l'infinie variété d'objets auxquels elles s'appliquent. Les fraudes grossières, les actes d'improbité peuvent être commis par les administrateurs de toute société anonyme ; mais les administrateurs d'une société financière, toute intention frauduleuse mise de côté, peuvent plus facilement se laisser entraîner à des abus de spéculation qui élèvent un moment très haut la fortune de la société pour aboutir à un désastre [2].

Les grandes sociétés financières sont redoutables pour les actionnaires et obligataires des autres sociétés anonymes, et cela à un double titre. Elles peuvent, par diverses manœuvres, attirer les capitaux dans une entreprise qui n'a pas de chance de succès ; mais ce que je veux surtout signaler, c'est le désordre qu'elles peuvent porter dans une société en voie de prospérité à laquelle elles donneront une direction nouvelle en l'absorbant par une fusion plus ou moins volontaire ou forcée.

Enfin les grandes société financières font naturellement une concurrence redoutable à tous ceux qui exercent le commerce de banque, ce qui va du plus humble banquier escompteur jusqu'à la Banque de France. En ce qui concerne les banquiers escompteurs, c'est la même question que celle qui a été posée ci-dessus quant à l'industrie commerciale ; la *Société générale* et le *Crédit Lyonnais* font aux escompteurs la même concurrence que le *Louvre* et le *Bon Marché* font aux petits détaillants. Il n'y

2. Le récent désastre du Comptoir d'escompte en est un lamentable exemple.

a rien à dire à cela. Le banquier escompteur conserve d'ailleurs une place dans la hiérarchie du commerce de banque. Il sert d'intermédiaire entre les commerçants et les grands établissements de crédit qui, eux-mêmes, les présentent au besoin à la Banque de France revêtus du nombre de signatures réglementaires. Cet office d'intermédiaires des banquiers escompteurs est aussi rempli par des institutions de crédit appelées sous-comptoirs.

Mais, ce qui est particulièrement digne de remarque c'est la concurrence que les grandes sociétés de crédit font à la Banque de France. C'est un fait que j'ai déjà constaté dans le chapitre précédent, en réponse à l'objection, que le monopole de la Banque de France rend toute concurrence sérieuse impossible. On sait quel développement ont pris les établissements tels que la Société Générale, le Crédit Foncier, le Crédit Lyonnais, le Crédit industriel et commercial, la Société des Comptes courants. A une date récente, la Banque de France avec un encaisse de deux milliards, n'avait qu'un portefeuille de 413 millions. A la même époque, les six grandes institutions de crédit que je viens de nommer avaient ensemble 6 à 700 millions de papier escompté en portefeuille. On parlait beaucoup autrefois du privilège de fait de la Banque de France, d'attirer à elle le papier de commerce de premier choix. N'est-il pas plus exact de dire aujourd'hui que la Banque de France, emprisonnée dans ses statuts qui réglementent étroitement son escompte, se voit enlevé le meilleur papier par ses concurrents qui lui font des conditions exceptionnellement favorables ? La Banque de France existait depuis plus de trente ans, qu'elle n'avait encore pu fonder que quelques misérables comptoirs dans sept ou huit grandes villes, quelques-unes des grandes société financières que je viens de nommer ont couvert la France de succursales, ont ouvert des comptoirs auxiliaires dans tous les quartiers de Paris, et l'une d'elles y trône dans un hôtel monumental qui excite l'admiration et peut-être quelques craintes ou du moins quelques regrets chez les actionnaires. Quelle transformation dans nos mœurs et nos pratiques financières ! Quels jugements différents nous portons sur toutes ces choses ! A-t-on assez gémi autrefois sur le fameux milliard qui dormait dans les caves de la Banque de France, et dont l'inertie attestait, disait-on, la paralysie de l'industrie et du commerce ? Il y a aujourd'hui deux milliards dans les caves de la Banque de France, sans compter beaucoup d'autres caves fort respectables, et on ne s'en inquiète plus. D'où vient cela ? Nous avons en partie renoncé aux habitudes de thésaurisation ; l'argent s'en va plus abondamment à la Bourse et aux institutions de crédit ; comme l'argent anglais, il est devenu plus empruntable, en même temps qu'un système de crédit perfectionné permet de tirer parti de l'argent sans le remuer matériellement de place, en facilitant seulement la circulation des titres qui le représentent.

CHAPITRE LXVI.

Des différentes espèces de crédit, eu égard à la base sur laquelle elles reposent. — I. Organisation du crédit réel immobilier. — Sociétés de crédit foncier. — II. Crédit réel mobilier. Les monts de piété. Les magasins généraux.

Tout créancier a pour gage de sa créance l'ensemble des biens meubles ou immeubles de son débiteur. Mais ce n'est pas là le crédit réel. Ce droit de gage général en effet est incertain et précaire, car il peut être réduit à peu de chose ou à rien, si le débiteur aliène ses meubles ou ses immeubles, ou bien s'il s'engage envers de nouveaux créanciers qui auront les mêmes droits que le premier. Il y a crédit réel lorsqu'un objet déterminé est spécialement affecté au payement d'une dette, en sorte que l'objet ne puisse pas être soustrait aux poursuites du créancier et que celui-ci soit assuré d'être payé sur le prix de vente de cet objet par préférence à d'autres créanciers qui n'ont pas stipulé la même garantie. Cette affectation peut être accompagnée du transfert de la possession aux mains du créancier, ou bien résulter de la simple convention des parties ou d'une disposition de la loi, le débiteur conservant non seulement la propriété mais encore la possession de l'objet. Dans le premier cas, il y a nantissement ; dans le second cas, hypothèque. Le nantissement d'un objet mobilier s'appelle gage ; celui d'un objet immobilier, antichrèse, ce qui signifie que le créancier retire les fruits de l'immeuble dont il est nanti. Le nantissement s'applique naturellement aux meubles parce que la détention d'un meuble donne seule une pleine sécurité au créancier : tandis que l'hypothèque suffit pour les immeubles que le débiteur ne peut faire disparaître.

Il faut, en matière de garantie réelle, distinguer le point de vue juridique et le point de vue économique. L'affaire du législateur est de concilier les intérêts du créancier, c'est-à-dire la sûreté du gage et sa facile réalisation, avec ceux du débiteur qui ne doit pas être trop facilement dépouillé de la propriété du gage ni exposé à des frais trop considérables par la saisie et la vente de ses biens. Au point de vue économique, il importe surtout de se demander à quelles opérations de crédit s'appliquent naturellement les sûretés réelles, quels avantages particuliers, quels inconvénients elles peuvent présenter.

Le crédit réel convient surtout aux opérations à long terme. Le véritable crédit, le crédit industrel et commercial, est, de sa nature, personnel [1] ; il est fondé sur la connaissance qu'on a de la solvabilité d'une

1. Un effet de commerce peut circuler accompagné d'un titre, tel qu'un *connaissement*, qui donne le droit de prendre livraison d'une quantité de marchandises dont le prix est affecté, jusqu'à due concurrence, au payement de cet effet. C'est ce qu'on appelle une *traite documentée*.

personne, solvabilité attestée par le fait notoire de la régularité avec laquelle elle remplit ses engagements. Mais ce crédit purement personnel suppose, d'autre part, des opérations à court terme. Le banquier qui escompte sans difficulté le papier de telle maison, si l'échéance est à deux ou trois mois, y regardera à deux fois, si elle est à six mois. On ne songe même pas généralement à présenter à l'escompte du papier de ce genre. Les statuts de la Banque de France ont consacré cette pratique universelle en n'autorisant que l'escompte du papier à quatre-vingt-dix jours au plus. C'est que les situations commerciales les plus brillantes peuvent changer rapidement, quelquefois subitement. Crédit personnel et crédit à court terme vont donc de pair. Le crédit purement personnel suppose en outre, qu'il s'agit de transactions courantes de l'industrie et du commerce, achats de matières premières destinées à subir une transformation, achats et reventes de marchandises, transactions qui n'ont pas un caractère aléatoire marqué, et dans lesquelles les gains sont limités et les chances de perte relativement insignifiantes. Pour cette raison et aussi parce que la multitude et la rapidité de ces transactions s'accommoderait mal des lenteurs, des complications et des frais qu'entraîne la constitution d'un gage réel, on se contente de la garantie personnelle fortifiée, suivant les cas, par la pluralité des garants.

Toutes les fois qu'on a recours au crédit autrement que dans les conditions normales que je viens d'indiquer, il s'agit pour l'emprunteur, soit de donner au capital qu'il sollicite un emploi qui est de nature à inspirer des craintes au capitaliste, un emploi plus ou moins incertain et aléatoire dans ses résultats ; soit d'un crédit à long terme. Ce sera un pur crédit de consommation ; ou bien l'emprunteur a en vue quelque spéculation plus ou moins hasardeuse ; ou bien encore la somme empruntée sera immobilisée en constructions ou améliorations foncières. Je n'insiste pas sur les deux premiers emplois ; mais, même quant au troisième qu'on ne saurait blâmer en principe, combien l'attente de celui qui transforme ainsi en capital fixe un capital circulant chèrement payé peut être facilement trompée ! En mettant les choses au mieux, il faudra longtemps pour reconstituer le capital emprunté. On comprend donc que le prêteur stipule des sûretés exceptionnelles.

Je vais passer rapidement en revue les diverses formes du crédit réel, crédit immobilier et crédit mobilier ; leurs procédés, leur organisation, la nature des services qu'ils peuvent rendre.

I

La garantie réelle immobilière résulte de l'hypothèque qui, ainsi que je l'ai indiqué, confère au créancier un droit de suite et un droit de préférence, un droit de suite à l'encontre d'un tiers acquéreur de l'im-

meuble hypothéqué, un droit de préférence sur le prix de l'immeuble à l'encontre d'autres créanciers qui auraient obtenu une hypothèque sur ce même bien.

L'idéal d'un régime hypothécaire serait que : 1° étant donné un immeuble quelconque, on fût à chaque instant fixé sur ces deux points : A qui appartient-il ? De quelles charges réelles est-il grevé ? en sorte que, traitant avec le propriétaire ainsi connu, on pût être assuré de la valeur, de l'étendue, de la solidité de la garantie réelle qu'on se fait concéder ; 2° étant donné un individu, il fût possible de constater rigoureusement l'étendue du crédit réel dont il jouit. — On conçoit que ce résultat peut être plus ou moins complètement atteint par un système de registres publics contenant toutes les indications nécessaires constatant toutes les corrélations indiquées ci-dessus entre les personnes et les biens, et sans cesse tenus au courant des mutations qui se produisent : en sorte que les mentions contenues dans ces registres fussent l'expression aussi exacte des conditions juridiques d'un immeuble qu'un plan dressé suivant toutes les règles de l'art en donne la configuration et la contenance. La tenue de pareils registres réclame évidemment de la part de ceux qui en sont chargés un rôle autrement actif que celui qui est dévolu par la loi française à nos conservateurs des hypothèques.

Je ne saurais entrer dans tous les détails techniques d'ordre juridique que comporte une appréciation comparée des divers systèmes hypothécaires ; je me borne aux indications nécessaires pour faire bien comprendre la nature des services rendus par les institutions qui ont été fondées en vue d'organiser le crédit immobilier en atténuant les imperfections qui lui sont inhérentes. Je me réfère principalement au régime hypothécaire français dans lequel ces imperfections ne sont que trop certaines.

La base de tout système hypothécaire et par conséquent de tout crédit réel immobilier, est la publicité. Cette publicité n'existe qu'imparfaitement dans notre régime hypothécaire qui reconnaît des hypothèques légales occultes, celle du mineur sur les biens du tuteur, de la femme mariée sur les biens du mari.

L'ancien droit, continuant les traditions du droit romain, avait admis beaucoup trop facilement l'hypothèque générale sur tous les biens du débiteur. C'était un véritable gaspillage du crédit. Le Code civil a bien proclamé le principe de la spécialité, mais il y a fait de nombreuses brèches au profit de l'hypothèque judiciaire et de certaines hypothèques légales. Il a autorisé le débiteur qui hypothèque ses biens présents, à concéder une hypothèque subsidiaire sur tous les biens qu'il pourra acquérir par la suite.

Lorsqu'on achète un immeuble on a un intérêt évident à savoir si le vendeur en est réellement propriétaire, et si ce bien n'est pas grevé

d'hypothèques ; le créancier à qui son débiteur donne une hypothèque a le même intérêt. Il y a là une recherche que l'imperfection du régime peut rendre plus ou moins difficile. En ce qui concerne les hypothèques existantes, l'acquéreur jouit d'un bénéfice qui n'est pas accordé au prêteur en faveur duquel est consentie une hypothèque : il peut *purger*. Purger, c'est, comme le dit le mot, débarrasser, affranchir l'immeuble hypothéqué du vice dont il est infecté, c'est-à-dire de l'hypothèque. L'acquéreur notifie son contrat d'acquisition à tous les créanciers hypothécaires inscrits et les met ainsi en demeure de déclarer s'ils acceptent ou non le prix d'acquisition. S'ils l'acceptent, acceptation qui résultera de l'expiration d'un certain délai sans qu'aucun ait demandé que l'immeuble soit mis aux enchères sur un prix plus élevé que celui qui est offert, l'immeuble est purgé des hypothèques qui le grevaient, en ce sens que le droit réel des créanciers est transformé en un simple droit sur le prix qui leur sera distribué suivant l'ordre de leurs hypothèques. Mais l'acquéreur peut craindre que l'immeuble ne soit grevé d'hypothèques occultes au profit de mineurs ou de femmes mariées. Ici la procédure de purge consistera à donner à l'acquisition une publicité telle que les mineurs et les femmes mariées ou certaines personnes auxquelles la loi en impose l'obligation, soient mis en demeure de faire connaître les hypothèques existant à leur profit. Si, au bout d'un certain délai, aucune hypothèque n'apparaît, l'acquéreur peut se libérer de son prix sans crainte d'être recherché ; il a purgé. Je voulais en venir à dire que le prêteur qui stipule une hypothèque n'a pas le droit de purger à l'encontre des créanciers ayant une hypothèque occulte.

Nous pouvons maintenant nous rendre compte de la situation plus ou moins délicate dans laquelle se trouvent placés tant le prêteur que l'emprunteur, et apprécier la nature des services que leur rendra une institution de crédit foncier : 1° Le créancier, le prêteur, doit se préoccuper avant tout de la solidité de la garantie qui lui est offerte : le débiteur est-il propriétaire de l'immeuble ? quelle est la valeur de cet immeuble ? cet immeuble n'est-il pas grevé d'hypothèques ? 2° Ce prêteur va être privé de son capital pendant un temps nécessairement assez long, et, le terme arrivé, il aura à redouter les longueurs de la procédure de saisie ; 3° Le propriétaire qui veut emprunter éprouve beaucoup de difficulté à trouver un prêteur, car il n'est en rapport qu'avec un nombre limité de capitalistes ; 4° Cet emprunt est un péril pour lui ; il aura parfois de la peine à payer les intérêts ; combien plus difficile ne lui sera-t-il pas de constituer le capital de remboursement ?

Voyons maintenant les services que peut rendre une institution de crédit, une société de crédit foncier :

1° Nous avons vu, au chapitre LIII, comment l'industrie commer

ciale, en s'interposant entre le producteur et le consommateur, modifie heureusement le caractère rigoureux de l'échange direct. L'institution de crédit foncier rend un service analogue ; elle ne laisse plus les parties en présence, le propriétaire besoigneux à la merci du capitaliste ; ce que la *réalité* du crédit explique d'ailleurs très bien. Celui qui veut emprunter sur hypothèque et celui qui veut placer son argent aussi, s'adressent à la société de crédit foncier ;

2° Il résulte de là une extension notable du marché. La société attire de toutes les parties du pays les capitaux de placement et les répand de même ;

3° La société procède à la vérification du gage. Le Crédit Foncier de France jouit du bénéfice de la purge, comme préliminaire du prêt, alors que, d'après le droit commun, l'acquéreur seul peut purger ;

4° Afin d'obvier à l'inconvénient qui résulte de la difficulté, pour l'emprunteur, de constituer le capital de remboursement, le Crédit Foncier fait des prêts à long terme, de telle sorte que le débiteur en ajoutant à l'intérêt ordinaire une somme assez faible, amortit le capital. C'est ainsi qu'en payant chaque année 5 francs 87 au lieu de 5 pour cent du capital emprunté, le propriétaire d'une maison hypothéquée est complètement libéré au bout de 60 ans. En payant 7 francs 05 centimes il est libéré en 25 ans. C'est même un peu moins, s'il s'agit d'immeubles ruraux ;

5° On a simplifié, au profit du Crédit Foncier, la procédure de saisie. Il n'y a pas de procès-verbal de saisie. La réalisation du gage peut être consommée en deux mois environ ;

6° De même que la Banque de France, sur dépôts de valeurs de portefeuille, de titres, de lingots, met en circulation des billets de banque, ainsi le Crédit Foncier, au fur et à mesure qu'on lui consent des affectations hypothécaires, émet des *obligations foncières* ou *lettres de gage*, transmissibles par la voie de l'endossement ou au porteur. Ces obligations sont remises soit au capitaliste qui apporte ses fonds au Crédit foncier, soit à l'emprunteur qui se procure, en les négociant, la somme pour laquelle il a consenti l'hypothèque. L'emprunteur peut aussi recevoir directement la somme en numéraire. Le capitaliste peut, en négociant ses titres, rentrer dans son capital quand il lui plaît. Il n'y a donc aucun rapport direct entre le capitaliste et l'emprunteur, entre la lettre de gage et le titre constitutif de l'hypothèque. C'est le Crédit Foncier qui est débiteur du capitaliste, et c'est envers la Société que l'emprunteur est débiteur des annuités qui doivent servir au payement des intérêts et à l'amortissement du capital. Il suffit que l'ensemble des lettres de gage émises soit couvert par l'ensemble des affectations hypothécaires. La Société néanmoins ne peut pas se faire indéfiniment consentir des affectations hypothécaires et émettre indéfiniment des lettres de gage ; il faut qu'il y ait un certain rapport entre ces émissions

et le capital qui a été versé par les actionnaires qui ont constitué la société du Crédit Foncier. Le capital du Crédit Foncier de France est de 90 millions, et les émissions de lettre de gage ne doivent pas dépasser vingt fois cette somme, c'est-à-dire 1,800 millions.

J'ai eu principalement en vue, dans ce qui précède, le Crédit Foncier de France, mais on peut concevoir une organisation différente. C'est ainsi qu'il existe, en Allemagne notamment, des sociétés de capitalistes prêteurs et des sociétés de propriétaires emprunteurs. Ce sont toujours les mêmes services à rendre, la même base d'opérations, à savoir l'extinction de la dette par le payement d'annuités qui comprennent l'intérêt et l'amortissement du capital.

Je reviens au Crédit Foncier de France. Nous avons vu qu'il jouit de certains privilèges. Ce monopole a-t-il été justifié par des services éclatants comme celui de la Banque de France ? Non. Outre qu'on ne saurait assimiler la circulation des lettres de gage et celle des billets de banque, le Crédit Foncier n'a fait que peu de choses en dehors de Paris et des grandes villes. On peut dire qu'il n'a contribué que d'une manière insignifiante aux améliorations foncières de la propriété rurale. En revanche, il a beaucoup trop prêté à certains gouvernements dont les finances ne passent pas pour prospères. Les statuts imposés et les directeurs nommés par l'État n'ont pas empêché les abus de la spéculation. Il faut reconnaître que les hommes d'affaires n'ont pas contribué à le rendre populaire. On est allé trop loin dans cette idée de centraliser le crédit : c'est ici surtout que des institutions régionales eussent été à leur place.

Une institution particulière de Crédit Agricole s'était fondée sous les auspices du Crédit Foncier. Ces deux établissements ont fusionné. En réalité, le crédit agricole n'est qu'une variété du crédit industriel, en tant qu'il s'agit de procurer au cultivateur le capital d'exploitation, semences, engrais, salaires du travail auxiliaire. Que s'il s'agit d'améliorations foncières à entreprendre par le propriétaire, c'est alors affaire de crédit foncier proprement dit.

II

Le crédit mobilier est, à proprement parler, celui qui repose sur le nantissement d'un objet mobilier, meuble incorporel ou corporel, titres ou marchandises. Le prêt sur gages a été toujours vu d'assez mauvais œil chez nous ; il semble que ce soit là affaire entre voleurs et receleurs, entre gens aux abois et usuriers. L'article 411 du Code pénal interdit d'ouvrir une maison de prêts sur gages sans autorisation. Le contrat de gage est étroitement réglementé par le Code civil. Il était peu usité entre commerçants ; aussi le Code de commerce de 1807 ne s'en était pas occupé spécialement ; il y était seulement question, dans le

titre VI du livre 1er, qui traite des commissionnaires, du privilège qui leur est accordé sur les marchandises à eux expédiées d'une autre place pour être vendues pour le compte d'un commettant, à raison des avances par eux faites, privilège qui reposait sur une constitution de gage tacite. En dehors de cette circonstance particulière, le contrat de gage entre commerçants était soumis aux règles du Code civil, ce qui était une grande gêne. La loi du 23 mai 1863 est venue modifier le titre VI qui porte maintenant pour rubrique : *Du gage et des commissionnaires.* Cette loi de 1863 n'a guère fait que généraliser les dispositions déjà admises au profit de quelques grands établissements de crédit, Banque de France, Crédit Foncier, Comptoir d'Escompte, Magasins Généraux. Cependant ces établissements jouissent encore de certaines faveurs, même depuis la loi du 23 mai 1863; et, quant à la constitution du gage sur les marchandises déposées dans les magasins généraux, elle est toujours régie par des règles spéciales.

Je vais présenter une appréciation sommaire des règles générales sur le gage commercial et des règles spéciales relatives à certains établissements, Institutions de crédit, Monts-de-Piété, Magasins généraux ou Docks.

I. — Après avoir, dans les articles 2073-2083, posé les règles de droit commun en matière de contrat de gage, le Code civil ajoutait, dans l'article 2084, que ces dispositions n'étaient applicables ni aux matières de commerce, ni aux maisons de prêt sur gages autorisées, à l'égard desquelles on suit les lois et règlements qui les concernent; mais nous avons vu que le Code de commerce ne contenait primitivement que fort peu de choses là-dessus. L'article 2084 semblait donc exprimer un vœu qui ne fut pas rempli par le Code de commerce qui lui est postérieur. Les modifications qu'il fallait apporter aux règles du droit commun sont relatives à la constitution du droit de gage et à sa réalisation.

En ce qui concerne la constitution du droit de gage, le Code civil exige la rédaction d'un acte écrit et la mise en possession du créancier. La première condition est supprimée; mais la seconde est maintenue car elle est de l'essence même du nantissement d'objets mobiliers; il faut en effet que les tiers soient avertis par ce fait matériel qu'ils ne doivent plus considérer comme élément de crédit la chose que le débiteur a déjà donnée en gage. Lorsque l'objet donné en gage est un meuble corporel, le créancier est nanti par cela seul qu'il a en sa possession le titre en vertu duquel on peut se faire délivrer la marchandise qui est déposée dans les docks ou à la douane, qui voyage sur terre ou sur mer. Quant aux meubles incorporels, créances, actions et obligations, effets de commerce transmissibles par la voie de l'endossement ou au porteur, le nantissement s'opère par les mêmes moyens que le transfert de propriété, c'est-à-dire, suivant les cas, par

une cession notifiée, un transfert sur les registres de la société, un endossement, la simple remise du titre.

En ce qui concerne la réalisation du gage, la loi civile a prohibé le *pacte commissoire*, en vertu duquel, à défaut de payement à l'échéance, le créancier peut s'approprier le gage. Il n'est pas nécessaire d'insister sur les dangers que cette convention présente pour un débiteur négligent ou sans ressources. Mais le créancier peut obtenir de la justice la permission de garder la chose en payement après une estimation faite par experts, et jusqu'à due concurrence. Le moyen le plus naturel, c'est que le créancier fasse vendre la chose pour se payer sur le prix. La loi civile y met deux conditions : que la vente soit autorisée par la justice, et qu'elle ait lieu aux enchères. La première de ces deux conditions a été justement supprimée comme une entrave inutile. A défaut de payement à l'échéance, le créancier fait une signification au débiteur et au tiers qui a fourni le gage pour lui et, huit jours après, il est procédé à la vente publique par le ministère de courtiers ou d'agents de change, suivant les cas. S'il s'agit d'une créance, le créancier en poursuivra le recouvrement et se payera lui-même.

II.— Comme je l'ai dit plus haut, des lois spéciales avaient dérogé, en faveur de plusieurs grands établissements de crédit, aux règles du Code civil relatives soit au mode de constitution du gage, soit aux formalités à remplir avant la vente. Puis est venue la loi du 23 mai 1863 qui a généralisé ces dispositions. Ces lois spéciales restent néanmoins en vigueur. D'abord, sur quelques points, elles simplifient encore les formes prescrites par la loi commerciale. En second lieu, les dispositions de ces lois ayant été édictées moins dans l'intérêt des emprunteurs que dans celui des établissements prêteurs, elles régissent les prêts sur gages par eux consentis, qu'il s'agisse d'un prêt commercial ou d'un prêt civil. Il est clair qu'il ne s'agit là que de prêts sur titres et sur lingots d'or ou d'argent, les seules choses qui font l'objet du commerce de banque.

Les statuts de la Banque de France déterminent les titres sur lesquels elle peut faire des avances : rentes sur l'État et les différentes valeurs émises par le Trésor public ; actions et obligations de grandes compagnies de chemins de fer ; obligations de la Ville de Paris ; obligations du Crédit Foncier. Elle n'avance que 60 pour cent de la valeur des titres, d'après leur dernier cours de la veille au comptant. Comme elle peut faire vendre les titres donnés en gage, le lendemain de l'échéance à défaut de payement, elle n'admet, en principe, que des titres au porteur, et exige que les titres nominatifs lui soient transférés. Les prêts sont consentis pour quatre-vingt-dix jours avec faculté de renouveler. Il n'est pas accordé d'avances au-dessous de 500 fr. Elle n'avance sur lingots d'or et d'argent que s'ils sont d'une valeur de 10,000 fr. au moins : 70 pour cent sur argent, 99 pour cent sur or.

La question des avances sur titres n'a pas seulement trait aux garanties que doit prendre l'établissement prêteur ; elle présente un intérêt plus général, à savoir l'influence qu'elles peuvent exercer sur le marché des capitaux. Nous y reviendrons, au chapitre LXVIII, en parlant des opérations de Bourse.

III. — *Monte*, en italien, signifie Banque. Les premiers monts-de-piété, banques de bienfaisance, furent fondés en Italie, au XV^e^ siècle, à Pérouse, Florence, Mantoue ; elles justifiaient leur dénomination et avaient leur pleine raison d'être dans un temps où riches et pauvres étaient la proie des Lombards, Juifs et Cahorsins, qui se dédommageaient, en faisant l'usure, des persécutions et des avanies qu'on leur infligeait. Ce sont aujourd'hui de simples banques privilégiées de prêts sur gages, sur meubles corporels. Elles ne sont pas sans utilité pour le petit commerce, les artisans, les pauvres gens, et la statistique des monts-de-piété est intéressante à étudier en ce qu'elle révèle les rapports entre les engagements et les ventes ou les dégagements ou renouvellements, suivant les époques de prospérité ou de crise. Le vice de ces établissements est la cherté du crédit qu'ils font, en même temps que l'inégalité des conditions dans lesquelles il est distribué. Dans trois localités, le prêt est gratuit, c'est trop peu ; dans quelques-uns on prête à un taux inférieur au 6 pour cent, c'est à peu près raisonnable ; pour d'autres, cela va à 12 pour cent ; à Paris 9,50 pour cent, c'est excessif. Il faudrait que ces établissements eussent une dotation qui leur permît de prêter au taux courant de l'intérêt, et même un peu au-dessous, à 3 et 4 pour cent.

IV. — Les magasins généraux ou docks nous offrent une heureuse application du prêt sur gage, sans compter d'autres avantages, et répondent très bien aux nouvelles conditions économiques de la société. Autrefois le fabricant ne produisait et le commerçant ne s'approvisionnait que dans des proportions restreintes au fur et à mesure des besoins de sa clientèle, il n'y avait pas d'encombrements de marchandises à redouter. Aujourd'hui la production et la spéculation procèdent autrement : elles approvisionnent largement le marché sur lequel on peut dire que l'offre précède la demande. De là des frais de magasinage très considérables et, en attendant la vente, la nécessité de faire des marchandises un instrument de crédit. On peut résumer ainsi les avantages des magasins généraux : 1° Il en résulte une économie dans les frais de magasinage et de garde, en sorte qu'un commerçant peut faire les plus grandes affaires sans avoir à lui ni magasin, ni entrepôt ; 2° On échappe par là à certains risques, puisque le magasin est responsable des négligences de ses employés ; 3° La consignation de la marchandise dans les magasins généraux en facilite la vente et la mise en gage. On a dit que les magasins généraux permettaient aux marchandises qui leur étaient confiées de travailler comme capital,

c'est-à-dire comme si le propriétaire possédait le capital général monnaie ; 4° Ils peuvent servir d'entrepôt de douane. — Nous allons voir qu'ils ont été transformés en véritables institutions de crédit ; c'est en Angleterre qu'ils ont pris naissance et se sont prodigieusement développés. Qui n'a entendu parler de l'admirable installation des docks de Liverpool. La crise commerciale de 1848 les fit introduire en France ; mais une législation défectueuse les empêcha de se développer. Il y a été remédié par la loi du 31 août 1858. A propos de cette intéressante matière, je donne quelques explications sommaires sur les trois points suivants : création des magasins généraux ; négociations auxquelles peuvent donner lieu les marchandises qui y sont déposées ; droits et obligations des propriétaires des magasins généraux.

La création des docks est, en Angleterre, une industrie absolument libre. En France, il faut une autorisation administrative après avis de la chambre de commerce, de la chambre consultative ou du tribunal de commerce, suivant l'importance des localités. Ils peuvent n'être créés que par une espèce particulière de marchandise : ainsi à Lyon, pour les soies. Ils peuvent être exploités par un individu ou une association quelconque. L'autorisation a pu être demandée par une chambre de commerce qui s'est substitué des particuliers. Il y a des règles spéciales pour le cas où le magasin doit servir d'entrepôt (loi du 27 février 1850).

Le déposant reçoit un double titre : un *récépissé* ou certificat de dépôt, auquel se trouve joint un *warrant* ou bulletin de gage détaché d'un registre à souche, contenant l'un et l'autre les mêmes mentions : nom, profession, domicile du déposant ; la nature de la marchandise et toutes les indications propres à en assurer l'identité. Les articles 4 et 5 de l'arrêté du 26 mars 1848 exigeaient que le récépissé, qui était la seule pièce délivrée, contînt la valeur vénale de la marchandise constatée, au jour du dépôt, par une expertise. A quoi bon ces longueurs et ces frais, la valeur étant chose variable ? Les deux titres sont à ordre et peuvent être endossés à la même personne ou à deux personnes différentes. Là est l'importante innovation de la loi de 1848 et il y a lieu d'examiner ce qui arrivera dans les trois hypothèses qui peuvent se présenter : 1° le déposant a transmis à la même personne le récépissé et le warrant. Le porteur est investi de la propriété absolue, à l'égard de tous ; le déposant s'est enlevé tout moyen de disposer de la chose à un titre quelconque ; 2° quel est le droit du porteur du récépissé séparé du warrant ? Il ne peut enlever les marchandises qu'en désintéressant le porteur du warrant qui lui est connu par la transcription sur les registres du magasin. Le déposant ne pourrait céder le warrant après avoir cédé le récépissé : on comprend en effet qu'on vende la chose engagée pour une somme inférieure à la valeur des marchandises, mais pas qu'on donne en gage la chose qu'on a vendue ; 3° on

voit par ce qui précède, quel est le droit du porteur du warrant séparé du récépissé : il est nanti de la chose, car le magasin général est un tiers qui détient les marchandises engagées pour le compte du créancier gagiste cessionnaire du warrant ; et la cession du récépissé ne peut lui faire tort. La législation de 1848, qui n'avait admis qu'un seul titre, le récépissé, qui pouvait servir à la vente et à la mise en gage, rendait la vente impossible après la concession du droit de gage.

Un cautionnement de 20,000 à 100,000 francs est imposé au concessionnaire d'un magasin général. Il peut se charger de toutes les formalités à remplir à l'occasion du transport, importation et exportation des marchandises. Depuis la loi du 31 août 1870, le concessionnaire est autorisé à prêter lui-même sur les marchandises déposées et à négocier le warrant. Les magasins généraux ont été ainsi transformés en véritables établissements de crédit.

Les magasins généraux ont réalisé, dans une certaine mesure, la conception chimérique d'une banque d'échange destinée à supprimer l'emploi de la monnaie et à ramener l'échange au troc primitif.

CHAPITRE LXVII.

Du crédit public : I. Ses caractères essentiels ; bases sur lesquelles il repose. — II. Conséquence quant aux conditions auxquelles l'État emprunte. — III. Avantages et inconvénients des différents modes d'emprunt. — IV. Émission des emprunts, — V. Aperçu de l'ensemble des dettes publiques. — VI. De l'extinction des dettes publiques. Amortissement. — VII. Conversion des dettes. — VIII. Du cours forcé.

Par la rubrique de ce chapitre, on voit que nous nous plaçons ici au point de vue strictement financier, comme nous l'avons fait pour l'impôt dans le chapitre XLIX. Dans la section III du livre V, nous compléterons ces deux matières, des emprunts et des impôts, en étudiant leurs effets économiques. Le régime du cours forcé, qu'on pourrait appeler l'abus ou la corruption du crédit public, est le complément naturel de la théorie du billet de banque, de nos études sur la circulation fiduciaire.

I

Quelle est la nature du crédit que réclame l'État ? Sur quelles bases repose-t-il ? On se rappelle la distinction que nous avons établie, au chapitre LXI, entre le crédit de consommation et le crédit industriel ou

commercial. A qui doit-on assimiler l'État ? A un particulier qui n'emprunte que pour subvenir à ses dépenses personnelles, crédit funeste ; ou bien à un industriel, pour lequel le crédit est indispensable, utile, fructueux ? Il semble tout d'abord que l'État est plutôt dans une situation analogue à celle d'un particulier ; qu'on ne saurait l'assimiler à un industriel qui se procure par le crédit des capitaux qu'il fait fructifier ; qu'il devrait donc suffire à ses dépenses avec son revenu ordinaire, qui a une double source, ses domaines productifs et l'impôt ; d'autant mieux que cette dernière source est, à volonté, plus ou moins abondante. Il n'en est rien, et, sans insister sur les avantages et les inconvénients respectifs de l'impôt et de l'emprunt, je me borne à constater les principales causes qui imposent le recours au crédit, le défaut de coïncidence entre les rentrées de revenus ordinaires et les dépenses, les dépenses imprévues et considérables comme celles d'une guerre, l'exécution des grands travaux d'utilité publique qu'il importe de mener rapidement. On alléguerait en vain que toutes ces circonstances, par lesquelles on justifie généralement l'usage du crédit par l'État, peuvent se présenter également pour un particulier. L'État n'a pas, comme un particulier, la ressource de diminuer ses dépenses, de réformer son train de maison, du jour au lendemain ; ce qui serait la désorganisation des services publics. Un particulier fait souvent mieux d'aliéner une partie de ses biens plutôt que d'emprunter : l'État n'a pas, à proprement parler, de domaine aliénable.

Mais, ce qu'il nous importe surtout de considérer, ce sont les bases sur lesquelles repose le crédit de l'Etat, la situation toute spéciale qui est faite au créancier qui prête à l'État. Il a pour débiteur une personne morale impérissable, dont les revenus sont sans limites assignables ; en réalité, le créancier de l'État a pour débiteur tous les membres de la nation. C'est le type du crédit personnel le plus complet. Autrefois, les souverains les plus puissants n'obtenaient crédit qu'en donnant quelques garanties particulières, en engageant leurs domaines privés ou ceux de la couronne, en affectant quelque branche du revenu public au service des intérêts et au remboursement du capital : c'est encore aujourd'hui la pratique de certains pays à demi barbares qui semblent n'avoir pris de la civilisation que l'art de faire des dettes.

De la nature du crédit de l'État, des bases sur lesquelles il repose, du but dans lequel il y a recours, il résulte que les emprunts publics ont un caractère et produisent des effets particuliers, donnent lieu aux combinaisons les plus variées, et sont contractés dans des conditions telles qu'on taxerait de folie le particulier qui les proposerait ou les accepterait. C'est ainsi que l'État peut stipuler qu'il ne sera jamais tenu de rembourser le capital et, d'autre part, faire au prêteur des avantages qui paraissent excessifs et auxquels néanmoins il trouve son intérêt. J'insiste sur ces différences entre les emprunts publics et les emprunts privés ; j'en précise la nature, les causes et les effets.

II

A la différence des emprunts privés qui ne sont que très exceptionnellement contractés dans ces conditions, l'État emprunte habituellement en rentes perpétuelles, c'est-à-dire qu'il ne s'engage qu'à servir un intérêt annuel sans être tenu au remboursement du capital. Les avantages pour l'État sont évidents : il ne rembourse le capital que s'il veut et quand il veut ; s'il trouve, par exemple, à emprunter à un intérêt moindre. D'ailleurs, par la force même des choses, le fardeau de la dette s'allège, soit par la diminution du prix des métaux précieux, soit par l'accroissement de la richesse générale qui augmente les revenus de l'État. Le prêteur trouve son avantage à cette combinaison : il a un débiteur immortel, des millions de débiteurs solidaires ; et son titre de rente est à la convenance de tant de gens qu'il trouve facilement à le céder pour rentrer dans son capital. Ce mode d'emprunts a des dangers, des entraînements. On emprunte facilement quand on se dit qu'on pourra se dispenser de rembourser le capital, et, d'autre part, ceux qui ont le maniement des finances de l'État ne sont pas pressés de rembourser une dette qu'ils n'ont pas contractée ; qui, aux termes du contrat, n'est pas exigible, alors surtout qu'on est en présence de créanciers qui ne redoutent rien tant qu'un remboursement. On a donc cherché des combinaisons telles que, par la simple exécution du contrat, l'État fût contraint de se libérer, ou même se trouvât forcément libéré au bout d'un certain temps. Tels sont les emprunts contractés en rentes viagères, dans lesquels l'État se trouve libéré à la mort du créancier, après lui avoir servi des arrérages pendant un temps plus ou moins long. L'emprunt *en annuités terminables* ne diffère du précédent qu'en ce que la prestation annuelle de l'État est limitée à un délai préfix. Tels sont encore les emprunts contractés en obligations amortissables par tirages successifs [1].

Je reviens aux emprunts en rentes perpétuelles pour en signaler une particularité remarquable. L'État, sans être tenu au remboursement, peut s'engager pour le cas où il voudrait se libérer à rembourser un capital supérieur à celui qu'il a reçu. Cela s'exprime, dans le langage financier, en disant que l'État a emprunté *au-dessous du pair*. Quand il n'est tenu de rembourser que ce qu'il a reçu, on dit qu'il emprunte *au pair*. Pour bien se rendre compte de ces dénominations, il faut considérer que l'État ne procède pas comme un emprunteur ordinaire qui souscrit une obligation de payer telle somme. L'État, en échange des

1. L'État peut aussi emprunter à échéance fixe et à bref délai, comme le fait un commerçant, en émettant des *bons du trésor*, remboursables à six mois, à un an de date.

sommes qu'on lui prête, délivre des titres de rente. *Émettre* un emprunt, c'est mettre en vente, proposer au public d'acheter des titres de rente qui donnent droit à un intérêt de 5, 10, 100 fr. de rente. Ce titre se vend plus ou moins cher, suivant les circonstances. C'est comme toute autre marchandise : elle est créée, fabriquée par l'État qui vous vend, par exemple, 100 fr. un titre de rente de 5 fr ; vous le revendrez 105 ou 95 fr. Ce prix d'achat, ce prix d'émission ou de la première vente, ce prix des reventes successives, c'est le cours de la rente, comme on dit le cours du blé du vin : l'État a vendu à un cours, on revend à tel autre cours. Notez que suivant cette terminologie, rembourser n'est autre chose que racheter le titre de rente ; or la question est de savoir à quelles conditions l'État pourra racheter. Nous avons maintenant l'explication de ces manières de parler : emprunt au-dessqus du pair, au pair, au-dessus du pair. L'État emprunte au pair quand il reçoit ce qu'il devra rendre pour racheter le titre ; il emprunte au-dessous du pair quand il reçoit moins, au-dessus du pair quand il reçoit plus qu'il devra rendre [2].

Comment s'exprimera, dans le contrat qui intervient entre l'État et le prêteur, cette condition du rachat ? A l'aide d'une énonciation mensongère dans le titre de rente. Vous prêtez à l'État 60 francs et il vous délivre un titre de rente de 3 francs ; vous lui prêtez en réalité au 5 pour cent ; mais on dira que l'emprunt a été contracté *en fonds* 3 pour cent, ce qui veut dire que pour déterminer le capital à rembourser, il faut multiplier l'intérêt 3 par 33 un tiers au lieu de le multiplier par 20. Il y a donc, dans cet emprunt, un capital *réel*, celui que l'État a réellement reçu, et un capital *nominal*, celui qu'il devra rembourser, et il résulte de là une prime de remboursement de 40 francs : l'État ferait au prêteur un avantage analogue si, dans les mêmes circonstances, il déclarait emprunter en fonds 4 pour cent, car alors, pour déterminer le capital de remboursement, il faudrait multiplier l'intérêt 3 par 25, ce qui donne 75 francs : la prime de remboursement n'est plus que de 15 francs.

Il y a une autre manière d'assurer au prêteur une prime de remboursement. Dans l'exemple ci-dessus, l'État délivrera un titre de 3 francs de rente et dira bien qu'il emprunte en fonds 5 pour cent ; seulement, au lieu de vendre ce titre 60 francs, ce qui serait bien emprunter *en fonds* 5 pour cent et *au* 5 *pour cent*, il ne le vendra que 55 francs, assurant ainsi au prêteur une prime de remboursement de 5 francs, car pour déterminer le capital correspondant à un intérêt de 3 francs en 5 pour cent, il faut multiplier 3 par 20, ce qui donne 60 francs.

Avant de rechercher la cause et la portée de ces mensonges officiels,

2. Le cas est rare. On n'en cite guère qu'un exemple ; l'emprunt souscrit par la maison Rothschild à la veille de la Révolution de 1830 (Voir Alphonse Courtois, *Manuel des fonds publics*, page 10).

je veux achever l'exposé sommaire de ce système de primes de remboursement adopté par l'État dans ses emprunts.

Nous venons de voir comment, dans les emprunts en rentes perpétuelles, l'État constitue au profit du prêteur une prime de remboursement ; seulement cette prime n'est qu'une éventualité qui peut ne se réaliser jamais, puisque l'État n'est pas tenu à rembourser. Dans les emprunts contractés en obligations amortissable par tirages successifs, cette prime est certaine, puisque tous les porteurs de titres de ces emprunts doivent nécessairement être remboursés dans la période d'amortissement, et on voit que cette prime est d'autant plus considérable que le tirage au sort annuel les appelle plus tôt au remboursement. On peut faire plus encore et convenir qu'à chaque tirage sera affecté un certain nombre de lots d'inégale importance, qui seront gagnés par les premiers numéros sortants. Chaque prêteur reçoit, en quelque sorte, par dessus le marché, en même temps que son obligation, un billet de loterie. Mais c'est donc une loterie ? et les loteries sont interdites par la loi et condamnées par la morale. La réponse est bien simple ; il y a loterie et loterie ; il n'y a rien de commun entre la loterie ordinaire et les emprunts à lots. Le prêteur auquel on reconnaît un capital nominal supérieur à celui qu'il a versé ; qui, quoi qu'il arrive, touchera ce capital, ce qui lui constitue une prime de remboursement, et reçoit en attendant un intérêt raisonnable ; qui, par dessus le marché, a la chance de gagner quelque gros lot ; qui a enfin le moyen de rentrer facilement dans son capital en vendant son titre, souvent avec prime, ce prêteur ne ressemble en rien au porteur d'un billet de loterie, pour lequel il n'y a pas de milieu entre la réalisation d'un rêve doré et la plus cruelle déception. Le vice essentiel des loteries proprement dites, c'est que le prix des billets étant assez faible, on arrive ainsi à soutirer des sommes individuellement minimes, mais collectivement considérables, à de pauvres diables qui s'enlèvent, comme on dit, le pain de la bouche pour prendre quelques billets, et cette privation d'un jour ou d'une semaine, qui fait les fonds de la loterie, n'a rien de commun avec l'épargne sérieuse et féconde qui commence par la caisse d'épargne et se transforme en obligations amortissables avec lots.

III

Je me suis borné, dans le paragraphe précédent, à un exposé purement descriptif, ne disant que ce qui est nécessaire pour caractériser le mécanisme des divers modes d'emprunts. Il faut maintenant aller au fond des choses, et rechercher les causes de cette diversité.

1. — La première opposition qui frappe, est celle entre les emprunts en rentes perpétuelles, dont le capital n'est pas exigible, et les emprunts temporaires à quelque titre que ce soit. Les financiers de profession,

qui peuvent devenir ministres sans être transformés pour cela en véritables hommes d'État, sont partisans des emprunts en rentes perpétuelles. Ces industriels, ces commerçants, ces banquiers, qui ont toujours vécu les yeux fixés sur leurs carnets d'échéances, sont frappés outre mesure de cet avantage : emprunter et n'avoir jamais à rendre, quel rêve ! Payer des intérêts, ce n'est rien quand on sait tirer parti d'un capital qu'on peut engager comme on veut, sans être exposé à une demande intempestive de restitution, et la charge des intérêts s'allège d'elle-même. Voyez, disent-ils, comme la forme des emprunts varie suivant la situation des emprunts. Le commerçant, l'industriel, pour lequel la roue de la fortune tourne sans cesse, dont la vitalité industrielle est souvent éphémère, emprunte pour quelques jours, pour quelques mois au plus. Le simple particulier, qui n'est pas dans les affaires, emprunte pour quelques années ; le créancier toutefois ne consent pas volontiers un prêt d'une durée telle qu'il y a chance pour que, à l'échéance, il se trouve en présence des héritiers de son débiteur, circonstance qui aggrave, à certains égards, la situation d'un créancier. Les compagnies de chemins de fer, qui ont devant elles une existence de quatre-vingts dix ans, emprunteront en obligations amortissables en quatre-vingt-dix ans. L'État, qui est immortel, doit emprunter en rentes perpétuelles, Ce raisonnement est spécieux. Emprunter ainsi, c'est abuser du droit qu'a le présent de charger un avenir reculé, sous prétexte que l'avenir sera de plus en plus riche. Cette progression de richesse dont nous avons été témoins ne se continuera peut-être pas. L'État est immortel ; mais les gouvernements changent et il y a des gouvernements qui font banqueroute. Loin de moi la pensée que les financiers font entrer dans leurs calculs ce mode de liquidation des dettes publiques !

II. — Restons pour un instant sur le terrain des emprunts en rentes perpétuelles. Ici se pose la question de savoir à quelles conditions il vaut mieux emprunter : en rentes au pair ou au-dessous du pair ? Nous allons avoir l'explication du double mensonge officiel que j'ai signalé dans le paragraphe précédent : 1° Pourquoi, quand on emprunte en réalité au 6, au 7 et au 8 pour cent, ne le dit-on pas franchement, ne crée-t-on pas des rentes 6, 7 ou 8 pour cent, et parle-t-on toujours de rentes en fonds 5 pour cent, mais dont les titres, au lieu de se vendre 100 francs pour 5 francs de rente, se vendent seulement 90, 80 ou 70 francs ? 2° Pourquoi, d'autre part, lorsqu'on emprunte à n'importe quel taux, au 5 pour cent par exemple, au lieu de dire qu'on emprunte en fonds 5 pour cent au pair, ce qui est l'échange d'un titre de rente de 5 francs contre un capital versé de 100 francs, pourquoi déclare-t-on que l'emprunt est contracté en fonds nominalement bas, en 3 pour cent par exemple, ce qui constitue une énorme prime de remboursement ? — En ce qui concerne le premier point, c'est-à-dire la

répugnance de l'État à déclarer nettement qu'il emprunte au 6, au 7 ou au 8 pour cent, on a dit qu'il agit ainsi pour respecter au moins en apparence la loi qui limite le taux de l'intérêt, et pour ne pas exercer une fâcheuse influence sur les relations entre particuliers. Il y a quelque chose de puéril dans ces préoccupations. Mais, sur le second point, en tant que l'État déclare emprunter en fonds nominalement bas, *en* 3 pour cent, par exemple, alors que réellement il emprunte *au* 5 pour cent, il est déterminé par des considérations qui tiennent au fond des choses ; il espère, non sans raison, que, en échange de cette prime de remboursement, le capitaliste lui fera de meilleures conditions, c'est-à-dire se contentera d'un intérêt moindre. L'État dira au capitaliste : vous êtes disposé à me prêter 60 francs au 5 pour cent, c'est-à-dire en échange d'un titre de rente de 3 francs ; je vous propose de déclarer que j'ai emprunté en fonds trois pour cent, ce qui vous constitue une prime de remboursement considérable pour le cas où je voudrais me délibérer ; mais, en compensation de cet avantage, vous payerez le titre de rente de 3 francs que je vais vous délivrer un peu plus de 60 francs, par exemple, 66 francs, c'est-à-dire que, au lieu de me prêter au 5 pour cent, vous ne me prêterez qu'à 4 fr. 54 c. pour cent environ.

Cet arrangement convient à beaucoup de gens. Le prêteur acheteur du titre de rente dont l'État est vendeur, peut considérer deux choses : soit le revenu annuel, soit la plus-value que son titre peut acquérir en cas de revente. L'acheteur sérieux, j'entends celui qui voit dans la rente un placement plus ou moins définitif, se préoccupera surtout d'avoir le plus fort intérêt possible, et préférera prendre du 5 pour cent au pair, plaçant ainsi son argent au 5 pour cent ; le spéculateur, qui songe à revendre, prendra du 3 pour cent à 66 francs, ne plaçant ainsi son argent qu'à 4 fr. 54 c. pour cent, dans l'espoir de revendre bientôt à 70, à 75, à 80 francs, ou d'être même remboursé par l'État à 100 francs. Mais pourquoi ne spéculerait-on pas sur le 5 pour cent comme sur le 3 pour cent ? Par la raison que le fonds 5 pour cent n'offre pas assez de marge à la spéculation. La spéculation, en effet, ne se met pas en frais pour réaliser un bénéfice insignifiant : il lui faut de vastes perspectives, celle, par exemple, qu'ouvre le 3 pour cent émis à 66 francs et rachetable par l'État à 100 francs. Les acheteurs de ce fonds n'espèrent pas que l'État va, du jour au lendemain, leur racheter à 100 francs ce qu'il leur a vendu à 66 francs ; ils sont certains, au contraire, que l'État n'usera pas du droit onéreux de racheter et ils espèrent que leur titre pourra acquérir sur le marché une plus value considérable, se vendre 70, 80, 90 francs. Cet espoir ne leur est pas permis avec un titre en fonds 5 pour cent, avec un titre de rente de 5 francs de rente qui a été payé 100 francs ; ils ne profiteront pas longtemps de sa plus-value croissante, car dès que la rente aura sensiblement dépassé le pair, c'est-à-dire se vendra 110 francs, par exem-

ple, l'État pourra dire au porteur : Votre titre se vend sur le marché 110 francs, il se vendra peut-être demain 112 francs, mais moi, j'ai le droit de le racheter à 100 francs, et je rachète.... à moins toutefois que désormais vous ne vous contentiez de toucher 4 fr. 50 c. au lieu de 5 fr. d'intérêt ; car du moment que le titre de rente de 5 francs s'achète couramment sur le marché non plus 100 francs mais 110 francs, ce n'est plus à 5 pour cent, mais à 4 fr. 54 c. pour cent seulement qu'on place son argent. C'est là le fond de la théorie de la conversion des rentes sur laquelle je reviendrai bientôt. La menace d'une conversion prochaine, d'un remboursement par l'Etat, empêche donc la spéculation de se donner carrière sur le 5 pour cent, tandis qu'elle n'est pas à redouter de longtemps sur le 3 pour cent ; il faudrait, en effet, pour que l'État pût faire au porteur de 3 pour cent un raisonnement analogue à celui qu'il a fait au porteur de 5 pour cent, il faudrait que le titre de 3 francs de rente se vendit sur le marché plus de 100 francs.

Voilà pour les considérations qui détermineront le prêteur. Qu'est-ce qui convient le mieux à l'État ? Nous retrouvons ici l'antagonisme que j'ai signalé, au paragraphe précédent, entre les partisans des emprunts temporaires et ceux qui préfèrent les emprunts en rentes perpétuelles. Ces derniers sont très conséquents lorsqu'ils préconisent les emprunts contractés au-dessous du pair, en fonds d'un intérêt nominalement peu élevé, en 3 pour cent, par exemple. Ce mode d'emprunt a pour effet de rendre le remboursement plus onéreux pour l'État, s'il veut l'effectuer ; mais l'État paye un intérêt moindre : or, ceux qui disent que l'Etat doit emprunter en rentes perpétuelles sans se préoccuper d'un remboursement qu'il est libre de ne pas effectuer, doivent naturellement regarder un faible taux de l'intérêt comme le point principal. Ceux, au contraire, qui sont opposés aux emprunts en rentes perpétuelles parce qu'ils redoutent le peu d'empressement qu'on mettra à les rembourser, doivent, à plus forte raison, condamner les emprunts au-dessous du pair en fonds nominalement bas, puisque ce mode d'emprunt est un obstacle de plus au remboursement.

La question que je viens d'examiner ne se pose pas d'ordinaire dans les termes que j'ai choisis pour la rendre plus claire. J'ai opposé à l'emprunt en fonds 3 pour cent au-dessous du pair, un emprunt en fonds 5 pour cent au pair ; mais nous avons vu que les États n'empruntent pas généralement au pair, en ce sens qu'ils ne veulent pas accuser franchement à quel taux ils empruntent surtout si, comme c'est le plus souvent le cas, ils empruntent à plus de 5 pour cent. Ils s'agit donc d'emprunter, et d'emprunter au-dessous du pair. Eh bien, vaut-il mieux emprunter en fonds élevés ou en fond bas ? Par exemple, en fonds 5 pour cent, au cours de 93, ou en 3 pour cent au cours de 59 fr. ? Au premier cas, on emprunte environ à 5 fr. 37 c. pour cent, avec une faible prime de remboursement de 7 fr. ; au second cas on emprunte à

un intérêt moindre, environ 5 fr. 10 c. pour cent : mais il y a une prime de remboursement énorme de 41 francs. — On voit que c'est toujours la même question.

III. — Je me place maintenant sur le terrain des emprunts temporaires. On saisit tout d'abord la différence qu'il y a entre les emprunts en rentes viagères ou en annuités terminables, d'une part, et les emprunts en obligations amortissables par tirages successifs, d'autre part. Dans les premiers, le créancier reçoit chaque année des arrérages qui comprennent la restitution d'une partie du capital ; dans le second cas, il reçoit seulement l'intérêt et même un intérêt un peu moindre que si l'emprunt avait été fait en rentes perpétuelles; mais son capital lui est restitué tout d'un coup, plus ou moins accru de ces déductions sur l'intérêt annuel. Cette combinaison est en quelque sorte une organisation de l'épargne, imposée au créancier : une portion du revenu est capitalisée. C'est le contraire dans les emprunts en annuités terminables : on peut dire que, chaque année, une portion du capital est transformée en revenus.

Il est facile de constater le goût du public pour les emprunts en obligations amortissables par tirages successifs, avec ou sans lots. Est-ce à dire que l'État, les villes, les compagnies, en organisant ces emprunts, se préoccupent uniquement de donner satisfaction à ce goût? Non : l'État croit y trouver son compte, le plus honnêtement d'ailleurs. Les primes annuelles de remboursement et les lots ne sont pas un pur don fait aux porteurs d'obligations. Je viens de le constater pour les emprunts amortissables simples. Quant aux lots, comment procède-t-on ? Sur la somme annuelle affectée au service annuel de l'emprunt on prélève une certaine somme, et c'est avec ce prélèvement qu'on forme des lots, en sorte que chacun reçoit un peu moins à titre d'intérêt mais a la chance de gagner quelque lot. Eh bien, il résulte de tout cela que, en considération des perspectives plus ou moins séduisantes du tirage au sort, de ces primes générales de remboursement, de ces lots, les capitalistes consentent à prêter à l'État à un intérêt un peu moins fort, et il ne faut pas entendre par là seulement la diminution de l'intérêt annuel qui est nécessaire pour constituer les primes de remboursement et les lots. L'État a, en quelque sorte, sur les intérêts qu'il doit payer, une bonification pour la peine qu'il prend d'organiser ces tirages, et, en fin de compte, il arrive que l'État n'a pas beaucoup plus de sacrifices à faire pour servir les intérêts et amortir le capital d'un emprunt temporaire que pour payer simplement les intérêts d'une rente perpétuelle dont le capital reste toujours dû en entier.

IV

L'emprunt se résume en des titres de rente que l'État vend aux capitalistes. Comment réalisera-t-il cette vente et en touchera-t-il le prix ?

C'est la question de l'émission de l'emprunt. Deux systèmes sont en présence : 1° la négociation à un banquier, c'est-à-dire la vente en bloc de tous les titres de l'emprunt à un banquier qui les revend en détail, comme fait un marchand en gros de toute autre marchandise ; 2° la souscription publique par laquelle l'État fait directement appel aux capitalistes débitant en quelque sorte lui-même en détail sa marchandise.

Nous retrouvons dans la négociation au banquier, ou à un syndicat de banquiers, les avantages que nous avons signalés en faisant ressortir les services que rend dans l'échange l'intervention de l'industrie commerciale, intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Le banquier prend le placement à sa charge ; l'État est immédiatement mis en possession des fonds de l'emprunt, et il a affaire avec des gens qui connaissent la situation du marché des capitaux, et pourront discuter en connaissance de cause les conditions de l'emprunt. On s'est généralement exagéré les avantages de la souscription publique ; on a notamment prétendu, que, par suite de la concurrence d'un très grand nombre de prêteurs, l'État placera son emprunt à un taux plus élevé. Il n'en est rien ; tous ces prêteurs n'ont aucune donnée pour discuter le taux de l'emprunt ; il faut nécessairement que l'État *parle le premier* et déclare le prix d'émission, ne laissant aux capitalistes que l'alternative d'accepter ou de refuser.[3] D'ailleurs, c'est en vain qu'on voudrait écarter l'intervention des banquiers : ils seront les plus gros souscripteurs, et c'est par eux seulement que les titres d'emprunts seront placés à l'étranger. Le véritable avantage de la souscription publique, c'est qu'elle a popularisé l'emprunt, et il ne fallait pas moins que le concours de tous pour réaliser les emprunts gigantesques auxquels on a dû avoir recours. La concurrence a donc consisté en ce que tout le monde a voulu de l'emprunt, et comme on savait qu'il serait plus demandé de titres que l'État n'en mettrait en vente, chaque souscripteur a souscrit pour une somme beaucoup plus considérable que celle qu'il était désireux d'obtenir en réalité, en prévision d'une réduction proportionnelle. On a été par là amené à déclarer les petites souscriptions irréductibles. Il est curieux de rechercher ce qu'on a entendu suivant les époques, par petites souscriptions ; c'est là un signe de la participation de plus en plus générale aux emprunts d'État.

L'État ne demande pas le versement immédiat de la totalité des souscriptions. Ce serait inutile lorsque l'emprunt doit subvenir à des dépenses qui peuvent être échelonnées ; ce serait difficile pour les grands emprunts dont le chiffre dépasse le capital disponible sur l'heure. l'État se borne donc à exiger un versement de garantie. La multiplicité des termes accordés pour le versement, le faible chiffre du versement

3. Rien ne s'oppose absolument à ce que l'on combine le système de l'adjudication avec celui de la souscription publique.

de garantie, et la faculté de déposer des titres comme versement de garantie, ont singulièrement contribué à enfler le chiffre des souscriptions.

V

On dit quelquefois d'un individu qu'il a *emprunté pour payer ses dettes*. Cette locution, qui semble étrange, s'explique par ce fait, qu'on distingue les emprunts proprement dits, en général assez considérables, plus ou moins solennellement contractés, des mille engagements qui peuvent peser sur un individu : on a des dettes criardes envers ses fournisseurs, envers ses domestiques pour leurs gages ; on est en retard avec le percepteur pour ses contributions, avec son propriétaire pour le loyer ; on a reçu de droite et de gauche de petits prêts d'obligeance. Mais en somme, si on veut voir clair dans la situation de cet individu, il faut bien tenir compte de tout cela. Il n'en est pas autrement de l'État. Il ne suffit pas de se représenter les emprunts publics, dans lesquels l'État fait appel à tout les capitalistes du pays et, on peut dire, du monde entier ; il faut encore tenir compte d'une foule d'engagements autres que ceux dont nous venons de nous occuper en traitant des emprunts et de leur émission.

Emprunter pour payer ses dettes, ce n'est point là une extinction de dettes, c'est un règlement, une régularisation. L'État fait une opération de ce genre lorsqu'il émet un emprunt en rentes perpétuelles afin de s'acquitter envers des créanciers pour dettes exigibles. Il arrive au même résultat, et par le même moyen, s'il s'adresse à chacun d'eux séparement et leur dit, par exemple: Je vous doit 100,000 francs, voilà un titre de 5,000 francs de rente en fonds 5 pour cent. Cela s'appelle une *consolidation* ; on parle alors de dette *fondée*, *consolidée*. La division assez généralement admise en matière de dette publique est la division tripartite : dette consolidé, dette viagère, dette flottante. Rien de moins satisfaisant que cette division. En effet, quand on ouvre le budget, après la dette consolidée, on trouve cette redoutable rubrique : *capitaux remboursables à différents titres*. En outre, bien des dettes, dont les intérêts et l'amortissement ne figure pas dans la section de la dette publique, sont dispersées dans différents chapitres du budget. Quand on parle d'un homme dont les affaires sont en désordre, on dit communément : Cet homme ne sait pas ce qu'il doit. Combien y a-t-il de gens qui aient une vue nette de ce qu'ils doivent comme citoyens, membres de l'État ; qui sachent ce que l'État doit, pourquoi il le doit et comment il le doit. Cette ignorance produit des effets différents suivants les personnes, tandis qu'elle laisse les uns dans une inquiétude dangereuse, elle engendre chez les autres une opinion exagérée du fardeau des dettes publiques, ce qui n'est pas non plus sans inconvénients. Laissant donc de côté la dette consolidée, c'est-à-

dire contractée en rente perpétuelle, et la dette contractée en obligations amortissables dans un délai déterminé, je vais donner ici un aperçu sommaire de trois catégories de dettes qui ne figurent pas sous la rubrique : *Emprunts publics*. Ce sont : 1° des dettes résultant d'emprunts plus ou moins occultes, contractées à divers titres et sous différentes formes, envers des compagnies, des sociétés anonymes, des corps constitués, dettes qu'il est impossible de caractériser sans entrer dans quelques détails, ainsi que nous allons le faire ; 2° la dette viagère ; 3° la dette flottante.

I. — Les dettes de la première catégorie ont pour cause des travaux d'utilité générale ou commune, pour l'exécution desquels l'État, ne voulant ni en rejeter le fardeau sur l'avenir par des emprunts en rentes perpétuelles, ni grever trop lourdement les budgets présents, s'adresse à des corporations, à des compagnies, à des syndicats et leur dit : Empruntez, procurez-vous les fonds nécessaires que vous mettrez à ma disposition, et je vous rembourserai par une série d'annuités portées au budget et comprenant l'intérêt et l'amortissement du capital que vous aurez avancé. — C'est ainsi que, en 1874, l'Assemblée nationale autorisa le gouvernement à s'entendre avec la chambre de commerce de Marseille pour des travaux à exécuter dans les ports. La chambre de commerce devait avancer en cinq ans une somme de 15 millions empruntée par elle au taux maximum de 6 pour cent et que l'État devait lui rembourser en quinze annuités calculées sur le pied de 4 francs 50 à 5 francs pour cent, à partir de 1880, et, pour couvrir la différence entre le taux de l'intérêt payé par la chambre de commerce à ses prêteurs et le taux de l'intérêt que lui sert l'État, la chambre de commerce était autorisée à percevoir un droit de 10 centimes par tonneau de jauge sur tout navire venant du long cours ou de l'étranger. Cet exemple met en lumière le caractère de ces combinaisons financières et les conditions auxquelles elles peuvent être approuvées. Il s'agit d'un travail d'une utilité générale, mais au prompt achèvement duquel une localité a un intérêt particulier ; ce qui justifie le concours qu'elle prête à l'État. L'intervention de l'État pourra se borner à la concession d'un droit de péage, comme s'il s'agit d'un pont à construire. Mais alors il arrive parfois que l'État afin de rendre plus tôt gratuit l'usage de ces travaux, de ce pont, rachète le passage en inscrivant une annuité au budget pour indemniser les concessionnaires.

Les rapports financiers de l'État avec les compagnies de chemin de fer sont une autre source de ces emprunts déguisés, de ces dettes occultes, par suite des arrangements auxquels donnent lieu les subventions et les garanties d'intérêts accordées par l'État, nous nous trouverons toujours en présence du même principe : l'intérêt public représenté par l'État qui est, en somme, nu propriétaire des chemins de fer et qui

en aura un jour pleine propriété ; intérêt des compagnies qui exploitent les lignes ferrées. L'État concourt à la construction des chemins de fer de différentes manières, notamment par des subventions en argent et en garantissant aux capitalistes qui y engagent leurs fonds un minimum d'intérêt. L'État débiteur de subventions en argent trop considérables pour qu'il puisse les inscrire au budget en une ou plusieurs allocations, commença par emprunter la somme nécessaire et délivra aux prêteurs des obligations remboursables en trente ans ; c'est ainsi que, en 1861, il fut créé pour 150 millions d'obligations trentenaires. Puis il prit avec les compagnies cet arrangement : la compagnie se procurerait comme elle pourrait la somme due par l'État à titre de subvention, et l'État la rembourserait en quatre-vingts annuités comprenant l'intérêt et l'amortissement : la durée de la concession était alors de quatre-vingts ans. Des arrangements analogues ont été pris pour la partie des travaux que l'État s'était engagé à faire, ce qui se comprend d'autant mieux que, exécuter des travaux pour la compagnie ou lui donner une subvention en argent, c'est tout un. De même, en matière de garanties d'intérêts, on a vu l'État transformer sa dette en annuités.

Il est dans la nature de ces annuités de former une somme totale qui suit d'abord une progression croissante et ensuite va décroissant si de nouvelles dettes du même genre ne viennent pas s'ajouter aux anciennes ; elles se sont élevées en 1877 à 445 millions. Il conviendrait que chaque année on refît une nouvelle édition, corrigée, épurgée, et, si c'était possible, non augmentée, du tableau publié en 1876 par les soins de M. Léon Say, ministre des finances : « Tableau des « engagements du Trésor contractés pour le remboursement d'avances « faites à l'État et pour l'exécution de divers services publics. »

II. — La rubrique de cette section, *dette viagère*, est peu exacte. D'abord, l'État n'emprunte pas en rentes viagères, et le chapitre Ier de la section, *Rentes viagères d'ancienne origine,* ne contient qu'un chiffre insignifiant, qui disparaîtra bientôt. Quant à l'élément essentiel de cette section, les pensions civiles et militaires, c'est improprement qu'on parle de dette viagère, car elle se perpétue de budget en budget, et va croissant. Il en est de même des rentes dues à ceux qui ont déposé des fonds à la caisse des retraites pour la vieillesse.

III.— La dette flottante n'a pas, au budget, les honneurs d'une section spéciale venant après les trois que nous connaissons : 1° dette consolidée ; 2° capitaux remboursables à divers titres ; 3° dette viagère. Seulement, dans la seconde de ces trois sections, on trouve un chapitre intitulé : *Intérêts de la dette flottante,* une trentaine de millions, bon an, mal an. Il est assez difficile de renfermer en quelques mots une notion exacte de la dette flottante, parce quelle se compose d'éléments très divers. On peut considérer le Trésor comme un être de raison, un ban-

quier, un intendant de l'État, qui fait ses affaires avec ses propres capitaux, avec des dépôts qu'on lui confie, avec l'argent qu'il emprunte. Un banquier ordinaire vise à réaliser des bénéfices ; pour le Trésor il s'agit de venir en aide à l'État dont il est l'intendant, de l'aider à joindre les deux bouts, comme on dit vulgairement, ce qui est particulièrement difficile aux personnes très riches qui dépensent beaucoup. Quelles sont donc ces ressources dont ce banquier, le Trésor, dispose, en dehors des ressources de l'État, qu'il est chargé à la fois de concentrer et de distribuer ? Ce sont les dépôts de leurs fonds libres que sont tenus de lui confier divers établissements publics, communes, départements, caisses d'épargne, caisse de dépôts et consignations ; — les avances que lui font ses correspondants de la province, les trésoriers-payeurs généraux, sur lesquels il tire au besoin, à découvert ; — les sommes qui lui sont prêtées par des particuliers pour trois mois, six mois, un an, contre des bons du Trésor payables à ces mêmes échéances. On voit qu'il y a là des dettes immédiatement exigibles et des dettes à terme ; il y a même des dettes qui ne sont jamais exigibles en fait, ce sont celles qui résultent des cautionnements versés par certains fonctionnaires publics, car le Trésor ne restitue jamais un cautionnement au fonctionnaire qui se retire avant d'avoir été nanti par le nouveau titulaire. La dette flottante est donc ainsi qualifiée parce qu'elle est incessamment variable par opposition à la dette consolidée pour laquelle on sait, à un centime près, ce qu'on devra payer à titre d'intérêts.

Comment apprécier la situation que fait au Trésor l'existence de la dette flottante ? Il n'y aurait rien à dire si elle ne résultait que de la charge des dépôts imposés par la loi, ou même de quelques avances nécessaires pour assurer le service de trésorerie qu'implique la gestion des finances publiques. Mais, en réalité, c'est un autre service que l'Etat demande à la dette flottante : il s'agit de dissimuler pendant un certain temps les déficits du budget, les découverts ; c'est avec les ressources de la dette flottante que le Trésor, comme je le disais tantôt, parvient à nouer les deux bouts. Puis arrive un moment où les découverts s'étant accumulés, on les fait disparaître à l'aide d'un empruut dont on porte l'intérêt au budget, au chapitre de la dette consolidée... et on recommence. C'est le procédé dont usent les particuliers qui de temps en temps aliènent une partie de leur capital ou empruntent, pour payer leurs dettes. La dette flottante est la plaie incurable et insondable des pays dont les finances sont aux abois et dont tout le système de crédit consiste en expédients financiers de la pire espèce, qui rappellent un peu ce que, dans l'ancien régime, on appelait les *affaires extraordinaires*.

VI

On a rarement l'occasion de dire d'un État ce qu'on dit fréquemment d'un particulier : Il a payé ses dettes. Un particulier, un commerçant, un industriel peut se retirer des affaires, liquider. Liquider, c'est déterminer le chiffre de son passif et de son actif et employer celui-ci, jusqu'à due concurrence, à éteindre le passif. Mais l'État ne peut pas se retirer des affaires, liquider. On a quelquefois assimilé l'État à une grande entreprise industrielle ; mais c'est une entreprise qui ne peut cesser de fonctionner. L'État n'a pas un actif et un passif qui se comportent entre eux comme l'actif et le passif d'un simple particulier. Un grand État comme la France a un passif qu'on peut évaluer à vingt milliards ; où est l'actif qu'il puisse réaliser pour s'acquitter ? L'actif, ce sont des routes, des ports, des arsenaux, des flottes : à qui veut-on que l'État vende tout cela pour s'acquitter ? Ce que peut faire l'État, c'est de réduire sa dette par l'amortissement ou d'en alléger le poids par la conversion. Les États-Unis sont en voie d'éteindre la dette fédérale par l'amortissement ; mais c'est là une exception, et, en fait, les États n'amortissent le plus souvent que pour être mieux en mesure de contracter de nouvelles dettes.

Dans l'amortissement, comme dans la conversion, il y a un rachat du titre de rente vendu par l'État ; seulement, dans l'amortissement, il y a payement pur et simple, extinction de la dette ; dans la conversion, le titre est racheté pour être transformé en un autre. Il ne s'agit ici tout d'abord que de l'amortissement.

J'ai indiqué, au § II ci-dessus, quelques-unes des difficultés qui s'opposent à l'amortissement ; mais voici peut-être la plus grande de toutes. Avec quoi rachète-t-on, amortit-on ? Avec des économies, des excédents budgétaires provenant de la plus-value des impôts. Or ces excédents sont tout ce qu'il y a de plus difficile à défendre contre les convoitises *désintéressées* de gens qui leur trouvent mille emplois différents sous formes de crédits supplémentaires. C'est pour cela qu'on a organisé l'amortissement automatique qui résulte des emprunts contractés en obligations amortissables. Mais comment faire pour les emprunts en rentes perpétuelles ? Comment organiser l'amortissement de manière qu'il fonctionne sûrement, régulièrement, et, par conséquent, avec efficacité ? On constituera un fonds d'amortissement qui sera remis à une caisse d'amortissement. Un fonds, c'est une somme d'argent, un revenu quelconque, affecté, consacré à une destination dont rien ne doit le détourner. La caisse d'armortissement est l'organe spécial de cette fonction de l'amortissement, organe et fonctions auxquels il faut assurer la plus grande indépendance à l'égard des autres fonctions et organes qui constituent la machine gouvernementale. Cette caisse emploiera

donc sa dotation à acheter des rentes ; l'année d'après, elle en achètera davantage, car sa dotation sera grossie des intérêts des rentes qu'elle a acquises et qu'elle conserve, et dont elle touche régulièrement les intérêts comme faisait le créancier de l'Etat dont elle a racheté le titre. Achetant ainsi toujours plus de rentes avec son fonds d'amortissement acquises, il arrivera un moment, tôt ou tard, où la caisse aura racheté tous les titres. Fictivement l'État ne sera libéré de rien ; tout ce qu'il devait à des miliers de créanciers, il le doit à la caisse d'amortissement ; mais, en réalité, la mission de la caisse d'amortissement est finie, elle disparaît, et toutes les dettes sont éteintes par confusion, car c'est l'État qui se doit à lui-même.

Tel est le système de l'*amortissement à intérêts composés*, ainsi nommé parce que la caisse d'amortissement est semblable à un individu qui, ayant un revenu considérable, l'emploierait à acquérir des rentes sur l'État ; placerait encore en rentes sur l'État les intérêts des premières rentes, et ainsi de suite. Chacun sait à quels résultats on arrive avec cette capitalisation indéfinie de l'intérêt : un capital placé au 5 pour cent à intérêts composés, c'est-à-dire le débiteur gardant à la fin de chaque année les intérêts échus comme accroissement du capital prêté, ce capital double en moins de quinze ans. Mais la réalité des faits économiques donne un démenti aux calculs mathématiques, sans compter que les nécessités politiques viennent déjouer à la fois la rigueur des calculs mathématiques, les prévisions plus modestes de la science économique et les plus sages combinaisons financières.

Le principe mathématique de l'intérêt composé est incontestable. Quel est le calculateur novice qui ne s'est évertué à construire cette formidable progression qui fait voir ce que serait devenue aujourd'hui une pièce de 5 fr. placée à intérêts composés le jour de la naissance de Jésus-Christ ? Des millions de milliards ! Cela est évidemment insensé. Tous ces calculs sur l'intérêt composé sont donc faux ? Nullement ; ils sont très exacts.... mathématiquement ; mais ils sont faux économiquement. C'est ce qu'il importe de bien comprendre.

On pourrait appliquer le raisonnement mathématique de l'intérêt à la reproduction des espèces animales et végétales, et faire voir que chacune de ces espèces pourrait à elle seule envahir en peu de temps la terre et la mer. C'est ce qu'on n'a jamais vu et ne verra jamais. La reproduction indéfinie de l'or est bien autrement chimérique ; l'or n'engendre pas l'or ; la quantité d'or possible est extrêmement limitée, et quand on vient nous dire que chacun de nous pourrait, en plaçant une somme quelconque à intérêts composés, léguer à ses arrière-petits-fils des milliards, ce ne sont point des milliards en espèces, des montagnes d'or qu'on entend, ce sont des milliards en valeurs. Mais l'argent, les titres, ne sont que la représentation du capital, et le capital réel, la richesse effective, ne s'accroît pas suivant cette progression géométri-

que. Vous pouvez chiffrer par des milliards la part de chacun dans ce capital réel, mais ce sera là une pure fantasmagorie de chiffre : vos millards ne vaudront que des millions, des centaines de francs, moins que cela peut-être, au fur et à mesure que vous les multiplierez au gré de votre progression géométrique. On l'a dit avec raison [4] : « En gé- « néral, la progression géométrique n'a d'existence que dans le monde « des idées. » Il en est de la théorie de l'intérêt composé comme de ces fameuses *martingales* à l'aide desquelles certains joueurs endurcis rêvent de faire sauter la banque. Elles sont infaillibles sur le papier ; mais quand on veut les mettre en pratique, quelque incident fâcheux vient toujours en déranger la réussite. Qu'on veuille bien faire par la pensée l'histoire de cette pièce de 5 fr. placée, il y a deux mille ans, à intérêts composés. Que de chances pour qu'elle n'arrive pas jusqu'à nous avec l'innombrable postérité qu'elle devait enfanter ! Comment aurait-elle traversé sans encombre tant de révolutions politiques et sociales, tant de cataclysmes : l'invasion des barbares, la chute de l'empire romain, l'anarchie féodale, la guerre de Cent ans, et le reste ? Que de faillites, que de banqueroutes !

Quoi qu'il en soit, au siècle dernier, la théorie de l'amortissement à intérêts composés fut l'objet d'un engouement universel, en Angleterre d'abord. Cela n'a pas réussi et alors à l'engouement a succédé le désenchantement le plus complet ; on s'est dit : Cet amortissement n'est qu'une mauvaise plaisanterie. Est-ce bien sûr ? Est-il bien vrai qu'il n'y ait rien de bon à attendre de ce mode d'amortisement ? Non, et la preuve c'est que l'amortissement en soixante-quinze années de notre emprunt en 3 pour cent amortissable est fondé là-dessus, et c'est le mode suivi, dans leurs emprunts, par les compagnies de chemins de fer. C'est qu'il n'y a rien de commun entre ce placement à intérêts composés destiné à produire les résultats fabuleux qu'on sait et le même mécanisme appliqué à un objet limité, circonscrit, tel que l'extinction de la dette d'un État ou d'une compagnie. Cette compagnie a fait des calculs très exacts, n'a eu en vue qu'un résultat assez modeste, dans un temps assez long, et on n'a jamais dévié un seul moment de la ligne de conduite qu'on s'était tracée. Veut-on savoir pourquoi l'amortissement à intérêts composés, fonctionnant comme je viens de le dire. par l'intermédiaire d'une caisse d'amortissement, a donné de si médiocres résultats ? Pour deux raisons : 1° Cette caisse, à l'origine, fit concevoir des espérances exagérées, parce qu'on avait la tête pleine des chimères de l'amortissement à intérêts composés, et on se dit qu'on pouvait continuer à emprunter sans crainte, car la caisse neutralisait

4. C'est un mathématicien philosophe qu'il l'a dit : Cournot (*Traité de l'enchaînement des idées dans les sciences et dans l'histoire*. Tome II, chapitre XII, page 252).

et au-delà les effets des nouveaux emprunts ; 2° Cette caisse rachetait des rentes qu'elle n'annulait pas, mais dont elle continuait à percevoir les intérêts ; alors on se dit : Cette caisse est assez riche, et on réduisit sa dotation annuelle. Enfin, dans les jours de détresse, on s'est dit : Nous avons besoin d'argent : nous allons émettre un emprunt ; il est bien plus simple de prendre les titres rachetés par la caisse d'amortissement et de les revendre.

Voici en effet le dilemne : l'amortissement à intérêts composés ne peut être efficace que s'il fonctionne sans interruption : mais souvent, en temps de crise, quand on emprunte à des conditions onéreuses, il ne peut fonctionner qu'à perte, comme un industriel qui continue à travailler en ne faisant pas ces frais : l'amortissement ne peut fonctionner utilement que s'il est alimenté par un excédent réel des recettes sur les dépenses ; il est absurde de le faire fonctionner à l'aide d'un prélèvement sur des emprunts onéreux, et il est, par suite, impossible de déterminer *à priori* quelle est la portion du revenu général qui doit être affectée à l'amortissement.

La pratique assidue de l'armortissement témoigne, chez les gouvernants, d'un louable désir de ménager les ressources de l'État ; elle a contribué, sous la Restauration, à fonder le crédit public en France. Aujourd'hui, ce crédit est définitivement fondé, et l'amortissement ne pourrait donner que de médiocres résultats. Comme nous l'avons vu, au § V ci-dessus, il y a 3 à 400 millions d'annuités inscrits au budget. Voilà le véritable amortissement, car tout cela doit disparaître dans un délai déterminé. Ce qui pourrait être, ce qui a été, en Angleterre, bien plus efficace que l'amortissement, c'est la diminution des intérêts de la dette par la pratique rationnelle des conversions.

VII

Voici les points essentiels sur lesquels doit porter le rapide exposé qui suit : Notion exacte de la conversion ; sa légitimité : droits et devoirs du gouvernement en matière de conversion, tant au point de vue de la justice rigoureuse que de l'équité ; effets des conversions ; différentes manières d'opérer la conversion ; la question d'opportunité, la question de tact politique et d'habileté financière.

I. — La conversion éveille d'abord l'idée d'un emprunt contracté à des conditions relativement favorables pour rembourser les porteurs de titres d'un emprunt plus onéreux. Mais cette double opération serait compliquée et coûteuse ; il est plus simple que les anciens créanciers restent créanciers dans les conditions que l'État pourrait obtenir de prêteurs nouveaux. Le créancier qui accepte les propositions de l'État voit donc son titre converti en un autre ; s'il refuse, il est remboursé. Au fond, il y a dans la conversion un remboursement, un

payement, une dation en payement ; l'État s'acquitte envers son créancier en lui donnant un titre nouveau. Néanmoins il faut conserver et opposer l'une à l'autre les deux expressions ; remboursement et conversion pour bien exprimer que l'État n'a que le droit de rembourser et non de convertir. Pareillement, on dit du créancier qui accepte la conversion de son titre, qu'il est *réduit* de 5 francs à 4 francs de rente. La conversion est donc une réduction et, par conséquent, l'État ne peut pas plus imposer la réduction que la conversion. L'espoir du gouvernement qui veut opérer une conversion est donc que le créanciers préféreront en effet cette conversion de leur titre à un remboursement. On dit alors que la conversion a réussi ; cela prouve que le gouvernement a bien apprécié la situation. Il en est autrement si tous ou presque tous réclament leur remboursement.

J'ai raisonné jusqu'ici dans l'hypothèse où la conversion aboutit à la transformation d'un titre de rente perpétuelle en un autre titre de la même nature ; mais cette transformation pourrait s'appliquer à toutes les modalités de l'obligation, et l'État, par exemple, pourrait proposer à ses créanciers d'échanger des titres de rentes perpétuelles en obligations amortissables par tirages successifs, et réciproquement.

II. — Je n'insisterai pas sur la question de droit. Le contrat qui est intervenu entre l'État et ses créanciers est évidemment le contrat de constitution de rente, lequel n'est qu'une forme du prêt ; et l'État qui propose au crédit-rentier de le rembourser fait une chose conforme à la raison et au droit, car l'article 1911 du Code civil dit expressément que la rente constituée en perpétuel est essentiellement rachetable. Les arguments invoqués dans l'opinion contraire sont sans portée, par exemple que, soit sur les titres délivrés par l'État, soit dans le Grand-Livre de la dette publique, il n'est jamais question de capital prêté ou à rembourser, mais seulement de rente à servir.

III. — Je me demande maintenant quels sont les principes généraux qui doivent servir de guide au gouvernement désireux d'opérer une conversion. Nous savons qu'il n'a que le droit de proposer le remboursement, et là-dessus, les adversaires de la conversion de dire : Cette offre de remboursement n'est pas sérieuse, car quel ne serait pas l'embarras de l'État auquel tous les porteurs de rente 5 pour cent qu'il est question de convertir, déclareraient qu'ils acceptent le remboursement de 4 à 5 milliards ? Il faudrait supposer pour cela que l'opération a été conçue contre toute les règles. Si réellement le taux courant de l'intérêt des capitaux n'est que de 4 pour cent et que l'État propose à ses créanciers de les réduire seulement à 4 fr. 50 c, pour cent au lieu de 5, quel avantage auraient-ils à refuser ? Que feraient-ils des milliards qu'on leur rembourserait ? Il faudrait leur trouver un placement, et ils ne sauraient espérer plus de 4 pour cent en bonnes valeurs, sans compter que cette masse d'argent jetée tout à coup sur le marché ferait encore

baisser l'intérêt. C'est l'affaire du gouvernement de s'assurer les moyens de rembourser les créanciers récalcitrants. Il compte donc qu'on n'acceptera pas son offre de remboursement, et voilà pourquoi il est de principe qu'on ne songe pas à convertir une rente qui est au-dessous du pair, du 5 pour cent qui est coté à la Bourse 95 francs, car le rentier dont le titre ne vaut que 95 francs s'empresserait d'accepter le remboursement au pair, c'est-à-dire à 100 francs, le seul que l'État ait le droit de lui imposer.

Suffit-il donc que le cours de la rente ait dépassé le pair, que le 5 pour cent soit, par exemple, à 102 ? Dans ces conditions, la conversion pourrait bien ne pas réussir. L'annonce de la conversion, à savoir, que les porteurs de 5 pour cent vont être remboursés à 100 francs, aura pour effet de déprimer les cours, c'est-à-dire que tous ces porteurs menacés d'être remboursés à 100 francs s'empresseront de vendre à 102, à 101 sur le marché; l'abondance des offres fera baisser la valeur des titres de rente, et les porteurs accepteront le remboursement à 100 francs d'un titre qui peut, du jour au lendemain, tomber à 99.

La conversion est un emprunt ; c'est aux créanciers eux-mêmes qu'on emprunte à de nouvelles conditions. Dans l'emprunt proprement dit, on appelle à soi les capitaux ; dans la conversion on les retient. La conséquence que je veux en tirer est celle-ci : de même que l'État, quand il emprunte, a recours à certaines combinaisons en vue d'attirer les capitaux, ainsi, dans la conversion, il ne faut pas qu'il traite ses créanciers avec trop de rigueur, et si, par exemple, le 5 pour cent est à 125, ce qui représente un placement au 4 pour cent, il ne serait pas prudent de proposer le remboursement ou une réduction de l'intérêt à 4 francs ; il conviendra, d'offrir 4 fr. 50 ou 4 fr. 25 fr. Il est peut-être plus important d'assurer le succès d'une grande conversion que celui d'un emprunt: Un emprunt qui ne réussit pas est un mécompte : la conversion qui échoue peut être un désastre financier.

L'intérêt de l'État qui veut convertir est évidemment que la rente se capitalise le plus haut possible, que le capital soit un multiple de plus en plus fort de la rente ; mais il doit s'abstenir de toute espèce de manœuvre de bourse qui tendrait à faire monter la rente d'une manière factice. c'est un point sur lequel l'histoire des conversions présente des renseignements précieux.

Il faut poser en principe d'équité, de justice distributive, que toute conversion doit être générale, c'est-à-dire s'adresser à tous les porteurs de titres composant une même nature de dettes. Si le 5 pour cent est à 125, il ne doit pas dire aux uns : Je vais vous rembourser à 100 francs si mieux vous n'aimez être réduits à 4 fr. 50 et laisser aux autres la faculté de vendre leur titre 125 francs sur le marché ou de toucher 5 francs d'intérêts. On alléguerait en vain qu'un débiteur, à moins qu'il

ne soit en faillite, a le droit de prendre des arrangements différents avec ses divers créanciers ; l'État n'est pas un débiteur ordinaire, il ne doit pas faire acception de personnes.

A cette question de la généralité de la conversion se rattache, comme on va le voir, la question de savoir si la conversion doit être facultative ou obligatoire. Il ya tout d'abord ici une terminologie sur laquelle il faut s'entendre. Je parle de conversion obligatoire ou facultative, mais n'avons-nous pas vu que toute conversion est facultative? Le créancier n'a-t-il pas la faculté de choisir entre le remboursement et le titre nouveau qu'on lui offre? Sans doute ; mais c'est précisément cette conversion, celle que nous avons décrite que, dans un langage plus ou moins exact, on appelle conversion obligatoire. Ce qu'on appele conversion facultative, c'est celle qui consiste à offrir aux créanciers de l'État non pas le choix entre le remboursement du capital et la réduction de l'intérêt, mais le choix entre un titre primitif et un titre nouveau. Cette terminologie peut se justifier jusqu'à un certain point par cette considération : dans la conversion dite obligatoire, il est certain que l'ancien titre disparaîtra, soit par le remboursement, soit par l'échange contre un titre nouveau ; il en est autrement dans la conversion facultative, le débiteur peut conserver son ancien titre. Mais comment concevoir qu'un pareil plan de conversion aboutisse? Que bénévolement, sans être menacé d'un remboursement, le créancier accepte un titre de 4 francs au lieu et place de son titre de 5 francs de rente? Il est certain qu'il y a dans la conversion facultative quelque chose d'étrange et de louche qui ne prévient pas en sa faveur. L'État n'entend nullement demander un sacrifice au patriotisme du créancier ; quel avantage lui fait-il donc ? Je ne saurais mieux faire que de rapporter ici, à titre d'exemple, comment fut opérée, en Angleterre, la conversion facultative du 4 pour cent en 3 pour cent. Voici ce qu'on dit, en substance, aux porteurs de 4 pour cent : je paraphrase le bill présenté en 1749 par le chancelier de l'échiquier :

« Nous estimons que, grâce à la paix qui vient d'être conclue (le traité « d'Aix-la-Chapelle, 17 octobre 1749) les fonds vont hausser rapide- « ment, et que, dans peu de temps, nous serons en mesure de leur im- « poser une conversion régulière. Nous offrons donc aux porteurs de 4 « pour cent de consentir à une conversion en 3 pour cent ; que ce soit « dès à présent une affaire réglée, et, pour prix de leur bonne volonté ; « 1° jusqu'à la fin de l'année 1750, on leur payera les intérêts à 4 pour « cent : 2° jusqu'à la fin de l'année 1757 on les payera à raison de 3 1/2 « pour cent ; la réduction en 3 pour cent n'aura lieu qu'à cette époque. « Quant à ceux qui n'accepteront pas nos propositions, nous aurons le « droit de les soumettre, d'un jour à l'autre à une conversion obligatoire « c'est-à-dire de leur offrir le remboursement ou la réduction immé- « diate à 3 pour cent. » L'affaire réussit ; les consentements furent

donnés pour plus de deux tiers du capital, pour un milliard environ ; les non consentants représentaient 442.500,000, et le gouvernement prit en effet sa revanche contre eux en les soumettant à une conversion en 3 pour cent, alors que ceux qui avait adhéré à la conversion facultative continuaient à toucher le 3 1/2. Sur le capital de 442,500,000, francs qui restait à convertir, la conversion fut acceptée pour 355 millions, en sorte que les remboursements ne s'élevèrent qu'à 87,500,000 francs. L'affaire réussit donc, ai-je dit, mais tout juste ; car, si la conversion obligatoire n'avait pu se faire en 1755, elle devenait impossible par suite de la guerre de Sept ans qui éclata l'année suivante. Que serait-il donc arrivé si les prévisions du gouvernement qui avait escompté la hausse des fonds publics, ne s'étaient pas réalisées, si les fonds avaient baissé ? Ceux qui avaient accepté la conversion facultative auraient été réduits sans compensation, car la conversion étant devenue inpraticable par la baisse des fonds, la garantie contre une seconde réduction se trouvait être un avantage purement illusoire, tandis que les créanciers qui avaient repoussé la conversion facultative auraient continué à toucher l'intégralité de leurs intérêts sans avoir à redouter une conversion obligatoire. Voilà donc des porteurs d'un même fonds dans des situations différentes,ce qui est d'autant plus choquant que les moins favorisés sont précisément ceux qui ont fait preuve de bonne volonté. On voit comment la question de conversion obligatoire ou facultative se rattache à celle de la généralité de laconversion.

IV. — Quel est l'effet des conversions ? Cette question est complexe, car il y a le point de vue politique, financier, économique ; il y a en présence l'intérêt de l'État, des rentiers convertis et des tiers ; enfin la conversion peut réussir ou échouer. L'insuccès d'une conversion est une faute du gouvernement qui n'a pas bien apprécié le véritable taux du crédit qu'on peut faire à l'État, car il n'est pas supposable que la majorité des créanciers préfère le remboursement à la conversion par pure malice. Il résultera de ces remboursements en masse une crise financière dans laquelle des courants contraires se neutraliseront dans une certaine mesure. L'État obligé de rembourser fait appel au crédit par divers moyens : émission de bons du Trésor, augmentation de son compte-courant avec la Banque de France, émission d'un emprunt proprement dit. La spéculation circonvient le rentier qui vient d'être remboursé et qui est en quête d'un nouveau placement. Le succès de la conversion prouve le contraire ; et le rentier qui préfère la réduction au remboursement semble dire au gouvernement qu'il a sainement apprécié la situation du marché des capitaux qui se prêtent réellement à un intérêt moindre.

Il résulte de là que la conversion, qui est un droit de l'État, s'impose à lui comme un devoir dès qu'elle est possible. L'État y a évidemment intérêt comme débiteur ; mais l'État est une abstraction, et il s'agit,

en réalité, de l'intérêt de tous les contribuables dont l'État est le représentant et qui tire d'eux toutes ses ressources. Mais, faisant abstraction de cette qualité de contribuables, l'État a encore le devoir de faire la conversion dans l'intérêt général, universel : agriculteurs, industriels, commerçants ont intérêt à voir les capitaux au meilleur marché possible aux taux que comporte la situation économique et financière. Comment cet intérêt général se trouve-t-il lié à la conversion ? On a dit, et c'est sur cette base que certains projets de conversion ont été édifiés, on a dit que la conversion est un moyen d'abaisser le taux du loyer des capitaux. C'est là plus qu'une formule inexacte ; c'est le renversement du véritable rapport qui existe entre la conversion et l'abaissement du taux de l'intérêt. La conversion n'est pas la cause de l'abaissement du taux de l'intérêt, elle en est l'effet, elle constate l'amélioration du crédit ; l'État en profite et tout le monde avec lui. Parmi les innombrables valeurs cotées à la Bourse, c'est la cote des fonds publics qui attire le plus les regards, et quiconque emprunte est fondé à dire au capitaliste qui demande 5 ou 6 pour cent d'intérêt : Voyez la rente 5 pour cent, elle est à 125, c'est-à-dire qu'on ne place son argent sur l'État, le plus sûr des débiteurs, qu'à 4 pour cent. Tout emprunteur est donc intéressé à voir le cours de la rente monter, et a lieu de se plaindre si une circonstance étrangère à la confiance qu'inspire l'État vient arrêter la hausse que devraient naturellement éprouver les fonds publics. Quel est l'obstacle qui s'oppose à ce que le 5 pour cent émis à 85, après avoir dépassé le pair, être arrivé à 108, à 115, monte encore ? C'est la perspective d'une conversion que l'État pourrait faire et ne fait pas. La rente est à 108, j'en achèterais bien à ce prix, et même à 110, mais si demain éclate un projet de conversion et et qu'on me rembourse à 100 francs : Le rentier, de son côté, au lieu de tenir bon à 110, d'élever même ses prétentions à 112, cedera à 108 ou 109, par crainte d'être remboursé à 100. Ce n'est point là une affaire de pur raisonnement ; l'expérience l'atteste : dès qu'un fonds a dépassé le pair, s'élevant avec rapidité, il s'alourdit, la conversion pèse sur lui, le comprime. Dès que la conversion est opérée, le nouveau fonds garanti d'ailleurs pour un certain temps contre toute conversion, reprend toute son élasticité. Qu'on fasse donc cette conversion ! Veut-on une preuve saisissante ? A une époque où le 5 pour cent était à 117, le 4 ½, était à 115 : c'était là évidemment une situation anormale, suivant qu'on achetait 5 francs de rente en 5 pour 100, ou 4 fr. 50 c. de rente en 4 ½ pour 100, on payait 117 ou 115 francs, mais cette différence de 50 centimes entre les revenus aurait dû représenter une différence de 8 à 10 francs entre les capitaux employés à ces acquisitions, c'est-à-dire que le 4 ½, étant à 115, le 5 pour cent aurait dû être au moins à 123. Pourquoi en était-il autrement ? Parce que le 5 pour cent redoutait une conversion.

Nous en sommes à rechercher les effets de la conversion ; or, il est des personnes qui prétendent lui assigner un effet ou plutôt un but particulier : l'unification de la dette. Il est certain que des conversions successives tendent à ce résultat ; mais la question est de savoir si c'est là un si grand avantage qu'on doive s'en occuper beaucoup. Les financiers et les hommes d'État sont divisés sur ce point. Les uns disent que plusieurs fonds nuisent au crédit de l'État, qu'il en résulte un abaissement des cours. Les autres affirment que, loin de se nuire, ils se soutiennent mutuellement ; qu'il y en a ainsi pour tous les goûts, le 5 pour cent étant préféré par l'épargne sérieuse, le 3 pour cent par la spéculation. Il est certain que c'est la spéculation qui regrette la coexistence de ces deux fonds, ce qui lui rend plus difficile de dominer le marché.

V. Il nous reste une dernière question générale à examiner : Comment convient-il d'opérer la conversion ? L'État offre le remboursement ou un nouveau titre de rente : Que pourra être ce titre ? Ce n'est point là une question nouvelle ; nous nous la sommes déjà posée, au § II ci-dessus, lorsque nous nous sommes demandé à quelles conditions l'État devait emprunter, s'il valait mieux emprunter au pair en payant un peu plus d'intérêt, ou en rentes au-dessous du pair en payant un intérêt moindre ? Je dis que la question est la même, et on ne doit pas s'en étonner, car nous avons vu que toute conversion comprend un emprunt ; on peut dire que l'État emprunte du même créancier à des conditions différentes, en lui remettant un titre nouveau. L'État dit au porteur de rente 5 pour cent : Vous avez un titre de 5 francs de rente qui se vend sur le marché 117 francs ; je pourrais vous le racheter à 100 francs, c'est la seule chose que je vous dois en capital. Si vous le voulez, je vais rester votre débiteur de ces 100 francs, mais je ne vous payerai plus que 4 fr. 50 c. d'intérêt. Voilà la conversion en rentes au pair ; ce qui la caractérise, c'est qu'elle est faite sans augmentation de capital. La conversion en rentes au-dessous du pair sera naturellement une conversion avec augmentation de capital : nous savons cela parce que nous connaissons des emprunts en fonds au-dessous du pair. L'État donne au rentier qui a 5 francs de rente en fonds 5 pour cent le choix entre le remboursement de son capital de 100 francs, et un titre en fonds 3 pour cent produisant l'intérêt qu'il obtiendrait avec une somme de cent francs placée en fonds 3 pour cent. Quand le créancier accepte la conversion de sa rente 5 pour cent en fonds 3 pour cent, on peut dire qu'ayant été remboursé de ses 100 francs, il les prête de nouveau à l'État contre un titre en 3 pour cent, et si le 3 pour cent est en ce moment à 84 francs, c'est-à-dire si 84 rendent 3 francs pour 100 francs, on aurait un titre de 3 fr. 58 environ ; sauf que l'État offrira un peu plus. 3 fr. 60 c, ou 3 fr. 75, afin d'éviter les demandes de remboursement.

On voit tout de suite sur quel terrain la discussion va s'engager entre les partisans des deux sytèmes de conversion. C'est la même question que pour les emprunts : Doit-on ou non se préocuper du capital nominal, du capital de remboursement ? La seule chose à considérer n'est-elle pas le taux de l'intérêt ? Avec des emprunts au-dessous du pair, l'État ne peut songer à rembourser ; il s'interdit par là même une nouvelle conversion, car toute conversion repose sur une offre de remboursement.

J'ai dit que le contrat qui intervient entre l'Etat et ses créanciers à propos d'une conversion, comportait les modalités les plus diverses. J'en citerai encore deux exemples. — L'État peut faire au créancier cette proposition : la rente 5 pour cent est à 117, je pourrais vous rembourser ou vous offrir un titre de 4 fr. 25 c. au lieu de 5 francs ; je ne le ferai pas ; pendant au moins encore dix ans je vais vous servir ces 5 francs d'intérêt, ce sera une annuité de 75 centimes qui, en bonne justice, ne vous est pas due : par compensation vous allez me donner la valeur actuelle de ces dix annuités de 75 centimes, environ 5 francs. Telle est la conversion avec soulte, expédient financier qui se réduit à un emprunt amortissable par annuités. — Dans la même hypotèse, au lieu de réclamer une soulte, l'État pourrait réclamer une diminution du capital nominal il pourrait rembourser à 100 francs le titre de 5 francs qui se vend 117, ou réduire à 4 fr. 50 de revenu ; il reste débiteur, mais de 80 francs au lieu de 100 francs. L'État paye désormais 5 francs de rente pour un capital de 80 francs : c'est une dette en 6 pour cent environ. C'est la conversion avec diminution du capital. Cela revient à dire qu'on élève fictivement le taux de la rente : chaque rentier recevait, en échange de son titre de rente de 5 francs en fonds 5 pour cent, une inscription de rente de 3 francs en fonds 6 pour cent. On voit que la fiction d'un intérêt élevé est favorable à l'État, comme la fiction d'un intérêt bas l'est pour le créancier, lorsqu'il s'agit de calculer le capital de remboursement.

VI. — Les conversions de dettes qui se sont accomplies en Angleterre sont un des côtés les plus honorables de son histoire financière. Il est fâcheux que, dans la seconde moitié du XVIII^e^ siècle, elle se soit laissé détourner de cette salutaire pratique par les illusions de l'amortissement à intérêts composés et les emprunts en rentes au-dessous du pair. Les conversions opérées au XVIII^e^ siècle n'en ont pas moins eu ce résultat de ramener l'intérêt de la dette du taux de 6 pour cent au taux de 3 pour cent et de diminuer de plus de 31 millions les intérêts annuels, somme énorme si l'on considère que le budget de l'Angleterre n'était alors que 178 millions dont 69 pour le service de la dette. Les conversions opérées de 1822 à 1854 ont diminué de 93 millions les intérêts annuels de la dette.

L'histoire de la conversion des rentes en France est moins glorieuse.

Nos débuts dans la pratique des conversions, les projets de M. de Villèle en 1824 et 1825, ont été des plus malheureux. Le premier échoua ; le second, une conversion facultative, qui aboutit dans une certaine mesure, fut désastreux dans ses conséquences. [5]

Pendant vingt-sept ans, de 1825 à 1852, la malheureuse opération de 1825 a pesé sur nos finances publiques, et il a été impossible de parler de conversion sans soulever des tempêtes, sans réveiller les colères de 1825. A la Chambre des pairs on repoussa obstinément tout projet de conversion ; c'était un parti pris. A la Chambre des députés les choses allaient un peu moins mal, et si quelques députés parurent uniquement préoccupés de passionner le débat, d'autres le maintinrent à sa véritable hauteur sur le terrain des principes. De ce nombre fut M. Garnier-Pagès, dont les opinions républicaines était bien connues. Je rappelle cette circonstance, parce que la conversion, après avoir été repoussée par la Chambre des pairs, par les représentants plus ou moins autorisés de la bourgeoisie, a été de nos jours combattue au nom des prétendus intérêts démocratiques. M. Garnier-Pagès s'était fait purement et simplement l'avocat des contribuables.

La conversion du 5 pour cent en 4 1/2 opérée en 1852 par M. Bineau a incontestablement réussi : le chiffre des remboursements a été relativement peu considérable, et il est résulté de l'échange des titres une économie annuelle de plus de 17 millions ; mais notre appréciation ne doit pas se borner à constater les résultats. Ce fut une entreprise aventureuse. Il n'était pas vrai que 4 1/2 pour cent fût le véritable taux du crédit de l'Etat. La situation du marché le constate ; il était le théâtre de fluctuations auxquelles la spéculation avait plus de part qu'une défiance ou une confiance fondées. Le ministre affirmait à tort que le 3 pour cent est la véritable mesure du crédit de l'Etat et que le 3 pour cent à 68 fr. 60 ne représente qu'un placement à 4 fr. 35 ; car ce fonds est surtout celui de la spéculation. Enfin le décret de conversion est du 14 mars 1852 ; or, le 18, le 5 pour 100 tombait à 100 francs et le 19, à 99 fr. 05, c'est-à-dire que la conversion semblait ainsi impossible. Peut-être le souvenir de M. de Villèle qu'on avait accusé, en 1824, de n'avoir été que l'instrument de la haute banque, avait-il empêché M. Bineau de lui demander un appui légitime ; il s'était borné à un traité avec la Banque de France qui abaissait le taux de son escompte et était

5. Le but, plus ou moins avoué, du projet de 1824, était d'arriver à payer une indemnité aux émigrés sans trop grever le Trésor, M. de Villèle eut à la fois à lutter contre l'opposition et contre l'extrême droite de la fameuse *Chambre retrouvée*, à laquelle il avait eu le tort de s'inféoder. Il ne se rendit bien compte ni du véritable état du marché ni de ce nouveau fonds 3 pour cent qu'il allait créer pour remplacer le 5 pour cent, et qui était inconnu du public français. Le marché des fonds publics fut faussé par la spéculation que le ministre, afin d'assurer la réussite de son opération, avait mise trop longtemps à l'avance dans la confidence de ses projets.

autorisée à faire de plus larges avances sur dépôts de titres ; mais tout cela n'assurait pas au ministre le concours de la finance. A la dernière heure, d'ailleurs, il manœuvra habilement. Il a gagné la bataille ce qui était l'essentiel ; mais il l'a gagnée contre toutes les règles, ce qui doit empêcher ses successeurs de le prendre pour modèle. On peut dire qu'il a été dans la situation d'un général qui n'a pas tenu ses réserves prêtes, sous la main, et qui a dû les appeler à la hâte, de loin, s'exposant au danger de ne pas les voir arriver à temps.

Si, malgré son succès, la conversion de 1852 n'a pas précisément contribué à mettre les conversions en faveur chez nous, cela est bien autrement vrai de l'opération réalisée en 1862, par M. Fould. Ce fut une conversion facultative avec soulte ayant uniquement pour but de procurer des ressources qu'on ne voulait pas demander à un emprunt. M. Fould avait lui-même dévoilé le triste état de nos finances : une dette flottante de plus d'un milliard ; les années 1861 et 1862 se soldant par des déficits de 140 et de 180 millions, etc. Voici, en substance les propositions faites aux porteurs de 4 1/2 pour cent. On leur offrait d'échanger leurs rentes 4 1/2 pour cent contre des rentes 3 pour cent en conservant le même revenu, mais l'Etat faisait ainsi un double sacrifice : 1° en donnant des titres en fonds 3 pour cent, il se reconnaissait débiteur d'un capital plus considérable ; 2° il sacrifiait le bénéfice éventuel que lui procureraient les conversions obligatoires opérées successivement du 4 1/2 en 4, du 4 en 3 1/2, du 3 1/2, en 3 pour cent. Or, le porteur du 4 1/2 pour cent qui aurait voulu des titres en 3 pour cent produisant le même intérêt, d'après le cours de ces deux fonds, aurait dû payer une soulte de 8 francs par 4 fr. 50 de rente : l'Etat leur faisait des conditions plus favorables, il ne leur demandait qu'une soulte de 5 fr. 40. Sur les 173 millions environ de rentes 4 1/2 pour cent, il y eut 133 millions de convertis, et 29 millions qui s'y refusèrent. Le Trésor encaissa, comme produit net de l'opération 157 millions, mais sa dette en capital s'accrut de 1,600 millions. Voilà le résultat matériel, mais on ne saurait porter sur cet expédient financier un jugement trop sévère. Comme il ne s'agissait que d'une conversion facultative, le ministre s'était mis en frais d'éloquence sentimentale pour persuader aux porteurs de 4 1/2 pour cent que le gouvernement, préoccupé de leur sort, leur proposait une affaire excellente. Or qu'est-il arrivé ? Toutes ses prévisions ont été démenties et n'ont apparu, après coup, que comme de fallacieuses promesses. On avait dit : Malheur à ceux qui conserveront du 4 1/2 pour cent, car ce fonds va aller s'alourdissant, tandis que le 3 pour cent montera ! C'est le contraire qui est arrivé. On avait dit : Malheur à ceux qui n'accepteront pas la conversion facultative, car avant peu nous leur imposerons des conversions autrement onéreuses ! Il n'en a rien été, et le gouvernement impérial n'a jamais été en mesure de proposer la conversion des 39 millions de rente 4 1/2 pour cent dont les porteurs avaient résisté en 1862.

La conversion de l'emprunt Morgan, effectuée en 1875 par M. Léon Say, fut aussi une conversion avec soulte, mais autrement correcte. Cet emprunt avait été contracté par le Gouvernement de la Défense nationale en obligations au porteur de 500 francs portant un intérêt de 6 pour cent, c'est-à-dire de 30 francs, et remboursables au pair en 34 ans par voie de tirage au sort à partir du 1er avril 1873. On offrit, en échange d'une obligation, un titre de 30 francs de rente en 3 pour cent; mais, comme ce titre se vendait sur le marché 640 francs, il y eut une soulte qui aurait été à la rigueur de 140 francs, mais qui fut réduite à 124 par obligation.

On peut dire que la plus irréprochable de nos conversions fut celle du 5 pour cent en 4 1/2, effectuée par M. Tirard en vertu de la loi du 27 avril 1883. Ce fut une conversion pure et simple. Les rentiers qui avaient souscrit l'emprunt à l'origine pour 82 fr. 50, conservèrent encore un intérêt de 5 fr. 40 c. pour cent. La conversion réussit très-bien ; le nombre des rentiers qui demandèrent à être remboursés fut insignifiant. Le gouvernement aurait voulu ne garantir le nouveau fonds contre une conversion ultérieure que pour cinq ans. Le délai de dix ans fut imposé par le parlement.

Bien que l'opération ait réussi, on ne saurait approuver sans réserves le procédé suivi en 1887 par M. Rouvier. Il s'agissait de convertir le 4 1/2 pour cent (ancien fonds) et le 4 pour cent le tout en 3 pour cent. Les porteurs de ces rentes eurent le choix entre les trois situations suivantes : 1° ou réclamer le remboursement au pair en espèces, c'est-à-dire 100 fr. par 5 fr. de rente 4 1/2 ou par 4 fr. de rente 4 pour cent ; 2° ou bien recevoir ce remboursement en rentes nouvelles calculées au taux de 80 fr. 10; 3° ou enfin s'assurer le maintien de leurs arrérages actuels moyennant : d'une part l'échange de leurs titres comme dans le cas précédent, et, d'autre part, le paiement du supplément de rentes 3 pour cent destiné à parfaire leur ancien revenu. Tout cela était un peu compliqué. et l'on était assez inquiet sur le résultat de l'opération ; aussi le ministre s'était-il préparé, à la Banque de France, à la Banque d'Algérie et à la Caisse centrale du Trésor, des ressources libres, montant à près de 300 millions. Les demandes de remboursement s'élevèrent à peine à 80 millions, et cette somme le Trésor n'eut pas même à la puiser en totalité dans ses réserves, car il fut souscrit pour 1,800,000 de rentes, solde du 3 pour cent nouveau, qui fut mis à la disposition du public. Le Trésor ayant encaissé de ce chef, à titre de premier versement, 10 millions 857,000 francs, il n'eut, en définitive à rembourser que moins de 70 millions.

Nous n'avons plus maintenant en perspective que la conversion du 4 1/2 pour cent créé en 1884. Quant à une conversion du 3 pour cent, il n'en sera pas question de longtemps.

VIII

Le cours forcé résulte de l'obligation imposée par la loi à tous les citoyens de recevoir en payement de ce qui leur est dû des titres fiduciaires qui donnent droit à une somme d'argent bien que celui qui a mis ces titres en circulation soit jusqu'à nouvel ordre dispensé d'en acquitter le montant en argent. Les titres fiduciaires revêtus du cours forcé peuvent être, soit des billets émis directement par l'État, soit des billets de banque émis par un établissement plus ou moins privilégié.

Le cours forcé peut avoir pour cause une crise commerciale compliquée de panique, d'où résulte pour une banque, quel que soit son actif, l'impossibilité d'acquitter sur l'heure toute ses obligations échues. On peut dire que l'État impose alors ce que la raison aurait dû suggérer. Le cours forcé peut aussi avoir pour but de procurer à l'État des ressources considérables et immédiates,ce que ne peut faire un accroissement d'impôts, ni même un emprunt qui est d'ailleurs plus onéreux, car l'émission de billets d'États ne coûte rien, et la Banque dont les billets sont revêtus du cours forcé ne doit pas faire difficulté de prêter à l'État une certaine quantité de ce capital en monnaie de papier qu'elle va créer. C'est du reste bien moins là un intérêt qu'un droit de commission, une indemnité pour le service que la Banque rend à l'État en lui donnant la garantie auprès du public. Il faut en effet se représenter une émission de papier à cours forcé comme un emprunt fait au public par l'État qui dit à ses débiteurs : acceptez ce papier comme de l'argent, je le retirerai dans quelque temps et m'acquitterai en numéraire. Or, il est certain que le public accepte plus facilement ce régime lorsque ce sont des billets de banque qui circulent avec cours forcé que lorsque le gouvernement émet directement des billets d'État. La raison en est que le public ignore le chiffre de ces derniers dont l'émission n'est limitée que par les besoins de l'État qui sont, sinon infinis, au moins indéfinis ; tandis que l'intervention d'un grand établissement financier comme la Banque de France, par exemple, lui est un garant que l'émission sera contenue dans de justes bornes. La banque a le droit et le devoir de discuter la somme qu'elle prête à l'État en billets à cours forcé ; car, si à raison de ce prix elle a l'État pour débiteur, elle est elle-même débitrice des porteurs de ces billets sur lesquels elle a mis sa signature.

Il est donc de la nature du cours forcé d'être temporaire, et jamais un gouvernement n'a déclaré à l'avance qu'il allait mettre une nation au régime du cours forcé à perpétuité. L'État n'est qu'un débiteur qui demande un délai de grâce. Seulement, l'expérience prouve qu'il est beaucoup plus facile d'entrer dans le régime du cours forcé que d'en sortir.

Le vice du billet de banque à cours forcé est qu'il a une tendance naturelle à se déprécier, dépréciation qui a une double cause : 1° une émission exagérée ; 2° la plus ou moins grande confiance qu'on a dans la solvabilité des débiteurs, la Banque et l'État. Il y a donc là une cause purement économique et une cause politique. Si l'abondance de la monnaie métallique, qui a une valeur intrinsèque comme marchandise, qui peut être thésaurisée, est une cause de dépréciation, combien doit-il en être à plus forte raison ainsi de la monnaie de papier ! En temps ordinaire, la circulation fiduciaire d'une banque est réglée par l'escompte. Les billets qui en sortent aujourd'hui par l'escompte, y rentrent demain lorsque la banque encaisse les effets qu'elle a en portefeuille : c'est un va-et-vient des mêmes billets. Une certaine extension peut être donnée à cette émission par les prêts sur dépôts de titres, mais tout cela a une limite et d'ailleurs la Banque peut facilement réaliser les valeurs dont elle a été nantie. Mais quand la Banque remet des billets de banque à l'État, elle n'a plus aucune donnée sûre pour déterminer l'étendue des avances qu'elle peut faire ainsi. L'État, après avoir emprunté 1,400 millions à la Banque, aurait-il pu lui demander encore les 5 ou 6 milliards qu'il a demandés à des emprunts publics ? Evidemment non. Qu'une banque immobilise en totalité son capital de garantie, c'est beaucoup trop ; mais qu'elle immobilise encore l'immense capital fictif représenté par 5 ou 6 milliards de billets de banque, ce serait insensé ; de pareils prêts sont du domaine des emprunts en rentes perpétuelles, ils seraient difficilement contractés en obligations amortissables dans un délai fixe.

La dépréciation des billets de banque à cours forcé n'est pas leur plus grand vice. Les événements politiques ont principalement pour effet de produire de brusques variations, en hausse ou en baisse, de la valeur du papier : c'est cette instabilité qui jette la perturbation dans les relations commerciales, surtout dans les relations internationales. S'il s'agissait d'une dépréciation définitive, ou même d'une dépréciation croissant régulièrement, on pourrait encore la faire entrer en ligne de compte ; mais, avec ces soubresauts dans la valeur du papier, quand vous m'offrez tel prix d'une marchandise, je ne sais plus ce que vous me donnez en échange, surtout s'il s'agit d'un marché à terme.

De toutes les considérations qui précèdent, il résulte que le pays qui a recours au régime du cours forcé doit ne jamais perdre de vue que c'est là un régime temporaire dont il faudra se hâter de sortir le plus tôt possible. La condition de ce retour à l'état normal, est le remboursement de la dette contractée par le Gouvernement envers le pays à la faveur du cours forcé. S'il s'agit de papier directement émis par l'État, il sera retiré de la circulation par les soins du Trésor ; s'il s'agit de billets de banque, on remboursera la banque, soit en lui rendant les billets qu'on en a reçus, soit en argent, ce qui la mettra elle-même en mesure

de rembourser les billets qu'elle avait mis en circulation au delà des besoins de son commerce de banque, et uniquement pour venir temporairement en aide à l'État. Il en est de cet excédent de billets, comme de ces contingents de troupes qu'on appelle sous les drapeaux en temps de guerre : la paix venue, il faut les licencier.

Le cours forcé est un phénomène économique que la science a analysé, mais dont la notion a été surtout élucidée par les grandes expériences qui en ont été faites dans ce siècle. Il a été tour à tour, pour le même pays, une source de désastres financiers ou une planche de salut ; ici il n'a produit qu'un malaise passager, ailleurs il semble s'être imposé comme un régime définitif des misères duquel on s'accommode tant bien que mal. Il serait intéressant de rechercher les causes d'effets si différents : c'est ce que je ne puis faire que très sommairement.

L'Angleterre a été au régime du cours forcé de 1797 à 1821. Quelle en a été la physionomie particulière ? Nous retrouvons d'abord cette commune illusion sur la durée du cours forcé : le Parlement l'avait décrété pour cinquante-deux jours, il a duré vingt-quatre ans ! La dépréciation suivit une marche régulièrement progressive : elle alla croissant jusqu'en 1813, époque où elle atteignit son maximum, 29 un quart pour cent de perte, pour aller ensuite décroissant. La principale cause de la dépréciation fut une émission relativement exagérée ; la banque d'Angleterre porta sa circulation de 270 à 712 millions, et il y avait d'autres banques qui émettaient aussi des billets. L'Angleterre souffrit beaucoup de la privation de numéraire, dont elle a, en tout temps, un stock peu considérable, et dont elle devait alors exporter des quantités notables pour l'entretien de ses armées sur le continent ou pour le payement des subsides aux puissances alliées. Là on put constater les fâcheux effets du cours forcé par suite de la variation dans la valeur de l'instrument des échanges, ce qui favorise alternativement contre toute justice tantôt les débiteurs et tantôt les créanciers. Les premiers s'applaudissent de la dépréciation croissante du papier-monnaie, ce qui leur permet de s'acquitter avec ce papier déprécié qu'on se procure à moins de frais, c'est-à-dire en donnant une moindre quantité de marchandises. Quand vient la période de dépréciation décroissante, c'est le tour des créanciers de triompher : le débiteur qui a emprunté en papier déprécié, n'en doit pas moins rendre cette même quantité d'un papier qui a augmenté de valeur et qu'on ne se procure qu'en donnant en échange une plus grande valeur en marchandises. Cela explique pourquoi bien des gens jetèrent les hauts cris lorsque, en 1819, on annonça une prochaine reprise des payements en espèces. C'étaient les débiteurs, qui naturellement auraient préféré rester débiteurs d'une somme payable en papier-monnaie au lieu d'avoir à se libérer en or.

Ce qui caractérise le cours forcé aux États-Unis depuis la guerre de la sécession, c'est : 1° une dépréciation considérable, puisque l'or a été

un moment à 286, et surtout les brusques variations occasionnées par les événements politiques : 2° le système connu sous le nom d'*inflation*, gonflement, accroissement, émission à outrance du papier-monnaie. Pourquoi ? Le gouvernement réduisait sa dette consolidée et augmentait la dette résultant de l'émission de nouveau papier-monnaie, dette exigible, sauf que cette exigibilité était temporairement suspendue par le régime du cours forcé. Il y avait un parti d'*inflationists* qui poussait à cette combinaison dans son intérêt privé. Qui donc avait ainsi intérêt à l'accroissement du papier-monnaie, des *greenbacks*, et, par conséquent, à leur dépréciation ? Nous les connaissons : c'étaient des *débiteurs*, des gens qui, ayant acheté à crédit, profitaient de la hausse des prix résultant de cette dépréciation.

La France qui, dans le siècle dernier, avait été le théâtre des deux plus grands scandales financiers qui se puissent concevoir, la catastrophe du système de Law et celle des assignats, a fourni récemment le plus parfait modèle du cours forcé. A qui demanderait en effet dans quelles conditions doit être pratiqué le cours forcé afin de produire le moins de mal possible, on pourrait répondre : Regardez ce qui s'est fait en France de 1870 au 1er janvier 1878 ! Le cours forcé a été conduit conformément aux principes qui ont été établis ci-dessus, et on y a évité toutes les fautes qui ont été commises ailleurs. Cela peut se résumer dans les points suivants :

1° Le cours forcé a été irréprochable dans ses motifs : les besoins pressants de l'État qui a trouvé ainsi de l'argent à meilleur marché et plus promptement que par un emprunt ;

2° Le cours forcé ne s'est pas produit sous la forme de papier directement émis par l'État ou par une banque d'État, mais de billets émis par la Banque de France qui inspirait la plus absolue confiance ;

3° La nation a été persuadée, dès le premier jour, que le cours forcé serait ce qu'il doit être, une mesure temporaire, un régime dont on aurait hâte de sortir dès que les circonstances le permettraient ; et il faut reconnaître que l'État fit ce qu'il devait pour inspirer cette confiance, en portant et maintenant au budget une annuité considérable affectée au remboursement de sa dette envers la Banque de France ;

4° La circulation supplémentaire en billets ne fut pas trop grande, eu égard au développement de l'industrie et du commerce, et si l'on tient compte de la diminution au moins temporaire de notre stock métallique. Par l'effet des remboursements annuels faits à la Banque de France, il est arrivé que la circulation des billets diminuait au fur et à mesure que notre stock métallique se reconstituait ;

5° La France est sortie glorieusement du cours forcé. La Banque de France a été intégralement remboursée au mois de mars 1879 de ses avances, qui s'étaient élevées à 1,470 millions. Il avait été convenu que le cours forcé cesserait dès que ces avances ne dépasseraient plus 300

millions, et ce résultat fut obtenu le 1er janvier 1878. Mais depuis trois ans le cours forcé n'existait plus que de nom.

Ainsi la France a été envers ses créanciers, auxquels elle remettait des billets de banque à cours forcé, le plus loyal et le plus scrupuleux des débiteurs. Elle leur a dit : « Je n'ai recours à ce régime que pour « subvenir aux premiers besoins. Pour subvenir aux besoins ultérieurs, « pour vous rembourser, j'émettrai des emprunts, j'accroîtrai les im- « pôts. Dès à présent une annuité de 200 millions est portée au budget « en votre faveur. Les emprunts réalisés à l'intérieur feront rentrer les « billets, qu'on annulera ; les emprunts extérieurs nous ramèneront « des espèces métalliques ». Il faut ajouter que le pays, dès qu'il a pu respirer, s'est remis courageusement au travail, a exporté des marchandises et s'est rendu le change favorable, c'est-à-dire a rappelé l'or qui était parti.

La France a échappé à la dépréciation du billet de banque à cours forcé et à l'isolement économique qui en est la conséquence. Jamais le billet de banque n'a été déprécié par l'une des deux causes que nous connaissons, surabondance dans l'émission ou discrédit. A un moment donné, l'or a fait prime par suite de demandes extraordinaires, en vue du payement de l'indemnité de guerre ; mais cela n'a duré qu'un moment, et on a très bien caractérisé cette situation passagère en disant que ce n'était pas le billet qui baissait, mais l'or qui haussait. La France n'a pas connu ce trouble profond dans l'ordre économique qui peut se résumer dans ces deux mots : *confusion* et *incertitude*, confusion dans la langue économique par suite de l'incertitude des prix. Nous n'avons pas vu les affaires rendues impossibles avec l'étranger, stipulant des payements en or et au comptant, tandis que l'or qui reste dans le pays est thésaurisé, chacun employant le plus possible un papier déprécié dont on se défait le plus qu'on peut.

CHAPITRE LXVIII.

La Bourse. — L'usage et l'abus du crédit. — Le commerce, la spéculation et l'agiotage. — Notions générales sur les opérations de Bourse.

Le rapport de ce chapitre avec les précédents est manifeste. Nous venons de parler du crédit, des titres de crédit, de l'organisation du crédit, c'est-à-dire des moyens d'activer la circulation des capitaux en facilitant le transfert des titres qui les représentent. Dans ce but, on leur a créé un *marché réel* particulier, les bourses de commerce, où se donnent rendez-vous tous ceux qui veulent vendre ou acheter des ti-

tres, et, plus généralement, faire subir à leur fortune quelque transformation se réduisant à un échange dont les objets sont la monnaie, les titres et les marchandises ; car les bourses de commerce sont aussi le marché pour la vente en gros des marchandises. La vente et l'achat des marchandises et des titres peuvent présenter trois caractères différents ; ce peut être affaire de commerce, de spéculation ou d'agiotage.

Le commerce, l'industrie commerciale proprement dite, a pour objet essentiel de servir d'intermédiaire entre le consommateur et le producteur, alors surtout que ces rapports seraient très difficiles pour chacun individuellement, comme, par exemple, d'acheter le blé là où il abonde et, par conséquent, est à bon marché, pour le revendre là où il est rare et, par conséquent, cher. De là un bénéfice légitime pour peines et soins, pour l'intérêt du capital engagé et pour les risques de l'opération. Les gains faits dans le commerce sont, de leur nature, réguliers quand on connaît les besoins du marché qu'on approvisionne ; ils sont modérés par l'effet de la concurrence.

On peut concevoir une opération plus aventureuse et plus fructueuse si elle réussit. Le blé se vend 20 francs l'hectolitre. Par suite d'informations plus ou moins exactes sur les approvisionnements et sur l'état des récoltes soit dans le pays qui importe des blés, soit dans le pays de provenance, je pense que le blé se vendra, dans trois mois, 23 francs l'hectolitre. Je vous achète aujourd'hui à 20 francs prix courant, 10,000 hectolitres de blé livrables dans trois mois. Si mes prévisions se réalisent, je fais un bénéfice exceptionnel de 30,000 francs, puisque vous êtes obligé de me livrer pour 20 francs l'hectolitre du blé que je puis revendre immédiatement 23 francs. J'ai pu, au contraire, prévoir la baisse, c'est-à-dire que le blé qui se vend aujourd'hui 20 francs ne se vendra plus que 18 francs dans trois mois : je vous propose donc de vous vendre, livrables dans trois mois, à 20 francs prix actuel, 10,000 hectolitres de blé. Si mes prévisions se réalisent, je ferai un bénéfice de 2 francs par hectolitres, soit 20,000 francs, puisque vous me payerez 20 francs du blé qui vaut 18 francs sur le marché où je puis me le procurer à ce prix pour exécuter mon marché. On comprend ce qui arrivera si je me suis trompé dans mes prévisions, si la hausse ou la baisse que j'ai prévues se tournent en baisse ou en hausse. Il n'y a plus là de simples mécomptes, comme dans le commerce proprement dit ; ce sont des coups de fortune ou la ruine. Un peu de spéculation est inséparable du commerce ordinaire qui est soumis à ces variations de prix ; mais il y a loin de là à faire de la spéculation le principal objet de ces opérations.

Qu'est-ce enfin que l'agiotage ? Réduisons le marché précédent à ces termes : suivant que les prévisions de l'un ou de l'autre se réaliseront, il y aura perte ou gain de tant par hectolitre de blé ! Eh bien, convenons que le blé ne sera pas livré, que *tout se réglera par une différence*,

c'est-à-dire par une somme que l'un des deux payera à l'autre. — Que, dans le commerce et dans la spéculation sérieuse, il puisse arriver que faute par le vendeur de livrer la chose, il soit condamné à payer cette différence, à titre de dommages-intérêts, rien de mieux; mais ce qui caractérise la convention dont il s'agit, c'est que tout se borne là; l'objet du contrat est conséquemment le payement d'une différence. Voilà l'agiotage.

Le commerce est bon; la spéculation peut avoir du bon, et contribuer à approvisionner largement le marché; mais l'agiotage est toujours mauvais. C'est un contrat dans lequel il y a toujours quelqu'un qui perd et qui perd juste ce que l'autre gagne; exactement comme dans le jeu. L'agiotage c'est simplement le pari, un pari portant sur les variations que peut éprouver le prix d'une marchandise dans un délai déterminé. La spéculation fait arriver des marchandises sur le marché; mais l'agiotage ne remue pas un grain de blé. Comme les approvisionnements seraient assurés s'il n'y avait que des commerçants de cette espèce, n'ayant ni navires pour aller chercher le blé, ni magasins pour le recevoir, ni argent pour le payer, car, en supposant que ce soient des joueurs loyaux, il leur suffit d'avoir de quoi payer les différences!

Les ventes et achats de titres peuvent présenter les différents aspects que je viens de signaler à propos des marchandises. Il y a même ici des nuances particulières. Ce sont surtout les valeurs industrielles, actions et obligations, les titres d'emprunts publics, qui prêtent à l'agiotage, grâce à la mobilité, à l'impressionnabilité du marché et, ajoutons, aux manœuvres frauduleuses par lesquelles on peut faire varier subitement les valeurs en faisant naître la crainte ou l'espérance. *Un coup de Bourse* est si vite fait! Il y a entre les titres et les marchandises cette différence que les marchandises ne comportent guère qu'un nombre limité de ventes et d'achats, après quoi elle arrivent aux consommateurs et elles sont effectivement consommées. Il en est autrement des titres, surtout des titres au porteur qui peuvent changer indéfiniment de mains en peu de temps. Aussi, en style de Bourse, la création de titres de crédit s'appelle-t-elle *mobilisation*, parce que c'est en effet le moyen de rendre très mobile, facilement transmissible, toute espèce de capital. La transmission de propriété d'une terre ou d'une maison, tant entre les parties qu'à l'égard des tiers, est encore une chose assez compliquée; mais que cet immeuble appartienne à une société anonyme par actions, à titre d'apport ou par suite d'une acquisition ultérieure, chaque actionnaire est copropriétaire de cette maison ou de ce champ et on sait avec quelle facilité il peut céder cette propriété. C'est en ce sens qu'on à dit: « Le crédit est la transformation des capitaux fixes ou engagés « en capitaux circulants ou dégagés [1]. » Ce n'est pas précisément le cré-

1. Cieszkowski, *Du crédit et de la circulation.*

dit, c'est la création de certains titres de crédit qui fait cela. La lettre de gage est la mobilisation de la propriété foncière, le monnayage de la terre.

Appliquant donc aux transactions sur les titres les distinctions relatives aux achats et ventes de marchandises, et tenant compte des différences que je viens de signaler, on pourrait dire que le commerce des titres est nécessairement mêlé de spéculation, et que l'agiotage sur les titres conduit souvent à des manœuvres frauduleuses. — Nous avons vu comment un banquier ou un syndicat de banquiers, un grand établissement financier, peut soumissionner un emprunt, c'est-à-dire acheter les titres de cet emprunt en gros pour les revendre en détail. Il n'y a certainement rien à redire à cela, mais qui ne voit que ce commerce rentre tout à fait dans le domaine de la spéculation par l'incertitude de la valeur qui en est l'objet, par les chances extraordinaires de gain ou de perte qu'il présente, par les dimensions de l'entreprise ?

L'agiotage sur les titres a d'abord ceci de particulier : tandis que les commerçants de profession agiotent seuls sur les marchandises, le plus petit capitaliste se mêle d'agioter sur les titres, de jouer à la Bourse. On trouve là une foule d'intermédiaires dont le rôle, avec l'autorisation du gouvernement, est de pousser à ce genre d'affaires. On peut acheter un titre de rente sur l'État comme placement, pour s'en faire un revenu dont on vivra. On peut spéculer sur la rente comme sur le blé, en achetant ou vendant à terme suivant que l'on croit à la hausse ou à la baisse. On peut enfin convenir expressément que le résultat de cette convention se réglera par le payement d'une différence à la charge de celui qui s'est trompé dans ses prévisions. Voilà l'agiotage. Nous avons vu, au chapitre LXV, l'agiotage organisé en vue de lancer une affaire. Ce qui caractérise l'agiotage, c'est qu'il consiste à créer, non pas des valeurs, mais des prix. Il en résulte une stérile circulation des capitaux. Cela fait songer à un pays où l'on verrait une active circulation de wagons, voitures, bateaux à vapeur ; mais tout cela ne transporterait rien, personne.

Tous les économistes sont d'accord pour condamner l'agiotage. Les financiers qui prennent sa défense ne font en réalité que plaider les circonstances atténuantes : le remède est difficile à trouver ; comment prévenir l'abus sans porter atteinte à l'usage d'un droit ? Et puis, l'État maintient le privilège d'intermédiaires qui touchent des millions de courtage et qui ne gagneraient pas de quoi boire de l'eau, si on ne jouait pas à la Bourse. Les intermédiaires ont horreur des titres classés, c'est-à-dire parvenus aux mains de ceux qui veulent les garder. Le triomphe des intermédiaires, ce sont les grands déclassements de titres.

Il n'y a rien de particulier à dire sur les opérations au comptant. Quand on parle d'opérations de Bourse, on entend généralement par là

les marchés à terme[2], ce qui comprend les *marchés fermes* et les *marchés à prime*.

I. — Les marchés fermes consistent à vendre une valeur dont la livraison contre espèces doit avoir lieu à une époque déterminée qu'on désigne sous le nom de *liquidation*. On a adopté des époques régulières, le 15 et le 30 de chaque mois. Or, il arrive très fréquemment, à chaque liquidation, que les parties engagées dans une opération désirent ne pas la liquider et la proroger à une autre liquidation. Si les parties s'entendent pour liquider ou proroger, rien de mieux ; mais si c'est le vendeur qui, à la liquidation du 30 janvier, par exemple, n'est pas disposé à livrer des titres qu'il n'a pas et qu'il ne se soucie pas d'acheter, ou l'acheteur qui n'est pas disposé à prendre livraison des titres en les payant parce qu'il n'a pas d'argent et ne se soucie pas de s'en procurer en vendant des titres qu'il possède, comment fera-t-on ? 1° Le premier, le vendeur dépourvu de titres, s'adressera à un détenteur de l'espèce de titres qu'il a vendus et qu'il faut livrer, et lui demandera de les lui prêter pour un mois, jusqu'à fin février. Ce prêt se fera dans la forme que voici : il achètera ces titres comptant et les revendra à terme, fin février, pour un prix inférieur. Cette différence de prix constituera le loyer des titres mis temporairement à sa disposition, et porte le nom de *déport*. Celui qui emprunte ainsi des titres est le *déporté*, on dit qu'il se fait déporter. De celui qui prête les titres, on dit qu'il *déporte* ; 2° Le second, l'acheteur sans argent, empruntera en donnant des titres en gage, et ce prêt sur gage se réalisera ainsi : il vendra au comptant au capitaliste qui lui en remettra immédiatement le prix des titres qu'il rachètera à terme, fin février. Cette différence entre le prix au comptant et le prix plus élevé à terme représente l'intérêt du prêt. Cette différence, cet intérêt s'appelle *report* ; l'acheteur se fait *reporter*, le capitaliste *reporte*.

Que signifie le report ? Cette opération se rattache à une spéculation à la hausse, qui est la forme ordinaire de la spéculation. Celui qui achète, par exemple, du 3 pour cent à 87 francs, livrable fin janvier, espère qu'à ce moment la rente vaudra 88, et que pour 87 francs il obtiendra un titre valant 88 ; mais voilà que, à la liquidation du 30 janvier, le 3 pour cent est resté à 87 ; il ne se soucie pas d'acheter purement et simplement 87 fr. ce qui vaut 87 fr., de vendre des titres qu'il possède pour faire de l'argent alors que ces titres ne sont pas très demandés puisqu'ils ne sont pas en hausse ; il espère que ce résultat se produira à une autre liquidation, et il préfère emprunter de l'argent à un intérêt qui est loin d'être équivalent au gain qu'il espère réaliser, On voit par là même que le report est indice qu'il y a sur le marché

2. La loi du 28 mars 1885 a consacré la validité des marchés à terme et a restreint dans les plus étroites limites la faculté pour les parties d'opposer l'exception de jeu. V. P. Lacoste, *Explication de la loi du 28 mars 1885*.

excès de titres et demande d'argent. Le déport indique une situation contraire, à savoir qu'il y a demande de titres et que l'argent est offert.

II. — Dans le marché à prime, l'acheteur se réserve le droit d'annuler son marché à une époque fixée d'avance, moyennant l'abandon au profit du vendeur d'une indemnité appelée *prime*. L'acheteur renonce au marché par l'*abandon de la prime*, ou bien on dit qu'*il lève*. Si, au moment fixé pour la *réponse des primes*, l'acheteur se tait, la prime est considérée comme abandonnée. A Paris, il est d'usage de ne faire que des marchés à prime dans lesquels l'acheteur seul a le droit d'abandon. A Londres, le vendeur peut aussi se réserver le droit d'annuler l'affaire par l'abandon d'une prime : *la prime pour livrer*.

Il est évident que le marché à prime est bien plus que le marché ferme un signe d'agiotage ; cette prime n'est autre chose qu'une *différence* évaluée à l'avance, un forfait.

J'ai dit que la Bourse est aussi le marché pour la vente en gros des marchandises. Celles-ci peuvent être, comme les titres, l'objet d'opérations au comptant ou à terme. Les marchandises qui font l'objet d'opérations au comptant sont placées dans des entrepôts où elles restent provisoirement affranchies du droit de douane et d'octroi, et elles sont désignées dans cet état sous le nom de *disponible*. Quant aux opérations à terme sur les marchandises, nous retrouvons la même distinction que pour les titres : marchés fermes et marchés à prime.

Dans le marché ferme, la marchandise est généralement livrable fin de mois, quelquefois fin d'année. En matière de marchés fermes sur les titres, l'acheteur a la faculté, sauf convention contraire, de réclamer du vendeur, à toute époque antérieure à la liquidation, la livraison contre espèces des titres négociés : c'est ce qu'on appelle escompte. Ici, c'est l'acheteur qui est à la disposition du vendeur, lequel peut offrir la marchandise avant l'expiration du délai fixé, lequel n'est considéré que comme un maximum. Le vendeur remet à l'acheteur un ordre de livraison appelé *filière*, transmissible par la voie de l'endossement. Cette marchandise qui a été probablement l'objet d'une série de spéculations, peut être ainsi immédiatement transmise à tous ceux qui y ont participé. C'est sur les huiles, les trois-six, les farines, les sucres, que se font les opérations les plus importantes.

Le marché à prime sur les marchandises offre des combinaisons plus variées que le marché à prime sur les rentes : 1° Il y a : Le marché à *prime directe*, dans lequel l'acheteur paie la prime à la condition d'avoir le droit de lever à sa guise la marchandise à prix débattu. C'est l'équivalent de la prime ordinaire *pour lever* en matière de rentes ; 2° La *prime indirecte* correspond à la *prime pour livrer* : c'est le vendeur qui se réserve le droit de ne pas livrer la marchandise ; 3° Dans le marché *à double prime*, celui qui paye la prime a le droit de livrer la marchandise ou d'en prendre livraison à son choix. Ce marché est usité, à Londres, pour les rentes et s'appelle option.

On ne saurait se dissimuler que la Bourse est un peu organisée comme une maison de jeu où on doit jouer gros jeu. Que les marchandises n'y soient traitées qu'en gros, rien de plus naturel ; mais on a pris soin qu'il en fût de même pour les titres. L'usage s'est introduit qu'il y aurait deux liquidations par mois : c'est un moyen de rendre les parties de jeu plus courtes et plus nombreuses. En outre, les maîtres de la maison, les agents de change, le *parquet*, ne s'occupent pas des petites négociations. Ils laissent cela à la Bourse libre, aux agents de change marrons, à la *coulisse* et aux coulissiers.

SECTION V

Le commerce extérieur. — Le change. — Les crises.

CHAPITRE LXIX

Le commerce extérieur. Y a-t-il une théorie du commerce extérieur ? — La balance du commerce. — Théorie des débouchés. — Le rapport entre les importations et les exportations.

Qu'est-ce que le commerce extérieur ? Y a-t-il une théorie particulière du commerce extérieur ? Les deux questions se tiennent ; car, suivant l'idée qu'on se fait du caractère et du but du commerce extérieur, on peut concevoir là-dessus des théories plus ou moins contraires à la véritable nature des choses. C'est ce qui est arrivé, comme nous allons le voir.

En réponse à la première question, nous ne saurions nous contenter de cette définition : le commerce extérieur est celui qu'un peuple entretient avec les autres peuples, comme le commerce intérieur est l'ensemble des relations commerciales entre les citoyens d'un même pays. Le commerce n'est autre chose que l'échange régularisé, organisé au moyen d'intermédiaires dont nous avons apprécié les services. Le commerce comporte une extension indéfinie à partir de l'époque d'isolement économique, dans laquelle il n'y a pas d'échange, par conséquent pas de commerce, jusqu'au moment où des relations d'échange des rapports commerciaux se sont établis entre tous les peuples de l'univers. Dans ce développement successif, quelle est la limite entre le commerce intérieur et le commerce extérieur ? Quel est le moment où on ne s'est plus borné à l'échange intérieur ? Sitôt qu'on est sorti de l'isolement

économique, des relations d'échange se sont naturellement établies entre tribus ou peuplades voisines habitant la même région, et l'effet de ces premiers rapports commerciaux a été une division du travail plus prononcée, la création d'un marché restreint où s'échangent les produits des diverses industries. Voilà le commerce intérieur. On échange les produits de l'industrie locale, industrie pastorale, agricole, manufacturière. Les rapports économiques de ce groupe peuvent être resserrés par l'union politique dans un intérêt de défense commune; mais la notion de commerce intérieur est une notion économique indépendante, en principe, des considérations politiques. Nous n'en sommes encore qu'à une nouvelle forme de l'isolement économique. Mais voici que de hardis trafiquants, bravant les dangers d'un long voyage sur terre ou sur mer, établissent des relations d'échanges avec d'autres groupes économiques habitant des régions inconnues dont le sol et le climat, le génie des habitants, se prêtent à des produits différents. Il ne s'agit plus seulement d'obtenir, par une meilleure division du travail, une plus grande abondance de produits agricoles ou manufacturés dès longtemps connus, mais de se procurer des choses qu'on est dans l'impossibilité de produire soi-même, des parfums, des épices, du sucre, du café, du thé. Voilà le commerce extérieur, son véritable domaine.

Sans doute, comme je viens de le dire, à la diversité des climats et des races se joint la diversité des conditions sociales et politiques, mais tout cela ne fait pas que, en principe, il y ait une théorie particulière du commerce extérieur. Opposer l'échange entre nations à l'échange entre individus est tout simplement un abus de langage; ce qu'on appelle échange entre nations n'est que l'échange entre individus de nationalités différentes. Mais de ce qu'on nie qu'il y ait une théorie particulière du commerce extérieur, il ne s'ensuit nullement que le commerce international ne présente pas certaines particularités relatives aux conditions dans lesquelles l'échange s'opère. C'est ce que je veux expliquer brièvement.

Je n'insisterai pas sur ce que les frais de transport peuvent être tels que l'échange international soit rendu impossible. Les frais de transport sont un élément du prix qui se rencontre aussi dans le commerce intérieur. Il faut d'ailleurs, quant aux frais de transport, distinguer entre les denrées pour lesquelles un pays a un monopole naturel, et celles qui peuvent être produites par les deux pays entre lesquels nous supposons des relations d'échange. J'ai supposé en effet, pour établir la distinction rationnelle entre le commerce extérieur et le commerce intérieur, que l'échange extérieur intervient afin d'obtenir des denrées que l'un des deux pays est dans l'impossibilité de produire; mais s'il n'en est point ainsi, et si deux pays produisent du drap, de la toile, du blé, il pourra néanmoins se faire que l'un des deux reçoive en

échange quelqu'un de ces produits, soit parce que sa propre production est insuffisante, soit parce que l'autre le produit à meilleur marché, deux raisons qui se confondent jusqu'à un certain point, car bien souvent on pourrait avec plus de capitaux et plus de travail obtenir une production suffisante. On importe donc un objet non seulement parce qu'on est dans l'impossibilité de le produire soi-même, mais aussi parce qu'il coûte moins à importer qu'à fabriquer. Examinons de plus près comment les choses se passent dans ces deux cas de l'échange international.

Si deux pays échangent deux produits pour la fabrication desquels chacun d'eux ou l'un d'eux a un monopole naturel, la loi unique de cet échange et des conditions auxquelles il s'accomplira, sera la loi de l'offre et de la demande, le désir plus ou moins grand de consommer l'un ou l'autre produit. Je veux dire par là que le coût de production n'entrera pas en ligne de compte. Si les deux produits sont le vin et le café et que le pays producteur du café se soucie médiocrement de boire du vin, tandis que le pays producteur de vin soit grand consommateur de café, le premier produira peu de café pour l'exportation et l'échangera contre une quantité relativement considérable de vin. Nous retrouvons là un principe général que nous avons établi, au chapitre LVI, en parlant des lois qui président à la fixation des prix : lorsqu'il y a monopole au profit du producteur, le prix est uniquement réglé par la demande et celui qui jouit du monopole n'est limité dans ses prétentions que par la crainte de voir la demande diminuer ou même s'évanouir. Ici toutefois l'abus du monopole peut être tempéré de deux manières : 1° Le pays producteur du vin ira le vendre dans quelque lieu où la demande en sera faite et où on le payera à un prix plus élevé, et il exportera dans le pays producteur de café quelque objet plus à sa convenance ; 2° Le pays producteur de vin pourra encore exporter dans l'autre des capitaux et du travail qu'il appliquera à une production plus abondante du café. Seulement il faut tenir compte ici d'un caractère distinctif du commerce extérieur : c'est que les capitaux ne s'aventurent pas facilement dans un pays étranger, lointain. Il en est autrement de deux pays limitrophes où on retrouve à peu près les mêmes conditions sociales. Entre la France, la Belgique et la Suisse, les hommes et les capitaux se déplacent facilement ; aussi, au point de vue des lois naturelles de l'échange, on ne trouve pas là une différence essentielle entre le commerce extérieur et le commerce intérieur, tandis que pour déterminer le capital et le travail à une émigration lointaine, il faut la perspective d'un bénéfice considérable.

Je passe à la seconde hypothèse, qui est la plus générale, la plus pratique, celle où les deux pays entre lesquels existent des relations commerciales, échangent des objets qu'ils pourraient produire, mais dans des conditions économiques différentes. Ici la loi du coût de pro-

duction reprend son empire, mais il faut l'entendre dans un sens relatif, et voici comment. La France et la Hollande fabriquent l'une et l'autre des soieries et de la toile dans les conditions suivantes: en France avec une quantité de capital et de travail que j'évalue à 1,000 francs on fabrique quatre pièces de soieries ou douze pièces de toile, tandis qu'en Hollande, avec même dépense on fabrique deux pièces de soieries et quinze pièces de toile. Dans ces conditions-là, il y a avantage évident pour les deux pays à s'adonner exclusivement l'un à la fabrication de la soie, l'autre à la fabrication de la toile. La France, au lieu d'employer un capital de 1.000 francs à fabriquer douze pièces de toile, fabriquera quatre pièces de soie qu'elle échangera en Hollande contre trente pièces de toile, et la Hollande, au lieu d'employer 1,000 francs à fabriquer deux pièces de soie, fabriquera quinze pièces de toile qu'elle échangera en France contre cinq pièces de soie. Je néglige les frais de transport qui sont, dans l'espèce, peu de chose, eu égard à la faible distance et à la grande valeur intrinsèque des marchandises. Ces mêmes prix de transport peuvent, au contraire, devenir un obstacle à l'échange, s'il s'agit de marchandises encombrantes et de peu de valeur intrinsèque. Dans l'exemple ci-dessus, j'ai dit que l'intérêt de la France à fabriquer des soieries plutôt que de la toile est évident, parce que la toile est plus chèrement produite en France qu'en Hollande; mais elle y aurait encore intérêt même si elle produisait la toile à meilleur marché qu'en Hollande, tout en conservant la supériorité dans la fabrication des soiries. Ne changeons en effet qu'un des quatre termes de l'exemple précédent : la France avec 1.000 francs de dépense produit vingt pièces de toile tandis que la Hollande ne produit que quinze pièces. La France au lieu d'employer 1,000 francs à fabriquer vingt pièces de toile, fera bien de fabriquer quatre pièces de soieries avec lesquelles elle se procurera en Hollande trente pièces de toile. Ce n'est donc pas le coût absolu de production qu'il faut considérer, mais le coût relatif; c'est-à-dire qu'une nation, bien que produisant deux objets à meilleur marché qu'une autre, peut entrer en relations d'échange pour l'un d'eux seulement, pour celui qu'elle produit dans les conditions les plus avantageuses.

Ainsi, dans la dernière hypothèse, la France exportera encore des soieries en Hollande, mais à quel prix ? Contre quelle quantité de toile les échangera-t-elle ? Il faut que cet échange s'opère dans des conditions avantageuses aux deux pays. Or, si le marchand hollandais disait au marchand français : « En France, quatre pièces de soie s'échangent « contre vingt pièces de toile, je vais donc vous donner vingt pièces « de toile contre vos quatre pièces de soie », le marchand français serait en droit de lui répondre : « A ce compte, je n'aurai aucun intérêt « à venir me pourvoir de toile en Hollande, et je suis aussi bien fondé « à vous demander, en échange de mes quatre pièces de soieries,

« trente pièces de toile, car, en Hollande, trente pièces de toile coûtent « autant que quatre pièces de soieries. » Que faut-il donc faire, pour que l'échange ait lieu à l'avantage des deux pays ? Que les quatre pièces de soieries françaises s'échangent contre plus de vingt et moins de trente pièces de toile en Hollande ; et suivant que ce sera contre vingt-quatre, vingt-six ou vingt-cinq, par exemple, l'avantage le plus grand sera pour la Hollande, pour la France, ou égal pour les deux. Maintenant, à quel chiffre s'arrêtera-t-on ? Cela dépendra de la demande plus ou moins considérable que fera chaque pays de l'une ou de l'autre marchandise.

Je ne pousserai pas plus loin cette analyse des conditions dans lesquelles s'opéreront ces échanges internationaux ; mais ce que je veux en conclure, c'est qu'il n'en résulte nullement qu'il y ait une théorie particulière du commerce extérieur, et cela pour deux raisons : 1° nous ne retrouvons là que des lois bien connues sur la valeur et l'échange, avec les modifications qu'elles comportent en vertu d'autres lois secondaires ; 2° les particularités que je viens de signaler se présentent s'il s'agit de l'échange entre deux individus ou entre deux régions voisines dépendant de la même souveraineté.

Mais, si la science ne reconnaît pas une théorie particulière du commerce extérieur, on est bien forcé de reconnaître que des doctrines erronées se sont produites, cause et effet à la fois de pratiques funestes. Les peuples n'ont été d'abord en contact que par la guerre : l'étranger, même en temps de paix, c'était l'ennemi ; la paix n'était qu'une trêve ; le butin fait sur l'ennemi était considéré comme le plus légitime et le plus noble mode d'acquisition des richesses. Le commerce extérieur s'est empreint, dès l'origine, de ces mœurs barbares ; ce n'était qu'un moyen de dépouiller pacifiquement l'étranger. Sans parler des ruses, des tromperies, des violences qui en étaient inséparables, et pour ne tenir compte que de ce qui était regardé comme la forme la plus adoucie de la spoliation, on arriva à se dire que, l'or étant la richesse par excellence, chaque nation devait viser à attirer autant que possible à elle l'or des autres nations en lui vendant plus qu'elle n'en achetait. Cela fut plus ou moins savamment formulé en théorie ; c'est la fameuse théorie de la *balance du commerce*. Cette balance était le résultat de la comparaison des échanges d'une nation avec les autres, et on disait que cette balance était favorable à une nation lorsque, ayant plus exporté qu'elle n'avait importé, elle avait à recevoir un solde en argent de l'étranger ; cette balance annonçait au contraire une perte, lorsque, ayant plus importé qu'elle n'avait exporté, elle devait payer à l'étranger la différence en argent.

Cette théorie de la balance du commerce était le résultat d'une double erreur : 1° on croyait que la richesse d'une nation dépendait de l'abondance de métaux précieux qu'elle possédait ; 2° on croyait que l'inter-

vention de la monnaie dans les échanges en altérait la nature. Nous avons suffisamment démontré que l'or n'est pas la richesse ; insistons sur cette autre vérité que l'intervention de la monnaie comme instrument commode des échanges n'empêche pas que les produits ne s'échangent toujours contre les produits.

Bien que nous sachions que le soleil est à peu près immobile et que c'est la terre qui est emportée par un double mouvement de rotation sur elle-même et de translation autour du soleil, nous disons : le soleil se lève, se couche ; mais nous distinguons le mouvement réel et le mouvement apparent. L'intervention de la monnaie dans les échanges, c'est le mouvement apparent ; mais le mouvement réel, c'est que les produits s'échangent contre des produits. Quand un laboureur achète un vêtement, il donne en réalité en échange le blé qu'il a produit : qu'importe en effet qu'il donne le blé au tailleur, ou qu'il le vende au marchand de blé en échange d'une somme d'argent qu'il remet au tailleur ; ce n'est là qu'un circuit commode. La chose n'est pas moins évidente si on considère la somme des échanges internationaux. Avec quoi la Russie payera-t-elle les objets manufacturés et les vins qu'elle tire d'Angleterre et de France ? Avec du blé, des cuirs, des goudrons.

Dans notre état économique fondé sur la division du travail, chaque producteur travaille pour le marché où il compte trouver des gens auxquels il cédera ses produits contre d'autres produits. C'est la grande question de l'*écoulement* des produits, des *débouchements*, comme on disait autrefois, des *débouchés*. Le débouché, c'est l'extrémité, l'issue, ce à quoi on aboutit. Le débouché d'un produit, c'est un autre produit contre lequel il s'échange, et réciproquement : ils ont été créés pour cela. Un artisan fabrique cent paires de chaussures dans l'année ; il se dit : J'en garderai dix paires pour moi et ma famille, que ferai-je du reste ? J'en donnerai tant au tailleur, tant au boulanger, tant au boucher, etc. Si au lieu de leur donner directement des chaussures, il leur donne de l'argent, c'est qu'il a d'abord échangé ces chaussures contre de l'argent. En somme, il n'y a jamais qu'un échange de produits et de services, malgré l'intervention de la monnaie qui facilite l'échange en le décomposant en deux opérations qui peuvent s'accomplir à des moments et dans des lieux différents, et le crédit permet d'échanger des produits et des services présents contre des produits et des services futurs. Chaque produit servant de débouché à un autre produit, plus il y a de produits différents, plus facilement chaque producteur trouve un débouché pour son produit. De là la solidarité de toutes les industries, de tous les producteurs ; chacun est intéressé à être entouré de gens riches, c'est-à-dire pouvant disposer de beaucoup de produits et réclamer beaucoup de services, parce qu'il en résultera d'autant plus de débouchés pour les produits que chacun peut créer, pour les services qu'il peut rendre.

Telle est la *théorie des débouchés* qu'il faut opposer à la fausse théorie de la balance du commerce. La véritable balance du commerce consiste en ce qu'une nation paye ses importations avec ses exportations. Seulement il peut arriver qu'une nation tire certains produits d'un pays qui, en échange, ne veut pas de marchandises, mais de l'argent. Cela a été ainsi, à un moment donné, dans les relations commerciales entre la Chine et les nations européennes : ainsi l'Angleterre en échange du thé ne pouvait donner à la Chine que de l'argent ; ce n'était pas moins avec sa coutellerie de Sheffield, ses tissus de laine ou de coton qu'elle payait ce thé, mais elle devait d'abord transformer ces marchandises en argent sur divers points du marché universel. Voici ce qui peut encore arriver. La France paye avec ses vins les blés qu'elle tire de la Russie. Une mauvaise récolte force la France à demander à la Russie du blé pour une valeur supérieure à celle du vin que la Russie consomme ; la France aura un complément à solder en monnaie. Mais la France a fait probablement d'un autre côté, ou fera l'année suivante des exportations plus abondantes et l'équilibre se rétablira. Les nations sont entre elles comme des négociants qui sont en compte courant : c'est tantôt l'un, tantôt l'autre qui est en avance, et il est possible que le débit et le crédit se balancent exactement à chaque moment.

La vieille erreur de la balance du commerce n'est pas complètement morte, tant s'en faut. Nous la retrouvons aujourd'hui dans l'idée étrange qu'on se fait des avantages que procure aux nations le commerce extérieur. D'après l'analyse que j'en ai faite ci-dessus, il semble que les avantages soient réciproques et que, à bien prendre les choses, la nation qui importe des produits qu'elle ne peut pas fabriquer ou qu'elle ne peut fabriquer que chèrement, est celle qui en retire le produit le plus net. Beaucoup de gens ne l'entendent point ainsi, et ils se demandent tout d'abord si l'on n'a pas plus importé qu'exporté. Un peuple qui importe plus qu'il n'exporte est en train de se ruiner, dit-on, comme un prodigue qui entame son capital, qui mange son blé en herbe. Il importe d'insister sur ces jugements irréfléchis :

1° Quels sont les documents qui établissent cet excédent des importations sur les exportations ? Les tableaux officiels publiés par l'administration des douanes ; or, ces tableaux sont trompeurs, cela n'est pas contesté. En effet, le tableau des importations présente le prix des marchandises à leur arrivée en France, tandis que le tableau des exportations ne donne que le prix au départ, et un chargement coté 100,000 francs par la douane française représente une exportation de 180,000 quand il a été vendu au lieu de destination ;

2° Les tableaux de la douane ne sont pas seulement inexacts, ils sont incomplets : on ne saurait évaluer tout ce qui sort de France emporté par des millions de voyageurs sans passer par les mains de la douane ;

3° Ce sont les nations les plus riches, la France, l'Angleterre surtout, qui accusent cet excédent des importations, et elles sont si peu en train de se ruiner et de vivre sur leur capital, que ce capital s'accroît chaque année de 2 à 3 milliards pour la France, de 3 à 4 milliards pour l'Angleterre. On a fait justement remarquer que l'Angleterre prête de l'argent au monde entier, sous diverses formes, et que de ce chef elle a à l'étranger à percevoir un revenu de 65 millions sterling (1,625 millions de francs), d'où il résulte que, avant de pouvoir acheter pour 1 livre sterling de produits anglais, il faut que les pays étrangers payent avec leurs produits une valeur de 65 millions sterling [1]. Voilà donc des importations auxquelles ne correspond aucune exportation présente et dont on ne peut certes pas dire qu'elles soient onéreuses ;

4° Comment concevoir que les pays étrangers nous envoient toujours plus de leurs marchandises en prenant toujours moins des nôtres ? *A priori* la balance des exportations et des importations est un fait qui s'impose. On dit que nous comblons le déficit avec notre or ? Mais cela n'est pas soutenable ; il est possible qu'il en soit ainsi une année, vis-à vis d'une nation, mais à ce jeu-là que deviendrait notre stock métallique ? En treize années comprises entre 1863 et 1877, l'excédent des importations sur les exportations s'est élevé en Angleterre à plus de dix milliards !... Croit-on sérieusement que pendant ce temps l'Angleterre ait travaillé à perte ?

5° On reconnaît la prospérité croissante d'un pays à l'accroissement simultané de ses importations et de ses exportations qui constituent ensemble le mouvement de son commerce. Ainsi le tableau de notre commerce extérieur en 1878 porte en chiffre rond : 4,461 millions pour les importations, 3,370 millions pour les exportations ; il ne faut pas déduire le second ciffre du premier, et se lamenter sur cet excédent de 1,091 millions des importations sur les exportations ; il faut les ajouter et s'applaudir de ce total de ce chiffre de 7,831 millions qui prouve la vitalité de l'industrie française, le développement de la consommation intérieure.

Je viens de parler de la balance du commerce comme d'une théorie erronée du commerce extérieur. Nous verrons comment la balance du commerce a engendré le système protecteur qui est une autre théorie erronée du commerce extérieur.

J'ai signalé les avantages purement économiques que les peuples retirent du commerce extérieur. Il y a mieux que cela : c'est le commerce qui a civilisé le monde, qui a été le premier lien entre des nations ennemies. C'est dans l'intérêt du commerce qu'ont été créées les premières routes, qu'a été organisée la première police en vue d'assu-

1. Voir l'intéressant discours prononcé par M. Shaw-Lefèvre, président de la société de statistique de Londres, le 20 novembre 1878. (*Journal des Économistes* de mars 1879, page 361).

rer la sécurité des foires et des marchés. La solidarité qui résulte des relations commerciales est un gage de paix ; et un ministre anglais exprimait ainsi ses appréhensions à propos d'une guerre qu'il redoutait de voir éclater : « Je crains que le premier coup de canon qu'on « tirera ne tue un débiteur de l'Angleterre. »

CHAPITRE LXX

Du change. — Comment s'opère, dans le commerce international, le règlement des importations et des exportations. — Des opérations de change auxquelles a donné lieu le payement de l'indemnité de guerre à l'Allemagne.

Ce chapitre se rattache étroitement à celui qui précède, car il s'agit d'étudier le mécanisme à l'aide duquel s'opère, dans le commerce international, la compensation entre les importations et les exportations. C'est l'objet du commerce de *change*, qui est une branche du commerce de banque.

La monnaie est une marchandise, mais elle n'est pas destinée à satisfaire directement tel ou tel besoin ; aussi les nations les plus riches, celles qui ont la plus grande puissance productive, qui consomment abondamment toutes sortes de produits, n'emploient-elles proportionnellement qu'une faible quantité de monnaie. La monnaie est une richesse dont nous jouissons sans la voir, sans la toucher, pourvu qu'elle soit quelque part à notre disposition. Il faut encore considérer que, les monnaies de tous les pays étant fabriquées avec les mêmes métaux, sont facilement réductibles entre elles. Avec cela nous avons tous les éléments du problème qu'il s'agit de résoudre.

Un négociant français vend du vin en Angleterre ; un autre y achète du charbon. Le vin de Bordeaux doit être bu à Londres ; le charbon anglais doit être consommé dans les usines de Bordeaux : il faudra donc nécessairement que les deux marchandises soient effectivement transportées, le vin en Angleterre, le charbon en France : le seul arrangement qu'on pourra prendre afin de réduire les frais de transport, c'est que le même navire qui aura porté le vin en Angleterre, en rapporte le charbon en France. Il en sera autrement des deux sommes d'argent qui représentent les deux prix de vente : il n'y aura aucun transport à faire. Si la double vente est intervenue entre les deux mêmes personnes, il y aura une compensation directe : le Français retiendra le prix du charbon qu'il doit en payement du vin qui lui est dû. Si ces deux marchés ont été conclus entre quatre personnes, au lieu de

deux, voici quelle sera la situation : le vendeur de vin français est créancier d'une somme de 10,000 francs qui se trouve dans les mains de son débiteur, l'acheteur de vin à Londres ; l'acheteur français de charbon est débiteur d'une somme de 10,000 francs qu'il tient, à Bordeaux, à la disposition de son créancier de Londres qui lui a vendu le charbon. C'est ici qu'intervient l'opération de change, la plus simple du monde, qui a pour but d'éteindre les deux dettes sans aucun transport d'argent. Le vendeur de vin, à Bordeaux, s'abouchera avec son voisin, l'acheteur de charbon, et lui dira : Vous avez 10,000 francs à payer à Londres, moi j'ai 10,000 francs à y recevoir ; donnez-moi ici, à Bordeaux, 10,000 francs, et je vous cède les 10,000 francs que j'ai à Londres, où vous les emploierez à payer votre créancier, le marchand de charbon. Voilà le *contrat de change*, ainsi nommé parce qu'il n'est en effet qu'un échange, l'échange de valeurs situées dans des lieux différents. J'échange avec vous les 10,000 francs que j'ai à ma disposition à Londres contre les 10,000 francs que vous me remettez ici. Nous savons que le contrat de change s'exécute par la lettre de change dont il a été question au chapitre LXI.

Maintenant généralisons et représentons-nous l'ensemble des transactions intervenues entre la France et l'Angleterre. Tous ceux qui ont expédié des marchandises de France en Angleterre tirent des lettres de change sur l'Angleterre, et réciproquement les expéditeurs d'Angleterre en France tirent des lettres de change sur la France, et alors tous ceux qui, en France, ont reçu des marchandises d'Angleterre, ont à y envoyer de l'argent, à y faire des *remises*, sont en quête de lettres de change tirées sur l'Angleterre pour les acheter et en toucher ou faire toucher le montant par leurs créanciers anglais. Il arrivera de deux choses l'une : ou bien les exportations et les importations se balancent, il y a autant d'argent à toucher en Angleterre par les négociants français, qu'il y a d'argent à toucher en France par les négociants anglais ; ou bien la France, par exemple, a expédié plus de marchandises en Angleterre que l'Angleterre n'en a expédié en France.

Dans le premier cas, l'ensemble des lettres de change tirées de France sur l'Angleterre se compense avec l'ensemble des lettres tirées d'Angleterre sur la France. Comment se réalisera cette compensation ? Par l'intermédiaire des banquiers français et anglais qui forment comme un grand *clearing-house* international, lequel se charge des règlements à faire entre les deux pays, règlement qui n'occasionnera, dans l'espèce, que de simples écritures, des échanges de lettres, et pour lequel le *clearing-house* ne percevra qu'un faible droit de commission. On comprend le service que rendent les banquiers : ce ne sont pas seulement des courtiers qui mettent en présence le créancier de l'Angleterre qui est disposé à tirer une lettre de change sur ce pays, et le débiteur de l'Angleterre qui est disposé à acheter cette même lettre ; les

banquiers font mieux que cela, ce sont des marchands qui achètent et revendent des lettres de change comme on fait de toute autre denrée.

Dans le second cas, il y aura plus de lettres de change tirées de France sur l'Angleterre qu'il n'y en a de tirées d'Angleterre sur la France, et alors les banquiers anglais auxquels un débiteur de la France demandera une lettre de change sur Paris, lui feront ce raisonnement : « Vous demandez une lettre de change sur Paris, c'est-à-« dire le moyen de toucher de l'argent à Paris ; apprécions l'étendue « du service que nous allons vous rendre. La France ne doit que 100 « millions à l'Angleterre, tandis que l'Angleterre lui doit 120 millions ; « toutes compensations faites, il restera dû 20 millions à faire pas-« ser de Londres à Paris ; il faut donc que tous ceux auxquels nous « remettons des lettres de change sur Paris, contribuent aux frais « qu'occasionnera l'envoi de ces métaux précieux.

Il importe de bien se rendre compte des différentes formules par lesquelles s'exprime cette situation commerciale :

1° Les lettres de change tirées de Paris sur Londres étant plus nombreuses que celles tirées de Londres sur Paris, les premières se négocient à perte, tandis que les secondes se négocient à prime ;

2° Et en effet, dans ces opérations de change, par qui le service est-il rendu ? Qui a droit à une prime ? A Londres, le service est rendu par le *tireur*, par celui qui donne une lettre de change sur Paris, ce qui est un moyen de faire passer de l'argent de Londres à Paris ; — à Paris, le service est rendu par le *preneur*, par celui qui y donne de l'argent contre une lettre de change sur Londres, car il met ainsi de l'argent à la disposition des commerçants français, lesquels toute compensation faite, ont un solde en argent à recevoir de l'Angleterre ;

3° Appliquant ici une terminologie empruntée à l'ancienne théorie de la balance du commerce, on dit que le change est favorable à la France, qui a un solde en argent à recevoir en argent, et, par contre, défavorable à l'Angleterre. La vérité est, conformément à l'analyse que nous venons d'en faire, que cette situation est : à Paris, favorable aux débiteurs de l'Angleterre, aux preneurs de lettres tirées sur l'Angleterre, défavorable aux créanciers qui tirent ces lettres de change ; — à Londres, favorable aux créanciers de la France qui tirent des lettres sur Paris, défavorable aux débiteurs qui achètent ces lettres.

Nous n'avons considéré que les rapports entre la France et l'Angleterre mais il faut porter nos regards plus loin si nous voulons avoir l'intelligence complète du phénomène du change. De ce que les comptes entre la France et l'Angleterre se règlent par un solde dont l'Angleterre est débitrice, ce n'est point une raison pour que, d'une manière absolue, le change soit contre l'Angleterre et que les lettres de change sur Paris se négocient à prime ; car Londres peut être créancier de la Hollande, par exemple, et ne sera plus dès lors dans la nécessité d'envoyer du

numéraire à Paris. De Londres on tirera des lettres de change sur Amsterdam et on les donnera en payement à la France. Ainsi, au point de vue qui nous occupe, pour chaque pays, tous les autres n'en font qu'un, et chaque pays n'aura jamais à exporter ou à importer de la monnaie que jusqu'à concurrence de la différence entre la valeur de ses importations de quelque pays que ce soit et la valeur de toutes les marchandises qu'elle y a exportées.

Ainsi un pays, en tant qu'il importe, se constitue débiteur de l'étranger et s'expose à voir son or passer à l'étranger ; mais il retient cet or en exportant, ce qui le constitue créancier, et les deux dettes se compensent jusqu'à due concurrence : l'or demeure immobile, comme en équilibre dans les deux pays.

Au point de vue du change, de la balance du commerce dans le sens qu'on donne aujourd'hui à ce mot, dans le sens de migration des métaux précieux d'un pays dans un autre, il y a quelque chose qui équivaut à une exportation de marchandises, c'est l'exportation des titres. Je m'explique. L'Amérique exporte du coton en Angleterre : voilà qui tend à faire passer l'or anglais en Amérique. D'autre part, l'Amérique contracte un emprunt en Angleterre ; elle crée des titres, des certificats d'emprunts qui sont placés en Angleterre ; voilà encore l'or anglais qui va passer en Amérique comme versement de l'emprunt souscrit. Evidemment ce sont là des opérations tout à fait différentes dans leurs résultats définitifs : l'emprunt sera remboursé, mais à long terme ; il agit, pour le moment, sur l'Amérique comme une exportation, sur l'Angleterre comme une importation, il fait affluer en Amérique l'or anglais. Une seule chose influe ici sur la balance en faveur de l'Angleterre, ce sont les payements des intérêts de l'emprunt.

Tel est le triple objet des grandes transactions internationales d'ordre économique : les marchandises, les titres, la monnaie. Ces trois formes de la richesse ont chacune leur caractère particulier au point de vue de la circulation. 1° Les marchandises, le vin, le blé, le coton sont d'un transport coûteux et inévitable ; mais elles n'accomplissent le plus souvent qu'un voyage, et si elles sont destinées à être réexportées, ce n'est qu'après avoir subi quelque transformation. Le coton venu d'Amérique en Angleterre ne voyage que sous forme de tissus ; 2° Les titres sont la marchandise qui voyage le plus facilement et à moins de frais. On peut, dans une lettre chargée, envoyer au bout du monde son titre d'emprunt ou une action qui transfère une part de propriété dans un chemin de fer, une usine, un champ, une mine. Nous verrons qu'ils ont une tendance à revenir dans le pays qui les a émis ; 3° L'or n'est pas, en somme, très difficile à transporter, mais il n'aime pas à voyager, et il ne voyage qu'à la dernière extrémité. Pourquoi, en effet, le ferait-on voyager ? Il peut si bien remplir son office, servir à faire des payements sans changer de place ! D'ailleurs chaque nation a pour son usage une

certaine quantité de numéraire appropriée à ses besoins, à ses habitudes commerciales, à son tempérament financier, et, prise en masse, elle n'a aucun intéret à s'imposer des sacrifices pour voir s'élever le niveau de sa richesse métallique. Il y a plus, et nous allons constater ici une loi économique remarquable qui tend à maintenir ce niveau constant. Nous pouvons nous représenter les différents pays comme ayant chacun, à l'état normal, un certain réservoir de monnaie dans lequel il puise pour les besoins de sa circulation, pour ses échanges à l'intérieur. Quant à l'extérieur, il est entendu que les échanges internationaux se règlent par des compensations, les importations se balançant avec les exportations. Voilà l'état normal. Supposons maintenant que cette balance se dérange, que l'Angleterre, par exemple, ayant plus importé qu'elle n'a exporté dans ses rapports avec la France soit débitrice d'un solde en espèces, et qu'en effet une partie de l'or de l'Angleterre, soit passé en France : immédiatement des forces économiques vont être mises en jeu qui tendront à rétablir l'équilibre. L'or, étant relativement raréfié en Angleterre, y a plus de valeur qu'en France où il abonde ; les prix baissent donc en Angleterre et s'élèvent en France, l'intérêt de l'argent s'élève en Angleterre tandis qu'il baisse en France. Voilà autant de raisons pour qu'il s'établisse un courant en sens contraire qui ramènera l'or en Angleterre. Les marchands français iront acheter en Angleterre où les prix sont bas ; les capitalistes français y porteront leur argent pour escompter à 6 pour cent des effets de commerce qui ne s'escomptent, en France, qu'à 4 pour cent.

Il ne faut pas croire que le moindre dérangement dans la balance du commerce, qui constitue, à un moment donné, une nation débitrice envers les autres d'un solde en argent, amène une crise. Avoir le change contre soi n'est pas nécessairement l'indice d'une mauvaise situation économique ; il faut encore rechercher la cause de cette situation. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, l'Angleterre prête de l'argent au monde entier ; cela ne prouve pas qu'elle se ruine, et elle a aussi l'avantage d'avoir le capital prêt partout pour quelque entreprise industrielle ou commerciale ; mais prêter ainsi, c'est importer des titres, et cela met le change contre la nation qui prête. L'Angleterre est comme un riche particulier qui doit toujours parce qu'il prête ou achète toujours. Peut-on comparer cette situation à celle d'une nation pauvre, besoigneuse et qui a, en même temps, le change contre elle ? On ne me donne aucune idée de la richesse de deux individus en me disant que l'un a des dettes et l'autre n'en a pas : qu'importe si le premier a un actif considérable, tandis que l'autre n'a rien ?

Nous avons dit que le contrat de change, dont la lettre de change est la constatation et le moyen d'exécution, est l'échange de deux sommes d'argent situées dans des lieux différents. Or, il en est, dans une très faible mesure, il est vrai, mais enfin il en est un peu de l'ar-

gent comme des autres denrées, dont la valeur, la puissance d'acquisition, dépendent du lieu où elles se trouvent, ce qui explique l'importance de l'industrie des transports. Eu égard à la quantité de métal précieux qu'elles contiennent, une certaine somme numérique de monnaie anglaise vaut, d'une façon abstraite, une certaine somme numérique de monnaie française, mais, à un moment donné, ces deux sommes peuvent avoir des valeurs différentes parce que la monnaie est plus recherchée dans un lieu que dans un autre. C'est précisément ce phénomène économique que nous venons d'analyser. Nous savons que le commerce du change est le commerce des effets payables à l'étranger et qu'il a pour but d'éviter le transport des espèces. Le cours du change est le prix auquel se fait l'opération, et ce prix est borné par les frais de transport et d'assurance, car au-delà ceux qui ont besoin d'avoir de l'argent à leur disposition quelque part, l'y feraient effectivement transporter. Acheter, à Paris, une lettre de change tirée sur Londres, équivaut à traiter avec un entrepreneur de transport auquel on remettrait une somme d'argent qu'il se chargerait de faire parvenir à Londres.

Voilà donc une première circonstance qui influe sur le cours du change: la situation respective des places de commerce en tant qu'elles sont respectivement créancière et débitrice l'une de l'autre.

Une autre circonstance qui influe sur le cours des changes, c'est l'existence d'un papier-monnaie déprécié. Quand j'achète à Paris une lettre de change sur Londres de 1 livre sterling, j'entends échanger 25 fr. 22 centimes contre 1 livre sterling ; mais si, à Londres, on doit me donner en payement une banknote d'une livre dépréciée et ne valant plus que 18 francs, au lieu de valoir en monnaie métallique 25 fr. 22 c., je ne payerai pas au banquier de Paris 25 fr. 22 c. pour une pareille lettre. La dépréciation du papier-monnaie a pour effet d'abaisser le cours du change sur toutes les places étrangères et de l'élever dans les villes soumises à ce régime ; en effet, recevant moins, dans le premier cas par suite de la dépréciation du papier-monnaie, je dois moins payer ; payant, dans le second cas, la lettre de change que j'achète avec un papier déprécié j'en dois donner davantage. Dans le premier cas, je ne donnerai, à Paris, que 18 francs d'une lettre de change de 1 livre sterling sur Londres ; au deuxième cas, si je prends à Londres une lettre de change sur Paris de 25 fr. 22 c., je devrais, payant en papier déprécié, en donner 1 livre et 5 ou 6 shellings.

L'existence d'une monnaie métallique dépréciée produirait des effets analogues à ceux d'une monnaie de papier dépréciée, car, dans le change, on ne se préoccupe pas de la valeur nominale, mais seulement de la valeur réelle métallique. On a beau dire que 4 pièces de 5 francs en argent valent une pièce d'or de 20 francs, cela n'est pas vrai dans le change international. Il est certain que si les compensations en papier étaient

impossibles entre Londres et Paris et qu'il fallût envoyer du numéraire à Londres, ce ne pourrait être que de l'or, et cela pour deux raisons : 1° parce que l'argent n'est pas monnaie légale en Angleterre ; 2° parce qu'il est déprécié, et qu'on ne pourrait le recevoir que comme lingot pour sa valeur commerciale. Si les cours du change ne portent pas trace de cette dépréciation, en ce qui concerne la France, c'est que l'on sait bien qu'il est très facile de s'y procurer de l'or. Il fut un temps où la situation était inverse ; l'argent était recherché, et les lettres de change tirées de Londres sur Paris se négociaient avec prime par ce seul fait qu'on espérait toucher en France le payement en argent.

Indépendamment de la dépréciation du papier et de la monnaie, le cours des changes est encore affecté, dans une légère mesure, par la simple différence des systèmes monétaires ; et plus les nations se rapprocheront de l'idéal de l'unité monétaire, plus les cours des changes se rapprocheront, toutes choses égales d'ailleurs, du prix de la monnaie réelle.

Toutes les circonstances qui sont de nature à accroître les risques, les frais de transport du numéraire, la difficulté des recouvrements, contribuent à élever le prix du change, car le service rendu a plus de valeur.

Nous avons dit que le commerce du change est le commerce des effets payables à l'étranger ; pourquoi ne s'appliquerait-il pas aux lettres de change tirées sur une ville de l'intérieur ? C'est qu'il faut opérer sur de grandes masses d'effets de commerce pour pouvoir parler d'un change favorable ou défavorable. D'ailleurs le banquier perçoit un droit de commission connu sous le nom de *perte de place* pour la fixation duquel on considère surtout les facilités du recouvrement, à savoir si l'effet est payable dans une place de commerce où il y a de vrais banquiers, notamment une succursale de la Banque de France. Le papier sur Paris est le plus recherché.

Jusqu'ici, en parlant d'effets de commerce achetés et vendus, nous n'avons pas tenu compte de l'échéance. Évidemment on en tiendra compte, mais c'est là un élément tout différent du cours des changes. Le correctif est bien simple : Si vous me donnez du papier sur Londres à trois mois, je vous escompte en réalité votre papier sur Londres. Il faudra encore tenir compte de la différence des taux de l'escompte à Paris et à Londres. Si l'escompte est à 3 pour cent à Paris et à 5 pour cent à Londres, en prenant une lettre à Paris sur Londres, je me ferai tenir compte de la différence de 3 à 5 ; c'est moi qui en ferais raison au banquier dans l'hypothèse inverse.

Les variations du cours du change sont indiquées par la côte de chaque jour ; d'une manière générale on dit que le change est bas, au pair ou élevé. En ne tenant compte que de la quantité d'or pur, la livre sterling vaut 25 fr. 22 c. Pour me procurer une livre sterling à Londres,

je devrai donner à Paris un peu moins, un peu plus, ou juste la valeur d'une livre sterling. Ces variations seront indiquées en disant que le change sur Londres est à 25 fr. 20 c., à 25 fr. 25 c., ou au pair, c'est-à-dire à 25 fr. 22 c. Ainsi la cote se borne à évaluer la livre sterling en francs, sans porter la valeur de la livre, qu'on suppose connue de tout le monde et qu'on appelle pour cela *le certain* ; on dit que l'Angleterre *donne le certain* et que la France *donne l'incertain*. Lorsque l'unité monétaire du pays qui donne le certain est trop faible, on prend pour certain un multiple, par exemple. 100 florins de Hollande pour coter le change avec Amsterdam. Le florin de Hollande valant 2 fr. 10 c., le pair du change entre Paris et Amsterdam est 210 francs.

Les opérations de change dont il a été question jusqu'ici constituent le *change direct*, c'est-à-dire dans lequel il n'y a que deux places engagées. Lorsque le blocus continental avait interrompu les rapports directs entre Paris et Londres, un banquier de Paris envoyait une lettre de change sur Amsterdam à son correspondant dans cette ville avec ordre de la convertir en papier sur Londres où on l'expédiait. C'est là le *change indirect*, plus spécialement appelé *arbitrage*. L'arbitrage lui-même est *simple*, si l'on n'emploie qu'une seule place comme intermédiaire, ou *composé* si l'on en emploie plusieurs.

Nous avons été témoins de la plus formidable opération de change qu'on ait jamais vue. Je n'en parle ici qu'au point de vue économique et financier. Au moment où devait s'effectuer le payement de l'indemnité de guerre à l'Allemagne, nous lui devions, en capital et intérêts, environ 8 milliards 300 millions. Pense-t-on qu'il soit sorti de France cette somme en espèces ? Comment aurions-nous suffi à nos propres besoins d'instruments d'échange ? Il est sorti tout au plus 500 millions en espèces métalliques françaises. Nous avons donné pour 298 millions de billets des Banques de France, de Prusse et de Belgique, et nous avons compensé jusqu'à concurrence de 325 millions avec l'indemnité due pour le chemin de fer de l'Est. Comment avons-nous payé les 4 milliards 177 millions restant dus ? Qu'on se représente, et cette fiction est assez conforme à la réalité, que toute cette affaire a été réglée par l'intermédiaire de deux banquiers, l'un de Paris, l'autre de Berlin. Le banquier de Paris aura dit au banquier de Berlin : « Je vais vous envoyer des lettres de change sur tous nos débiteurs de l'étranger jusqu'à concurrence de 4 milliards 177 millions. » C'est ce qui a eu lieu, et nous avons le chiffre exact des lettres tirées par la France sur ses débiteurs étrangers. Et quelles étaient ces créances sur l'étranger ? C'étaient : 1° tous les placements faits par les Français à l'étranger en fonds d'États et en valeurs industrielles, et provenant des bénéfices faits dans notre commerce extérieur ; 2° l'étranger avait souscrit nos grands emprunts et, à ce titre, il était notre débiteur ; 3° le banquier français achetait en France avec de l'argent français des valeurs

étrangères, surtout des valeurs dites internationales, et les expédiait en Allemagne où elles étaient revendues.

Bien des gens ont cru que nous avions eu tort de payer tout d'un coup des milliards à l'Allemagne, au lieu d'user des délais auxquels nous avions droit. C'est une erreur. Je laisse de côté toutes les raisons patriotiques, le désir de se délivrer au plus tôt du plus désagréable des créanciers; je m'en tiens aux considérations purement économiques. Plus nous donnions d'or à la fois à l'Allemagne, moins il avait de valeur et plus il devait nous revenir vite. Il a fallu, bien entendu, pour cela jouir d'un immense crédit, et il ne nous a pas fait défaut. Jamais on n'a mieux vu se vérifier le proverbe que le bien mal acquis ne profite pas, et j'entends simplement par bien mal acquis celui qui n'est pas le fruit du travail. Ces milliards ont été gaspillés en entreprises insensées. Les salaires ont augmenté pour un temps, mais jamais l'épargne populaire n'a été aussi faible. L'abondance de l'or a opéré un renchérissement de toutes les denrées de première nécessité dont toutes les personnes jouissant d'un revenu fixe, petits employés et rentiers ont cruellement souffert. Transporter de l'or dans un pays n'est pas y transporter le capital; le capital, c'est avant tout le bon usage de la richesse. Je ne donne ici que l'appréciation affaiblie des écrivains allemands eux-mêmes qui ont tracé un tableau saisissant de cette crise qu'ils ont appelé le *Gründungsschwindel*, le *délire des fondations*.

CHAPITRE LXXI.

Des crises commerciales.

Après l'étude que nous avons faite de la monnaie, du crédit, des banques, du commerce extérieur et du change, nous sommes en mesure de nous rendre compte d'un phénomène économique bien connu, ce qui ne veut pas dire sainement apprécié. Je veux parler des crises commerciales. Avant d'en faire l'analyse scientifique et d'en formuler la théorie, restons un instant sur le terrain des faits.

L'envahissement de l'Espagne par les armées de Napoléon fut le signal de l'affranchissement des colonies espagnoles et portugaises de l'Amérique du Sud. L'ouverture de ce nouveau marché soumis jusque-là au plus dur régime colonial troubla tous les cerveaux anglais: ce fut un véritable vertige. En un mois, il partit des ports de l'Angleterre pour Rio-Janeiro et Buenos-Ayres plus de navires qu'il n'en était parti

en vingt ans. C'est toute une légende grotesque. Qui n'a entendu parler de la çargaison de patins expédiée dans un pays où on n'a jamais vu de glace ? De ce chargement de sel d'Epsom, un purgatif violent, de quoi en administrer aux habitants des deux Amériques pendant un demi-siècle ? Des capitaux considérables furent engagés dans les plus folles spéculations. Ajoutez à cela : des importations de céréales à la suite d'une mauvaise récolte ; des subsides à payer aux puissances alliées pour soutenir la guerre contre Napoléon ; les acquisitions de matières premières pour alimenter l'industrie. Tout cela absorba le peu de numéraire qui restait dans un pays soumis au régime du cours forcé. Plus d'argent ! Plus de crédit ! Ce fut une cascade de faillites dont les exportateurs en Amérique donnèrent le signal. Un prêt de 150 millions au commerce fut voté par le Parlement ; d'autre part, le marché russe soustrait au système continental s'ouvrit, et les succès des armes anglaises en Espagne redonnèrent de l'espoir : Les affaires reprirent. Telle est l'histoire de la crise de 1810.

La crise de 1825 est bien autrement instructive ; car c'est la plus terrible qu'ait éprouvée l'Angleterre, et elle a éclaté au milieu d'une prospérité inouïe. Les historiens et les romanciers nous ont laissé de vives peintures de la prospérité qui précéda la crise et de la détresse qui la suivit. A partir de 1820, la richesse publique et privée s'éleva comme une marée montante. L'or abondait et recherchait des placements. On souscrivit des emprunts étrangers pour 1,200 millions, la plupart au profit des jeunes républiques de l'Amérique du Sud. D'innombrables compagnies se formèrent pour l'exploitation de toutes les branches de l'industrie et du commerce. Les milliards y affluèrent ; on souscrivait de confiance, sur le vu des plus étranges prospectus ; toutes les valeurs, toutes les actions montaient ; on se les arrachait comme autrefois les actions du Mississipi dans la rue Quincampoix. Ce fut comme un jeu où tout le monde commença par gagner. De là une augmentation dans tous les genres de consommations et, par conséquent, une élévation des prix. Encouragée par cette élévation des prix qui semblait devoir aller toujours croissant, la spéculation se porta vers les marchandises les plus demandées, le sucre, le café, les épices. Chacun employa tout son argent et usa de tout son crédit pour faire des acquisitions et importer. Mais enfin, dans les premiers jours de 1825, le numéraire, qui s'écoulait à l'étranger par tant d'issues, commença à manquer. Les exportations étaient insuffisantes pour compenser des importations que la spéculation n'avaient pas mesurées aux véritables besoins du pays. Les consommateurs, qui sont les suprêmes liquidateurs de toutes les opérations commerciales, firent défaut. Les spéculateurs auxquels on avait fait les plus larges crédits, en demandèrent la continuation afin de soutenir leurs spéculations ; mais le crédit, la confiance, avait disparu avec l'argent. La Banque d'Angleterre qui, à la fin de 1824, avait 12

millions sterling en caisse, se trouvait réduite à 500,000 livres. Tout le monde voulait vendre à tout prix, réaliser, faire de l'argent; mais l'argent manquait absolument, le peu qui en restait se cachait, et le plus extrême avilissement succéda aux prix excessifs. Ce fut une panique indescriptible : 70 banques succombèrent. Les ouvriers sans travail envahirent les usines et brisèrent les machines. La crise se calma en 1826. La Banque d'Angleterre fit venir à grand frais de l'or de France et de Hollande. Elle fut autorisée à faire des avances sur marchandises jusqu'à concurrence de 3 millions de livres.

La crise de 1861 n'est pas moins significative. On sait que l'Amérique du Nord, dans ses rapports avec l'Angleterre, a toujours la balance, le change en sa faveur par suite des grandes quantités de blé et de coton qu'elle y expédie. L'Angleterre s'acquitte du solde qu'elle reste devoir, toutes compensations faites, en payant à l'Inde et à la Chine les épices et le thé que l'Amérique en importe. En 1861, les appréhensions de guerre civile aggravèrent cette situation en ce sens que l'Amérique demanda moins de marchandises et que l'Angleterre se trouva débitrice d'un solde en or d'autant plus considérable. D'autre part, l'Orient demandait surtout de la monnaie d'argent dont l'Angleterre est dépourvue, et la Banque de France fut assaillie de demandes de remboursement par des spéculateurs qui voulaient atteindre la réserve métallique en argent, attendu que l'argent faisait prime. La Banque de France en vint à vendre directement son argent à la Banque d'Angleterre pour gagner elle-même la prime.

En présence de tous ces faits, nous pouvons conclure sur la nature et les causes des crises commerciales ; les crises sont principalement produites par une contraction soudaine des intermédiaires de l'échange, la monnaie et le crédit, succédant à une expansion trop grande. A une période de spéculation pendant laquelle personne ne doute de rien et tout se fait facilement, parce que tout l'argent comptant est sur le marché et que le crédit vient encore suppléer à l'insuffisance de numéraire, succède un temps où l'argent manque et le crédit aussi. L'argent manque pour deux causes : en réalité, il fait plus ou moins défaut par suite d'un dérangement anormal dans la balance du commerce ; et, d'autre part, celui qui reste devient timide, se cache. Le crédit s'arrête ; il faut liquider avant que les spéculateurs aient pu réaliser les bénéfices sur lesquels ils comptaient.

On a prétendu que la principale cause des crises était dans le retrait subit des sommes déposées aux banques, et on entend par là faire le procès aux banques privilégiées, à la Banque de France: Le monopole, dit-on, ferait tout le mal, parce que les détenteurs de capitaux monétaires, ne trouvant pas dans le libre commerce de la banque le moyen de les utiliser eux-mêmes par l'escompte, les déposent à la Banque. Celle-ci multiplie ses escomptes pour utiliser ces dépôts dont elle sert

un intérêt ; cette facilité de l'escompte surexcite toutes les industries ; on souscrit des actions, on s'engage dans toutes sortes de spéculations ; des importations exagérées exigent des envois d'argent à l'étranger ; on retire les dépôts, les billets sont présentés au remboursement, l'encaisse diminue, la banque devient plus difficile, elle hausse l'escompte, le crédit se resserre, la panique s'en mêle, la crise éclate, les faillites se succèdent ; c'est une débâcle. — Tout cela n'est que spécieux. La banque la plus privilégiée est la Banque de France, et c'est précisément la France qui a eu le moins à souffrir des crises. L'Amérique, où les banques sont les plus nombreuses et les plus libres, est le pays où les crises ont été les plus brusques et les plus graves. On dit que le retrait des dépôts est la cause des crises en Angleterre ? Mais la Banque d'Angleterre a vu souvent les dépôts augmenter en temps de crise ; elle est comme un port de refuge pour les capitaux craintifs. En 1825, lors de la crise la plus terrible, les dépôts étaient de 2,600,000 livres sterling, tandis que, pendant les trois années précédentes, ils n'avaient été que de 2,300,000 livres, et même de 1,300,000. — En Amérique, le retrait des dépôts a augmenté le mal parce que les banques se font concurrence pour attirer les dépôts, et, dans ce but, servent un intérêt élevé aux déposants, et comme ces banques n'inspirent pas une confiance absolue, on retire facilement les dépôts à la moindre alerte.

On dit encore que la cause des crises est dans l'exagération de la production, dans l'encombrement général qui fait baisser les prix. Il faut s'entendre. La cause des crises est en partie, non pas précisément dans l'abondance de la production, mais dans la disproportion entre les divers genres de production. Il en est de l'économie politique générale de la société comme d'une économie privée réduite à ses seules ressources. Il est difficile de concevoir que le ménage isolé, produisant tous les objets qui lui sont nécessaires, les produise avec excès ; cette abondance de toutes choses ne saurait amener de conséquences fâcheuses ; ce qui serait un mal, c'est que, donnant trop de temps, consacrant trop de travail et de capital à la production de quelques objets, il fût insuffisamment approvisionné d'autres plus nécessaires peut-être. Il en est de même de la société. Il est bon de fabriquer des chaussures et des vêtements, mais il importe encore plus de produire des substances alimentaires. Qu'on ne dise pas qu'il ne manque pas de sauvages qui ne sont ni vêtus, ni chaussés : ces sauvages ne se soucient ni de vos chaussures, ni de vos vêtements ; ce ne sont pas des consommateurs, à un autre titre encore, ils n'ont rien à donner en échange.

L'appréciation des justes proportions dans lesquelles les différentes denrées doivent être produites, est chose délicate sur un immense marché. Quelques mécomptes sont donc inévitables ; mais cela n'a rien de commun avec la spéculation qui, à un moment donné, se porte vers telle ou telle industrie dans laquelle on réalise des bénéfices excep-

nels. La concurrence excessive les réduit bientôt ; les prix baissent, on vend à perte, on ne peut pas tenir les engagements, et si tout cela se réalise dans de grandes proportions, c'est une crise.

Comme la douleur avertit l'individu qu'il s'est produit quelque trouble dans l'économie animale, ainsi les crises indiquent que l'équilibre économique dans la société a été altéré. Une crise commerciale n'est, en effet, autre chose qu'une perturbation des relations d'échange qui constituent l'ordre économique, un dérangement de ce vaste organisme, et ces crises sont d'autant plus intenses et d'autant plus inévitables que cet organisme est à la fois plus puissant, plus compliqué, plus délicat. On peut employer, pour mesurer le temps, un sablier, une horloge à poids, un chronomètre ; un grain de poussière suffit pour troubler la marche du chonomètre. Le système de crédit des nations civilisées est un organisme de ce genre. Quelle crise veut-on qu'il y ait chez un peuple à demi barbare qui n'a ni commerce, ni industrie, dont l'état habituel est la pauvreté, la misère, la disette, avec leur cortège de souffrances ? La seule crise dont il est menacé c'est la famine. Là nous avons un corps sain et vigoureux qui n'est pas à l'abri d'une maladie aiguë : ici il s'agit d'une maladie chronique à laquelle on finit par ne plus prendre garde.

Je n'ai indiqué que les causes immédiates, directes, des crises : une extension exagérée du crédit, suivie d'une contraction soudaine de ce même crédit, qui ne permet pas une paisible liquidation des affaires engagées ; contraction du crédit dont l'ordinaire avant-coureur est le manque de numéraire, de l'instrument normal des échanges par suite d'une rupture prononcée de la balance du commerce. Quant aux causes plus ou moins éloignées des crises, aux circonstances diverses qui peuvent amener cette contraction du crédit, ces liquidations désastreuses, elles sont multiples. Les espérances de ceux qui se sont engagés dans une spéculation quelconque peuvent être déçues par une révolution politique, par l'inconstance des saisons, par un brusque changement dans les goûts des consommateurs.

La cause immédiatement déterminante de la crise, disons-nous, est le refus de continuer un crédit qu'on avait d'abord accordé avec empressement : Il ne tenait donc qu'au capitaliste d'éviter la crise en continuant ce crédit ? Ce serait là une appréciation tout à fait superficielle de cette situation économique. Ce capitaliste fait sagement, dans son intérêt comme dans celui de la société, de ne pas soutenir plus longtemps une entreprise mal conçue, de ne pas laisser détourner plus longtemps le capital d'emplois fructueux et utiles. C'est le cas ou jamais d'appliquer un remède héroïque : la liquidation. Voilà un remède tardif ; n'y en a-t-il pas d'autres, j'entends des mesures préventives ? Je ne parlerai pas des remèdes généraux, les saines notions d'économie politique, la sagesse pratique, la prudence, remèdes analogues à un

bon régime, aux précautions hygiéniques en matière d'économie animale ; je n'indiquerai que deux remèdes directs, dont l'emploi ressort de la nature des crises telles que nous venons de les décrire. Il faut sans doute que les banques aient une encaisse suffisante, eu égard aux besoins ordinaires du commerce, aux habitudes, au tempérament financier du pays ; mais voici ce qui importe le plus. Lorsque les banques s'aperçoivent que, par suite d'une balance défavorable, le numéraire tend à s'enfuir hors du pays, et que, par suite, il va être fait un appel trop fort au crédit, il faut, dis-je, que les banques *serrent l'écrou*, suivant l'expression anglaise, c'est-à-dire élèvent le taux de l'escompte afin de resserrer le crédit, d'empêcher l'argent de fuir, de le rappeler au besoin par la perspective d'un bon placement. Napoléon disait au comte Mollien, son ministre du Trésor : « La France manque d'hommes qui sachent ce que c'est que la banque : c'est une race d'hommes à créer. » Il en était lui-même la preuve vivante lorsqu'il disait : « La Banque de France doit escompter le papier de commerce à 4 pour cent. » C'est une prétention chimérique. La banque subit les prix, elle ne les fait pas, et, quand elle élève le taux de son escompte, elle ne fait que constater l'état de choses existant, à savoir une demande de crédit considérable. En pareil cas, c'est la spéculation plutôt que le commerce qui se plaint. Ce qui importe au commerçant sérieux, dans les moments difficiles, c'est de trouver de l'argent, fût-il un peu cher, plutôt que de vendre des marchandises dans de mauvaises conditions.

Mais comment quelques centaines de millions exportés d'un pays aussi riche que l'Angleterre peuvent-ils déterminer une crise ? L'Angleterre ne pourrait-elle pas faire, une fois pour toutes, les frais de quelques centaines de millions pour augmenter sa circulation métallique, si, à cette condition, elle se mettait à l'abri des crises qui la désolent parfois ? Il est certain que ce ne serait pas payer trop cher cette sécurité ; mais on n'atteindrait pas ce but. L'Angleterre suffit aux besoins de ses échanges avec très peu de numéraire et beaucoup de crédit ; c'est là son tempérament économique et financier, et c'est en vain qu'on voudrait la mettre à un régime contraire : plus d'argent et moins de crédit. Le commerce s'habituerait à ce niveau de la circulation métallique et les crises ne seraient pas conjurées ; la simple annonce que la Banque d'Angleterre est autorisée à accroître de quelques millions sterling sa circulation de papier est plus efficace. Lorsqu'il n'y avait entre Marseille et Paris que trois ou quatre voitures publiques emportant chaque jour cinquante ou soixante voyageurs, si deux cents voyageurs avaient voulu partir le même jour, on n'aurait pu les satisfaire ; c'eût été une crises dans les moyens de transport. Direz-vous que, si l'on avait augmenté le nombre des véhicules, on aurait évité toute crise ? Non, aujourd'hui le chemin de fer enlève mille voyageurs : s'il s'en présentait quelques milliers, ce serait encore une crise.

Si les crises ont sévi en Angleterre avec une intensité particulière, ce n'est pas parce qu'elle a un stock métallique insuffisant ; cela tient, en grande partie, à la nature du commerce anglais qui est surtout un commerce extérieur, dont les opérations ne peuvent être liquidées qu'à une échéance éloignée, et demandent de longs crédits, en sorte qu'il est difficile de prévoir les fluctuations d'un marché qui embrasse le monde entier. Les crises sont moins fréquentes et moins redoutables en France, parce que son commerce intérieur est relativement plus important, plus stable, et que les opérations s'y liquident à plus courte échéance.

En somme, il n'y a pas de remèdes contre les crises en ce sens que les crises sont inévitables. Aucune mesure ne saurait les conjurer ; c'est tout au plus si on peut en atténuer les effets, en abréger la durée, calmer la panique qui en est inséparable. Une crise est un accident de la vie économique des peuples comme il s'en rencontre dans la vie individuelle : c'est l'activité fiévreuse, c'est la fièvre.

On appelle crise, en général, une situation violente qui ne saurait durer, et qui doit avoir un dénouement heureux ou funeste : pour l'individu ce peut être la mort. Les sociétés ne meurent pas, il est vrai, mais elles peuvent être atteintes par une déchéance économique irrémédiable. A ce propos, je ferai remarquer qu'on se méprend quelquefois sur la nature de certains phénomènes économiques, c'est-à-dire qu'on voit une crise là où il y a une transformation durable des conditions économiques de la société. La hausse ou la baisse de l'intérêt, des fermages, des profits, la hausse ou la baisse des prix, peuvent être des accidents passagers ou constituer une situation définitive.

Je n'ai parlé que des crises commerciales parce que le commerce, l'échange et le crédit, résument toute l'activité économique, et que les crises commerciales proprement dites comportent seules une théorie générale. Il y a des crises industrielles, mais elles peuvent présenter les caractères les plus divers ; il n'y a aucun rapport entre la crise industrielle qui se confond avec une crise commerciale et arrête la vente des produits et la crise résultant du manque subit de matières premières, comme ce fut le cas en Angleterre lors de la disette de coton produite par la guerre d'Amérique. Nous avons vu que la crise commerciale se caratérise par la contraction des instruments d'échange ; mais autre chose est une crise commerciale, autre chose une crise monétaire proprement dite. Dans la crise commerciale, il n'y a plus d'argent en ce sens qu'il se cache, et il y a encore moins de crédit ; s'il n'y a que crise monétaire, la monnaie manque réellement, mais le crédit y supplée.

Les crises sont inévitables, avons-nous dit, elles sont de plus périodiques. La périodicité des crises commerciales est un fait constaté par l'expérience et qui s'explique d'ailleurs très bien. Elles arrivent ordi-

nairement, comme nous l'avons vu pour la crise de 1825 en Angleterre, après une période de grande prospérité qui surexcite la production irréfléchie, les spéculations aventureuses. La crise, c'est la liquidation plus ou moins désastreuse, après quoi on recommence sur nouveaux frais.

SECTION VI.

La liberté des échanges.

CHAPITRE [illegible]XII.

Liberté économique. — Liberté des échanges. — Aperçu historique sur la formation du système protecteur.

La liberté économique consiste en ce que chacun exerce la profession qui lui convient, se procure où il lui plaît les matières premières et les instruments de travail, et tire le meilleur parti possible de ses produits en les portant sur le marché où les prix sont déterminés par la concurrence entre vendeurs et entre acheteurs. Or, comme dans l'état économique fondé sur la division du travail, on ne produit que pour échanger, c'est-à-dire pour vendre et acheter, et comme ces ventes et ces achats ont lieu par l'intermédiaire de diverses catégories de commerçants, toute atteinte à la liberté du commerce, à la liberté des conventions portant sur la qualité et le prix des choses est une atteinte à la liberté du travail. La liberté économique se résume donc dans la liberté des échanges, dans la liberté commerciale. Cette liberté peut être plus ou moins entravée dans un triple but: 1° dans un but fiscal, afin de procurer à l'État les ressources financières dont il a besoin. De là les droits sur les marchandises à l'entrée et à la sortie ; l'impôt sur les bénéfices industriels ou impôt des patentes ; les péages sur les ponts et les routes. En principe et sauf réserve sur l'assiette de l'impôt, l'économie politique n'a pas d'objections à faire contre les droits purement fiscaux ; 2° Dans un but de police. Je prends le mot police dans son sens le plus large: la bonne police, c'est tout ce qui intéresse la moralité, la salubrité, l'ordre, la sécurité. C'est dans ce but qu'on peut prohiber ou réglementer certaines industries réputées malfaisantes ou dangereuses; qu'on a autrefois prescrit tel ou tel procédé de fabrication afin d'assurer la bonne qualité des produits; qu'on a

limité le nombre des personnes qui peuvent exercer certaines professions; qu'on a édicté des lois répressives de l'usure. Ici encore l'économie politique ne condamne pas absolument le principe, mais seulement l'abus; 3° Enfin les entraves à la liberté du travail et des échanges peuvent avoir pour but de supprimer ou de diminuer la concurrence entre acheteurs ou entre vendeurs pour favoriser quelques-uns de ces acheteurs ou de ces vendeurs. Ces mesures peuvent avoir un caractère exceptionnel et transitoire, ou général et permanent. Qu'en un temps de famine on contraigne les cultivateurs à apporter leur blé sur le marché pour l'y vendre à un prix déterminé; que Louis XIV, quand il voulut entreprendre la colonnade du Louvre, ait rendu un édit par lequel il était défendu aux particuliers d'employer des ouvriers, tailleurs de pierres, sous peine d'une amende de 10,000 livres, et aux ouvriers de travailler pour les particuliers, sous peine de la prison et, en cas de récidive, des galères: ce sont là des excès de pouvoir absolument injustifiables et pour lesquels personne de sensé n'a jamais pris parti. Mais que, pour protéger une industrie nationale, la filature de la laine, par exemple, ou défende aux éleveurs d'exporter leurs laines, afin que les manufacturjers nationaux aient la laine moins chère; ou bien qu'on prohibe l'importation des fils de laine afin de leur assurer la vente des fils de laine à un prix plus élevé: voilà une atteinte à la liberté du travail et des échanges qui prend un caractère tout particulier; voilà le régime de la protection et de la prohibition qui se dresse en face du libre échange. On *protège* donc l'industrie nationale par des droits dits protecteurs mis sur l'importation des produits étrangers, ou sur l'exportation de matières premières indigènes; mais on comprend que, dans l'un et l'autre cas, l'idéal de la protection c'est la *prohibition*.

A la rigueur, la question du libre échange ne tient pas beaucoup de place dans l'exposition des principes de la science économique; la liberté des échanges est le corollaire naturel de tous les principes. L'échange est une convention dont la liberté est l'essence même. Il n'y a pas de théorie du libre échange; c'est la protection et la prohibition qui sont des théories et qui ont besoin d'être justifiées. Ce sont les libre-échangistes qui sont défendeurs au procès, et c'est aux protectionnistes qu'incombe le fardeau de la preuve. A entendre ces derniers, on dirait qu'ils ont été troublés par les libre-échangistes dans la paisible possession du système prohibitif à l'ombre duquel l'industrie florissait de temps immémorial. Il n'en est rien: le système protecteur est de date récente. Sa filiation historique est des plus intéressantes; elle seule peut en donner la complète intelligence, et c'est dans ce rapide exposé historique que nous trouverons les principaux éléments de la condamnation qui doit être prononcée contre le système protecteur à outrance qui a été inauguré dans ce siècle.

En Grèce, à Rome, il y a eu des droits établis sur les marchandises à l'entrée ou à la sortie, ou même perçus au moment de la vente sur le marché. Tout cela était purement fiscal. Le moyen âge a eu le génie de la fiscalité, mais, malgré quelques apparences contraires, il n'a pas connu le système protecteur. Le souverain, roi ou seigneur féodal, se faisait seulement payer sous mille formes la protection qu'il octroyait parcimonieusement aux marchands. Un élément essentiel du système protecteur manquait au moyen âge ; l'idée de nationalité. La rivalité n'était pas entre nations, mais entre communes et corps de métiers.

Le système protecteur de l'ancien régime s'est formé en quelque sorte inconsciemment ; il a son point de départ dans la doctrine erronée que nous connaissons : La richesse, c'est l'or. La légende de l'or, au moyen âge, a eu deux phases; après avoir vainement tenté de faire de l'or à volonté, on rêva d'accaparer tout l'or existant. Deux phénomènes en sens contraire, qui s'accomplirent à peu d'intervalle l'un de l'autre, contribuèrent à accroître cette grande préoccupation de l'or : ce furent la rareté excessive, puis l'abondance des métaux précieux. Au XVe siècle, après la guerre de Cent ans avec l'Angleterre, l'argent était devenu rare, insuffisant pour les besoins du commerce et de l'industrie. Les rois, dans leurs ordonnances, s'en prennent aux foires et marchés d'où les marchands étrangers emportaient l'or et l'argent du pays, et aux orfèvres et joailliers par lesquels aurait été battue et forgée grande quantité de vaisselle d'or et d'argent. A la baisse des prix, conséquence de la rareté des métaux précieux, succéda un renchérissement considérable, par suite de leur affluence après la découverte de l'Amérique. Nouvelles préoccupations : les édits parlent de la cherté de toutes choses et des moyens d'y remédier. Les remèdes furent d'autant plus mauvais qu'on se méprenait sur les causes du mal [1]. On s'obstinait à voir la cause de la hausse des prix dans la disette des produits, alors qu'elle n'était que dans l'abondance de l'or. Bref, l'abondance aussi bien que la rareté des métaux précieux accrurent la fièvre de l'or qui tourmentait le monde. La monstrueuse monarchie de Charles-Quint n'était-elle pas là pour démontrer que l'or, qui est la richesse pour les particuliers, est pour les États la richesse et la puissance ?

Cette fièvre de l'or se manifesta d'abord d'une façon toute naïve par la prohibition d'exporter le précieux métal ; cela ne réussit guère, et pour deux raisons : la prohibition est matériellement facile à éluder, et puis la loi économique qui porte l'or à passer des pays où il abonde

1. Un des plus grands esprits du temps, Jean Bodin, y avait vu plus clair. Dans son *Discours sur le rehaussement et diminution des monnoyes*, qui parut en 1578, il disait : « La principale et presque seule cause est l'abondance d'or et d'argent « qui est aujourd'hui en ce royaume. Le Castillan ayant mis sous sa puissance les « terres neuves pleines d'or et d'argent, en a rempli l'Espagne. »

dans les pays où il est rare, a la puissance d'une de ces grandes lois de la nature, comme la gravitation, l'élasticité de la vapeur, contre lesquelles tous les efforts humains sont impuissants. On entra alors dans une voie relativement plus raisonnable en ce sens qu'on remonta aux causes. Pourquoi l'or sort-il de France ? Pour payer les achats faits à l'étranger ; pourquoi y rentre-t-il ? Parce qu'on vend à l'étranger. On aurait bien voulu vendre à l'étranger sans jamais lui acheter ; on reconnut l'impossibilité de la chose, et l'on se dit qu'il serait du moins possible de lui vendre plus qu'on n'achèterait, de manière à avoir toujours la balance en sa faveur. J'ai caractérisé, dans un précédent chapitre, ce *système de la balance du commerce*. La première conséquence de ce système fut de favoriser la production de tous les objets que le pays peut produire, et, pour cela, d'en prohiber l'importation, d'en encourager l'exportation. A quoi bon, disait-on, se rendre tributaire de l'étranger, lui payer un tribut en argent, comme un peuple vaincu au vainqueur ?

Le système de la balance du commerce enfanta le *système mercantile*, ou plutôt ce n'est qu'une même chose sous des noms différents. La découverte de l'Amérique et le passage du cap de Bonne-Espérance avaient ouvert des voies nouvelles au commerce extérieur. Que fallait-il porter à ces peuples étrangers aux arts industriels en échange de leurs denrées, de leur or ? Des produits manufacturés, et l'industrie manufacturière est la source de la richesse par la grande valeur qu'elle donne aux matières premières. Il fallait donc prohiber l'importation des produits manufacturés et en encourager l'exportation, même par des primes. Qu'on ne dise pas qu'il est absurde de donner une prime afin de permettre la vente sur le marché étranger ; la prime payée au marchand reste dans le pays, et c'est l'essentiel. Cela eut du moins un bon côté ; on favorisa l'importation des matières premières des denrées alimentaires, surtout du blé, afin que les manufacturiers, ayant la matière à bas prix, les ouvriers nourris à bon marché pussent produire dans des conditions qui leur permissent de soutenir la lutte contre les étrangers sur le marché extérieur.

Le système de la balance du commerce et le système mercantile trouvèrent leur couronnement dans le système colonial tel qu'il fut conçu et organisé au XVI^e^ siècle par les Portugais et les Espagnols. La colonie est en effet ce marché idéal, exclusif, fermé à tous, que la mère-patrie approvisionne de produits manufacturés et d'où elle ne tire que les choses qu'elle ne peut pas produire elle-même, du sucre, du café, des épices, de l'or. Voilà le pacte colonial.

L'erreur a sa logique comme la vérité, et il faut reconnaître que, une fois admise, cette doctrine fausse, fausse au moins par son exagération, à savoir que l'or est la richesse par excellence, les déductions étaient fortement rattachées au principe et étroitement liées entre

elles. En un sens, il y a eu progrès ; entre ces trois termes : faire de l'or, empêcher l'or de sortir, l'attirer à soi, il y a la même progression décroissante qu'entre ceux-ci : folie, chimère, erreur. L'erreur était surtout dans les moyens employés pour attirer à soi cet or tant désiré, si désiré qu'on voulait lui faire violence. On ne considérait pas que l'or vient de lui-même trouver ceux qui sont riches ; qu'on n'est pas riche parce qu'on a de l'or, mais qu'on a de l'or parce qu'on est riche.

On a prétendu que Colbert avait été le fondateur du système protecteur, qui a été quelquefois désigné par son nom, le colbertisme. Ce qui est vrai, c'est que Colbert a adopté les principes de la balance du commerce et le système mercantile avec toutes les conséquences que je viens de signaler ; mais ces principes étaient en honneur dans toute l'Europe [2] depuis longtemps : l'Angleterre prohibait la sortie des laines, l'Espagne la sortie de l'or, et la sérénissime république de Venise faisait secrètement assassiner les ouvriers qui étaient allés porter à l'étranger le secret de certaines fabrications. En somme, l'œuvre propre de Colbert a été le tarif de 1664, tarif si modéré qu'il pourrait être considéré aujourd'hui comme le libre échange pur et simple. Malheureusement, en 1667, Colbert dut épouser les ressentiments personnels du roi contre les Hollandais qui l'avaient blessé dans son orgueil. Ce tarif de 1667 fut un tarif de guerre. Il a été le germe de la guerre de 1672 et de toutes celles, moins glorieuses, qui ont désolé la France dans les dernières années du règne de Louis XIV. Colbert a passé sa vie à gourmander les marchands de ce qu'ils comptaient trop sur les secours qu'ils tiraient de l'autorité du roi et pas assez sur eux-mêmes. Il disait aux négociants de Lyon : « Il ne faut pas compter sur la pro-
« tection éternelle de vos manufactures ; ce ne sont que des béquilles
« que je vous prête pour vous apprendre à marcher ; mais il faut vous
« attendre à ce que je vous les retire un jour. » Comment pouvait-il songer à supprimer les douanes extérieures alors que tous ses efforts ne purent entraver l'odieux régime des douanes intérieures de province

2. Ce n'est pas une médiocre gloire pour la France, d'avoir produit le seul écrivain qui ait fait entendre d'éloquentes protestations contre un système qui régnait sans partage dans la pratique, dans la théorie, dans les conseils du gouvernement. Je veux parler de Pierre de Boisguillebert. Il faut lire sa *Dissertation sur la nature des richesses, de l'argent et des tributs, où l'on découvre la fausse idée qui règne dans le monde à l'égard de ces trois articles.* Dans un autre ouvrage, *Le factum de la France* chapitre IV, Il dit : « L'argent n'est rien moins qu'un principe de richesse, il n'est
« que le gage de la tradition future des échanges, quand la livraison ne se fait pas
« sur-le-champ à l'égard d'un des contractants, et cette fonction est si peu propre
« à l'argent, quelque idée qui règne au contraire, qu'il n'en fait pas la dixième
« partie et même la cinquantième partie... Le papier, le parchemin et même la
« parole en font cinquante fois plus que lui : ainsi on a grand tort, dans les occa-
« sions de misère, de mettre la cause des désordres sur son compte, et d'allé-
« guer pitoyablement qu'il a passé en la plus grande partie dans les pays étran-
« gers. »

à province. Il est déplorable que dans un temps où le despotisme coulait à pleins bords, où l'on révoquait l'édit de Nantes et ne se faisait pas scrupule d'imposer par la violence des conversions religieuses, on n'ait pas osé toucher à un pareil système douanier. Nous retrouvons bien là ce mélange de misère et de grandeur qui fut le caractère du trop long règne de Louis XIV, et nous recueillons encore une fois cette grande leçon de l'histoire, qu'un système de mesures rigoureuses, arbitraires, qui peut être un instrument de progrès dans les mains de l'homme de génie qui l'a conçu, devient une cause de ruine quand il tombe aux mains de successeurs incapables qui en ont perdu le sens, n'en comprennent pas la portée, n'en mesurent pas les effets, et en brisent les ressorts en les forçant. Le XVIII^e^ siècle fut rempli par des guerres de tarifs.

Le traité de Versailles, du 23 septembre 1783, qui mit fin à la guerre d'Amérique, portait que la France et l'Angleterre travailleraient à de nouveaux arrangements de commerce sur le pied de la réciprocité et de la convenance mutuelle. Il en résulta le traité de commerce de 1786, quelquefois désigné sous le nom d'Eden, du nom du négociateur anglais, M. Eden, plus tard lord Auckland. On a prétendu que ce traité de commerce avait été imposé à la France par un article secret et comme condition du traité de 1783. Rien n'est plus faux. C'est M. de Vergennes, un des ministres des affaires étrangères les plus distingués de l'ancienne monarchie, qui eut la haute main dans cette affaire, et qui s'inspira des nouvelles idées de liberté industrielle bien autrement en honneur en France que de l'autre côté du détroit. Les documents abondent pour prouver que depuis longtemps M. de Vergennes s'occupait de rétablir entre la France et l'Angleterre des rapports commerciaux plus dignes des deux grandes nations placées à la tête de la civilisation. Rien de plus curieux que la comparaison entre le traité de commerce de 1786 et celui qui a été conclu en 1860. Alors, comme de nos jours, ce furent les mêmes doléances, les mêmes désespoirs, et cela des deux côtés du détroit. Je me borne à constater que le tarif conventionnel de 1786 contenait des droits de 10 à 12 pour cent.

Les réformes opérées par l'Assemblée constituante en matière de législation industrielle et commerciale eurent un triple objet : 1° reprenant l'œuvre de Turgot, elle proclama définitivement le principe de la liberté du travail ; 2° réalisant le vœu de Colbert, elle supprima les douanes intérieures ; 3° complétant l'œuvre de M. de Vergennes, elle rédigea un tarif douanier général qui ne fut pas moins libéral que le tarif conventionnel de 1786. Les droits variaient entre 3 et 15 pour cent. D'ailleurs, des taxes plus élevées imposées aux autres nations auraient tout simplement profité à l'Angleterre avec laquelle on se trouvait engagé par le traité de 1786 jusqu'en 1798. Ainsi : des droits mo-

dérés ; les denrées alimentaires entrant en franchise ; les prohibitions écartées [3], telle fut l'œuvre de l'Assemblée constituante.

Je n'ai rien à dire des tarifs violents de la Convention et du Directoire à partir du 21 janvier 1791. C'étaient là de purs faits de guerre. Qu'était-ce d'ailleurs que cela à côté des énormités économiques de cette époque : les lois de maximum, les lois contre les accapareurs, la valeur des assignats maintenue par la terreur ? Il faut porter le même jugement sur le blocus continental par lequel Napoléon s'était flatté de *réduire en quelque mois le commerce anglais à son dernier écu*. Le jour où l'on présenta à l'empereur deux pains de sucre, l'un de canne et l'autre de betterave, et qu'il ne put pas les distinguer, il crut avoir vaincu l'Angleterre. On a fait sonner bien haut les bienfaits du blocus continental qui, sous la dure loi de la nécessité, nous a valu le sucre de betterave, la filature du lin, et quelques progrès dans l'art de la teinture ; mais on ne dit pas de quel prix cela a été payé. Dans l'ordre politique, le blocus continental a été la cause première de désastres incalculables, car, pour réaliser ce rêve, il fallait être maître de l'Europe, prendre le Portugal, Naples, Rome ; aller en Espagne, en Russie ; garder les Villes hanséatiques et la Hollande, et infliger aux peuples des humiliations qu'ils n'ont pas oubliées. Dans l'ordre économique, que de misères ! Quelle perturbation dans toutes les relations commerciales ! Pour aller de Marseille à Constantinople, les marchandises prenaient la route par Trieste et la Bosnie ! On faisait vanter dans le *Moniteur* la prospérité de Strasbourg et de Cologne. Je le crois bien : la mer étant fermée, le commerce avait repris les routes du moyen âge. Que dire de la contrebande élevée au rang de la plus honorable des industries, dont le gouvernement lui-même partageait les profits en vendant directement les marchandises prohibées ou délivrant des licences pour en autoriser l'importation. [4]

Le 15 juin 1830, à la Chambre des communes d'Angleterre, lord Clarendon s'exprimait ainsi : « C'est le traité de Méthuen [5] qui, en 1703, « a inauguré en Angleterre le système impie de la prohibition. En

3. Si quelques prohibitions étaient conservées, c'était dans un intérêt fiscal ou de police : les cartes à jouer, le sel marin, le salpêtre et la poudre, les médicaments composés.

4. On partageait avec les croiseurs le prix des marchandises qu'on les autorisait à vendre en France. On leur permit d'acquitter en nature le droit de douane auquel ils étaient taxés, 40 pour cent, et le gouvernement vendait lui-même. Comme cela n'était pas assez lucratif, il finit par se faire expédier des marchandises anglaises, qui n'avaient jamais été prises par aucun corsaire, et qui portaient néanmoins un plomb avec cette étiquette : *marchandise de prise*. — Et la chambre de commerce d'Elbeuf votait à l'Empereur une adresse dans laquelle elle célébrait « les feux « vengeurs qui s'allument de toutes parts pour réduire en cendres ces étoffes qu'une « criminelle avidité avait osé introduire sur un sol qui les repousse ! »

5. Sur ce traité de Méthuen, voir le chapitre suivant.

« 1814 seulement la France a imité notre mauvais exemple ; c'est à « nous qu'est le devoir de lui en offrir de meilleurs aujourd'hui ; jus- « que-là nous n'avons pas le droit de lui adresser un reproche. »

Voilà la vérité : c'est de 1814 que date l'édification d'un formidable système prohibitif. Nous avions connu des tarifs fiscaux exorbitants, des tarifs de guerre violents ; mais chacun sentait que cela ne pouvait avoir qu'un temps, comme la guerre elle-même. En somme la vraie tradition nationale, en France, c'est la liberté commerciale, une liberté relative au moins, tradition dont Colbert, M. de Vergennes et l'Assemblée constituante sont les représentants. Maintenant c'est tout autre chose. Le 27 mai 1814, la chambre de commerce de Rouen faisait remettre cette adresse au roi Louis XVIII : « La prohibition est de « droit politique et social. Depuis le fabricant qui a employé tous ses « moyens pécuniaires à former un établissement jusqu'à l'ouvrier qui « y trouve un moyen d'existence pour lui et sa famille, tous réclament, « et avec raison sans doute, le droit de fournir exclusivement à la con- « sommation du pays qu'ils habitent. » Et, à la Chambre des députés, M. Delhorme, député de l'Aisne, soutenant une pétition des fabricants de Rouen, s'écriait : « Il faut rendre éternelle la prohibition de tous « les fils et tissus étrangers ! » Voilà le système prohibitif élevé à la hauteur d'un dogme.

On peut résumer en deux mots l'histoire parlementaire de la Restauration, au point de vue qui nous occupe ; de 1816 à 1826, ce fut l'établissement du système protecteur le plus absolu, le plus complet qui se puisse imaginer, une véritable muraille de la Chine autour de la France. Le gouvernement, plus libéral que les Chambres, lutta en vain contre l'entraînement universel. On est assez embarrassé quand on veut se rendre compte des causes générales qui ont déterminé ce mouvement dès les premiers jours de la Restauration. Les aspirations, les tendances les plus diverses, concoururent également à l'établissement du système protecteur. Le personnel administratif légué par l'Empire à la Restauration vantait les merveilleux effets du blocus continental et alléguait, dans tous les cas, l'impossibilité de passer tout d'un coup de la prohibition au libre-échange. Les chefs du parti royaliste, les représentants de la grande propriété voulaient la fortifier en assurant la vente de ses produits à des prix élevés. La haute bourgeoisie invoquait l'exemple de l'Angleterre dont l'industrie et le commerce ne s'étaient développés, affirmait-on, que grâce à la protection. Ce fut une véritable coalition formée en vue de forcer la main au ministère. Il s'y mêla une sorte de patriotisme : voter des taxes et des prohibitions, c'était la seule protestation que pût se permettre notre pauvre pays foulé par les armées étrangères.

Si le Gouvernement issu de la Révolution de juillet parut tout d'abord décidé à entrer d'une façon plus résolue que ne l'avait fait la Restau-

ration dans la voie des réformes économiques, il faut bien reconnaître qu'il ne rencontra pas une meilleure volonté dans la majorité des Chambres, malgré les modifications qui s'étaient produites dans les éléments qui les composaient. Les ministres obtinrent parfois quelques légers succès, mais la coalition des industries menacées ne tardait pas à se reformer plus étroite. Dans la discussion de la loi de 1836, M. le comte Jaubert crut devoir mettre en avant cette malencontreuse théorie de la protection : « Aucune société ne peut se passer absolument d'aris-« tocratie. Voulez-vous savoir quelle est celle du Gouvernement de « juillet ? C'est celle des grands industriels, des grands manufactu-« riers. Ce sont là les fondateurs de la dynastie nouvelle. Un système « qui tendrait à se les aliéner me paraîtrait une insigne folie. Il faut « sans cesse respecter, rassurer l'industrie ; l'ordre intérieur, la sta-« bilité, sont à ce prix. Il y a paru, le 28 juillet 1830, lorsque, par la « violation de la Charte, les intérêts légitimes fondés sur les droits ac-« quis ne se sont plus regardés comme étant en sûreté, et que les ateliers « furent fermés. » On ne saurait trop admirer ce dernier trait : représenter la révolution de juillet comme une protestation contre les ordonnances qui auraient menacé le système protecteur ! Mais le premier soin du dernier ministère de la Restauration avait été précisément d'abandonner le projet de réforme économique préparé par le ministère de Martignac ! Le ministère, bien entendu, désavoua énergiquement les théories féodales du comte Jaubert.

Nous voici à la veille de la révolution du 24 février 1848. Le parti protectionniste en est arrivé aux plus regrettables violences de langage. M. Guizot était soupçonné d'avoir rapporté de son ambassade d'Angleterre des idées libre-échangistes. Dans la discussion du traité de commerce avec la Belgique, M. Grandin, un des coryphées de la protection, lui fit, en pleine tribune, un véritable procès de tendance : « M. le ministre des affaires étrangères, il est vrai, ne vous parle pas « encore de recevoir les marchandises anglaises ; il sait bien qu'au-« jourd'hui il rencontrerait dans la Chambre une forte opposition ; « mais ces idées, je le crois fort, germent déjà dans son esprit, et peut-« être ne fait-il que les ajourner. » En dehors des Chambres, le parti s'était organisé, et le *Comité pour la défense du travail national* adressa une lettre menaçante aux ministres dans laquelle il les sommait de faire une déclaration de principes en faveur de la prohibition, et qui se terminait ainsi : « Ne hâtez pas par un silence qu'aucun grave motif ne « semblerait justifier la crise qui menace. Ne prolongez pas l'incerti-« tude qui gagne tous les esprits et tend à ébranler toutes les convic-

6. M. Duchâtel, en 1832, à une députation des fabricants d'Elbeuf : « Nous avons « fait une révolution pour détruire les privilèges, il faut vous familiariser avec l'i-« dée de voir l'abrogation de celui qui vous protège : c'est un canonicat dans le-« quel vous ne pouvez demeurer éternellement. »

« tions; ne faites pas que vos ennemis soient armés par ceux qui veu-
« lent toujours contribuer avec vous à la prospérité du pays. » Quant aux partisans du libre-échange, ce n'était pas seulement à des violences de langage qu'on se laissait aller contre eux ; on avait recours aux plus coupables manœuvres. La lettre du comité avait demandé la destitution des professeurs d'économie politique ; la chambre de commerce de Troyes traitait les économistes de *missionnaires anglais* ; enfin les agitateurs protectionnistes faisaient afficher dans les ateliers des placards comme celui-ci : « Il n'est pas besoin d'être bien malin pour
« s'apercevoir qu'on ne veut que favoriser l'Angleterre, ruiner et affa-
« mer la France. Ceux qui veulent cela ne sont pas les amis des
« ouvriers. »

Quoi qu'il en soit, nous voici arrivés à la période aiguë. Les partis sont en présence ; on s'est déclaré la guerre ; des manifestes ont été lancés de part et d'autre. La situation peut se résumer ainsi : 1° Les protectionnistes ont la majorité dans le Parlement. Ils se sont résolument enfermés dans la forteresse de la prohibition. Le *Comité pour la défense du travail national* fait de la propagande au dehors, et a pour organe le *Moniteur industriel* ; 2° L'armée libre-échangiste n'est alors qu'un petit bataillon sacré qui supplée au nombre par l'énergie des convictions, le talent et le courage, car il y eut quelque courage à se dire libre-échangiste, alors qu'on signalait les économistes comme vendus à l'Angleterre. Il s'est formé une *Association pour la liberté des échanges*. Elle a pour organes spéciaux dans la presse : le journal *Le Libre-Échange* et *Le Journal des Économistes* ; 3° Entre les deux armées, la plupart des hommes politiques qui sont au pouvoir cherchent à jouer le rôle de médiateurs. Aux protectionnistes ils disaient hautement : « Sans doute, la protection est une excellente chose, mais en-
« core ne faut-il pas en abuser. » Aux libre-échangistes, ils disaient à demi-voix et de manière à ne pas être entendus par les autres : « Soyez
« forts et nous vous appuyerons. » C'était exactement ce qu'avait fait Robert Peel : ce ne fut qu'après quarante années de vie parlementaire que, trouvant les libre-échangistes assez forts, il les soutint dans le Parlement.

La révolution de Février interrompit la discussion d'un projet de loi qui, sans toucher au principe de la protection, débarrassait le tarif de quelques prohibitions inutiles. La commission avait déjà conclu au rejet du projet. C'était l'heure des résistances absolues dans l'ordre politique comme dans l'ordre économique.

CHAPITRE LXXIII.

Le manifeste libre-échangiste et le manifeste protectionniste.

Rien de plus simple que les conclusions du parti libre-échangiste publiées le 10 mai 1846 : « L'échange est un droit naturel comme la « propriété. Y porter atteinte pour satisfaire la convenance d'un autre « citoyen, c'est légitimer la spoliation : c'est méconnaître la pensée « providentielle manifestée par l'infinie variété des climats, des forces « naturelles et des aptitudes ; c'est contrarier le développement de la « richesse publique, en contraignant tel ou tel à donner une fausse di- « rection à ses effort, à ses facultés, à ses capitaux. C'est compromet- « tre la paix des peuples. » Voilà donc les quatre griefs contre le système prohibitif : 1° c'est une atteinte à un droit naturel ; 2° il est contraire à la division naturelle du travail ; 3° il donne une fausse direction à l'activité industrielle ; 4° c'est une forme de la guerre.

Le comité prohibitionniste ne se borna pas à d'aussi courtes conclusions, à une simple déclaration de principes ; ce fut un manifeste, un plaidoyer. Nous n'avons rien de mieux à faire que de le passer en revue, J'en reproduirai le texte.

I. — « Oui, le droit d'échanger est un droit naturel, mais, comme « tous les droits, il a une limite : l'intérêt général dont l'État est le re- « présentant. Les lois qui le régissent ont le même caractère que les « lois qui régissent la propriété, la liberté individuelle, la liberté de « la presse. » Mais, avec un pareil raisonnement, on peut tout justifier : la torture, l'inquisition, la confiscation ; toutes les atteintes les plus monstrueuses à la propriété, à la liberté, à la dignité humaine ; on n'a qu'à dire : c'est la loi ! La question est précisément de savoir si cette loi est conforme à la justice. Or, le système protecteur est essentiellement contraire à la justice. 1° Vous protégez le fabricant de fils ou de tissus de coton, et vous ne protégez pas le fabricant de soieries qui, dites-vous, n'a pas besoin de protection. Mais cela ne lui suffit pas, et il tient à ce que son voisin du coton ne soit pas protégé, par la raison que l'étranger contre lequel cette protection est établie se sert de représailles non pas en prohibant le coton, mais les soieries, les vins ; 2° Pourquoi n'accorder qu'une protection de 22 p. cent à la filature de lin, alors que la filature du coton est protégée par une prohibition absolue ? Il semble que le tarif aurait dû réserver ses faveurs pour la filature du lin qui est la plus récente ; 3° En quoi le rentier, le petit employé, sont-ils protégés ? Ils auraient pourtant intérêt, un intérêt légitime, à ne payer les choses qu'au prix du marché général, et non un prix de monopole du marché restreint. Et le cordonnier, le tailleur et le patissier national, sont-ils protégés contre le bottier, le tailleur al-

lemand, et contre le pâtissier suisse. Il en eût été peut-être autrement, s'il y avait eu dans la Chambre un groupe parlementaire de bottiers ou de tailleurs avec lequel les ministres et les autres industries protégées auraient dû compter. Du reste, ces doctrines ont porté leurs fruits ; les ouvriers ont réclamé : les Chinois de San-Francisco en savent quelque chose.

II. — « L'erreur des libre-échangistes provient ici de la fausse idée « qu'ils se font du pouvoir social. Il n'est pas exact de dire que l'État « ne peut imposer d'autres charges aux citoyens que celles qui vien- « nent directement remplir sa caisse. L'État, qui est la personnifica- « tion du pays, a d'autres intérêts que ceux du Trésor ; *chargé de « veiller au développement de la richesse*, il peut tendre à ce but par des « moyens divers ; les *charges* qu'il *impose* peuvent, par conséquent, re- « vêtir des formes différentes ; mais elles n'en sont pas moins justes, « puisque à un titre ou à un autre, elles *profitent à la société*. »

L'assertion que l'État est chargé de veiller au développement de la richesse paraîtra peut-être un peu vague, car la question est précisément de savoir comment et dans quelle mesure il y veillera. Mais ce qu'il importe surtout de relever dans ce passage, c'est ceci : la protection se résout, en somme, dans une charge, un impôt juste qui profite à la société. La protection a en réalité pour résultat d'accorder à tel ou tel industriel une subvention qui représente la différence entre ce qu'il aurait vendu son produit sous le régime de la libre concurrence, et ce qu'il le vend grâce à la protection. Que l'État, c'est-à-dire la société toute entière, paye donc cette subvention avec les ressources que fournit l'impôt. Qu'on rende une loi ainsi conçue : « Les droits de « douane sur les fers sont abolis ; mais le système protecteur, qui im- « porte au salut de l'État, est maintenu. En conséquence, les maîtres « de forge qui, subissant désormais la concurrence anglaise, vendront « leurs fers au même prix que les fers anglais, se présenteront à la fin « de l'année, chez le payeur du département, et recevront 206 francs « par 1,000 kilogrammes de gros fer, 440 francs par 1,000 kilogram- « mes de tôle, qu'ils auront livrés à la consommation. On ajoutera aux « contributions existantes le nombre de centimes additionnels néces- « saires au payement de ces subventions. » Voilà quelle serait la justice du système protecteur. Mais les industries *souffrantes* veulent bien être protégées : elles ne veulent pas être subventionnées. Ce n'est pas seulement affaire d'amour-propre ; c'est que les industries, qui auraient ainsi recours à l'assistance publique, devraient naturellement être soumises à une réglementation plus ou moins étroite, et l'État aurait le droit de limiter le nombre des entreprises et de s'assurer qu'elles ne se fondent pas dans de mauvaises conditions.

III. — « Les libre-échangistes se complaisent dans l'hypothèse ro- « manesque de la paix et de la fraternité universelle, dans l'exploita-

« tion du globe en commun d'après les principes de la division du « travail ; ils ne tiennent compte ni des nationalités, ni du temps, ni « de l'espace. »

Je réponds : 1° Quant à l'hypothèse de la paix universelle, que les libre-échangistes sont en effet des missionnaires de paix et de fraternité qui ne se laisseront pas plus décourager que tant d'autres missionnaires qui ne font pas des conquêtes bien rapides. Les libre-échangistes disent qu'il ne faut pas ajouter aux causes trop réelles de division qui existent entre les peuples par des moyens artificiels tels que les prohibitions de commerce et les vexations qui en sont inséparables ; 2° Quant au reproche de ne pas tenir compte des nationalités, c'est aux prohibitionnistes qu'il faut le renvoyer, car ils veulent que toutes les nations fassent la même chose : 3° Que la prohibition a pour effet de réduire les nations à cet état d'isolement économique dont les effets sont bien connus : chacun fait un peu de tout, bien ou mal, et l'on manque de tout précisément parce qu'on veut se suffire à soi-même.

IV. — Les auteurs du manifeste pensent naturellement que le régime prohibitif peut seul favoriser le travail, le travail national, ce qui leur inspire les réflexions suivantes : « Que sont les terres, les mi- « nes, l'argent, si ce n'est des instruments qui tirent toute leur valeur « du travail qui les emploie ? C'est le travail qui féconde les capitaux. « L'importance du travail avait été reconnue par Adam Smith lui- « même ; malheureusement, après avoir posé le principe, Adam Smith « ne sut pas en tirer les conséquences. »

Mais le titre de gloire d'Adam Smith est d'avoir mis en lumière la puissance du travail, et on vient nous dire que l'importance du travail a été reconnue par Adam Smith *lui-même* !... Quelle est donc la conséquence qu'Adam Smith n'a pas su tirer du principe qu'il a posé ? Évidemment, c'est le système prohibitif. Mais c'est le contraire, et ce régime a pour effet de détourner le capital et le travail des emplois les plus productifs. En somme, les prohibitionnistes se sont approprié une théorie que nous connaissons bien, la théorie du travail pour le travail. C'est ici surtout que Fréderic Bastiat a poursuivi les prohibitionnistes de son ironie et de ses sarcasmes. Il leur disait :

Vous êtes des spoliateurs ! Des spoliateurs inconscients, très honnêtes sans doute, comme les anciens propriétaires d'esclaves, qui croyaient que le travail ne pouvait aller sans l'esclavage. Vous pensez de même que le travail national est impossible sans la prohibition. On supprimera la prohibition, comme on a aboli l'esclavage.

Vous êtes les théoriciens de la disette ! Vous espérez produire la disette sur le marché afin d'en profiter. Si vous niez cela, à quoi servent vos prohibitions ? Vous êtes inefficaces ou funestes. Vos vœux sont ceux d'un producteur qui désire secrètement la ruine de ses concurrents pour vendre à un prix de monopole.

Vous êtes des esprits chimériques ! Vous voulez protéger toutes les industries afin de les empêcher de crier ; mais, protéger tout le monde, c'est ne protéger personne.

Vous vous payez de métaphores ! Vous parlez sans cesse de tribut payé à l'étranger, d'inondation des produits étrangers, d'agriculture nourricière, du travail source de la richesse... Tant mieux si nous sommes inondés de produits étrangers ; ce sera l'abondance, et comme l'étranger ne nous donnera rien pour rien, ce sera une preuve que nous avons eu de quoi le payer. Ce n'est pas l'agriculture, c'est le blé qui nourrit. Ce n'est pas le travail qui est la richesse, ce sont les fruits abondants du travail. Vous voulez créer des obstacles nouveaux pour accroître le travail. Votre idéal, c'est l'effort à la fois éternel et stérile de Sisyphe remontant son rocher qui retombe sans cesse.

Vous avez horreur de la concurrence, du bon marché, de la gratuité!... Et, à ce propos, Bastiat rédigeait cette plaisante pétition des fabricants de chandelles qui se plaignent de la concurrence que leur fait la lumière gratuite du soleil et demandent qu'on soit tenu de bâtir des maisons sans fenêtres, ce qui assurera une consommation plus grande de leurs produits. Ce n'était là qu'une plaisanterie, mais moins qu'on ne le croit, et Bastiat aurait dû rappeler que, en 1820 un sieur Dupuys présenta aux Chambres une pétition réclamant la prohibition du gaz hydrogène appliqué à l'éclairage, ce qui faisait tort aux producteurs d'huile.

Quoi qu'il en soit, Bastiat mit les rieurs du côté de la liberté. C'était bien le moins qu'on se moquât de ceux qui déclaraient les économistes et les libre-échangistes vendus à l'Angleterre [1].

V. — « La protection a toujours existé en fait. Elle résultait autre-
« fois de l'état de guerre continuel et de l'absence des moyens de com-

1. On ne se fait pas une idée des violences de langage auxquelles les prohibitionnistes se sont laissé aller contre les libre-échangistes. Voici d'abord le témoignage d'Adam Smith, le plus modéré des hommes : « Il est dangereux aujour-
« d'hui d'entreprendre de diminuer en quoi que ce soit le monopole que nos ma-
« nufacturiers ont obtenu contre nous-même... Ils se sont rendus formidables au
« gouvernement et parviennent, en beaucoup d'occasions, à intimider la législatu-
« re.... Si un membre du Parlement s'oppose à leurs privilèges, si surtout il a as-
« sez d'autorité pour les combattre, ni la probité la plus reconnue, ni le rang le
« plus élevé, ni les services publics les plus incontestables ne pourront le protéger
« contre les outrages et les calomnies les plus infâmes, contre les injures personnel-
« les et même contre les dangers réels suscités par l'outrageuse insolence des mo-
« nopoleurs déçus et furieux. » (*Richesse des Nations*, Livre IV, chapitre 2). — On croirait qu'Adam Smith avait entendu M. Disraëli injurier Robert Peel en plein Parlement : « Messieurs, l'honorable baronnet a dit qu'il n'éprouvait aucune honte
« d'avoir été pendant quarante ans le brocanteur des idées des autres. Je ne pré-
« tends point pénétrer ici ses sentiments. Les sentiments dépendent de la consti-
« tution particulière de l'animal sentant. Mais si l'honorable gentleman est inca-
« pable par nature d'éprouver la honte, je lui déclare que son pays doit en éprou-
« ver pour lui. »

« munication. Elle est entrée ensuite dans les lois, et elle s'est consti-
« tuée en système, à mesure que la plus grande facilité des échanges a
« fait sentir aux nations la nécessité de défendre l'économie de leur
« travail intérieur. »

Ainsi les prohibitionnistes veulent rétablir par des lois l'isolement économique qui résultait autrefois de la misère et de l'insécurité ! Nous touchons là à un des plus grands vices du système prohibitif : c'est un contre-sens historique. Ce régime est en opposition complète avec toute notre organisation politique, sociale, économique. L'ancienne société reposait sur le privilège et le monopole ; la société moderne repose sur l'égalité et le droit commun. Autrefois chaque ville, chaque province se renfermait chez elle le plus qu'elle pouvait ; la guerre était l'état habituel : guerre entre les rois, entre le roi et les seigneurs, guerre des seigneurs entre eux. Aujourd'hui les frontières sont coupées par mille chemins de fer ; la production a pris des proportions colossales et alimente le marché universel. Le commerçant est réputé citoyen du monde, et les peuples civilisés vont au bout du monde établir des relations commerciales avec les peuples plus ou moins barbares ; autrefois les papes interdisaient les rapports commerciaux avec les infidèles ou ne les toléraient qu'exceptionnellement en délivrant des licences qu'ils faisaient payer fort cher. Et dans ces conditions on vient nous dire : Aujourd'hui comme autrefois, chacun chez soi, chacun pour soi !

VI.— Les brillantes considérations historiques que je viens d'apprécier sont dignement complétées par ce qui suit : « Le système protecteur n'a
« pas été établi par des gouvernements incapables ou par des législa-
« teurs ignorants. Les hommes qui l'ont fondé ou développé sont les
« plus grands hommes d'État de ces deux derniers siècles. Il suffit de
« citer Cromwell, Colbert, Napoléon. Ce sont des noms qu'on peut,
« ce nous semble, opposer avec quelque avantage à ceux d'Adam
« Smith et de J.-B. Say. La naissance et l'extension de l'industrie chez
« tous les peuples de l'Europe procèdent de ce système. L'Angleterre,
« qui l'a mis en pratique la première et sur la plus grande échelle,
« est aussi la nation qui est parvenue au plus haut point de puissance
« industrielle et commerciale. »

Je ferai sur ce passage une triple observation.

1° Quant à opposer les noms de Cromwell et de Napoléon à ceux d'Adam Smith et de J.-B. Say, ce parallèle entre deux despotes et deux savants amis de la liberté, est pour le moins puéril. L'Angleterre sait ce que lui ont valu d'embarras les abominations commises par Cromwell en Irlande ; et Napoléon a commis en politique de véritables folies ;

2° Ce n'est pas à Cromwell qu'il faut faire honneur de la prospérité ndustrielle de d'Angleterre, mais à Édouard III et aux ouvriers fla-

mands qu'il attira en Angleterre ; aux manufacturiers et aux ouvriers français qui, chassés par la révocation de l'édit de Nantes allèrent à Manchester et à Spitalfields se faire les instituteurs des manufacturiers et ouvriers anglais ; au génie mécanique de Arkwright, Watt et autres ; aux premières réformes accomplies par Huskisson dans le sens de la liberté, réformes complétées par Robert Peel ;

3° En ce qui concerne la France, Colbet et Napoléon sont à tort invoqués comme les patrons du système prohibitif. Je me suis suffisamment expliqué là-dessus, sur les tarifs modérés de Colbert, sur le blocus continental qui n'a été qu'un fait de guerre. Le blocus continental d'ailleurs ne nous empêchait pas d'être en rapports commerciaux avec le reste de l'Europe ; les fers qui, en 1847, payaient des droits de 164 à 206 francs la tonne, ne payaient, sous l'Empire, que 44 francs ; les bestiaux, qui en 1847 payaient 55 francs par tête de bœuf, ne payaient sous l'Empire que 3 fr. 50 : tout cela était comparativement du libre-échange. Le régime prohibitif a été en réalité inauguré en pleine paix, sous la Restauration, alors qu'on n'avait pas l'excuse des passions belliqueuses.

Non-seulement les tarifs de Colbert ont été modérés, mais il faut encore tenir compte des conditions dans lesquelles l'industrie se fondait alors. *L'État, c'est moi*, disait Louis XIV ; mais il aurait pu dire encore plus exactement : « L'industrie, c'est moi ! J'ai fondé ces manufactures « de mes deniers ; je les ai organisées, réglementées ; je leur ai prescrit des procédés de fabrication. Elles sont en tutelle ; j'ai le droit et « le devoir de les soutenir, et les protéger, jusqu'à ce qu'elles puissent se « gouverner librement. » La vérité est en effet que ces manufacturiers, ces directeurs de manufactures royales étaient des employés, des fonctionnaires publics, spécialement chargés d'introduire en France des fabrications nouvelles, de former de bons ouvriers. C'étaient là, à tous les points de vue, des conditions exceptionnelles.

VII. — Le manifeste terminait ainsi cet aperçu d'histoire économique : « Il n'y a guère qu'un pays qui n'ait pas eu recours au système « protecteur. Le Portugal n'a pas défendu son travail intérieur, et l'on « voit à quel degré de décadence il est descendu. »

Voilà qui fait allusion au traité de commerce entre le Portugal et l'Angleterre, traité négocié en 1703 par sir John Méthuen. Les prohibitionnistes ont fait grand bruit de ce traité de Méthuen par lequel ils expliquent la ruine du Portugal. Ils savent bien mal l'histoire. On croirait, à les entendre, que ce traité a été imposé par l'Angleterre au Portugal pour prix de quelque service plus ou moins réels, et qu'il a purement et simplement établi le libre-échange entre les deux pays. Il n'en est rien. Ce traité avait surtout un but politique ; il s'agissait d'attirer le Portugal dans la grande ligue contre Louis XIV, lors de la guerre de la succession d'Espagne. Il se réduit, en somme, à deux dispositions : Les draps et autres étoffes de laine anglaises seront admises en

Portugal, et, par réciprocité, l'Angleterre sera ouverte par privilège aux vins de Portugal, à l'exclusion des vins de France frappés d'une surtaxe de 33 pour cent. La faveur qu'obtint d'Angleterre fut la levée des prohibitions absolues qui frappaient tous les draps étrangers et leur remplacement par un droit de 23 pour cent. Ce n'est donc pas le libre-échange, mais, comme le disait lord Clarendon, le régime impie de la prohibition qui a été inauguré par le traité de Méthuen. Le Portugal fut si peu inondé par les produits anglais, que les importations anglaises y diminuèrent d'année en année après le traité de Méthuen. Le mal fut que le gouvernement concéda le commerce du vin à la compagnie privilégiée d'Oporto dont la tyrannie détourna les capitaux portugais de la culture de la vigne qui eût été une source de richesse pour le pays. Ce n'est pas le traité de Méthuen, ce sont des causes plus générales qui ont amené la décadence économique du Portugal, notamment les soixante années (1580-1640) de la domination espagnole. Cinquante ans après le traité de Méthuen, un grand ministre, dont je n'entends pas absoudre les mesures tyranniques et les haines implacables, le marquis de Pombal, entreprit de relever le Portugal de son abaissement. Il ne dénonça pas le traité de Méthuen, mais, par son indomptable énergie, il secoua l'indolence et l'apathie des Portugais, et il donna une vive impulsion à l'agriculture, à l'industrie, au commerce. Du reste, et en admettant que le Portugal ait été ruiné par la liberté du commerce, comment se fait-il que l'Espagne, qui s'est hérissée de prohibitions, ne s'en soit pas mieux trouvée ?

Ainsi, outre que les prohibitionnistes ignorent complètement ce qu'a été le traité de Méthuen, nous trouvons là un exemple de ce sophisme bien connu qui consiste à relier l'un à l'autre, comme la cause à l'effet, deux phénomènes par la raison qu'ils se sont produits en même temps. Mais l'argument tiré du Portugal n'est pas seulement mis à néant par ce qui s'est passé en Espagne, où la prohibition a été aussi funeste que le prétendu libre-échange l'a été au Portugal ; il est encore infirmé par l'exemple de ce qui s'est passé en Suisse où le libre-échange a eu des résultats tout différents de ceux qu'il a eus en Portugal. Et dans quelles conditions désavantageuses la Suisse n'a-t-elle pas pratiqué la liberté commerciale ? Elle n'a pas de houille ; les matières premières lui arrivent grevées de frais considérables ; elle est à la merci de ses voisins pour le transit de ses produits, et néanmoins elle a fait bonne figure sur le grand marché du monde.

Les prohibitionnistes ne sont pas plus heureux sur le terrain historique que sur celui des principes : Le manifeste du *Comité pour la défense du travail national* contenait un autre ordre d'arguments qui peuvent se réduire à ceci : depuis que le régime prohibitif a été établi l'industrie a progressé. Mais la question est de savoir si le progrès s'est réalisé à cause de la prohibition ou malgré la prohibition. Ces progrès

ont été la conséquence naturelle du progrès général de la civilisation et des lumières, des grandes découvertes scientifiques et de leurs applications à l'industrie, de la liberté du travail, de la propriété affranchie des entraves féodales, de la création des voies de communication, du développement du crédit, de la longue paix qui a succédé aux formidables guerres de l'Empire. Il y avait là tant d'éléments de progrès que, quoi qu'on fît, la société ne pouvait pas rester stationnaire, encore moins rétrograder. Il en est de la société comme de tout être vivant. Un enfant, d'ailleurs bien constitué, grandira et se fera homme, bien qu'il soit soumis à un mauvais régime ; ce n'est pas une raison pour faire honneur de ce développement à ce mauvais régime, et il est certain que, soumis à un meilleur régime, il serait devenu un homme plus vigoureux.

CHAPITRE LXXIV

Les variations de la doctrine prohibitionniste. — Les complications et les contradictions du système protecteur.

A la fin du chapitre précédent, j'ai admis une distinction entre les divers ordres d'arguments invoqués par les protectionnistes; j'ai parlé d'arguments de principe. En réalité, ils n'ont qu'un principe, qui n'est ni avouable, ni discutable, et qu'ils ont affublé de déguisements propres à faire illusion sur la faiblesse d'une doctrine qui trouve sa condamnation dans la rapide évolution qu'elle a dû opérer. Cette *histoire des variations* d'un nouveau genre est pleine d'enseignements.

I. — La véritable doctrine protectionniste se réduit à cette brutale affirmation: Tout industriel a un droit exclusif à approvisionner le marché national. Cela ne se discute pas, c'est un dogme; on aurait dit volontiers, si l'on avait osé, que la protection est de droit divin. Si vous demandez des explications, on vous répondra nettement: « On « s'ingénie à chercher des raisons au système protecteur ; il n'y en a « qu'une et elle est fort simple : c'est de se réserver son « marché » [1].

1. Le mot est de M. Thiers. L'illustre homme d'État faisait une profession de foi économique un peu différente, le 3 février 1834, lorsqu'il présentait, comme ministre du commerce, un projet de loi de douanes contenant diverses réductions de droits sur les laines, les bestiaux, le lin brut et peigné, les fers : « Le régime « de l'isolement absolu et celui d'une complète liberté d'échanges sont également « chimériques. Employé comme représailles, le système restrictif est funeste ; « comme faveur il est abusif ; comme encouragement à une industrie exotique qui

Le véritable nom du système protecteur, c'est donc *système prohibitif*. On l'a répété sur tous les tons : hors de la prohibition, point de salut ! Lorsqu'on proposait de remplacer les prohibitions par des droits de 30 à 40 pour cent, les manufacturiers répondaient « A quoi bon ? Des droits aussi forts seraient un appât pour la contrebande tout aussi bien que les prohibitions. » Enfin à toute discussion sur le fondement de la prohibition ils opposaient une fin de non-recevoir, une sorte de prescription : Nous avons un droit acquis à la prohibition !

II. — A la théorie du *marché réservé* succéda la théorie de la prohibition considérée comme *doctrine de salut public*. Les intéressés dirent : « Supprimez les prohibitions, et nous sommes ruinés. Cela est peu de « chose ; mais qu'est-ce qu'une nation sans manufacture et sans agri- « culture ? En cas de guerre nous serons à la merci de l'étranger. Quel « déficit dans le budget par la suppression des taxes de douanes ! Que « deviendront les ouvriers ? » Je ne doute pas de la bonne foi de ceux qui ont tenu ce langage, et l'intérêt individuel est ingénieux à s'identifier avec l'intérêt public. Mais voyons ce qu'il en est.

On ne peut invoquer sérieusement l'intérêt fiscal de l'État. Avec la prohibition ou des droits prohibitifs, l'État ne percevra rien ; cela ne profite qu'à la contrebande. Les droits de douane véritablement productifs sont établis sur un petit nombre de produits exotiques de grande consommation qui n'ont pas, dans le pays, des similaires à protéger.

Il faut, dit-on, assurer au pays, en cas de guerre, les produits de certaines industries : de la houille, du fer, du salpêtre, du blé. Je ferai d'abord remarquer que plaider un pareil moyen, c'est reconnaître qu'en principe la liberté commerciale est une excellente chose, mais qu'il faut dès à présent la sacrifier en vue de certaines éventualités. Mais ces craintes sont-elles fondées ? Soyez riches, ayez des capitaux abondants, du crédit, et vous ne manquerez de rien en temps de guerre, que vous ayez recours à l'industrie nationale surexcitée par les circonstances, ou que vous vous adressiez aux puissances neutres, voire même aux commerçants de la nation avec laquelle vous serez en guerre. Seulement, il faudra payer plus cher, payer des primes de guerre et de contrebande ; mais cela vaut encore mieux que de rester éternellement sur le pied de guerre. Si un homme bien portant voulait s'imposer, en état de santé, toutes les précautions, tous les soins auxquels il sera condamné en temps de maladie, que vaudrait donc la santé ? Pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, l'industrie du fer n'était pas protégée. Quand sont venus les droits énormes de 200 à 300 francs la tonne ? En 1815, alors que l'épuisement de la France et le triomphe

« n'est pas importable, il est impuissant et inutile. Employé pour protéger un « produit qui a chance de réussir, il est bon, mais il est bon temporairement : il « doit finir quand l'éducation de l'industrie est finie, quand elle est adulte. » Il y a loin de là à la théorie du *marché réservé*.

de la coalition faisaient prévoir de longues années de paix générale, comme cela a eu lieu.

Là où je crois les protectionnistes les plus sincères, c'est lorsqu'ils mettent en avant une considération qui a toute la gravité d'un intérêt d'ordre public : l'intérêt des classes ouvrières. Robert Peel a déclaré que c'est là ce qui avait retardé sa conversion au libre-échange, et qu'il n'hésita plus, dès qu'il vit clair dans cette question. La question est bien simple et se réduit à ces termes : Le régime prohibitif, c'est le renchérissement de tous les objets nécessaires à l'ouvrier ; c'est la diminution de l'épargne, du capital, et, par conséquent, des salaires. Les protectionnistes [2] ont été dupes d'une illusion quand ils font ce beau raisonnement aux ouvriers : Vous payerez tout plus cher, mais vos salaires hausseront en proportion. Il pourrait en être ainsi, jusqu'à un certain point, s'il n'y avait qu'une seule industrie protégée ; alors on pourrait dire aux ouvriers de cette industrie, aux ouvriers du fer, par exemple : Ne vous préoccupez pas de ce que vous payerez plus cher le peu de fer que vous consommez, car, d'une part, vous aurez de plus forts salaires, et, d'autre part, tout le reste sera à bon marché. Mais comment veut-on que la masse des ouvriers soit plus à l'aise dans cette disette, dans cette raréfaction générale qui résulte d'une protection excessive. Supposons que tout d'un coup on défende de cultiver la terre avec la charrue, de filer et de tisser à la mécanique ; il y aurait certes une grande demande de bras, de travail : pense-t-on que cela ferait l'affaire des ouvriers ? Tout le monde en souffrirait, car le fonds d'approvisionnements, dans lequel tous puisent, diminuerait. La protection produit un effet analogue. Le salaire nominal, le salaire en argent, pourrait s'élever ; mais il s'agit de savoir ce qu'on obtiendrait avec ce salaire. Le salaire nominal est très élevé en Amérique, mais jamais la condition des ouvriers n'a été aussi triste que depuis qu'on y est entré dans la voie de la protection à outrance.

Les protectionnistes ont une singulière théorie des salaires à leur usage. Qui n'a entendu un manufacturier tenir ce langage : « Les affaires ne vont pas ; le prix du pain s'élève, et cependant je ne veux pas « arrêter ma fabrication : que feraient mes ouvriers ? Je vais réduire « les salaires et je continuerai de travailler aussi longtemps que pos- « sible. » Voilà qui part d'un bon naturel ; mais qui parle ainsi ? Un manufacturier protectionniste qui, théoriquement, a soutenu que les salaires s'élèvent toujours avec le prix des subsistances.

2. Cet argument est très exploité aujourd'hui par les socialistes prétendus chrétiens. Cette thèse que la liberté commerciale, la concurrence entre nations, tend à l'abaissement indéfini des salaires, a été développée par M. de Ketteler, archevêque de Mayence. Rien de plus faux que l'on puisse édifier une supériorité industrielle simplement sur le bas prix du salaire, dit justement M. Paul Leroy-Baulieu (*Essai sur la répartition des richesses*. Introduction, page 13).

On va jusqu'à prédire la ruine complète d'une nation par la liberté commerciale. Voici, en effet, quel sera le résultat de l'inondation des produits étrangers: vos manufactures seront ruinées ; vous donnerez en échange à l'étranger, pendant quelque temps, vos produits, puis votre or ; puis vos capitaux, vos terres, vos maisons !... Pour un rien on assimilerait les nations civilisées à ces peuplades sauvages qui, ne produisant rien, livrent leurs femmes et leurs enfants contre des verroteries, des armes de rebut, quelques bouteilles d'eau-de-vie. Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que ce n'est pas le libre-échange mais la prohibition qui a été la cause de la déchéance économique de certaines nations [3].

Pouvez-vous nier, disent les partisans de la prohibition, que certaines industries nationales souffriront de la libre concurrence étrangère, que ce sera la ruine d'un grand nombre d'entreprises, et que beaucoup d'ouvriers se trouveront ainsi sans travail ?— A cela je réponds que toute transformation industrielle ou économique, quelque heureux que doivent en être les résultats définitifs, est une crise qui ne va pas sans porter atteinte à certains intérêts : que les entreprises industrielles qui succombent étaient le plus souvent condamnées à périr par des vices propres, et que la liberté commerciale ne fait tout au plus qu'en hâter la chute [4] ; que, en ce qui concerne les ouvriers, c'est exactement la même question que celle qui s'est présentée à propos des machines.

III. — La théorie de la protection considérée comme affaire de salut public a été exposée de la façon la plus complète, et souvent avec une grande hauteur de vues, par Frédéric List, le grand patriote allemand, le véritable fondateur de l'union douanière et, par suite, de l'union politique de l'Allemagne [5]. Voici la formule de List : à la *théorie des valeurs* il oppose *la théorie de la puissance productive*. Oui, dit-il, le libre-échange nous procure, à un moment donné, pendant de longues années, si l'on veut, des produits à meilleur compte : voilà le point de vue individuel et borné, la théorie des valeurs. Mais ce qui doit surtout préoccuper les hommes d'État, c'est l'accroissement de la puissance productive du pays. Il faut, dans ce but, créer des manufactures sans lesquelles l'agriculture languit ; il faut avoir une marine, une flotte commerciale qui entretienne des rapports d'échange directs avec les pays de la zone torride. Des tarifs douaniers protecteurs sont un moyen légitime de fonder l'industrie manufacturière. Les prohibitionnistes se

3. Le Portugal, notamment. Voir le chapitre précédent.

4. Tel a été le cas de la plupart des forges de l'Est.

5. Et que l'Allemagne a laissé mourir de faim, par parenthèse. Frédéric List a eu le tort de mêler des injures à ses démêlés avec les économistes ; les économistes, de leur côté, l'ont trop maltraité. A tout prendre, c'est bien moins un adversaire qu'un allié contre les prohibitionnistes.

trompent quand il revendiquent List comme étant un des leurs, car ils repoussent ses deux conclusions fondamentales : 1° pas de protection pour les produits de l'agriculture ; 2° pas de droits trop élevés ni pendant trop longtemps sur les produits fabriqués, car une industrie qui ne peut se soutenir que grâce à des droits excessifs et persistants montre par là même qu'elle n'est pas née viable. List est en somme, complètement opposé à la théorie du *marché réservé*.

IV. — Les prohibitionnistes ont fini par accepter, au moins en paroles, la théorie de List ; ils acceptent la simple protection jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de soutenir la lutte avec l'industrie étrangère. A la faveur de ces tarifs protecteurs, ils se fortifieront, ils compléteront leur éducation industrielle ; de là une nouvelle formule : *la théorie des droits éducateurs*. L'expérience prouve que, sans l'aiguillon de la concurrence étrangère, on ne fait pas de progrès suffisants dans cette éducation économique. C'est une pure illusion de croire que des industriels viendront jamais déclarer d'eux-mêmes qu'ils sont prêts pour la lutte et qu'on peut supprimer ou abaisser seulement les barrières de la protection. Il faut leur faire une légère violence, leur signifier, par exemple, que les droits protecteurs seront successivement réduits. Ils tiennent d'ailleurs en réserve un dernier moyen, une éternelle fin de non-recevoir contre la liberté commerciale : « Il faut égaliser les conditions de la production, » diront-ils ; c'est de toute justice. A ce propos, ils invoquent ce qui se pratique dans les courses de chevaux où on égalise en effet les conditions de la lutte en chargeant les chevaux engagés de poids différents, suivant leur degré de force. La comparaison n'est pas heureuse. Il ne s'agit pas de juger la vigueur comparative de deux chevaux, d'une lutte stérile sur le *turf*, mais de deux chevaux attelés à une charrue ou à un chariot en vue d'un travail productif : quel profit y aura-t-il à charger le plus fort d'un fardeau inutile, sous prétexte d'égaliser la force ? Le plus faible sera le premier à en souffrir, car sa propre besogne en sera aggravée d'autant. Égaliser, comme on dit, les conditions du travail, de la production, c'est tuer l'échange dans son principe, car il est fondé sur des diversités et des inégalités qu'on veut absolument effacer.

V. — On est effrayé quand on pénètre dans le dédale de contradictions, de complications et d'injustices qu'entraîne l'organisation du principe de la prohibition.

Une première contradiction résulte précisément des variations dans la doctrine protectionniste que nous venons d'examiner. S'ils étaient francs, les protectionnistes pourraient répondre qu'il n'y a pas eu en réalité de variations, et que, par divers chemins, ils ont toujours entendu arriver à même fin : se réserver son marché.

On comprendrait cette prétention si elle était formulée en ces termes: chaque peuple doit se réserver son marché! Ce serait là, sans doute,

un isolement économique fâcheux ; l'échange entre nations se bornerait à un petit nombre de produits pour lesquels chaque contrée jouit d'un monopole naturel, le thé, le coton, les épices ; mais enfin ce serait logique. Il n'en est point ainsi, et ces protectionnistes qui veulent se réserver leur marché entendent exporter, approvisionner le marché de leurs voisins. La contradiction est doublement choquante, car : 1° on suppose gratuitement que les autres peuples ne se réserveront [6] pas leur marché ; 2° le manufacturier français, qui se prétend hors d'état de lutter en France contre la concurrence étrangère, espère lutter avec plus de succès sur le marché extérieur.

Les fondateurs du régime prohibitif n'ont été d'abord qu'un petit groupe de conjurés. Ils ont successivement offert aux représentants de toutes les industries d'entrer dans la conspiration contre la liberté commerciale. Là est la chimère des prohibitionnistes. Certaines industries, comme celle de la soie, ont répondu qu'elles n'avaient pas besoin d'être protégées ; mais qu'elles tenaient essentiellement à ce que les autres industries ne fussent pas protégées, car c'est provoquer, de la part des autres peuples, des représailles contre les soieries françaises. Une autre formule décevante des prohibitionnistes, c'est de dire à telle ou telle industrie : Nous vous réserverons le marché national ! L'industrie parisienne, par exemple, qui est déjà maîtresse du marché intérieur, répond : Ce qu'il faut me laisser, c'est le marché extérieur :

Le système protecteur est une véritable tour de Babel économique, dans laquelle on ne sait à qui entendre. On protège le filateur en prohibant les fils étrangers : le tisseur se plaint, car le fil est pour lui une matière première que la prohibition renchérit ; on protégera le fileur en prohibant les tissus étrangers. Voici le fabricant de toiles peintes qui se plaint qu'on renchérit la matière première de son industrie : on proposera au fabricant de toiles peintes de le protéger aussi contre les toiles peintes étrangères. Mais le tisseur et le fabricant de toiles peintes ne sont pas satisfaits ; ces droits protecteurs leur assurent bien le marché national, et ils rejettent sur le consommateur national ce que la protection accordée au filateur ou au tisseur leur coûte ; mais ils ont la prétention légitime de lutter sur le marché extérieur contre les fabricants anglais, et comment le pourraient-ils, lorsque ces derniers ont la matière première, les fils ou les tissus au meilleur compte ? Ici intervient le système des *drawbacks* et des *admissions temporaires*. Le fabricant français payera les droits sur les produits étrangers qui sont la matière première de sa fabrication ; mais on lui restituera le montant de ses droits, jusqu'à due concurrence, lorsqu'il les réexportera

6. Il n'y a pas bien longtemps, les Américains nous ont dit : Si vous repoussez nos blés, nos viandes salées sous prétexte de trichine, nous repousserons vos vins sous prétexte de falsification, ce qui n'est que trop réel.

sous la nouvelle forme qu'il leur a donnée : c'est le drawback. Cette avance de droits qui doivent être restitués étant une gêne pour le fabricant, on autorisera l'importation en franchise, mais il s'engagera, sous caution, à réexporter dans un délai déterminé le produit temporairement admis en franchise après lui avoir donné telle ou telle façon : c'est le système des *admissions temporaires* et des *acquits à caution*.

Tout cela semble très simple et très juste ; on donne ainsi satisfaction au fabricant de machines, au minotier, au raffineur, à l'imprimeur sur étoffes qui travaillent pour l'exportation et ne supportent pas, en définitive, les droits à l'importation sur les fers, les blés, les sucres et tissus étrangers ; mais quelles difficultés tout cela n'a-t-il pas soulevées ! Que de fraudes, que de plaintes, que de récriminations ! Le drawback dégénère facilement en prime à l'exportation. Vous avez introduit 100 kilogrammes de sucre brut dont le rendement est évalué à 70 kilogrammes de sucre raffiné que vous exportez, et on vous restitue les droits payés à l'importation ; mais par des procédés perfectionnés de raffinerie, vous avez obtenu 80 kilogrammes de sucre raffiné : voilà 10 kilogrammes que vous pouvez exporter en vous faisant restituer des droits que vous n'avez point payés. C'est bien autre chose, si l'on se place au point de vue des rapports internationaux. Voici l'Angleterre qui abolit les droits sur le sucre : les raffineurs français peuvent aller faire concurrence sur le marché de Londres aux raffineurs anglais ; mais cette concurrence n'est loyale qu'à la condition que la France n'accordera pas directement ou indirectement des primes d'exportation aux raffineurs français. Pour éviter les primes indirectes résultant des drawbacks, il faut déterminer exactement le rendement qui varie suivant la qualité de ces sucres, suivant les procédés de fabrication. Dans ce but, divers procédés ont été suivis : le service des types ou nuances, la saccharimétrie, l'exercice des raffineries ; tous ont leurs inconvénients, leurs imperfections. Il faudrait tout un volume pour raconter cette histoire du sucre. Les colonies ont la prétention d'approvisionner seules la métropole, à quoi l'on devrait arriver par la surtaxe des sucres étrangers. Ces prétentions furent accueillies par la loi de 1822. Mais le triomphe du sucre colonial ne fut pas de longue durée ; un vengeur croissait dans l'ombre : la betterave. Grâce à l'exclusion des sucres étrangers, au prix élevé des sucres coloniaux, la betterave avait grandi. La fabrication du sucre de betterave avait d'abord été considérée comme un exercice de chimie amusante, bonne pour le laboratoire. Le sucre de betteraves ne payait pas d'impôts ; convenablement blanchi et raffiné, il ne se faisait pas scrupule de réclamer, à l'exportation, la restitution de droits d'importation qu'il n'avait pas payés. Les colonies obtinrent qu'on soumît à l'impôt ce concurrent déloyal ; elles allèrent même jusqu'à demander sa mort, c'est-à-dire la suppression des sucreries indigènes moyennant une in-

demnité aux propriétaires. Il était trop tard : la betterave, comme le chien de la fable, montra les dents, et on la laissa vivre.

Le système des admissions temporaires et des acquits à caution, a donné lieu à des complications inextricables. Vous devez réexporter, après transformations, ce que vous avez importé à l'état de matière première plus ou moins brute : est-ce bien réellement ce que vous avez importé que vous réexportez ? Faudra-t-il que vous l'exportiez exactement par le lieu d'importation ? Vous avez importé par Marseille du blé d'Odessa : pouvez-vous réexporter par Nantes, en due quantité, de la farine extraite de n'importe quel blé ? C'est la grosse question de la réexportation de l'*identique* ou de l'*équivalent*. Comment constater cette identité ? On peut, à la rigueur, mettre une estampille de la douane sur une pièce de toile destinée à l'impression, et constater, à la sortie, que c'est bien la même pièce imprimée qu'on réexporte ; mais pour le fer destiné à être transformé en machines ? pour les fils destinés au tissage ? Faudra-t-il faire suivre jusqu'à l'usine le produit importé, surveiller la fabrication et accompagner jusqu'au port de sortie le nouveau produit ? Tout cela rappelle, à s'y méprendre, les vexations de l'ancien régime des manufactures. Quel était donc l'intérêt pratique de la question ? Les fabricants des produits importés temporairement se plaignaient du *tarif des acquits à caution*. Ils disaient : « Vous importez dans le Nord à « charge de réexporter, en réalité, vous ne réexportez pas ; vous versez « les produits importés dans la consommation, au grand détriment « des fabricants du Nord, et vous faites décharger vos acquits à caution « par vos confrères du Midi [7]. » Voilà une question sur laquelle on n'a jamais été d'accord au Conseil supérieur de commerce.

Un autre sujet éternel de discorde, c'est le mode de perception des droits : droits *spécifiques* ou *ad valorem*, c'est-à-dire proportionnels au poids ou à la valeur. Les premiers sont d'une perception plus facile et prêtent moins à la fraude ; mais ils conviennent moins à certains pro-

7. Je reproduis à peu près les termes du débat entre les métallurgistes de la région du Nord et les fabricants importateurs de cette même région. Les admissions en franchise des métaux bruts, à charge de réexportation après emploi, s'étaient élevées, dans les dernières années de l'Empire, à 140,000 tonnes environ de fontes, fers en barres, tôles, aciers : c'était à peu près le 6 ou 7 pour cent de notre fabrication. Le rayon de vente des forges du Nord subissait l'importation sans être allégé par une exportation correspondante, en sorte que cette importation, relativement à la fabrication du Nord, excédait de beaucoup la proportion de 6 à 7 pour cent. Les maîtres de forges du Nord n'auraient pas réclamé si, sans pratiquer absolument l'*identique*, les fabricants exportateurs s'étaient approvisionnés de métaux bruts sur le marché des hauts-fourneaux rapprochés des points habituels d'introduction ; mais, en réalité, les exportations s'alimentaient de métaux provenant des usines du Centre et du Midi. Il en résultait que le droit de 6 francs jugé nécessaire pour sauvegarder les usines françaises contre la concurrence étrangère était réduit à 2 fr. 25 centimes par quintal métrique. (M. Amé, *Étude sur les tarifs de douanes et les traités de commerce*, tome II, chapitre XX, page 102.)

duits délicats dont la valeur dépend surtout de la qualité des matières employées et de la main-d'œuvre. D'autre part, l'évaluation faite par l'importateur peut donner lieu à des contestations infinies, que la douane peut trancher, il est vrai, en vertu de son droit de *préemption* ; mais c'est là un procédé peu pratique.

On peut affirmer que les mesures de protection appliquées à l'industrie des transports maritimes constituent un ensemble de questions complètement insolubles. Les intérêts les plus opposés et les plus inconciliables sont ici en présence. Nous trouvons d'abord l'opposition générale entre les ports de mer naturellement libre-échangistes, et les fabricants plus ou moins protectionnistes. Que deviendraient les ports de mer et le commerce extérieur, si l'on pratiquait rigoureusement le *chacun pour soi, chacun chez soi*, économique ? Voici, en outre : l'opposition entre le commerçant importateur et exportateur qui réclame des transports à bon marché et l'armateur qui veut être protégé contre la concurrence des armateurs étrangers ; l'opposition entre l'armateur et le constructeur, le premier demandant des navires à bon marché, le second voulant être protégé contre les constructeurs étrangers. De là des mesures destinées à favoriser les transports sous pavillon national ; les surtaxes de pavillon ou droits plus forts sur les marchandises importées par navires étrangers. On n'est d'ailleurs nullement d'accord sur les mesures à prendre pour favoriser le relèvement et le développement de la marine marchande. Aux droits différentiels, aux surtaxes de pavillon, beaucoup préfèrent un systèmes de primes : primes à la construction, primes à l'armement. Sans doute, le système des primes est mauvais en lui-même, mais il s'agit d'un intérêt national si évident : la marine marchande, la base de la puissance maritime de l'État ! Les primes sont une vieille tradition en cette matière, notamment pour encourager la grande pêche. Les surtaxes d'entrepôt ne sont pareillement qu'une prime indirecte donnée à la grande navigation : les marchandises directement importées des régions lointaines, des lieux de production, payeront moins que celles qui auront été chargées dans les entrepôts d'Europe. On est d'autant moins d'accord sur les remèdes qu'il faut appliquer à notre marine marchande, qu'on ne l'est pas du tout sur la nature, l'étendue et les causes du mal. On accuse l'imperfection de notre matériel naval ; le manque d'institutions de crédit qui en faciliteraient la transformation ; on se plaint du manque de fret de sortie, du régime de l'inscription maritime qui détournerait beaucoup d'habitants des côtes de se livrer aux professions qui vivent de la mer. Plus d'un pense que la plus large liberté commerciale ferait mieux les affaires de la marine marchande dont on affirme, non sans quelque exagération, l'irrémédiable décadence, malgré toutes les mesures de protection qu'on a prises en sa faveur. Ce qu'on ne considère pas suffisamment, c'est le peu de goût des Français pour les établissements à

l'étranger; dans des pays lointains. Ce sont ces résidents nationaux qui forment la base des relations commerciales avec l'étranger. Quelle est la cause de ce peu de goût pour toute expatriation, même temporaire ? C'est peut-être qu'en France, toutes proportions gardées, le plus grand nombre trouve la vie plus douce.

Le système prohibitif a dû successivement abandonner toutes les positions qu'il avait conquises. Il a dû changer de drapeau, de mot d'ordre et de ralliement. Personne aujourd'hui n'oserait répéter ce qui s'est dit pendant quarante ans à la tribune de la Chambre des députés. Les arguments invoqués contre la liberté commerciale sont les mêmes que ceux qu'on invoquait autrefois pour maintenir les douanes intérieures de province à province : on n'oserait proposer le retour à ce régime. *L'échelle mobile* [8] a été longtemps prônée comme une merveille d'équilibre, comme le modèle d'une transaction entre des exigences contraires : on y a renoncé ; mais son histoire n'en est pas moins une précieuse leçon. L'échelle mobile était tout simplement odieuse dans son principe, ridicule dans le procédé qu'elle employait. Les traditions de l'ancien régime sur ce point étaient bien simples : on voulait assurer le blé à bon marché, et pour cela on le laissait entrer librement, et on l'empêchait de sortir. Le procédé était peu efficace, dangereux même, mais enfin avouable. Le but de l'échelle mobile était de faire hausser le prix du blé quand l'abondance le faisait baisser, et cela en élevant les taxes à l'importation. On n'avouait pas que la cherté fût le but ; on prétendait servir à la fois les consommateurs et les producteurs par le jeu des tarifs douaniers d'exportation et d'importation. On disait aux consommateurs : Vous redoutez la cherté résultant de la pénurie ? Eh bien ! dans ce cas, nous arrêterons l'exportation. Aux producteurs on disait : Vous craignez la baisse résultant de l'abondance ? Dans ce cas, nous arrêterons l'importation qui ferait encore baisser les prix. Mais les consommateurs répondaient : Vous empêchez le blé de s'en aller quand il est rare et cher ! Mais quel intérêt a-t-il à s'en aller quand il est cher ? Pourquoi irait-on chercher au loin un marché avantageux qu'on a sous la main. Ce qui importe, dans ce cas, c'est d'appeler les blés du dehors, et précisément les variations de l'échelle mobile ont pour effet de dérouter le commerce dans ses calculs. De même le producteur, qu'on prétendait protéger en arrêtant l'importation dans les années d'abondance, répondait : Mais c'est cette abondance qui me protège contre l'importation ! Ce qu'il me faut en temps d'abondance, c'est la facilité d'exporter ; mais votre échelle mobile, qui gêne l'importation, gêne aussi l'exportation, car un commerce d'exportation n'est pas possible quand les droits de sortie sont soumis aux variations des mercuriales.

8. Suspendue par un décret en 1853, elle a été définitivement supprimée par la loi du 5 juin 1861.

Tout cela n'était qu'une comédie dont voici le secret. Les agriculteurs les plus intelligents renonçaient à défendre l'échelle mobile, et ceux qui y tenaient le plus, c'étaient les manufacturiers, et parmi eux, les protectionnistes les plus ardents. Ils se souvenaient de cette parole de M. de Saint-Cricq, directeur général des douanes : « Le jour où la « protection sera retirée à l'agriculture, c'en sera fait du régime de la « protection ! » Aussi le dernier manifeste publié en faveur de l'échelle mobile était-il signé, par qui ? Par trois filateurs et un maître de forges. Telle a été aussi la prédiction de Rossi : « Le système prohibitif « périra par ses propres excès.... Les monopoles agricoles tomberont « les premiers ; les autres tomberont peu à peu. Il est facile de prévoir « que l'Angleterre sera la première menacée. »

CHAPITRE LXXV

La question de la liberté des échanges sur le terrain des faits. — La réforme économique en Angleterre. — Les traités de commerce. — Les enquêtes. — Tarif général et tarif conventionnel.

Pas plus après 1848 qu'après 1830, malgré les dispositions relativement libérales du gouvernement, les Chambres françaises n'ont voulu essayer de la liberté. Diverses causes expliquent l'insuccès de l'agitation libre-échangiste en France. La société pour la liberté des échanges semblait trop préoccupée de faire triompher un principe abstrait. On ne passionne pas les peuples avec cela. En Angleterre, au contraire, la ligue de Manchester plaidait devant la nation une cause déterminée, l'abolition des droits sur les céréales, le pain à bon marché. Elle savait qu'après avoir triomphé sur ce point, elle serait maîtresse du terrain. Chez nous, les prohibitionnistes exploitaient les préjugés nationaux contre l'Angleterre, et les journaux de l'opposition les suivaient volontiers sur ce terrain par la raison que les projets de réforme étaient dus surtout à l'initiative ministérielle, et que c'était une manière d'être désagréable aux ministres. Enfin il faut noter la parfaite entente qui s'établit après 1848, entre les protectionnistes et les socialistes. Cette union n'a rien qui doive nous étonner. Ce fut, comme dans toutes les coalitions, une association passagère de deux partis qui, oublieux un moment de leur mutuelle antipathie, mirent en commun leur animosité contre un adversaire qui leur était également odieux. D'ailleurs, si l'on regarde au fond des doctrines, on trouvera une cause de rapprochement dans ce fait, que les allures protectionnistes sont plus particuliè

ement agréables aux socialistes, partisans de l'intervention de l'État, en toute chose, ennemis jurés de la liberté, qu'ils flétrissent du nom d'individualisme [1].

Un aperçu sommaire de la réforme commerciale opérée en Angleterre par Huskisson et Robert Peel est indispensable pour l'intelligence du mouvement général qui s'est produit depuis quelque trente ans, mouvement dont le point de départ a été le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre en 1860. Il ne s'agit pas de célébrer la magnanimité, le désintéressement dont l'Angleterre aurait fait preuve en entrant dans la voie de la liberté commerciale. A part un petit groupe d'esprits généreux qu'on retrouve là comme partout, ces sentiments de fraternité cosmopolite, cette idée d'une sainte alliance des peuples, sont choses complètement étrangères aux Anglais. Il s'agit uniquement de savoir dans quelles circonstances s'est produit, en Angleterre, le mouvement libre-échangiste, comment il a été conduit, pourquoi il a triomphé, quels en ont été les effets, et de nous demander quels enseignements nous pouvons tirer de tout cela. Quel est donc le principal de ces enseignements ? Ce serait peu de dire que la réforme commerciale a porté d'heureux fruits en Angleterre ; on pourrait répondre que le terrain était préparé et qu'il ne l'était pas ailleurs ; mais ce qui est remarquable, c'est que les adversaires de la liberté commerciale, en Angleterre, mettaient en avant les mêmes raisons que chez nous, se livraient aux prédictions les plus menaçantes. Aucune de ces prévisions ne s'est réalisée. Il devait en être de même chez nous.

Quelle était la situation économique de l'Angleterre vers l'année 1822, alors que Canning et Huskisson firent les premières tentatives de

1. Si on veut savoir quel genred'appui les prohitionnistes pouvaient recevoir de l'intervention des socialistes, on n'a qu'à lire dans Proud'hon (*Système des contradictions économiques*, chap. IX, § 1 ; tome 2, page 3), *l'antinomie de la liberté commerciale* : » J'ai à prouver, conformément à la marche adoptée dans cet ouvrage, d'abord contre « les partisans du système prohibitif, que la liberté du commerce est de nécessité « économique, aussi bien que de nécessité naturelle ; en second lieu, contre les « économistes anti-protectionnistes, que cette liberté, qu'ils regardent comme la « destruction des monopoles, est au contraire la dernière main donnée à l'édifica- « tion de tous les monopoles, la consolidation de la féodalité mercantile, la soli- « darité de toutes les tyrannies comme de toutes les misères. Je terminerai par la « solution théorique de cette antinomie, solution connue dans tous les siècles sous « le nom de balance du commerce. » Voici comment au chapitre IX, § 3, tome II, page 77, Proud'hon tranche la difficulté : « En Angleterre, le travail produit, je « suppose, 100 pour 60 de dépense ; en Russie, 100 pour 80. Additionnons d'abord « les deux produits, puis les chiffres des dépenses (100 + 100 et 60 + 80), retran- « chons ensuite la plus petite de ces deux sommes de la plus grande (200 — 140 = « 60), et divisons le reste par 2, le quotient 30 indiquera le bénéfice de chacun des « producteurs après leur association par la balance du commerce, » Vous voyez le résultat de l'association : pour les Anglais le bénéfice tombera de 40 à 30 ; pour les Russes il s'élèvera de 20 à 30. Ce n'est pas plus difficile que cela !!...

réforme commerciale ? Hukisson n'était pas un économiste théoricien, qui se guide par des principes abstraits ; c'était un politique, un financier, qui le premier vit clair dans la situation et dit durement la vérité à ses compatriotes. Je paraphrase et résume en quelques mots les cent discours qu'il a prononcés en faveur de la réforme dont il fut le promoteur : « Je ne rechercherai pas si l'Angleterre a grandi par la prohi-« bition ou malgré la prohibition ; si elle doit être ou non fière de ce « système prohibitif, de ce système des traités avec droits différentiels « à son profit : elle peut à bon droit réclamer la gloire de l'avoir in-« venté. Mais je vous déclare que c'est fini ; son brevet d'invention à « cet égard est expiré ; il est tombé dans le domaine public ; les au-« tres États du continent se tournent contre nous. Pendant longtemps « l'Angleterre s'est préoccupée de se créer des marchés nouveaux par « la conquête, l'opression, des exploitations privilégiées tout en fer-« mant ses portes à l'étranger ; vous n'avez plus maintenant qu'une « chose à faire, c'est de les ouvrir. Considérez la honteuse situation que « vous voulez imposer à l'Angleterre. Les maîtres du sol veulent pros-« crire toutes les denrées alimentaires afin de vendre plus cher les pro-« duits, leur blé surtout ; mais, d'autre part, ils disent aux manufac-« turiers : travaillez, réduisez vos frais de production, afin de vendre « vos produits manufacturés aux nations étrangères au plus bas prix « possible. Les manufacturiers leur répondent : Comment pouvons-« nous travailler à bon marché quand vous affamez les ouvriers en « repoussant les blés étrangers ; quand vous frappez de droits énor-« mes tous les produits étrangers, les matières premières ? — Vous « frappez d'un droit énorme les bois de la Baltique, et cela pour as-« surer un privilège à votre colonie du Canada, et cette colonie, assu-« rée du privilège, envoie ses meilleurs bois aux Etats-Unis et n'expé-« die en Angleterre que des planches pourries ! Et ce sont les arma-« teurs qui tiennent le plus à ces droits ! Ils veulent bien la liberté en-« tière, mais à la condition qu'ils transporteront tout. Les prohibi-« tions ne sont qu'une prime à la médiocrité. Une protection de plus « de 30 pour cent n'est qu'une prime, un encouragement à la contre-« bande. Votre régime colonial n'est qu'une duperie. Vous avez une « industrie de la soie misérable : vous prohibez les soiries étrangères, « et vous mettez des drois énormes sur la soie brute ! Supprimez donc « ces droits sur la matière première et croyez qu'un droit de 30 pour « cent sur les soiries étrangères vous protègera suffisamment. Vous « affamez vos ouvriers par la prohibitions des céréales et vous leur « défendez de quitter l'Angleterre ! »

On résista longtemps [2]. Hukisson fut pendu et brûlé en effigie dans plu-

2. C'est au plus fort de cette lutte que Canning écrivait à Huskisson : Tenez « bon ! ceux qui vous attaquent sont les mêmes qui abreuvèrent d'amertume l'il-« lustre Turgot. »

sieurs villes manufacturières. Il ne put rien obtenir pour les blés ; mais sur tous les autres points il triompha plus ou moins complètement. Je note seulement ce fait, que les prohibitions sur les soieries furent supprimées et remplacées par un droit de 30 pour cent, alors qu'un meeting de fabricants anglais avait déclaré qu'ils ne seraient pas protégés même par des droits de 60 pour cent. Deux ans après, il était constaté que la production de la soie avait plus que doublé et allait croissant.

Robert Peel reprit l'œuvre de Huskisson lorsqu'il arriva au pouvoir en 1841, comme chef du partie tory. La situation était grave : une crise industrielle, la famine en Irlande, un budget en déficit de 100 millions. Robert Peel ne cédait à aucun entraînement sentimental ou humanitaire ; il comprit que l'heure des réformes radicales avait sonné, qu'il y allait du salut de l'Angleterre. Une enquête parlementaire venait de constater que, sur les onze cent cinquante-deux espèces de marchandises importées en Angleterre dans l'année 1839, le produit des douanes, 500 millions de francs, avait été presque exclusivement fourni (94 pour cent) par seize articles ! Ce fut un trait de lumière pour Robert Peel. Après avoir obtenu le rétablissement pour trois ans de l'impôt sur le revenu afin d'équilibrer le budget il se mit résolument à l'œuvre et, de 1842 à 1845. il fit disparaître du tarif des douanes quatre cent trente articles, et réduire de moitié, des deux tiers ou des trois quarts, les droits sur tous les objets de grande consommation; et, deux ans après, les revenus de la douane s'étaient accrus de 125 millions.

Robert Peel avait donc réalisé une grande réforme financière et économique : augmenté les revenus de l'État ; mis le budget en équilibre; soulagé la masse des consommateurs ; ravivé le commerce et l'industrie. Il fallait maintenant porter la main sur l'arche sainte, s'attaquer directement à l'aristocratie et à la haute Eglise, toucher aux lois sur les céréales et au système colonial[3]. Robert Peel hésita longtemps, même après que ses convictions se furent formées, devant la rupture des liens de parti et surtout devant la crainte d'un insuccès. L'appui du parti *whig* ne lui suffit pas ; il lui fallut encore le secours[4] extra-par-

3. « Aux deux instruments de rapine que l'aristocratie s'était législativement attribués », comme disaient les orateurs de la ligue de Manchester. Il y avait un lien étroit entre les deux choses. Les privilèges de la propriété foncière profitaient aux *aînés* ; pour les *cadets*, il y avait les dignités ecclésiastiques richement dotées, les sinécures, et les emplois lucratifs dans les colonies, « ces pâturages réservés aux « jeunes poulains de l'aristocratie britannique ». disait Cobden.

4. Les ligueurs de Manchester comptaient aussi sur Robert Peel. Le docteur Bowring, un des orateurs les plus aimés de la ligue, disait : « Nous avons creusé une « mine sous le Parlement, et nous y accumulerons de plus en plus des matières « explosibles. Et savez vous qui y mettra le feu pour la faire sauter ? Un membre « du Parlement ; quelque soutien de l'aristocratie. » Tous les discours de ces orateurs de la ligue, Cobden, Bright, Fox, Thoimpson, Gibson, Wilson, Villiers, ne sont

lementaire de la ligue de Manchester dont les meetings triomphants lui donnèrent l'assurance que l'opinion publique serait avec lui. Fondée en octobre 1838, la ligue triomphait en effet après huit années de lutte, et, le 22 janvier 1846, à l'ouverture du Parlement, Robert Peel annonçait la réforme des *cornlaws*, qui faisait partie du plan financier qu'il présentait quelques jours après[5]. Le bill voté par les deux Chambres, il quitta définitivement le pouvoir en adressant au Parlement de magnifiques et touchants adieux. Il laissa à un cabinet whig le soin d'achever la réforme en ce qui concerne le régime colonial et l'*Acte de navigation*. Je n'insiste pas là-dessus ; j'ai hâte de tirer de l'abolition des lois sur les céréales la leçon qu'elle renferme pour nous. Le triomphe de la ligue consomma la rupture de la coalition protectioniste entre les landlods et les manufacturiers. La mise en scène protectioniste fut la même que nous avons vue en France. Les protectionnistes accablèrent les libre-changistes d'outrages. En plein Parlement, on reprocha à Robert Peel son apostasie : c'était une conversion. Richard Cobden était vendu à la Russie dont les blés allaient arriver librement sur le marché anglais. Ce furent les prédictions les plus sinistres : la ruine des riches, la misère croissante des pauvres, la chute du trône et de l'Eglise. Rien de tout cela n'est arrivé. Il est, au contraire permis de se demander ce qu'il serait advenu de l'Angleterre si ces lois sur les céréales n'avait pas été abrogées ; si elle avait eu à la fois sur les bras une ligue de Manchester et la *Landleague* d'Irlande ?

Nous avons appris, à nos dépens, à nous occuper quelque peu de ce qui se passe chez nos voisins ; ce n'était pas le cas alors. On ne connut que tard les travaux de la ligue de Manchester, son triomphe fournit de nouvelles armes à nos prohibitionnistes. On parla plus que jamais de la perfide Albion ; de la *coupe empoisonnée du libre-échange* qu'elle offrait à ses voisins après s'y être abreuvée elle-même. Robert Peel était représenté comme ayant voulu tendre un piège à la France, comme ayant sacrifié les convictions de toute sa vie à son ambition personnelle[6].

nullement une *littérature ennuyeuse* : c'est la raison, le bon sens aiguisé d'esprit, d'humour anglais et du meilleur. (Lire le 3e volume des œuvres complètes de Bastiat : *Cobden et la ligue.*

5. Robert Peel, qui avait contribué en 1815 à faire voter les lois sur les céréales, éprouvait un scrupule, de pure forme d'ailleurs, à en faire voter le retrait par ses anciens amis politiques ; il donna donc sa démission et céda à lord John Russell l'honneur d'accomplir la réforme. Mais celui-ci ne put réussir à constituer un cabinet, et Robert Peel dut se résigner à brûler de ses propres mains ce qu'il avait adoré.

6. M. Guizot rendit un éclatant hommage au grand ministre en présentant à l'Institut la notice qu'il lui a consacrée. Cette éloquente et juste appréciation est ici à sa place : « Sir Robert Peel est entré dans l'histoire, et nulle part sa mémoire « n'a plus de droits que dans cette enceinte. Ce qui est l'étude de votre vie, Mes- « sieurs, était la pratique de la sienne. Des vérités que vous travaillez à répandre,

Cependant, le gouvernement issu du coup d'État du 2 décembre 1851 suivit l'exemple des gouvernements qui l'avaient précédé, lesquels, en opposition avec la majorité des Chambres, avaient tenté de faire un pas plus ou moins décisif dans la voie de la liberté commerciale. Il décréta, au moins provisoirement, un certain nombre de dégrèvements aux taxes douanières et n'en demanda l'homologation au Corps législatif qu'en 1856. Il est certain que le pays se trouva très bien de cette détente de notre système restrictif. Le Corps législatif homologua, à l'unanimité même, mais de mauvaise grâce. Le rapport disait que le gouvernement aurait dû rassurer les intérêts légitimes en proclamant son adhésion aux principes de la protection. Aussi, lorsque peu après le corps législatif fut saisi d'un projet de loi portant « retrait de toutes les prohibitions et leur remplacement par des droits protecteurs, » et des droits de 30 à 50 pour cent, ce fut un soulèvement général ; une agitation prohibitionniste fut organisée, et le projet présenté le 9 juin 1857 dut être retiré le 11 octobre. Le gouvernement se dit alors que le Corps législatif acceptait plus facilement les faits accomplis qu'il n'était disposé à entrer dans la discuseion de mesures à prendre, et c'est ainsi qu'il fut amené à négocier dans le plus grand secret avec l'Angleterre le fameux traité de 1860, contre lequel, d'ailleurs, aux termes de la loi constitutionnelle, le Corps législatif et le Sénat ne pouvaient rien [7]. Une enquête fut ouverte pour déterminer dans quelle mesure le gouvernement userait du droit d'établir les tarifs dans les limites que lui laissait la convention.

Cette enquête est fort instructive, et il en résulte la plus formelle condamnation du régime prohibitif. Lorsqu'il s'agit, non d'une prohibition, mais de l'établissement d'un tarif raisonnablement protecteur, le point essentiel est d'être fixé sur les conditions de fabrication chez nos voisins, afin de compenser par le tarif la supériorité qu'ils possèdent. Or, beaucoup de nos fabricants ne tarissaient pas sur tout ce qui touche aux conditions de leur propre fabrication ; mais, quand on leur

« il a fait les lois de son pays. Vous voulez fonder les sciences politiques, il les a « fait pénétrer dans le gouvernement. Non que Robert Peel fût un théoricien, un « philosophe gouverné par des idées générales et des principes rationnels. C'é- « tait, au contraire, un esprit essentiellement pratique ; consultant à chaque pas « les faits comme le navigateur consulte le ciel ; cherchant surtout le succès, et « prudent jusqu'à la circonspection. Mais, s'il n'était pas le serviteur des principes « il n'était pas non plus leur détracteur. »

7. D'après l'article 3 du sénatus-consulte du 25-30 décembre 1852, portant interprétation et modification de la Constitution du 14 janvier 1852 : « Les traités de « commerce faits en vertu de l'article 6 de la Constitution ont force de loi pour les « modifications de tarifs qui y sont stipulées. » Mais le gouvernement, en négociant le traité secrètement, n'avait fait que poser les bases d'un arrangement. Il y était dit que les produits anglais seraient taxés au plus à 30 pour cent, réductible à 25 pour cent en 1864. Le gouvernement français se réservait d'appeler les industriels à discuter la mesure dans laquelle on pourrait abaisser ce maximum.

disait : cela n'est qu'un côté de la question ; ce qu'il nous importe de connaître exactement, ce sont les conditions de la fabrication en Angleterre, que répondraient-ils ? « Nous n'en savons rien... Nous le sa-« vons mal[8]. Couverts par des prohibitions absolues, nous ne nous « sommes pas préoccupés de ce qui se passait au delà de nos frontières.»

Les Anglais ont rendu hommage à l'esprit libéral dans lequel les négociateurs français ont usé de la faculté qu'ils s'étaient réservée d'établir des droits de 25 à 30 pour cent. D'ailleurs, pour certains articles, pour les tissus de laine, par exemple, de pareils droits eussent été absolument prohibitifs. Les droits ne se rapprochèrent du 30 pour cent que pour certains produits métallurgiques. Le tarif fut de 8 à 10 pour cent pour les filés ; de 16 pour cent pour les tissus de lin, de coton et de laine, ramenés à 10 pour cent à partir de 1864. L'Angleterre admettait tous nos produits manufacturés en franchise.

Le traité du 23 janvier 1860 avec l'Angleterre a une portée considérable. Tant que l'Angleterre était la seule nation qui proclamât le libre-échange, on se défiait d'elle ; on se disait que cette conversion subite n'était due qu'au sentiment de sa supériorité industrielle qui ne lui laissait aucun rival à redouter. Mais lorsqu'on vit la France qui, depuis 1815, s'était si fortement engagée dans le système restrictif, supprimer les prohibitions et abaisser les barrières de la protection, les divers états de l'Europe se montrèrent plus disposés à entrer dans cette voie. C'est pour les y encourager que la France abaissa libéralement à 10 ou 12 pour cent en moyenne des droits, qu'elle aurait pu, aux termes du traité, maintenir à 25 et 30 pour cent. Voilà comment, de 1861 à 1867, elle fut amenée à signer des traités de commerce avec la Bel-

8. Ce qui frappe dans cette enquête, comme dans toutes les enquêtes de ce genre, ce sont les inexactitudes plus ou moins voulues, les appréciations vagues, le désaccord entre les représentants d'une même industrie. En voici un curieux exemple. On était d'accord sur la supériorité de nos tissus de laine *ras*, mérinos, mousseline de laine, etc. Reims ne demandait donc pas à être protégé contre Bradfort. Mais, dans ce même ordre de tissus ras, les fabricants de flanelles étaient moins rassurés, ils n'étaient pas fixés sur les prix anglais. On fait donc venir des cartes d'échantillon d'Angleterre, et on constate que certaines qualités inférieures sont cotées de 15 à 20 pour cent au-dessous des prix français. On recherche alors quelle est la fabrique anglaise qui peut livrer ces produits à si bon marché. Ces flanelles sortaient de la fabrique d'un manufacturier de Reims qui les avait vendues 50 centimes par mètre au-dessous des prix portés sur les échantillons venus d'Angleterre ! ! — Et l'enquête sur les draps ? Elbeuf, Sedan, Louviers, Lodève ne sont pas d'accord. Un manufacturier de Lodève déclare qu'il n'a rien à redouter de la concurrence anglaise. Un fabricant d'Elbeuf dit qu'une protection de 8 à 10 pour cent est nécessaire. Un autre fabricant d'Elbeuf affirme qu'on ne peut lutter à moins d'une protection de 22 pour cent. On demandait 12 pour cent à raison des avantages matériels dont jouit l'Angleterre et 10 pour cent pour *dépréciation des soldes* ! Il s'agissait de *draps à disposition*, d'articles de haute nouveauté, qui sont en effet ceux qui donnent le plus de *soldes*. Mais ce sont aussi ceux qui donnent le plus de bénéfices lorsque le dessin réussit.

gique, l'Union douanière allemande, la Suède et la Norvège, les Villes Hanséatiques, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Autriche, le Portugal. Le traité avec la Russie, en 1874, ne contient aucune clause spéciale et se borne à assurer aux produits de chaque État le traitement de la nation la plus favorisée.

Quelle était donc la voie dans laquelle les nations étaient entrées par suite de toutes ces conventions commerciales ? En 1790 et 1791, l'Assemblée constituante avait proclamé le principe que, au point de vue des droits civils propremements dits, il ne doit plus y avoir de distinction entre les citoyens des divers pays. Mais cet appel ne fut pas entendu par les autres nations ; aussi, lors de la rédaction du Code civil, s'est-on placé sur le terrain de la réciprocité diplomatique : « L'étranger, « porte l'article 11, jouira en France des mêmes droits civils que ceux « qui sont ou seront accordés au Français par les traités de la nation à « laquelle cet étranger appartiendra »

Eh bien ! Il s'est produit dans l'ordre économique exactement ce qui a eu lieu pour la législation civile. Les philosophes, les économistes, ont proclamé le principe du libre-échange entre les peuples, sans distinction de nationalités. C'est un vœu qui s'accomplira sans doute un jour ; en attendant, les peuples en sont encore à la réciprocité diplomatique. En dehors des conventions diplomatiques, il importe que chaque nation revise son tarif général, en bannisse les prohibitions absolues, les excentricités et les inutilités, pour l'offrir à ceux qui hésitent à entrer dans la voie des traités de commerce [9].

9. C'est ce que nous avons fait. La refonte de notre tarif général des douanes a été une longue et difficile opération ; elle a duré plus de quatre ans, depuis le 9 février 1877, où fut déposé le premier projet du gouvernement, jusqu'au 7 mai 1881, date de la promulgation de la loi adoptée par le Sénat et la Chambre des Députés. — Les travaux préparatoires de ce projet furent : 1° une enquête ayant pour objet de recueillir les avis des Chambres de commerce et des Chambres consultatives ; 2° les délibérations du Conseil supérieur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, chargé d'élaborer les bases d'un projet de tarif général. Ces délibérations furent précédées d'une enquête. — Le projet présenté le 9 février 1877 n'était guère que la reproduction des votes du conseil. Ce projet n'a pas été discuté. C'est seulement après la crise politique du 16 mai 1877, que fut préparé un nouveau projet, lequel a été présenté le 21 janvier 1878. — Le 19 mars 1878, la Chambre des députés nomma une commission de trente-trois membres chargée d'examiner ce projet. Elle procéda à une enquête qui a duré dix-huit mois. C'est le 20 décembre 1879 qu'a été déposé le rapport *général* : quinze rapporteurs s'étaient en effet distribué la tâche de résumer l'enquête et de formuler les conclusions de la commission sur chacune des parties du projet de tarif. — C'est le 14 janvier 1881 que la discussion du tarif général des douanes a commencé au Sénat. Le Sénat vota quelques augmentations de droit. Le projet ainsi amendé revint à la Chambre des députés. La Chambre admit quelques rectifications de peu d'importance relatives aux produits manufacturés ; elle repoussa le droit sur les bestiaux de 30 francs par tête voté par le Sénat, alors qu'elle n'avait admis qu'un droit de 6 francs : elle proposa, comme moyen terme, 15 fr. Le Sénat, de son côté, dans la séance du 8 avril 1881, adopta sans changements le projet de tarif général qu'il lui revenait de la Chambre des députés.

C'est dans cette voie qu'il faut persister ; c'est sous ce régime mixte d'un tarif commun et d'un tarif conventionnel que le progrès s'accomplira, lentement, mais sûrement. Quelques économistes sont opposés aux traités de commerce qui leur semblent une reconnaissance du principe de la protection ; mais ce n'est là en réalité qu'une hostilité purement théorique dont il n'y a pas lieu de se préoccuper. Les économistes ont eu raison de leurs adversaires sur le terrain des principes, ils auraient grand tort de déserter le terrain des traités de commerce, qui est celui des faits, et où leur triomphe n'est pas moins assuré.

« Malgré quelques rares exceptions, les maîtres de l'économie politique n'ont jamais contesté ni l'utilité accidentelle d'une protection bien appliquée, ni la nécessité d'apporter dans la mise en pratique de leur système de sages tempéraments, pour ménager la transition du régime séculaire des restrictions à celui de la libre concurrence... La liberté du commerce était le but définitif vers lequel les nations devaient s'avancer peu à peu, sans compromettre les intérêts constitués dans une autre voie. La doctrine du libre-échange ainsi tempérée se rapprochait donc des données expérimentales de ceux des défenseurs de la protection qui réduisaient les deux systèmes à des questions de mesure et d'opportunité. Il fallait donc avant tout, pour dégager la solution, bien étudier les faits. Peut-être les économistes ne s'y étaient-ils pas assez attachés. Plus préoccupés de démonstrations spéculatives, ils négligeaient souvent les constatations qui auraient pu le mieux en établir l'autorité... Sous ce rapport, la réforme de 1860 a complété l'œuvre des économistes en mettant en lumière des résultats significatifs. Loin de fléchir sous l'effort de la concurrence étrangère, le travail s'est développé en France dans les proportions qu'auraient à peine osé prédire les esprits les plus sympathiques à l'abandon des prohibitions. Nos houillières livrent plus de charbon ; nos forges, plus de métaux ; nos ateliers de construction, plus de machines et d'outils ; nos métiers, plus de fils et de tissus... Notre commerce *spécial*, de 1859 à 1874, s'est accru de 3 milliards 718 millions ; notre commerce général, dans la même période, est passé de 5 milliards 412 millions à 9 milliards 125 millions... Si l'on est allé trop loin en attribuant tous ces progrès au traité anglo-français, il n'est cependant plus permis de méconnaître les conséquences favorables de l'évolution économique accomplie depuis quinze ans par notre pays... Si la réforme a surpris et troublé quelques situations individuelles, elle a retrempé partout les forces vives de notre production [10] ».

10. M. Amé, directeur général des douanes, *Etude sur les tarifs de douanes et sur les traités de commerce*, 1876, tome II, pages 500-504. — Les tableaux de commerce dressés par l'administration des douanes (tableau annuel et tableau décennal) distinguent le commerce *général* et le commerce *spécial* : 1° S'agit-il d'*importations* :

Les sages partisans de la liberté commerciale doivent d'autant plus s'attacher au régime des traités de commerce que ce même régime est plus attaqué par les partisans de la prohibition. Quels sont les griefs ? A quoi tendent ces attaques ? Je laisse de côté, pour le moment, le grief fondé sur l'insuffisance des droits protecteurs stipulés dans les traités : c'est en effet là un débat qui peut être soulevé aussi bien à propos du tarif général autonome que du tarif conventionnel [11]. Le seul grief spécial aux traités de commerce, c'est que, par ces traités ,on aliène son indépendance économique, on n'est plus maître de modifier ses tarifs.

le commerce général comprend tout ce qui entre en France par terre ou par mer quelle qu'en soit la destination, consommation intérieure, entrepôt, transit, réexportation ou admission temporaire ; le commerce spécial comprend les marchandises destinées à la consommation intérieure ; 2° S'agit-il d'*exportations* : le commerce général comprend tout ce qui sort de France ; le commerce spécial comprend les marchandises nationales et les marchandises étrangères qui sont renvoyées à l'étranger qu'elles aient été admises en franchises ou nationalisées par le paiement des droits de douane. M. Amé, tome 1er, page 439, répond au reproche adressé à l'administration de porter au commerce spécial des marchandises, cotons, laines, et soies, qui ne proviennent ni de l'industrie, ni de l'agriculture de la France, afin de grossir le chiffre de nos exportations : « Les statistiques de la douane, dit-« il, ne sont pas des statistiques de production : ce sont des statistiques commer-« ciales, destinées à présenter le tableau général de nos échanges avec l'extérieur. « Est-ce que l'importation d'une partie de coton, achetée par un spéculateur du « Havre ou un manufacturier de Rouen, ne constitue pas un fait du commerce in-« ternational ? S'il arrive ensuite dans la série des transactions, dont ce coton peut « devenir l'objet avant d'être employé, que le dernier détenteur trouve avantage à « le vendre pour la Suisse ou pour l'Allemagne, la douane n'a-t-elle pas encore une « une opération commerciale à relever ? Chacun des deux actes n'a-t-il pas ses « éléments propres de négoce, de salaires et de bénéfices ? »

11. Il ne s'agit pas ici de discuter les bases, encore moins les termes d'un traité de commerce ; mais on peut, d'une manière générale, indiquer les points essentiels à régler : 1° la nature des avantages stipulés de part et d'autre ; 2° le mode de perception des droits, droits *ad valorem* ou *spécifiques* ; 3° les contractants pourront-ils par un traité ultérieur accorder de plus grands avantages à une tierce nation ; 4° pour quel temps le traité est-il fait. — Les avantages que les parties contractantes stipulent réciproquement ne sont nullement *la réciprocité* pure et simple. Ainsi l'Angleterre ne taxe pas nos produits manufacturés, et les produits manufacturés sont taxés à leur entrée en France. Nous ne taxons pas les vins anglais puisque l'Angleterre n'en produit pas ; mais les vins français anglais sont taxés en Angleterre, et, par parenthèse, quand l'Angleterre nous dit que, en taxant nos vins, elle ne fait pas de la protection, puisqu'elle ne produit pas de vin, que c'est là un droit purement fiscal, c'est là une considération sans valeur en matière de traité de commerce (Voir mon livre *Du rôle de l'État dans l'ordre économique*, chapitre XIII, note 16). — Sans la clause du *traitement de la nation la plus favorisée*, l'une des parties contractantes pourrait se voir frustrée par suite d'avantages plus grands accordés à une troisième nation. Cette clause comporte d'ailleurs des distinctions, suivant les conditions économiques des diverses nations. Il peut n'y avoir aucun inconvénient à accorder à l'Italie ou à l'Espagne le traitement que nous accorderons à l'Angleterre pour ses produits manufacturés la réciproque n'est pas vraie.

Mais c'est précisément là l'avantage des traités de commerce. Que parle-t-on de dépendance ? La dépendance est réciproque et il en résulte, au contraire, une véritable indépendance. Avec des tarifs autonomes qui peuvent varier à chaque instant, on est exposé aux plus étranges caprices législatifs ; il n'y a aucune sécurité pour les grandes entreprises industrielles. Le traité de commerce seul donne la stabilité ; il a l'avantage qu'on peut échelonner par périodes la décroissance des taxes et mettre ainsi les industriels en demeure de perfectionner leurs procédés et leur outillage et de se préparer à une lutte plus énergique. Mais les prohibitionistes ne veulent rien de tout cela ; ils ne veulent pas des traités de commerce ; ce qu'il leur faut c'est un tarif autonome qu'ils puissent manier à leur gré et qui leur permette de relever un jour les barrières infranchissables de la prohibition.

Rien de plus instructif, à cet égard, que la série d'informations qui se sont produites pendant la longue élaboration de notre tarif général, dont je me suis borné à retracer sommairement les péripéties, en quelque sorte *la procédure* [12]. Je dois y revenir pour bien faire voir comment tout cela a mis en lumière l'hostilité, on pourrait dire l'animosité du vieux parti de la prohibition, l'injustice de ses prétentions.

Ce parti n'a jamais désarmé. Impuissant à contester sérieusement les bons effets généraux du traité de 1860, son rôle a été de profiter de toutes les crises, quelle qu'en fût la cause, pour attaquer les traités de commerce : c'était toujours la faute du traité de 1860 ! Il en fut ainsi en 1868, lors des fameuses interpellations sur les conséquences du régime économique de la France [13]. Il s'agissait là d'une crise générale.

12. Voir la note 9 ci-dessus. Aux informations qui y sont indiquées et qui ont directement trait à la préparation du tarif général des douanes, il faut ajouter l'enquête faite par le Sénat en vertu d'une résolution prise le 29 novembre 1877, sur l'initiative de M. Feray : « Une commission de dix-huit membres, nommés au scru-« tin de liste par le Sénat, sera chargée de constater les causes auxquelles peuvent « être attribuées les souffrances du commerce et de l'industrie, et de rechercher « les moyens d'y porter remède. »

13. Ces interpellations ont été parfaitement appréciées par M. Amé (*Étude sur les tarifs de douanes*, tome II, chapitre XXI, page 225). — Ce fut pour M. Kolb-Bernard, député du Nord, l'occasion d'un réquisitoire en forme contre l'économie politique et ses tendances révolutionnaires : « l'humanité veut jouir, disait l'honora-« ble M. Kolb-Bernard... Il y avait dans le monde moral un principe de sacrifice « d'où découlaient, dans la pratique générale de la vie, des règles de sobriété et « de modération... l'esprit de sacrifice a été répudié comme une injure à la loi du « progrès. Aux besoins qui ont leur limite morale, on a substitué les jouissances « qui n'en ont pas. Le nécessaire s'est avancé jusqu'au superflu. Le luxe a été pro-« clamé une force sociale ; on a fait sortir sa moralité de son utilité. Ce n'est plus « le devoir, c'est la jouissance, c'est la convoitise, qui sont devenues le principe « du travail... voilà sur quelles bases la science économique moderne s'appuie. » Tout cela à propos des traités de commerce, d'un timide essai de liberté commerciale ! Quelle économie politique *ancienne* l'orateur entendait-il donc opposer à cette économie politique *moderne* ? Est-ce que *les anciens*, Quesnay, Turgot, Adam Smith, n'étaient pas libre-échangistes ?

Encore plus universelle fut la crise qui inspira au Sénat sa résolution du 29 novembre 1877 ; elle s'était compliquée chez nous d'une crise politique, et, en somme, la crise économique a été moins grave en France qu'ailleurs [14]. On sait avec quelle sollicitude les adversaires de la liberté commerciale ont exploité *la crise agricole*. Enfin, lorsqu'il s'est agi d'un tarif général, quelle a été leur tactique ? Ils disaient : Il faut simplement convertir le tarif conventionnel en tarif général en augmentant les droits de 20 à 25 pour cent, *afin de faciliter la tâche des négociateurs qui auraient à préparer de nouveaux traités*. Ils en vinrent à demander des relèvements de 75 pour cent, et la commission de la Chambre des députés y consentit. Le renouvellement des traités de commerce était le moindre de leurs soucis ; ils ne désiraient rien tant que de le rendre impossible [15].

Les adversaires des traités de commerce se placent à un point de vue égoïste. Les clauses d'un traité de commerce aussi bien que les articles d'un tarif général sont affaire de justice distributive ; on ne peut pas protéger les uns à outrance sans nuire plus ou moins aux autres, à ceux qui ne réclament aucune protection ou qu'une protection modérée. En somme, la majorité des industriels réclame la liberté ou des droits modérés. Sur soixante-seize chambres de commerce consultées en 1875 suivant une circulaire de M. de Meaux, ministre de l'agriculture et du commerce, soixante-deux ont répondu dans ce dernier sens. En tête des quatorze chambres dissidentes figuraient Rouen, Tourcoing, Roubaix, Amiens, Saint-Dizier. Si nous importons 500 millions d'objets manufacturés, nous en exportons pour près de 2 milliards. Les dissi-

14. Voir la note 12 ci-dessus. Au nom de la commission des dix-huit, le rapporteur, M. Ancel, concluait à ce que les droits actuels ne fussent pas diminués et qu'on relevât tous ceux qui ne protégeaient pas suffisamment les industries souffrantes. — On opposait à l'année 1877 l'année 1873, qui avait été si favorable à l'industrie française !... Mais, en 1873, nous étions sous le régime des traités de commerce !

15. Et c'est bien un peu là l'explication de l'article 11 du traité de Francfort, par lequel l'Allemagne et la France se sont garanti réciproquement, sans limitation de délai, le traitement le plus favorable qu'elles accorderaient à l'Angleterre, à la Belgique, aux Pays-Bas, à la Suisse, à l'Autriche ou à la Russie. C'est une erreur de croire que cette clause ait été imposée à la France par la Prusse. M. de Bismarck avait simplement proposé de renouveler la convention de 1862. Mais, à ce moment, M. Thiers et notre négociateur à Francfort, M. Pouyer-Quertier, ne voulaient qu'une chose, reprendre leur liberté d'action, dénoncer les traités existants : « En fait, c'est une entrave qu'ils nous ont imposée : nous ne pouvons rien « accorder à l'une des six nations dénommées dans l'article 11 sans étendre immé- » diatement la concession aux producteurs de l'Empire allemand. Mais l'obligation « est réciproque, et, en écartant de nos nouvelles conventions les dispositions qui « intéressaient le plus l'Allemagne, nous l'inviterons peut-être à traiter à son tour « avec nous dans des conditions de nature à préserver nos exportations. » (M. Amé, *Le nouveau tarif général des Douanes ; Journal des Économistes*, numéros de décembre 1880 et de mai 1881 ; deuxième article, page 188.)

dents ont triomphé en *petit comité*, dans les commissions de la Chambre des députés et du Sénat ; mais ils ont succombé au grand jour de la discussion tant à la Chambre qu'au Sénat : les revendications exagérées ont été repoussées, et, en somme, notre tarif général comparé au tarif conventionnel ne présente pas des *majorations* [16] bien considérables.

J'ai dit que l'échec qu'il a éprouvé dans le vote du tarif général a fait éclater l'impuissance du vieux parti de la prohibition. C'est ce qu'il nous importe le plus de constater et d'expliquer. Réduit à ses seules forces, ce parti est impuissant parce qu'il est une minorité. Son triomphe a tenu à la coalition de l'industrie manufacturière et de l'industrie agricole. Cette coalition est aujourd'hui brisée et elle ne se reformera plus [17]. Est-ce à dire que tous les agriculteurs aient été convertis à la cause de la liberté commerciale ? Non, sans doute, mais il devient de plus en plus difficile de réclamer des taxes sur les denrées alimentaires venues de l'étranger, de renchérir le pain ! Les filateurs de coton se sentent beaucoup plus à l'aise en demandant des droits protecteurs contre les fils anglais. Puis, ils ont à leur disposition un raisonnement que ne peuvent pas leur emprunter les propriétaires du sol. Le manufacturier, en établissant des comptes plus ou moins exacts, et en abusant quelque peu de l'art de grouper les chiffres, peut conclure ainsi : Sans des droits qui me protègent contre la concurrence étrangère, je me vois obligé de fermer mon usine qui travaille à perte et personne ne la rouvrira. Le propriétaire ne peut menacer la société d'abandonner la terre si on ne le protège contre l'invasion des blés étrangers [18]. La terre ne sera pas abandonnée, ne cessera pas d'être cultivée : seulement, la rente diminuera.

16. Tous nos produits manufacturés, à l'exception des tissus de soie pure, sont couverts par des droits variant de 10 à 30 pour cent.

17. L'agriculture n'a obtenu aucune protection sérieuse. Que représente, en définitive, le droit de 15 francs par tête de bétail, eu égard à la valeur de l'objet importé ? un droit de 2 à 3 pour cent.

18. A l'appui des réclamations de l'agriculture, on a abusé des blés russes et des blés américains. Dans le temps on a représenté les premiers comme arrivant pour rien à Odessa, de là à Marseille. On a dit ensuite que les États-Unis pouvaient nous livrer leurs blés, rendus au Havre, à 14 francs l'hectolitre. La vérité est que, au plus fort des importations américaines, les cours, sur le littoral de l'Ouest, se sont maintenus à 23 ou 24 francs. Cela n'a pas empêché notre production en blé de s'accroître : de 1850 à 1859, la France n'a produit que 82 millions d'hectolitres ; en 1880, la production s'est élevée à près de 100 millions. Voir le deuxième article de M. Amé, cité à la note 15 ci-dessus page 179. — L'Amérique ne nous envoie guère que des matières premières que nous ne produisons pas ou des denrées alimentaires que nous ne produisons pas en quantité suffisante pour le moment ; c'est ce qui lui fait une situation toute spécial dans la question de la liberté commerciale relativement à l'Europe. On peut dire qu'elle a organisé à elle seule une sorte de *blocus continental*. Tout cela est plus beau de loin que de près. Dans tous les cas, une pareille pratique commerciale est absolument interdite à la France.

En adoptant une protection modérée pour les produits manufacturés, et la franchise pour les matières premières et les denrées alimentaires, nous serons fidèles à la véritable tradition française, à celle qui avait été inaugurée par Colbert dans ses premiers tarifs. La cause de la liberté commerciale restreinte et progressive est gagnée en principe. Mais c'est une cause qu'il faudra replaider plus d'une fois, car ses adversaires n'ont pas désarmé ; il se produira encore des retours offensifs, peut-être même des mouvements rétrogrades. Un jour viendra toutefois où, entre peuples civilisés, il ne sera plus question de prohibition, et de protection douanière. Quel ne sera pas l'étonnement de nos arrière-neveux, lorsqu'ils passeront en revue cet arsenal compliqué de la protection, primes, drawbacks, admissions temporaires, acquits-à-caution, échelle mobile, droits différentiels, surtaxes, détaxes, droits compensateurs ? Ils éprouveront un sentiment analogue à celui que nous éprouvons nous-mêmes quand nous visitons un musée où l'on conserve des spécimens de toutes les armes qui ont été en usage à des époques reculées : frondes, arcs, flèches, javelots, boucliers, balistes, catapultes. Il nous faut quelque effort d'imagination rétrospective pour comprendre que cela a réellement existé.

APPENDICE

CHAPITRE LXXVI.

Du rôle de l'Etat en matière de circulation ou d'échange.

Parler du rôle de l'Etat en matière d'échange, c'est, en réalité, embrasser le domaine entier de la science, car, dans notre état économique, toute l'activité sociale se résume dans l'échange.

En principe, l'Etat ne doit pas se faire producteur ; c'est avec les ressources qu'il trouve dans l'impôt, qu'il se procure tout ce qui lui est nécessaire pour s'acquitter des services publics dont il est chargé. Voilà donc l'Etat qui apporte sur le marché une demande considérable qui ne peut manquer d'exercer une influence sur les prix. En principe, il n'y a rien à redire à cela ; la demande de produits ou de services formée par l'État est l'expression d'un besoin ressenti par la société entière; et rien n'est plus légitime. Cela comporte néanmoins certains ména-

gements, et il convient que l'Etat, par une commande subite de travail ou une demande considérable de capitaux, ne renchérisse pas dans de trop fortes proportions le prix de la main-d'œuvre ou le loyer des capitaux. L'État, comme acheteur, est un concurrent d'autant plus redoutable qu'il est assez généralement considéré comme payant et comme devant payer plus cher qu'un particulier [1].

Bien que l'échange, troc ou vente [2], soit la chose du monde la plus simple et la plus naturelle, une convention dont la liberté est l'essence même, nous avons vu que, à des titres divers, l'État y est intervenu dans une si large mesure que toutes nos études sur la circulation semblent n'avoir eu pour objet que de rechercher les limites dans lesquelles l'action de l'État doit être restreinte. Je n'ai donc pas à me livrer ici à un nouvel examen des principes et des dérogations qui y ont été apportées. Je me borne à une rapide appréciation comparative de ces dérogations. Il y a, à cet égard, plusieurs distinctions à faire :

1° Il faut condamner sans hésiter, comme impuissante ou funeste, toute ingérence de l'État en vue de modifier les bases de l'échange, les effets des lois économiques qui déterminent les prix, alors surtout que cette ingérence est motivée par de prétendues considérations de justice et d'équité. Tels sont, en principe, les lois de maximum et les monopoles. Des considérations d'utilité publique peuvent, au contraire, légitimer certains monopoles établis au profit de l'État, monopoles exercés directement par l'État ou sous son contrôle ;

2° Nous avons combattu, en principe, les atteintes portées à la liberté des échanges internationaux, en vue de protéger telle ou telle indus-

1. L'abus le plus criant est celui qui se produit en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les jurys d'expropriation accordent trop souvent des indemnités exorbitantes et font de scandaleuses largesses des deniers publics. On abuse là de ce sophisme : quand l'État exproprie, c'est tout le monde, ce sont trente millions d'individus qui demandent à acheter ; en appliquant la loi économique de l'offre et de la demande, on est donc en présence d'une demande presque infinie et de l'offre la plus resrreinte, puisqu'il n'y a qu'un vendeur. Qui ne voit le vice de ce raisonnement ? A ce compte, il faudrait donc distinguer, suivant qu'il s'agit d'un travail d'utilité publique *nationale, départementale, communale !*

2. Le principal intérêt de la distinction établie par le législateur entre la vente et l'échange nous est révélé par l'article 1706 du Code civil : « La rescision pour « cause de lésion n'a pas lieu dans le contrat d'échange. » On n'a pas redouté que le copermutant fût pressé par un besoin d'échanger comme le vendeur peut l'être par le besoin d'argent. D'autre part, le vendeur d'objets mobiliers n'a aucun recours pour cause de lésion : *vilis mobilium possessio.* Dans le prêt, c'est l'argent qui, à son tour, est considéré comme un meuble privilégié ; de là la limitation du taux de l'intérêt. Dans la vente d'immeubles, comme dans le prêt, le législateur a obéi à la même préoccupation : le besoin d'argent qu'éprouvent le vendeur et l'emprunteur est tel que leur consentement n'est plus complètement libre. Cette tutelle des intérêts individuels est un principe dangereux.

trie nationale. Cette protection, qui n'est pas sans périls pour les industries même qui en sont l'objet, est tout à fait injuste à l'égard des industries non protégées et de la masse des consommateurs[3]. Des tarifs douaniers modérés, progressivement abaissées, ne sont qu'un expédient imposé par un ensemble de faits, de précédents dont il est difficile de ne pas tenir compte ;

3° C'est surtout en ce qui concerne les instruments d'échange, la monnaie et le crédit, que l'intervention de l'État a soulevé de vives controverses entre les représentants les plus autorisés de la science. La question ne se pose pas, à proprement parler, entre la liberté absolue et l'intervention de l'État : il s'agit uniquement de fixer les limites de cette intervention. On comprend jusqu'à un certain point la liberté absolue, complète, en matière de banques, bien que cette liberté n'existe, en fait, nulle part, et qu'on ne discute que sur le mode de réglementation le plus favorable au développement du crédit. Quant à la liberté absolue en matière de monnaie, on ne voit pas clairement ce que cela pourrait bien signifier, si ce n'est l'anarchie monétaire, le retour au système du troc primitif. Ainsi que je l'ai fait remarquer, en traitant de la monnaie, ce sont là des questions qui ne peuvent être résolues par la simple application des principes de l'économie politique.

A part quelques divagations sur la valeur et les prix que j'ai mentionnés au chapitre LV, les pures doctrines socialistes ne nous ont

3. Le prix s'établit sur le cours des produits étrangers augmenté des droits d'entrée. C'est un des points qui ont été débattus pendant la discussion du tarif général des douanes. On a soutenu, à la Chambre des députés, que les droits à l'importation des marchandises étrangères ne réagissaient que d'une manière insignifiante sur le cours des marchandises nationales similaires. Cela peut être vrai pour les industries qui, grâce à leur supériorité, arrivent à lutter sur le marché extérieur ; de celles-là on a pu dire que les droits à l'importation ne constituent guère qu'*une barrière morale*. Il en est autrement pour les industries qui doivent compter sur leur propre marché avec la concurrence extérieure. Tel est, par exemple, le cas des filateurs et des tisseurs de coton, en France. De quoi se plaignent-ils en effet ? De ce que les importations anglaises, allemandes, suisses ou belges, ne leur permettent pas d'obtenir des cours suffisamment rémunérateurs. Veut-on savoir ce qu'il en coûte aux consommateurs français pour soutenir contre la concurrence étrangère cette fabrication nationale du coton ? On évalue à 500 millions au plus la production annuelle des fabriques françaises qui transforment le coton brut en fils et en tissus. Le coton équivalant, en moyenne, à la moitié du prix des produits achevés, la valeur créée par le travail national représente donc 250 millions. Au moment où l'on discutait le tarif général des douanes, le droit de 8 à 10 pour cent sur le filés, de 12 à 15 pour cent sur les tissus imposaient aux consommateurs français la charge d'un supplément de prix à peu près correspondant. C'est-à-dire que le marché français absorbant pour environ 500 millions de dérivés du coton, c'étaient 40 ou 50 millions qu'on payait pour soutenir contre la concurrence étrangère une fabrication représentant 250 millions de travail national (Voir les articles de M. Amé cités à la note 15 du chapitre précédent ; deuxième article, page 365.)

fourni, dans cette quatrième partie, aucun sujet spécial de controverse. Elles doivent, en effet, si elles sont conséquentes, se désintéresser complètement de ces questions de monnaie et de crédit qui ne sauraient se poser dans une société où toute l'activité économique est concentrée dans une entreprise unique, une régie de l'État seul producteur et répartiteur de la richesse. On pourrait se demander ce que deviendraient, dans une pareille conception sociale, les échanges internationaux ? Mais, grâce à l'association intégrale qui doit embrasser tous les peuples de l'univers, la question ne se pose pas davantage.

LIVRE V

DE LA CONSOMMATION DE LA RICHESSE

SECTION I.

Généralités.

CHAPITRE LXXVII.

Terminologie. — Y a-t-il lieu de faire de la théorie de la consommation l'objet d'une étude spéciale?

Nous voici arrivés au dernier terme de l'évolution économique : production, répartition, circulation, consommation de la richesse. J'ai dit ailleurs ce qu'il faut penser de ces divisions adoptées dans l'intérêt de l'analyse scientifique et de l'exposition méthodique [1]. Nous n'avons pas pu faire la théorie de la production sans nous fixer sur le sens du mot *consommation*. Nous avons dû nous borner là à une notion sommaire; nous allons maintenant faire la théorie de la consommation? D'après ce que je viens de dire, nous ne serions qu'aux trois quarts de notre course; suivant quelques économistes, au contraire, nous en aurions fini avec l'exposé des principes fondamentaux de la science. Voilà, il faut l'avouer, un étrange dissentiment. Je m'expliquerai tout à l'heure catégoriquement là-dessus, mais, avant d'aborder les questions et les controverses que soulève la théorie de la consommation, il importe de bien se fixer sur la terminologie, sur le langage scientifique afin d'éviter des malentendus qui nous arrêteraient à chaque pas.

De même que *produire* n'est pas créer quelque chose de rien, mais simplement donner de l'utilité et de la valeur aux choses qui en sont dépourvues ou accroître celle qu'elles possèdent déjà, ainsi *consommer* n'est pas synonyme d'anéantir, mais signifie détruire plus ou moins

1. Voir le chapitre III, sur l'étroit enchaînement des phénomènes économiques et sur l'*unité d'objet* qui est le caractère de l'économie politique, comme de toute science. — Voir le chapitre IX, sur la complexité des phénomènes économiques et les raisons d'en commencer l'étude du point de vue de la production.

complètement l'utilité et la valeur d'une chose. Rien n'est anéanti, et il en est ainsi alors même que la consommation se présente sous les apparences de la destruction la plus complète, la combustion. La combustion ne fait que disperser et combiner de diverses manières les éléments constitutifs de l'objet brûlé. Au point de vue technologique, toute destruction suppose une altération matérielle de l'objet ; il en est autrement au point de vue économique, et la destruction d'utilité peut, comme la production, résulter d'un simple déplacement. Mieux que cela : un caprice de la mode peut détruire la plus grande partie de la valeur d'une étoffe qui a d'ailleurs conservé son éclat et sa solidité. Combien de gens préfèrent porter un vêtement usé, mais à la mode, plutôt qu'un vêtement intact mais démodé !

Toute richesse créée est destinée à être consommée, soit pour la satisfaction directe des besoins de l'homme, soit pour la production de richesses nouvelles. A défaut de l'homme, la nature se charge d'accomplir cette destruction. Le temps n'épargne rien : les monuments les plus solides finissent par tomber en ruines et les ruines elles-mêmes périssent. Tout périt, mais tout renaît. C'est là un phénomène universel, une grande harmonie commune à l'ordre économique et à l'ordre naturel. Les choses, dont nous disons qu'elles sont détruites, anéanties, ne font que retourner dans la grande officine de la nature où elles sont élaborés de nouveau et transformées en substances que l'industrie humaine met à profit. De même dans l'ordre économique, la valeur de la richesse anéantie sous sa forme première se retrouve dans la valeur du produit obtenu. Et c'est ainsi que la richesse, sans cesse consommée, renaît, s'accroît, s'étend sans cesse. La vie n'est pas la permanence. C'était une erreur des anciens physiologistes de concevoir la vie organique comme l'effet de la résistance opposée aux forces physiques et chimiques qui tendent à la détruire. Non, la vie organique n'est qu'un travail incessant de désorganisation et de réorganisation qui se résume dans le grand acte de la nutrition, phénomène à double face : d'une part, usure, destruction moléculaire par la combustion ou oxydation qui engendre la chaleur animale ; d'autre part, assimilation de substances nouvelles qui viennent prendre la place de celles qui, oxydées, brûlées, désormais impropres à la vie, doivent être, sous diverses formes, rejetées des profondeurs de l'organisme.

Nous n'avons pas à rechercher les divers modes de destruction par l'action des forces physiques ou chimiques, mais à distinguer et à qualifier les différentes consommations d'après leur but et leurs résultats économiques[2].

2. Voilà encore la notion de *produits immatériels* qui encombre inutilement la science : « De toutes les consommations, la plus rapide est celle que l'on fait des « produits immatériels. Ils n'ont aucune durée ; et si l'on veut que leur consom- « mation serve à quelque chose, elle doit avoir lieu au moment même où ils sont

Qu'un amas de charbon extrait d'une mine prenne feu par accident ou qu'il soit brûlé dans des hauts-fourneaux et serve à la fabrication du fer, ce charbon n'en a pas moins été consommé, mais qui ne voit la différence au point de vue économique? Dans le second cas, la valeur du charbon se retrouve dans la valeur du fer. Considérez encore deux socs de charrue, dont l'un a été rongé par la rouille, tandis que l'autre s'est usé à ouvrir les sillons. On touche là du doigt la différence entre la consommation *improductive* et la consommation *reproductive*. Mais ce n'est pas de cette opposition que nous avons à nous occuper, et cette consommation *improductive*, que j'appellerais plus volontiers *stérile*, s'est accomplie en dehors de la volonté de l'homme; ce n'est pas une consommation ayant un caractère économique quelconque. On peut en effet distinguer les consommations en consommations *économiques* et *non économiques*. La richesse est créée pour satisfaire les besoins de l'homme, besoins qui sont de mille espèces différentes. Toutes les fois qu'elle aura été consommée dans ce but, il y aura consommation économique. Ce charbon qui a brûlé par accident, cette viande qui s'est gâtée n'ont satisfait aucun besoin : voilà la consommation non économique. Mais si le charbon a servi à faire cuire la viande, laquelle a été mangée, n'importe par qui, voilà des consommations ayant un caractère économique.

Ce sont ces consommations dites économiques qu'il s'agit d'apprécier. On peut se placer pour cela à deux points de vue différents : 1° s'attacher uniquement à la nature de la consommation en elle-même et à son résultat matériel; 2° considérer la personne du consommateur.

Du charbon est brûlé dans un haut-fourneau, et on obtient ainsi du fer dont le prix comprend la valeur du charbon. Voilà, dit-on, une consommation *industrielle, productive, reproductive*. Ce même charbon est brûlé dans un calorifère qui a chauffé un appartement : qu'en reste-t-il? rien : voilà une consommation *personnelle, improductive, non reproductive*. Il y a là une façon toute matérielle d'apprécier les choses : on voit

« créés. Le domestique qui me sert à table me rend un service qui a une utilité et « un prix ; mais ce service d'aujourd'hui ne m'est d'aucun secours plus tard. Si je « veux être servi à table demain, il faudra que le domestique prenne une nouvelle « peine et que je lui paye un nouveau salaire. Le service d'hier n'a plus aucune « valeur ; il a été complètement consommé. » (J.-B. Say, *Cours complet*, VII^e^ partie, chapitre I^er^, tome II, page 199). — Quelle est donc la portée de cette remarque? On ne la voit pas. J.-B. Say parle d'un domestique : entend-il établir une distinction entre le domestique et l'ouvrier? Mais le service industriel que l'ouvrier m'a rendu hier n'a plus aucune valeur aujourd'hui, et il faudra aussi que l'ouvrier *prenne une nouvelle peine et que je lui paye un nouveau salaire*. Le pain que j'ai mangé aujourd'hui ne m'*est aussi d'aucun secours plus tard*. Quant à cette remarque, la consommation du produit immatériel, *doit avoir lieu au moment même où il est créé*, il est bien clair que mon domestique ne peut pas me servir à table quand je ne suis pas à table.

en quelque sorte la richesse sortir du haut-fourneau sous forme de fer, tandis que, dans le calorifère, le charbon s'en va en fumée. Suffit-il donc de dire qu'une consommation est *personnelle* pour en conclure qu'elle est *improductive*? Ne sont ce pas les personnes plutôt que les consommations qui sont productives ou improductives? Toute richesse aboutit à une consommation personnelle; toutes les denrées alimentaires notamment [3]. Si les aliments sont employés à soutenir l'existence d'un travailleur, d'un savant, cette consommation aura été indirectement productive. Voilà un capitaliste qui vit exclusivement de l'intérêt de son capital : dira-t-on que ses consommations sont improductives ? Non, car si ce capitaliste n'avait pas pu compter sur le revenu de son capital pour vivre, il ne l'aurait pas amassé par l'épargne, et c'eût été autant de perdu pour la société. Ce qui est réellement improductif, c'est la consommation de l'indigent qui ne participe à l'œuvre de la production ni directement, ni indirectement, ni par son travail présent, ni par son capital, fruit d'un travail passé, qui, par conséquent, vit sur le revenu d'autrui. Nous trouvons pis que cela, la consommation du malfaiteur qui s'approprie le bien d'autrui par des moyens coupables, la ruse ou la violence.

Quoi qu'il en soit, il faut conserver ces dénominations [4], car on ne voit pas ce qu'on pourrait mettre à la place ; il faut seulement noter que, si ces expressions de consommation *industrielle*, *productive*, *reproductive*, ont un sens assez net et assez bien défini par le caractère de matérialité qui s'y rattache, il en est autrement de consommation *personnelle*, *improductive*, *non reproductive* ; car, outre que ces expressions sont très élastiques quant à la nature de la consommation, et comprennent à la fois le strict nécessaire et les dépenses de luxe les plus exagérées, elles sont très vagues au point de vue de la personne du consommateur et embrassent les résultats économiques les plus divers.

Ainsi, consommation stérile ou profitable, économique ou anti-économique, industrielle ou personnelle, reproductive ou improductive, tout cela est un peu affaire de terminologie, de nomenclature et, par conséquent, de convention. L'essentiel est de s'entendre sur le fond des choses, et cela est très simple. Qu'on n'adresse donc pas à l'économiste le reproche ridicule et banal de barbarie, parce qu'il qualifie d'improductive la consommation de l'indigent infirme. Cela serait aussi peu raisonnable que de taxer de cruauté le général qui, en prévision d'un

3. Il est assez difficile de faire pour la viande la distinction que nous avons faite pour le charbon entre la consommation évidemment industrielle et la consommation purement personnelle. On ne peut distinguer entre la viande mangée par un oisif et celle qui est consommée par un travailleur utile.

4. « A considérer le fond des choses, ces dénominations sont loin d'être parfaites ... « et le lecteur doit chercher à pénétrer la manière dont se passe le phénomène, « sans chicaner sur les mots dont l'auteur est contraint de se servir. » (J.-B. Say, *Cours*, tome II, page 201.)

siège à soutenir, désire conserver dans une ville le moins possible de vieillards, de femmes et d'enfants, qu'il qualifie de bouches inutiles. Par contre, dire qu'une consommation est reproductive, ce n'est pas nécessairement l'encourager. La culture de l'opium comme celle du blé emploie reproductivement du capital, car l'opium et le blé se vendent.

Je reviens à la question que j'ai posée en tête de ce chapitre : Y a-t-il une théorie de la consommation et convient-il d'en faire l'objet d'une étude spéciale, d'une grande division dans l'exposé méthodique de la science ? Personne ne s'est expliqué là-dessus d'une manière plus nette que Rossi : « J'ai essayé, dans les années précédentes, de vous expo-« ser l'ensemble de la science. Nous l'avons étudiée dans ses grandes « divisions, la *production* et la distribution de la richesse, et si nous ne « nous sommes pas occupés à part d'une troisième branche qui est dé-« signée dans les livres sous le nom de *consommation*, c'est que, pour « nous, cette branche rentre dans les deux autres. Ce qu'on appelle « consommation productive n'est autre chose que l'emploi du capital ; « la consommation qu'on a voulu appeler improductive, l'impôt rentre « directement dans la distribution de la richesse : le reste appartient « à l'hygiène et à la morale[5]. » Il y a là deux assertions distinctes qu'il convient d'examiner séparément :

1° *La consommation productive n'est que l'emploi du capital ; le capital est un élément de la production, donc la consommation rentre dans la production.* — Mais est-il bien sûr que l'analyse scientifique ait pour but de faire ainsi rentrer les phénomènes les uns dans les autres ? Pour celui qui sait, il n'y a plus de divisions dans la science ; il embrasse tous les phénomènes dans une vaste synthèse ; mais ce n'est point par là qu'on peut débuter. Il ne s'agit que de l'emploi du capital, dit Rossi ; mais avant d'employer le capital, il faut voir comment il se forme par l'épargne. Ce n'est que dans une théorie de la consommation et de l'épargne que le capital nous apparaît avec son vrai caractére et qu'on peut résoudre toutes les difficultés que soulève la notion du capital résumée en une définition ;

2° La seconde assertion de l'illustre maître me paraît plus grave encore : *tout le reste appartient à l'hygiène et à la morale* ! Je réponds que tous les faits sociaux ou individuels relatifs à la richesse et à ses divers emplois sont plus ou moins du ressort de l'économie politique ; qu'il s'agit précisément de mettre en relief les mauvais effets économiques des emplois de la richesse condamnés par la morale ou l'hygiène de contrôler au nom de la science économique certains emplois de la richesse que la morale prescrit, la bienfaisance, la charité, mais dont il faut user avec discernement. C'est encore à propos de la consommation, du bon emploi de la richesse, de l'épargne, que se posent les ques-

5. Rossi, *Cours*, tome Ier, page 9. Deuxième édition.

tions relatives aux divers degrés de la fortune et de la déchéance économique. Certains ont pu penser qu'elles rentreraient mieux dans la théorie de la production ; ils ont dit : Que la production soit abondante, que la richesse coule à pleins bords, et tous seront assis passablement à l'aise au banquet de la vie ! D'autres ont dit : C'est affaire de répartition : si la répartition était plus équitablement faite, il pourrait y avoir encore des riches et des pauvres, on ne verrait plus l'affligeant contraste de l'opulence et de la misère. — Je ne le pense pas. Laissons de côté ce rêve d'une richesse coulant à pleins bords ; quel que fût le mode de répartition adopté, en dehors du communisme qui n'aboutirait qu'à l'égalité dans la misère, on n'empêcherait jamais que la paresse, l'inconduite, le défaut de prévoyance, ne fissent déchoir de l'aisance dans la gêne, la pauvreté, la misère, le paupérisme. C'est le plus souvent à des consommations mal calculées, à un défaut de prévoyance qu'il faut attribuer ces déchéances successives qui aboutissent au bas-fond du paupérisme.

Si, comme le dit Rossi, l'impôt est un fait de distribution, c'est l'emploi de l'impôt qui le justifie. Il en est de même de l'emprunt. C'est donc dans la théorie de la consommation que la matière des finances publiques, si restreinte que soit la part qu'on lui fait, est à sa véritable place. Dira-t-on encore qu'il ne s'agit là que de l'emploi du capital ? Que tout ce qui se rapporte aux finances publiques rentre, à ce titre, dans la théorie de la production ? Et les dépenses publiques, sont-elles soumises aux mêmes règles que les dépenses privées, que l'emploi du capital dans n'importe quel entreprise industrielle ?

J'ai enfin eu déjà l'occasion de reconnaître que les *socialistes de la chaire* reprochent avec raison à l'*école*, comme ils appellent l'économie politique, de ne pas s'occuper assez de la répartition et de la consommation.

CHAPITRE LXXVIII

Du rapport général entre la production et la consommation.

Si, comme nous venons de l'établir, la vie, dans toutes ses manifestations n'est qu'un flux et un reflux éternel, une incessante alternative de destruction et de reconstruction ; si la vie économique notamment est toute entière comprise dans cette évolution de la production et de la consommation, il est évident qu'il doit y avoir entre ces deux termes une corrélation, un rapport nécessaire qui est la condition de la

vie, de la persistance, de la durée. Quels rapports la vie économique suppose-t-elle donc entre la production et la consommation ? Ce n'est point ici une question d'économie domestique ; il ne s'agit pas de l'équilibre entre le revenu et les consommations d'un individu, d'une famille, pas même de tel ou tel pays ; c'est l'activité économique dans le monde entier que nous embrassons.

Le problème est plus ou moins compliqué suivant l'état économique de la société. Au premier âge, dans l'état d'isolement économique, il faut pourvoir à la consommation d'un groupe très restreint d'individus et s'appliquer à produire un peu de tout dans des proportions déterminées ; chacun pourvoit directement par sa production à sa consommation ; le calcul est assez simple, mais nous savons que le résultat est assez difficile à obtenir parce qu'on est privé des ressources de l'échange en cas de déficit ou d'abondance de tel ou tel produit. Au second âge économique, lorsque l'échange commence à s'établir, un déficit dans la production est moins à craindre parce qu'il se répartit sur un plus grand nombre d'individus ; il en est de même de l'abondance qui se répand sur un plus grand nombre. L'outillage est imparfait et on ne saurait redouter une production trop abondante. D'ailleurs, à cette époque, consommateurs et producteurs se connaissent personnellement ; on travaille le plus souvent sur commande, et l'artisan cumule avec son métier quelque autre industrie. Mais nous voici arrivés à l'état économique proprement dit : la division du travail est poussée à l'extrême ; c'est la production sur une vaste échelle ; on ne travaille plus pour tel ou tel consommateur, mais pour alimenter le marché qui, pour certaines industries, grâce à la facilité des communications, embrasse le monde entier. La concurrence ne pourra-t-elle pas amener une rupture de l'équilibre entre la production et la consommation ?

Que la production puisse rester au-dessous de la consommation, ou pour parler plus exactement, au-dessous, soit du besoin, soit du désir de consommer, cela n'est pas douteux, et on peut même affirmer qu'il en est ainsi, tant il y a encore de gens qui sont mal nourris et mal vêtus. Mais, s'il en est ainsi, comment peut-on songer à poser cette autre question : est-il possible que la production soit trop abondante, qu'il y ait *encombrement général* ? C'est pourtant une question débattue et qui mérite d'être élucidée, tant à raison de son importance théorique que des conséquences pratiques qu'on a voulu en tirer. La science affirme qu'il ne saurait se produire un encombrement général, *general glut*. Supposons en effet qu'à un certain moment les divers produits s'échangent dans une proportion donnée, et voilà que tout à coup il paraît sur le marché une quantité triple de tous ces produits, qu'en résultera-t-il ? qu'on échangera, par exemple, trois fois plus de blé contre trois fois plus de vin. En langage économique cela se formule ainsi : chacun apporte sur le marché une offre triple, mais cette offre constitue en

même temps une demande triple. Il y aura abondance, non encombrement. Vous redoutez une surabondance ? Qu'à cela ne tienne : cette surabondance est le résultat de perfectionnements industriels qui, en somme, permettent de produire toutes les choses nécessaires à la satisfaction de nos besoins à l'aide d'un effort moindre... on restreindra bien vite la production sur toute la ligne ; on ne travaillera que six heures par jour dans les usines, dans les ateliers, à la campagne, et chacun acquerra des loisirs qu'il pourra consacrer à la culture des arts, des lettres, des sciences. Mais nous sommes encore si loin de cet âge d'or de l'avenir !

Est-ce à dire que les choses se passeront comme la théorie l'indique ? Qu'il y aura simplement des échanges portant sur des quantités plus considérables, au grand avantage de tous ? Non, car la théorie est fondée sur ce que l'échange, agissant librement comme la loi de la pesanteur sur un liquide, fait écouler les produits d'un pays où ils abondent dans les pays où ils sont rares. Mais que d'entraves peuvent s'y opposer : le manque de moyens de communication, les lois de douane, la guerre ! Il peut encore se faire que, dans des vues de spéculation, le commerçant, après avoir vendu, ne réalise pas immédiatement l'achat qu'il se proposait de faire, dans l'attente d'une baisse. En outre, la théorie ne dit pas : Ne songez qu'à produire, indistinctement dans toutes les branches de l'industrie ! Elle dit, au contraire : Produisez avec discernement et en consultant l'état du marché, car s'il n'y a pas à redouter un excès de production en général, il est possible qu'on ait produit en trop grande abondance telle espèce d'objets par rapport à telle autre. Il en est de l'ensemble de la production commne d'une manufacture de montres, par exemple. Ne dites pas au manufacturier qu'il peut trop produire de montres ; il vous répondrait qu'il a établi sa fabrication pour en produire le plus possible et en vendre beaucoup à bon marché, et qu'il y a des millions d'individus qui n'ont pas de montres. Mais ce fabricant doit maintenir une juste proportion entre les différentes branches de sa fabrication, boîtes, cadrans, ressorts, roues, aiguilles. La théorie dit encore : Ne portez pas sur tel marché particulier plus de produits qu'il n'en peut absorber, et ne portez pas surtout tels ou tels produits chez des gens qui ne veulent pas ou ne peuvent pas vous les acheter, des livres chez des sauvages, des parapluies dans un pays où il ne pleut jamais, des patins là où il n'y a jamais de glace. Cependant la possibilité d'un excès de production, d'un encombrement général a été soutenue tant dans la théorie que dans la pratique.

Voyons d'abord comment cela se formule dans la pratique. Les commerçants vous disent : « Le commerce ne va pas ! *Rien ne se vend* ! » Voyons ce qu'il en est de cette affirmation. J'ai une triple réponse à y faire. 1° Nous sommes en temps de crise, et vous affirmez que rien

ne se vend... c'est beaucoup dire ! Le boucher, le boulanger, l'épicier, le mercier, n'ont pas fermé boutique. Les théâtres, les cafés, les restaurants sont pleins. On consomme encore ; seulement il y a beaucoup de consommations qu'on peut différer, et on les ajourne , on porte un peu plus longtemps ses habits, on ne renouvelle pas son mobilier ; on se prive de certaines fantaisies ; 2° Mais la plainte est fondée en partie, et je m'adresse au marchand qui *ne vend rien*. Pourquoi ne vend-il rien ? Est-ce parce qu'il y a encombrement, parce qu'il y a trop de marchandises dans son magasin ? Non, y en aurait-il dix fois moins, il ne vendrait pas davantage. Le propre des temps de crise, c'est de suspendre complètement la vente de certaines marchandises. La preuve en est que si demain la crise cesse, si la confiance renaît, si les affaires reprennent, ce marchand écoulera ses marchandises, il en manquera peut-être. Il n'y avait donc pas encombrement absolu ; 3° Veut-on savoir ce que signifie le plus souvent cette plainte : « Rien ne se vend, les affaires ne vont pas ! » Cela veut dire que les affaires ne vont pas aussi bien que par le passé, qu'on ne fait pas d'aussi gros profits. Voilà un entrepreneur qui crée une industrie dans une ville : il n'a pas de concurrents, il réalise des profits considérables. Cela ne saurait durer. Les capitaux afflueront dans cette industrie ; de nouvelles entreprises surgiront ; les prix baisseront et les profits par conséquent. Il se fera beaucoup d'affaires, on vendra beaucoup en réalité, et à bon marché ; la masse des consommateurs s'en applaudira, mais le premier entrepreneur dira : On produit trop, les affaires ne vont pas !

Parmi les théoriciens, Sismondi a été le principal représentant de l'opinion que je combats. Son erreur, à cet égard, a été déterminée par une fausse appréciation de la nature et des causes des crises commerciales, appréciation doublement erronée. La crise qui impressionna vivement Sismondi fut celle que provoqua la désastreuse récolte de 1816. Mais, en somme, que vit-on là ? Une disproportion entre les diverses parties de la production. Les denrées alimentaires se vendaient très cher, tandis qu'on ne vendait presque pas d'articles manufacturés. Une autre erreur est de croire que, une crise étant le résultat d'un excès de production, le remède est dans la diminution de cette production, dans la réduction de l'offre. Nous savons que les crises sont occasionnées par une subite contraction du crédit à la suite de spéculations désordonnées dans quelque branche particulière de l'industrie.

Ce qu'il importe surtout de repousser, ce sont les conséquences pratiques qu'on a cru pouvoir tirer de cette théorie de l'excès de production. On a recommandé une production modérée, les consommations improductives ; on a fait le procès à la division du travail et aux machines ; on a combattu l'épargne qui accroît le capital, source d'une production plus abondante. Ce sont là des doctrines insoutenables. Cette perspective d'une production trop abondante a rempli de terreur l'âme

de Sismondi. « Si la nation entière, dit-il, travaillait comme font les « seuls manouvriers ; si, par conséquent, elle produisait dix fois plus « de nourriture, de logement, de vêtements que chacun d'eux n'en « peut consommer, se figure-t-on que la part de chacun serait meil- « leure ? bien au contraire ? chaque ouvrier aurait à vendre comme « dix, et à acheter seulement comme un ; chaque ouvrier vendrait « d'autant plus mal, et se trouverait d'autant moins en état d'acheter, « et la transformation de la nation en un grand atelier d'ouvriers cons- « tamment occupés, loin de causer la richesse, causerait la misère « universelle [1]. » Cela ne supporte pas l'analyse. On ne se représente pas la misère de cette société dans laquelle il y aurait une telle abondance de produits. C'est une hypothèse complètement chimérique que cette société qui s'obstine à produire dix fois plus de blé ou de vêtements qu'elle n'en peut consommer. On produira autre chose pour satisfaire des besoins nouveaux. Si l'on compare la production actuelle de la France avec ce qu'elle était il y a quatre siècles, on trouvera certainement qu'elle est dix fois plus forte, ce qui ne veut pas dire qu'on fabrique dix fois plus de chacun des produits qui étaient alors en usage : on y fabrique ou l'on s'y procure par l'échange une foule de denrées qui étaient alors inconnues, sucre, café, cacao, tabac ; on a créé des chemins de fer pour satisfaire au besoin de locomotion alors inconnu.

Laissant de côté cette crainte chimérique d'une inondation de tous les produits, et se préoccupant uniquement de la juste proportion à maintenir entre les différentes branches de la production, ce qui est le point important, on s'est demandé comment ce résultat pourrait être obtenu ? On a écrit que la production abandonnée sans direction à la libre activité individuelle ne pouvait être que le désordre, l'anarchie industrielle, et on a proposé de faire intervenir l'Etat, d'organiser tout un système de prévision sociale [2]. On se représente difficilement ce que pourraient bien être ces bureaux de renseignements officiels. L'industrie commerciale, telle qu'elle s'est librement organisée, offre un sys-

1. Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique*, livre II, chapitre III, page 79 (Voir ci-dessus chapitre XIX, note 1). « Si tout à coup la classe riche, dit un peu « plus loin Sismondi, prenait la résolution de vivre de son travail, comme la plus « pauvre, et d'ajouter tout son revenu à son capital, les ouvriers seraient réduits « au désespoir et mourraient de faim. » Cette résolution n'est pas à craindre, mais admettons-la pour un instant. Le riche ajoute tout son revenu à son capital, soit ! Mais que fera-t-il de ce nouveau capital ? *Il le placera*, comme on dit vulgairement, c'est-à-dire qu'il l'emploiera directement ou indirectement à encourager l'industrie, à donner du travail aux ouvriers, à multiplier les produits dont les ouvriers font la plus grande consommation. Sismondi a confondu la *thésaurisation* avec la *capitalisation* ; mais si le riche se borne à thésauriser, il n'accroît pas son revenu.

2. M. Ott (*Traité d'économie sociale, ou l'économie politique coordonnée au point de vue du progrès*) est le principal représentant de cette opinion. — Proudhon, dans sa *Banque d'échange*, a écrit là-dessus des choses d'un haut comique (Voir mon livre *Du rôle de l'État dans l'ordre économique*, chapitre XIV).

tème de renseignements bien autrement complet. Les marchands en gros, demi-gros et détail, répandus sur tous les points du territoire, sont là pour renseigner les producteurs sur les besoins, les goûts, les caprices des consommateurs. Il peut y avoir des mécomptes, des tatonnements, mais la rectification des rapports entre la production et la consommation se fait en quelque sorte automatiquement, jour par jour, d'une saison à l'autre. J'ai par là même répondu à cette autre question qui se pose sur les rapports entre la production et la consommation : quel est celui des deux termes qui commande l'autre ? C'est la consommation. La chose est évidente dans un état économique peu avancé, alors que la disette du capital et l'imperfection de l'outillage interdisent de confectionner à l'avance des masses de produits dont l'écoulement serait incertain ou très lent : on ne travaille que sur commande. Cela est encore vrai, dans une certaine mesure, quoique moins apparent, dans notre état économique. Les commandes du commerce à l'industrie, ne sont, en réalité, que l'expression des demandes adressées par les consommateurs au commerce, au petit détaillant du village comme au gros marchand de la ville. Ce qui est vrai, c'est que, grâce à l'abondance des capitaux, un entrepreneur peut influer sur la consommation, soit en produisant et vendant à bas prix des quantités beaucoup plus considérables que n'en avait réclamé jusqu'à ce jour la consommation, soit en essayant d'y faire pénétrer quelque produit nouveau, quelque caprice de la mode ; mais c'est en somme le consommateur qui jugera si l'entrepreneur a bien calculé. Ce que je dis des produits s'applique aux services : c'est le consommateur qui, en réclamant plus habituellement tel ou tel genre de services, déterminera les professions vers lesquelles on se portera en plus ou en moins grand nombre. On voit par là combien il importe que chacun use avec discernement du pouvoir qu'il a de commander des produits ou des services, c'est-à-dire fasse un bon emploi de la richesse dont il dispose.

SECTION II.

Du meilleur emploi de la richesse

CHAPITRE LXXIX.

Terminologie : consommation, dépense ; emploi, usage de la fortune. — Épargne. — Economie. — Thésaurisation. — Prodigalité. — Avarice.

J'ai déjà fait remarquer ce que la terminologie économique en ma-

tière de consommation a d'imparfait [1].C'est encore sur une question de terminologie que je dois tout d'abord m'expliquer ici. Après avoir décrit et qualifié les différentes consommations, il faut conclure et dire comment la richesse *doit être consommée* : c'est en cela que consiste, à proprement parler, la théorie de la consommation. Mais, dans le langage usuel, ce n'est point en ces termes que la question se pose ; on se demande : comment doit-on dépenser son revenu ? Quel usage, quel emploi doit-on faire de son revenu ? On considère que chacun reçoit sa part de richesse, son revenu en argent, fermage, intérêt, salaire, et emploie cet argent à se procurer tout ce qu'il doit consommer, en sorte que toute consommation a pour prélude une dépense. Dépenser, c'est employer son argent à acheter des produits ou des services ; et tout dépend de l'emploi ultérieur de ces produits, de la nature de ces services. Dans la langue usuelle néanmoins on donne au mot dépense un sens plus étroit, celui de consommation *non industrielle*, *non reproductive*. Quand on dit d'une personne qu'elle dépense beaucoup, qu'elle fait beaucoup de dépenses, on entend par là qu'elle consomme beaucoup pour la satisfaction de ses besoins personnels ; il y a même dans cette manière de parler une nuance de blâme.On ne dira pas de celui qui a employé une partie de son revenu à acheter des actions de chemins de fer, qu'il a dépensé tout son revenu. D'un industriel qui achète pour des sommes considérables des matières premières nécessaires à son industrie, on ne dira pas qu'il dépense beaucoup.

Quoi qu'il en soit, la réponse de l'économie politique à la question dont il s'agit ne saurait être douteuse ; elle résulte de l'analyse sommaire que nous avons faite de l'épargne [2]. La richesse doit être consommée de manière à conserver et à accroître le capital sous toutes ses formes, capital matériel, moral, intellectuel, capital privé et capital public. Traduisant ce précepte dans le langage économique dont nous sommes convenus, nous dirons qu'il faut modérer ses dépenses personnelles ou improductives afin d'accroître la portion du revenu qui recevra une destination industrielle ou reproductive. Épargner, c'est à la fois augmenter ses revenus, et accroître la puissance productive de la société. Nous n'avons pas de terme propre pour désigner l'homme qui épargne ; on dit, faute de mieux, qu'il est *économe* ; mais *épargne* et *économie* sont deux choses distinctes, bien que reliées par une étroite corrélation. Ce n'est point là une vaine question de mots, et, en analysant cette distinction, nous allons pénétrer plus avant dans la nature de l'épargne.

Économiser, c'est tirer le meilleur parti d'une quantité de richesse,

1. Voir chapitre LXXVII, notes 3 et 4.

2. Voir ce qui a été dit, au chapitre XX, sur la formation, la conservation et l'accroissement du capital par l'épargne. Je suppose que le lecteur a ce chapitre XX sous les yeux.

eu égard à la destination à laquelle elle est affectée. Avant de songer à épargner, à capitaliser, il faut pourvoir aux dépenses personnelles, aux dépenses du ménage. Considérez plusieurs individus qui sont dans la même situation de fortune, de famille, de position sociale, et qui entendent se procurer le même degré de bien-être : pensez-vous qu'ils y parviendront en affectant à leurs dépenses personnelles la même somme, la même portion de leur revenu ? Non, cela dépendra du parti qu'on tirera de cette somme : ici désordre et gaspillage, là ordre et économie. C'est le domaine propre de l'économie domestique. On voit le rapport qui existe entre l'économie et l'épargne : celle-ci pourra être d'autant plus abondante que l'économie sera mieux entendue. La question d'économie se présente encore lorsqu'il s'agit de tirer parti de la portion du revenu affectée à l'épargne, à la capitalisation. C'est une somme d'argent qui a été employée tout d'abord à prendre une action dans une entreprise industrielle et dont l'emploi définitif est, par exemple, l'achat d'une quantité de charbon qui est consommé reproductivement dans l'usine. Ici se présente la question d'économie proprement dite, et nous la retrouvons à tous les degrés de la hiérarchie industrielle, directeur, ingénieur, ouvrier. Le directeur devra faire ses achats de charbon dans les conditions les plus avantageuses. L'ingénieur construira les appareils de chauffage de manière à ce qu'il y ait le moins de déperdition possible de calorique. L'ouvrier ménagera le combustible. Les conducteurs de locomotives reçoivent une prime à raison de la quantité de charbon qu'ils ont économisée tout en obtenant la vitesse réglementaire sur un parcours donné. Voilà l'économie industrielle. L'économie domestique comme l'économie industrielle concourent à l'épargne, à l'augmentation du capital.

L'épargne consiste donc à employer reproductivement ce qui est soustrait aux dépenses personnelles. Comment se fera cet emploi ? On peut employer soi-même directement et immédiatement la somme destinée à l'épargne, en donnant de l'extension à son commerce ou à son industrie, en y consacrant un capital circulant plus considérable, en augmentant son capital fixe, en faisant à un immeuble des améliorations foncières, C'est évidemment là le mode d'emploi qui réclame le plus de tact, de discernement, de connaissances techniques. Le capitaliste peut engager ses fonds dans une entreprise déterminée, ou les prêter à un particulier en qui il a confiance et qui les fera valoir comme il l'entendra, servant un intérêt au prêteur. Nous savons que les banquiers font profession d'emprunter d'une main et de prêter de l'autre, mettant ainsi au service de l'industrie les moindres parcelles de capitaux qu'ils groupent pour les distribuer là où ils sont demandés. C'est une application à l'épargne, à l'accroissement du capital, du principe de la division du travail. Les uns épargnent en ce sens qu'ils s'abstiennent de consommer improductivement ; les autres s'occupent de

donner à ces épargnes l'emploi effectif, l'emploi reproductif en vue duquel elles ont été réalisées.

Lorsqu'une personne a soustrait aux consommations improductives une portion de son revenu représentée par une somme d'argent, ce n'est point encore là l'épargne, ce n'est que le prélude de l'épargne ; il n'y aura épargne, capitalisation, qu'après qu'elle aura donné à cette somme un emploi reproductif, comme nous venons de le dire. Si elle conserve cette somme par-devers elle indéfiniment, c'est de la *thésaurisation*. La thésaurisation est une manie, une vieille habitude qui n'est plus en harmonie avec notre état économique [3]. Autrefois, quand l'industrie était peu active, le crédit peu développé et mal organisé, chacun gardait chez soi improductives des sommes relativement considérables, ou bien les confiait à une banque de dépôts qui ne servait aucun intérêt. La banque de dépôts n'était que la thésaurisation organisée.

Afin de bien mettre en lumière les avantages de l'épargne, il faut la rapprocher de deux modes bien différents d'emplois de la richesse : la prodigalité et l'avarice. Cela est d'autant plus nécessaire que bien souvent, dans un esprit de dénigrement, on oppose la prodigalité à l'épargne, ou l'on confond l'épargne avec l'avarice. L'épargne et économie ne sont pas seulement des vertus domestiques, ce sont des vertus sociales : la théorie du capital et de sa formation fournit la démonstration directe de cette vérité. La prodigalité n'est qu'un vice plus ou moins brillant ; l'avarice, un vice plus ou moins odieux ou ridicule. Mais, dans le langage usuel, quand on veut donner une idée de la manière dont une personne fait emploi de sa fortune, on dit qu'elle ne dépense qu'une partie de son revenu, qu'elle le dépense tout entier, qu'elle dépense même au delà ; entre l'épargne et l'avarice on ne fait qu'une différence du plus au moins ; on confond l'homme prodigue avec l'homme généreux, libéral, bienfaisant ; on confond le luxe et la prodigalité. Tous ces jugements sont aussi faux au point de vue moral qu'au point de vue économique. C'est ce qu'il importe de bien comprendre.

On oppose avec raison l'épargne à la prodigalité ; mais on se méprend complètement sur la nature de l'opposition quand on dit que le

3. Nous tenons à honneur d'avoir nos tiroirs et nos poches suffisamment garnis ; les Anglais mettent le leur à n'avoir pas d'argent *sur soi*, et à solder des dépenses même minimes en détachant un chèque sur leur banquier. La thésaurisation habituelle, chronique, est jusqu'à un certain point moins fâcheuse que la thésaurisation aiguë des moments de crise. La première est un état permanent auquel l'industrie et le commerce sont faits ; ils se règlent là-dessus. Les accès de thésaurisation, au contraire, sont de nature à accroître la perturbation dans les relations d'échange à un moment où le crédit se resserre. Il nous faut plus d'argent qu'en Angleterre pour faire nos affaires ; c'est une sorte de luxe que nous nous passons.

prodigue et l'homme qui épargne dépensent plus ou moins : l'un et l'autre dépensent tous leurs revenus, seulement ils les dépensent de manières différentes. Tous les deux emploient leurs revenus à acheter des produits et à commander des services ; mais, tandis que le travail et les services commandés par celui-ci servent à accroître le capital, à améliorer la terre, à développer l'industrie, à créer des voies de communication ; le prodigue multiplie ses consommations improductives, paye les services de gens improductifs ; la richesse du prodigue n'est pas une source féconde de richesses nouvelles ; sa richesse est, pour une grande partie, dissipée en pure perte. Dissipation et gaspillage, voilà à quoi se réduit la prodigalité. A ce jeu-là le revenu ne suffit bientôt plus ; on entame le capital, et la prodigalité aboutit à la ruine. Qu'on ne dise pas que le mal n'est pas grand par la raison qu'il y aura eu simplement transfert de richesse au profit de gens qui en tireront un meilleur parti que le prodigue : non, il y aura eu aussi destruction improductive de richesse. Que le prodigue ait vendu ses biens qu'il était incapable d'administrer, là n'est pas le mal ; mais qu'a t-il fait du prix qu'il a retiré de ces aliénations ? Le mauvais emploi que nous avons dit [4].

Certaines dépenses constituent par elles-mêmes une prodigalité, bien que, au point de vue moral, elles puissent être appréciées différemment. La guerre est, en elle-même, un type de prodigalité, une destruction improductive de valeurs. Il en est de même d'une entreprise industrielle mal conçue qui aboutit à la ruine de l'entrepreneur. Là encore il y a un capital détruit, des salaires improductifs. Mais, dit-on, tous les genres de prodigalité ont encouragé l'industrie, répandu des salaires, ont *fait aller le travail*, suivant l'expression vulgaire ! C'est toujours la même réponse : tout dépend du travail qu'on fait aller [5].

Quel est le mobile du prodigue ? Le moraliste peut se donner carrière sur ce point et signaler le désir immodéré de jouissances, la vanité, le désir de faire parler de soi en faisant étalage de sa fortune. La prodigalité est pour le moins une sottise [6]. Ce qui doit surtout frapper l'économiste, indépendamment des funestes effets de la prodigalité, c'est qu'elle procède d'une imprévoyance plus ou moins caractérisée. C'est aussi un entraînement, une passion, et même quand on en connaît les conséquences, la ruine qui est au bout, on ne se laisse pas arrêter : il y a imprévoyance inconsciente ou voulue, étourdissement.

4. On dit du prodigue qu'il fait *de folles dépenses*, expression qui a un sens absolu si l'on considère la dépense en elle-même, un sens relatif quand on considère surtout la dépense par rapport à la fortune de la personne. La même question s'élève à propos du luxe.

5. Je reviendrai là-dessus en parlant des doctrines erronées sur l'épargne, sur l'emploi de la richesse.

6. Pour tout ce qui est relatif à l'emploi de la richesse, je renvoie à mon livre, *Épargne et capital*, dans lequel j'ai traité le sujet avec plus de développement au point de vue moral.

De même que la prodigalité se caractérise par un excès d'imprévoyance, il y a, au fond de l'avarice, une prévoyance, une préoccupation exagérée et par là même inintelligente de l'avenir. Cela tourne à la monomanie. De peur que quelque chose lui manque demain, l'avare se fait faute de tout aujourd'hui. Il faut distinguer l'avarice de l'avidité. L'homme avide cherche à augmenter sa fortune ; l'avare se préoccupe surtout de ne pas dépenser : de là sa négligence à entretenir en bon état les objets qui composent son patrimoine. C'est un gaspillage d'un autre genre que celui du prodigue. Son idéal est d'avoir sa fortune sous forme d'un amas d'or qu'il voit s'accroître chaque jour et auquel il ne touche pas. Mais, à part cette incurie relative à l'entretien de son patrimoine, l'avarice est moins funeste que la prodigalité. L'avare consomme peu, il est vrai, mais il n'imprime pas à la production une mauvaise direction. Voilà trois hommes qui, leurs besoins personnels raisonnablement satisfaits, peuvent disposer d'un excédent de revenu. Le premier paye trois laquais galonnés pour dormir dans son anti-chambre ; le second trois ouvriers qui travaillent aux champs ou dans une usine ; le troisième garde son argent chez lui ; voilà le prodigue, l'économe et l'avare. Évidemment le prodigue fait moins bien que l'économe ; mais, dit-on, il fait mieux que l'avare, il fait vivre trois personne tandis que l'avare ne fait vivre personne. Je réponds que non : si le prodigue n'entretenait pas ces trois hommes à ne rien faire, ils seraient occupés ailleurs utilement ; l'avare du moins ne détourne personne d'une occupation utile. Ainsi l'avarice est, à tout prendre, moins nuisible que la prodigalité. D'ailleurs il n'y a plus d'avares. L'avarice est un phénomène économique qui s'est modifié comme les conditions économiques de la société en général. L'avarice n'est plus guère aujourd'hui que l'exagération de l'épargne, l'économie poussée jusqu'à la parcimonie ; pour tout dire en un mot, l'avare aujourd'hui n'enferme plus son argent dans une cassette qu'il enfouit, il *le place*. Mais nous savons ce que c'est que placer de l'argent, c'est le prêter ; c'est, directement ou indirectement, mettre les capitaux qu'il représente à la disposition de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

J'ai dit quels étaient les mobiles du prodigue et de l'avare : là imprévoyance, ici prévoyance inintelligente. L'homme économe qui épargne pratique seul la véritable prévoyance qui profite à lui-même et à la société. Est-ce à dire qu'il faille condamner le prodigue comme ayant intentionnellement agi en vue de faire tort à la société, où exalter l'homme qui épargne comme s'étant principalement préoccupé des avantages que la société tirerait de son épargne ? Non, sans doute, il a agi dans son intérêt, mais nous reconnaissons encore là cette grande harmonie du monde économique, que nous avons eu déjà l'occasion de constater, à savoir que l'intérêt bien entendu de chacun est d'accord avec l'intérêt de tous, avec l'intérêt général. Il ne faut pas réhabiliter

l'avarice qui est un vice, un ridicule, une maladie morale ; encore moins faut-il glorifier la prodigalité qui est loin d'être une vertu. La seule chose qu'il convienne de réhabiliter, c'est l'épargne, source de richesse privée et publique. Si la cigale est bien l'emblème de la prodigalité, disons mieux de l'imprévoyance, de l'insouciance, rien n'est plus faux que de voir dans la fourmie l'emblème de l'épargne : elle est l'image de l'avarice et de la dureté.

CHAPITRE LXXX.

Le Luxe.

La recherche du meilleur emploi de la richesse soulève inévitablement la question du luxe [1]. C'est un thème banal de controverses, de déclamations véhémentes, d'amplifications de rhétorique ; l'anathème a été parfois aussi peu raisonnable que le panégyrique. C'est à l'économie politique de dire le dernier mot sur une question que seule elle a su poser nettement. Le luxe n'est pas un mode d'emploi aussi facile à caractériser que ceux que nous avons analysés dans le chapitre précédent, épargne, prodigalité, avarice. Ceux-ci sont absolument dignes d'éloge ou condamnables ; il n'en est pas de même du luxe, et il faut procéder ici par distinctions. On a souvent confondu le luxe avec la prodigalité : il n'en est rien. Les gens raisonnables prennent toujours le mot prodigalité en mauvaise part ; il n'en est pas de même du luxe : nous verrons qu'il y a un luxe permis, décent, de bon goût, digne d'être encouragé. La prodigalité ne va pas sans désordre et gaspillage ; on peut, au contraire, calculer ses dépenses de luxe, y porter l'ordre et l'économie. Le luxe, la magnificence, le faste, sont choses différentes.

Quelle est la notion la plus générale du luxe ? Le mot luxe, dans son acception primitive, *luxus*, *luxuria*, *luxuries*, signifie une extrême abondance, spécialement une végétation surabondante ; Cicéron dit quelque part qu'il peut y avoir trop d'abondance dans le discours comme dans la végétation : *in oratione ut in herbis luxuries*. Nous disons encore aujourd'hui dans ce sens : une végétation *luxuriante*. Ce fut d'abord là le sens propre. L'abondance des fruits de la terre a été pour l'homme primitif la principale forme de la richesse. Le premier sens étendu du mot luxe fut de signifier, d'une façon générale, d'abord l'abondance, puis

1. Voir Roscher, *Principes*, §§ 226 à 234, et *Recherches sur divers sujets d'économie politique*, pages 299 à 403. — Voir surtout les études si complètes et si attachantes de M. Baudrillart.

la délicatesse, la recherche dans les mets, la magnificence dans les festins. Puis vint la satisfaction plus ou moins raffinée, étendue, multipliée de tous les besoins de première nécessité, la nourriture, le vêtement, le logement. L'idée de luxe se confond ici avec celles de mollesse, de sensualité, de gourmandise, de gloutonnerie. C'est assurément le moins noble de tous les luxes.

On voit par l'exemple précédent que ce qu'il y a, au fond du luxe, c'est la satisfaction d'un besoin naturel, légitime en soi, le goût du bien-être ; seulement on estime, avec plus ou moins de raison, que cette satisfaction va au-delà du nécessaire. Il en est de même de toutes les variétés du luxe, qu'on pourrait rapporter à trois sentiments, à trois instincts qui non seulement n'ont rien de blâmable, mais qui font la grandeur de l'homme, et sont l'expression la plus élevée de la sociabilité humaine : l'amour du beau, le souci de l'opinion publique, le désir de plaire. L'homme ne se borne pas à une contemplation intérieure du beau idéal ; il cherche à réaliser cette idée hors de lui, à la rendre sensible : de là les chefs-d'œuvre de l'art, l'ornementation, la décoration. Il peut y avoir là profusion, excès, mauvais goût ; mais, sauf la question de mesure, il n'y a rien de blâmable en soi, et on ne peut qu'encourager le désir d'orner sa demeure, que ce soit la chambre de l'ouvrier, l'atelier de l'artiste ou le cabinet du savant. — Le souci de l'opinion publique, de l'estime publique, est légitime, salutaire. A défaut de la vraie gloire ou de la solide estime qui sont le prix de services éclatants, de hautes qualités morales ou intellectuelles, on recherche la considération qui s'attache à toute force, à toute puissance sociale, et la richesse en est une. De là vient qu'on fait montre de la richesse et que, quand on n'est pas riche, on veut le paraître. C'est le luxe de vanité et d'ostentation. C'est le luxe qui donne le moins de satisfactions réelles. Ce mobile peut produire les effets les plus divers ; il y a des gens qui, par vanité et ostentation, sont capables de tout, même de faire le bien. — Le désir de plaire est inné dans l'homme ; c'est un des liens les plus puissants de la société ; il impose la propreté de la personne, la décence, les bonnes manières, le goût de l'élégance, de la toilette, de la parure, et aussi la servitude de la mode, laquelle n'est, en principe, que le goût du changement, la recherche du mieux : souvent on rencontre le pire.

De cette rapide étude psychologique, il résulte que le penchant au luxe est inné chez l'homme ; aussi le retrouvons-nous partout, avec des manifestations différentes, suivant le temps et les lieux, le génie de chaque peuple, le degré de civilisation et de richesse. Un rapide aperçu historique est indispensable pour l'intelligence des doctrines opposées qui se sont produites sur le luxe, et il nous permettra à nous-mêmes de porter un jugement motivé. L'antiquité, le moyen âge et les temps modernes nous offrent des contrastes féconds en enseignements.

L'Asie est le pays du faste. C'est affaire de politique : il s'agit, pour les souverains, d'inspirer à des multitudes à demi esclaves un respect superstitieux mêlé de terreur, par la magnificence des costumes, l'éclat des fêtes, la pompe des cérémonies religieuses, par des constructions gigantesques, démesurées. Quel spectacle différent nous offre la Grèce, l'Athènes de Périclès ! Bien loin que la guerre et le négoce eussent fait tort au sentiment du beau, chaque citoyen semblait ne rechercher la fortune que pour la prodiguer en œuvres d'art destinées à faire d'Athènes la plus belle ville de la Grèce et du monde. La simplicité dans la vie privée, un luxe public du goût le plus noble, tel est le caractère de cette époque, à laquelle nous devons ces merveilleux ouvrages dont les moindres débris épargnés par le temps excitent encore notre admiration. Le luxe grec perdit ce caractère de noblesse et de grandeur en cessant d'être une fonction de l'État pour devenir une chose purement privée. C'est ce luxe corrompu des derniers temps qui passa d'Athènes à Rome ; mais, dans cette voie, les Romains laissèrent bien loin derrière eux leurs modèles. Les richesses de l'Asie, affluant en Grèce, y avaient surtout alimenté le luxe public, d'abord si noble et si élevé ; les richesses de l'Orient n'alimentèrent, à Rome, que l'orgie et la débauche. Les jeux sanglants du cirque sont la contre-partie des Panathénées ; ce fut la part de la populace. Quant au luxe des grands, c'est de la démence.

Nous voici en présence des barbares, du moyen âge. A l'appui des condamnations fulminées contre le luxe comtemporain, on ne manque pas d'invoquer le *bon vieux temps*, la simplicité des aïeux, et on oppose ce temps où le luxe était inconnu à notre civilisation qui l'a engendré. La véritable opposition entre ces deux époques n'est pas celle de la simplicité et du luxe, mais celle de la pauvreté et de la richesse. La simplicité y est plutôt l'effet de l'ignorance et du dénûment que de l'empire sur soi-même. Qui est plus enclin que le sauvage au luxe ? Seulement, c'est le luxe le plus grotesque de la parure ; et quant au luxe de sensualité, chez les gens condamnés à une vie misérable, il consiste, quand l'occasion s'en présente, à se gorger de nourriture et à s'enivrer. Le luxe féodal tient du luxe barbare en ce qu'il ne se produit qu'en certaines circonstances, tournois, fêtes, noces princières. Ce sont alors ces gigantesques ripailles qui hantaient l'imagination de Rabelais, quand il écrivait *Gargantua* et *Pantagruel*. Le luxe consiste à être entouré d'une suite nombreuse qu'on héberge et nourrit. Ce luxe s'impose ; c'est l'époque où les tenanciers payent leurs redevances en nature, et les seigneurs n'en sauraient faire usage autrement. Le manoir féodal est construit en conséquence : quelques pièces étroites et incommodes pour l'habitation des châtelains, puis la cuisine et la salle des banquets immenses [2]. La bourgeoisie émancipée et enrichie com-

2. Il faut noter, au moyen âge, l'action civilisatrice de l'Église. La cathédrale,

mence-t-elle à lutter de magnificence avec les seigneurs, ceux-ci, pour se distinguer, conserveront la supériorité de la grâce, de l'élégance, de la nouveauté dans l'ajustement : c'est la naissance de la mode. Elle se donna carrière de la façon la plus grotesque, et jamais les modes ne furent plus ridicules qu'aux XIVe et XVe siècles. Jamais la fureur du luxe ne fut plus grande que pendant la guerre de Cent ans. Les calamités publiques, la guerre, la peste, la famine, semblaient donner une saveur particulière aux tournois, aux passes d'armes et aux mascarades.

Le luxe moderne se distingue avantageusement de celui des époques précédentes. Il y a encore des fous et des excentriques, mais on les compte. Ce qui caractérise notre époque, c'est un luxe sain et de bon aloi : le luxe de la propreté, de la commodité, du confort. Le luxe ayant de plus en plus ce caractère, de tendre à une satisfaction plus complète de besoins réels, il se généralise et pénètre partout, dans tous les rangs, avec l'accroissement de la richesse; ce qui veut dire qu'une foule de consommations, qui étaient autrefois du luxe, ont cessé de l'être. On se distingue bien encore par l'élégance de la coupe, la finesse du drap et du linge, une certaine manière de porter les choses ; mais il n'y a plus ni galons, ni plumes, ni poudre, ni dentelles, ni épée au côté, et la simplicité de la mise est la suprême distinction.

Nous sommes maintenant en mesure d'apprécier les doctrines qui se sont produites sur le luxe. C'est un genre de controverse qui a été fort en honneur au XVIIIe siècle. Nous retrouvons là les insupportables déclamations de Rousseau qui enveloppe dans la même proscription le luxe, la richesse, les lettres, les arts, les sciences ! Rousseau a inspiré les fades amplifications de Robespierre sur la vertu, et les anathèmes furieux de Saint-Just contre la richesse. Les panégyriques ne sont guère plus satisfaisants. Voltaire nous affirme que le luxe enrichit les grands États et perd les petits ; Montesquieu dit que le luxe convient aux monarchies et non aux républiques : c'est une seule et même manière de voir : car évidemment le *petit État* de Voltaire n'est autre que la *République* de Montesquieu : c'est Sparte. Tout cela est bien pauvre, bien superficiel. A la même époque toutefois, les économistes établissaient la véritable notion du luxe[3] à savoir que le luxe est quelque chose d'es-

ouverte à tous, nobles, bourgeois, artisans et serfs, présente l'image d'un luxe plus noble : musique, tableaux, sculptures, parfums exotiques, ornements splendides. On peut le dire sans malice, c'est dans l'intérieur des monastères qui n'avaient été d'abord que les asiles ouverts à la prière, à l'étude et au travail, que s'épanouirent les premières délicatesses de la vie.

3. L'abbé de Saint-Pierre ; Melon, dans son *Essai politique sur le commerce*, publié en 1734. — Hume (*Essai sur le luxe*) a parlé là-dessus en vrai philosophe, en moraliste humain, en parfait économiste. — Il est bien entendu que Rousseau déclare les maximes de M. Melon sur le luxe odieuses et empoisonnées. — Franklin, dont la vie, les doctrines, la personne sont autant de protestations contre le luxe, raconte de charmantes historiettes sur ces jeunes filles d'Amérique qui s'occupent,

sentiellement relatif et que, lorsque par le progrès des arts un moins grand nombre d'hommes est nécessaire pour produire les objets de première nécessité, il est bon que les autres s'occupent aux ouvrages dits de luxe plutôt que de croupir dans l'ignorance.

Pourquoi en effet les philosophes et les moralistes ont-ils si mal compris les questions de luxe? c'est qu'ils ont cru qu'on pouvait répondre d'un mot à ces questions: qu'est-ce que le luxe ? Le luxe est-il condamnable ? La chose n'est pas aussi simple que cela, et voici comment il faut poser la question. Un homme a fait une dépense, et vous me demandez si c'est une dépense de luxe ! Avant de vous répondre je vous demande à mon tour quelle est la condition sociale de cet homme, sa famille, sa fortune, non seulement le chiffre de ses revenus, mais leur source, dans quel pays il vit, à quelle époque... peut-être alors pourrai-je répondre. L'économiste fera d'abord des réserves, absolues au nom de la morale, du bon sens, de l'hygiène, et si la dépense a pour but de satisfaire un caprice immoral, si elle est déraisonnable, nuisible à la santé, il la condamnera sans hésiter. L'idée la plus générale du luxe, c'est qu'on désigne par là une certaine manière de vivre qui dépasse le niveau commun ; mais ce niveau varie sans cesse avec les temps et les lieux. Cette expression qui revient à chaque instant, *c'est du luxe*, peut s'appliquer à tout. *Tout* a été luxe à un moment donné. L'histoire anecdotique du luxe en fournit des exemples par milliers. Bien des choses qui autrefois ont été du luxe pour les riches, ne sont plus du luxe même pour les pauvres.

Une cause générale d'erreur dans les appréciations sur le luxe, c'est que la plupart des écrivains, préoccupés des souvenirs classiques de l'antiquité, se sont placés au même point de vue que Sénèque et Suétone qui avaient sous les yeux le spectacle de la débauche et des orgies romaines. Pour eux, luxe, corruption, folies monstrueuses sont une seule et même chose. Mais ceux qui, sans exalter le luxe, comme le faisait Voltaire dans des vers médiocres, se bornaient à repousser des attaques passionnées en établissant de justes distinctions, seraient particulièrement à l'aise aujourd'hui, en présence du luxe moderne dont j'ai tantôt indiqué les caractères.

à temps perdu, à des ouvrages de tricot afin de s'acheter de jolis bonnets. Dans son *Traité philosophique et politique sur le luxe*, l'abbé Pluquet condamne toute espèce de luxe, comme corruption ; seulement le bon abbé, théoriquement inflexible, se relâche fort dans la pratique, et ne condamne plus qu'un trop grand attachement à la richesse. — Quand aux panégyriques du luxe, on ne peut voir qu'un agréable badinage dans la *Fable des abeilles*, de Mandeville : l'industrie ne serait alimentée que par nos vices ; les hommes exploitent réciproquement leurs vices et le retour à la vertu serait la misère générale ! Il n'y a qu'un mot à changer pour être à peu près dans le vrai : au lieu de *vices* mettez *besoins* ; au lieu *d'exploitation réciproque* mettez *services réciproques*, et vous aurez la vérité, à savoir que la société est un échange de services en vue de satisfaire les divers besoins.

Les conclusions essentielles de la science sont que le luxe est un phénomène économique inévitable dans toute société qui progresse en richesse, en science, en lumières. Tant que le luxe consiste à étendre les consommations dans une direction raisonnable, il est un élément de progrès. Ce qui le prouve, c'est que les nations chez lesquelles on voit plus de richesse et de luxe, sont en même temps celles où l'épargne est la plus considérable. Le luxe signifie qu'un nombre croissant d'individus peuvent s'adonner à des travaux d'un ordre plus élevé, à la culture des arts, des sciences, des lettres ; beaucoup d'industries ne vivent précisément que de ce développement des travaux intellectuels. Il serait à souhaiter, objecte-t-on, que la société ne passât à d'autres occupations, à la production des objets de luxe, que lorsque la satisfaction des besoins de première nécessité est abondamment assurée. Cela est impossible ; ce n'est pas même à désirer. On se représente, en effet, à tort l'introduction d'une industrie comme nécessairement désavantageuse à la masse parce que quelques-uns seulement en profitent tout d'abord. Quelà où la population se nourrit exclusivement de seigle, quelques-uns, plus habiles, introduisent la culture du froment, et se nourrissent de pain de froment... voilà du luxe. Dira-t-on qu'il faut attendre que tous puissent cultiver le froment et s'en nourrir? Le progrès en tout genre ne se fait qu'à cette condition, que quelques uns aillent toujours en avant, montrant la voie à ceux qui suivent, sans les attendre.

Ce luxe de bon aloi qui consiste dans l'accumulation d'objets précieux, peut être, dans les cas extrêmes, une ressource pour les peuples comme pour les individus. J'en ai fait la remarque, au chapitre précédent, la thésaurisation est une sorte de luxe ; or, il est tel moment critique où une nation peut se trouver bien de ce que les particuliers sont en mesure de mettre ainsi à la disposition de l'État d'abondantes réserves métalliques. C'est encore un des luxes de notre époque, que l'infinie variété des subsistances alimentaires plus ou moins délicates : de là une chance de plus pour parer une disette. L'Irlande se nourrit presque exclusivement de pommes de terre : aussi quel fléau est pour ce pays la maladie des pommes de terre ! Là, au contraire, où les diverses parties de la population consomment, suivant leur degré d'aisance, du froment, du seigle, des pommes de terre, des châtaignes et autres farineux, on peut, en cas de mauvaise récolte, se rejeter de l'un de ces aliments sur l'autre. Toutes les nations civilisées consacrent une portion de leurs principales substances alimentaires, le blé, le riz, la racine de l'igname, à fabriquer des boissons de luxe, les liqueurs fermentées ; voilà encore une ressource, en cas de disette de blé, par exemple : on se privera de boisson de luxe et mettra tout en farine.

Tout en proclamant que le luxe moderne vaut mieux que le luxe d'autrefois, je n'entends pas faire de l'optimisme et répondre aux anathè-

mes par un panégyrique. Je signalerai donc les côtés faibles du luxe d'aujourd'hui, lesquels sont la conséquence du caractère que j'ai signalé. Tout le monde veut avoir le même genre de luxe, porter du velours, avoir des bijoux, de l'argenterie, des objets d'art... Qu'arrive-t-il ? Ce velours est du coton ; cette argenterie est du ruolz ; ces bijoux et ces objets sont des produits industriels sans aucune valeur artistique. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure de ces doléances esthétiques. Ce qui est plus grave, au point de vue économique et moral, c'est qu'il y a trop de gens qui veulent porter des vêtements de soie alors que leur bourse s'accommoderait mieux d'un vêtement de laine. Considéré en lui-même, dans son objet, le luxe est aujourd'hui généralement plus raisonnable, et porter de la soie n'est pas plus choquant que porter de la laine ; mais encore faut-il équilibrer son budget et ne pas grossir le chapitre de la toilette aux dépens d'autres plus importants, surtout aux dépens du chapitre de l'épargne. Il semble qu'il resterait à déterminer quelle est la part que chacun doit faire dans ses revenus aux dépenses personnelles et aux emplois reproductifs, à l'épargne et au luxe. L'économie politique se refuse absolument à répondre par des chiffres à de pareilles questions ; elle recommande l'épargne. Comme elle n'enseigne ni l'amour ni le mépris des richesses, mais se borne à dire la vérité sur la richesse, de même elle n'enseigne ni l'amour ni le mépris du luxe ; elle enseigne la vérité sur le luxe, et de cette véritable notion du luxe découlent naturellement des conclusions pratiques pour la conduite de la vie, des règles que chacun applique avec plus ou moins de discernement suivant sa fortune et les exigences de la position sociale. C'est là une question que nous allons retrouver dans les chapitres suivants et dans un dernier chapitre relatif au rôle de l'état en matière de consommation.

CHAPITRE LXXXI.

La bienfaisance. — La charité privée et la charité légale.

Voici un mode d'emploi de la richesse qu'il importe d'analyser soigneusement, et on objecterait en vain que l'économie politique est incompétente pour apprécier ces nobles mouvements de l'âme qui s'appellent la générosité, la bienfaisance, la charité. L'économie politique répond que tout ce qui touche à la richesse est de son ressort ; que, pour juger les actions des hommes, la morale peut ne considérer,

en principe [1], que le mobile de leurs déterminations, mais qu'il n'est pas indifférent que les bonnes intentions soient ou non suivies de bons effets ; et que, dans ce but, un bon traité d'économie politique est le complément naturel d'un manuel de morale pour celui qui, animé d'un noble désintéressement, est préoccupé avant tout du bien de ses semblables. Nous venons de voir que l'économie politique recommande l'épargne comme le meilleur emploi de la richesse ; qu'elle n'interdit pas absolument les dépenses de luxe ; sur quoi bien des gens diront : Il y a mieux à faire encore, c'est de consacrer cet excédent de revenu sur les dépenses personnelles, non pas à l'épargne ou au luxe, mais à des œuvres de charité et de bienfaisance, au soulagement de l'infortune. Qu'en résultera-t-il ? Qu'on n'accroîtra pas sa fortune, voilà tout !.. C'est précisément là ce qu'il importe d'examiner [2].

Quelle est la destination naturelle de nos revenus ? C'est d'être employés à acheter les objets nécessaires à la satisfaction de nos besoins, en d'autres termes, de payer des salaires au laboureur, au vigneron, au berger, au maçon, au charpentier, au fileur, au tisseur, au médecin, à l'ingénieur. Toutes ces personnes, directement ou indirectement, se payent des salaires les uns aux autres. Les hommes forment entre eux une société d'échange et de services mutuels. Si quelques membres de la communauté, sans concourir d'une façon quelconque à l'œuvre de la production, en retirent néanmoins des produits ou des services, c'est là nécessairement une diminution des salaires des autres. Le fonds de la bienfaisance ne peut être constitué et grossi qu'aux dépens du fonds des salaires [3]. Est-ce une raison pour le supprimer ? Non, sans doute, et l'humanité conserve ses droits ; mais les conclusions de l'économie politique paraîtront bien modestes, si elle se borne à affirmer que le salaire vaut mieux que l'aumône pour celui qui le reçoit, pour celui qui le donne et pour la société. De là, en premier lieu, la nécessité de n'accorder l'assistance qu'à celui qui est réellement dans le besoin et hors d'état de gagner un salaire, et de ne pas faire à l'indigent, par des libéralités, une situation enviable par celui qui vit de son salaire. On peut trouver son plaisir à faire la charité *quand même*, mais l'économie politique ne peut que condamner certai-

1. On est jusqu'à un certain point coupable de n'avoir pas acquis les lumières nécessaires pour faire le bien avec discernement.

2. Il s'agit donc ici d'un secours en argent et je ne veux pas toucher à toutes les questions que soulèvent ces mots de bienfaisance, charité, libéralité, générosité, assistance. La charité est la pitié tendre des maux d'autrui : c'est la bonté, la patience, la douceur, la tolérance, le pardon des injures ; c'est toute la religion ; le secours pécuniaire, l'aumône n'en est que la moindre forme, et on peut faire l'aumône sans être charitable. Combien de gens jettent un sou à un pauvre, dans la rue, uniquement pour se débarrasser de ses obsessions !

3. Je me suis suffisamment expliqué, au chapitre XXXVI, sur la portée de cette expression, *fonds des salaires*.

nos maximes qui ont cours sur la charité : « Il faut donner sans regarder, donner à tous, donner à pleines mains... » Voilà donc le danger de la charité : peut-être que celui qui tend la main pour recevoir une aumône serait en état de gagner un salaire ; la paresse est souvent plus prompte que le malheur à solliciter la charité. Si la charité est trop facile, si l'on compte trop sur elle, on sera moins prévoyant, moins attentif à éviter les causes habituelles de la misère ; à plus forte raison ne fera-t-on aucun effort pour se relever quand on y sera une fois tombé.

La bienfaisance n'est le plus souvent qu'un palliatif. Voilà un homme qui a faim et qui est dans le dénûment le plus absolu : vous lui donnez du pain, c'est très bien, et évidemment il faut commencer par là. Mais il vous faudra recommencer demain, et ainsi de suite. Vous avez soulagé la faim, vous n'avez pas guéri le mal, la misère. Les palliatifs ne s'attaquent qu'aux effets, les remèdes visent aux causes. Il n'y a pas de spécifique contre la misère, on ne peut extirper les causes de la misère qui sont inhérentes à l'homme : ses vices, ses passions, des malheurs inévitables ; mais au moins faut-il s'efforcer d'opposer au mal un obstacle permanent. Voilà une région périodiquement ravagée par des inondations. Vous distribuez des secours aux inondés : c'est un palliatif et vous serez obligé de recommencer l'année d'après. Vous élevez des digues, vous rectifiez le cours du fleuve, vous creusez son lit exhaussé par le sable, vous débarrassez son embouchure : voilà le remède. Vous n'avez pas, à proprement parler, extirpé le mal, supprimé le fleuve ; mais vous lui avez opposé un obstacle permanent... mieux que cela, vous lui avez donné un libre cours. Cet exemple nous offre une image assez fidèle des diverses tendances en matière d'économie sociale. Ceux qui se bornent à distribuer des secours aux inondés sont les hommes à expédients. Les socialistes, qui rêvent de spécifiques infaillibles, de moyens radicaux, vous parleront de supprimer le fleuve, de le faire remonter vers sa source, de lui barrer le chemin par une digue transversale, laquelle sera renversée ou franchie et ne produira que plus de mal : cela représente les solutions fondées sur la suppression de la liberté, sur l'oubli et le dédain de tous les penchants les plus invincibles de l'homme. La science indique le seul remède praticable ; oui des digues, mais des digues latérales et tout ce qui peut faciliter un cours rapide du fleuve à la mer ! C'est la solution par la liberté ; c'est l'image de la liberté contenue par la morale et les lois.

Il fut un temps où, dans certaines contrées, la disette était en quelque sorte *endémique*, et dégénérait souvent en famines contre lesquelles la charité était impuissante. Il n'en est plus de même aujourd'hui : la disette est un accident inévitable, mais, dans les pays civilisés où se déploient librement les forces économiques [4], on ne connaît plus de

4. Cette restriction vise surtout l'Irlande.

famines. Pourquoi ? Parce que nous avons des chemins de fer, des navires, des canaux, des routes, des relations commerciales sûres, régulières, étendues, qui permettent de combler facilement le déficit des récoltes d'un pays par l'excédent des autres. Or, comment a été créé et est entretenu ce puissant outillage industriel et commercial ! Ce n'est point par la charité, mais par l'épargne ; ce n'est pas en répandant des aumônes, mais en distribuant des salaires. La charité est impuissante à modifier habituellement les conséquences fâcheuses de mauvaises conditions économiques, notamment d'une épargne insuffisante et du manque de capital. C'est une opinion dangereuse chez le pauvre, une généreuse illusion chez le riche, de croire que la charité est, dans tous les cas, le meilleur emploi qu'on puisse faire de la richesse privée et publique.

En parlant de la charité privée, je me suis borné à en signaler les dangers pour recommander la prudence ; mais si je considère cette autre forme de la charité, la charité légale proprement dite, ce n'est que pour la repousser comme un fléau. Cette condamnation ne s'applique pas à l'assistance publique en général, mais seulement au système d'assistance publique qui se distingue par les caractères suivants, lesquels sont les conséquences forcées du principe qui lui sert de base : 1° On ne se propose pas seulement de donner un secours, un aide ; on se reconnaît formellement débiteur, tenu d'assurer la subsistance de tout indigent, qui peut la réclamer comme un droit, et il y est pourvu, comme à toute charge publique, par une contribution, une taxe levée à cet effet, taxe qui varie suivant les exigences du moment ; 2° Cette charité ne peut s'exercer évidemment, la dette ne peut être payée qu'à la condition de déterminer la circonscription territoriale dans laquelle chaque indigent a droit à l'assistance : aussi, partout où existe la charité légale, trouve-t-on un *domicile de secours* établi par la loi ; 3° Celui qui se reconnaît tenu de pourvoir aux besoins de tout indigent, quel qu'il soit, a le droit de lui dire s'il est valide : Travaillez, voilà du travail ! De là la nécessité d'établissements particuliers pour occuper les indigents valides ; 4° Enfin, l'État qui s'impose la charge de pourvoir aux besoins des indigents, a le droit de leur interdire la mendicité. Ainsi : taxe des pauvres, domiciles de secours, maison de travail pour les indigents valides, interdiction de la mendicité, voilà les quatre éléments inévitables de tout système de charité légale. Ce régime, où tout semble juste, logique, coordonné a produit les plus détestables effets. Voici les traits essentiels du tableau que nous offrent les sombres annales de la charité légale et de la taxe des pauvres. L'assistance légale éteint tout sentiment d'honneur et de dignité chez ceux qui la réclament, souvent avec effronterie. Les secours sont mal distribués par des administrateurs qui se préoccupent moins de faire bonne justice que de tenir leur comptabilité en ordre. La répartition du fardeau de la taxe ne vaut pas mieux.

On a vu en Angleterre des gens soumis à la taxe réclamer eux-mêmes et obtenir l'assistance légale. La détermination du domicile de secours donne lieu aux plus scandaleux débats entre des paroisses qui se renvoient un indigent. On a recours aux manœuvres les plus odieuses pour se débarrasser d'un assisté et le mettre à la charge d'une autre commune; pour détourner les pauvres d'avoir recours à l'assistance, il n'est sorte de vexation, d'humiliation, de flétrissure qu'on ne leur impose.

Le domicile de secours exerce une funeste influence sur les salaires. Un ouvrier aime mieux gagner un maigre salaire dans sa paroisse, là où il a droit à l'assistance, que s'en aller gagner un salaire plus élevé dans une paroisse étrangère. Il en résulte une mauvaise répartition de la population ouvrière, contraire aux rapports naturels entre l'offre et la demande de travail. La taxe des pauvres devient un supplément à l'insuffisance des salaires, et tout le monde, ouvriers et patrons, compte là-dessus. On a vu des manufacturiers dire à la paroisse : Si vous ne complétez pas le salaire de mes ouvriers, je ferme et les laisse complètement à votre charge.

La maison de travail pour les indigents valides n'est pas le moins triste côté de ce régime. Le workhouse anglais est un véritable bagne. Ceux qui en sortent sont flétris comme des repris de justice ; personne ne veut les employer. Aussi l'indigence honnête préfère-t-elles les dernières extrémités de la misère au workhouse. On y déshonore le travail par les occupations ridicules qu'on impose aux indigents.

La défense de mendier, complément du système, a perpetué, dans certains pays, la tradition des époques où les mendiants étaient punis comme des malfaiteurs de la pire espèce. On y condamne à l'amende ceux qui font l'aumône aux mendiants ; cette amende est attribuée au dénonciateur, et on a vu des mendiants dénoncer ceux dont ils avaient sollicité un secours.

Ainsi tout est mauvais, tout est funeste dans le système de la charité légale, et aucune utilité, aucune raison politique ne saurait faire absoudre l'immoralité des moyens. La charité légale n'est pas un remède ; elle n'est même pas nn dérivatif, un palliatif. Elle alimente la misère, car elle énerve les deux ressorts qui agissent préventivement contre la misère, à savoir l'activité et la prévoyance. Elle entretient de mauvais sentiments entre les diverses classes de la population. Le riche n'est plus qu'un débiteur qui s'exécute à regret ; le pauvre, un créancier odieux et méprisé. C'est un Anglais qui l'a dit : *En Angleterre, la pauvreté est infâme.* Et c'est bien là-dessus que l'on compte. La plupart de ceux qui ont soutenu l'*act* de 1834, qui a modifié la loi des pauvres, ont déclaré qu'ils fondaient toutes leurs espérances sur la terreur qu'inspire le workhouse ; ils ont demandé la suppression de tout secours à domicile pour les indigents valides, et la multiplication des workhouses. On peut dise que c'est le régime de la terreur appliqué

à la bienfaisance publique. Malheureusement la terreur a plus d'empire sur les bons que sur les mauvais ; elle n'agit que lorsqu'on est arrivé à la porte de ce redoutable établissement ; de loin la paresse, l'insouciance, la débauche, se disent : Après tout, il y a l'assistance de la paroisse et le workhouse [5] !

Nous avons échappé, en France, au fléau de la charité légale. Nous avons, il est vrai, la *charité officielle*, une administration de l'assistance publique ; mais le principe et la manière de procéder sont différents. Sans doute, il y a là un des éléments de la charité légale ; c'est avec le produit de l'impôt que cette administration est entretenue ; mais son but essentiel est de venir en aide à la charité privée en centralisant ses offrandes et dirigeant leur répartition, et, d'autre part, l'État ne reconnaît pas à l'indigent un droit formel à l'assistance ; il entend être charitable comme l'individu, librement. Même dans les étroites limites où elle est restreinte, la charité officielle présente, très atténués sans doute, quelques-uns des inconvénients de la charité légale proprement dite. Elle est faite sans beaucoup de discernement. On y compte, et, à ce titre, elle est dangereuse en même temps qu'inefficace à raison de son faible budget. Elle fait souvent beaucoup de mal aux classes qui restent en dehors de l'assistance pour un petit bien aux assistés, et on a fait la juste remarque qu'un ouvroir subventionné de dix personnes abaisse le salaire de deux cents.

Le principal enseignement à tirer de cette physiologie de la charité légale, c'est d'en bien constater les éléments, la solidarité qui les unit et de se mettre en garde contre les mesures en apparence inoffensives qui pourraient en faciliter l'introduction dans les pays qui en ont été préservés jusqu'à ce jour. On a à redouter, en cette matière, des entraînements de plus d'un genre ; l'humanité, la philantrophie et le désir d'assurer une bonne police. Par une heureuse inconséquence, nous avons échappé au fléau de la charité légale, bien que nous en ayons possédé tous les éléments. La loi du 24 vendémiaire an II l'avait complètement

5. Dans la séance du 20 juin 1834, lord Brougham déclarait que « la loi des pau« vres rend illusoire tout le bien qu'on peut attendre de l'accroissement de la ri« chesse et des progrès de l'éducation publique ». Les documents abondent sur tout cela, d'autant mieux que l'Angleterre, la terre classique de la charité légale, est un pays d'enquêtes et de publicité impitoyable. — Rien de plus instructif que la déclaration faite par M. le pasteur Naville dans la préface de son étude si consciencieuse et si complète (*De la charité légale, de ses causes, de ses effets*) ; « Lorsque « je conçus le projet de traiter la question de la charité, mise au concours par l'a« cadémie, mon intention était de prouver que les indigents ont un droit parfait « aux aumônes, principe dont le système de la charité légale, que je combats au« jourd'hui, est la conséquence naturelle. Mais bientôt je vis la théorie je que voulais « établir détruite par des arguments d'une autorité irrécusable. Je dus alors chan« ger d'opinion et me disposer à attaquer des idées mêmes que j'avais le dessein de « défendre. »

organisée. On avait rêvé l'extinction à bref délai de la mendicité à l'aide des dépôts de mendicité. Notre Code pénal renferme un des éléments de la charité légale, l'interdiction de la mendicité. Tout cela est resté lettre morte. Il y a, dans le régime de la charité légale, quelque chose de dur qui répugne à la douceur de nos mœurs, et les peines de la mendicité ne sont guère appliquées qu'au mendiant réputé dangereux, au vagabond. Ce régime est, en Allemagne et en Suisse, un reste du régime patriarcal ; en Angleterre, il est étroitement lié à la constitution de la propriété. La grande propriété organisée féodalement engendre le servage et la taxe des pauvres : l'assisté de la paroisse, le pensionnaire du workhouse est-il autre chose qu'un serf dont l'existence est à la charge du propriétaire, et un serf de la pire espèce ? Nous avons rompu [6] avec ces traditions patriarcales et féodales, mais nous n'en sommes pas moins charitables pour cela. La charité privée évite ou atténue tous les inconvénients de la charité légale. Il n'y a pas là une administration appliquant un texte de loi, disposant d'un budjet connu, mieux que cela, de ressources réputées inépuisables ; ce sont des rapports plus ou moins directs entre l'assistant et l'assisté qui permettent d'ajouter au secours matériel, à l'aumône, le secours moral. Il y a, dans la misère, des catégories nombreuses qui ont besoin de soulagement divers dans leur nature, leur importance, leur durée ; il y a des vieillards, des enfants, des célibataires, des familles, des gens valides, des malades, des maladies et des infirmités incurables. Aux uns on peut procurer du travail, faire un don aux autres, à d'autres encore fournir des secours périodiques. Un prêt d'argent gratuit ou à intérêt modique est souvent l'acte de bienfaisance le mieux approprié à la situation : peut-être est-on bien décidé à ne pas réclamer la restitution de ce prêt ; mais il faut se garder de le laisser voir à l'avance. La charité privée a seule le discernement nécessaire ; seule elle est intelligente, ingénieuse, délicate, discrète. Ce secret n'est pas seulement une vertu, il a un grand avantage économique. On ne compte pas sur la charité privée comme sur l'assistance légale ; elle est irrégulière, incertaine dans sa qualité et dans sa durée ; l'entrepreneur ne la considérera pas comme le complément d'un salaire insuffisant.

6. En France, comme en Angleterre, l'État a mis la main sur les biens du clergé, des couvents ; mais voyez la différence : en Angleterre, les biens des couvents sont devenus des domaines aristocratiques ; en France, ils ont été livrés à la propriété, à la liberté.

CHAPITRE LXXXII.

Riche et pauvre. De l'emploi. De la richesse suivant les diverses conditions de fortune.

A qui donc s'adressent les enseignements de l'économie politique sur la consommation de la richesse, enseignements que nous pouvons, après l'analyse que nous en avons faite, résumer dans ce mot : épargner ? Le pauvre ne peut pas épargner, dit-on, et le riche n'a pas besoin d'épargner. Il faut montrer que l'économie politique adresse avec raison à tous la même recommandation : travail, économie, épargne. Les mots richesse et pauvreté ne signifient rien par eux-mêmes. Une honnête aisance est la pauvreté pour celui qui a connu l'opulence ; c'est la richesse pour celui qui a vécu dans la gêne. Les mots indigence et dénûment expriment une idée assez nette, la privation des choses nécessaires à la vie. En somme, tous ces mots indiquent des degrés dans le bien-être ou la gêne, mais il est impossible, et d'ailleurs sans grande utilité de les évaluer d'une manière rigoureuse. J'appelle pauvre celui qui tire de son fonds productif, quel qu'il soit, terre, capital ou travail juste de quoi subvenir aux besoins de première nécessité. C'est moins que l'aisance ; ce n'est pas encore la souffrance. Pour apprécier cette situation économique, il ne faut pas seulement considérer le chiffre du revenu, mais encore tenir compte de sa source. Un revenu modique donne plus ou moins de sécurité, suivant qu'il est l'intérêt d'un capital ou le salaire du travail.

L'économie politique conseille donc au pauvre de consacrer à l'épargne une portion de son revenu, si minime qu'elle soit, et elle l'y convie par une double considération, la perspective d'un accroissement de bien-être, la crainte d'une déchéance, de la misère. La misère n'est pas simplement un degré inférieur dans l'échelle décroissante du bien-être ; ce qui domine, dans la misère comparée à la pauvreté, c'est un élément moral, l'abbatement, le découragement. La pauvre lutte ; le misérable est celui qui, dans le combat de la vie, se reconnnaît vaincu ; aussi le mot misérable est-il pris dans un sens général pour désigner tous ceux que le malheur accable. Cela est si vrai que deux individus, deux familles peuvent être dans des conditions matérielles identiques, même industrie, mêmes salaires, mêmes charges, mais dans des dispositions morales différentes : là on est gai, on travaille avec entrain, on se dit que la fortune peut changer, le salaire augmenter : on espère ; ici l'on accomplit tristement la tâche de chaque jour, et on se dit que ce sera toujours la même, toujours à recommencer, toujours à remonter la pierre qui retombe sans cesse : on désespère, en un mot... Là c'est la pauvreté, ici c'est la misère[1].

1. La morale et la médecine ne se bornent pas à faire valoir les charmes de la

Aux conseils de l'économie politique, on oppose une prédication morale qui consiste à recommander au pauvre la patience et la résignation. A quoi aboutiront le plus souvent ces prédications ? A favoriser ces deux vices propres à la pauvreté, le découragement et l'envie. Lorsque, sans faire aucun effort pour améliorer sa position, effort qu'on semble lui interdire, le pauvre lève un œil d'envie vers ceux qui sont placés au-dessus de lui dans l'échelle de la fortune, il n'est pas éloigné de tomber lui-même plus bas, dans la misère. La pauvreté est placée entre le dénûment et l'aisance, et les mêmes vertus préserveront à la fois le pauvre de tomber dans la misère et lui permettront d'arriver à l'aisance: ces vertus, ce sont la force morale, le travail et l'épargne. D'ailleurs les personnes qui, dans de bonnes intentions, se bornent à prêcher au pauvre la patience et la résignation, se méprennent complètement sur les conditions économiques de notre temps ; elles confondent l'état actuel d'émancipation civile, économique et politique, avec l'ancien état de tutelle plus ou moins absolue. Autrefois, il n'y avait pas seulement inégalité, mais encore immutabilité des conditions, et à celui qui n'était pas content de son sort, esclave ou serf, artisan ou bourgeois, il fallait, en effet, prêcher la patience et la résignation ; mais, d'autre part, plus la tutelle économique était étroite, moins on avait à pourvoir par soi-même aux nécessités de l'existence, comme c'était le cas pour l'esclave et pour le serf.

Cette manière de moraliser la pauvreté, en lui prêchant uniquement la patience et la résignation, ne s'explique pas seulement par la triste condition sociale de ceux auxquels s'adressaient ces exhortations ; elle s'explique encore par l'opinion qu'on se faisait de la richesse, opinion qui était jusqu'à un certain point conforme à la réalité. Dans ces temps de pauvreté générale, alors que les sources de la richesse étaient si restreintes par suite de l'état rudimentaire de l'industrie, par le manque de capital et de crédit, cette richesse apparaissait comme n'existant au sein de la société que dans une quantité limitée et invariable, laquelle avait été définitivement, une fois pour toutes, distribuée entre les divers membres de la communauté, et cela dans des proportions fort inégales. La société du moyen âge était fondée sur la stabilité, sur l'immobilité des fortunes, et il semblait que nul ne pût s'enrichir sans qu'un autre s'appauvrit d'autant, le profit de l'un étant nécessai-

vertu et les avantages d'une bonne santé ; pour affermir les hommes dans la volonté de conserver ces biens précieux, elles mettent sous leurs yeux le tableau repoussant des tristes effets du vice et de la maladie et leur indiquent les meilleurs moyens de se prémunir contre ces maux. L'économie politique accomplit une tâche analogue ; elle laisse entrevoir, au délà de la misère, quelque chose de plus redoutable : le paupérisme, qui est à la misère simple ce que l'épidémie, la contagion, un foyer d'infection, sont à la maladie ; ce que l'hospice des incurables d'où l'on ne sort plus est à l'hôpital où l'on ne fait que passer.

rement le dommage de l'autre. On n'avait pas même le droit de travailler ! On conçoit donc très bien que, dans de pareilles conditions économiques et sociales, on n'ait pas dit au pauvre : Travaille, enrichis-toi, épargne! — Il aurait pu répondre : Travailler, mais je n'ai pas le droit de travailler. M'enrichir ? mais aux dépens de qui ?

Sans mépriser la patience et la résignation, vertus qu'on n'a que trop souvent l'occasion d'exercer dans la vie, il est aujourd'hui permis de recommander aux pauvres des vertus plus actives. Qu'on ne dise pas que c'est mal de conseiller au pauvre de s'enrichir, que c'est exciter en lui de mauvais sentiments, l'avidité, la convoitise. La convoitise n'est pas le fait de l'homme laborieux et économe, mais du paresseux, de celui dont l'idéal serait de bien vivre sans rien faire, ou même dont la médiocrité, jointe à l'oisiveté la plus absolue, comblerait tous les vœux. Ce sont les gens de cette espèce qui, en voyant un homme dans l'aisance continuer à travailler, tiennent ce propos bien connu : « En voilà un qui est bien bon de travailler ! A sa place, moi « je me donnerais pas tant de peine ! » Ceux qui parlent ainsi s'élèvent rarement au-dessus de la pauvreté, et c'est justice, car ils ne sont capables de quelque effort que sous la plus dure loi du besoin.

Mais comment le pauvre épargnerait-il ? N'avons-nous pas défini l'état de pauvreté celui dans lequel les revenus s'équilibrent avec les dépenses de première nécessité ? Que reste-t-il donc pour l'épargne ? La réponse est bien simple : cette expression *dépenses de première nécessité* est plus ou moins élastique, et il faut précisément y faire figurer, pour un chiffre aussi faible qu'on voudra, cet article : *épargne*. D'ailleurs la meilleure démonstration de ce fait, que le pauvre peut épargner, c'est qu'en réalité il épargne, et a toujours épargné. L'esprit est plus frappé par l'épargne du riche que par celle du pauvre, parce qu'on la voit concentrée aux mains de quelques-uns, mais l'épargne du pauvre n'en est pas moins considérable. C'est par l'épargne du pauvre que l'humanité toute entière a passé du dénûment originaire à la richesse; car ce que nous appelons pauvreté aujourd'hui eût été richesse autrefois. Combien de riches qu'on a connu pauvres, de pauvres qu'on a connu misérables ! L'esclave a épargné pour devenir serf, le serf pour acheter son affranchissement. Combien de gens pauvres, dans le sens économique du mot, possèdent aujourd'hui ce qui faisait défaut aux riches d'autrefois, à savoir : un capital relativement considérable en mobilier, vêtements, linge, instruments de travail, Les degrés dans la fortune n'ont pas disparu, mais le niveau s'est élevé.

L'économie politique adresse au riche la même recommandation qu'au pauvre : travail et épargne ! Qu'on passe en revue tous les emplois de la richesse que nous avons analysés, et on verra qu'aucune autre prescription ne peut être, d'une manière générale, substituée à celle de l'économie politique. La richesse acquise doit être non pas ex-

clusivement, mais principalement consacrée à accroître le capital, les forces productives de la société, et c'est en vain qu'on se récrie en parlant d'égoïsme, d'avidité, de fureur d'accumuler : ce sont là de pures déclamations qui ne supportent pas un instant l'examen. Ce caractère absolu des enseignements de l'économie politique est bien la preuve qu'elle est une vraie science. Elle ne dit pas : Ici finit la pauvreté et commence la richesse, et ne trace pas de règles de conduite essentiellement différentes pour ces deux situations. Elle condamne ces manières vulgaires de parler : Un tel est riche, il n'a donc pas besoin de travailler, d'épargner, d'économiser. Voyons ce qu'il en est.

Le riche, dit-on, n'a pas besoin de travailler. On veut généralement dire par là qu'il n'a pas besoin de se livrer à un travail manuel pour gagner un salaire, ou de faire pour lui-même un travail qu'il peut faire accomplir par d'autres en leur payant un salaire. Cela est vrai, mais n'y a-t-il donc que des travaux manuels ? L'administration d'une grande fortune est un travail, un travail de direction analogue à celui de l'entrepreneur d'industrie. Cette administration comprend deux choses : 1° une bonne gestion de la fortune acquise ; 2° un bon emploi de la portion des revenus destinée à être capitalisée : ce n'est point là une sinécure. Indépendamment de ce travail directement consacré à la conservation et à l'accroissement du capital, le riche peut s'appliquer à la culture désintéressée des lettres, des arts, des sciences, et contribuer ainsi à élever le niveau intellectuel de la société ou à accroître sa puissance productive par des inventions et des découvertes dont lui-même ne profitera pas tout d'abord. S'il convient au pauvre de ne placer ses épargnes que dans les entreprises en voie de succès, c'est au capital du riche de faire les frais de celles qui ont un caractère aléatoire.

Je retrouve, à propos de l'épargne, la même confusion que pour le travail : on dit que le riche n'a pas besoin d'épargner. Sans doute, la prévoyance du riche n'envisage pas les mêmes éventualités que celle du pauvre, par exemple, un chômage subit où une maladie ; mais le riche qui s'est habitué à dépenser, pour la satisfaction de ses besoins personnels, la totalité de ses revenus, en viendra immanquablement à entammer son capital : ce sera une réparation urgente, un accident calamiteux qui amoindrira notablement le revenu d'une année ; on prendra sur le capital pour équilibrer le budget, mais cette brèche, une fois faite, s'agrandira de jour en jour, car celui auquel n'ont pas suffi une première fois ses revenus intacts, se contentera encore moins de ces revenus diminués. Le riche qui n'épargne pas s'achemine vers la pauvreté, et cela d'autant plus sûrement que cette première atteinte portée à son capital ne se présentera pas sous la forme d'un aliénation, mais d'un emprunt, lequel lui laissera l'illusion de l'intégrité de son patrimoine. Le riche qui emprunte est sur le chemin de la ruine.

Mais, au moins, vous n'astreindrez pas le riche à une rigoureuse

économie dans ses dépenses personnelles ? — Au contraire, c'est dans la maison du riche que l'économie est le plus indispensable. L'économie n'est nullement opposée à l'abondance, à une vie large, au luxe même. Le contraire de l'économie, c'est le désordre, le gaspillage, et c'est surtout dans la maison du riche, là où il y a un *grand train de maison*, que le désordre et le gaspillage sont le plus à redouter, les entraînements plus faciles. On peut caractériser d'un mot ces fortunes livrées au désordre, en disant que leurs possesseurs ne savent bien ni ce qu'ils ont ni ce qu'ils doivent. Le budget de la pauvreté ou de la médiocrité, au contraire, est chose très simple ; il est facile d'y voir clair ; le moindre déficit s'y accuse nettement, et la privation, la souffrance se font immédiatement sentir.

Ainsi, les conseils que l'économie politique adresse aux riches sur le bon emploi du capital, du revenu, de la richesse, en général, ont une sanction positive. Les *cruelles lois économiques* existent pour les riches comme pour les pauvres. La fonction économique des riches est spécialement de conserver et d'accroître le capital. Ceux qui remplissent mal cette fonction s'y voient tôt ou tard remplacés par d'autres. Quant à ceux qui s'en acquittent bien, il est à désirer qu'ils en restent investis le plus longtemps possible, et c'est un langage peu judicieux que de venir dire à un négociant, à un manufacturier : « N'êtes vous pas assez riche ? Quand vous retirerez-vous ? Quand céderez-vous la place à d'autres ? » Ceux qui parlent ainsi, n'ont pas la moindre idée de la fonction sociale de la richesse, et surtout de l'importance du capital, immatériel représenté par l'expérience du chef d'une grande maison de commerce.

J'ai fait voir comment on se méprenait sur les conditions sociales et économiques de notre époque lorsqu'on se bornait à prêcher au pauvre la patience et la résignation. On ne se méprend pas moins lorsque, pour moraliser la richesse, on se borne à dire au riche : Donnez ! Autrefois, la richesse étant considérée comme une quantité limitée dont la répartition était définitivement faite, conseiller aux pauvres de s'enrichir, c'eût été en quelque sorte les inviter à s'emparer d'une partie du bien des riches ; mais rien n'empêchait de s'adresser directement au riche et de l'exhorter à se dépouiller volontairement en faveur du pauvre. Dans ce temps-là charité et bienfaisance étaient synonymes d'aumône[2]. De là les distributions régulières à la porte du monastère et du château ; ce n'était là, en somme, qu'une forme de la charité légale dont nous avons constaté les mauvais effets dans le chapitre précédent. Ce n'était pas la loi, mais la force des choses qui imposait

2. Ce sont les mêmes conditions économiques d'une société pauvre, sans industrie ni commerce qui faisaient condamner le prêt à intérêt, et imposaient l'aumône comme unique forme de la bienfaisance.

cette charité à ceux qui possédaient la terre, aux privilégiés tenus de subvenir aux besoins de ceux qui étaient placés à leur égard dans une dépendance plus ou moins étroite. Les conditions de l'assistance et de la bienfaisance sont aujourd'hui complètement changées. Un ancien a dit « les dieux vendent tous les biens aux hommes contre du tra-«vail». Que le riche fasse comme les dieux ; qu'il soit toujours prêt à donner ses biens contre du travail, j'entends contre du travail sérieux, productif d'une vraie richesse. La charité consiste à développer chez ceux qui sont malheureux la force d'âme nécessaire pour ne pas se laisser accabler par le malheur, pour se relever par leurs propres efforts. Les pauvres peuvent plus pour eux-mêmes que les riches, et, quant aux riches, c'est encore plus moralement que matériellement qu'ils peuvent contribuer au relèvement des pauvres. L'épargne et le capital sont l'abondante source des salaires, et il suffira d'en détourner un mince filet au profit de la bienfaisance, lorsque celle-ci, grâce à une moralité et à une instruction plus grandes, n'aura plus qu'à porter remède à d'inévitables accidents. Le bon sens et la science sont d'accord sur tout cela : « Je pense, dit Franklin, que le meilleur moyen de « faire du bien aux pauvres, ce n'est pas de les mettre à l'aise dans « leur pauvreté, mais de les tirer hors de cet état ; » et Ricardo : « Au-« cun plan pour secourir les pauvres ne mérite attention, s'il ne tend « à mettre les pauvres en état de se passer du secours. »

Le riche a envers le pauvre un haut devoir de patronage. Je sais que c'est là un mot qui sonne mal aujourd'hui aux oreilles du pauvre. La conquête de l'égalité civile et politique la plus complète le rend indocile à tout patronage, à tout ce qui peut lui rappeler son ancien état de dépendance ; mais il faut reconnaître que la faute en est en partie à ceux qui, autrefois investis d'un patronage d'autorité, en ont fait, en dernier lieu, un mauvais usage. L'ancienne société était basée sur le patronage accepté ou imposé à tous les degrés de la hiérarchie, dans l'ordre politique, dans l'ordre spirituel, dans l'ordre économique : patronage de la noblesse, du clergé séculier et régulier, de la corporation. On sait comment ce patronage a dégénéré en tyrannie et en oppression. Qu'en est-il résulté ? Après avoir perdu leur autorité légale, les anciens privilégiés n'ont pas conservé le prestige qui aurait pu en faire des *autorités sociales*[3] volontairement acceptées, et entourées de la considération qui s'attache naturellement au souvenir des services rendus, services qui, à un moment donné, ont été très réels.

3. On sait que l'école de M. Le Play fonde, en grande partie, l'espoir d'une réforme sur la reconstitutiou d'un haut patronage des *autorités sociales*. D'autre part, personnes n'a recueilli de plus nombreux témoignages que M. Le Play sur le peu d'intelligence et la corruption des anciennes autorités sociales, des classes privilégiées. (Voir le 1er volume de *La réforme sociale en France* et *L'organisation du travail*).

Le devoir de patronage n'en subsiste pas moins pour le riche. Que la morale et l'économie politique se mettent donc d'accord pour rappeler aux riches les responsabilités de la richesse. Que chacun, dans le cercle plus ou moins étendu de ses relations, donne l'exemple du travail, d'une activité féconde. Que celui auquel sa fortune laisse une plus grande latitude dans le choix de ses dépenses personnelles, les règle conformément aux principes que nous avons établis en parlant de l'épargne, de la prodigalité, du luxe; qu'il épargne sans thésauriser ; qu'il s'abstienne surtout de ces thésaurisations subites qui, en supprimant les consommations normales que comportent ses revenus, trompent l'attente des salariés et portent la désorganisation dans le grand atelier social. Que le riche observe strictement la justice dans ses rapports habituels avec le pauvre ; que, dans les circonstances exceptionnelles, il lui vienne en aide avec une véritable intelligence de ses besoins,sans ostentation,sans prétendre acquérir un droit positif à sa reconnaissance. Qu'il saisisse avec empressement l'occasion de recevoir du pauvre quelque léger service, qu'il lui rendra sans doute largement, mais avec simplicité, comme cela se fait entre égaux. Rien ne relèvera plus le pauvre à ses propres yeux. La plus grande charité consiste à provoquer chez les autres de bons sentiments, l'esprit de justice, la bienveillance. Un grand économiste, Adam Smith, enseignait que la sympathie, cette pitié tendre des maux d'autrui, qui fait que nous ne pouvons être heureux tant que nous voyons souffrir nos semblables, n'était, pas moins que les rapports purement économiques, le fondement de notre société.

L'exercice du seul patronage admissible aujourd'hui suppose qu'on vit habituellement au milieu d'une population dont on est connu, estimé, et dont on connaît l'esprit et les besoins. C'est pour ces raisons, encore plus que par des considérations purement économiques, qu'il faut condamner l'*absentéisme*, expression par laquelle les Anglais désignent le fait d'une personne qui établit sa résidence à l'étranger ou, pour parler plus exactement, dansun lieu autre que celui où elle a son véritable domicile, c'est-à-dire où elle possède ses capitaux immobilisés, terres, maisons, usine. Le mot est anglais comme la chose. C'est principalement aux grands propriétaires d'Irlande que s'adresse le reproche d'absentéisme. Non seulement ils dépensent hors du pays les revenus qu'ils en retirent, revenus dont une plus grande partie eût été dépensée d'une manière directement profitable au pays s'ils y étaient restés, mais cet éloignement systématique a engendré le déplorable système d'exploitation du sol que l'on connaît, la tenure cottagère par des paysans dépourvus des capitaux nécessaires pour prendre à bail une ferme étendue, et la concurrence désastreuse que se font ces petits cultivateurs. Il y a là une situation toute exceptionnelle, une source de difficultés dont on sortira difficilement.

CHAPITRE LXXXIII.

L'art et la science de l'épargne. — Les différentes formes de la prévoyance. — L'épargne ou prévoyance simple. Les caisses d'épargne. — Forme supérieure de la prévoyance. L'assurance. Les sociétés de secours mutuels.

L'imprévoyance a des formes et des degrés divers : la paresse, la prodigalité, la débauche ; elle est volontaire ou inconsciente : il en est qui ne songent même pas au lendemain ; d'autres y songent sans s'en inquiéter, ils disent de la vie : *courte mais bonne !* La prévoyance peut aussi se manifester de différentes manières. L'épargne, telle que nous l'avons analysée, n'est qu'une forme rudimentaire de la prévoyance. Il y a des formes de la prévoyance supérieures à l'épargne proprement dite ; mais comme cette épargne est chose excellente en elle-même, et comme elle se combine d'ailleurs très bien avec ces autres formes de la prévoyance, je veux tout d'abord dire comment on peut encourager l'épargne, quelles institutions ont été fondées dans ce but.

Tous les établissements de crédit que nous connaissons favorisent l'épargne, en ce sens qu'ils fournissent un moyen commode de faire valoir leurs économies à ceux qui ne sont pas en mesure d'en faire eux-mêmes directement un emploi fructueux ; mais on ne porte pas à ces établissements une simple pièce de monnaie, encore moins quelques sous. D'autre part, si l'on attend d'avoir amassé ainsi sou à sou une somme assez forte pour qu'elle puisse faire l'objet d'un placement, il est à craindre que ce pécule ne s'accroisse pas rapidement, et qu'on ne résiste pas à la tentation de l'employer à la satisfaction de besoins plus ou moins urgents. C'est ici qu'intervient la caisse d'épargne, que les Anglais ont si bien nommée *saving-bank*, banque de salut. Il y a là en effet un sauvetage à opérer : recueillir des pièces de monnaie qui sont fort exposées à aller se perdre on ne sait où. Dans ce but, il faut que les caisses soient très multipliées, s'ouvrant de tous côtés, comme pour solliciter l'épargne ; qu'on puisse y effectuer les plus faibles dépôts, comme dans une quête de charité, on accepte les plus humbles offrandes ; que ces dépôts puissent atteindre à une somme assez élevée pour constituer un capital raisonnable. On a dit que la caisse d'épargne est l'*école primaire des capitaux* ; c'est là plus qu'un mot heureux, c'est un mot vrai. Celui qui a porté un franc à la caisse d'épargne n'est pas un capitaliste, un prêteur, il n'est qu'un déposant. Les caisses d'épargne forment ainsi les capitaux et les acheminent vers les institutions de crédit dont elles ne sont que des auxiliaires, des affluents, loin de leur faire concurrence. Mais la caisse d'épargne n'est pas seulement l'école

primaire des capitaux, elle a été l'école primaire des capitalistes ; elle leur a enseigné l'épargne qui s'est substituée à la thésaurisation.

L'essentiel, en matière d'épargne, c'est qu'elle devienne une habitude, un besoin, qu'on fasse figurer dans son budget des dépenses obligatoires une somme à porter régulièrement à la caisse. Un premier dépôt est comme une amorce qui en attire un second. On ne retire pas si facilement l'argent déposé à la caisse d'épargne ! On a beau dire que l'argent déposé à la caisse d'épargne est à votre disposition ; ce n'est pas, tant s'en faut, comme s'il était dans votre poche. Il y a des gens auquel l'argent brûle les mains, comme on dit vulgairement : il faut absolument qu'il s'en défassent, qu'ils le dépensent ; le mettre à la caisse d'épargne, c'est encore jusqu'à un certain point s'en défaire, le dépenser. A côté des mille tentations de dépense, il importe donc de placer la *tentation de l'épargne*, c'est-à-dire multiplier les caisses d'épargne, faciliter la réalisation des dépôts. On connaît l'expression proverbiale : facile comme de mettre une lettre à la poste ! Voilà ce qu'on a fait pour l'épargne : on a fait de chaque bureau de poste une caisse d'épargne.

Puisque la caisse d'épargne doit former des capitaux et faire l'éducation des capitalistes, on ne saurait commencer trop tôt cette éducation : de là les caisses d'épargne scolaires. Une fois par semaine le maître reçoit des élèves les petites sommes dont ils peuvent disposer, les inscrit sur un registre et sur une feuille volante qu'il remet à l'élève. Une fois par mois, les versements de ceux qui ont épargné plus de 1 franc sont transmis par l'instituteur à la caisse d'épargne, et voilà l'enfant en possession d'un livret ordinaire de déposant, créancier direct, et pouvant, par l'intermédiaire de son représentant légal, retirer tout ou une partie de son dépôt. Beaucoup de parents ont été convertis à la pratique de l'épargne par la vue de ces livrets enfantins sur lesquels ne figuraient guère que les quelques sous donnés par eux-mêmes à titre de récompense. Si l'on a pu dire que la caisse d'épargne est l'école primaire des capitaux, on pourrait dire que la caisse d'épargne scolaire qui en recueille et protège les imperceptibles germes en est *la salle d'asile*. On a prétendu que, avec cette éducation par l'épargne, on ferait de petits avares, avides, intéressés, qui n'auraient rien de la joyeuse insouciance de leur âge. Mais on peut être joyeux sans être insouciant ; l'épargne n'est ni l'avarice, ni l'avidité ; c'est le travail, la sécurité, l'indépendance. Il n'est jamais trop tôt pour dire cela aux enfants. A quelles excellentes leçons d'économie politique et de morale ce livret scolaire pourrait servir de texte !

En Angleterre, les dépôts dans les caisses d'épargne peuvent s'élever à 5000 francs ; en France le maximum qui a été d'abord de 3000 francs, a été encore abaissé. Quels arguments a-t-on fait valoir en faveur de ces dispositions ? On a dit : 1° l'exemple de l'Angleterre, n'est pas con-

cluant parce que, en Angleterre, les valeurs mobilières ne se fractionnent pas au-dessous de 100 livres sterling, soit 2500 francs, tandis que chez nous 300 francs représentent le prix de la plupart des actions ; 2° Chez nous, avec 1,000 francs on peut faire un placement en terre, tandis que, en Angleterre, le paysan ou l'ouvrier propriétaires fonciers sont chose inconnue ; 3° En permettant des dépôts élevés, on ferait tort à la rente, au crédit de l'État ; d'ailleurs chez nous, avec 100, avec 1,000 francs, on achète de 5 à 50 francs de rente ; 4° On ferait tort aux obligations des chemins de fer et par conséquent à l'État qui est plus intéressé à leur prospérité en France qu'en Angleterre. Il y a quelque chose de vrai dans les deux premiers arguments, en ce sens que les petites sommes trouvent plus facilement en France qu'en Angleterre à se placer en dehors des caisses d'épargne ; la terre est la caisse d'épargne du paysan. Mais il est inexact de considérer les caisses d'épargne comme faisant une concurrence fâcheuse aux actions industrielles et à la rente. Les caisses d'épargne forment les capitaux pour ces placements définitifs ; ce sont les caisses d'épargne qui ont vulgarisé la rente et le goût des valeurs mobilières : le livret de la caisse d'épargne a été la première forme de ce portefeuille que chacun ambitionne maintenant et que tant de gens possèdent en effet qui, il y a trente ou quarante ans, n'en avaient pas même l'idée. La vérité est qu'on s'est beaucoup plus préoccupé des remboursements en temps de crise que des avantages sociaux des caisses d'épargne.

Mais j'ai dit qu'il y avait des formes de la prévoyance supérieures à la caisse d'épargne. Celle-ci n'est que la forme rudimentaire de la prévoyance, la prévoyance simple, la prévoyance individuelle. Il y a mieux que cela : il y a la prévoyance collective qui prend son point d'appui dans l'association : c'est l'assurance, la combinaison par laquelle un certain nombre de personnes s'associent en vue de supporter en commun, et par conséquent d'atténuer les effets des accidents calamiteux qui peuvent atteindre quelqu'un des associés. Toutes les formes de l'assurance rentrent là-dedans : assurances maritimes, terrestres, sur la vie ; assurances mutuelles ou à prime. On ne retire de la caisse d'épargne que ce qu'on y a mis, augmenté d'un faible intérêt, tandis que la société d'assurance vous le rend au centuple. Il suffit que vous ayez versé une fois votre part contributoire ou la prime, de la valeur de 10 francs, par exemple, pour que, si votre maison brûle, on vous en paye la valeur. Pendant combien d'années n'aurait-il pas fallu verser ces 10 francs à la caisse d'épargne pour en retirer de quoi rebâtir la maison ? — Il faut donc renoncer à la caisse d'épargne et s'assurer ? Non : il faut s'assurer et épargner. L'épargne et l'assurance répondent à des situations, à des éventualités différentes. L'assurance donne la sécurité en échange d'un très léger sacrifice ; l'épargne fournit des capitaux qui peuvent conduire à la fortune.

La prévoyance, sous toutes ses formes, est bonne pour tout le monde, on doit épargner et s'assurer dans toutes les conditions de fortune ; mais, de même que la caisse d'épargne est le genre d'épargne qui convient surtout aux personnes qui n'ont que de faibles revenus, il est une forme de l'assurance qui leur convient plus particulièrement, c'est la société de secours mutuels, dont les membres s'engagent à verser périodiquement dans une caisse commune une cotisation destinée à créer un capital affecté à secourir ceux des associés qui seront frappés par telle ou telle éventualité fâcheuse prévue dans le contrat : maladie, infirmité, chômage, vieillesse. Il est à peine besoin d'expliquer comment en versant de très faibles cotisations, on arrive au résultat souhaité ; c'est le principe même de toute assurance : tous les membres de la société ne seront pas frappés, au moins dans la même mesure, par les mêmes calamités ; tous n'arriveront pas à la vieillesse. C'est un peu comme dans une loterie, où il n'y a que quelques gagnants, si toutefois on peut appeler gagnant celui qui ne retire un lot qu'à la condition d'être malade ou infirme.

La société de secours mutuels est à l'assurance ce que la caisse d'épargne est à l'épargne. Ce qu'il importe de voir en elle, c'est sa puissance *élucative*. Elle attire par la modicité des cotisations, et elle retient, parce que la seule manière de rendre profitables les cotisations déjà versées, c'est de les continuer. Le déposant de la caisse d'épargne est créancier pur et simple ; le membre de l'association de secours mutuels n'est que créancier conditionnel, aussi doit-il retirer beaucoup plus qu'il n'a versé si la condition se réalise. On a attaqué les sociétés de secours mutuels de divers points de vue. Au début, on a nié qu'avec de si faibles cotisations elles pussent subsister. L'expérience a prouvé le contraire. On a dit qu'elles engendraient l'égoïsme. On a comparé l'ouvrier qui verse sa cotisation au père de famille qui aliène un capital en le plaçant à fonds perdu au détriment de sa famille. Cela est doublement faux. L'exiguïté même de la cotisation interdit tout parallèle. Sans la caisse commune qui les attire, que seraient devenus ces quelques centimes qu'on veut assimiler à un capital ? D'ailleurs, la famille ne profite-t-elle pas de ces secours médicaux et pharmaceutiques, de ces secours en argent accordés à un de ses membres ? La pension de retraite, que le vieillard apporte dans la famille vient singulièrement en aide à la piété filiale qui, sans elle, faiblit trop souvent. Un des plus grands bienfaits de la société de secours mutuels est bien, au contraire, de maintenir le lien de la famille et de supprimer l'hôpital pour lequel le pauvre malade a une si grande répulsion. Les secours médicaux et pharmaceutiques sont portés au domicile. Ce n'est pas seulement une question de sentiment, de moralité, mais encore de salubrité publique. N'a-t on pas dit que les hôpitaux les mieux tenus sont des foyers d'infection qui engendrent des maux particuliers, flè-

vre d'hôpital, pourriture d'hôpital ? Enfin c'est un fait constant, que les membres de sociétés de secours mutuels se distinguent en général par leur moralité. L'esprit de prévoyance va de pair avec la moralité, la régularité dans les habitudes. Bien que le compagnonnage n'ait plus grande raison d'être, c'est encore aujourd'hui parmi les ouvriers compagnons qu'on trouve les plus habiles, ceux qui sont les plus fiers de leur profession, et qui, pour se perfectionner dans leur art, se contentent d'un salaire moindre auprès d'un maître renommé, plutôt que de rechercher dans les grands ateliers un salaire considérable pour une occupation purement mécanique.

Les sociétés de secours mutuels ne sont pas une nouveauté. Les artisans de la Grèce et de Rome ont eu des associations de ce genre dans leurs *hétairies* et leurs *sodalitates*. Les esclaves s'assuraient par là une sépulture. La *ghilde* scandinave et germanique est une société de secours mutuels. Nous possédons les règlements faits par le roi Éric, saint Éric, à la fin du XI^e^ siècle, sous le titre de *Loi des banquets* : les associés portaient le nom de convives, conjurés, frères du banquet. La *coupe d'amour* qui circule au banquet du lord-maire n'est autre que la *coupe fraternelle* dont il est question dans les statuts du roi Éric. Le compagnonnage a été, en principe, une société de secours mutuels. Certaines sociétés actuellement existantes ne sont que la continuation d'anciennes confréries. C'est en Angleterre, surtout, que ces traditions se sont maintenues, et les sociétés de secours mutuels, les *friendhy sociéties*, sociétés amicales, y ont pris un développement considérable. Pour les sociétés de secours mutuels, et généralement pour l'assurance aussi bien que pour les caisses d'épargne, nous sommes demeurés en arrière de nos voisins. Peut-être avons-nous exagéré la tendance à ne voir dans les sociétés de secours mutuels que des associations philanthropiques et charitables dont le dévouement et la fraternité feraient tous les frais, où la prévoyance serait sans base et sans règles. Les Anglais seraient plus portés à n'y voir que des sociétés de capitaux, des *tontines* qui ne différeraient que par la quotité des sommes versées des grandes compagnies d'assurance. La vérité est au milieu. Il faut absolument tenir la main à l'accomplissement rigoureux des obligations imposées aux parties, discuter le besoin et la maladie derrière lesquels peut se dissimuler la paresse. Ce n'est plus la charité, dit-on ! Je réponds que c'est la justice : à côté de la justice, on peut mettre la charité, mais leur confusion absolue est impraticable. D'autres ont protesté contre les sociétés de secours mutuels au nom d'un principe différent, et ont réclamé une justice bien autrement complète. Ils ont entendu que l'humanité toute entière ne formât qu'une vaste association dont la mutualité serait la loi positive, à laquelle tous seraient soumis chacun ayant le droit d'imposer ses produits et ses services et d'en réclamer l'équivalent. C'est le mutualisme proudhonien.

CHAPITRE LXXXIV.

Les doctrines dissidentes sur l'emploi de la richesse. — Théories économiques erronées sur l'épargne. Confusion de l'épargne avec l'avarice, l'accumulation, la thésaurisation. — Les doctrines philosophiques et religieuses du mépris des richesses, du retranchement des besoins et du renoncement.

Je réunis dans ce chapitre des doctrines qui tendent à amoindrir les enseignements de l'économie politique relatifs à l'emploi de la richesse, mais qui n'ont d'ailleurs rien de commun entre elles ; car tandis que les unes ont la prétention de se tenir sur le terrain scientifique, les autres se réduisent à de pures prédications morales. Je serai bref sur tout cela ; car il s'agit de notions erronées ou de malentendus, et l'erreur est aussi évidente que les malentendus faciles à éclaircir.

Nous voici tout d'abord en présence de gens qui disent : Non, le capital ne se forme pas par l'épargne ; car : « s'il en était ainsi, les pays « où l'épargne est le plus pratiquée devraient nous présenter le plus ra- « pide accroissement du capital, et pourtant, c'est précisément là qu'il « met le plus de temps à croître... Dans l'Inde, les princes épargnent « des sommes énormes en espèces qu'ils entassent dans leur trésor... « Remontons à l'histoire sainte, nous voyons l'épargne pratiquée sur « une si large échelle, qu'une nation est nourrie pendant sept ans avec « l'épargne réalisée pendant sept précédentes années d'abondance... Le « sauvage de l'Ouest dépose le surplus de son gibier dans une cache [1]. » Évidemment, Carey a confondu ici l'épargne avec la simple accumulation des produits et avec la thésaurisation. Le blé amassé par Pharaon pendant les années d'abondance n'est pas encore l'épargne : tout dépend du travail qu'ont accompli, pendant les sept années de disette, les hommes qui ont consommé ce blé. S'ils ont été employés à élever des pyramides, il est certain qu'il n'y a pas eu épargne, capitalisation. Mais est-il bien vrai que Carey soit tombé dans cette confusion grossière ? Non, car il affirme que « la tendance au progrès est en raison « de la proportion croissante du capital fixe par rapport au capital « mobile [2]... », ce qui veut dire qu'il y a épargne, capitalisation, lorsque les produits soustraits aux consommations personnelles ont reçu un emploi utile. Nous n'enseignons pas autre chose, et ce n'était vraiment pas la peine de dire de gros mots aux économistes [3].

1. Carey, *Principes de la science sociale*, tome III, page 46. Il vient de citer J. Stuart Mill, *Principes*, livre Ier, chap. II, § 1, sur la formation du capital par l'épargne.

2. Carey, *Principes*, t. III, page 39.

3. « L'idée qui prévaut généralement chez la plupart des économistes est conte-

On sait qu'un des arguments d'Adam Smith en faveur de la liberté des échanges, c'est que le capital ne peut s'accroître que par l'épargne faite sur les revenus, lesquels sont d'autant plus considérables qu'on laisse plus librement le travail et le capital chercher leur emploi naturel [4]. Sur cette théorie de la liberté commerciale et de l'épargne, Frédéric List prend Adam Smith à partie : « Il ne réfléchit pas que cette « théorie de l'épargne, bonne pour le comptoir d'un négociant, amè- « nerait une nation à la pauvreté, à la barbarie, à l'impuissance, à la « dissolution. Là où chacun épargne et se prive le plus qu'il peut, il « n'y a point de stimulant à produire. Là où chacun ne pense qu'à l'ac- « cumulation de valeurs échangeables, la force intellectuelle que de- « mande la production disparaît. Une nation composée de ces avares « extravagants renoncerait à se défendre pour éviter les frais de la « guerre [5]. » C'est toujours la même confusion de l'épargne, avec l'accumulation, la thésaurisation, l'avarice. Du reste, List, de même que Carey, finit par conclure comme Adam Smith, c'est-à-dire par se contredire : « La formation des capitaux matériels pour la nation ne s'o- « père pas uniquement par l'épargne, comme pour le rentier ; de même « que celle des forces productives, en général, elle résulte de l'action « réciproque des capitaux intellectuels et matériels du pays. » Qu'est-ce donc que les capitaux intellectuels ? C'est l'habileté technique, l'esprit d'entreprise, tout ce qui sert à mettre en œuvre les produits destinés à être capitalisés.

« nue dans cette courte sentence : les fortunes ne se forment et ne s'augmentent « que par l'épargne. Ces mots résument les idées qui ont cours parmi les portions dé- « gradées de la race humaine. » (Carey, *Principes*, tome III, p. 35). Carey est un économiste passionné, notamment un adversaire passionné de la liberté commerciale. Sa violente sortie contre l'épargne est motivée par son antipathie pour la doctrine qui fait de la matérialité une des conditions de la richesse, et il croit prouver en faveur de sa thèse en faisant voir que des amas de produits ne sont pas la richesse. — Dans son livre, *Impôt sur le capital*, livre II, chapitre V, M. Ménier reproduit les considérations de Carey sur le sauvage qui a beau épargner, mais ne devient pas plus riche pour cela, et il ajoute : « Et cependant on ne se trompait pas en disant « que l'épargne était productive ; seulement on n'avait pas encore observé suffi- « samment le jeu des capitaux circulants et des capitaux fixes, on avait mal com- « pris le phénomène de l'épargne. Nous en avons déjà indiqué le caractère ; il « consiste, non pas à entasser des capitaux circulant les uns par-dessus les autres, « mais à convertir la plus grande partie des capitaux circulants en capitaux fixes. » L'auteur se délivre là à bon marché un brevet d'invention.

4. Adam Smith, *Richesse des nations*, livre IV, chapitre II.

5. Frédéric List, *Système national d'économie politique*, traduction de Henri Richelot, page 340. — Les divagations de List sur l'épargne sont, comme chez M. Carey, la conséquence de ses préoccupations *protectionnistes* ; bien que List soit infiniment plus libéral que Carey. (Voir chapitre LXXIV, § III, sur *la théorie de la puissance productive*, de List, opposée à *la théorie des valeurs*.) List tient à montrer qu'une accumulation de produits, de valeurs, sans la puissance qui les met en œuvre n'est pas la vraie richesse. Qui en doute ?

Que dire d'écrivains qui affirment gravement que l'épargne n'est pas l'unique source du capital et que, sans l'épargne, des capitaux nouveaux peuvent être créés, ou la valeur des capitaux existants prodigieusement augmentée, comme, par exemple, si la valeur d'une maison est doublée par suite de l'ouverture dans le voisinage d'une voie fréquentée ? On vous cite encore l'invention de la boussole qui a augmenté dans une proportion incalculable la valeur de tous les capitaux employés dans la navigation ! On pourrait aussi bien dire que sans travail, sans capital, sans épargne, on peut s'enrichir... par la découverte d'un trésor [6].

Sismondi, effrayé par la perspective d'un excès de production, a déconseillé l'épargne que l'économie politique recommande comme le meilleur emploi de la richesse. Mais ce n'est point là une théorie erronée sur l'épargne, puisque Sismondi reconnaît par là même la puissance de l'épargne et de la capitalisation[7].

J'aborde le second objet de ce chapitre, c'est-à-dire les théories morales qui laissent complètement intacte la théorie économique de l'épargne dans laquelle elles reconnaissent, en effet, une source de la richesse, mais qu'elles condamnent précisément pour cette raison.

Qu'y a-t-il de commun entre l'économie politique et le stoïcisme ?

Le fond de cette doctrine n'était pas simplement le mépris des richesses, mais le mépris, le dégoût de la vie, sentiments qui s'expliquent par les conditions sociales de l'époque où elle a eu son plus complet épanouissement. Le stoïcisme est une doctrine propre aux époques de décadence, comme Rome[8] en a présenté le spectacle grandiose et terrible. Dans ce désarroi universel de toutes les croyances, vertus publiques et privées, honneur, patrie, religion du passé, foi dans l'avenir, alors que le despotisme en haut, l'avilissement en bas, l'abaissement général des caractères semblent rendre vaine toute tentative de relèvement, il ne reste plus à quelques nobles âmes que la ressource de se roidir contre la destinée, de protester par le silence et le mépris et de s'apprêter à mourir avec dignité. Si, d'autre part, les stoïciens ont accentué le plus vivement les anathèmes de la sagesse païenne contre la richesse, cela s'explique par la source impure de cette richesse et par l'usage qu'on en faisait sous leurs yeux. Mais quelle est donc la valeur sociale, la portée d'une philosophie qui enseigne le retranchement du besoin, qui prescrit tout superflu, qui ne veut d'autre richesse que ce qui est strictement nécessaire au soutien de l'existence ?

6. C'est M. Henri Richelot, le traducteur de List, qui a cru venir ainsi en aide à la théorie de son auteur, sur le passage cité à la note précédente.

7. Voir le chapitre LXXVIII.

8. Bien que le stoïcisme ait pris naissance en Grèce, on peut dire que Rome se l'est approprié mieux qu'aucune autre importation étrangère. La philosophie cynique n'en est que la parodie ; Diogène est un grotesque.

Cette doctrine noble et froide peut convenir à un petit nombre de sages, d'esprits cultivés, de délicats qui, en somme, profitent indirectement des bienfaits de la civilisation et de la richesse répandue autour d'eux; mais il faut un autre aliment, plus grossier si l'on veut, à l'humanité prise en masse. Dans cette prédication sur le mépris des richesses, on ne verra que le mépris du travail. La paresse a un charme sûr et contre lequel les plus fermes esprits ont besoin de réagir, et vous allez indirectement glorifier la paresse aux yeux de tant de paresseux qui ne demandent qu'un prétexte pour ne rien faire? Qu'on ne s'y trompe pas, en effet, « la proscription de toute idée de superflu, si l'on prétend « l'appliquer à la masse de l'humanité, n'est au fond que la glorifica- « tion de la paresse idéalisée »[9].

Une nation de stoïciens! Mais nous savons très bien ce que cela serait : la vie sauvage nous en offre l'image ; seulement nous voyons là des peuples qui manquent du nécessaire et non qui méprisent le superflu, dont ils n'ont d'ailleurs pas l'idée : *Ignoti nulla cupido*. Mais qu'une nation riche, civilisée, qui a goûté les jouissaaces intellectuelles que procurent les lettres, les arts, les sciences, renonce à tout cela et fasse vœu de pauvreté comme un individu, stoïcien ou moine, c'est là une conception tout à fait chimérique.

La transition est naturelle du stoïcisme au christianisme. J'entends le stoïcisme considéré comme doctrine morale, le stoïcisme de Marc-Aurèle dont on a pu dire justement que par lui [10] « la philosophie profane fut conduite jusqu'aux confins du christianisme. » Aux enseignements de l'économie politique sur la richesse, le travail, l'épargne, la prévoyance, on a cru pouvoir opposer ceux de la religion chrétienne qui, dit-on, condamne la richesse comme méprisable et dangereuse, déconseille le travail en tant qu'il a en vue la production de la richesse, et, loin d'encourager l'épargne, ferait plutôt de l'imprévoyance une vertu sous le nom de noble confiance dans la providence divine. Qui ne connaît les textes dont on a abusé pour en tirer ces prétendus enseignements? Ce riche auquel il est si difficile d'entrer dans le royaume des cieux ; ces petits oiseaux qui ne sèment ni ne moissonnent et que le père céleste nourrit ; ces lis qui ne travaillent point et qui sont magnifiquement vêtus ; on ne peut servir Dieu et Mammon, le démon des richesses; vendez vos biens et donnez l'argent aux pauvres, etc. L'évangile ne condamne en réalité que la richesse mal acquise, qu'une préoccupation excessive de la richesse, que le mauvais riche, avide et dur ; il donne des préceptes pour tous, des conseils à ceux qui veulent

9. M. Baudrillant, *Théorie du retranchement des besoins.* (*Journal des Economistes* de mars 1876, page 359).

10. M. Martha, *L'examen de conscience d'un Empereur romain* (*Revue des Deux-Mondes* du 15 avril 1864).

atteindre à la perfection morale. Il recommande la charité et le renoncement, c'est-à-dire l'esprit de sacrifice, de dévouement et d'abnégation, la vertu qui fait les saints et les héros.

En réalité, cette doctrine du renoncement absolu comme règle habituelle de la vie est restée à peu prés à l'état de théorie pure dans la société chrétienne. Les économistes les plus orthodoxes ont présenté un tableau très correct de l'activité économique, travail, épargne, capital, accroissement de la richesse privée et publique; seulement ils tiennent à ajouter que tout cela est en effet du renoncemement chrétien [11], et voici comme ils croient devoir prendre à partie les économistes: « Vous concluez comme nous, mais par d'autres motifs; vous ne par- « tez pas du même principe; vous ne prêchez pas le renoncement chré- « tien ! » Les économistes répondent qu'il y a abus de langage à parler sans cesse de renoncement quand on poursuit avec une certaine ardeur l'accroissement de sa fortune; qu'ils sont les premiers à proclamer que l'accomplissement du devoir passe avant la recherche de la richesse; mais ils protestent contre l'assimilation qu'on veut établir entre l'ascétisme et la vertu. Ils repoussent la doctrine de la pauvreté nécessaire d'après laquelle l'objet de la charité ne saurait être l'extinction, pas même le soulagement de la misère, mais seulement de fournir aux riches le moyen d'exercer une vertu. Quant à la pauvreté, c'est la voie du salut. Il s'agit bien de plaindre les pauvres vraiment ! Il faut embrasser volontairement la pauvreté; de là les ordres mendiants, faisant profession non seulement de pauvreté, mais de mendicité.

Au nom de la raison, du bon sens, de la science et de la religion il faut repousser la théorie du renoncement absolu, de la misère nécessaire et la glorification de la mendicité. C'est le sort de toute doctrine religieuse ou philosophique, que des disciples plus ou moins avoués outrent et défigurent les enseignements du maître. [12]

Dans cette rapide revue des doctrines plus ou moins hostiles à l'économie politique sur la question de l'emploi de la richesse, je n'ai pas à m'occuper spécialement du socialisme. Pour le socialisme il n'est pas question d'épargne. L'épargne est en effet l'emploi de la richesse destinée à la conservation et à l'accroissement du capital; mais, pour les socialistes, la conservation et l'accroissement du capital n'est pas l'affaire des particuliers, c'est l'affaire de l'État. L'épargne par l'individu suppose l'appropriation de ce qui a été épargné, et on ne veut

11. M. Charles Périn. *De la richesse dans les sociétés chrétiennes*, tome II, page 466.

12. Je m'abstiens de passer ici en revue les excès de langage auxquels des représentants plus ou moins autorisés des intérêts religieux se sont laissés aller contre l'économie politique et les économistes, dans la presse, dans les livres, dans la chaire sacrée. Voir mon livre, *Epargne et Capital*, chapitre XIX, et chapitre XX, note 25.

pas de la propriété individuelle. Dans le régime communiste, il n'y a pas d'économie politique, il n'y a qu'une immense économie domestique, un ensemble de services publics qui se substitue à l'initiative privée dans toutes les branches de l'activité économique. Là est la grande source d'erreurs ; on s'imagine que le capital est une chose matérielle qui se forme, se maintient, se conserve, et s'accroît comme n'importe quel dépôt d'objets rares, précieux, musée, bibliothèque, collection scientifique, etc. Mais le capital est quelque chose d'insaisissable qui n'existe qu'à la condition d'être soumis à un mouvement incessant de transformations qu'il faut absolument laisser à la libre initiative de l'individu dans les mille branches de l'industrie.

SECTION III

Des dépenses publiques.

CHAPITRE LXXXV

Des finances publiques en général. — Y a-t-il une science des finances ayant des privilèges particuliers ? — Rapport de la science des finances publiques avec l'économie politique. — Economie politique pure, pratique, appliquée.

L'État est un grand consommateur. Il lui faut acheter beaucoup de produits et de services pour accomplir lui-même les services publics dont il est chargé. Nous savons de quelles ressources il dispose pour subvenir à ces dépenses : 1° un domaine immobilier et industriel plus ou moins productif ; 2° l'impôt ; 3° l'emprunt. Au chapitre XLIX, nous n'avons considéré les impôts que sous le rapport de leur assiette et de leur répartition. Pareillement au chapitre LXVII, à propos du crédit, nous n'avons traité des emprunts qu'à un point de vue restreint : conditions auxquelles l'État emprunte ; avantages et inconvénients des différents modes d'emprunts ; émission des emprunts. Mais l'impôt le plus juste en lui-même, le mieux assis, le plus équitablement réparti, l'emprunt contracté aux conditions les plus avantageuses, ne sont légitimes que si l'on en fait un bon emploi. A quels emplois doivent être affectés plus spécialement, soit l'impôt, soit l'emprunt ? Quels sont sur le développement de la richesse naturelle les effets de l'impôt et de l'emprunt ? Lorsque les circonstances le permettent, quelles sont les

charges de l'État qu'il importe le plus d'alléger ? Faut-il dégrever ou rembourser ? amortir ou convertir la dette ? Telles sont les questions qui, avec les études spéciales sur les impôts et les emprunts, constituent ce qu'on appelle quelquefois l'*économie politique financière ou la science des finances*.

On peut se demander tout d'abord s'il y a une science des finances, une science financière ayant son domaine propre, ses principes particuliers, et distincte de l'économie politique.

Il est incontestable que la bonne gestion de la fortune publique, la recherche des meilleurs moyens de procurer des ressources à l'État par l'impôt et par l'emprunt, donnent lieu à des études très intéressantes et très délicates, qu'il y a une habileté financière, un tact financier ; mais je me demande s'il y a des principes propres à la science des finances. On a répondu de la manière suivante à la double question que je viens de poser : « La science des finances est la science des re-
« venus publics et de la mise en œuvre de ces revenus... Si l'on nous
« dit qu'à toute science il faut un principe, nous répondrons que le
« principe de la science des finances, c'est le développement constant
« de la richesse nationale dans un pays civilisé, toutes les fois qu'un
« législateur malhabile ne s'oppose pas à ce développement[1]. » La question de savoir s'il faut ou non donner le nom de science à ce grand art de la gestion des revenus publics est, au fond, de peu d'importance ; mais peut-on voir un principe propre à cette science dans ce fait que la richesse nationale a une tendance marquée à s'accroître d'une manière continue ? N'est-ce pas là un phénomène d'ordre économique, qui ressort de tous les enseignements de l'économie politique sur l'épargne et sur le capital ? Par l'épargne ou la capitalisation, l'ensemble des fortunes privées tend à s'accroître d'une manière continue, en sorte que l'État peut y puiser toujours plus largement pour l'exécution des services publics dont il est chargé.

Si vous interrogez les grands financiers et leur demandez quels sont les principes de la science des finances, il vous répondront par des maximes plus ou moins précises ou générales, fort sages sans doute, mais dont il serait assez difficile de faire un corps de doctrine spécial sous le nom de science des finances.

Sully disait que le labourage et le pâturage sont les deux mamelles de l'État. Colbert pensait que les manufactures et le commerce extérieur sont la principale source de la richesse. Sully et Colbert voulaient exprimer cette vérité, que la richesse des particuliers fait la force des États, parce qu'elle est la source où puise l'impôt.

Tous les ministres animés de bonnes intentions ont répété qu'il faut

1. M. P. Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des finances*, tome Ier, avant-propos et page 2.

commencer à mettre de l'ordre dans les finances. Mais c'est là le plus simple précepte d'économie domestique : empêcher le gaspillage, régulariser la comptabilité afin de voir clair dans ses affaires. On ne peut pas dire que la rédaction d'un état de prévision, la préparation d'un budget, soit un principe propre à la science des finances.

Un de nos meilleurs ministres des finances, le baron Louis, avait coutume de dire : « Faites-moi de bonne politique, je vous ferai de bonnes « finances. » Il est certain qu'une mauvaise politique qui amène des complications intérieures et extérieures n'est pas favorable à une bonne gestion des finances publiques. Il disait encore : « Il faut tout payer, même ses fautes ! » On ne conserve en effet son crédit qu'à la condition de payer ses dettes. Il en est ici de l'État comme d'un particulier.

On a fait grand bruit autrefois de l'amortissement comme d'une merveilleuse découverte pour éteindre les dettes des États. On en est bien revenu depuis ; mais, dans tous les cas, l'amortissement n'est pas un procédé propre à la science des finances. Tout industriel sait qu'il doit constituer par l'épargne, par un prélèvement annuel sur son revenu brut, la somme nécessaire au remplacement de son capital fixe.

On a présenté comme un principe de la science des finances en matière d'impôts ce fait, que la meilleure manière de rendre certains impôts plus productifs c'est de les diminuer, et on en a fait l'expérience dans l'abaissement de la taxe postale, mais il y a simplement là l'application d'un principe d'économie politique bien connu, à savoir que quand le prix d'une chose ou d'un service diminue, le nombre des consommateurs augmente. « Vendre bon pour vendre beaucoup, vendre « beaucoup pour vendre à bon marché, ou vendre à bon marché pour « vendre beaucoup », c'est ce que répètent tous les industriels.

Il faut donc conclure que la science des finances est principalement l'application des principes de l'économie politique à la matière des finances publiques. Ce ne sont pas seulement les théoriciens qui proclament cette étroite dépendance, ce sont des praticiens, des financiers, des hommes politiques.

Comment convient-il de formuler cette dépendance, ce rapport entre la matière des finances et l'économie politique ? Dirons-nous que les finances sont *une branche de l'économie politique* ou bien qu'elles ne sont qu'une *application de l'économie politique* ? Il ne semble pas exact de dire que les finances sont une branche de l'économie politique. On dit très exactement que l'optique est une branche de la physique, laquelle forme comme le tronc d'où partent en effet les diverses théories qui, par les développements qu'elles ont pris, constituent des sciences distinctes, et il est certain qu'on peut approfondir l'optique sans se préoccuper de telle ou telle autre grande théorie, comme l'élasticité des gaz. On ne peut parler ainsi des finances. C'est une matière qui touche également à toutes les parties de l'économie politique par les différents objets

dont elle s'occupe, impôts, emprunts, cours forcé, conversions, emploi des revenus publics. Il semble donc plus exact de dire que la matière des finances est de l'*économie politique appliquée*.

Ainsi que je l'ai annoncée à la fin du chapitre III, je saisis cette occasion pour m'expliquer sur ce qu'il faut entendre par ces expressions économie politique *pure, pratique, appliquée*.

Suivant des autorités considérables, la distinction entre l'économie politique *pure* et *appliquée*, ne serait que la distinction entre *la science* et *l'art*, entre la *théorie* et la *pratique*. De ce que la science ou la théorie proclament certaines vérités, ce n'est pas une raison pour qu'on puisse les faire passer immédiatement dans la pratique. Il faut, comme en mécanique, tenir compte des frottements. Dans les sciences morales, les frottements dont il faut tenir compte, ce sont les opinions dominantes, les préjugés, les habitudes invétérées.

Lorsque la science découvre, répand des vérités nouvelles, elle se trouve en présence d'une société organisée d'après d'autres règles, d'autres maximes : de là sont nés des intérêts sanctionnés par la législation, et ces intérêts repoussent les vérités nouvelles, bien qu'ils reposent sur une fausse appréciation du bien public. Nous avons été témoins de la résistance que la doctrine de la prohibition a opposée au libre-échange le plus tempéré.

Sans méconnaître ce qu'il y a de vrai dans cette distinction, entre la théorie et la pratique, entre la science et l'art, on a fait remarquer qu'il y avait là, à certains égards, une inexactitude, une confusion. On confond en effet deux choses : l'économie politique *pratique* et l'économie politique *appliquée*. Voici la distinction qu'il convient d'établir. Étant donnée la science économique pure, avec ses théories générales plus ou moins rigoureuses, abstraites, il y aurait lieu de distinguer : 1° *l'économie politique pratique*, qui serait ce qu'on a désigné inexactement sous le nom d'économie politique appliquée ; cette économie politique pratique est l'art des ménagements, la manière de faire passer les théories dans la pratique : 2° *l'économie politique appliquée* serait autre chose. Ce serait, comme le dit son nom, l'application aux diverses branches de l'activité économique des grands principes de la science générale de l'économie politique. C'est en ce sens qu'on parle d'économie rurale, d'économie commerciale, d'économie industrielle ou économie des arts et manufactures. L'économie politique pure ou générale s'occupe, par exemple, des agents naturels, du capital, de leurs rapports, de leur meilleur emploi, des conditions de succès dans les entreprises ; en économie rurale, on ne fait pas autre chose, en se plaçant au point de vue particulier de l'intérêt agricole : on fera ressortir la puissance du capital appliqué à l'agriculture ; les particularités que présente la division du travail, laquelle ne peut pas, en général, être poussée aussi loin dans l'industrie agricole que dans l'industrie manufacturière ; s'at-

tachant au principe de la liberté économique, on montrera que le régime prohibitif n'est pas le meilleur moyen de favoriser l'agriculture.

L'économie politique ou générale comporte encore un genre d'application, que nous connaissons, l'*économie domestique*, et voilà qui nous ramène tout naturellement à l'économie politique financière. Il s'agit ici du *ménage* d'une nation, de ses recettes et de ses dépenses. Cette analogie de l'économie politique financière avec les autres applications de l'économie politique générale et notamment avec l'économie domestique, suggère les réflexions suivantes.

On pourrait croire que la science des finances n'est autre chose que l'économie domestique agrandie, qu'il n'y a là que la différence entre un gros et un petit ménage, des recettes et des dépenses plus ou moins considérables. Ce serait une erreur. Sans doute la science des finances n'est pas une science occulte, et, sans avoir la prétention de devenir apte à diriger les finances d'un grand État, chacun peut en acquérir une connaissance suffisante, et réaliser ce vœu de Colbert : « Il faut ren-« dre la matière des finances si simple qu'elle puisse être facilement « entendue par toute sorte de personnes ». Il ne faut pas s'abuser toutefois sur des analogies plus apparentes que réelles. La seule différence des proportions met un abîme entre les situations. Quelle différence entre conduire une barque à la rame ou à la voile, sans perdre les côtes de vue et diriger un vaisseau de guerre ou un transatlantique ! Il faut sans doute une certaine habileté à ce patron, mais vous ne le tranformerez pas en un savant navigateur. Quelle différence entre la source des revenus de l'État et celle des revenus d'un particulier ! Les revenus de l'État ont quelque chose d'indéterminé qui fait trop souvent croire que ses ressources sont infinies. Que de préjugés résultent de cette manière de voir ! Il s'est formé en matière de finances publiques une morale à part. On se croit tout permis à l'égard de cet être fictif qui s'appelle l'État ; on n'apperçoit pas derrière l'État la masse des contribuables, et comme par une mauvaise gestion des revenus publics, on fait tort à tout le monde, on s'imagine ne faire tort à personne. Ceux auxquels, à des titres divers, est confiée l'administration des finances, sont des mandataires irresponsables, investis de pleins pouvoirs : les uns croiront qu'ils doivent dépenser le moins possible ; les autres abuseront du crédit illimité qui leur est ouvert et tailleront en plein drap. La bonne gestion du patrimoine de l'État n'a pas pour garant le sentiment de l'intérêt individuel comme cela a lieu pour le patrimoine d'un particulier : il faut, avec l'honnêteté et les lumières nécessaires, un rare patriotisme à un ministre des finances, pour résister aux entraînements et aux obsessions de tout genre, pour s'occuper avec ardeur à réparer des fautes qu'il n'a pas commises, à payer des dettes qu'il n'a pas contractées et dont le remboursement peut être ajourné, pour s'abstenir de grever l'avenir des charges excessives.

La science des finances étant, pour l'économiste, une branche ou, pour mieux dire, une application de l'économie politique, il doit la traiter avec la hauteur de vues qui caractérise l'économie politique. Comme elle ne pénètre pas dans l'usine pour y contrôler les détails techniques de la fabrication, les procédés industriels, l'emploi le plus profitable des matières premières ; de même l'économie politique ne pénètre pas, si je puis parler ainsi, dans l'*usine financière*, pour en étudier en détail le mécanisme, les rouages intérieurs, les rapports entre les différents fonctionnaires, toutes les opérations qui se placent entre le vote de l'impôt et son versement dans les caisses du Trésor ; le contrôle administratif, le contrôle judiciaire de la cour des comptes, le contrôle législatif. L'économie politique ne doit pas être confondue avec le droit industriel ou avec le droit administratif. Nous avons dit que l'économie politique est la philosophie de l'industrie humaine ; on pourrait dire que l'économie politique financière est la philosophie des finances publiques, et il y a là ample matière à philosopher, ce qui ne doit pas s'entendre d'une vague méditation, mais d'objets très positifs tels que l'impôt, l'emprunt, les dépenses publiques, le vote du budget les effets de tout cela sur l'activité économique de la société, la fortune et la destinée des nations.

CHAPITRE LXXXVI.

Peut-on appliquer à l'État les enseignements généraux de l'économie politique sur l'emploi de la richesse ? — Economie et épargne ou capitalisation. — Des réserves métalliques ou en valeurs dites *trésor de guerre*. — Gaspillage et prodigalité. — Luxe public. — Comment l'Etat doit procéder dans l'exécution des grands travaux d'utilité publique. — De l'assistance publique.

L'État est assimilé à une personne, ce qui, dans la langue des jurisconsultes, signifie qu'il a un patrimoine, c'est-à-dire qu'il est propriétaire, créancier, débiteur ; qu'il peut ester en justice comme demandeur ou défendeur : qu'il a des charges, dépenses ordinaires ou extraordinaires, auxquelles il doit subvenir, soit par ses ressources ordinaires, les revenus de son domaine productif et l'impôt, soit en se procurant des ressources extraordinaire, par l'emprunt. Jusqu'où peut aller cette assimilation de l'État avec un particulier ? Peut-on notamment appliquer à l'État tous les enseignements de l'économie politique en matière de consommation ou emploi de la richesse ? Peut-on, à propos de l'État, parler d'épargne et de capital, de consommations improduc-

tives ou reproductives, d'économie, de thésaurisation, d'avarice, de prodigalité de luxe, de bienfaisance ?

Ici se présente tout d'abord une double distinction : 1° Un particulier a un revenu fixe, limité, et c'est là-dessus qu'il calcule ce qu'il consacrera à ses dépenses personnelles et ce qu'il réservera pour l'épargne ; il établit son budget des recettes avant celui des dépenses. L'État, au contraire, a dans l'impôt un revenu essentiellement variable au gré de ceux qui sont chargés de le voter ; il semble donc qu'on ne doive fixer le chiffre des impôts que l'on demandera aux contribuables qu'après avoir dressé le budget des dépenses ; 2° La distinction entre les dépenses personnelles et l'épargne se comprend très bien pour un particulier ; mais en est-il de même pour l'État ? Cette personne fictive a-t-elle des besoins ?

La première des deux différences que je viens de signaler est très réelle, il n'en est pas de même de la seconde. Que sont en effet ces dépenses ou consommations personnelles auxquelles l'individu doit pourvoir avec ses revenus avant de songer à l'épargne, à la capitalisation ? On pourrait les qualifier de dépenses nécessaires ou obligatoires, puisqu'elles sont les conditions mêmes de l'existence. Il n'en est pas autrement de certaines dépenses de l'État, de celles qu'exige l'accomplissement de sa fonction principale : le maintien de l'ordre, de la sécurité. Il y a encore cette analogie entre les dépenses obligatoires ou nécessaires de l'État et celles de l'individu, qu'elles varient suivant les époques, suivant les exigences qui résultent des progrès de la civilisation et que la richesse croissante permet de satisfaire. Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à comparer les budgets actuels avec les anciens budgets : combien de chapitres nouveaux qui n'existaient même pas autrefois ! Combien de services publics richement dotés pour lesquels on ne rencontrait que de maigres allocations ! Et il en sera sans doute ainsi des budgets de l'avenir par rapport aux budgets présents.

Je vais maintenant passer rapidement en revue les différents emplois de la richesse que nous avons étudiés dans la section précédente et rechercher dans quelle mesure les préceptes de l'économie politique peuvent s'appliquer aux finances publiques.

L'économie, qui consiste à tirer le meilleur parti d'une quantité quelconque de richesses, de produits ou de services, est une règle absolue. Nous avons même constaté qu'elle s'impose principalement au maniement d'une grande fortune, ce qui est précisément le cas de l'État ; c'est là que le gaspillage est le plus à redouter. Il faut que les serviteurs de l'État suppléent par un sentiment élevé de la fonction au mobile de l'intérêt privé.

L'économie politique préconise l'épargne comme le meilleur emploi de la richesse. Que pourra bien être l'épargne pratiquée par l'État ? Exactement ce qu'elle est pour un particulier : la capitalisation d'une

portion du revenu, capitalisation qui consistera dans l'accroissement du grand outillage que la société met à la disposition de l'industrie et du commerce. Pour des créations exceptionnelles l'État pourra recourir à l'emprunt ; mais le budget alimenté simplement par l'impôt, le budget ordinaire, doit être assez élevé pour qu'on puisse annuellement affecter une certaine somme à l'amélioration et à l'extension de ce capital, de cet outillage social, objet d'intérêt commun pour lequel les ressources collectives de la société sont indispensables. Ces ressources sont mises à la disposition de l'État à l'aide de l'impôt. Il faut donc considérer que chaque citoyen ne doit pas seulement fournir par l'impôt de quoi entretenir le capital social tel qu'il existe actuellement et les services publics tels qu'ils sont organisés, mais encore de quoi leur donner un développement progressif. Il ne faut pas, à tout propos, déclarer une dépense extraordinaire et la mettre à la charge de l'emprunt.

Pour parer à une dépense éventuelle sans recourir à l'emprunt, des personnes prudentes se constituent un fonds de réserve par un prélèvement sur leurs revenus annuels ; au lieu d'emprunter et de faire des économies pour payer leurs dettes, elles font des économies *préventives* afin de se dispenser d'emprunter. Si ces économies se traduisent en placements, en acquisitions de valeurs mobilières, c'est l'épargne ; si elles se réduisent à une accumulation de monnaie que l'on conserve par devers soi, c'est la thésaurisation, qui n'est pas à encourager. Convient-il que l'État use plus ou moins de ce procédé ? L'accumulation de réserves métalliques est un fait général dans l'antiquité. Au commencement du XVII^e^ siècle, Henri IV et Sully, qui avaient trouvé la France ruinée, amassèrent un trésor considérable à la Bastille. Leurs successeurs n'ont pas suivi cet exemple et ne se sont pas piqués de laisser les coffres du trésor bien garnis. Un seul État, je parle des peuples civilisés, est resté fidèle à ces traditions : c'est la Prusse. Il y a dans la forteresse de Spandau, aux portes de Berlin, une réserve de plus de 150 millions en espèces, et le gouvernement prussien a de plus en portefeuille pour 3 à 400 millions de valeurs mobilières, en actions de chemins de fer et fonds d'États. Que penser de cette réserve, de ce *trésor de guerre* ? C'est ainsi qu'on l'appelle, car son but avoué est de faire face aux premières dépenses qu'entraîne une déclaration de guerre. Le placement en valeurs mobilières vaut sans doute mieux que le procédé barbare de la thésaurisation ; il ne faut pas toutefois se dissimuler que la subite réalisation de ces valeurs serait une cause de perturbation sur un marché déjà troublé par le fait même de la déclaration de guerre. Quoi qu'il en soit, et abstraction faite de la composition de ce trésor de guerre, il ne faut ni dédaigner absolument l'avantage qui peut en résulter, le cas échéant, ni croire qu'il y ait là une grande cause de supériorité. Ce trésor de guerre peut convenir à un pays relative-

ment pauvre et qui a peu de crédit. Il en est autrement d'un pays riche et dont le crédit est en quelque sorte illimité, d'un pays dans lequel il existe, aux mains des particuliers, des réserves métalliques considérables, lesquelles ne demandent qu'à être mises à la disposition de l'État par la voie de l'emprunt.

Parlerons-nous, à propos de l'État, d'avarice et de prodigalité ? Il serait puéril de parler de souverains ou de gouvernements avares. Ce sont les courtisans qui ont pu les qualifier ainsi ; mais on sait du reste ce que cela signifie. L'avarice n'est jamais ici que l'épargne ; l'économie, tout au moins la thésaurisation. Ce qui est à redouter de la part de ceux qui ont le maniement des deniers publics, c'est la prodigalité, et c'est à un roi qu'on attribue ce mot, *après moi le déluge*, qui est la devise du prodigue. La grande prodigalité des nations, c'est la guerre, qui offre en effet tous les caractères de la prodigalité, consommation improductive de richesses. Que serait-ce si l'on se plaçait au point de vue moral ! Je n'ai pas à disserter ici sur les guerres justes et injustes, je me borne à constater que, dans toute guerre, si la justice est d'un côté, l'injustice est de l'autre, alors même que, des deux côtés, on invoque avec une égale ferveur le dieu des armées.

Nous avons distingué le luxe de la prodigalité, et il convient de maintenir cette distinction quant aux dépenses de l'État. Le luxe de l'État peut se manifester par des fêtes publiques, par la création d'œuvres d'art proprement dites, par des travaux d'utilité publique conçus avec trop de magnificence. Tout cela n'est pas condamnable en principe, tant s'en faut. Le riche peut se donner les jouissances et les nobles émotions de l'art, avoir une habitation élégante, une galerie de tableaux, un parc orné de statues. Il n'est pas mauvais que l'État ait aussi, pour que tout le monde en jouisse, des édifices affectés à une destination utile qui soient en même temps des chefs-d'œuvre d'architecture, des places publiques et des parcs ornés de statues, des musées. Le riche en jouira aussi bien que le pauvre, car le luxe privé ne saurait rivaliser avec le luxe public. Quel est le particulier qui pourrait élever aux arts un monument comparable au Louvre pour sa magnificence extérieure et pour les trésors qu'il renferme ? Le luxe public, un luxe de bon goût, est un moyen d'éducation et de moralisation. On pourrait, quant aux fêtes publiques, préférer qu'il y eût un peu moins d'illuminations et de feux d'artifice, un peu plus de concerts et de représentations théâtrales. Tout cela est une question de mesure.

L'économiste proteste seulement contre cette banale justification des dépenses publiques : Cela fait aller l'industrie! Je ferais toutefois une exception précisément en ce qui concerne les arts et les artistes, la sculpture et l'architecture notamment, qui sont en droit de compter sur un encouragement direct de l'État, par la raison que l'Etat seul a des palais, des théâtres, des temples à construire, des places pu-

bliques à orner. Quant à l'industrie proprement dite et au commerce, le véritable moyen de l'encourager c'est de mettre à sa disposition un outillage social de plus en plus parfait par de grands travaux d'utilité publique.

Quels sont donc les travaux d'utilité publique que l'État doit entreprendre ? Comment apprécier l'utilité de ces travaux ? De quelle manière doit-on procéder dans leur exécution, non pas, bien entendu, au point de vue technique, mais au point de vue économique, afin de ménager les intérêts généraux du pays.

Sur la première question, nous avons posé le principe dans les chapitres VI et XXIII, et ici même, Il faut que l'Etat fasse, en vue de l'accroissement de la prospérité publique, ce que ne pourraient pas faire les autres collectivités, encore moins les particuliers. Cela doit s'entendre dans le sens le plus large et non pas seulement dans le sens restreint qu'on donne généralement à ces mots, grands travaux d'utilité publique, à savoir : routes, chemins de fer, canaux, postes, télégraphes. Il ne faut pas seulement que l'Etat donne des facilités à ceux qui veulent se livrer à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, mais aussi à ceux qui veulent se livrer à la culture des lettres, des sciences, des arts. Ses grands intérêts moraux et intellectuels sont étroitement liés aux intérêts économiques proprement dits, et, d'autre part, la culture des lettres, des arts, des sciences ne va pas aujourd'hui sans de grands établissements dont l'État seul peut faire convenablement les frais.

Évidemment, l'État ne doit entreprendre que des travaux qui présentent une suffisante utilité, eu égard à la dépense qu'ils entraînent ; mais, d'autre part, l'État ne saurait raisonner comme un particulier qui, en engageant un capital dans une entreprise, entend en retirer l'intérêt au taux ordinaire et même, suivant les cas, de quoi amortir le capital. L'État, pour mesurer l'utilité des travaux, doit considérer l'utilité commune, l'accroissement de richesses qui en résultera pour la société. L'État fait bien des routes qui ne lui rendent rien ; il peut bien concourir à la construction de chemins de fer qui rendront très peu et dont on appréciera l'utilité en calculant l'accroissement du trafic général qui en résultera et l'économie de frais de transport que procure le chemin de fer par rapport à ce qu'ils coûteraient sur une route ordinaire. L'État est entrepreneur de travaux publics pour le compte de la société, et il n'a pas à se demander ce qu'il y gagne, mais ce qu'y gagne la société. Même au point de vue financier, l'État peut faire une bonne affaire bien qu'il ne retire aucun revenu direct de ces travaux. Il en résulte, en effet, pour la société, un accroissement de richesse, de circulation et de consommation qui se traduit en plus-values dans le rendement des impôts ; les impôts peuvent être augmentés sans que le poids en devienne plus lourd. C'est, en somme pour l'État, un place-

ment à long terme. J'ai dit que l'État ne raisonne pas comme un particulier : cela n'est pas complètement exact. Le père de famille qui, au lieu d'envoyer immédiatement son fils à l'atelier gagner un salaire quotidien, l'envoie à l'école, lui fait donner une instruction générale et professionnelle plus complète, fait un calcul analogue à celui que fait l'État quand il perfectionne l'outillage social. Comment supputer l'utilité des travaux entrepris par l'État dans l'intérêt d'une culture plus large des lettres, des sciences et des arts ?

Mais si l'État ne doit entreprendre que des travaux utiles, il doit, d'autre part, se conformer à ce précepte de la sagesse vulgaire qui veut qu'on mesure l'œuvre à ses forces et qu'on n'entreprenne pas tout ce qui est utile. Entre plusieurs travaux utiles, il y a une question de priorité. L'État pourrait se ruiner à entreprendre des choses utiles, comme un particulier qui voudrait acheter au delà de ses moyens des choses utiles, même à très bon marché. C'est encore une vérité d'économie domestique que *le bon marché est ruineux*.

Comment l'État doit-il procéder dans l'exécution des travaux publics ? Je me place au point de vue économique et financier, et non au point de vue technique. Il s'agit encore ici d'appliquer certains préceptes bien simples d'économie domestique. Le premier point est d'avoir un plan d'ensemble, et de ne pas ébaucher plusieurs travaux à la fois, sans en amener aucun à fin. Cet avancement partiel de plusieurs travaux n'est profitable à personne ; le capital employé reste improductif tant que rien n'est achevé. C'est même cette considération d'un prompt achèvement qui légitime l'emprunt affecté aux grands travaux d'utilité publique. Ces travaux ne doivent ni être mis complètement à la charge de l'impôt, ni grever indéfiniment l'avenir, et voilà pourquoi le mode d'emprunt qui leur convient le mieux, c'est l'emprunt amortissable dans un laps de temps déterminé. Il faut, en effet, et c'est ici principalement le point de vue économique, il faut répartir les travaux sur une période de temps suffisamment longue afin qu'une activité excessive ou une interruption complète ne porte pas le trouble sur le marché des capitaux et sur celui de la main-d'œuvre. Il ne faut pas que l'État contribue à provoquer ces crises résultant de ce que toutes les forces vives d'un peuple se portent tout à coup vers la même industrie, comme on le vit en Angleterre, lors de la *fièvre des chemins de fer*. Que vit-on alors ? Les tisserands et les laboureurs, qui gagnaient 2 à 3 francs par jour, quittèrent le métier et la charrue pour s'en aller gagner 6 à 7 francs sur les lignes en construction comme simples terrassiers. Ils furent loin d'y contracter des habitudes d'ordre et d'épargne. Les travaux de construction achevés, la plupart de ces ouvriers durent être congédiés. Un trouble social succéda à la perturbation économique causée par l'énorme absorption de capital qu'avait occasionnée cette gigantesque entreprise. Les travaux exagérés de dé-

molition et de reconstruction dans les villes n'ont pas été sans graves inconvénients.

Parmi les emplois de la richesse, nous n'avons pu omettre la charité, la bienfaisance et nous n'avons pu parler de la charité privée sans mettre en regard la charité officielle et la charité légale. Nous avons condamné impitoyablement la charité légale ; il n'en est pas de même de l'assistance publique. La charité est une vertu [1] individuelle que l'Etat n'a pas qualité pour pratiquer ; c'est tout au plus s'il peut, sur ce point, venir en aide à l'initiative privée. L'assistance se conçoit, au contraire, très bien comme une fonction de l'Etat, et les établissements d'assistance publique rentrent dans ce grand outillage social dont il vient d'être question. Il est impossible à l'État, ne serait-ce que comme mesure de police, de se désintéresser complètement de certains faits qui préoccupent justement la société dont il est le représentant ; des enfants nouveau-nés que la misère ou la honte menacent d'un abandon mortel ; des enfants abandonnés errant par milliers sur le pavé de Paris, fatalement condamnés à une dépravation précoce ; du dénûment absolu joint à des maladies incurables ou à des infirmités cruelles, la cécité, la folie ; des accidents subits qui réclament un secours immédiat ; des catastrophes, des événements calamiteux qui excitent la terreur parce que tout le monde se sent menacé, tels que l'inondation, l'incendie ! On peut discuter sur l'efficacité de telle ou telle mesure dite charitable, rétablissement ou suppression des tours, secours en argent ou en nature, soins à domicile ou dans un lieu déterminé ; on peut rappeler les dangers de la charité faite sans discernement... Personne ne peut proposer à l'État de fermer ses établissements hospitaliers, hôpitaux, hospices ou asiles, pas plus que de congédier le corps des pompiers. Une organisation quelconque de l'assistance publique est aussi nécessaire que l'ambulance à la suite d'une armée. Qu'on le remarque bien, d'ailleurs, dans la plupart des cas où il y a recours à l'assistance publique, on ne rencontre pas l'inconvénient principal de la charité légale, l'encouragement à la paresse et à l'imprévoyance qui comptent sur un soutien permanent ; on ne spécule pas sur les malheurs, les accidents, les infirmités à raison desquels l'assistance publique intervient, et intervient sans un engagement formel de sa part.

Le bon emploi des revenus publics suppose une connaissance exacte

1. En 1848, à l'Assemblée nationale, pour repousser le droit formel à l'assistance, on a tiré argument de ce que la charité est une vertu : « L'État, comme l'individu, « disait M. Thiers, dans son rapport, doit être bienfaisant ; mais, comme lui il « doit l'être par vertu, c'est-à-dire librement... si l'individu a des vertus, la société « n'en peut-elle avoir ? » On peut douter de la bonté de ces raisons. Je comprends les vertus d'un roi, d'un souverain, mais non de l'être abstrait qu'on appelle l'État. Le fonctionnaire salarié qui, dans les limites du règlement, délivre un secours, fait-il donc un acte de vertu ?

de ces revenus et de leurs sources, l'ordre et l'économie, la circonspection et la prévoyance ; une juste notion de l'importance relative des différentes dépenses, un état de prévision ou budget qui attribue aux divers services publics une dotation proportionnée à cette importance, un contrôle vigilant à tous les degrés de la hiérarchie des fonctionnaires auxquels est confié le maniement des deniers publics, la distinction entre l'administrateur qui ordonne ces recettes et ces dépenses conformément à la loi et le comptable qui effectue ces recettes et ces dépenses. Nous ne pénétrerons pas dans ces détails, qui sont le domaine du droit public et du droit administratif ; mais il est permis d'affirmer ici que l'ordre et l'honnêteté dans les finances publiques sont des vertus modernes.

CHAPITRE LXXXVII.

Les Finances publiques dans leur rapports avec les fortunes privées. — Effets économiques de l'impôt et de l'emprunt. — Du meilleur emploi des excédents budgétaires. — Suppression du cours forcé. Dégrèvements. Amortissement de la dette. Conversion. — Des emprunts forcés; des emprunts et souscriptions patriotiques.

La question des effets économiques de l'impôt et de l'emprunt se pose le plus souvent en ces termes : vaut-il mieux subvenir à une dépense jugée nécessaire par l'impôt ou par l'emprunt ? C'est à ce propos qu'on met en lumière les moindres inconvénients de l'impôt ou de l'emprunt, car on ne saurait poser d'une manière absolue la question : qui vaut le mieux, de l'impôt on de l'emprunt ? Encore moins peut-on poser des questions comme celles-ci : l'impôt est-il une bonne ou une mauvaise chose ? L'emprunt est-il une bonne ou une mauvaise chose ?

Ces questions ont pourtant été posées et il s'est rencontré des gens qui ont eu le courage de répondre catégoriquement : oui, l'impôt est une bonne chose ! Oui, l'emprunt est une excellente chose.

C'est à peine si on ose aujourd'hui rappeler cette théorie de l'impôt bienfaisant qui retombe en pluie sur tous par les soins de l'État qui l'emploie à acheter des produits et des services. [2] Il est à craindre que

1. Je suppose l'impôt justement réparti et fais abstraction d'une opposition entre l'intérêt de l'État et celui de tel ou tel membre de la société qui voudrait se soustraire aux obligations qui lui incombent.

2. On a répondu : c'est comme si un voleur, ayant volé un marchand et lui achetant des marchandises, lui disait : « De quoi vous plaignez-vous ? Je vous rends ce que je vous ai pris. »

cette pluie ne tombe pas également partout. Que dire de cette autre théorie qui voit dans l'impôt un stimulant [3] pour l'industrie ? Il est certain qu'il faut travailler pour gagner cet excédent qui doit être payé à l'État, mais la question est toujours de savoir si l'État en fera un bon emploi, et si l'impôt ne sert qu'à alimenter la guerre, voilà qui ne ressemble en rien à l'épargne qu'auraient pu réaliser les contribuables. C'est de l'impôt bien employé qu'on a pu dire « qu'il était le meilleur des placements. » D'ailleurs l'impôt est une nécessité et il est impossible d'en fixer théoriquement la limite, soit en *maximum* soit en *minimum*. Les expressions qui ont cours en cette matière, impôt léger, modéré, lourd, écrasant, sont le plus souvent employées à la légère [4]. Le chiffre de l'impôt payé par le contribuable ne dit rien par lui-même ; il faut savoir quelle portion du revenu il représente et ce que l'État rend de services en échange de cet impôt.

Quant à l'emprunt, on comprend jusqu'à un certain point qu'il ait été condamné d'une manière absolue, car il n'est pas d'une nécessité évidente comme l'impôt, et on peut lui reprocher de pousser à la guerre et aux entreprises aventureuses dont il rejette les frais sur les générations futures [5] ; mais ce qu'on ne comprend pas, c'est que, sans hésitation et sans distinction on ait dit : l'emprunt est une chose excellente ! C'était une thèse fort en honneur au XVIII[e] siècle. Il y a là un écho de cette doctrine erronée, que le crédit est par lui-même une source de richesse parce que la multitude des titres de crédit équivaut

3. Le marquis de Mirabeau avoit déjà répondu : « Toute la vivification que les « fermiers de l'impôt apportent dans le territoire de l'État, est celle que la vue d'un « oiseau de proie donne à une basse-cour : tout s'agite, tout s'écarte, tout se « cache, tout fuit. » Cela était surtout vrai de son temps.

4. On s'accorde à citer comme types d'un impôt léger, modéré, lourd et très lourd, la Belgique, l'Angleterre, la France et l'Italie, pays dans lesquels l'impôt représente 6 pour cent, 8 pour cent, 12 pour cent et 15 pour cent du revenu.

5. Personne n'a exprimé ce sentiment d'une manière plus éloquente que M. Gladstone, dans la séance du 6 mars 1854 : « Avec le système des emprunts une « nation ne sait réellement pas ce qu'elle fait. Les conséquences sont ajournées à « un avenir indéfini. Et cependant n'est-il pas juste que nous connaissions le prix « des avantages que nous cherchons afin que, comme il convient à des êtres in- « telligents et raisonnables, nous en prenions la charge sur nous-mêmes au lieu « de la léguer à nos descendants... Les frais de la guerre sont le frein salutaire « que le Tout-Puissant impose à l'ambition et à la soif de conquêtes inhérentes à « tant de nations. Il y a dans la guerre une sorte d'éclat et d'entraînement qui lui « donne un charme funeste aux yeux des masses et en dissimule les maux. La né- « cessité de payer, année par année, les frais qu'entraîne la guerre, est donc un « frein salutaire. » C'était au moment de la guerre de Crimée. On n'emprunta point en effet tout d'abord : on augmenta les impôts ; on doubla l'*income tax* ; on émit des bons de l'échiquier (*exchequer bills*), puis des bons à plus long terme (*bonds*), afin d'anticiper de plus en plus sur la rentrée des impôts ; mais il fallut en venir aux emprunts, et finalement les dépenses de la guerre de Crimée, évaluées à 1,730 millions, furent payées un milliard par l'impôt et 730 millions par l'emprunt.

à une augmentation de numéraire. Un autre sophisme, à l'appui de la même thèse, consistait à dire que, à la condition que l'État n'empruntât qu'aux nationaux, il ne s'appauvrissait pas, car l'État ou l'ensemble des citoyens c'est tout un ; or, il n'y a pas de dette, quand la qualité de créancier et de débiteur se trouvent réunies dans la même personne. C'est ce que les jurisconsultes appellent extinction d'une dette par confusion. On exprimait la même idée en disant que *les dettes d'un État sont des dettes de la main droite à la main gauche.* [6]

Cette glorification de l'emprunt est tout à fait insoutenable, et tout ce qu'on peut faire en sa faveur, c'est de plaider les circonstances atténuantes. La question d'utilité ou de nécessité résolue, on peut dire que l'émission d'un emprunt a pour effet de surexciter l'épargne et d'attirer l'or destiné à la thésaurisation. Mais, en somme, il n'y a là qu'une atténuation d'inconvénients très réels résultant de la raréfaction du capital circulant, opérée par la demande que l'État apporte sur le marché. Toute les valeurs sont délaissées pour les titres de rente. Chacun économise, soit pour opérer ses versements, si l'on est souscripteur, soit pour acheter de seconde main. Cela dure pendant toute la période de *classement*. Ce ne sont pas seulement les actions et obligations des compagnies qui sont délaissées, toutes les marchandises souffrent de la concurrence que leur fait la valeur recherchée, le titre d'emprunt. L'inconvénient que je signale est en partie atténué par le contingent que fournissent à l'emprunt les capitaux étrangers. On voit que nous sommes loin de la théorie des *dettes de la main droite à la main gauche.*

Mais cessons de considérer séparément les mérites ou les inconvénients, soit de l'impôt, soit de l'emprunt, et établissons entre eux une comparaison. Je pose la question dans les termes où elle se présentera naturellement : il faut subitement dépenser une somme considérable, un milliard ; à qui le demandera-t-on ? à l'emprunt ? Si l'on a recours à l'emprunt, voici les deux avantages incontestables : 1° on obtient la somme à peu près immédiatement ; 2° on ne grève le budget que de l'intérêt de la somme empruntée. — On voit par là même les inconvénients que présente le recours à l'impôt : 1° les ressources que fournit l'impôt ne sont pas immédiatement réalisables ; 2° on grève les contribuables d'un fardeau lourd pour tous, accablant pour quelques-uns.

6. Melon, *Essai politique sur le commerce*, chapitre XIII ; « Les dettes d'un État « sont des dettes de la main droite à la main gauche, dont le corps ne se trouvera « point affaibli, s'il a la quantité d'aliments nécessaires et s'il sait les distribuer. » Voltaire a exprimé plus clairement la même doctrine erronée, dans ses *Observations sur le commerce, le luxe, les monnaies et les impôts*, lorsqu'il a dit : « Un État qui « ne se doit qu'à lui-même ne s'appauvrit pas, et ses dettes sont un nouvel encou« ragement à l'industrie. » C'est ce qu'entendait Frédéric de Prusse quand il disait : « Mes armées font circuler l'argent. » — Emprunt ou impôt, c'est toujours la même idée, tout retombe en pluie bienfaisante.

J'insiste sur ce dernier point. Qu'elle différence entre l'impôt qui frappe tout le monde sans distinction, sans rechercher si le contribuable a sous la main la somme demandée, et l'emprunt qui n'impose de sacrifice à personne, qui est en général une bonne affaire pour le prêteur ! Qu'on ne dise pas que les contribuables n'ont pas à se plaindre parce que, si énorme que soit la contribution qu'on leur impose, on ne leur demande à tous qu'un sacrifice proportionné à leur fortune. Ce n'est pas seulement le chiffre abstrait de la fortune qu'il faut considérer, mais encore sa composition. Considérez un propriétaire, un commerçant, un capitaliste, dont la fortune porte la même étiquette : 20,000 francs ; et vous leur demandez à chacun une contribution extraordinaire de 1,000 fr. Ce dernier a l'argent sous la main, il peut payer immédiatement, et en sera quitte pour une diminution d'un vingtième de son revenu, environ 50 fr. Chez le petit commerçant, il y a de l'argent, mais il y a des achats à faire, des échéances, et ce pourra être une grande gêne, de distraire 1,000 fr. de son fonds de roulement. Quant au petit propriétaire, ce sera la ruine ou du moins le commencement de la ruine. Cette terre qu'on a si libéralement évaluée 20,000 fr., lui rapporte net peut-être 600 fr. ; il n'a pas d'argent, il *ne s'est jamais vu* 1,000 *fr. devant lui*, comme on dit vulgairement ; il faudra qu'il emprunte à un taux élevé, son revenu sera réduit de un dixième ou un douzième. Au lieu d'un impôt, émettez un emprunt, que verra-t-on ? Le petit propriétaire et le petit commerçant ne souscriront pas ; mais le capitaliste sera trop heureux de prêter à l'État au 6 pour cent un argent qui lui rapporte 5 pour cent au plus [7].

Les considérations qui précèdent, nous permettent d'apprécier ce qu'il y avait de peu pratique dans la patriotique proposition de payer d'un coup les 5 milliards de l'indemnité de guerre due par la France à l'Allemagne. Il s'agissait là, en somme, d'un impôt exorbitant, colossal, d'une sorte de contribution de guerre, et on y retrouve, seulement portés à leur plus haute puissance, tous les inconvénients que nous venons de reconnaître dans les impôts exagérés [8].

7. Les aggravations d'impôts ont encore pour effet de rendre plus sensible l'inégalité, l'injustice inhérente à toute répartition de l'impôt. — La différence entre les effets économiques de l'impôt et de l'emprunt a été exprimée d'une manière saisissante par Jacques Laffite, dans son opuscule, *Réflexions sur la réduction de la rente et sur l'Etat du crédit* : « L'impôt prend les capitaux où ils ne sont pas; il les « prend dans les bourgs, dans les campagnes, souvent les plus incultes et les plus « pauvres; l'emprunt les prend où ils sont, dans les grandes villes, dans les ca« pitales. L'impôt les prend où ils coûtent 10, 12 et 15 pour cent ; l'emprunt les « prend où ils coûtent 4 et 5 pour cent, et où ils s'offrent eux-mêmes » (Voir M. P. Leroy-Beaulieu, *Science des finances*, t. II, p. 263).

8. Les gens naïfs disaient : « La chose est bien simple ; on demandera à chacun un vingtième de sa fortune ; l'ensemble des fortunes privées dépasse certainement 100 milliards, on aura ainsi les 5 milliards nécessaires... chacun sera moins riche

Les lourds impôts grèvent le présent, les gros emprunts rejettent sur l'avenir la charge du capital emprunté. Un moyen terme consiste à contracter des emprunts amortissables dans un laps de temps déterminé. Il y a encore un moyen de mettre une dépense extraordinaire à la charge de la génération présente, c'est-à-dire de l'acquitter avec l'impôt, c'est de mettre des impôts suffisants pour produire en quelques années la somme dont a besoin immédiatement, et, pour la réaliser, on émet des billets d'État ou bons du Trésor, remboursables au fur et à mesure de la rentrée des impôts. C'est le système des anticipations d'impôts. Seulement, l'expérience a démontré qu'on ne place pas facilement ces bons du Trésor pour des sommes considérables. Cela n'a pas les séductions de l'emprunt [9].

De lourds impôts, une grosse dette et le cours forcé, tel est le triple fardeau que de dures nécessités font souvent peser à la fois sur un peuple. Lorsque des jours meilleurs reviennent ; que l'épargne se reconstitue et que les revenus publics s'accroissent, la question se pose naturellement de savoir lequel de ces trois fardeaux il convient d'abord d'alléger ? En matière de finances publiques, les économies s'appellent des excédents budgétaires : à quoi convient-il d'appliquer ces excédents. — Voici, suivant quel ordre il convient de procéder à la restauration financière : 1° reprendre les payements en espèces ; 2° réduire les impôts ; 3° réduire les intérêts de la dette par des conversions ; 4° amortir.

La nécessité de se débarrasser avant tout du cours forcé résulte de la nature même des choses [10]. Le cours forcé est un expédient, une me-

de un vingtième, voilà tout ! » La chose eût été en effet fort simple, si chacun avait eu sa fortune en numéraire, mais on a des valeurs mobilières, des marchandises, des terres, des maisons et c'est de l'argent que veut le percepteur. — Qu'à cela ne tienne : on vendra, on empruntera. — Mais si tout le monde veut vendre, qui donc achètera ? l'excès de l'offre avilira les prix. Si tant de gens veulent emprunter, l'excès de la demande fera monter l'intérêt à un taux exhorbitant. — Mais l'État a bien emprunté les 5 milliards ! — Autre chose est la contribution de 5 milliards qui n'est demandée qu'aux nationaux, autre chose l'emprunt qui est fourni par les capitalistes du monde entier, qui se sont fait concurrence pour obtenir des titres de l'emprunt.

9. Voir la note 5 ci-dessus. — M. Paul Leroy-Beaulieu fait justement remarquer (*Science des finances*, tome II, chap. IV) que le second Empire a abusé de l'emprunt. Pour la guerre de Crimée, on a contracté trois emprunts, s'élevant ensemble à 1.538 millions, et on n'a pas demandé 100 millions à l'impôt. Pour la guerre d'Italie, c'est bien pis, on a emprunté immédiatement 519 millions, lesquels ne furent pas même employés en totalité en frais de guerre. Si l'on avait eu d'abord recours à l'impôt, cet emprunt eût pu être évité. Cette politique financière était d'autant plus condamnable qu'elle était inspirée par un parti pris de faire de la popularité. Les aggravations d'impôts sont impopulaires, et on voulait obtenir par les souscriptions aux emprunts ce qu'il était convenu alors d'appeler *le suffrage universel des capitaux*.

10. Voir chapitre LXVII, § VIII.

sure temporaire et qui n'est pas trop dommageable qu'à la condition que tout le monde soit bien persuadé qu'il ne sera, en effet, que temporaire et que l'État prend toutes les mesures pour en sortir, pour ne pas laisser dégénérer une maladie aiguë en une affection chronique. Le cours forcé, cause incessante de confusion et d'incertitude dans tous les rapports économiques, est analogue à un corps étranger qui s'est logé dans un organisme ; il faut l'en extraire. Pour arriver à ce résultat, on mettra des impôts, on empruntera, s'il le faut.

En second lieu, il faut dégrever, c'est-à-dire ramener les impôts à leur chiffre normal. A cela on pourrait objecter, qu'il faudrait d'abord employer les excédents à rembourser la dette. C'est le précepte de la sagesse vulgaire : qui paye ses dettes s'enrichit. Pourquoi faire des remises aux contribuables débiteurs de l'impôt, avant d'avoir payé les créancier ? Payer les impôts, c'est la condition normale ; il n'en est pas de même d'avoir des dettes. — La réponse est facile. D'abord, qu'on ne prenne aucun souci de ces créanciers de l'État qui ne demandent rien tant qu'à rester créanciers. Il faut, en outre, reconnaître que l'existence d'une dette publique est aujourd'hui pour tous les États un fait aussi normal que l'impôt lui-même. Enfin, quant aux impôts, ce qui est normal, c'est qu'ils s'élèvent à un chiffre raisonnable ; c'est qu'ils constituent un bon système de contributions, quant à leur assiette et à leur répartition. Or, qu'arrive-t-il, dans les pressantes nécessités du pays ? Il faut de l'argent à tout prix ; on vote donc des impôts énormes, en consultant bien plus la facilité de la perception que l'équité dans l'assiette et la répartition. On met des impôts gênants, vexatoires qui entravent le développement de la richesse publique [11]. Le poids dont pèsent les impôts ne se mesure pas seulement à leur chiffre, mais à leur nature : tel impôt qui ne donne qu'un faible produit peut être une gêne insupportable pour une industrie dont il paralyse l'essor. Combien les résultats peuvent être différents suivant que l'on consacre les excédents budgétaires à l'amortissement ou au dégrèvement ! Vous rachetez des rentes pour 25 millions ; vous allégez le budget de 1 million d'arrérages : c'est peu de chose. La même somme à supprimer ou à réduire les impôts les plus onéreux, pourra être autrement profitable, faciliter la production, accroître la circulation et la consommation, et assurer de nouveaux excédents budgétaires. Enfin, une autre raison de ne pas se préoccuper de l'amortissement plus que de l'impôt, c'est que l'amortissement, comme nous le savons, fonctionne incessamment, parce que l'État est débiteur en vertu de nombreux engagements à terme qui s'éteignent d'année en année.

Dans cet examen de la valeur comparative des moyens à l'aide des-

11. Qu'on songe à l'impôt sur le sel et à l'impôt sur la mouture, en Italie ; au système de taxation qui a été introduit aux États-Unis après la guerre ; à nos impôts sur les matières premières, sur les transports par petite vitesse.

quels l'Etat peut faire appel aux particuliers pour se procurer les ressources qui lui sont nécessaires, je n'ai parlé que de l'impôt et de l'emprunt. On a préconisé d'autres moyens : l'emprunt forcé, la souscription patriotique. A la rigueur, l'État pourra se procurer des sommes considérables par l'emprunt forcé, qui n'est qu'une variété de l'impôt, en ce sens au moins qu'il est imposé. Quant à la souscription et à l'emprunt patriotique, on n'en obtiendra jamais que de faibles résultats. L'expérience l'a démontré. N'avait-on pas conçu l'idée de réunir par souscription les 5 milliards de l'indemnité de guerre ! — Là-dessus bien des gens de s'écrier : il n'y a donc plus de patriotisme ! — L'économiste patriote répondra que le patriotisme ne se manifeste pas dans tous les temps de la même manière ; qu'il subit l'influence des conditions sociales et économiques ; qu'on fait aujourd'hui la guerre avec des armées de 500,000 hommes et avec des milliards : qu'on ne suffit plus à de pareilles entreprises avec des *engagés volontaires*, hommes ou écus ; qu'il y faut des masses, hommes et écus, disciplinées, et que la discipline des écus, c'est l'impôt *forcé* ou l'emprunt *volontaire*.

APPENDICE

Du rôle de l'État en matière de consommation.

CHAPITRE LXXXVIII

Lois et impôts somptuaires. — La prévoyance de l'État substituée à la prévoyance individuelle. — L'épargne et l'assurance obligatoires. — La systématisation des emprunts publics.

A première vue, on comprend que l'Etat est intéressé à ce que les particuliers fassent un bon usage de leurs richesses ; mais, à cet égard, des préoccupations toutes différentes ont prévalu, suivant les époques. Autrefois, ce sont des considérations d'ordre moral, social, politique, qui ont fait édicter des lois et des impôts somptuaires destinés à régler les consommations personnelles. Aujourd'hui, ce sont des considérations d'ordre économique qui ont prévalu.

Les Romains ont eu des lois somptuaires qui réglaient le costume des femmes, le luxe des funérailles et des repas. Le luxe choquait les Romains ; c'était une sorte d'outrage aux mœurs publiques, un atten-

tat contre l'égalité, l'égalité dans la pauvreté, bien entendu. L'économie, la parcimonie étaient des vertus pour un peuple aux yeux duquel les moyens de s'enrichir, l'industrie et le commerce, étaient choses viles. Mais le fond du caractère romain, c'est l'avidité, dont l'esprit de conquête fut la manifestation grandiose. Lorsque les richesses eurent pénétré dans Rome, lorsque les grands eurent donné l'exemple d'un luxe scandaleux, que pouvaient les lois somptuaires. Le type accompli du vieil esprit romain, c'est Marcus Porcius Caton, Caton le porcher, célèbre par sa rudesse et son hostilité contre les femmes par lesquelles le luxe s'introduit dans les États.

La société féodale reposait sur un principe contraire à celui de la cité antique, à savoir l'inégalité des conditions et des fortunes, inégalité qui doit se révéler dans tous les aspects de la vie : logement, vêtement, festins, fêtes, réjouissances. Mais la bourgeoisie a fait bien du chemin ; elle s'est affranchie; avec la liberté est venue la richesse. Lorsque la reine de France, femme de Philippe le Bel, alla à Bruges, elle fut confondue de la magnificence de costumes que déployèrent toutes ces riches Flamandes, et elle s'écria ! « Je croyais être seule reine ici, et j'en vois des milliers ! » Ce cri révèle l'esprit des lois somptuaires au moyen âge ; c'est un scandale que ce luxe de costumes qui confond les rangs. C'est l'esprit qui a dicté l'ordonnance de 1294, dont le premier article est ainsi conçu : « Nulle bourgeoise n'aura char. »

Au VII[e] siècle, quelques essais de législation somptuaire portant l'empreinte de la grande préoccupation du temps, le système mercantile, *L'or est la richesse*. Une ordonnance de 1672 défend de se servir de vaisselle plate. Il s'agit d'empêcher l'appauvrissement de la noblesse, à laquelle il semble, dit le roi, que nous devons une affection particulière. En réalité, on voulait que la vaisselle fut portée à la monnaie, on avait besoin d'argent.

Les excès somptuaires ne sont plus aujourd'hui justiciables que de l'opinion publique et du ridicule et trouvent une répression suffisante dans la déchéance économique qui menace ceux qui font un mauvais usage de leur fortune. Les lois somptuaires feraient violence à nos mœurs. En principe, il n'y a rien à dire contre les impôts somptuaires. Il faut toutefois distinguer entre le point de vue ancien et le point de vue moderne. Autrefois on voyait dans ce genre d'impôts un frein, et on devait désirer que ces impôts fusent très peu productifs, car c'eût été un signe que le luxe qu'on voulait atteindre diminuait. Nous ne l'entendons point ainsi aujourd'hui. Les dépenses de luxe qu'atteint l'impôt sont parfaitement innocentes en elles-mêmes, et l'État ne demande pas mieux que de les voir s'étendre et produire des excédents budgétaires de plus en plus considérables. Transformer l'impôt en moyen de moralisation, c'est le détourner de son but.

L'intérêt direct, immédiat de l'Etat, c'est que chaque citoyen fasse un bon emploi de sa fortune, et notamment en consacre une partie à l'épargne, source où il puise par l'impôt et par l'emprunt. On demande en conséquence, à l'État d'encourager, de protéger l'épargne nationale. Le premier encouragement à donner à l'épargne, c'est que chacun ait la certitude de jouir du revenu du capital qu'il s'est constitué par l'épargne. Sur ce point pas de difficulté. Dans un sens plus restreint, l'État encourage l'épargne en favorisant les institutions propres à faciliter l'épargne, à en faire naître et entretenir le goût, surtout chez ceux qui, à raison de leurs modiques et précaires revenus, sont le moins portés à l'épargne et en ont cependant le plus grand besoin. Telles sont les caisses d'épargne, lesquelles doivent être considérées bien moins comme des institutions financières que comme des établissements d'instruction populaires placés à côté des écoles primaires. Ce rapport est devenu encore plus intime par l'organisation des caisses d'épargne scolaires.

Mais que veut-on dire quand on demande à l'État de protéger, de sauvegarder l'épargne nationale ? On entend que l'État vienne au secours des capitalistes imprudents qui placent leurs capitaux dans les emprunts étrangers ou dans les sociétés anonymes, placements dont ils sont incapables d'apprécier par eux-mêmes la solidité. En ce qui concerne les emprunts étrangers, il y a peu de chose à faire, d'autant mieux que l'éducation financière de la nation *est assez avancée*, et que les États emprunteurs qui ne méritent pas la confiance des capitalistes sont parfaitement connus. Quant à la protection réclamée de l'État en faveur de l'épargne qui trouve un placement dans les sociétés anonymes françaises, la question est plus délicate par la double raison que les abus sont ici plus réels, et que l'État a des moyens d'intervenir d'une manière plus efficace. Il est toutefois plus facile de signaler le mal que de trouver et d'appliquer le remède. Il s'agit de duper les actionnaires, les obligataires et les créanciers de la société, et l'on sait quels sont les instruments habituels de la fraude : les apports fictifs, le capital fictif, les actions au porteur non libérées mises en circulation. En signalant le mal on indique le remède ; mais le difficile est d'en trouver la formule précise, c'est-à-dire de faire une bonne loi sur les sociétés ; de placer les responsabilités là où elles doivent être et dans la mesure convenable.

Après avoir demandé à l'État, dans des termes un peu vagues, de sauvegarder l'épargne nationale, on a proposé de faire de l'État l'agent général et le garant de cette épargne. Voici le procédé. On évalue à 2,500 millions ou 3 milliards l'épargne annuelle de la France. Une partie est plus ou moins directement employée par le capitaliste lui-même à l'amélioration et à l'augmentation de son capital ; le reste va à la Bourse se placer en valeurs mobilières. C'est pour cette épargne,

qu'on peut évaluer à 1,500 millions, que l'État dirait aux citoyens : « Remettez-moi vos épargnes ; je me charge de les faire valoir, à mes « risques et périls ; je vous servirai un intérêt. Je serai votre banquier. » C'est, comme on voit, une émission continue d'emprunts [1]. Quelle conception déraisonnable ! L'Etat disant : Je vais emprunter, emprunter sans cesse, je verrai ensuite ce que je ferai de l'emprunt ! Si la spécialité budgétaire est une condition de l'impôt, la spécialité en matière d'emprunt est un frein encore plus nécessaire.

De *l'épargne par l'État* à *l'épargne imposée par l'État*, il n'y a qu'un pas, On a donc proposé de rendre l'épargne obligatoire. L'épargne n'est pas le mot ; l'épargne proprement dite, nous le savons, n'est qu'une forme inférieure de la prévoyance ; c'est de l'assurance qu'il s'agit : on veut décréter l'*assurance obligatoire*. S'assurer, serait l'accomplissement d'un devoir civique, comme payer l'impôt. Les objections s'élèvent en foule. Tous les citoyens seraient-ils soumis à cet impôt, ou ferait-on des catégories ? C'est dans ce dernier sens qu'on l'entend, et il s'agit de fonder une caisse nationale de retraite pour les ouvriers. Qui sera donc chargé d'aller réclamer à l'ouvrier le montant de sa cotisation ? Sera-ce le percepteur ? Et si l'ouvrier répond que son salaire est insuffisant pour les besoins de chaque jour ? De quel moyen de contrainte usera-t-on ? Je crains fort que ce moyen consiste en une sorte de *saisie-arrêt* pratiquée entre les mains du patron, débiteur du salaire, et chargé de prélever sur ce salaire la prime d'assurance imposée à l'ouvrier. Voilà un nouveau ferment de discorde entre le patron et l'ouvrier qui, en somme, dira au patron : « Il me faut mon salaire tout « entier... vous m'assurerez par-dessus le marché ! » Les personnes qui croient bien à tort avoir le privilège de s'intéresser au sort des ouvriers, affirment que l'ouvrier ne peut pas épargner ; mais ces mêmes personnes, dès qu'il s'agit d'épargne ou d'assurance obligatoire, n'hésitent pas à déclarer que l'ouvrier peut épargner. Je vois dans tout cela une tendance fâcheuse à mettre à la charge de l'État l'existence

1. *L'emprunt à jet continu*, comme on n'a pas manqué de le dire. — *Systématisation des emprunts*, tel est le titre d'un des chapitres d'une brochure publiée en 1877 par M. Isaac Pereire : *Questions financières ; réforme de l'impôt par l'emprunt.* — L'État s'est fait postérieurement garant de l'épargne, de la sûreté d'un placement, lorsqu'il a accordé des garanties d'intérêt aux actionnaires des chemins de fer. On peut discuter ce mode de concours donné par l'État aux compagnies ; mais il s'agissait là d'attirer les capitaux dans une industrie naissante qui n'inspirait pas grande confiance. Ce qui est tout différent et, en principe absolument condamnable, c'est que l'État vienne après coup dire à des actionnaires et obligataires : « Vous avez fait une mauvaise affaire ; vous ne recevez ni dividende ni in- « térêt ; je prends l'affaire à mon compte, j'achète le chemin de fer. » C'est un peu ce que nous avons vu, à propos de certaines lignes secondaires dont l'exploitation n'était pas précisément en péril, en sorte que l'intervention financière de l'État fut légitimée par un intérêt public.

de tous ceux qui se déclarent hors d'état de l'assurer par eux-mêmes, et je redoute fort, si l'on entre dans cette voie, de voir un jour inscrire au budget, dans le chapitre de l'assistance publique, une formidable allocation sous ce titre : Assurances ! Nous marcherions ainsi tout droit au régime de la charité légale, car, si l'État se charge d'assurer l'avenir de telle ou telle catégorie de personnes, pourquoi n'assurerait-il pas leur existence dans le présent ? En Angleterre, on a entrevu dans l'assurance obligatoire un moyen de supprimer la taxe des pauvres ; si nous adoptions ce même principe, ce pourrait bien être, tout au contraire, le premier pas fait vers ce régime de la charité légale, auquel nous avons échappé jusqu'à présent, car l'assurance obligatoire deviendrait l'assurance par l'État.

C'est une tâche ingrate de protester contre des mesures inspirées par des sentiments généreux, mais irréfléchis. L'économie politique ne peut pas tenir un autre langage, et elle est en parfait accord avec la morale et les intérêts généraux de la société, lorsque, après avoir enseigné l'épargne, démontré ses bienfaits, enseigné sa nécessité, elle conclut qu'on ne peut pas l'imposer et substituer complètement la prévoyance de l'État à celle des particuliers. Ce serait la ruine de la société et la déchéance économique et morale des individus ; ce serait ôter tout ressort aux âmes et mettre l'imprévoyance en honneur que de souffrir que chacun pût placer hors de soi, ses craintes et ses espérances, attendant avec sécurité des secours étrangers : « *Si quantum pauperum est venire « huc, singuli nunquam exsatiabuntur, res publica deficiet... Languescet in- « dustria, intendetur socordia, si nullus ex se metus aut spes, et securi omnes « aliena subsidia exspectabunt, sibi ignavi, nobis graves.* » (Tacite, *Annales*, livre II, ch. XXXVIII).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Préface de la première édition..... 1
Préface de la deuxième édition.....

LIVRE PREMIER

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER..... 1
Objet essentiel de cette introduction. — Considérations générales sur les divers ordres de sciences.

CHAPITRE II..... 5
Recherche analytique de la notion d'économie politique.

CHAPITRE III..... 9
L'économie politique est une science ; elle en a tous les caractères. — Elle n'est pas un art.

CHAPITRE IV..... 15
Comparaison de l'économie politique avec les autres sciences. — Sa supériorité comme construction scientifique.

CHAPITRE V..... 21
Les définitions. — Comment on construit une définition. — L'économie politique est la philosophie de l'industrie humaine.

CHAPITRE VI..... 24
Du milieu dans lequel s'accomplissent les phénomènes économiques. — L'ordre politique et l'ordre économique.

CHAPITRE VII..... 29
Caractère militant de l'économie politique. — Ses adversaires plus ou moins déclarés.

CHAPITRE VIII..... 38
Nécessité d'une étude approfondie de l'économie politique.

LIVRE II

DE LA PRODUCTION DE LA RICHESSE

SECTION I. — *Généralités sur la production.*

CHAPITRE IX..... 44
Complexité des phénomènes économiques. — Raisons d'en commencer l'étude par la production. — Nomenclature économique. — Notion de la production et de la consommation.

CHAPITRE X..... 47
Théorie erronée sur la production. — La doctrine physiocratique. — Appréciation générale sur les physiocrates.

CHAPITRE XI..... 50
Vue d'ensemble des éléments de la production.

SECTION II. — *Le rôle de la terre et des agents naturels dans la production.*

CHAPITRE XII..... 52
Ce que fournit la nature. — Puissance de l'homme sur la nature.

SECTION III. — *Le travail considéré comme élément de production.*

CHAPITRE XIII..... 54
Notion scientifique de travail. — Doctrines erronées sur le travail ; théorie du travail pour le travail ; théorie du travail attrayant.

CHAPITRE XIV..... 57
Organisation naturelle du travail. — Aperçu historique.

CHAPITRE XV..... 59
La division du travail.

CHAPITRE XVI..... 63
La liberté du travail. — Aperçu historique. — L'antiquité grecque et romaine. — Régime corporatif du moyen âge. — La réglementation dans la manufacture. — Turgot et la liberté du travail. — Les édits de 1776.

SECTION IV. — *Du capital considéré comme élément de la production.*

CHAPITRE XVII..... 72
Idée générale du capital.

CHAPITRE XVIII..... 75
Nomenclature économique du capital.

CHAPITRE XIX..... 75
Puissance du capital.

CHAPITRE XX..... 85
Formation du capital par l'épargne. — Les définitions du capital.

SECTION V. — *L'entrepreneur d'industrie.*

CHAPITRE XXI..... 91
Ce qui constitue l'entreprise, la qualité d'entrepreneur. — Distinction entre la personne et la fonction. — Du rôle plus ou moins prépondérant des divers éléments de la production suivant les temps et suivant la nature de l'industrie.

SECTION VI. — *Classification des industries. — Caractères généraux de l'industrie moderne.*

CHAPITRE XXII..... 94
Énumération et classification des industries. — Distinctions rationnelles. — L'industrie des transports et l'industrie commerciale. — L'industrie manufacturière. — Caractères de l'industrie moderne.

APPENDICE

CHAPITRE XXIII..... 99
Du rôle de l'État en matière de production de la richesse.

LIVRE III

DE LA DISTRIBUTION OU RÉPARTITION DE LA RICHESSE

CHAPITRE XXIV..... 103
Position du problème de la répartition. — Organisation du principe de justice : propriété et liberté des conventions. — Aperçu des solutions contraires.

PREMIÈRE PARTIE

SYSTÈME DE RÉPARTITION FONDÉ SUR LA PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE ET LA LIBERTÉ DES CONVENTIONS.

SECTION I. — *Les bases de la répartition.*

CHAPITRE XXV..... 107
De la propriété.

CHAPITRE XXVI..... 117
Des conventions en vue de la répartition de la richesse. — Le régime de l'entreprise.

SECTION II. — *La part de la terre ou le revenu du propriétaire foncier.*

CHAPITRE XXVII..... 120
Le fermage et la rente foncière. — Exposition de la théorie de Ricardo.

CHAPITRE XXVIII..... 125
Appréciation de la théorie de la rente de Ricardo. — Exagérations en sens contraires. — La vérité sur le phénomène de la rente.

CHAPITRE XXIX..... 132
Du taux de l'intérêt foncier. — Causes de ses variations.

CHAPITRE XXX..... 135
Les divers procédés de culture et les différents systèmes de tenure et d'amodiation du sol.

CHAPITRE XXXI..... 139
Des formes et dimensions de la culture. — Grande et petite culture. — Grande et petite propriété. — De l'influence des lois en cette matière.

SECTION III. — *La part du capital ou revenu du capitaliste.*

CHAPITRE XXXII..... 147
Notion de l'intérêt. — Faits généraux qui déterminent la hausse ou la baisse du taux de l'intérêt.

CHAPITRE XXXIII..... 153
Les controverses sur la légitimité du prêt à intérêt.

CHAPITRE XXXIV..... 158
De la limitation légale du taux de l'intérêt. — Le délit d'usure.

SECTION IV. — *La part du travail ou le revenu de l'ouvrier.*

CHAPITRE XXXV..... 163
Théorie mathématique du salaire.

CHAPITRE XXXVI..... 169
Correctifs et compléments à introduire dans la théorie du salaire.

SECTION V. — *La part de l'entrepreneur.*

CHAPITRE XXXVII..... 173
Le profit de l'entrepreneur. — Son caractère aléatoire.

SECTION VI. — *De la population.*

CHAPITRE XXXVIII..... 176
Position de la question de la population. — Doctrine de Malthus. — Les théories de la rente, des salaires et de la population.— Ricardo et Malthus.

DEUXIÈME PARTIE

EXAMEN DES SYSTÈMES DE RÉPARTITION QUI PORTENT PLUS OU MOINS ATTEINTE A LA PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE ET A LA LIBERTÉ DES CONVENTIONS.

SECTION I. — *L'utopie. Les révélateurs.*

CHAPITRE XXXIX..... 186
Transition à l'examen des doctrines dissidentes.

CHAPITRE XL..... 189
Aperçu des doctrines utopistes. — Robert Owen. — Saint-Simon. — Fourier. — Pierre Leroux.

SECTION II. — *Le socialisme à prétentions scientifiques. — Les docteurs du socialisme.*

CHAPITRE XLI..... 192
L'organisation du travail et le droit au travail. — Louis Blanc.

CHAPITRE XLII..... 198
La gratuité du crédit et le mutuellisme de Proudhon.

CHAPITRE XLIII..... 203
Les docteurs du socialisme à l'étranger.

SECTION III. — *Le socialisme des ouvriers.*

CHAPITRE XLIV..... 208
Caractères généraux du mouvement ouvrier spontané.

CHAPITRE XLV..... 211
Amélioration du salariat. — Les grèves. — Moyens proposés pour prévenir les grèves. — Les *trades-unions*.

CHAPITRE XLVI..... 217
La suppression du salariat par l'association. — Le contrat de société. — Coup d'œil historique sur le mouvement coopératif.

SECTION IV. — *Des prédications morales et religieuses sur la répartition des richesses.*

CHAPITRE XLVII..... 230
Le socialisme de la chaire sacrée. — La réforme sociale de M. Le Play.

APPENDICE

DE LA RÉMUNÉRATION DES SERVICES NON INDUSTRIELS.

CHAPITRE XLVIII..... 233
Des services privés et publics qui n'ont pas été compris dans la répartition. — Rôle de l'État en matière de répartition.

CHAPITRE XLIX..... 235
De l'impôt considéré comme fait de répartition. — Théorie générale de l'impôt.

LIVRE IV

DE LA CIRCULATION DE LA RICHESSE

SECTION I. — *Notions générales.*

CHAPITRE L..... 263
Terminologie. — Aperçu des questions qui se rattachent à la circulation de la richesse.

CHAPITRE LI..... 266
Les bienfaits de l'échange. — Il n'est pas vrai que le profit de l'un soit le dommage de l'autre. — Harmonie entre l'intérêt individuel et l'intérêt général. — Dans l'ordre économique, tous les contrats se ramènent à l'échange.

CHAPITRE LII..... 270
Des conditions plus ou moins favorables au développement des échanges. — Le mécanisme de l'échange. — Le troc. — La vente. — Théorie générale de la monnaie.

SECTION II. — *Théorie de la valeur et des prix.*

CHAPITRE LIII..... 276
Théorie de la valeur. — La valeur est la qualité économique des choses. — L'industrie commerciale dans ses rapports avec la valeur.

CHAPITRE LIV..... 281
De la mesure de la valeur. — Evalution monétaire. — Valeur et prix. — Valeur, prix et richesse.

CHAPITRE LV..... 285
Doctrines erronées sur la valeur.

CHAPITRE LVI..... 288
Lois de la variation des prix. — Loi de l'offre et de la demande, ou prix du marché. — Le coût de production. — Conclusion sur la valeur et le prix.

SECTION III. — *De la monnaie métallique. — Des métaux précieux.*

CHAPITRE LVII..... 299
Théorie générale de la monnaie métallique. — Théories erronées qui voient dans la monnaie plus ou moins qu'une marchandise. — Du prix de la monnaie.

CHAPITRE LVIII..... 306
Restrictions que comporte le principe établi au chapitre précédent : *La monnaie est une marchandise.* — Vices inhérents à tout système monétaire. — Complications résultant de la pluralité des métaux employés comme monnaie et de la diversité des systèmes monétaires.

CHAPITRE LIX..... 314
Aperçu historique sur les origines du système monétaire des peuples modernes. — Loi du 7 germinal an XI. — Les divers types de systèmes monétaires

CHAPITRE LX..... 324
La question monétaire.

SECTION IV. — *Du crédit.*

CHAPITRE LXI..... 331
Premières notions du crédit. — Crédit de consommation. — Crédit industriel. — Crédit commercial. — Rapport du crédit avec l'épargne. — Organisation du crédit. — Commerce et banque. — Le billet de banque.

CHAPITRE LXII..... 340
Les banques. — Aperçu historique. — Banques de dépôt, de virement, d'escompte, de circulation. — Filiation du billet de banque. — Fonctions essentielles du banquier : escomptes et dépôts.

CHAPITRE LXIII..... 347
Théorie générale des banques d'émission et du billet de banque. — Les attaques dirigées contre le billet de banque.

CHAPITRE LXIV..... 356
Les différents régimes des banques d'émission. — Liberté, réglementation, monopole. — Discussion. — La liberté absolue. — Valeur comparative des divers systèmes de réglementation.

CHAPITRE LXV..... 374
Les grands établissements de crédit. — Organisation de la commandite industrielle. — Transformation des mœurs et des pratiques financières.

CHAPITRE LXVI..... 382
Des différentes espèces de crédit, eu égard à la base sur laquelle elles reposent. — I. Organisation du crédit réel immobilier. — Sociétés de crédit foncier. — II. Crédit réel mobilier. — Les monts-de-piété. — Les magasins généraux.

CHAPITRE LXVII..... 392
Du crédit public : I. Ses caractères essentiels ; bases sur lesquelles il repose. — II. Conséquences quant aux conditions auxquelles l'État emprunte. — III. Avantages et inconvénients des différents modes d'emprunt. — IV. Émission des emprunts. — V. Aperçu de l'ensemble des dettes publiques. — VI. De l'extinction des dettes publiques ; amortissement. — VII. Conversion des dettes. — VIII. Du cours forcé.

CHAPITRE LXVIII..... 424
La bourse. — L'usage et l'abus du crédit. — La spéculation et l'agiotage. — Notions générales sur les opérations de bourse.

SECTION V. — *Le commerce extérieur. — Le change. — Les crises.*

CHAPITRE LXIX..... 430
Le commerce extérieur. — Y a-t-il une théorie du commerce extérieur ? La Balance du commerce. — Théorie des débouchés. — Le rapport entre les importations et les exportations.

CHAPITRE LXX..... 438
Du change. — Comment s'opère dans le commerce international le règlement des importations et des exportations. — Des opérations de change auxquelles a donné lieu le payement de l'indemnité de guerre à l'Allemagne.

CHAPITRE LXXI..... 446
Des crises commerciales.

SECTION VI. — *La liberté des échanges.*

CHAPITRE LXXII..... 453
Liberté économique. — Liberté des échanges. — Aperçu historique sur la formation du système protecteur.

CHAPITRE LXXIII..... 463
Le manifeste libre-échangiste et le manifeste protectionniste.

CHAPITRE LXXIV..... 470
Les variations de la doctrine prohibitionniste. — Les complications et les contradictions du système protecteur.

CHAPITRE LXXV..... 480
La question de la liberté des échanges sur le terrain des faits. — La réforme économique en Angleterre. — Les traités de commerce. — Les enquêtes. — Tarif général et tarif conventionnel.

APPENDICE

CHAPITRE LXXVI..... 493
Du rôle de l'État en matière de circulation ou d'échange.

LIVRE V

DE LA CONSOMMATION DE LA RICHESSE.

SECTION I. — *Généralités.*

CHAPITRE LXXVII..... 497
Terminologie. — Y a-t-il lieu de faire de la théorie de la consommation l'objet d'une étude spéciale.

CHAPITRE LXXVIII..... 502
Du rapport général entre la production et la consommation.

SECTION II. — *Du meilleur emploi de la richesse*

CHAPITRE LXXIX..... 507
Terminologie : consommation, dépense ; emploi, usage de la fortune. — Épargne. — Économie. — Thésaurisation. — Prodigalité. — Avarice.

CHAPITRE LXXX..... 513
Le luxe.

CHAPITRE LXXXI..... 519
La bienfaisance. — La charité privée et la charité légale

CHAPITRE LXXXII..... 526
Riche et pauvre. — De l'emploi de la richesse suivant les diverses conditions de fortune.

CHAPITRE LXXXIII..... 533
L'art et la science de l'épargne. — Les différentes formes de la prévoyance. — L'épargne ou prévoyance simple. — Les caisses d'épargne. — Forme supérieure de la prévoyance. L'assurance. Les sociétés de secours mutuels.

CHAPITRE LXXXIV..... 538
Les doctrines dissidentes sur l'emploi de la richesse. — Théories économiques erronées sur l'épargne. Confusion de l'épargne avec l'avarice, l'accumulation, la thésaurisation. — Les doctrines philosophiques et religieuses du mépris des richesses, du retranchement des besoins et du renoncement.

SECTION III. — *Des dépenses publiques.*

CHAPITRE LXXXV..... 543
Des finances publiques en général. — Y a-t-il une science des finances ayant des privilèges particuliers ? — Rapport de la science des finances publiques avec l'économie politique. — Économie politique pure, pratique, appliquée.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. DIPHIMES

Laval. — Imp. et Stér. E. JAMIN, 41, rue de la Paix.

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR, 14, RUE SOUFFLOT. — PARIS.

Extrait du catalogue général :

ASSER, *professeur à l'Université d'Amsterdam* et **RIVIER**, *professeur à l'Université de Bruxelles*. Eléments de Droit international privé, ou du conflit des lois. — Droit civil. — Procédure. — Droit commercial. 1 vol. in-8. . . . . 8 fr.

BEAUCHET, *professeur à la Faculté de Droit de Nancy*, Histoire de l'Organisation Judiciaire en France. *Epoque franque*, 1886. 1 vol. in-8. . . . . 9 fr.

BOITARD. — Leçons de Droit criminel, contenant l'explication complète des Codes pénal et d'Instruction criminelle. 13e édition, 1890, revue et mise au courant de la législation par **E. VILLEY**, *doyen de la Faculté de Droit de Caen*. 1 vol. in-8. . . . . 10 fr.

BODIN, *doyen de la Faculté de Droit de Rennes*, Plan du cours de Droit romain professé à la Faculté de Droit, 2e édition entièrement refondue.
Première année, 1 vol. in-8 . . . . . 5 fr.
Deuxième année, 1 vol. in-8. . . . . 5 fr.

BONFILS (Henry), *doyen honoraire et professeur à la Faculté de Droit de Toulouse*. Traité élémentaire d'organisation judiciaire de compétence et de procédure en matière civile et commerciale 1 fort vol. grand in-8. . . . . 15 fr.

COLIN (Maurice), *Agrégé des Facultés de Droit, Professeur de Droit administratif et constitutionnel à l'Ecole de Droit d'Alger*, Cours élémentaire de droit administratif précédé de notions sur l'organisation des Pouvoirs publics en France (à l'usage de candidats aux examens de licence). 1890, 1 vol. in-8°. . . . . 6 fr.

CROUZEL, *bibliothécaire de l'Université à Toulouse*, Etude historique, économique et juridique sur les coalitions et les grèves dans l'industrie, 1 vol. in-8. . . . . 10 fr.

GINOULHIAC, *professeur honoraire à la Faculté de Droit de Toulouse*, Cours élémentaire d'Histoire générale du Droit public et privé (depuis les premiers temps jusqu'à la publication du Code civil). 2e édition entièrement refondue. 1 vol. in-8°. . . . . 10 fr.

GIRARD (P.-F.), *professeur agrégé à la Faculté de Droit de Paris*, Textes de Droit romain annotés, 1890. 1 fort. vol in-18° . . . . . 8 fr.

JOURDAN (Alfred). *doyen de la Faculté de Droit d'Aix*, Du rôle de l'Etat dans l'ordre économique ou économie politique et socialisme (ouvrage couronné par l'Institut) 1 vol. in-8. . . . . 8 fr.
— Des rapports entre le droit et l'économie politique, ou philosophie comparée du droit et de l'Economie politique. — (Ouvrage qui a obtenu le premier rang dans le concours pour le prix Wolowski). 1 vol. in-8 . . . . . 7 fr.

NEUMANN (Baron de), *professeur à l'Université de Vienne*. Eléments du Droit des gens public européen. Ouvrage traduit par M. de RIEDMATTEN, *docteur en Droit*, 1886, 1 vol. in-8°. . . . . 7 fr.

SURVILLE *agrégé* et **ARTHUYS** *professeur à la Faculté de Droit de Poitiers*. Cours élémentaire de Droit International privé, 1 vol. in 8° . . . . . (*sous presse*)

THALLER, *professeur à la Faculté de Droit de Lyon*, Des Faillites en Droit comparé avec une étude sur le règlement des faillites en Droit international. *Ouvrage couronné par l'Institut* (Académie des sciences morales et politiques, Prix du Budget), 1886-1887, 2 vol. in-8°. 16 fr.

VIGIÉ. *Doyen de la Faculté de Droit de Montpellier*. Cours élémentaire de Droit civil, conforme au programme des facultés de Droit 3 vol. in-8° . . . . . 30 fr.
Chaque volume se vend séparément. . . . . 10 fr.

Laval, imprimerie et stéréotypie E. JAMIN, 41, rue de la Paix.

Préface de la première édition
Préface de la deuxième édition
LIVRE PREMIER INTRODUCTION
CHAPITRE PREMIER
Objet essentiel de cette introduction. - Considérations générales sur les divers ordres de sciences.
CHAPITRE II
Recherche analytique de la notion d'économie politique.
CHAPITRE III
L'économie politique est une science; elle en a tous les caractères. - Elle n'est pas un art.
CHAPITRE IV
Comparaison de l'économie politique avec les autres sciences. - Sa supériorité comme construction scientifique.
CHAPITRE V
Les définitions. - Comment on construit une définition. - L'économie politique est la philosophie de l'industrie humaine.
CHAPITRE VI
Du milieu dans lequel s'accomplissent les phénomènes économiques. - L'ordre politique et l'ordre économique.
CHAPITRE VII
Caractère militant de l'économie politique. - Ses adversaires plus ou moins déclarés.
CHAPITRE VIII
Nécessité d'une étude approfondie de l'économie politique.
LIVRE II DE LA PRODUCTION DE LA RICHESSE
SECTION I. - Généralités sur la production.
CHAPITRE IX
Complexité des phénomènes économiques. - Raisons d'en commencer l'étude par la production. - Nomenclature économique. - Notion de la production et de la consommation.
CHAPITRE X
Théorie erronée sur la production. - La doctrine physiocratique. - Appréciation générale sur les physiocrates.
CHAPITRE XI
Vue d'ensemble des éléments de la production.
SECTION II. - Le rôle de la terre et des agents naturels dans la production.
CHAPITRE XII
Ce que fournit la nature. - Puissance de l'homme sur la nature.
SECTION III. - Le travail considéré comme élément de production.
CHAPITRE XIII
Notion scientifique de travail. - Doctrines erronées sur le travail; théorie du travail pour le travail; théorie du travail attrayant.
CHAPITRE XIV
Organisation naturelle du travail. - Aperçu historique.
CHAPITRE XV
La division du travail.
CHAPITRE XVI
La liberté du travail. - Aperçu historique. - L'antiquité grecque et romaine. - Régime corporatif du moyen âge. - La réglementation dans la manufacture. - Turgot et la liberté du travail. - Les édits de 1776.
SECTION IV. - Du capital considéré comme élément de la production.
CHAPITRE XVII
Idée générale du capital.
CHAPITRE XVIII
Nomenclature économique du capital.
CHAPITRE XIX
Puissance du capital.
CHAPITRE XX
Formation du capital par l'épargne. - Les définitions du capital.
SECTION V. - L'entrepreneur d'industrie.
CHAPITRE XXI
Ce qui constitue l'entreprise, la qualité d'entrepreneur. - Distinction entre la personne et la fonction. - Du rôle plus ou moins prépondérant des divers éléments de la production suivant les temps et suivant la nature de l'industrie.
SECTION VI. - Classification des industries. - Caractères généraux de l'industrie moderne.
CHAPITRE XXII
Enumération et classification des industries. - Distinctions rationnelles. - L'industrie des transports et l'industrie commerciale. - L'industrie manufacturière. - Caractères de l'industrie moderne.
APPENDICE
CHAPITRE XXIII
Du rôle de l'Etat en matière de production de la richesse.
LIVRE III DE LA DISTRIBUTION OU REPARTITION DE LA RICHESSE
CHAPITRE XXIV
Position du problème de la répartition. - Organisation du principe de justice: propriété et liberté des conventions. - Aperçu des solutions contraires.
PREMIERE PARTIE SYSTEME DE REPARTITION FONDE SUR LA PROPRIETE INDIVIDUELLE ET LA LIBERTE DES CONVENTIONS.
SECTION I. - Les bases de la répartition.
CHAPITRE XXV
De la propriété.
CHAPITRE XXVI
Des conventions en vue de la répartition de la richesse. - Le régime de l'entreprise.
SECTION II. - La part de la terre ou le revenu du propriétaire foncier.
CHAPITRE XXVII
Le fermage et la rente foncière. - Exposition de la théorie de Ricardo.
CHAPITRE XXVIII
Appréciation de la théorie de la rente de Ricardo. - Exagérations en sens contraires. - La vérité sur le phénomène de la rente.
CHAPITRE XXIX
Du taux de l'intérêt foncier. - Causes de ses variations.
CHAPITRE XXX
Les divers procédés de culture et les différents systèmes de tenure et d'amodiation du sol.
CHAPITRE XXXI
Des formes et dimensions de la culture. - Grande et petite culture. - Grande et petite propriété. - De l'influence des lois en cette matière.
SECTION III. - La part du capital ou revenu du capitaliste.
CHAPITRE XXXII
Notion de l'intérêt. - Faits généraux qui déterminent la hausse ou la baisse du taux de l'intérêt.
CHAPITRE XXXIII
Les controverses sur la légitimité du prêt à intérêt.
CHAPITRE XXXIV
De la limitation légale du taux de l'intérêt. - Le délit d'usure.
SECTION IV. - La part du travail ou le revenu de l'ouvrier.
CHAPITRE XXXV
Théorie mathématique du salaire.
CHAPITRE XXXVI
Correctifs et compléments à introduire dans la théorie du salaire.
SECTION V. - La part de l'entrepreneur.
CHAPITRE XXXVII
Le profit de l'entrepreneur. - Son caractère aléatoire.
SECTION VI. - De la population.
CHAPITRE XXXVIII
Position de la question de la population. - Doctrine de Malthus. - Les théories de la rente, des salaires et de la population. - Ricardo et Malthus.
DEUXIEME PARTIE EXAMEN DES SYSTEMES DE REPARTITION QUI PORTENT PLUS OU MOINS ATTEINTE A LA PROPRIETE INDIVIDUELLE ET A LA LIBERTE DES CONVENTIONS.

SECTION I. - L'utopie. Les révélateurs.
CHAPITRE XXXIX
Transition à l'examen des doctrines dissidentes.
CHAPITRE XL
Aperçu des doctrines utopistes. - Robert Owen. - Saint-Simon. - Fourier. - Pierre Leroux.
SECTION II. - Le socialisme à prétentions scientifiques. - Les docteurs du socialisme.
CHAPITRE XLI
L'organisation du travail et le droit au travail. - Louis Blanc.
CHAPITRE XLII
La gratuité du crédit et le mutuellisme de Proudhon.
CHAPITRE XLIII
Les docteurs du socialisme à l'étranger.
SECTION III. - Le socialisme des ouvriers.
CHAPITRE XLIV
Caractères généraux du mouvement ouvrier spontané.
CHAPITRE XLV
Amélioration du salariat. - Les grèves. - Moyens proposés pour prévenir les grèves. - *Les trades-unions.*
CHAPITRE XLVI
La suppression du salariat par l'association. - Le contrat de société. - Coup d'oeil historique sur le mouvement coopératif.
SECTION IV. - Des prédications morales et religieuses sur la répartition des richesses.
CHAPITRE XLVII
Le socialisme de la chaire sacrée. - La réforme sociale de M. Le Play.
APPENDICE DE LA REMUNERATION DES SERVICES NON INDUSTRIELS.
CHAPITRE XLVIII
Des services privés et publics qui n'ont pas été compris dans la répartition. - Rôle de l'Etat en matière de répartition.
CHAPITRE XLIX
De l'impôt considéré comme fait de répartition. - Théorie générale de l'impôt.
LIVRE IV DE LA CIRCULATION DE LA RICHESSE
SECTION I. - Notions générales.
CHAPITRE L
Terminologie. - Aperçu des questions qui se rattachent à la circulation de la richesse.
CHAPITRE LI
Les bienfaits de l'échange. - Il n'est pas vrai que le profit de l'un soit le dommage de l'autre. - Harmonie entre l'intérêt individuel et l'intérêt général. - Dans l'ordre économique, tous les contrats se ramènent à l'échange.
CHAPITRE LII
Des conditions plus ou moins favorables au développement des échanges. - Le mécanisme de l'échange. - Le troc. - La vente. - Théorie générale de la monnaie.
SECTION II. - Théorie de la valeur et des prix.
CHAPITRE LIII
Théorie de la valeur. - La valeur est la qualité économique des choses. - L'industrie commerciale dans ses rapports avec la valeur.
CHAPITRE LIV
De la mesure de la valeur. - Evaluation monétaire. - Valeur et prix. - Valeur, prix et richesse.
CHAPITRE LV
Doctrines erronées sur la valeur.
CHAPITRE LVI
Lois de la variation des prix. - Loi de l'offre et de la demande, ou prix du marché. - Le coût de production. - Conclusion sur la valeur et le prix.
SECTION III. - De la monnaie métallique. - Des métaux précieux.
CHAPITRE LVII
Théorie générale de la monnaie métallique. - Théories erronées qui voient dans la monnaie plus ou moins qu'une marchandise. - Du prix de la monnaie.
CHAPITRE LVIII
Restrictions que comporte le principe établi au chapitre précédent: *La monnaie est une marchandise.* - Vices inhérents à tout système monétaire. - Complications résultant de la pluralité des métaux employés comme monnaie et de la diversité des systèmes monétaires.
CHAPITRE LIX
Aperçu historique sur les origines du système monétaire des peuples modernes. - Loi du 7 germinal an XI. - Les divers types de systèmes monétaires
CHAPITRE LX
La question monétaire.
SECTION IV. - Du crédit.
CHAPITRE LXI
Premières notions du crédit. - Crédit de consommation. - Crédit industriel. - Crédit commercial. - Rapport du crédit avec l'épargne. - Organisation du crédit. - Commerce et banque. - Le billet de banque.
CHAPITRE LXII
Les banques. - Aperçu historique. - Banques de dépôt, de virement, d'escompte, de circulation. - Filiation du billet de banque. - Fonctions essentielles du banquier: escomptes et dépôts.
CHAPITRE LXIII
Théorie générale des banques d'émission et du billet du banque. - Les attaques dirigées contre le billet de banque.
CHAPITRE LXIV
Les différents régimes des banques d'émission. - Liberté, réglementation, monopole. - Discussion. - La liberté absolue. - Valeur comparative des divers systèmes de réglementation.
CHAPITRE LXV
Les grands établissements de crédit. - Organisation de la commandite industrielle. - Transformation des moeurs et des pratiques financières.
CHAPITRE LXVI
Des différentes espèces de crédit, eu égard à la base sur laquelle elles reposent. - I. Organisation du crédit réel immobilier. - Sociétés de crédit foncier. - II. Crédit réel mobilier. - Les monts-de-piété. - Les magasins généraux.
CHAPITRE LXVII
Du crédit public: I. Ses caractères essentiels; bases sur lesquelles il repose. - II. Conséquences quant aux conditions auxquelles l'Etat emprunte. - III. Avantages et inconvénients des différents modes d'emprunt. - IV. Emission des emprunts. - V. Aperçu de l'ensemble des dettes publiques. - VI. De l'extinction des dettes publiques; amortissement. - VII. Conversion des dettes. - VIII. Du cours forcé.
CHAPITRE LXVIII
La bourse. - L'usage et l'abus du crédit. - La spéculation et l'agiotage. - Notions générales sur les opérations de bourse.
SECTION V. - Le commerce extérieur. - Le change. - Les crises.
CHAPITRE LXIX
Le commerce extérieur. - Y a-t-il une théorie du commerce extérieur? La Balance du commerce. - Théorie des débouchés. - Le rapport entre les importations et les exportations.
CHAPITRE LXX
Du change. - Comment s'opère dans le commerce international le règlement des importations et des exportations. - Des opérations de change auxquelles a donné lieu le payement de l'indemnité de guerre à l'Allemagne.
CHAPITRE LXXI
Des crises commerciales.
SECTION VI. - La liberté des échanges.
CHAPITRE LXXII
Liberté économique. - Liberté des échanges. - Aperçu historique sur la formation du système protecteur.
CHAPITRE LXXIII
Le manifeste libre-échangiste et le manifeste protectionniste.
CHAPITRE LXXIV
Les variations de la doctrine prohibitionniste. - Les complications et les contradictions du système protecteur.
CHAPITRE LXXV
La question de la liberté des échanges sur le terrain des faits. - La réforme économique en Angleterre. - Les traités de commerce. - Les enquêtes. - Tarif général et tarif conventionnel.
APPENDICE
CHAPITRE LXXVI
Du rôle de l'Etat en matière de circulation ou d'échange.
LIVRE V DE LA CONSOMMATION DE LA RICHESSE.

SECTION I. - Généralités.
CHAPITRE LXXVII
Terminologie. - Y a-t-il lieu de faire de la théorie de la consommation l'objet d'une étude spéciale.
CHAPITRE LXXVIII
Du rapport général entre la production et la consommation.
SECTION II. - Du meilleur emploi de la richesse
CHAPITRE LXXIX
Terminologie; consommation, dépense; emploi, usage de la fortune. - Epargne. - Economie. - Thésaurisation. - Prodigalité. - Avarice.
CHAPITRE LXXX
Le luxe.
CHAPITRE LXXXI
La bienfaisance. - La charité privée et la charité légale
CHAPITRE LXXXII
Riche et pauvre. - De l'emploi de la richesse suivant les diverses conditions de fortune.
CHAPITRE LXXXIII
L'art et la science de l'épargne. - Les différentes formes de la prévoyance. - L'épargne ou prévoyance simple. - Les caisses d'épargne. - Forme supérieure de la prévoyance. L'assurance. Les sociétés de secours mutuels.
CHAPITRE LXXXIV
Les doctrines dissidentes sur l'emploi de la richesse. - Théories économiques erronées sur l'épargne. Confusion de l'épargne avec l'avarice, l'accumulation, la thèsaurisation. - Les doctrines philosophiques et religieuses du mépris des richesses, du retranchement des besoins et du renoncement.
SECTION III. - Des dépenses publiques.
CHAPITRE LXXXV
Des finances publiques en générale. - Y a-t-il une science des finances ayant des privilèges particuliers? - Rapport de la science des finances publiques avec l'économie politique. - Economie politique pure, pratique, appliquée.